

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

VOLUME CIX



PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

DU 14 MARS 1974
AU 28 DÉCEMBRE 1974

FROM THE 14th MARCH 1974
TO THE 28th DECEMBER 1974

DANS LA VINGT-TROISIÈME ANNÉE
DU RÈGNE DE SA MAJESTÉ

ELIZABETH DEUX

ÉTANT LA DEUXIÈME SESSION DE LA
TRENTIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

IN THE TWENTY-THIRD YEAR
OF THE REIGN OF HER MAJESTY

ELIZABETH THE SECOND

BEING THE SECOND SESSION OF THE
THIRTIETH LEGISLATURE OF
THE PROVINCE OF QUÉBEC

Président

L'HONORABLE
JEAN-NOËL LAVOIE

SESSION 1974

President

THE HONOURABLE
JEAN-NOËL LAVOIE

SESSION 1974

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation: Convocation de la deuxième session de la 30 ^e Législature.	IX
État des travaux de la session.	XI
Procès-verbaux de l'Assemblée nationale.	1
Précis des décisions rendues par le président de l'Assemblée nationale.	626
Membres du Conseil exécutif et Adjointes parlementaires.	635
Les Officiels de l'Assemblée nationale.	639
Cadres supérieurs de l'Assemblée nationale.	639
Liste alphabétique des districts électoraux et de leurs représentants.	641
Liste alphabétique des membres, répartie par district électoral.	645
Index.	649

CONTENTS

	PAGE
Proclamation: Convocation of the Second Session of the 30th Legislature.	IX
Statement of work of the session.	XI
Votes and proceedings of the National Assembly.	1
Summary of the decisions rendered by the President.	627
Members of the Executive Council and the Parliamentary Assistants.	635
The Officials of the National Assembly.	639
The Senior Staff of the National Assembly.	639
The electoral districts of the National Assembly and the Members thereof.	641
The Members of the National Assembly and their electoral districts.	645
Index.	709

PROCLAMATION



Canada
Province de JEAN TURGEON
Québec.
[L.S.]

Canada,
Province of JEAN TURGEON
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the National Assembly of Québec,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le quatorzième jour de mars prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the fourteenth day of March next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé
l'honorable Juge JEAN TURGEON,
administrateur du gouvernement de
ladite Province.

WITNESS: Our Right Trusty and Well
Beloved the Honourable Justice JEAN
TURGEON, Administrator of the Gov-
ernment of the said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement,
à Québec, le vingt et unième jour de
février, l'an de grâce mil neuf cent
soixante-quatorze et de Notre règne le
vingt-troisième.

Given at Our Government House, in
Québec, on the twenty-first day of
February, in the year of Our Lord, one
thousand nine hundred and seventy-
four, in the twenty-third year of Our
Reign.

Par ordre,

By command,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec,*

RENÉ BLONDIN.

RENÉ BLONDIN,
*Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

ÉTAT DES TRAVAUX STATEMENT OF WORK

DE OF

LA SESSION DE THE SESSION OF

1974 1974

2ème SESSION DE LA 30ème
LÉGISLATURE

BEING THE 2nd SESSION OF THE
30th LEGISLATURE

La session s'ouvre le jeudi 14 mars 1974.

The session opened on Thursday, the
14th day of March 1974.

L'Assemblée est prorogée le 28 décembre 1974.

The prorogation took place on the 28th
December 1974.

Séances..... 107

Number of sittings..... 107

Documents déposés sur le bureau de
la Chambre; réponses aux ordres de
l'Assemblée 246

Documents laid before the Assembly,
Returns to Orders of the Assembly 246

Projets de loi présentés à l'Assemblée
nationale:
Projets de loi publics..... 97
Projets de loi privés..... 33

Bills introduced in the National As-
sembly:
Public bills..... 97
Private bills..... 33

Projets de loi sanctionnés:
Projets de loi publics..... 87
Projets de loi privés..... 29

Bills sanctioned:
Public bills..... 87
Private bills..... 29

Avis de questions et de motions..... 155

Notices of Motions and Questions... 155

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Greffier des archives.

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Clerk of Archives.

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

23 ELIZABETH II, 1974

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 14 mars 1974

Thursday, March 14th 1974

À quinze heures M. le président prend le fauteuil.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil du président.

Alors l'honorable lieutenant-gouverneur ouvre la session par le message suivant à l'adresse du Parlement.

Madame et messieurs de l'Assemblée nationale,

Le renforcement de la solidarité transnationale imposé par la contrainte du développement et le désir de chaque citoyen de conserver sa liberté et de jouir d'une vie de qualité constituent les éléments déterminants du progrès des sociétés modernes.

Il n'est plus permis aujourd'hui de concevoir un modèle de développement de la société qui ignorerait cette dualité en privilégiant les seules valeurs collectives et nationales ou bien un individualisme et un laissez-faire inconditionnels. L'histoire a depuis longtemps démontré que de telles

At three o'clock P.M., Mr President took the Chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor entered the National Assembly accompanied by his Aide-de-Camp, and occupied the President's Chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor then opened the Session with the following message addressed to Parliament.

Madam and Gentlemen of the National Assembly,

The strengthening of transnational solidarity brought about by the necessity for development and the will of every citizen to enjoy a high quality of life while safeguarding his liberty constitute determining elements of progress in modern societies.

It is no longer realistic to envision a model of social development that would ignore this duality by favouring either collective and national values or unconditional individualistic and laissez-faire policies. History has long proved that such interpretations of reality inexorably lead

interprétations de la réalité mènent nécessairement à la négation de la liberté et de la dignité humaines.

Les sociétés occidentales ont su reconnaître la valeur des libertés individuelles. Elles ont surtout compris que, pour la protection même de ces libertés personnelles, d'autres droits, les libertés collectives, devaient être reconnus au citoyen en tant que membre d'une communauté culturelle, économique, sociale ou religieuse. Loin de nier les droits individuels, ces nouveaux droits se sont historiquement inscrits dans leur prolongement normal et nécessaire, ils ont en fait été appelés à prendre, particulièrement les droits socio-économiques, une importance de plus en plus grande dans la vie de l'État et du citoyen moderne.

Le Québec a connu une évolution semblable, il s'est même placé sous plus d'un aspect à l'avant-garde de la promotion des droits socio-économiques. Depuis 1970, le gouvernement a accéléré ce mouvement en accordant une importance très grande aux questions liées à la prospérité économique et à la justice sociale, consacrant ainsi dans la vie des Québécois l'idéal de la social-démocratie.

Au cours de la présente session, cette Assemblée sera de nouveau appelée à prendre des mesures pour promouvoir les droits socio-économiques du citoyen, traduisant la détermination du gouvernement de poursuivre ses efforts pour que se continuent le développement économique de toutes les régions du Québec et la hausse constante du niveau de vie des Québécois.

I — Les droits individuels et la souveraineté culturelle

Cette deuxième session de la trentième Législature sera pour tous les Québécois l'occasion de témoigner d'une façon particulière de leur attachement aux grandes libertés individuelles et collectives du citoyen. Le gouvernement présentera en effet à cette Assemblée deux importantes

to the alienation of the freedom and dignity of man.

Free nations have recognized the importance of civil liberties. They have also realized that, in order to protect those fundamental liberties, the citizen must possess other rights, collective liberties, in as much as he is a member of a cultural, economic, social or religious community. Far from denying individual rights, these new rights have become part of a normal and necessary historical process; in fact, they have assumed, and this is specifically the case of socio-economic rights, a growing importance in the life of the community and of its citizens.

Québec has gone through such a historical process and been in more than one respect at the origin of the promotion of socio-economic rights. Since 1970, the government has accelerated the process by granting the greatest importance to issues related to economic prosperity and social justice, thus implementing social-democratic policies in the life of the people of Québec.

At this session, this Assembly will again be called upon to adopt measures favouring the development of the socio-economic rights of the citizen and expressing the determination of the government to pursue its efforts to further both the economic development of every region of the province of Québec and the constant improvement of the conditions of life of its people.

I — Individual rights and cultural autonomy

This second session of the Thirtieth Legislature will be for the people of Québec the occasion to express their special attachment to the basic individual and collective liberties of the citizen. The government will propose to the Assembly two important measures that have long been

mesures dont le caractère indissociable est depuis longtemps reconnu par les sociétés véritablement soucieuses de garantir la protection et d'assurer le développement des libertés: une Charte des droits de l'homme complétée par une législation globale sur les droits linguistiques et culturels.

Le Québec doit exprimer clairement et formellement son attachement aux libertés fondamentales et sa détermination à combattre toute forme de discrimination. Cette Assemblée sera ainsi appelée à adopter la première Charte québécoise des droits de l'homme qui, bien que déjà reconnus dans notre société, doivent néanmoins être proclamés et affirmés solennellement. Le respect de la dignité de l'être humain et la reconnaissance des droits de la personne et de l'égalité de tous les citoyens constituent dans une société démocratique le fondement même de la liberté.

Une commission québécoise des droits sera créée pour exercer des fonctions d'information, d'éducation, de recherches, d'enquêtes et de surveillance afin de protéger les droits de la personne et d'en promouvoir le développement.

La sécurité culturelle des Québécois est devenue une condition essentielle au maintien d'un sain équilibre dans le développement de la société et à la sauvegarde des libertés individuelles du citoyen.

L'environnement culturel dans lequel les Québécois francophones évoluent au Québec même, au sein du Canada et sur le continent nord-américain impose au gouvernement québécois une responsabilité particulièrement exigeante. La recherche de la souveraineté culturelle devient dans cette perspective une simple question de réalisme et de logique.

Le gouvernement est convaincu qu'en matière linguistique et culturelle, le moment est maintenant venu de passer aux actes et de traduire dans des textes législatifs clairs et précis ses objectifs de justice et d'équité.

La politique linguistique du Québec reconnaîtra à la communauté francophone ses droits culturels et elle assurera à chaque

reconnu as inseparable by societies truly involved in the protection and development of liberty: a Bill of Rights complemented by a global legislation regarding linguistic and cultural rights.

The province of Québec must state clearly and formally its attachment to fundamental liberties and its determination to fight any form of discrimination. To that effect, this Assembly will be called upon to adopt the first Bill of Rights of the province of Québec, where such rights have always been recognized but must nevertheless be solemnly proclaimed. The respect of the dignity of man, the recognition of the rights of the individual and the equality of all citizens constitute the foundation itself of freedom in a democratic society.

A Québec Civil Rights Commission will be established to act as an agency of information, education, research, investigation and supervision with a view to protecting the rights of the individual.

The safeguard of the culture of the people of Québec is an essential condition to the maintenance of a healthy balance between social development and the protection of fundamental individual liberties.

The cultural environment in which the francophone Québécois live in Québec, within Canada and on the North-American continent imposes a particularly exacting responsibility on the Québec government. In that perspective, seeking the cultural autonomy of the people of Québec becomes a matter of logic and realism.

The government is convinced that with respect to language and culture, the time has come to act and to state clearly and precisely its objectives of justice and equity.

The language policy of Québec will recognize the cultural rights of the francophone community and will ensure to

Québécois le respect de sa langue et de son identité dans tous les grands secteurs de l'activité humaine.

Une loi proclamera « le français, la langue officielle du Québec », affirmant ainsi d'une façon non équivoque la détermination de tous les Québécois de conserver et de développer la langue et la culture françaises, tout en consacrant par ailleurs la personnalité française du Québec au sein de la Confédération canadienne.

Les modalités d'application de cette proclamation du « français, la langue officielle du Québec » et la place de la langue anglaise seront clairement définies. Ainsi, des dispositions et des mesures établiront comment le français doit être la langue de la Loi, du gouvernement, des communautés urbaines, des corporations municipales et scolaires et des institutions subventionnées et elles détermineront les conditions relatives à la langue d'enseignement.

Une langue n'est vivante que par sa présence dans la vie quotidienne des individus. Des mesures vous seront proposées qui permettront aux Québécois francophones d'exercer leurs activités dans leur langue que ce soit au sein de l'administration publique, des services publics, des professions, de la justice, dans les relations de travail et dans les opérations industrielles, commerciales et financières.

Un mécanisme de contrôle, de surveillance, de réglementation et de diffusion, la Régie de la langue française, sera créée pour assurer sur une base permanente et spécialisée la promotion de la langue française.

Un échéancier précis d'entrée en vigueur de toutes ces mesures sera prévu de façon à permettre au gouvernement d'élaborer les règlements requis, de constituer les services administratifs nécessaires et afin que les personnes, organismes et entre-

every Québécois the respect of his language and identity in every major sector of activity.

An Act will proclaim "French, the official language of Québec" asserting unequivocally the determination of all the Québécois to safeguard and promote the French language and culture and in so doing, consolidate, within the Canadian Confederation, the French character of the province of Québec.

The terms and conditions of application of the proclamation of French as the official language of Québec and the policy concerning the English language will be clearly defined. For that purpose, new provisions and measures will establish how the French language is to be the language of the law, of government, urban communities, municipal and school corporations and of subsidized institutions; such provisions and measures will also determine the policy concerning the language of instruction.

A language may flourish only to the extent of its presence in the day to day life of the individual. You will give your consideration to measures enabling the francophone Québécois to go about his chosen activity using his language in public administration, public service, in practising his profession, before the Courts, in industrial relations as well as in transacting industrial, commercial or financial operations.

A specially constituted body, the *Régie de la langue française*, will be created to promote the French language on a specialized and permanent basis, and deal with the control, supervision, regulation and diffusion of the language.

A precise list of the dates of the coming into force of the various measures will be established to enable the government to prepare the required regulations, set up the necessary services and allow the persons, organizations and undertakings

prises concernés puissent prendre les dispositions et les moyens pour s'y adapter.

Cette Assemblée sera donc appelée à poser un geste d'une importance historique indiscutable.

Tous les citoyens du Québec, de toute origine, seront ainsi conviés à témoigner de leur foi dans l'avenir du Québec, en faisant de cette législation sur les droits linguistiques, une oeuvre de justice et d'équité qui démontrera une fois de plus la maturité du peuple québécois.

Cette Assemblée aura l'occasion, au cours de la présente session, de discuter d'une nouvelle politique d'immigration accueillante et dynamique axée autour des objectifs suivants: une information adéquate des candidats, un pouvoir réel de sélection et de recrutement et une intégration harmonieuse à la société québécoise.

Le ministère de l'Immigration du Québec veut connaître tous les candidats qui désirent venir s'installer au Québec afin de les renseigner sur la situation économique, linguistique, sociale et culturelle. Il veut s'assurer de la venue d'hommes et de femmes qui seront en mesure d'apporter une contribution de première valeur au progrès du Québec, particulièrement dans les domaines économiques et culturels.

En vue de mettre en oeuvre efficacement cette politique, le Québec a entrepris de négocier avec le gouvernement fédéral de nouvelles ententes en matière d'immigration.

Au cours de la présente session, cette Assemblée sera saisie d'un document sur l'orientation et le rôle que le ministère des Affaires culturelles assumera désormais.

À partir d'une définition de la culture adaptée aux besoins de la société moderne, le ministère des Affaires culturelles demandera la collaboration de cette Assemblée pour élaborer une nouvelle politique culturelle. Tout en consolidant ses activités traditionnelles, le ministère entend être particulièrement attentif aux activités

concernées à prendre des mesures appropriées et décider de la manière d'adapter les politiques.

This Assembly will therefore be called upon to act on a matter of indisputable historic importance.

Citizens of all origins of the province of Québec will be invited to express their faith in the future of their province by seeing in this legislation on linguistic rights a work of justice and equity testifying to the maturity of the people of Québec.

This Assembly will also be called to give its consideration to a new, more dynamic and hospitable immigration policy centred on the following objectives: appropriate information to applicants, true power over the selection and recruitment of would-be immigrants and harmonious integration into Québec society.

The Department of Immigration of Québec will want to get in touch with all the applicants who wish to settle in Québec for the purpose of informing them on the economic, linguistic, social and cultural situation. The Department intends to favour the coming of men and women who will bring a valuable contribution to the development of Québec, particularly in the economic and cultural sectors.

In view of an efficient implementation of that policy, Québec has undertaken to negotiate with the federal government new agreements in regard to immigration.

At this session, this Assembly will be called upon to examine a document concerning the orientation and the rôle that the Department of Cultural Affairs will henceforth assume.

The Department of Cultural Affairs will ask for the cooperation of this Assembly to formulate a new cultural policy, based on a definition of culture adapted to modern society. While pursuing its existing policies, the Department intends to pay particular attention to new activities and culture-related industries. A general law

nouvelles et aux industries culturelles. La loi-cadre sur le cinéma devra également être adoptée dès la présente session, afin de fournir à l'ensemble de l'industrie cinématographique québécoise, et spécialement à nos artistes, l'appui et la collaboration du gouvernement québécois.

Le Québec a déjà entrepris la tâche de se doter d'une politique des communications adaptée à ses besoins, et cette Assemblée y a été directement associée.

Au terme de la restructuration entreprise du monde des communications au Canada, le Québec entend être le premier agent de planification et de réglementation des secteurs de communications essentiels à son développement culturel. Le gouvernement attache la plus grande importance aux négociations fédérales-provinciales entreprises au mois de novembre dernier dans le secteur des communications. Tout en reconnaissant au gouvernement fédéral un rôle dans le domaine des communications, le Québec entend toutefois disposer des centres de décision dont il a besoin pour sa sécurité et sa souveraineté culturelles.

Les loisirs et les sports sont aujourd'hui devenus des facteurs déterminants de l'amélioration de la qualité de vie du citoyen.

En vue d'étendre son action dans ce domaine, le gouvernement proposera à cette Assemblée un projet de loi créant une Commission Athlétique Québécoise qui aura pour fonction de réglementer le sport tant au niveau amateur que professionnel et d'appuyer et de coordonner les activités des fédérations, associations ou clubs. À la lumière des recommandations d'un groupe de travail nouvellement formé, vous serez aussi appelés à créer un Institut des Sports, organisme qui permettra de perpétuer l'aide fournie à l'élite sportive du Québec. Vous prendrez, enfin, connaissance d'un vaste programme d'amélioration de la condition physique de l'adulte québécois.

on cinema will also be adopted during this session enabling the government to support and cooperate with the film making industry of the Province and, more particularly, with our artists.

With the close participation of this Assembly, Québec has already undertaken the task of providing the Province with communications policies adapted to its needs.

Once the reorganization of communications in Canada has come to term, Québec proposes to have a prominent rôle in planning and regulating the communications sectors that are essential to the development of its culture. The government attaches the greatest importance to the federal-provincial negotiations in the communications sector begun last November. Even though Québec recognizes that the federal government should have a rôle in the field of communications, it nevertheless intends to be provided with the decision-making power needed to protect its cultural security and autonomy.

Recreation and sports are considered today to be determining factors of improvement in the quality of life of the citizen.

In view of broadening its action in this sector, the government will propose to the Assembly a bill establishing a Québec Athletic Commission with the duties of regulating both amateur and professional sport and supporting and co-ordinating the activities of federations, associations or clubs. In the light of the recommendations of a newly formed work group, you will also be called upon to create a Sports Institute, charged with maintaining the assistance provided to the leading athletes of the Province. Finally, you will be presented with a vast programme of physical fitness for adults in the Province.

II — *Les droits économiques et le progrès social*

La priorité accordée au développement économique demeurera l'un des objectifs fondamentaux de la politique gouvernementale car c'est la prospérité qui conditionne le progrès social et culturel de la collectivité.

La Loi de l'aide au développement industriel sera amendée pour améliorer et étendre l'action de la Société de Développement Industriel du Québec. La S.D.I. se verra confier l'administration de nouveaux programmes concernant le regroupement d'entreprises et la formule de souscription au capital-actions. Pour intensifier les effets structurels des investissements subventionnés et accroître les initiatives économiques et industrielles proprement québécoises, la S.D.I. sera autorisée à accorder une aide préférentielle aux entreprises qui favorisent la présence de Québécois dans leur administration et assurent une place de premier plan à la langue française, ainsi qu'à celles qui voient à s'approvisionner au Québec et à y faire des efforts de recherches, d'innovation, d'exportation et d'augmentation de productivité.

Un projet de loi sera présenté en vue de modifier la Loi du Bureau de la Statistique du Québec pour lui permettre de collaborer et d'échanger de l'information avec Statistique Canada.

Cette Assemblée aura l'occasion de prendre connaissance de mesures administratives qui viseront à répondre à certaines priorités en matière de développement économique, tel un programme d'aide à l'exportation et des efforts spécifiques pour que les achats des entreprises du secteur public et parapublic contribuent davantage à renforcer la structure industrielle québécoise. Une attention particulière sera accordée à certains projets majeurs de développement, comme le développement de la région de la Baie James, le secteur de

II — *Economic rights and social progress*

The granting of priority to economic development will remain a fundamental objective of government policy, for prosperity is the precondition of the social and cultural development of any society.

The Industrial Development Assistance Act will be amended to improve and extend the activities of the Québec Industrial Development Corporation. This Corporation will be entrusted with the administration of new programs concerning grouping of existing undertakings and the form of subscriptions for shares. To intensify the effects of subsidized investment on the economic substructure and to increase the number of specifically Québec-based economic and industrial ventures, the Industrial Development Corporation will be authorized to lend preferential assistance to enterprises which foster the presence of Québécois at the level of management and guarantee a position of first rank to the French language, and to those enterprises which arrange to be supplied from within Québec and to carry on, within this Province, their endeavors in research, innovation, promotion of exports and increased productivity.

A bill will be introduced to amend the Act governing the Québec Bureau of Statistics to enable it to co-operate and exchange information with Statistics Canada.

The Assembly will be acquainted with administrative measures designed to cope with a number of priorities in the field of economic development, such as a programme of support for exports and specific measures to increase the contribution of purchases by public and parapublic enterprises for the strengthening of the industrial structure of the Province. Particular attention will be devoted to certain major development projects, such as the development of the James Bay area, the petrochemical and steel industries, the TDM

la pétrochimie et de la sidérurgie, le projet TDM à l'aéroport MIRABEL, l'usine d'eau lourde, la mise en oeuvre des programmes de prospection de nouveaux investissements dans le cadre de l'opération FANTUS et les consultations fédérales-provinciales établies en vue de prochaines négociations du GATT.

Le gouvernement devra continuer de suivre de très près l'évolution de la question de l'énergie.

Il semble maintenant acquis que l'instauration d'un prix unique pour le pétrole canadien réclamé par le Québec à la Conférence des Premiers ministres réglera en grande partie le problème de la stabilité et de la parité des prix avec les provinces à l'ouest du Québec.

Dans un tel système de prix administré et de transfert financier, le gouvernement croit cependant qu'il sera nécessaire que les actions législatives requises de la part des gouvernements s'inscrivent dans le prolongement des travaux de l'organisme intergouvernemental de planification dont le Québec a déjà proposé la création.

Devant la nécessité d'obtenir par tous les moyens possibles un approvisionnement suffisant de pétrole et de gaz, il apparaît de plus évident qu'un effort additionnel soit fait au niveau de l'exploration pour ces deux substances énergétiques sur le territoire québécois et la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières y sera directement associée. Le gouvernement continuera par ailleurs ses démarches en vue d'obtenir une entente d'approvisionnement à plus long terme avec un pays producteur et subséquemment la mise en place d'une infrastructure nécessaire à la création d'un secteur témoin pétrolier québécois.

Sur le plan des ressources minérales, commence à se dessiner sur les marchés mondiaux une modification de l'équilibre entre l'offre et la demande.

Si certaines prévisions se réalisent, il faudra réévaluer nos politiques de mise en valeur des ressources minérales. Si ces ressources du Québec par le jeu du marché

project at the MIRABEL Airport, the heavy-water plant, the carrying out of programmes to seek out new investments within the framework of the FANTUS operation and the federal-provincial discussions in view of the upcoming GATT negotiations.

The government must continue to follow developments in the energy question very closely.

It now seems established that the imposition of a single price for Canadian oil, which Québec called for at the Conference of First Ministers, will largely solve the problem of price stability and parity with the provinces to the west of Québec.

Under such a system of price controls and financial transfers, the government believes however that the enabling legislation of the governments concerned must be drafted as a part of the ongoing operations of the intergovernmental planning body previously suggested by Québec.

In the face of the need to obtain a sufficient supply of oil and gas by every possible means, it has become increasingly evident that additional efforts must be applied to exploration for these sources of energy in this Province, and the Québec Petroleum Operations Company will take a direct part in these efforts. Meanwhile, the government will continue to seek a longer term supply agreement with a producing nation, and ultimately to lay the foundations of a token Québec oil industry.

In mineral resources, a shift in the balance between supply and demand is becoming apparent on the world market.

If certain forecasts are realized, we will have to reassess our policies regarding mineral resources development. If changes in the world market enhance the value of

mondial sont ainsi appelées à prendre une valeur plus grande, une juste part de cette valeur devra retourner aux Québécois en continuant, entre autres, à favoriser l'industrialisation par une transformation plus poussée sur le territoire québécois des ressources minérales.

La rapide évolution de l'agriculture dans une industrie de pointe exige une constante révision de la politique agricole.

En raison de l'augmentation du prix des denrées alimentaires, l'action des gouvernements au Canada doit être immédiate et coordonnée. À cette fin, le gouvernement du Québec se propose de collaborer très étroitement avec le gouvernement fédéral pour combattre cette hausse des coûts des produits alimentaires en développant, entre autres, une économie agricole vigoureuse et soucieuse des intérêts des agriculteurs et des consommateurs.

Dans le cadre de son plan de développement agricole, le gouvernement proposera, au cours de la présente session à cette Assemblée, l'adoption de modifications majeures aux lois du financement agricole, de l'assurance-récolte, de la diversification des productions et de la commercialisation des produits. Un projet de loi vous sera soumis pour favoriser une utilisation rationnelle du territoire agricole du Québec en vue d'en assurer la protection et de mettre fin à certaines pratiques abusives. Des mesures vous seront également proposées pour chercher à réduire la dépendance traditionnelle de la province sur le plan alimentaire consécutive aux carences du secteur de la transformation et de la commercialisation.

Le gouvernement entend accélérer l'application de la politique de mise en valeur, de renouvellement et d'aménagement rationnel des ressources du milieu forestier pour que la collectivité québécoise en retire le maximum de bénéfices.

Au cours de la présente session, cette Assemblée sera appelée à adopter une législation sur le zonage et les réserves écologiques qui constitueront le cadre légal

these Québec resources, a fair part of that value should return to the people of Québec, in the form, among others, of continued investment in industrialization, specifically in more refining and processing of these resources on Québec soil.

If the agricultural industry is to thrive in the face of rapid development, a continuous review of agricultural policy is imperative.

The increase in food prices is such that the governments of Canada must take immediate and co-ordinated action. The Government of Québec therefore intends to work very closely with the federal government to fight rising food costs, among other means through the development of a vigorous agricultural economy sensitive to the interests of both growers and consumers.

Within the scope of its agricultural development plan, the government will propose to this Assembly, at this session, major amendments to the acts respecting financial assistance to agriculture, crop insurance, diversification of farm production and the marketing of produce. You will be asked to study a bill on the rational use of the agricultural land of Québec in view of its conservation and of putting a stop to certain harmful practices. Other measures to be presented for your consideration will be designed to reduce this Province's traditional dependence on outside sources for foodstuffs because of the vacuum in its processing and marketing industries.

This government intends to accelerate the application of its forest policy with respect to development, restoration and rational management, so as to derive the greatest benefit for the Québec community.

This Assembly will be called upon at this session to adopt legislation on ecological zoning and reserves, providing a legal framework within which to define the

permettant de mieux définir la nature des interventions gouvernementales dans les forêts publiques et privées. Des mesures vous seront soumises pour mettre progressivement en application la rétrocession des concessions forestières et établir de nouvelles dispositions touchant les chemins forestiers relevant directement de l'État. Le gouvernement vous présentera une législation pour la mise en valeur des boisés privés et l'établissement d'un crédit forestier dans le but d'inciter les propriétaires de nos boisés à participer à l'effort collectif entrepris en vue de favoriser l'aménagement rationnel de cette partie importante du patrimoine forestier du Québec.

Pour accélérer l'essor du tourisme qui est à la toute veille de se hisser au premier rang des industries du Québec, les efforts de publicité et de commercialisation seront intensifiés.

Une attention particulière sera également accordée aux activités de plein air par la création d'espaces verts à la proximité des concentrations urbaines, la promotion des facilités offertes dans les parcs et le développement de ports de plaisance. L'Assemblée nationale sera invitée à étudier une nouvelle loi des parcs et des réserves visant à en assurer l'inviolabilité et à garantir que leur mise en valeur ne risquera pas de faire échec à la double vocation prioritaire de conservation et de récréation.

Afin de protéger les Québécois et les touristes étrangers qui comptent sur la compétence et l'efficacité des professionnels du tourisme, le gouvernement vous proposera une loi des agents de voyage.

Cette Assemblée sera invitée à poursuivre les travaux entrepris dans le domaine des activités financières et de la protection du consommateur.

Vous aurez à compléter l'examen de la Loi des assurances, de la Loi des caisses d'entraide économique et de la Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôt.

steps the government may take to protect public or private woodlands. Measures will be submitted to you designed to gradually roll back the forest concessions and to establish new provisions on logging roads under direct government jurisdiction. The government will introduce legislation on the development of private woodlots and the establishment of logging credit, so as to interest our woodlot owners in sharing in the general effort toward a rational management of this important sector of the forest heritage of Québec.

As a stimulus to the tourist industry, which is about to assume a position of first rank among the industries of Québec, greater emphasis will be applied to advertising and marketing.

Special attention will also be devoted to outdoor activities through the creation of green spaces in the proximity of urban centres, the promotion of park facilities and the development of marinas. The National Assembly will be invited to consider a new act on parks and reserves designed to preserve them intact and to ensure that their development does not threaten to nullify the two primary purposes of their existence, conservation and recreation.

The government will submit a Travel Agents Act for your consideration to protect both Québec inhabitants and visiting tourists who rely on the competence and efficiency of those engaged in the tourist industry.

The Assembly will be invited to pursue the work already begun in the fields of financial operations and consumer protection.

You will be asked to complete your examination of the Insurance Act, the Act respecting the *Caisses d'entraide économique* and the Act to amend the Deposit Insurance Act.

Le gouvernement se propose de présenter à cette Assemblée une Loi sur les activités immobilières en vue d'assurer la protection du public, une Loi réglementant les activités financières des institutions qui ne font actuellement l'objet d'aucune surveillance spéciale de la part des autorités gouvernementales, une Loi sur les compagnies de fiducie pour en réviser les pouvoirs de placements et une Loi sur les agences de recouvrement afin de les soumettre à un régime de permis et prohiber certaines pratiques néfastes aux consommateurs.

Le gouvernement compte opérer avec la collaboration de cette Assemblée, une réévaluation et consolidation de la Loi de la protection du consommateur compte tenu de l'expérience acquise et de l'évolution des besoins des consommateurs québécois.

Une série de mesures vous seront proposées se rapportant au transport de personnes et aux politiques et programmes de sécurité routière, en particulier en ce qui concerne le transport scolaire, l'aide aux commissions de transports des communautés urbaines et aux municipalités, les règlements concernant les transports en commun, le système de points de démerite, le contrôle des écoles de conduite et l'inspection des véhicules automobiles.

Le gouvernement continue d'accorder, via l'O.D.E.Q. et par des actions ponctuelles, une attention particulière aux programmes de développement socio-économique des différentes régions du Québec.

L'Office de planification et de développement du Québec est à dégager, pour chacune des régions administratives, des orientations précises de développement et d'aménagement et elle complète un document synthèse sur les priorités gouvernementales en matière de développement régional. Les négociations avec le ministère fédéral de l'Expansion économique régionale sont maintenant achevées. Une entente-cadre de développement et une entente auxiliaire sur un projet particulièrement significatif pour l'avenir du Québec seront

The government proposes to present an act respecting real estate operations to the Assembly to ensure the protection of the public, an act to control the financial operations of those institutions which are now entirely free of any particular government supervision, an act respecting trust companies to revise their powers of investment, and an act respecting collection agencies, to require them to acquire permits and to forbid certain practices that are detrimental to consumers.

The government wishes, with the co-operation of the Assembly, to reassess and revise the Consumer Protection Act, taking into account the experience acquired and the changing needs of the Québec consumer.

A series of measures will be proposed to you dealing with passenger transit and highway safety policies and programs, particularly with regard to school bussing, assistance to the urban community transit systems and municipalities, the regulation of public transit systems, the demerit system, the supervision of driving schools and the inspection of motor vehicles.

The government will continue, through the agency of the O.D.E.Q. and through sedulous action, to devote particular attention to the social and economic development programs of the various regions of Québec.

The Québec Planning and Development Bureau is presently drawing up specific guidelines of development and management for each administrative area and is in the final stages of an over-all study of government priorities in regional development. Negotiations with the federal Department of Economic Expansion have now been completed. A general agreement on development, and an ancillary agreement regarding a project of special significance to the future of Québec are to be

signées entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québécois consacrant la nouvelle orientation des programmes de développement désormais conçus à partir d'une stratégie commune et maintenant articulés autour de projets-moteurs de développement.

Cette Assemblée sera saisie du document sur les institutions en matière de justice civile et pénale contenant des propositions concrètes en vue d'améliorer le système judiciaire du Québec.

Des projets de loi seront soumis à votre attention pour modifier la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool afin d'en simplifier le fonctionnement et les procédures et la Loi des jurés afin d'améliorer la constitution du rôle des jurés. Vous serez appelés à adopter une Loi régissant la profession de huissier et une Loi dotant le Québec de mécanismes de protection de la jeunesse mieux adaptés aux besoins de notre temps.

Vous aurez également à suivre de près les activités du nouveau Conseil du Statut de la Femme créé afin de promouvoir les droits de la femme dans la société.

Le ministère de l'Éducation a entrepris récemment une révision en profondeur de son fonctionnement interne et surtout de ses relations avec les organismes qui administrent l'éducation. Cette réflexion se poursuit en dialogue avec les commissions scolaires, les enseignants et les parents. Les modes de gestion du système scolaire seront ainsi analysés et progressivement révisés, afin d'en arriver à une véritable décentralisation favorisant le développement d'une éducation de première valeur axée sur les besoins de l'étudiant.

Cette année encore, le gouvernement s'emploie, en collaboration avec les entreprises, à accroître la qualité de son Service de Placement Étudiant, afin de répondre adéquatement à la demande.

Le gouvernement se propose d'amender le Code du travail en vue d'apporter les correctifs nécessaires au fonctionnement du régime d'accréditation syndicale, de

signed between the federal government and the Québec government, giving official status to the new directions conceived for development programmes, which will henceforth be based on common objectives and centred about development-stimulating projects.

A document will be laid before you concerning the courts of civil and penal jurisdiction containing concrete provisions, with a view to improving the Québec judicial system.

Legislative bills will be presented for your scrutiny to amend the Liquor Permit Control Commission Act in order to simplify official procedures, and to amend the Jury Act in order to improve the preparation of jury lists. You will be asked to pass an act governing bailiffs, and an act to provide the Province with youth-protection procedures better adapted to the needs of our time.

You will also be required to closely observe the activities of the new Council on the Status of Women, established to advance women's rights in society.

The Department of Education has recently made an in-depth review of its internal operations, and especially of its relations with those bodies which administer the educational system. This self-examination is being pursued in consultation with the school boards, the teachers, and the parents. The methods by which the school system is managed will thus be analysed and gradually revised, until a truly decentralized system emerges which fosters the development of a first rate education centred on the needs of the student.

The government will again this year take steps, in co-operation with industry, to improve the quality of its Student Employment Service, in order to adequately satisfy the demand.

The government proposes to amend the Labour Code with a view to the introduction of corrective measures into it in the matter of union accreditation, and to

permettre le recours volontaire à la conciliation et de modifier les délais de grèves, de préciser le pouvoir des arbitres et d'accélérer les procédures en cette matière, d'empêcher les employeurs et les salariés de créer des situations ayant pour effet de prolonger inutilement les situations de grèves et de « lock-out », de faire en sorte que l'État assume, pour le bien-être de tous les citoyens, la responsabilité de la continuité des services essentiels à leur santé et leur sécurité et enfin, de déterminer dans le cadre de la politique linguistique, la place de la langue française dans l'ensemble des relations de travail.

Le gouvernement présentera un projet de loi-cadre ayant pour effet de regrouper et de moderniser cinq lois antérieurement votées par cette Législature concernant la sécurité des travailleurs et des lieux publics. Des amendements seront également apportés à la Loi des établissements industriels et commerciaux et le gouvernement déposera un projet de loi permettant de remettre entre les mains des représentants des parties (C.I.C.) l'administration des régimes de sécurité sociale des travailleurs de la construction.

Dans le cadre du programme de consolidation de la politique sociale du gouvernement, l'accent sera mis sur la qualité et l'humanisation des services de l'ensemble du réseau, c'est-à-dire dans les trois secteurs de l'activité soit la sécurité du revenu, les services de santé et les services sociaux. Une attention prioritaire continuera d'être accordée à la famille, aux défavorisés et aux catégories de personnes comme les personnes âgées et les enfants, dont les conditions ou les besoins particuliers imposent des devoirs spécifiques à l'État.

Une équipe de travail a été constituée afin de faire la synthèse appropriée à l'évolution de la forme d'urbanisation qui devrait caractériser le Québec et à ses répercussions sur l'aménagement du territoire, l'organisation des collectivités locales et la nature des programmes municipaux, du coût des services et de leur financement.

allow voluntary recourse to conciliation, to amend the delays for strikes, to give more precise definition to the powers of arbitrators and to accelerate proceedings in these matters, to prevent employers and employees from creating situations which unnecessarily prolong strikes and lock-outs, to arrange that, for the benefit of all inhabitants, the government assumes responsibility for the continuity of services essential to their health and well-being and, finally, to determine within the framework of language policy, the place of the French language in labour relations over-all.

The government will propose a general law for the purpose of regrouping and bringing up to date five existing acts adopted in the past by this Legislature, relating to the security of workers and safety in public places. Amendments to the Industrial and Commercial Establishments Act will be submitted, and, furthermore, a legislative bill allowing the social security plan of the construction workers to be administered by representatives of the parties (C.I.C.), will be presented before the Assembly.

Under the program of consolidation of the government social policies, emphasis will be given to the quality and humanizing of services in the three sectors pertaining to social measures, namely, guaranteed income, health services and social services. Special attention will continue to be given to the family, socially deprived persons, the aged and children whose conditions or special needs impose specific duties on the government.

A work group has been constituted to prepare a plan appropriate to the form of urbanization that should characterize the Province and to its repercussions on the development of the territory, the organization of local communities, the nature of municipal programs and the costs and financing of services.

Cette Assemblée sera appelée à prendre connaissance de cet important travail de même que d'autres études en cours au sujet des transports en commun en milieu urbain, de l'habitation, de la taxation foncière et des régimes de subventions aux municipalités.

Le ministère des Affaires municipales n'en continuera pas moins d'être à l'écoute des citoyens en ce qui touche, entre autres, le partage des rôles relatifs à l'urbanisme, car outre l'accent que le gouvernement met sur l'importance à assurer une meilleure qualité de vie, l'amélioration des milieux de vie des collectivités urbaines et rurales constitue une priorité qui se traduira par des mesures destinées à hausser le standard de l'environnement et à favoriser l'épanouissement de la vie communautaire.

Cette Assemblée a déjà entrepris d'importants travaux sur deux dossiers majeurs de la politique gouvernementale: la réforme électorale et la liberté de presse. Vous serez invités à poursuivre ces travaux avec célérité afin de traduire dans la législation ou par des mesures administratives les conclusions auxquelles vous arriverez.

Enfin, la présentation du budget 1974/1975 du gouvernement et l'étude des crédits ministériels vous permettront d'exercer les fonctions de contrôle de l'administration publique qui constituent un élément fondamental de vos responsabilités parlementaires.

Conclusion

Le Québec est une société largement ouverte sur le monde et il entretient de nombreuses relations avec l'extérieur.

Le Québec a joué un rôle de pionnier au Canada lorsqu'il s'est doté en 1963 d'un ministère des Affaires fédérales-provinciales. Il était encore à l'avant-garde lorsqu'il a institué le ministère des Affaires intergouvernementales en 1967 et, par la suite, d'autres provinces ont agi dans le même sens.

This Assembly will be called upon to examine reports on studies of such nature and on other studies now conducted on urban public transit, housing, real estate taxes and policies relating to subsidies to municipalities.

The Department of Municipal Affairs will nevertheless continue to be open to the suggestions of the constituents with respect, among other topics, to the sharing of duties related to city development since, in addition to the necessity of improving the quality of life, the government also believes in the need of measures to implement higher standards of environmental protection in urban and rural communities as a means of favouring the development of community life.

This Assembly has already undertaken major work on two aspects of government policy: electoral reform and freedom of the press. You will be invited to pursue this work with all possible dispatch and to put your conclusions into appropriate legislative measures.

Finally, the presentation of the 1974/1975 budget and the study of the appropriations granted to the various departments will enable you to perform your duties of control over the public administration which constitute a fundamental element of your parliamentary responsibility.

Conclusion

Québec is a society widely open to the world and maintains relations with several countries.

Our Province was a pioneer in Canada when in 1963 the Department of Federal-Provincial Affairs was created. Again, Québec created a precedent when in 1967, the Department of Inter-Governmental Affairs was instituted. Other provinces have since then imitated Québec.

De l'expérience ainsi acquise, de la sienne propre comme de celle des autres gouvernements au Canada, le gouvernement du Québec a tiré la conclusion qu'il devait franchir une nouvelle étape dans l'adaptation constante des mécanismes de coordination des relations intergouvernementales. Dans cette perspective, le gouvernement proposera à cette Assemblée des modifications substantielles à la Loi du ministère des Affaires intergouvernementales, destinées à intégrer dans une même loi organique des responsabilités actuellement exercées sous l'empire de plusieurs lois, et de fournir au ministre des Affaires intergouvernementales les moyens nécessaires à l'efficacité de son action.

Le gouvernement a l'intention de continuer de développer les liens privilégiés et directs qui unissent le Québec et la France. Le Premier ministre du Québec se rendra en visite officielle à Paris au début de mai pour témoigner des relations entre le Québec et la France et de l'accroissement de leurs échanges.

Au mois d'août prochain, le Québec sera, par ailleurs, l'hôte du premier Festival International de la Jeunesse regroupant des participants de vingt-cinq pays. Organisé dans le cadre des programmes et activités de l'Agence internationale de coopération culturelle et technique dont le gouvernement du Québec est membre à titre de gouvernement participant, ce Festival constituera un événement marquant qui prouvera une fois de plus que le Québec peut être partie de la jeunesse du monde.

Le travail que vous aurez à accomplir au cours de cette deuxième session de la trentième Législature est manifestement considérable.

Son importance pour l'avenir culturel du Québec et pour la réalisation des objectifs économiques et sociaux de notre société ne fait pas de doute. Je sais que vous consacrerez à cette tâche le meilleur de vous-mêmes et au nom de tous les Québécois, je vous en remercie.

From the experience thus acquired, both its own and that of other Canadian governments, Québec has come to the conclusion that a major step in the constant adaptation of mechanisms co-ordinating intergovernmental relations must be taken. In this perspective, the government will propose substantial amendments to the Intergovernmental Affairs Department Act in order to co-ordinate under one general law responsibilities presently shared under various pieces of legislation and provide the Minister of Intergovernmental Affairs with the means necessary for effective action.

The government intends to continue the development of the direct and privileged links uniting Québec and France. Moreover, the Prime Minister of Québec will go to Paris early in May on an official visit to emphasize the importance of the relations and the growth of the exchanges between France and Québec.

In August of this year, Québec will host the first International Youth Festival which will bring together representatives of twenty-five countries. Organized within the scope of the programmes and activities of the International Agency of Cultural and Technical Co-operation of which the government of Québec is a member as a participating government, this important event will give our youth the opportunity to meet with the youth of the world.

The work that you will have to accomplish during this second session of the Thirtieth Legislature is indubitably a great task.

The importance of this session for the cultural future of Québec and for the realization of the economic and social objectives of our society cannot be minimized. I am convinced that you will do your utmost to accomplish your task, and on behalf of the people of Québec, I thank you.

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale,

Je prie Dieu de vous éclairer dans vos délibérations et de répandre l'abondance de ses bienfaits sur le Québec et sur ceux qui l'habitent.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Conformément aux articles 22 et 136 du règlement, M. Levesque propose:

Que la commission de l'Assemblée nationale soit instituée et que MM. Bienvenue, Blank, Brown, Burns, Caron, Desjardins, Giasson, Hardy, Lacroix, Lamontagne, Lavoie, Léger, Lessard, Levesque, Ostiguy, Roy et Vallières en soient les membres, et que cette commission se réunisse mardi, le 19 mars 1974, à onze heures trente minutes, à la salle 93 « A ».

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que pour la prise en considération du message inaugural, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi, le 19 mars 1974, à quinze heures.

La motion est adoptée.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Madam and Gentlemen of the National Assembly,

May God enlighten you in your deliberations and bless Québec and its people.

The Honourable the Lieutenant-Governor retired, accompanied by his Aide-de-Camp.

In accordance with Standing Orders 22 and 136, Mr Levesque moved:

That the Committee on the National Assembly be appointed and that Messrs Bienvenue, Blank, Brown, Burns, Caron, Desjardins, Giasson, Hardy, Lacroix, Lamontagne, Lavoie, Léger, Lessard, Levesque, Ostiguy, Roy and Vallières be members thereof, and that the Committee do meet Tuesday, March 19th 1974, at eleven-thirty o'clock A.M., in Room 93 "A".

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That for the consideration of the inaugural message, the Assembly do adjourn its work until Tuesday, March 19th 1974, at three o'clock in the afternoon.

The motion was adopted.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

APPENDICE

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	1968, ch. 77, art. 10.	Durant le cours de la session.
Le premier ministre.	Rapport des activités de la Société de développement de la Baie James.	1971, ch. 34, art. 33.	Sans délai.
Le premier ministre.	Rapport des activités du Conseil du statut de la femme pour l'année financière précédente.	1973, ch. 7, art. 18	Sans délai.
Le premier ministre.	Rapport des activités de l'Office des professions du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 43, art. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités du Conseil interprofessionnel du Québec.	1973, ch. 43, art. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport de l'activité de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle, et l'état financier de la corporation.	1973, ch. 43, art. 102.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours du début de la session suivante.
Le premier ministre.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis le début de la session précédente en rapport avec le Bureau de l'éditeur officiel du Québec.	1969, ch. 26, art. 6.	Dans les quinze premiers jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des finances.	Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil accordant une pension de retraite aux membres du personnel de la fonction publique.	S. R. Q. 1964, ch. 14, art. 9.	Pendant la session en cours ou la session suivante.

APPENDIX

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	Annual report of the activities of Sidbec.	1968, ch. 77, s. 10.	At each session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the James Bay Development Corporation.	1971, ch. 34, s. 33.	Forthwith.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Council on the Status of Women for the previous fiscal year.	1973, ch. 7, s. 18.	Forthwith.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Québec Professions Board for its preceding fiscal year.	1973, ch. 43, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Prime Minister.	Annual report of the activities of the Québec Inter-professional Council.	1973, ch. 43, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Prime Minister.	Report of the activities of any Bureau established within a professional corporation, and the financial statement of the corporation.	1973, ch. 43, s. 102.	Within thirty days after it is received if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.
The Prime Minister.	Copies of all orders in council passed since the opening of the preceding session concerning the Office of the Québec Official Publisher.	1969, ch. 26, s. 6.	Within the first fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Finance.	Orders in council granting an annual pension to members of the civil service.	R. S. Q. 1964, ch. 14, s. 9.	During the current or next ensuing session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	1970, ch. 17, art. 42.	Pas plus tard que le troisième jour de la session au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.
Le ministre des finances.	État des comptes publics pour l'année financière qui vient d'expirer.	1970, ch. 17, art. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.
Le ministre des finances.	Rapport du vérificateur général.	1970, ch. 17, art. 79.	
Le ministre des finances.	État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi des employés publics et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	S. R. Q. 1964, ch. 12, art. 42.	Dans les quinze jours après l'ouverture de chaque session.
Le ministre des finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^e session), ch. 23, art. 40.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^e session), ch. 23, art. 13.	Dans les quinze jours si l'Assemblée nationale est alors en session; sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Statement of all reports and special warrants, and of all expenditures incurred in consequence thereof.	1970, ch. 17, s. 42.	Not later than the third day on which the National Assembly sits after the signing of the warrants.
The Minister of Finance.	Statement of the public accounts for the previous fiscal year.	1970, ch. 17, s. 72.	Not later than the 31st day of December following the expiration of the fiscal year to which they relate, if the Legislature is in session, or, if it is not, not later than the fifteenth day after it is in session.
The Minister of Finance.	Report of the Auditor-General.	1970, ch. 17, s. 79.	
The Minister of Finance.	Detailed statement of all securities given under the authority of the Public Officers Act, and of any changes that may have been made thereto since the period of the previous return submitted to the Legislature.	R. S. Q. 1964, ch. 12, s. 42.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Finance.	Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), ch. 23, s. 40.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Regulations of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), ch. 23, s. 13.	Within fifteen days if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 28, art. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société des alcools du Québec pour l'année financière précédente.	1971, ch. 20, art. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport de l'administration du curateur public pour l'année financière précédente.	1971, ch. 81, art. 40.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	État des rapports du contrôleur des finances, des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	1970, ch. 17, art. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de Cartographie du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 39, art. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

List of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (*Continued*)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Report of the activities of "Société d'exploitation des loteries et courses du Québec" for its previous fiscal year.	1969, ch. 28, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of the Québec Liquor Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 20, s. 59.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the administration of the public curator for his preceding fiscal year.	1971, ch. 81, s. 40.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Statement of the reports of the Comptroller of Finance, of the decisions of the Treasury Board, and of any expenditure incurred according to a warrant of payment issued in spite of the refusal of the Comptroller of Finance.	1970, ch. 17, s. 55.	Not later than the third day during which the National Assembly is sitting after the signing of the warrant issued upon the order of the Treasury Board.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Cartography Company for its previous fiscal year.	1969, ch. 39, s. 18.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des terres et forêts.	Rapport par la Société de cartographie du Québec de l'évaluation des actions ou biens acquis d'entreprises poursuivant les mêmes fins.	1969, ch. 39, art. 15.	Dans les quinze jours de l'acquisition, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959/60, ch. 23, art. 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour stabiliser la petite industrie.	S. R. Q. 1964, ch. 92, art. 100.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des affaires qui relèvent de son ministère pendant l'année expirée.	S. R. Q. 1964, ch. 91, art. 3.	Dans les dix jours qui suivent le commencement de chaque session.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 21, art. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 7 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	1973, ch. 21, art. 9.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Lands and Forests.	Report by the Québec Cartography Company on the valuation of the shares or property acquired from undertakings pursuing the same objects.	1969, ch. 39, s. 15.	Within fifteen days of the acquisition, if the National Assembly is in session or, if it not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under section 4 of the Act to ensure the industrial stability of the town and region of Matane.	1959/60, ch. 23, s. 4.	Within the first fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under the Act to stabilize small industry.	R. S. Q. 1964, ch. 92, s. 100.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the proceedings of the department during the year then next preceding.	R. S. Q. 1964, ch. 91, s. 3.	Within ten days following the beginning of each session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company for the previous fiscal year.	1973, ch. 21, s. 25.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or, if not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Every order of the Lieutenant-Governor in council approving a payment contemplated in section 7 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.	1973, ch. 21, s. 9.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des terres et forêts.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	1973, ch. 21, art. 18.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu du paragraphe 3 de l'article 108 de la Loi des terres et forêts.	S. R. Q. 1964, ch. 92, art. 108, paragraphe 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport détaillé annuel des biens et des opérations de la Commission hydroélectrique de Québec.	S. R. Q. 1964, ch. 86, art. 19.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique.	S. R. Q. 1964, ch. 85, art. 7.	Dans les quinze jours de leur adoption par la Législature si elle est alors en session ou, sinon, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière.	1965 (1 ^{re} session), ch. 36, art. 18.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 6c de la Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.	1973, ch. 20, art. 6.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent; du nombre, de la nature et du résultat des enquêtes faites pendant la même période.	S. R. Q. 1964, ch. 87, art. 36.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, au cours des trois premières semaines de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Lands and Forests.	Every order in council passed in virtue of section 18 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.	1973, ch. 21, s. 18.	Within fifteen days of its adoption if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the following session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under subsection 3 of section 108 of the Lands and Forests Act.	R. S. Q. 1964, ch. 92, s. 108, subsection 4.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Detailed annual report of the property and operations of the Québec Hydro-Electric Commission.	R. S. Q. 1964, ch. 86, s. 19.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Copies of the orders in council passed under the Act governing the exportation of electric power.	R. S. Q. 1964, ch. 85, s. 7.	Within fifteen days of their adoption if the National Assembly is then in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Annual report of the Québec Mining Exploration Company.	1965 (1st session), ch. 36, s. 18.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Every order of the Lieutenant-Governor in council approving a payment contemplated in section 6c of the Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company	1973, ch. 20, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Report of the applications made to the Electricity and Gas Board and of the orders issued by it since the beginning of its functions or, as the case may be, since its last report; of the number, nature and result of the investigations made during the same period.	R. S. Q. 1964, ch. 87, s. 36.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first three weeks of the following session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives pétrolières pour son année financière précédente.	1969, ch. 36, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines, Limited.	1947, ch. 40, art. 1.	Immédiatement, si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province.	1946, ch. 31, art. 3.	Immédiatement, si la Législature est en session et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 101, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des sociétés de colonisation, ainsi que des opérations des diverses sociétés établies en vertu de ses dispositions, et de tous les résultats obtenus, de la manière la plus complète et détaillée que possible.	S. R. Q. 1964, ch. 104, art. 17.	Durant le cours de la session.
Le ministre de l'agriculture.	Sur l'ordre du lieutenant-gouverneur, copies de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation.	S. R. Q. 1964, ch. 104, art. 18.	Dans les dix jours après l'ouverture de la session.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-récolte du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 44, art. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Natural Resources.	Report of the activities of the Québec Petroleum Operations Company for its preceding fiscal year.	1969, ch. 36, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, and if it is not, within the thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Every order in council adopted in virtue of the Act to authorize the concession of certain water-powers to Belletierre Québec Mines, Limited.	1947, ch. 40, s. 1.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture.	All the orders in council passed under the Act to enlarge the arable domain of the Province.	1946, ch. 31, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture.	Report of the activities of his department for the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 101, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Agriculture.	Detailed report containing a statement of all the sums paid under the Act respecting Colonization Societies and specifying, as fully and completely as possible, the operations of the various societies thereunder established, and the results obtained by them.	R. S. Q. 1964, ch. 104, s. 17.	During the session.
The Minister of Agriculture.	Upon orders from the Lieutenant-Governor, copies of all the orders in council by which any townships or portions of townships are set apart for Colonization Societies.	R. S. Q. 1964, ch. 104, s. 18.	Within ten days after the opening of the session.
The Minister of Agriculture.	Report of the operations of the Québec Crop Insurance Board for the previous year.	1966/67, ch. 44, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des opérations de la Régie des marchés agricoles du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 45, art. 12A.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport annuel des activités de son ministère.	1972, ch. 54, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des transports.	Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la route Trans-Canada.	1950, ch. 44, art. 4; 1972, ch. 54, art. 1.	Dans les vingt jours de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport des biens, des opérations, des revenus et des dépenses de l'Office des autoroutes du Québec au 31 décembre de chaque année.	S. R. Q. 1964, ch. 134, art. 34; 1972, ch. 54, art. 1.	Dans les quinze jours suivants, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des transports.	Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil adoptés en vertu de l'article 72 de la Loi de la voirie.	S. R. Q. 1964, ch. 133, art. 73; 1972, ch. 54, art. 1.	Immédiatement, si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivant leur adoption.
Le ministre des transports.	Rapport de la Société des traversiers Québec-Lévis pour son année financière précédente.	1971, ch. 65, art. 20.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Agriculture.	Report of the operations of the Québec Agricultural Marketing Board for the previous year.	1966/67, ch. 45, s. 12A.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Annual report of the activities of his department.	1972, ch. 54, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Transport.	Copies of the orders in council passed under the Act respecting the Trans-Canada Highway.	1950, ch. 44, s. 4; 1972, ch. 54, s. 1.	Within the first twenty days of the following session.
The Minister of Transport.	Report of the property, the operations, revenues and expenses of the Québec Autoroutes Authority as at December 31st of each year.	R. S. Q. 1964, ch. 134, s. 34; 1972, ch. 54, s. 1.	Within the ensuing fifteen days if the National Assembly is then in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Transport.	Orders-in-council passed under section 72 of the Roads Act.	R. S. Q. 1964, ch. 133, s. 73; 1972, ch. 54, s. 1.	Forthwith, if the Legislature is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session following their adoption.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec-Lévis Ferry Company for its previous fiscal year.	1971, ch. 65, s. 20.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de la loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des transports.	Rapport des activités de la Commission des transports du Québec pour la précédente année financière.	1972, ch. 55, art. 26.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	1973, ch. 27, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	S. R. Q. 1964, ch. 138, art. 7.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section 2 de la Loi du ministère des Travaux publics.	S. R. Q. 1964, ch. 138, art. 55.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport des activités de la Société de développement immobilier du Québec pour son année financière précédente.	1971, ch. 43, art. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, ch. 43, art. 5.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège, après l'expiration de ce délai.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec Transport Commission for the preceding fiscal year.	1972, ch. 55, s. 26.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of his Department for the preceding fiscal year.	1973, ch. 27, s. 12.	Within the six months following the end of the preceding fiscal year.
The Minister of Public Works and Supply.	Annual report on all the works under his control, showing the state of each work and the amounts received and expended in respect thereof, with such further information as may be required.	R. S. Q. 1964, ch. 138, s. 7.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Public Works and Supply.	The orders in council passed under Division II of the Public Works Act, or a summary thereof.	R. Q. S. 1964, ch. 138, s. 55.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of the Québec Real Estate Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 43, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, ch. 43, s. 5.	Within six months following the end of each year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits following the expiration of such delay.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport des activités du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour son année financière précédente et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer.	1968, ch. 44, art. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session; sinon à l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport des opérations de la Commission des accidents du travail durant le cours de l'année finissant le 31 décembre précédent.	S. R. Q. 1964, ch. 159, art. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, et si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport du ministère des affaires municipales pour l'année précédente.	S. R. Q. 1964, ch. 169, art. 3.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités du Conseil consultatif de l'environnement pour l'année financière précédente.	1972, ch. 49, art. 19.	Sans délai.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités de la Société d'habitation du Québec pour son année financière précédente.	1966/67, ch. 55, art. 24.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain.	1968, ch. 56, art. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année financière précédente.	1969, ch. 85, art. 278.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the Advisory Council on Labour and Manpower for its preceding fiscal year and the studies it has carried out or caused to be carried out.	1968, ch. 44, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, at the opening of the following session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the operations of the Workmen's Compensation Commission as at December 31st of the previous year.	R. S. Q. 1964, ch. 159, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the proceedings of his department during the year then next preceding.	R. S. Q. 1964, ch. 169, s. 3.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Advisory Council on the Environment for the preceding fiscal year.	1972, ch. 49, s. 19.	Forthwith.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Québec Housing Corporation for its previous fiscal year.	1966/67, ch. 55, s. 24.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Greater Québec Water Purification Board	1968, ch. 56, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Outaouais Development Corporation for the preceding fiscal year.	1969, ch. 85, s. 278.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 57, art. 5.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens et des opérations de la Régie de la Place des Arts.	1964, 12-13 Eliz. II, ch. 19, art. 17.	A chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport des activités de la Commission des biens culturels du Québec pour l'année écoulée.	1972, ch. 19, art. 7.	Sans délai.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens, des opérations et de l'état général des affaires de la Régie du Grand Théâtre de Québec.	1970, ch. 16, art. 14.	A chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	États financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal pour chaque exercice financier.	1972, ch. 21, art. 14.	Le plus tôt possible.
Le ministre des affaires intergouvernementales.	Rapport détaillé de son activité durant la précédente année financière et copies de tous les arrêtés en conseil.	S. R. Q. 1964, ch. 56, art. 4 et 1966/67, ch. 23, art. 1.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 199, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités du ministère des affaires sociales.	1970, ch. 42, art. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des affaires sociales.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi de la protection de la santé publique.	1972, ch. 42, art. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille pour l'année financière précédente.	1970, ch. 43, art. 17.	Sans délai.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Cultural Affairs.	A detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 57, s. 5.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie de La Place des Arts on the property in its possession and respecting its operations.	1964, 12-13 Eliz. II, ch. 19, s. 17.	Each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Cultural Property Commission of Québec, for the preceding year.	1972, ch. 19, s. 7.	Forthwith.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie du Grand Théâtre de Québec on the property in its possession and respecting its operations showing the general state of its affairs.	1970, ch. 16, s. 14.	Each session.
The Minister of Cultural Affairs.	The financial statement of the corporation of the Montreal Museum of Fine Arts, for each fiscal year.	1972, ch. 21, s. 14.	As soon as possible.
The Minister of Intergovernmental Affairs.	Detailed report of his activities during the preceding fiscal year, with copies of all orders in council.	R. S. Q. 1964, ch. 56, s. 4 and 1966/67, ch. 23, s. 1.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Tourism, Fish and Game.	Detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 199, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Social Affairs Department.	1970, ch. 42, s. 11.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Social Affairs.	Any order in council made under section 17 of the Public Health Protection Act.	1972, ch. 42, s. 22.	Not later than the third day during which the National Assembly is sitting, after the making of the order.
The Minister of Social Affairs.	Annual report on the activities of the Family and Social Affairs Council for the previous fiscal year.	1970, ch. 43, s. 17.	Forthwith.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de tout conseil régional de la santé et des services sociaux.	1971, ch. 48, art. 38.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport détaillé des activités de l'Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies, pour chaque exercice financier.	1968, ch. 48, art. 14.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités de la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour l'année financière précédente.	1969, ch. 53, art. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités, pour la précédente année financière, de la Commission de révision instituée en vertu de l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental.	1972, ch. 44, art. 45.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of every regional health and social service council.	1971, ch. 48, s. 38.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Detailed report of the activities of the Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias, for each fiscal year.	1968, ch. 48, s. 14.	Within six months after the end of each fiscal year, or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits after the expiration of such delay.
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the activities of the Québec Health Insurance Board for its previous fiscal year.	1969, ch. 53, s. 20.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities, for the previous fiscal year, of the Board of Review established under section 30 of the Mental Patients Protection Act.	1972, ch. 44, s. 45.	Within thirty days after receipt thereof, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	1965 (1 ^{re} session), ch. 24, art. 30.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de la Régie des rentes du Québec.	1965, ch. 24, art. 225.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport d'un projet de loi modifiant la Loi du Régime de rentes du Québec.	1965, ch. 24, art. 225.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de la Régie des rentes du Québec, en vertu de la loi du Régime des allocations familiales du Québec, pour l'année financière précédente.	1973, ch. 36, art. 30.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport détaillé de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 233, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel sur les activités du Conseil supérieur de l'éducation et sur l'état et les besoins de l'éducation.	S. R. Q. 1964, ch. 234, art. 9.	A chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (*Continued*)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the Québec Pension Board.	1965 (1st session), ch. 24, s. 30.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Social Affairs.	The actuarial report of the Québec Pension Board for every five years.	1965, ch. 24, s. 225.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first five days of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report on a bill to amend the Québec Pension Plan.	1965, ch. 24, s. 225.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first five days of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Québec Pension Board, in accordance with the Québec Family Allowances Plan, for the preceding fiscal year.	1973, ch. 36, s. 30.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Education.	A detailed report of the activities of his department during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 233, s. 4.	Within fifteen days after the opening of each session.
The Minister of Education.	Annual report on the activities of the Superior Council of Education and the state and needs of education.	R. S. Q. 1964, ch. 234, s. 9.	At each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités du Conseil des universités pour son année financière précédente.	1968, ch. 64, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Tout plan d'investissements universitaires, s'il en est, préparé pour les cinq ans à venir.	1968, ch. 65, art. 2 et 4.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des instituts de recherche et écoles supérieures.	1968, ch. 66, art. 25.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	1968, ch. 67, art. 8.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport d'étape indiquant l'orientation générale des recommandations principales du Conseil scolaire de l'île de Montréal sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal.	1972, ch. 60, art. 4.	Dès que possible.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour son année financière précédente.	1968, ch. 60, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société de développement industriel du Québec pour son année financière précédente.	1971, ch. 64, art. 34.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

List of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister of Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Education.	Report of the activities of the Council of Universities for its preceding fiscal year.	1968, ch. 64, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within the thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	Any university investments plan prepared for the next five years.	1968, ch. 65, s. 2 and 4.	Forthwith.
The Minister of Education.	Annual report of the activities of the University of Québec, including those of research institutes and superior schools.	1968, ch. 66, s. 25.	Forthwith.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Private Education Advisory Commission for the preceding academic year.	1968, ch. 67, s. 8.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	An interim report indicating the general orientation of the principal recommendations of the School Council of the island of Montreal on the school reorganization for the island of Montreal.	1972, ch. 60, s. 4.	As soon as possible.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Central Québec Industrial Park Corporation for its preceding fiscal year.	1968, ch. 60, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Québec Industrial Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 64, s. 34.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société générale de financement du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 69, art. 3.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	S. R. Q. 1964, ch. 12, art. 6, 1965 (1 ^{re} session) ch. 16, art. 4a, 1969, ch. 26, art. 95.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre de la justice.	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	1968, ch. 17, art. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Régie des loteries et courses du Québec pour la précédente année financière.	1969, ch. 28, art. 19.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la justice pour l'année financière précédente.	1971, ch. 13, art. 15.	Sans délai.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Commission des services juridiques pour l'exercice financier précédent.	1972, ch. 14, art. 95.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le procureur général.	Rapport des activités de la Commission de contrôle des permis d'alcool.	1971, ch. 19, art. 193.	Dans les trente jours du commencement de chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the General Investment Corporation of Québec for its preceding fiscal year.	1973, ch. 69, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Justice.	List of commissions issued to officers in the civil service during the year.	R. S. Q. 1964, ch. 12, s. 6, 1965 (1st session) ch. 16, s. 4a, 1969, ch. 26, s. 95.	Within the first fifteen days of the session.
The Minister of Justice.	Annual report of the activities of the Québec Police Commission.	1968, ch. 17, s. 27.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of "Régie des loteries et courses du Québec" for the previous fiscal year.	1969, ch. 28, s. 19.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Advisory Council on Justice for the preceding financial year.	1971, ch. 13, s. 15.	Forthwith.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Legal Services Commission for the preceding fiscal year.	1972, ch. 14, s. 95.	Within six months after the end of each fiscal year.
The Attorney-General.	Report of the activities of the Liquor Permit Control Commission.	1971, ch. 19, s. 193.	Within thirty days of the opening of each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus periodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'immigration.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, ch. 68, art. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	1967, ch. 72, art. 7.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Règlements, s'il en est, adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil concernant la loi des caisses d'épargne et de crédit.	1968, ch. 76, art. 1.	Sans délai.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 73, art. 20.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours du début de la session suivante.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	État indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères dans le cours de l'année financière précédente, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	S. R. Q. 1964, ch. 282, art. 13, 1969, ch. 26, art. 71.	A chaque session.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, ch. 14, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec.	1965 (1 ^{re} session) ch. 14 art. 3 et 17, 1969 ch. 14, art. 23.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Immigration.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, ch. 68, s. 10.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day following the expiry of such delay.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	Report of the activities of his department during the fiscal year then next preceding.	1967, ch. 72, s. 7.	Within thirty days of the opening of each session.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	Any regulations adopted by the Lieutenant-Governor in council respecting the Savings and Credit Unions Act.	1968, ch. 76, s. 1.	Forthwith.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	Report of the operations of the Québec Deposit Insurance Board for the previous year.	1966/67, ch. 73, s. 20.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	A statement showing the licenses issued to extra-provincial corporations during the preceding fiscal year, the authorized capital of the extra-provincial corporations licensed and the fees paid for each license.	R. S. Q. 1964, ch. 282, s. 13, 1969, ch. 26, s. 71.	Each session.
The Minister of the Civil Service.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, ch. 14, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of the Civil Service.	Annual report of the Québec Civil Service Commission.	1965, (1st session) ch. 14, s. 3 and 17, 1969 ch. 14, s. 23.	Within thirty days after the opening of each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du revenu.	État détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, de taxes, droits et péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois relatives au revenu ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	1972, ch. 22, art. 94.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, ch. 65, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des communications.	Rapport des activités de l'Office de radio-télédiffusion du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 17, art. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des communications.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.	1968, ch. 7, art. 6.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en rapport avec les inappreciations et la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	S. R. Q. 1964, ch. 54, art. 29; 1969, ch. 26, art. 111.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des communications.	Rapport de l'éditeur officiel du Québec indiquant le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session imprimés ou distribués depuis la dernière session; les ministères, corps administratifs, officiers et personnes à qui ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux; l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite; et le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session qui restent alors en sa possession.	S. R. Q. 1964, ch. 1, art. 25 et 26; 1969, ch. 26, art. 111.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le président de l'Assemblée nationale.	Les jugements et les rapports qu'il a reçus des juges concernant les élections contestées et un compte rendu des procédures qu'il a faites à cet égard.	S. R. Q. 1964, ch. 8, art. 85.	Sans délai.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Revenue.	Annual detailed statement of remissions made by the Lieutenant-Governor in Council, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of the law relating to the revenue or to the management of any public work producing a toll or revenue.	1972, ch. 22, s. 94.	Within the first fifteen days of the next session thereof.
The Minister of Communications.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, ch. 65, s. 12.	Within six months after the end of each fiscal year.
The minister of Communications.	Report of the activities of the Québec Broadcasting Bureau for its previous fiscal year.	1969, ch. 17, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Communications.	Annual report of the Secretary General of the Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.	1968, ch. 7, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Communications.	Copies of all orders in council passed since the preceding session respecting printing and the <i>Québec Official Gazette</i> .	R. S. Q. 1964, ch. 54, s. 29; 1969, ch. 26, s. 111.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Communications.	Report by the Québec Official Publisher showing the number of copies of the statutes of each session so printed and distributed since the preceding session; the departments, administrative bodies, officers and persons to whom they were distributed, the number of copies delivered to each and under what authority, and the number of copies of the statutes of each session remaining in his possession.	R. S. Q. 1964, ch. 1, s. 25 and 26; 1969, ch. 26, s. 111.	Within the first fifteen days of the session.
The President of the National Assembly.	Judgments and reports received from Judges with reference to the controverted elections, and a statement of his own proceedings thereon.	R. S. Q. 1964, ch. 8, s. 85.	Without delay.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Fin)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel des activités et des recommandations du protecteur du citoyen.	1968, ch. 11, art. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le président de l'Assemblée nationale.	Arrêté en conseil nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de la régie interne de l'Assemblée nationale; et aussi, trois autres députés, membres du Conseil exécutif, comme commissaires suppléants.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 54; 1971, ch. 9, art. 8.	Au début de chaque session.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition adoptée par les commissaires et qui serait une dérogation aux lois, règlements et règles qui régissent l'administration et le personnel de l'Assemblée nationale.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 55; 1971, ch. 9, art. 9.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'approbation d'une telle disposition.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition autorisant le paiement d'une partie du coût des primes payables aux fins d'un plan d'assurance collective sur la vie des députés.	1971, ch. 9, art. 19; S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 101c.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après son adoption.
Le président général des élections.	Rapport détaillé et imprimé sur chaque élection générale, ainsi que sur les élections partielles qui ont eu lieu pendant la Législature précédente.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 21c; 1973, ch. 10, art. 2.	Après chaque élection générale.
Le bibliothécaire de la Législature.	Rapport imprimé indiquant l'état dans lequel se trouve la bibliothèque et contenant, en appendice, une liste cataloguée des livres dont la bibliothèque s'est enrichie depuis le rapport précédent.	Règlement de l'Assemblée nationale, art. 178.	À l'ouverture de chaque session.

Préparé conformément à l'article 178 du règlement de l'Assemblée nationale.

Le secrétaire général,

RENÉ BLONDIN.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(*Concluded*)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The President of the National Assembly.	Annual report of the activities and recommendations of the Public Protector.	1968, ch. 11, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The President of the National Assembly.	Order in council selecting three members of the National Assembly, already members of the Executive Council, as Commissioners of the Internal Economy of the National Assembly; and also, three other members of the Executive Council as substitute commissioners.	R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 54; 1971, ch. 9, s. 8.	At the commencement of each session.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted by the commissioners and which would be a derogation to the acts, regulations and rules applicable to the administration and staff of the National Assembly.	R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 55; 1971, ch. 9, s. 9.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after approval of such measure.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted to authorize payment of a portion of the cost of the premiums payable for the purposes of a group life insurance plan for members.	1971, ch. 9, s. 19; R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 101c.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after it is adopted.
The Chief Returning-Officer.	Detailed and printed report on every general election and on the by-elections held during the preceding Legislature.	R.S.Q. 1964, ch. 6, s. 21c; 1973, ch. 10, s. 2.	After every general election.
The Librarian of the Legislature.	Printed report on the actual state of the library with, appended thereto, a catalogue of the books added to the library since the preceding report.	Art. 178 of the Rules and Standing Orders of the National Assembly.	At the opening of each session.

Prepared in conformity with Article 178 of the Rules and Standing Orders of the National Assembly.

RENÉ BLONDIN,

Secretary General.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 19 mars 1974

Quinze heures.

Tuesday, March 19th 1974

Three o'clock P.M.

M. Vallières, rapporteur désigné de la commission de l'Assemblée nationale, dépose le rapport de cette commission, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre Commission a tenu une réunion aujourd'hui, le 19 mars 1974, à onze heures trente minutes, et a désigné les membres qui feront partie des commissions élues permanentes suivantes:

Mr Vallières, the appointed reporter of the Committee on the National Assembly, tabled the report of such Committee, which reads as follows:

Your Committee held a meeting today, March 19th 1974, at eleven-thirty o'clock A.M., and appointed the members who shall be on the following Standing Select Committees:

Commission des Affaires municipales—Committee on Municipal Affairs:

MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Boutin (Abitibi-Ouest/West), Caron, Chagnon, Déziel, Goldbloom, Leduc, Léger, Ostiguy, Parent (Prévost), Roy, Vaillancourt.

Commission des Affaires sociales—Committee on Social Affairs:

Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Bonnier, Boudreault, Charron, Dufour, Forget, Fortier, Lecours, Massicotte, Samson, Verreault.

Commission de l'Agriculture—Committee on Agriculture:

MM.—Messrs Burns, Carpentier, Denis, Dionne, Faucher, Fraser, Giasson, Lessard, Massicotte, Ostiguy, Roy, Toupin, Tremblay.

Commission des Corporations professionnelles—Committee on Professional Corporations:

MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Brisson, Burns, Caron, Charron, Choquette, Ciaccia, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Lachapelle, Lafrance, Lalonde,

Lecours, Morin, Perreault, Pelletier, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, St-Germain, Vallières.

Commission de l'Éducation, des Affaires culturelles et des Communications—Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:

MM.—Messrs Bérard, Charron, Cloutier, Déom, Hardy, Lapointe, L'Allier, Léger, Parent (Prévost), Phaneuf, Samson, St-Germain, Veilleux.

Commission des Engagements financiers—Committee on Financial Commitments:

MM.—Messrs Brown, Caron, Carpentier, Denis, Fraser, Giasson, Lacroix, Larivière, Léger, Lessard, Ostiguy, Parent (Hull), Roy.

Commission des Finances, des Comptes publics et du Revenu—Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:

MM.—Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bcutin (Abitibi-Ouest/West), Déom, Garneau, Harvey (Jonquière), Levesque, Malépart, Marchand, Mercier, Morin, Parent (Hull), Roy.

Commission de la Fonction publique—Committee on the Civil Service:

MM.—Messrs Boutin (Johnson), Burns, Charron, Cloutier, Cournoyer, Garneau, Lachance, Lapointe, Pagé, Pepin, Parent (Hull), Roy, Sylvain.

Commission de l'Industrie et du Commerce, du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche—Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:

MM.—Messrs Cadieux, Côté, Décm, Houde (Fabre), Lachance, Lessard, Marchand, Morin, Saint-Pierre, Samson, Simard, Tardif, Tremblay.

Commission des Institutions financières, Compagnies et Coopératives—Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

MM.—Messrs Assad, Beauregard, Bcnnier, Burns, Chagnon, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Léger, Marchand, Picotte, Roy, Tetley, Tremblay.

Commission de la Justice—Committee on Justice:

MM.—Messrs Bienvenue, Boutin (Johnson), Burns, Ciaccia, Choquette, Desjardins, Levesque, Morin, Pagé, Samson, Springate, Sylvain, Tardif.

Commission de la Présidence du conseil, de la Constitution et des Affaires intergouvernementales—Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:

MM.—Messrs Beauregard, Bossé, Bcurassa, Brown, Charron, Côté, Harvey (Charlesbourg), Lacroix, Levesque, Malcuin, Morin, Parent (Hull), Samson.

Commission des Richesses naturelles et des Terres et Forêts—Committee on Natural Resources and Lands and Forests:

MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Carpentier, Ciaccia, Drummond, Houde (Abitibi-Est/East), Giasson, Larivière, Lessard, Massé, Malouin, Perreault, Samson, Shanks.

Commission des Transports, des Travaux publics et de l'Approvisionnement—Committee on Transport, Public Works and Supply:

MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Berthiaume, Brown, Lessard, Mailloux, Mercier, Picotte, Saindon, Samson, St-Hilaire, Verreault.

Commission du Travail et de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration—Committee on Labour and Manpower, and Immigration:

MM.—Messrs Bérard, Bienvenue, Boudreault, Burns, Charron, Ciaccia, Cournoyer, Déziel, Gallienne, Harvey (Dubuc), Harvey (Charlesbourg), Malépart, Roy.

Les membres ci-après ont aussi été choisis pour agir comme présidents des différentes commissions élues permanentes:

MM. Bédard (Chicoutimi), Brisson, Cornellier, Gratton, Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Picard, Pilote et Séguin.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Vallières propose:

Que ce rapport soit reproduit « *in extenso* » en appendice au Journal des débats.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Garneau:

Rapport annuel de gestion de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice 1973.

(Document de la session no 3.)

Rapport du vérificateur des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1972.

(Document de la session no 4.)

Par M. Simard:

Rapport annuel du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, pour l'exercice financier 1972/73.

(Document de la session no 5.)

The following members were also chosen to act as Chairmen of the various Select Standing Committees:

Messrs Bédard (Chicoutimi), Brisson, Cornellier, Gratton, Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Picard, Pilote and Séguin.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Vallières moved:

That the report be printed in full as an appendix to the Journal of Debates.

The motion was adopted.

The following documents were tabled:

By Mr Garneau:

Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund, for the 1973 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 3.)

Auditor's report of the accounts relating to the Auditor-General, for the fiscal year ended March 31st 1972.

(Sessional Papers, No. 4.)

By Mr Simard:

Annual report of the Department of Tourism, Fish and Game, for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 5.)

Avant l'appel des affaires du jour, M. Burns soulève une question de privilège relative à des faits survenus durant l'intersession, à savoir la révélation de contacts entre des membres reconnus du crime organisé et le député actuel du district électoral de Taillon, M. Guy Leduc, ainsi que les déclarations faites par ce dernier devant la Commission d'enquête sur le crime organisé, le 8 février 1974, lesquelles font injure à la réputation de tous les députés. Après avoir entendu l'argumentation du député de Maisonneuve, le Président prend la question en délibéré.

L'Assemblée prend en considération le message inaugural.

Et un débat s'élève.

M. Morin propose:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour n'avoir annoncé, dans le message inaugural, aucune mesure pour arrêter la hausse sans précédent du prix des produits alimentaires qui frappe tous les Québécois, et, d'une manière particulièrement intolérable, les plus démunis d'entre eux ».

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

M. Samson propose:

« *Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui s'est fait le complice de la hausse constante du coût de la vie et a ainsi capitulé devant les puissants en laissant exploiter surtout les gagnepetits et les défavorisés ».

Et le débat continue.

Before Business of the Day was called, Mr Burns raised a question of privilege respecting some facts which turned up during the recess of parliament, namely the disclosure of contacts between recognized members of organized crime and the Member for Taillon, Mr Guy Leduc, as well as the statements made by the latter before the Commission of inquiry on organized crime, on February 8th 1974, which are harmful to the reputations of all the Members. After hearing the argumentation of the Member for Maisonneuve, the President took the question under consideration.

The Assembly proceeded to take into consideration the inaugural message.

And a debate arising thereon.

Mr Morin moved:

“*That* the Assembly do censure the government for not having announced any measure in the inaugural message to stop the unprecedented rise in the prices of food products which has struck all Quebeckers, and the most unfortunate of them in a particularly intolerable manner”.

And the debate continuing.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

Mr Samson moved:

“*That* the Assembly do severely censure the government which has become the accomplice of the constant rise in the cost of living and has thus capitulated before the mighty by allowing particularly the small wage earners and the less fortunate to be exploited”.

And the debate continuing.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Springate.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu, que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

The debate was adjourned on motion of Mr Springate.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And then the Assembly adjourned, until tomorrow at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 20 mars 1974

Quinze heures

M. Levesque propose:

Que vu que les estimations budgétaires 1974/75 seront déposées le 28 mars prochain et que le discours du budget sera aussi prononcé le même jour, des crédits provisoires des différents articles du budget devront être adoptés et le projet de loi s'y rapportant mis aux voix à douze heures et quarante-cinq minutes, le vendredi 29 mars 1974.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Garneau:

Comptes publics de la province de Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973.

(Document de la session no 6.)

État des rapports et des dépenses encourues au 13 mars 1974 sur les mandats spéciaux autorisés depuis l'ajournement de

Wednesday, March 20th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Levesque moved:

That as the budgetary estimates for 1974/75 will be tabled on March 28th and as the budget speech will be given on the same day, provisional appropriations of the various items of the budget shall be adopted, and the bill pertaining thereto will be put to the vote at twelve forty-five o'clock P.M., on Friday, March 29th 1974.

The motion was adopted.

The following documents were tabled:

By Mr Garneau:

Public Accounts of the province of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 6.)

Statement of reports and the expenditures incurred as at March 13th 1974 on the special warrants authorized since

l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1973/74.

(Document de la session no 7.)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel de la Société des Traversiers Québec-Lévis, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1973.

(Document de la session no 8.)

Rapport annuel du ministère des Travaux publics, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1973.

(Document de la session no 9.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Roy:

1. Combien de meuneries ont fermé leurs portes depuis le 1er avril 1970:

- a) soit par abandon des affaires;
- b) soit par regroupement avec d'autres usines?

2. Quel est le montant dépensé annuellement pour favoriser le regroupement avec d'autres meuneries?

3. Quelles sont les entreprises qui ont bénéficié de subventions depuis le 1er avril 1970?

4. Quel est le montant des subventions reçues?

5. Qui est propriétaire de ces entreprises bénéficiaires?

Réponse par M. Toupin:

1. 15 meuneries ont fermé leurs portes depuis le 1er avril 1970, dont 14 avec fermeture subventionnée; une a abandonné les affaires; il y avait 60 usines en 1970 (1er avril) il en reste 45 en 1973 (1er avril).

2. Année fiscale 1970/1971 aucun montant; année fiscale 1971/72 \$326,000 pour 7 fermetures; année fiscale 1972/73 \$603,600 pour 7 fermetures.

3. Aucune subvention de la part du MAQ, il faudrait regarder la S.D.I. et le MIC qui peuvent intervenir respectivement par la loi de l'aide au développement industriel et le projet de loi 23.

the adjournment of the National Assembly, for the fiscal year 1973/74.

(Sessional Papers, No. 7.)

By Mr Mailloux:

Annual report of the Québec-Lévis Ferry Company, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 8.)

Annual report of the Department of Public Works, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 9.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy:

1. How many flour-mills have been closed since April 1st 1970:

- (a) through the business being given up;
- (b) through regrouping with other mills?

2. What amount is spent per annum to promote regrouping with other flour-mills?

3. What firms have benefited from grants since April 1st 1970?

4. What was the amount of the grants received?

5. Who are the proprietors of the firms which received such grants?

Answer by Mr Toupin:

1. 15 flour-mills have been closed since April 1st 1970, as follows: 14 were closed with a grant; 1 gave up business; there were 60 mills in 1970 (April 1st) with 45 mills still operating in 1973 (April 1st).

2. Nothing was spent in the 1970/71 fiscal year; \$326,000 was spent in the 1971/72 fiscal year to close 7 mills; \$603,600 was spent in the 1972/73 fiscal year to close 7 mills.

3. No grants were made by the MAQ. The Q.I.D.C. and the MIC must be considered as they can intervene respectively under the Industrial Development Assistance Act and bill 23.

4. Question non pertinente compte tenu de la réponse no 3.

5. Question non pertinente compte tenu de la réponse no 3.

Question par M. Roy:

1. Combien de demandes d'hospitalisation ont été refusées, en 1971 et en 1972, par l'Hôpital Saint-François de La Sarre dû à la pénurie de médecins ?

2. Combien de patients, au cours de la même période, ont été dirigés vers d'autres hôpitaux de la région ou des grands centres parce qu'il était impossible de les soigner à La Sarre ?

Réponse par M. Forget:

1. Aucune.

2. En 1971, il y eut 45 transferts de malades et en 1972, 44. Ces transferts de patients tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région ne sont pas dus à la pénurie de médecins mais au fait que ces personnes requéraient des soins qui ne sont fournis que dans des établissements spécialisés.

Question par M. Roy:

1. Quels sont les noms et adresses des personnes formant le conseil d'administration de l'Office de radio-télévision du Québec ?

2. Quels sont les montants qui ont été versés à chacun d'eux au cours de l'année financière 1972/73:

- a) en salaire;
- b) en allocation journalière;
- c) pour dépenses de voyage ?

Réponse par M. L'Allier:

1. Président:

M. Gérard Barbin,
Directeur général adjoint,
Ressources Humaines,
La Fédération de Québec des Caisse
populaires Desjardins,
150, avenue des Commandeurs,
Lévis.

4. In view of the answer to No. 3, this question is not pertinent.

5. In view of the answer to No. 3, this question is not pertinent.

Question by Mr Roy:

1. How many requests for hospitalization were refused in 1971 and 1972 by the Saint-François de La Sarre Hospital due to the shortage of physicians ?

2. During the same period, how many patients were referred to other hospitals in the area or in bigger centres because of the impossibility of giving them treatment at La Sarre ?

Answer by Mr Forget:

1. None.

2. In 1971, there were 45 transfers of patients, and 44 in 1972. These transfers of patients both inside and outside the region were not due to the shortage of physicians, but were due to the fact that such persons required treatment which is only provided in specialized establishments.

Question by Mr Roy:

1. What are the names and addresses of the persons on the board of directors of the Québec Broadcasting Bureau ?

2. What amount was paid to each one in 1972/73:

- (a) as salary;
- (b) on a daily basis;
- (c) for travelling expenses ?

Answer by Mr L'Allier:

1. Président:

Mr Gérard Barbin,
Assistant Director General,
Human Resources,
La Fédération de Québec des
Caisse populaires Desjardins,
150 des Commandeurs Avenue,
Lévis.

Vice-président:

M. Colomb Cliche,
Courtiers en valeurs mobilières,
Cliche et Associés de Québec,
1220, rue Ernest Lavigne,
Sillery, Québec 6.

Membres:

M. Robert Després, président,
Université du Québec,
2875, boulevard Laurier,
Québec 10.
M. Léo Dorais, recteur,
Université du Québec,
(à Montréal) UQUAM,
355 ouest, rue Ste-Catherine, suite
7160,
Montréal 110.
Madame Francine Montpetit, di-
rectrice,
Châtelaine,
625, avenue du Président Kennedy,
Montréal.
M. Maurice Paradis,
Maire d'Alma,
Directeur des ventes (est du pays)
ALCAN,
540 ouest, Sacré-Coeur, Suite 1,
Alma, Qué.
M. Yves Labonté,
Président directeur général,
Office de Radio-Télédiffusion du
Québec,
1000, rue Fullum,
Montréal.

2a)	M. Gérard Barbin	\$ 900.00;
	M. Colomb Cliche	\$ 600.00;
	M. Robert Després	\$ 600.00;
	M. Léo Dorais	\$ 400.00;
	Madame F. Montpetit	\$ 300.00;
	M. Maurice Paradis	\$ 100.00;
	M. Yves Labonté	\$33,600.00.
2b)	M. Gérard Barbin	aucun;
	M. Colomb Cliche	aucun;
	M. Robert Després	aucun;
	M. Léo Dorais	aucun;
	Madame F. Montpetit	aucun;
	M. Maurice Paradis	aucun;
	M. Yves Labonté	aucun.

Vice-president:

Mr Colomb Cliche,
Stockbrokers,
Cliche et Associés de Québec,
1220 Ernest Lavigne Street,
Sillery, Québec 6.

Members:

Mr Robert Després, president,
University of Québec,
2875 Laurier Blvd,
Québec 10.
Mr Léo Dorais, Principal,
University of Québec at Montreal,
355 Ste-Catherine St. West,
Suite 7160,
Montreal 110.

Mrs Francine Montpetit,
Director,
Châtelaine,
625 President Kennedy Avenue,
Montreal.
Mr Maurice Paradis,
Mayor of Alma,
Sales Manager (Eastern Canada),
ALCAN,
540 Sacré-Coeur West, Suite 1,
Alma, Qué.
Mr Yves Labonté,
President and Director General,
Québec Broadcasting Bureau,
1000 Fullum Street,
Montreal.

2(a)	Mr Gérard Barbin	\$ 900.00;
	Mr Colomb Cliche	\$ 600.00;
	Mr Robert Després	\$ 600.00;
	Mr Léo Dorais	\$ 400.00;
	Mrs F. Montpetit	\$ 300.00;
	Mr Maurice Paradis	\$ 100.00;
	Mr Yves Labonté	\$33,600.00.
2(b)	Mr Gérard Barbin	none;
	Mr Colomb Cliche	none;
	Mr Robert Després	none;
	Mr Léo Dorais	none;
	Mrs F. Montpetit	none;
	Mr Maurice Paradis	none;
	Mr Yves Labonté	none.

2c) M. Gérard Barbin	\$ 365.85;
M. Colomb Cliche	\$ 201.45;
M. Robert Després	\$ 323.15;
M. Léo Dorais	aucun;
Madame F. Montpetit	aucun;
M. Maurice Paradis	\$ 84.30;
M. Yves Labonté	\$ 2,068.22.

2(c) Mr Gérard Barbin	\$ 365.85;
Mr Colomb Cliche	\$ 201.45;
Mr Robert Després	\$ 323.15;
Mr Léo Dorais	none;
Mrs F. Montpetit	none;
Mr Maurice Paradis	\$ 84.30;
Mr Yves Labonté	\$ 2,068.22.

Conformément à l'article 68 du règlement, M. Roy propose:

Que le président de l'Assemblée nationale doit être blâmé pour la façon dont il a conduit les travaux de l'Assemblée au moment de l'ajournement de la séance du 14 mars 1974.

Et un débat s'élève.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Roy, Samson.—2.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Fraser, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pépin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Séguin, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Tremblay, Veilleux, Verreault.—68.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour n'avoir annoncé, dans le message inaugural, aucune mesure pour arrêter la hausse sans précédent du prix des produits alimentaires qui frappe tous les Québécois, et, d'une manière particulièrement intolérable, les plus démunis d'entre eux. »

In accordance with Standing Order 68, Mr Roy moved:

That the President of the National Assembly should be reprimanded for the manner in which he conducted the work of the Assembly at the time of the adjournment of the sitting of March 14th 1974.

And a debate arising thereon.

The motion was then rejected on the following division:

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

“*That* the Assembly do censure the government for not having announced any measure in the inaugural message to stop the unprecedented rise in the prices of food products which has struck all Quebecers, and the most unfortunate of them in a particularly intolerable manner.”

Par M. Samson :

« *Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui s'est fait le complice de la hausse constante du coût de la vie et a ainsi capitulé devant les puissants en laissant exploiter surtout les gagne-petits et les défavorisés. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Léger.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission de l'Assemblée nationale siégera demain, le 21 mars à dix heures à la salle 93 « A ».

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

By Mr Samson :

“*That* the Assembly do severely censure the government which has become the accomplice of the constant rise in the cost of living and has thus capitulated before the mighty by allowing particularly the small wage earners and the less fortunate to be exploited.”

The debate was adjourned on motion of Mr Léger.

On motion of Mr Levesque, the Committee on the National Assembly will sit tomorrow, March 21st, at ten o'clock A.M., in Room 93 “A”.

And then the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 21 mars 1974

Quinze heures

Thursday, March 21st 1974

Three o'clock P.M.

M. Caron, rapporteur désigné de la commission de l'Assemblée nationale, dépose le rapport de cette commission qui s'est réunie, ce vingt-et-unième jour de mars 1974, pour disposer de certaines questions relatives aux travaux de l'Assemblée nationale notamment d'un règlement sessionnel, d'un règlement permanent et la formation d'une sous-commission de l'Assemblée nationale aux fins d'étudier l'enregistrement des débats de la commission des engagements financiers.

(Document de la session no 10.)

M. Levesque propose:

Que les amendements suivants soient apportés au règlement de l'Assemblée nationale et adoptés de façon permanente:

L'article 23 du règlement est modifié en ajoutant, à la troisième ligne du paragraphe 4, après le mot « qui », les mots « doit porter sur un seul sujet déterminé et ».

Le paragraphe 4 de l'article 23 se lirait donc comme suit:

Mr Caron, the appointed reporter of the Committee on the National Assembly, tabled the report of such Committee which met, this twenty-first day of March 1974, to decide on certain matters respecting the work of the National Assembly, particularly sessional Standing Orders, permanent Standing Orders and the appointment of a Sub-committee on the National Assembly for the purpose of examining the recording of the debates of the Committee on Financial Commitments.

(Sessional Papers, No. 10.)

Mr Levesque moved:

That the following amendments be made to the Standing Orders of the National Assembly and adopted permanently:

Standing Order 23 is amended by adding in the second line of paragraph 4, after the word "which", the words "must deal with a single specific matter and".

Paragraph 4 of Standing Order 23 would therefore read as follows:

4. À l'occasion du discours qu'il prononce, un député peut proposer une motion de censure, qui doit porter sur un seul sujet déterminé et ne restreint pas le droit que possèdent les autres députés de traiter de quelque sujet que ce soit. Cette motion de censure, qui n'est pas annoncée, ne peut être amendée.

L'article 23 du règlement est modifié en ajoutant, à la sixième ligne du paragraphe 6, après le mot « rapports », les mots « de déposer le budget principal, de déposer et de voter un budget supplémentaire, de voter des crédits provisoires, de prononcer le discours du budget, ».

Le paragraphe 6 de l'article 23 se lirait donc comme suit :

6. Tant que le débat sur le message inaugural n'est pas terminé, il n'est procédé à aucune affaire importante, sauf en cas d'urgence, mais il est permis de former des commissions et de les faire siéger, de présenter des projets de loi, de déposer des rapports, de déposer le budget principal, de déposer et de voter un budget supplémentaire, de voter des crédits provisoires, de prononcer le discours du budget, de poser des questions et d'y répondre et de soulever des questions de privilège.

L'article 24 du règlement est modifié en remplaçant, à la cinquième ligne, les mots « tout sujet d'intérêt public » par les mots « un seul sujet déterminé d'intérêt public », et en ajoutant à la douzième ligne, après le mot « reconnus », les mots « en tenant compte aussi de la présence à l'Assemblée de députés n'appartenant pas à un parti reconnu. »

L'article 24 du règlement se lirait donc comme suit :

24. Au cours d'une session après que le débat sur le message inaugural est terminé, les députés de l'opposition peuvent, à la suite d'un avis d'un jour franc, proposer six motions de censure portant sur un seul sujet déterminé d'intérêt public de la compétence de l'Assemblée. Ces motions sont privilégiées. En donnant avis de sa motion, un député doit en déposer le texte entre les

4. In his speech, a Member may propose a motion of non-confidence which must deal with a single specific matter and shall not limit the right of the other Members to speak to every subject. Such motion of non-confidence shall be without notice and cannot be amended.

Standing Order 23 is amended by adding after the word "House" in the sixth line of paragraph 6, the words "to table the main budget, to table and vote a supplementary budget, to vote provisional appropriations, to deliver the budget speech,".

Paragraph 6 of Standing Order 23 would therefore read as follows:

6. Until the debate on the inaugural message is terminated, no important business shall be taken up, unless the matter is urgent, but it is permitted to form committees and have them sit, to introduce bills, to lay reports before the House, to table the main budget, to table and vote a supplementary budget, to vote provisional appropriations, to give the budget speech, to put questions and answer them and to raise questions of privilege.

Standing Order 24 is amended by replacing in the fifth and sixth lines, the words "any matter of public interest" by the words "a single specific matter of public interest", and by adding in the twelfth line after the word "recognized", the words "by taking into account, as well, the presence in the Assembly of Members who do not belong to any recognized party".

Standing Order 24 would therefore read as follows:

24. During the session, after the debate on the inaugural message has been concluded, the Members of the Opposition may, on one clear day's notice, propose six motions of non-confidence regarding a single specific matter of public interest within the Assembly's competence. These shall be privileged motions. In giving notice of his motion, a Member shall file

main du secrétaire. Le président fait en sorte que les motions de censure soient réparties équitablement entre les partis d'opposition reconnus, en tenant compte aussi de la présence à l'Assemblée de députés n'appartenant pas à un parti reconnu. Ces motions ne sont pas susceptibles d'amendement et le débat qu'elles provoquent se termine un quart d'heure avant l'ajournement de la séance alors que la motion est mise aux voix.

L'article 49 du règlement est modifié en ajoutant le paragraphe 3 suivant :

3. Le député qui soulève une question de privilège et qui désire proposer une motion prévue à l'article 79 pour qu'action soit prise doit, dans le cas du paragraphe 1, l'indiquer dans l'avis donné au président et, dans le cas du paragraphe 2, l'annoncer au moment où il soulève la question.

L'article 79 du règlement est modifié en remplaçant, à la quatrième et à la cinquième ligne, les mots « a priorité sur les affaires du jour » par les mots « est privilégiée ».

L'article 79 se lirait donc comme suit :

79. Si un député désire qu'action soit prise à la suite d'une question de privilège qu'il a soulevée, il doit le proposer par une motion annoncée. Cette motion est privilégiée.

L'article 91 du règlement est modifié en ajoutant à la huitième ligne, après le mot « minutes », les mots », qu'ils parlent sur la motion principale ou sur un amendement proposé. »

L'article 91 se lirait donc comme suit :

91. Un député peut présenter une motion de fond relative à des affaires d'intérêt public qui ne peut être discutée qu'au cours de deux séances consécutives du mercredi, le vote étant pris à la fin du débat. Le proposeur et le représentant du gouvernement ont un droit de parole de vingt minutes et les autres députés ont un droit de parole de dix minutes, qu'ils parlent sur

a text of the motion with the Secretary, the President shall see that the motions of non-confidence are fairly distributed among the recognized Opposition Parties, taking, as well, into account the presence in the Assembly of Members who do not belong to any recognized party. Such motion cannot be amended and the debate arising on them shall conclude a quarter of an hour before the sitting is adjourned, when they shall be put to the vote,

Standing Order 49 is amended by adding the following paragraph 3:

3. A Member who raises a question of privilege and who wishes to propose a motion provided under Standing Order 79 that something be done shall, in the case of paragraph 1, indicate it in the notice given to the President and, in the case of paragraph 2, announce it at the time when he raises the question.

Standing Order 79 is amended by replacing, in the fourth and fifth lines, the words "shall take precedence over the orders of the day" by the words "shall be privileged".

Standing Order 79 would now read as follows:

79. If a Member wishes that something be done following a question of privilege he has raised, he shall propose it by a motion of which notice has been given. This shall be a privileged motion.

Standing Order 91 is amended by adding in the ninth line, after the word "minutes" whether they speak to the main motion or to a proposed amendment".

Standing Order 91 would therefore read as follows:

91. Any Member may present a substantive motion relating to a matter of public interest which shall only be discussed at two consecutive Wednesday sittings, the vote being taken at the conclusion of the debate. The proposer and a representative of the government shall be entitled to speak for twenty minutes whether they speak to the main motion

la motion principale ou sur un amendement proposé.

L'article 102 du règlement est modifié en ajoutant au paragraphe *b*, à la première ligne, après le mot « député », les mots « prévue à l'article 91, ».

Le paragraphe *b* de l'article 102 se lirait donc comme suit :

b) dans le cas d'une motion de député, prévue à l'article 91, où il est limité à dix minutes.

L'article 123 du règlement est modifié en ajoutant, à la troisième ligne du paragraphe 3, après le mot « amendements », les mots « au rapport et ».

Le paragraphe 3 de l'article 123 se lirait donc comme suit :

3. Au cours de la séance où le rapport est déposé, un député a le droit de proposer des amendements au rapport et au projet de loi dont il remet copie au secrétaire avant 22 heures le jour où a lieu le dépôt du rapport.

L'article 127 du règlement est modifié en ajoutant au paragraphe 4, à la troisième ligne, après le mot « censure », les mots « sur un seul sujet d'intérêt public et ».

Le paragraphe 4 de l'article 127 se lirait donc comme suit :

4. À l'occasion du discours qu'il prononce, un député peut proposer une motion de censure sur un seul sujet d'intérêt public et qui ne restreint pas le droit que possèdent les autres députés de traiter de quelque sujet que ce soit. Cette motion de censure, qui n'est pas annoncée, ne peut être amendée.

L'article 128 du règlement est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 2, les mots suivants : « De plus, ce délai de quarante-cinq jours ne peut pas commencer à courir avant que le débat sur le message inaugural ne soit terminé ».

Le paragraphe 2 de l'article 128 se lirait donc comme suit :

2. La commission qui étudie les crédits d'un ministère faisant partie du budget principal doit faire rapport à l'Assemblée dans un délai de quarante-cinq jours

or to a proposed amendment.

Standing Order 102 is amended by adding after the word "Member" in the first line of paragraph *b*, the words "provided under Standing Order 91,".

Paragraph *b* of Standing Order 102 would therefore read as follows:

(b) in the case of a Member's motion provided under Standing Order 91, where it shall be limited to ten minutes.

Standing Order 123 is amended by adding after the word "amendments" in the second line of paragraph 3, the words "to the report and".

Paragraph 3 of Standing Order 123 would therefore read as follows:

3. At the sitting at which the report is tabled, any Member may propose amendments to the report and to the bill, a copy of which he shall give to the Secretary before ten o'clock in the evening of the day on which the report is tabled.

Standing Order 127 is amended by adding after the word "non-confidence" in the second line of paragraph 4, the words "on a single matter of public interest and".

Paragraph 4 of Standing Order 127 would therefore read as follows:

4. During his speech, a Member may propose a motion of non-confidence on a single matter of public interest, which shall not restrict the right of the other Members to speak to any other matter. Motions of non-confidence shall be without notice and cannot be amended.

Standing Order 128 is amended by adding, at the end of paragraph 2, the following words: "moreover, such delay of forty-five days shall not begin to run before the debate on the inaugural message is terminated".

Paragraph 2 of Standing Order 128 would therefore read as follows:

2. A Committee that considers a Department's estimates forming part of the main budget shall report to the Assembly within 45 days of their referral to it for

après que l'étude lui en a été référée, et celle qui étudie les crédits d'un budget supplémentaire, sept jours après que l'étude lui en a été référée. Si pendant le délai de quarante-cinq jours, l'Assemblée est ajournée pendant plus de cinq jours consécutifs, les jours pendant lesquels l'Assemblée est ajournée sont ajoutés à ce délai. De plus, ce délai de quarante-cinq jours ne peut pas commencer à courir avant que le débat sur le message inaugural ne soit terminé.

L'article 128 du règlement est modifié en remplaçant, à la douzième ligne du paragraphe 3, les mots « est d'au moins huit heures » par les mots « ne doit pas dépasser huit heures pour l'ensemble des crédits. »

Le paragraphe 3 de l'article 128 se lirait donc comme suit :

3. Lorsqu'une commission a étudié pendant au moins dix heures les crédits d'un ministère faisant partie du budget principal et pendant au moins trois heures les crédits d'un ministère faisant partie d'un budget supplémentaire, et n'a pas présenté de rapport dans les délais prévus au paragraphe 2, elle est censée avoir recommandé l'adoption de tous les crédits qui lui ont été référés. Le secrétaire dresse un rapport en ce sens. Dans le cas d'un budget supplémentaire dont l'étude a été envoyée globalement à la commission plénière, ce délai d'étude ne doit pas dépasser huit heures pour l'ensemble des crédits.

L'article 129 du règlement est modifié en plaçant, à la deuxième ligne, une virgule après le mot « Assemblée ».

L'article 129 du règlement se lirait donc comme suit :

129. Lorsqu'un budget supplémentaire est déposé à l'Assemblée, avant que ne commence l'étude des crédits, un représentant de chaque parti reconnu a droit à un commentaire général de quinze minutes et le ministre des finances a un droit de réplique de même durée. La durée de ce débat fait partie du temps prévu à l'article 128.

consideration, or within seven days if it forms part of a supplementary budget. If the Assembly stands adjourned for more than five consecutive days during the 45 days' delay, the days of adjournment shall be added to such delay. Moreover, such delay of forty-five days shall not begin to run before the debate on the inaugural message is terminated.

Standing Order 128 is amended by replacing, in the eleventh and twelfth lines of paragraph 3 the words "a delay of at least eight hours shall be allowed for this study" by the words "the delay for such study must not exceed eight hours for the whole of the estimates".

Paragraph 3 of Standing Order 128 would therefore read as follows :

3. When a Committee has studied a Department's estimates forming part of the main budget for at least 10 hours or estimates forming part of a supplementary budget for at least 3 hours and has not presented a report within the delay provided in paragraph 2, it shall be deemed to have recommended the adoption of all the estimates referred to it. The Secretary shall report accordingly. Where an entire supplementary budget has been referred for consideration to a Committee of the Whole, the delay for such study must not exceed eight hours for the whole of the estimates.

Standing Order 129 is amended by placing a comma after the word "Assembly" in the second line.

Standing Order 129 would therefore read as follows :

129. When a supplementary budget is tabled before the Assembly, before the consideration of the estimates has begun, a representative of each recognized party may speak of the matter in general for 15 minutes and the Minister of Finance shall have a right of reply of the same duration. The time spent in this debate shall be included in that provided under Standing Order 128.

L'article 130 du règlement est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

1. Lorsque tous les crédits du budget principal ou d'un budget supplémentaire ont été étudiés en commission ou lorsque les délais prévus à l'article 128 sont expirés, les rapports des commissions sont groupés en un rapport unique qui est déposé à l'Assemblée par le ministre des finances. Dans le cas d'un budget supplémentaire, le rapport est mis aux voix immédiatement sans débat ni amendement.

L'article 130 du règlement est modifié en ajoutant, au début de la première ligne du paragraphe 2, les mots « Dans le cas du budget principal », ce qui donnerait le paragraphe 2 suivant:

2. Dans le cas du budget principal, au cours de la séance où le rapport est déposé, un député qui désire intervenir sur un article du budget doit en donner avis au secrétaire en précisant par écrit quel est l'objet de son intervention; le secrétaire transmet sans délai à chacun des leaders parlementaires des partis reconnus une copie de cet avis.

L'article 130 du règlement est modifié en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

3. Le président organise ce débat qui ne doit pas dépasser cinq heures et la règle voulant que les députés ne parlent qu'une fois ne s'applique pas aux ministres.

Le règlement est modifié en ajoutant après l'article 135, l'article 135A suivant:

135A. La commission des engagements financiers est soumise, quant à sa formation et à son fonctionnement, aux règles spéciales suivantes:

1. Elle est formée de treize députés dont un au moins doit être membre du Conseil du trésor.

2. Elle peut confier le poste de secrétaire à un fonctionnaire.

3. Le député qui est membre du Conseil du trésor peut, sans avis, désigner son remplaçant.

Standing Order 130 is amended by replacing paragraph 1 by the following:

1. When all the estimates of the main budget or of a supplementary budget have been considered in committee or when the delays provided for in Standing Order 128 have expired, the reports of the committees shall be grouped into a single report which shall be tabled in the Assembly by the Minister of Finance. In the case of a supplementary budget, the report shall be put to the vote immediately without any debate or amendment.

Standing Order 130 is amended by adding, at the beginning of the first line of paragraph 2, the words "In the case of the", main budget so that paragraph 2 would read as follows:

2. In the case of the main budget, at the sitting at which the report is tabled, a Member wishing to speak to an item of the budget must give notice thereof to the Secretary, specifying in writing the matter he intends to raise; the Secretary shall immediately send a copy of the notice to each Parliamentary Leader of a recognized party.

Standing Order 130 is amended by replacing paragraph 3 by the following:

3. The President shall organize this debate, which must not exceed five hours and the rule against speaking more than once shall not apply to Ministers.

The Standing Orders are amended by adding after Standing Order 135, the following Standing Order 135A:

135A. The Committee on Financial Commitments shall be subject, respecting its formation and operation, to the following special rules:

1. It shall be composed of thirteen Members, one of whom must be a member of the Treasury Board.

2. It may appoint a functionary to the office of secretary.

3. The Member who is a member of the Treasury Board may, without notice, designate a person to replace him.

4. La commission peut elle-même:

a) Définir la procédure pour fixer le huis-clos.

b) Définir les fonctions de son secrétaire.

c) Déterminer le contenu de son ordre du jour.

d) Déterminer les méthodes pour la préparation des séances et l'examen des engagements financiers.

e) Fixer les dates de ses réunions et la façon de les convoquer.

L'article 140 du règlement est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

2. La convocation peut également se faire par un avis donné à l'Assemblée par le leader parlementaire du gouvernement ou remis à chaque membre de la commission personnellement au plus tard la veille du jour pour lequel la commission est convoquée ou déposé au bureau de poste de l'Assemblée au plus tard quarante-huit heures avant ce jour.

L'article 148 du règlement est modifié en ajoutant, à la quatrième ligne du premier paragraphe, après le mot « permission », les mots « de la commission ».

Le paragraphe 1 de l'article 148 se lirait donc comme suit:

1. Tous les députés ont accès aux commissions, mais ceux qui n'en sont pas membres et les autres personnes doivent obtenir la permission de la commission pour s'y faire entendre.

L'article 154 du règlement est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

1. En commission plénière ou élue, après la deuxième lecture, on ne peut discuter que les détails d'un projet de loi et il ne peut y avoir audition publique que devant une commission élue pourvu que celle-ci y consente.

La motion est adoptée.

M Levesque propose:

Que l'amendement suivant soit apporté au règlement de l'Assemblée nationale pour la durée de la présente session:

The Committee may itself:

(a) Define the procedure of election to sit with closed doors.

(b) Define the duties of its secretary.

(c) Determine its agenda.

(d) Determine the methods for the preparation of the sittings and the examination of financial commitments.

(e) Fix the dates for its meetings and the manner of convening them.

Standing Order 140 is amended by replacing paragraph 2 by the following:

2. Convocation may also be affected by a notice given to the Assembly by the Government House Leader or handed personally to each member of the Committee not later than the day before that for which the Committee is convened, or mailed at the Assembly post office not later than forty-eight hours before that date.

Standing Order 148 is amended by replacing the words "to be heard before the Committee" in the fourth and fifth lines of paragraph 1 by the words "of such Committee to be heard before it".

Paragraph 1 of Standing Order 148 would therefore read as follows:

1. Every Member shall be granted access to all Committees, but those who are not members of a Committee, and all other persons, must obtain the permission of such Committee to be heard before it.

Standing Order 154 is amended by replacing paragraph 1 by the following:

1. In Committee of the Whole or in Select Committee, after second reading, only the details of a bill may be considered and no public hearing may be held except before a Select Committee, provided it agrees thereto.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That the following amendment be made to the Standing Orders of the National Assembly for the duration of this session:

L'article 10 du règlement est modifié en ajoutant, après le paragraphe 6, le paragraphe 6A suivant:

6A. Il peut accorder à un député n'appartenant pas à un parti reconnu un temps de parole analogue à celui que prévoit le règlement pour les chefs des partis reconnus autres que le premier ministre et le chef de l'Opposition officielle.

La motion est adoptée avec l'abstention de MM. Roy et Samson.

M. Levesque propose:

Que le nom de M. Parent (Hull) soit substitué à celui de M. Desjardins sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Goldbloom.

Projet de loi no 6.—Loi concernant Place du centre, à Hull.

Par M. Tetley:

Projet de loi no 2.—Loi des caisses d'entraide économique;

Projet de loi no 3.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles, pour l'exercice terminé le 31 mars 1973.

(Document de la session no 11.)

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, pour l'exercice terminé le 31 mars 1973.

(Document de la session no 12.)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Standing Order 10 is amended by adding, after paragraph 6, the following paragraph 6A:

6A. He may grant to any Member not belonging to a recognized party time to speak similar to that provided under the Standing Orders for the Leaders of recognized parties other than the Prime Minister and the Leader of the Official Opposition.

The motion was adopted, with Messrs Roy and Samson abstaining.

Mr Levesque moved:

That the name of Mr Desjardins be replaced by that of Mr Parent (Hull) on the list of members of the Committee on the National Assembly.

The motion was adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Goldbloom:

Bill No. 6.—An Act respecting *Place du centre*, at Hull.

By Mr Tetley:

Bill No. 2.—An Act respecting the *caisses d'entraide économique*;

Bill No. 3.—An Act to amend the Québec Deposit Insurance Act.

Mr Toupin tabled the following documents:

Annual report of the Québec Agriculture Marketing Board, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 11.)

Annual report of the Department of Agriculture, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 12.)

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour n'avoir annoncé, dans le message inaugural, aucune mesure pour arrêter la hausse sans précédent du prix des produits alimentaires qui frappe tous les Québécois, et, d'une manière particulièrement intolérable, les plus démunis d'entre eux. »

Par M. Samson:

« *Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui s'est fait le complice de la hausse constante du coût de la vie et a ainsi capitulé devant les puissants en laissant exploiter surtout les gagne-petits et les défavorisés. ».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bienvenue.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque cette Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for not having announced any measure in the inaugural message to stop the unprecedented rise in the prices of food products which has struck all Quebeckers, and the most unfortunate of them, in a particularly intolerable manner."

By Mr Samson:

"*That* the Assembly do severely censure the government which has become the accomplice of the constant rise in the cost of living and has thus capitulated before the mighty by allowing particularly the small wage earners and the less fortunate to be exploited."

The debate was adjourned on motion of Mr Bienvenue.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 26 mars 1974

Quinze heures

Tuesday, March 26th 1974

Three o'clock P.M.

Conformément à l'article 162 du règlement, M. Pagé, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, qui a étudié les problèmes de la « Sécurité routière et du système de points de démerite ».

(Document de la session no 13.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Saint-Pierre, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Projet de loi no 9.—Loi modifiant la Loi des fonds industriels;

Projet de loi no 10.—Loi modifiant la Loi du Bureau de la statistique.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Déclaration relative à l'état détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, de taxes, droits et

In accordance with Standing Order 162, Mr Pagé, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, which examined the problems of "Highway safety and the demerit point system".

(Sessional Papers, No. 13.)

The following bills were severally introduced by Mr Saint-Pierre, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill No. 9.—An Act to amend the Industrial Funds Act;

Bill No. 10.—An Act to amend the Bureau of Statistics Act.

Mr Harvey (Jonquière) tabled the following document:

A detailed statement of the remissions made by the Lieutenant-Governor in Council, of any tax, duty or toll payable

péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois fiscales ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu, conformément aux dispositions de l'article 94 de la Loi du ministère du revenu, chapitre 22 des lois du Québec 1972.

(Document de la session no 14.)

M. le président rend sa décision à la suite de la question de privilège soulevée par le député de Maisonneuve, mardi, le 19 mars 1974 (voir Journal des débats, page 140).

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour n'avoir annoncé, dans le message inaugural, aucune mesure pour arrêter la hausse sans précédent du prix des produits alimentaires qui frappe tous les Québécois, et, d'une manière particulièrement intolérable, les plus démunis d'entre eux. »

Par M. Samson:

« *Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui s'est fait le complice de la hausse constante du coût de la vie et a ainsi capitulé devant les puissants en laissant exploiter surtout les gagne-petits et les défavorisés. »

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of a fiscal law or to the management of any public work producing a toll or revenue, in accordance with section 94 of the Revenue Department Act, Statutes of Québec 1972, chapter 22.

(Sessional Papers, No. 14.)

Mr President rendered his decision respecting the question of privilege raised by the Member for Maisonneuve, on Tuesday, March 19th 1974 (see Journal of Debates, page 140).

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for not having announced any measure in the inaugural message to stop the unprecedented rise in the prices of food products which has struck all Quebecers, and the most unfortunate of them, in a particularly intolerable manner."

By Mr Samson:

"*That* the Assembly do severely censure the government which has become the accomplice of the constant rise in the cost of living and has thus capitulated before the mighty by allowing particularly the small wage earners and the less fortunate to be exploited."

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, That the Assembly do now be adjourn.

And then the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 27 mars 1974

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour n'avoir annoncé, dans le message inaugural, aucune mesure pour arrêter la hausse sans précédent du prix des produits alimentaires qui frappe tous les Québécois, et, d'une manière particulièrement intolérable, les plus démunis d'entre eux. »

Par M. Samson:

« *Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui s'est fait le complice de la hausse constante du coût de la vie et a ainsi capitulé devant les puissants en laissant exploiter surtout les gagne-petits et les défavorisés. »

Wednesday, March 27th 1974

Three o'clock P.M.

The House resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

“*That* the Assembly do censure the government for not having announced any measure in the inaugural message to stop the unprecedented rise in the prices of food products which has struck all Quebecers, and the most unfortunate of them, in a particularly intolerable manner.”

By Mr Samson:

“*That* the Assembly do severely censure the government which has become the accomplice of the constant rise in the cost of living and has thus capitulated before the mighty by allowing particularly the small wage earners and the less fortunate to be exploited.”

Le débat est ajourné sur la motion de M. Saint-Pierre.

The debate was adjourned on motion of Mr Saint-Pierre.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

And then the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 28 mars 1974

Quinze heures

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires sociales siégera le mercredi, 3 avril 1974, à dix heures, au Salon rouge, aux fins d'étudier un projet de règlement se rapportant à la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et concernant les contributions des bénéficiaires.

M. Bourassa dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Une lettre, en date du 28 mars 1974, adressée à M. Jean Prieur, adjoint spécial au Cabinet du Premier ministre, par M. Marcel Lefavre, le contrôleur des finances, concernant un document préparé par le Service général des achats relativement aux commandes qui ont été attribuées à la Firme Paragon Ltée durant l'année financière 1972/73, et également un extrait d'un document qui résume l'ensemble des conditions requises, dans les règlements en vigueur, pour l'attribution de contrats d'achat.

(Document de la session no 15.)

Thursday, March 28th 1974

Three o'clock P.M.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Social Affairs will sit on Wednesday, April 3rd 1974, at ten o'clock in the forenoon in the Red Room, to examine a draft regulation under the Act respecting health services and social services, and respecting the contributions by the beneficiaries.

Mr Bourassa tabled the following document:

A letter dated March 28th 1974, addressed to Mr Jean Prieur, Special Assistant to the Prime Minister's Office, by Mr Marcel Lefavre, Comptroller of Finance, concerning a document prepared by the general purchasing service respecting the orders given to the Firme Paragon Ltée during the 1972/73 fiscal year, and also an excerpt from a document giving a summary of the overall conditions required for the awarding of purchase contracts under the regulations in force.

(Sessional Papers, No. 15.)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour n'avoir annoncé, dans le message inaugural, aucune mesure pour arrêter la hausse sans précédent du prix des produits alimentaires qui frappe tous les Québécois, et, d'une manière particulièrement intolérable, les plus démunis d'entre eux. »

Par M. Samson:

« *Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui s'est fait le complice de la hausse constante du coût de la vie et a ainsi capitulé devant les puissants en laissant exploiter surtout les gagne-petits et les défavorisés. ».

Le débat est terminé.

La motion de censure de M. Morin est alors mise aux voix et rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Roy, Samson.—6.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Caron, Chagnon, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Denis, Desjardins, Dionne, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—60.

La motion de censure de M. Samson est alors mise aux voix et rejetée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

“*That* the Assembly do censure the government for not having announced any measure in the inaugural message to stop the unprecedented rise in the prices of food products which has struck all Quebecers, and the most unfortunate of them, in a particularly intolerable manner.”

By Mr Samson:

“*That* the Assembly do severely censure the government which has become the accomplice of the constant rise in the cost of living and has thus capitulated before the mighty by allowing particularly the small wage earners and the less fortunate to be exploited.”.

The debate was concluded.

The motion of non-confidence by Mr Morin was then put to the vote and rejected on the following division:

The motion of non-confidence by Mr Samson was then put to the vote and rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Roy, Samson.—6.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Caron, Chagnon, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Denis, Desjardins, Dionne, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—61.

À dix-sept heures trente minutes, M. le président quitte le fauteuil.

At five-thirty o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures.

Eight o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

M. Garneau transmet à M. le président et M. le président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

Mr Garneau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Estimates of Expenditure for the fiscal year ending March 31st 1975, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 28 mars 1974.
(*Document de la session no 1.*)

Government House,
Québec, March 28th 1974.
(*Sessional Papers, No. 1.*)

M. Levesque propose:

Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit référée aux commissions élues appropriées, à l'exception de l'étude des crédits de l'Assemblée nationale qui est référée à la commission plénière et toute autre étude de crédits que le leader parle-

Mr Levesque moved:

That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Select Committees for examination with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, which is referred to the Committee of the

mentaire du gouvernement jugera à propos de référer à la commission plénière.

La motion est adoptée.

M. Garneau propose:

Que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Morin.

Conformément à un ordre adopté par l'Assemblée, en date du 20 mars 1974, M. Garneau propose:

Que M. le président quitte le fauteuil et que l'Assemblée se forme en commission plénière pour voter en bloc des crédits provisoires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, soit l'ensemble

a) du sixième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature;

b) d'un douzième additionnel des crédits du programme 12 pour le ministère des affaires sociales (4);

c) de deux sixièmes additionnels des crédits du programme 15 pour le ministère de l'éducation (10);

d) de deux sixièmes additionnels des crédits du programme 16 pour le ministère de l'éducation (10).

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

La motion est adoptée.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

Whole and any other examination of estimates which the Government House Leader shall deem it expedient to refer to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Mr Garneau moved:

That the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

And a debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Morin.

In accordance with an order adopted by the Assembly on March 20th 1974, Mr Garneau moved:

That Mr President do leave the Chair and that the Assembly do resolve itself into Committee of the Whole to vote grants on account, in a lump sum, for the fiscal year ending March 31st 1975, being the aggregate of

(a) one-sixth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature;

(b) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 12 for the Department of Social Affairs (4);

(c) an additional two-sixths of the appropriations under programme 15 for the Department of Education (10);

(d) an additional two-sixths of the appropriations under programme 16 for the Department of Education (10).

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The motion was adopted.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

M. le président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a adopté tous les crédits provisoires des différents programmes du budget 1974/75.

Le rapport est adopté.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi no 11, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Aujourd'hui, jeudi 28 mars 1974, à vingt-trois heures quinze minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Tetley, de M. Burns, le représentant du Chef de l'Opposition, de M. Bédard (Chicoutimi), de M. Charron, de M. Samson, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

- 11 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque cette Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted all the provisional appropriations of the various programmes of the 1974/75 budget.

The report was adopted.

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 11, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

Today, Thursday, March 28th 1974, at eleven-fifteen o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the president of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Tetley, of Mr Burns, the Delegate of the Leader of the Opposition, of Mr Bédard (Chicoutimi), of Mr Charron, of Mr Samson, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

- 11 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 2 avril 1974

Quinze heures

Tuesday, April 2nd 1974

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Tetley:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973.

(Document de la session no 16.)

By Mr Tetley:

Annual report of the Québec Deposit Insurance Board, for the fiscal year ended December 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 16.)

Par M. Bourassa:

Renseignements supplémentaires au document no 15, déposé le 28 mars 1974, concernant les commandes attribuées à la Firme Paragon Ltée au cours de l'année fiscale 1972/73.

(Document de la session no 17.)

By Mr Bourassa:

Additional information respecting Sessional Papers, No. 15, tabled March 28th 1974, concerning the orders granted to the Firme Paragon Ltée, during the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 17.)

L'Ordre du jour appelle la prise en considération de la motion privilégiée de M. Burns (en vertu des articles 79 et 81 du règlement) proposant:

Que cette Assemblée déclare que l'offre d'argent qui a été faite, le 16 avril 1971, au député de Taillon, M. Guy Leduc, par M. Jean-Jacques Côté, tavernier,

The Order of the Day being read for the consideration of the motion of privilege by Mr Burns (under Standing Orders 79 and 81), proposing:

That the Assembly declare that the offer of money which was made to the Member for Taillon, Mr Guy Leduc, on April 16th 1971, by Mr Jean-Jacques Côté, tavern-

M. Nicola Di Iorio, cabaretier, tous deux domiciliés à Montréal, et par M. Frank d'Asti, présentement incarcéré aux États-Unis d'Amérique, en vue d'inciter le député de Taillon à intervenir pour faire cesser des raids policiers contre une maison de jeu et pour faire remplacer l'officier de police responsable de ces raids, constitue une violation des droits de l'Assemblée.

M. le président rend sa décision relative à la question de privilège et la motion privilégiée ci-dessus du député de Maisonneuve, et les déclare irrecevables (voir Journal des débats, page 302).

M. Levesque propose:

Que demain, à dix heures et trente minutes, la Commission permanente de la justice siège pour l'étude des crédits de ce ministère; que la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège pour l'étude des crédits du ministère du Revenu et que la Commission permanente des affaires sociales siège pour l'étude d'un projet de règlement se rapportant à la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et concernant les contributions des bénéficiaires.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée siège lundi prochain, le 8 avril, à quinze heures.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

keeper, Mr Nicola Di Iorio, night-club operator, both domiciled in Montreal, and by Mr Frank d'Asti, at present incarcerated in the United States of America, for the purpose of inducing the Member for Taillon to intervene to put a stop to police raids on a gaming-house and to have the police officer responsible for such raids replaced, constitutes a violation of the rights of the Assembly.

Mr President rendered his decision respecting the question of privilege and the above motion of privilege by the Member for Maisonneuve, and declared them inadmissible (see Journal of Debates, page 302).

Mr Levesque moved:

That tomorrow, at ten thirty o'clock A.M., the Standing Committee on Justice do sit to consider the estimates of such Department; that the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue do sit to consider the estimates of the Department of Revenue, and that the Standing Committee on Social Affairs do sit to examine a draft regulation under the Act respecting health services and social services, and respecting the contributions by the beneficiaries.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That the Assembly do sit next Monday, April 8th, at three o'clock P.M.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. St-Hilaire.

Conformément à l'article 174 du règlement les deux avis suivants ont été remis au président pour le débat de fin de séance:

Le premier avis, par M. Charron, sur la question suivante: le Premier ministre peut-il confirmer ou infirmer la nouvelle de la nomination d'un ancien député, en l'occurrence le député de Chicoutimi, M. Jean-Noël Tremblay, à un poste de conseiller auprès du ministère des Affaires culturelles, ou à un poste semblable, au sein du gouvernement, et nous dire, s'il y a lieu, le salaire rattaché à ce poste?

M. Bourassa a répondu au débat soulevé sur cette question.

Le deuxième avis, par M. Burns, sur la question suivante: quand la Commission des comptes publics siégera-t-elle?

M. Bourassa a répondu au débat soulevé sur cette question.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr St-Hilaire.

In accordance with Standing Order 174, the two following notices were submitted to the President for the end of sitting debate:

The first notice, by Mr Charron, on the following question: can the Prime Minister confirm or deny the news of the appointment of a former Member, namely the Member for Chicoutimi, Mr Jean-Noël Tremblay, to a position as adviser to the Department of Cultural Affairs, or some similar position within the government, and tell us, if expedient, the salary attached to such position?

Mr Bourassa replied to the debate which arose on this question.

The second notice, by Mr Burns, on the following question: when will the Committee on Public Accounts sit?

Mr Bourassa replied to the debate which arose on this question.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And then the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 3 avril 1974

Quinze heures

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, pour l'exercice 1972/73.

(Document de la session no 18.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Roy:

1. Quels sont les noms et adresses des membres du conseil d'administration de REXFOR?

2. Quel a été le montant versé à chacun d'eux au cours de l'année financière 1972/73:

- a) en salaire;
- b) en allocation journalière;
- c) en dépenses de voyage?

Wednesday, April 3rd 1974

Three o'clock P.M.

Mr Drummond tabled the following document:

Annual report of the activities of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company, for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 18.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy:

1. What are the names and addresses of the members of the board of directors of REXFOR?

2. What amount was paid to each one in 1972/73:

- (a) as salary;
- (b) on a daily basis;
- (c) for travelling expenses?

Réponse par M. Drummond:

1. *Composition actuelle du conseil d'administration*

Président:

M. Albert Côté, ing. f.,
Sainte-Foy, Québec 10;

Vice-président:

M. Maurice Moore, ing. prof.,
Québec;

Administrateur:

M. Alcide Courcy, B.A.,
Sainte-Foy, Québec 10;

Administrateur:

M. Claude G. Gosselin,
Bishopston, Compton;

Administrateur:

M. Michel Duchesneau, ing. f.,
Lac Beauport.

Composition en 1972/73

Président:

M. Albert Côté, ing. f.,
Sainte-Foy, Québec 10;

Vice-président:

M. Roland Deschamps, ing. f.,
Québec;

Administrateur:

M. Alcide Courcy, B.A.,
Sainte-Foy, Québec 10;

Administrateur:

M. Claude G. Gosselin,
Bishopston, Compton.

2. a) Président: \$26,900;
Vice-président: \$24,000;
Administrateurs: \$22,000 chacun.
b) Aucune allocation journalière payée.
c) Président: \$2,705.77;
Vice-président: \$ 212.91;
Administrateurs:
— M. Courcy \$ 105.00;
— M. Gosselin \$1,192.27.

Answer by Mr Drummond:

1. *Present members of the board of directors*

President:

Mr Albert Côté, Forest Eng.,
Sainte-Foy, Québec 10;

Vice-president:

Mr Maurice Moore, P. Eng.,
Québec;

Administrator:

Mr Alcide Courcy, B.A.,
Sainte-Foy, Québec 10;

Administrator:

Mr Claude G. Gosselin,
Bishopston, Compton;

Administrator:

Mr Michel Duchesneau,
Forest Eng.,
Lake Beauport;

Members in 1972/73

President:

Mr Albert Côté, Forest Eng.,
Sainte-Foy, Québec 10;

Vice-president:

Mr Roland Deschamps,
Forest Eng.,
Québec;

Administrator:

Mr Alcide Courcy, B.A.,
Sainte-Foy, Québec 10;

Administrator:

Mr Claude G. Gosselin,
Bishopston, Compton.

2. (a) Président: \$26,900;
Vice-president: \$24,000;
Administrators: \$22,000 each.
(b) No daily allowance is paid.
(c) President: \$2,705.77;
Vice-president: \$ 212.91;
Administrators:
— Mr Courcy \$ 105.00;
— Mr Gosselin \$1,192.27.

Question par M. Roy:

1. Quels sont les noms des membres de la direction de l'Université du Québec?

Question by Mr Roy:

1. What are the names of the members of the board of directors of the University of Québec?

2. Quel montant a été versé à chacun d'eux au cours de l'année financière 1972/73:

- a) en salaire;
- b) en honoraires;
- c) pour frais de voyage?

Réponse par M. Cloutier:

1. M. Robert Després, président;
M. Robert Tessier, vice-président;
M. Louis Berlinguet, vice-président à la recherche;
M. Maurice Boisvert, vice-président à l'enseignement;
M. Louis Brunelle, vice-président aux communications;
M. Roger Lefrançois, vice-président administration et finances;
M. Michel Dumas, directeur des relations publiques;
M. Léo Dorais, recteur de l'U.Q.A.M.;
M. Gilles Boulet, recteur de l'U.Q.T.R.;
M. André Desgagnés, recteur de l'U.Q.A.C.;
M. Alcide Horth, recteur de l'U.Q.A.R.;
M. Charles Beaulieu, directeur de l'I.N.R.S.;
M. Roland Parenteau, directeur de l'E.N.A.P.;
M. Armand Frappier, directeur de l'Institut de Microbiologie;
M. Jean Messier, directeur des services universitaires dans l'ouest québécois;
M. Fernand Grenier, directeur de la télé-universitaire.

2. Il aurait fallu s'adresser à la direction de l'Université du Québec.

Sur la motion de M. Léger, il est —
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du protocole d'entente intervenu entre le ministère de l'Éducation, le Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, le COJO et l'Association des

2. What amount was paid to each one during the 1972/73 fiscal year:

- (a) in salary;
- (b) in fees;
- (c) for travelling expenses?

Answer by Mr Cloutier:

1. Mr Robert Després, President;
Mr Robert Tessier, Vice-president;
Mr Louis Berlinguet, Vice-president for research;
Mr Maurice Boisvert, Vice-president for academic affairs;
Mr Louis Brunelle, Vice-president for communications;
Mr Roger Lefrançois, Vice-president for administration and finance;
Mr Michel Dumas, Director of public relations;
Mr Léo Dorais, Principal of the U.Q.A.M.;
Mr Gilles Boulet, Principal of the U.Q.T.R.;
Mr André Desgagnés, Principal of the U.Q.A.C.;
Mr Alcide Horth, Principal of the U.Q.A.R.;
Mr Charles Beaulieu, Director of the N.I.S.R.;
Mr Roland Parenteau, Director of the N.S.P.A.;
Mr Armand Frappier, Director of the Institute of Microbiology;
Mr Jean Messier, Director of university services in Western Québec;

Mr Fernand Grenier, Director of tele-university.

2. This information would have to be obtained from the University of Québec.

On motion of Mr Léger, —
Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the agreement made between the Department of Education, the Youth, Recreation and Sports High Commission, the OGOC and the Association des profes-

professionnels de l'activité physique du Québec, relatif à la mise sur pied d'un programme de promotion de l'olympisme à travers le réseau scolaire.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 19.)

Sur la motion de M. Léger, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Les noms, adresses et responsables de tous les foyers affiliés établis dans les comités de Lafontaine, Bourget, Maisonneuve, Sauvé, L'Assomption et Viau, ainsi que le nombre de pensionnaires qui logent à chacune de ces adresses.

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 20.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente des affaires sociales siège immédiatement au Salon rouge pour l'étude d'un projet de règlement se rapportant à la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et concernant les contributions des bénéficiaires.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que demain, à dix heures, la Commission permanente de la justice siège à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits de ce ministère; que la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège à la salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère du Revenu et que lorsque l'étude des crédits de ce ministère sera terminée, la Commission permanente de la Fonction publique siège pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

sionnels de l'activité physique du Québec, respecting the setting up of a programme to promote olympic type athletics throughout the school network.

Mr Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 19.)

On motion of Mr Léger,—

Ordered, that there be laid before the House:

The names and addresses of all the affiliated homes for the aged established in the electoral districts of Lafontaine, Bourget, Maisonneuve, Sauvé, L'Assomption and Viau, together with the name and address of the person in charge of each one and the number of boarders living at each address.

Mr Forget tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 20.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Social Affairs do sit immediately in the Red Room to examine a draft regulation under the Act respecting health services and social services, and respecting the contributions by the beneficiaries.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That tomorrow, at ten o'clock A.M., the Standing Committee on Justice do sit in Room 81 "A" to consider the estimates of such Department; that the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue do sit in Room 91 "A" to consider the estimates of the Department of Revenue and that when the consideration of the estimates of such Department has been concluded, the Standing Committee on the Civil Service do sit to consider the estimates of such Department.

The motion was adopted.

M. Burns propose:

Que cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être porté, le 1er mai 1974, à \$2.50 l'heure et, par la suite, être indexé annuellement à l'indice du coût de la vie.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Leduc.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Burns moved:

That the Assembly is of opinion that the basic rate of the minimum wage should be increased to \$2.50 per hour commencing May 1st 1974, and indexed annually to the cost of living from then on.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr Leduc.

And then the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 4 avril 1974

Quinze heures

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour la période du 1er septembre 1972 au 31 août 1973.

(Document de la session no 21.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de la justice siège immédiatement à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits de ce ministère; que la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement à la salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère du Revenu et qu'à vingt heures quinze minutes la Commission permanente des affaires sociales siège au Salon rouge pour l'étude d'un projet de règlement se rapportant à la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et concernant les contributions des bénéficiaires.

La motion est adoptée.

Thursday, April 4th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Cloutier tabled the following document:

Annual report of the Superior Council of Education, for the period from September 1st 1972 to August 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 21.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Justice do sit immediately in Room 81 "A" to consider the estimates of such Department; that the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue do sit immediately in Room 91 "A" to consider the estimates of the Department of Revenue and that at eight-fifteen o'clock P.M. the Standing Committee on Social Affairs do sit in the Red Room to examine a draft regulation under the Act respecting health services and social services, and respecting the contributions by the beneficiaries.

The motion was adopted.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Assad.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 2, « Loi des caisses d'entraide économique ».

M. Tetley informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le président reprend le fauteuil.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Carpentier, Chagnon, Charron, Côté, Desjardins, Déziel, Faucher, Fraser, Gallienne, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Kennedy, Lacroix, Lalonde, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massicotte, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Samson, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—46.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 2 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 2 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

The debate was adjourned on motion of Mr Assad.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 2, "An Act respecting the *caisses d'entraide économique*".

Mr Tetley informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tetley moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The motion was then adopted on the following vote:

Bill No. 2 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 2 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 3, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec ».

M. Tetley informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorcency), Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Carpentier, Chagnon, Charron, Côté, Desjardins, Déziel, Faucher, Fraser, Gallienne, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Kennedy, Lacroix, Lalonde, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massicotte, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Samson, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—46.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 3 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 3 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 3, "An Act to amend the Québec Deposit Insurance Act".

Mr Tetley informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tetley moved that the said bill be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 3 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 3 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And then the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 5 avril 1974

Dix heures

Friday, April 5th 1974

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Choquette:

Liste des commissions sous le grand sceau délivrées aux employés publics pendant l'année 1973 (S.R.Q. 1964, chapitre 12, article 6).

(Document de la session no 22.)

Par M. Drummond:

Rapport annuel de la Société de Cartographie du Québec, pour l'exercice financier 1972/73.

(Document de la session no 23.)

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (Lois du Québec 1973, chapitre 21).

(Document de la session no 24.)

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu du paragraphe 3 de l'article 108 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964,

The following documents were tabled:

By Mr Choquette:

List of commissions under the Great Seal issued to officers in the civil service during 1973 (R.S.Q. 1964, chapter 12, section 6).

(Sessional Papers, No. 22.)

By Mr Drummond:

Annual report of the Québec Cartography Company, for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 23.)

Copies of the Orders in Council adopted under section 18 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act (Statutes of Québec 1973, chapter 21).

(Sessional Papers, No. 24.)

Copies of the Orders in Council adopted under subsection 3 of section 108 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964,

chapitre 92), dépôt décrété par le paragraphe 4 du même article.

(Document de la session no 25.)

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, chapitre 92), dépôt décrété par l'article 6 de ladite Loi.

(Document de la session no 26.)

Par M. Cloutier:

Rapport annuel 1972/73 de la Commission consultative de l'enseignement privé.

(Document de la session no 27.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de la justice siège immédiatement à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, de nouveau étudiés en commission plénière, amendés et rapportés; les projets de loi amendés sont lus et agréés; les projets de loi sont remis à la prochaine séance pour leur troisième lecture:

Projet de loi no 2.—Loi des caisses d'entraide économique;

Projet de loi no 3.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec.

M. Goldbloom propose:

Que le projet de loi no 6, « Loi concernant Place du centre, à Hull », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Léger.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

chapter 92), as required under subsection 4 of the same section.

(Sessional Papers, No. 25.)

Copies of the Orders in Council adopted under section 4 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, chapter 92), as required under section 6 of the said Act.

(Sessional Papers, No. 26.)

By Mr Cloutier:

Annual report of the Private Education Advisory Commission for 1972/73.

(Sessional Papers, No. 27.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Justice do sit immediately in Room 81 "A" to consider the estimates of such Department.

The motion was adopted.

The following bills were again severally considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bills as amended were read and agreed to; the bills were ordered for third reading at the next sitting:

Bill No. 2.—An Act respecting the *caisses d'entraide économique*;

Bill No. 3.—An Act to amend the Québec Deposit Insurance Act.

Mr Goldbloom moved:

That bill No. 6, "An Act respecting *Place du centre*, at Hull", be now read the second time.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr Léger.

And then the Assembly adjourned until next Monday, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 8 avril 1974

Quinze heures

Monday, April 8th 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 1, « Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Bill No. 1, "An Act to amend the Québec Housing Corporation Act", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved:

That the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Sylvain, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—64.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 1 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill No. 1 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de la justice siège immédiatement à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère de la Justice et qu'à vingt heures quinze minutes, la Commission permanente de la fonction publique siège pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Goldbloom proposant que le projet de loi no 6, « Loi concernant Place du centre, à Hull », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Côté, Déom, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Perreault, Picard, Picotte, Roy, Simard, Sylvain, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—59.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 6 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 6 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

M. Tetley propose:

Que les projets de loi suivants soient, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 2.—Loi des caisses d'entraide économique;

Projet de loi no 3.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Justice do sit immediately in Room 81 "A" to consider the estimates of the Department of Justice and that at eight-fifteen o'clock P.M., the Standing Committee on the Civil Service do sit to consider the estimates of the Department of the Civil Service.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Goldbloom proposing that bill No. 6, "An Act respecting *Place du centre*, at Hull", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following vote:

Bill No. 6 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 6 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Tetley moved:

That the following bills be severally read the third time:

Bill No. 2.—An Act respecting the *caisses d'entraide économique*;

Bill No. 3.—An Act to amend the Québec Deposit Insurance Act.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

La motion de troisième lecture du projet de loi no 2 est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The motion for third reading of bill No. 2 was then adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Dionne, Faucher, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Samson, Séguin, Sylvain, Tetley, Vallières, Veilleux, Verreault.—62.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 2, « Loi des caisses d'entraide économique », est lu la troisième fois.

Bill No. 2, "An Act respecting the *caisses d'entraide économique*", was accordingly read the third time.

La motion de troisième lecture du projet de loi no 3 est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion for third reading of bill No. 3 was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Dionne, Faucher, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Sylvain, Tetley, Vallières, Veilleux, Verreault.—60.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Roy, Samson.—2.

En conséquence, le projet de loi no 3, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec », est lu la troisième fois.

Bill No. 3, "An Act to amend the Québec Deposit Insurance Act", was accordingly read the third time.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de la justice siège immédiatement à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère de la Justice et que la Commission permanente de la fonction publique siège immédiatement au Salon rouge pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Ostiguy.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Justice do sit immediately in Room 81 "A" to consider the estimates of the Department of Justice and that the Standing Committee on the Civil Service do sit immediately in the Red Room to consider the estimates of the Department of the Civil Service.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

The debate was adjourned on motion of Mr Ostiguy.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And then the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 9 avril 1974

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Berthiaume, pour M. Mailloux:

Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'exercice financier 1972/73.

(Document de la session no 28.)

Par M. Levesque, pour M. Bourassa:

Une lettre, en date du 8 avril 1974, adressée à M. Jean Prieur, adjoint au Cabinet du Premier ministre, par M. Marcel Lefavre, le contrôleur des finances, au sujet des contrats d'achats accordés à la firme « Formules mécanographiques Paragon Ltée », au cours de l'année financière 1972/73, et également une lettre de M. Jean-Claude Careau, directeur général du Service général des achats ainsi que le rapport de vérification préparé par les enquêteurs attachés au bureau du con-

Tuesday, April 9th 1974

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Berthiaume, on behalf of Mr Mailloux:

Annual report of the Québec Autoroutes Authority, for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 28.)

By Mr Levesque, on behalf of Mr Bourassa:

A letter dated April 8th 1974, addressed to Mr Jean Prieur, Assistant to the Prime Minister's Office, by Mr Marcel Lefavre, Comptroller of Finance, concerning the purchase contracts granted to the firm of "Formules mécanographiques Paragon Ltée", during the 1972/73 fiscal year, and also a letter from Mr Jean-Claude Careau, Director General of the General Purchasing Service together with the audit report prepared by the investigators attached to the office of the Comptroller of

trôleur des finances concernant lesdits contrats d'achats.

(*Document de la session no 29.*)

Avant l'appel des affaires du jour, et conformément à l'article 78 du règlement, M. Lessard propose:

Que soit tenu un débat d'urgence sur le risque imminent d'une hausse très substantielle du prix du boeuf à la suite de l'arrêt des importations au Québec du boeuf en provenance des États-Unis.

Après avoir entendu l'argumentation du député de Saguenay, le président déclare la motion irrecevable parce que le sujet est surtout de juridiction fédérale, que c'est une question hypothétique et qu'il existe la possibilité d'en discuter dès cet après-midi à l'Assemblée lors du débat sur le discours du budget.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de la justice siège immédiatement à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère de la Justice; que lorsque l'étude des crédits du ministère de la Justice sera terminée, la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration et que la Commission permanente de la fonction publique siège au Salon rouge dès que l'Assemblée aura disposé de l'article 2 du feuilleton.

La motion est adoptée.

M. Goldbloom propose:

Que le projet de loi no 6, « Loi concernant Place du centre, à Hull », soit lu la troisième fois.

La motion est alors mise aux voix, M. le président remet l'enregistrement des noms à dix-sept heures quarante-cinq minutes.

Finance concerning the said purchase contracts.

(*Sessional Papers, No. 29.*)

Before Business of the Day was called, and in accordance with Standing Order 78, Mr Lessard moved:

That an emergency debate be held on the imminent risk of a substantial increase in the price of beef following the stopping of beef imports from the United States into the province of Québec.

After hearing the argumentation of the Member for Saguenay, the President declared the motion inadmissible because the matter was one which was particularly under federal jurisdiction, that it was a hypothetical question and that there would be an opportunity to discuss it in the Assembly this same afternoon during the debate on the budget speech.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Justice do sit immediately in Room 81 "A" to consider the estimates of the Department of Justice; that when the consideration of the estimates of the Department of Justice has been concluded, the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration do sit to consider the estimates of the Department of Immigration and that the Standing Committee of the Civil Service do sit in the Red Room as soon as the Assembly has disposed of Item 2 of the Agenda Paper.

The motion was adopted.

Mr Goldbloom moved:

That bill No. 6, "An Act respecting Place du centre, at Hull", be read the third time.

The motion was then put to the vote, Mr President postponed the taking down of the names until five forty-five o'clock P.M.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat est suspendu jusqu'à vingt heures quinze minutes.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Goldbloom proposant que le projet de loi no 6, « Loi concernant Place du centre, à Hull », soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—67.

CONTRE—NAYS:—0.

Avec l'abstention de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard et Morin.

En conséquence, le projet de loi no 6 est lu la troisième fois.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

The debate was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

At five forty-five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr Goldbloom proposing that bill No. 6, "An Act respecting *Place du centre*, at Hull", be read the third time.

The motion was adopted on the following vote:

With Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard and Morin abstaining.

Bill No. 6 was accordingly read the third time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé.

À vingt et une heures trente minutes, M. Levesque propose:

Que l'Assemblée soit maintenant ajournée à mardi 30 avril 1974, à quinze heures.

Et un débat s'élève sur cette motion. La motion est alors adoptée après division des voix.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 174 du règlement, l'ajournement est retardé de trente minutes.

Conformément à l'article 174 du règlement, les trois avis suivants ont été remis au président pour le débat de fin de séance:

Le premier avis, par M. Roy, sur le problème posé par le manque de budget au ministère de l'Agriculture.

M. Garneau a répondu au débat soulevé sur cette question.

Le deuxième avis, par M. Lessard, sur la question suivante: le ministre entend-il prendre des mesures concrètes pour pallier à l'augmentation prévisible des prix du boeuf consécutive à l'arrêt des importations de boeuf et de mouton en provenance des États-Unis?

M. Garneau a répondu au débat soulevé sur cette question.

Le troisième avis, par M. Bédard (Chicoutimi), sur la question suivante: est-ce que le ministre est prêt à accepter, lors de la reprise des travaux de la Commission permanente des affaires sociales sur le projet de règlement concernant le placement d'enfants, que les personnes intéressées puissent se faire entendre de la Commission?

The debate was adjourned on motion of Mr Pagé.

At nine-thirty o'clock P.M., Mr Levesque moved:

That the Assembly be now adjourned until Tuesday, April 30th 1974, at three o'clock P.M.

And a debate arising on this motion. The motion was then adopted on division.

In accordance with paragraph 4 of Standing Order 174, the adjournment was delayed for thirty minutes.

In accordance with Standing Order 174, the three following notices were submitted to the President for the end of sitting debate:

The first notice, by Mr Roy, concerning the problem raised by the lack of a budget in the Department of Agriculture.

Mr Garneau replied to the debate raised on this question.

The second notice, by Mr Lessard, on the following question: does the Minister intend to take concrete measures to offset the forecast increase in the price of beef following the stopping of imports of beef and mutton from the United States.

Mr Garneau replied to the debate raised on this question.

The third notice, by Mr Bédard (Chicoutimi), on the following question: is the Minister prepared to allow the interested persons to be heard before the Standing Committee on Social Affairs when it resumes its sittings on the draft regulation concerning the placing of children?

M. Levesque a répondu au débat soulevé sur cette question.

Aujourd'hui, mardi 9 avril 1974, à vingt et une heures vingt minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Blank, le représentant du président de l'Assemblée nationale, de M. Lecours, le représentant du Premier ministre, de M. Massicotte, de M. Lessard, le représentant du Chef de l'Opposition, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 2 Loi des caisses d'entraide économique;
- 3 Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec;
- 6 Loi concernant Place du centre, à Hull.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à mardi 30 avril 1974, à quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque replied to the debate raised on this question.

Today, Tuesday, April 9th 1974, at nine-twenty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Blank, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Lecours, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Massicotte, of Mr Lessard, the Delegate of the Leader of the Opposition, and of Mr Lessard, Assistant Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 2 An Act respecting the *caisses d'entraide économique*;
- 3 An Act to amend the Québec Deposit Insurance Act;
- 6 An Act respecting *Place du centre*, at Hull.

And then the Assembly adjourned until Tuesday, April 30th 1974, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 30 avril 1974

Quinze heures

Tuesday, April 30th 1974

Three o'clock P.M.

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Le rapport du ministre de l'Éducation sur les subventions de fonctionnement aux universités pour 1973/74, 1974/75, le plan quinquennal des investissements des universités pour 1974/79, ainsi que les copies des arrêtés en conseil concernant l'octroi de subventions de fonctionnement des universités du Québec pour 1973/74, 1974/75 et la copie de l'arrêté en conseil concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires pour 1974/79.

(Document de la session no 30.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 12, « Loi sur la mise en marché des produits agricoles », est présenté par M. Toupin.

M. Toupin propose :

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Mr Cloutier tabled the following document :

The report of the Minister of Education on the operating grants to universities for 1973/74, 1974/75, the five year university investments plan for 1974/79, together with copies of the orders in council concerning the payment of operating grants to the universities of the province of Québec in 1973/74 and 1974/75, and a copy of the order in council concerning the approval of the five year university investments plan for 1974/79.

(Sessional Papers, No. 30.)

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 12, "Farm Products Marketing Act", was introduced by Mr Toupin.

Mr Toupin moved :

That the said bill be read the first time.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cloutier, Côté, Denis, Déom, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Séguin, St-Germain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 12 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill No. 12 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement au Salon rouge pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation; que la Commission permanente de l'agriculture siège immédiatement à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture; que la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement à la salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et que lorsque l'étude des crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement sera terminée, ladite Commission étudie les crédits du ministère des Transports.

La motion est adoptée.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in the Red Room to consider the estimates of the Department of Education; that the Standing Committee on Agriculture do sit immediately in Room 81 "A" to consider the estimates of the Department of Agriculture; that the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply do sit immediately in Room 91 "A" to consider the estimates of the Department of Public Works and Supply, and that when the consideration of the estimates of the Department of Public Works and Supply is terminated, the said Committee do consider the estimates of the Department of Transport.

The motion was adopted.

Les affaires courantes étant terminées,
sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain
quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Routine business being concluded, and
on motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now
adjourn.

And the Assembly adjourned until to-
morrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCES-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 1er mai 1974

Quinze heures

Wednesday, May 1st 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 13, « Loi modifiant la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers », est présenté par M. Drummond.

Bill No. 13, "An Act to amend the Act respecting the acquisition of certain forest lands", was introduced by Mr Drummond.

M. Drummond propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Mr Drummond moved:

That the said bill be read the first time.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Verreault. --84.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 13 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. le président dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour 1973.

(Document de la session no 31.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Roy:

1. Quels sont les noms et adresses des membres du conseil d'administration de la Société des alcools du Québec?

2. Quel a été le montant versé à chacun d'eux au cours de l'année 1972/73:

- a) en salaire;
- b) en allocation journalière;
- c) pour dépenses de voyage?

Réponse par M. Garneau:

1. M. Jacques Desmeules,
1274, rue Lemoine,
Sillery, Québec;
M. Maurice Brizard,
483, rue St-Jean-Baptiste,
Duvernay, Laval, P.Q.;
M. Robert Fréchette,
620, Chemin St-Louis, app. 2,
Québec 6, Qué.;
M. Émile Gagnon,
31, rue Les Sorbiers,
Laval-sur-le-Lac, Qué.;
M. Martin Giasson,
148, rue Des Chênes ouest,
Québec, Qué.;
M. P.A. Poirier,
102, rue Campagna,
Victoriaville, Qué.;
M. Raymond Poupart,
1974, est rue Sherbrooke,
Montréal, Qué.

Bill No. 13 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr President tabled the following document:

Annual report of the Public Protector, for 1973.

(Sessional Papers, No. 31.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy:

1. What are the names and addresses of the members of the board of directors of the Québec Liquor Corporation?

2. What amount was paid to each one in 1972/73:

- (a) as salary;
- (b) on a daily basis;
- (c) for travelling expenses?

Answer by Mr Garneau:

1. Mr Jacques Desmeules,
1274 Lemoine St.,
Sillery, Québec;
Mr Maurice Brizard,
480, St-Jean-Baptiste St.,
Duvernay, Laval, P.Q.;
Mr Robert Fréchette,
620, St. Louis Road, Apt. 2,
Québec 6, Qué.;
Mr Émile Gagnon,
31 Les Sorbiers St.,
Laval-sur-le-Lac, Qué.;
Mr Martin Giasson,
148 Des Chênes St. West,
Québec, Qué.;
Mr P. A. Poirier,
102 Campagna St.,
Victoriaville, Qué.;
Mr Raymond Poupart,
1974 Sherbrooke St. East,
Montreal, Qué.

2. Nom/Names

	a) Traitements honoraires	b) Allocations journalières	c) Dépenses de voyage
	(a) Salaries and fees	(b) Daily allowances	(c) Travelling expenses
	\$	\$	\$
Jacques Desmeules.....	30,493.15;	nil;	3,238.46;
Maurice Brizard.....	1,801.35;	2,450.00;	1,469.31;
Robert Fréchette.....	2,136.97;	3,050.00;	885.27;
Émile Gagnon.....	2,541.08;	1,650.00;	nil;
Martin Giasson.....	2,541.08;	1,650.00;	801.84;
P.A. Poirier.....	2,541.08;	2,450.00;	1,263.24;
Raymond Poupart.....	2,541.08.	3,300.00.	247.28.

Question par M. Roy:

1. Quels sont les noms et adresses des membres du conseil d'administration de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec?

2. Quel montant a été versé à chacun d'eux au cours de l'année financière 1972/73:

- a) en salaire;
- b) en honoraires;
- c) pour dépenses de voyage?

Question by Mr Roy:

1. What are the names and addresses of the members of the board of directors of the *Société d'exploitation des loteries et courses du Québec*?

2. What amount was paid to each one during the 1972/73 fiscal year:

- (a) in salary;
- (b) in fees;
- (c) for travelling expenses?

Réponse par M. Garneau:

1. Maurice T. Custeau,
1, rue Champagnac,
Ste-Adèle-en-Bas, Qué.;
Roger Dugré,
3785, rue Kent,
Montréal, Qué.;
Julien Côté (N'est plus en poste),
1186, Colbert,
Ste-Foy, Qué.

2. a) Salaires versés du 1er avril 1972 au 31 mars 1973:

M. Maurice T. Custeau..	\$28,888.34;
M. Roger Dugré.....	24,903.63;
M. Julien Côté.....	24,903.63.
b) honoraires	nil.
c) dépenses de voyage:	
M. Maurice T. Custeau..	\$ 1,370.37;
M. Roger Dugré.....	1,332.89;
M. Julien Côté.....	989.96

(plus \$6,773.77 pour frais de séjour à Montréal).

Answer by Mr Garneau:

1. Maurice T. Custeau,
1 Champagnac St.,
Ste-Adèle-en-Bas, Qué.;
Roger Dugré,
3785 Kent St.,
Montreal, Qué.;
Julien Côté (has left the position),
1186 Colbert,
Ste-Foy, Qué.

2. (a) Salaries paid from April 1st 1972 to March 31st 1973:

Mr Maurice T. Custeau..	\$28,888.34;
Mr Roger Dugré.....	24,903.63;
Mr Julien Côté.....	24,903.63.
(b) fees.....	nil.
(c) travelling expenses:	
Mr Maurice T. Custeau..	\$ 1,370.37;
Mr Roger Dugré.....	1,332.89;
Mr Julien Côté.....	989.96

(plus \$6,773.77 for living expenses in Montreal).

Question par M. Roy :

1. Quel a été le coût d'impression du « Répertoire des services municipaux de prévention des incendies du Québec », édition 1973, publié par le ministère des Affaires municipales ?

2. À qui a été confié le contrat d'impression ?

3. A-t-on accordé ce contrat à la suite d'appel d'offre ?

Réponse par M. Goldbloom :

1. Le coût d'impression est de \$4,135.00.

2. Imprimerie Laflamme Ltée,
2057 Branly,
Ste-Foy, Qué.

3. Oui.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy :

1. Quels sont les noms et adresses des administrateurs de SIDBEC ?

2. Quels sont les montants qui ont été versés à chacun d'eux au cours de l'année financière 1972-73 :

- a) en salaire;
- b) en honoraires;
- c) pour dépenses de voyage ?

Sur la motion de M. Levesque, il est

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 32.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy :

1. Quels sont les noms des avocats et des études dans la ville de Québec qui ont travaillé pour le ministère de la Justice du 1er avril 1970 au 31 mars 1973 ?

2. Quelle somme a été versée à chacun en honoraires ?

Question by Mr Roy :

1. What was the cost of printing the 1973 edition of the "Répertoire des services municipaux de prévention des incendies du Québec", published by the Department of Municipal Affairs ?

2. To whom was the printing contract awarded ?

3. Was the contract awarded following a call for tenders ?

Answer by Mr Goldbloom :

1. Cost of printing: \$4,135.00.

2. Imprimerie Laflamme Ltée,
2057 Branly,
Ste-Foy, Qué.

3. Yes.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Roy :

1. What are the names and addresses of the members of the board of directors of SIDBEC ?

2. What amounts were paid to each one during the 1972-73 fiscal year :

- (a) in salary;
- (b) in fees;
- (c) for travelling expenses ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr Garneau tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 32.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Roy :

1. What are the names of the lawyers and legal offices in the city of Québec who worked for the Department of Justice from April 1st 1970 to March 31st 1973 ?

2. What amount was paid to each one in the form of fees ?

3. Quels sont les noms des avocats et des études dans la ville de Montréal qui ont travaillé pour le ministère de la Justice entre le 1er avril 1970 et le 31 mars 1973 ?

4. Quelle somme a été versée à chacun en honoraires ?

5. Quels sont les noms des avocats et des études dans le comté de Portneuf qui ont travaillé pour le ministère de la Justice entre le 1er avril 1970 et le 31 mars 1973 ?

6. Quelle somme a été versée à chacun en honoraires ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Choquette dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 33.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Samson:

Quel est le coût de l'entretien ménager des édifices publics et des locaux abritant les bureaux gouvernementaux dans le comté de Rouyn-Noranda:

a) pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973;

b) à qui ces sommes furent-elles payées;

c) quel était le critère de sélection des entreprises d'entretien;

d) y a-t-il eu soumissions publiques dans tous les cas; sinon, quels sont les cas où il n'y a pas eu de soumission ?

Sur la motion de M. Levesque, il est --

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 34.)

3. What are the names of the lawyers and legal offices in the city of Montreal who worked for the Department of Justice from April 1st 1970 to March 31st 1973 ?

4. What amount was paid to each one in the form of fees ?

5. What are the names of the lawyers and legal offices in Portneuf county who worked for the Department of Justice from April 1st 1970 to March 31st 1973 ?

6. What amount was paid to each one in the form of fees ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr Choquette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 33.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Samson:

What was the cost of the inside maintenance services for the public buildings and premises containing the various government offices in the county of Rouyn-Noranda:

(a) in 1970, 1971, 1972 and 1973;

(b) to whom were such amounts paid;

(c) what criteria were used for the selection of the maintenance firms;

(d) were public tenders called for in each case, and if not, in what cases were bids not called for ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 34.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Samson:

Quel fut le coût de location des locaux abritant les divers services gouvernementaux dans le comté de Rouyn-Noranda:

a) pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973;

b) à qui furent payées ces sommes pour les différentes années;

c) quel a été le critère de sélection des différents locataires;

d) qui a négocié les locations au nom du gouvernement?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(*Document de la session no 35.*)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement au Salon rouge pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant:

« *Que* cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être porté, le 1er mai 1974, à \$2.50 l'heure et, par la suite, être indexé annuellement à l'indice du coût de la vie. ».

M. Leduc propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot « minimum » par les suivants:

« doit être ajusté périodiquement en fonction de l'indice des prix à la consommation, tout en tenant compte des conditions économiques et sociales ».

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Samson:

What was the cost of renting the premises used for government offices in the county of Rouyn-Noranda:

(a) in 1970, 1971, 1972 and 1973;

(b) to whom were such amounts paid;

(c) what criteria were used for the selection of the various lessors;

(d) who negotiated the rentals on behalf of the government?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr Mailloux tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 35.*)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in the Red Room to consider the estimates of the Department of Education.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing:

“*That* the Assembly is of opinion that the basic rate of the minimum wage should be increased to \$2.50 per hour commencing May 1st 1974, and indexed annually to the cost of living from then on.”.

Mr Leduc moved:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after the word “wage”, therein, by the following:

“should be adjusted periodically in relation to the consumer price index and in consideration of economic and social conditions”.

Et un débat s'élève sur cet amendement.

And a debate arising on this amendment.

L'amendement est alors adopté, les voix se divisant comme suit :

The amendment was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Côté, Cournoyer, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—67.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

La motion principale, telle qu'amendée, se lit maintenant comme suit :

The main motion, as amended, now reads as follows:

« *Que* cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être ajusté périodiquement en fonction de l'indice des prix à la consommation, tout en tenant compte des conditions économiques et sociales ».

"*That* the Assembly is of opinion that the basic rate of the minimum wage should be adjusted periodically in relation to the consumer price index and in consideration of economic and social conditions".

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The said motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Côté, Cournoyer, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

Avec l'abstention de MM. Burns, Char-
ron, Léger, Lessard, Morin, Roy et Sam-
son.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain
quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

With Messrs Burns, Charron, Léger,
Lessard, Morin, Roy and Samson ab-
staining.

And the Assembly adjourned until
tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 2 mai 1974

Quinze heures

Thursday, May 2nd 1974

Three o'clock P.M.

M. Bienvenue donne l'avis suivant :

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement au Salon rouge pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation; la Commission permanente de l'agriculture siège immédiatement à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture; la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement à la salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Cesdites commissions permanentes siégeront jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures et quinze minutes.

Les commissions permanentes suivantes siégeront demain de dix heures à treize heures. Si l'étude des crédits du ministère de l'Éducation est terminée, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera au Salon rouge pour l'étude des crédits

Mr Bienvenue gave the following notice:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately in the Red Room to consider the estimates of the Department of Education; the Standing Committee on Agriculture will sit immediately in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Agriculture; the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Transport.

The said Standing Committees will sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight fifteen o'clock P.M.

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M. If the consideration of the estimates of the Department of Education is completed, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit in the

du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives; la Commission permanente de l'agriculture siégera à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture; si l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture est terminée, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts étudiera les crédits du ministère des Terres et Forêts; la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera à la salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Mardi prochain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures à treize heures: la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera au Salon rouge pour l'étude des crédits du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives; si l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture est terminée, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts; la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera à la salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Transports; si l'étude des crédits du ministère des Transports est terminée, la Commission des affaires sociales étudiera les crédits du ministère des Affaires sociales.

M. Bienvenue propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à mardi prochain quinze heures.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

Red Room, to consider the estimates of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives; the Standing Committee on Agriculture will sit in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Agriculture, and if the consideration of the estimates of the Department of Agriculture is completed, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will consider the estimates of the Department of Lands and Forests; the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Transport.

Next Tuesday, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit in the Red Room to consider the estimates of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives; if the consideration of the estimates of the Department of Agriculture is completed, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests; the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Transport, and if the consideration of the estimates of the Department of Transport is completed, the Standing Committee on Social Affairs will consider the estimates of the Department of Social Affairs.

Mr Bienvenue moved:

That the Assembly do now adjourn until next Tuesday at three o'clock P.M.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boutin (Abitibi-

Ouest/West), Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—6.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne
à mardi quinze heures.

The Assembly accordingly adjourned
until Tuesday at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 7 mai 1974

Quinze heures

Tuesday, May 7th 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 99, « Loi modifiant le Code du travail », est présenté par M. Burns.

Bill No. 99, "An Act to amend the Labour Code", was introduced by Mr Burns.

M. Burns propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 99 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. Levesque donne les avis suivants:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement au Salon rouge pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation; la Commission permanente de l'agriculture siège immédiatement à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture; la Commission permanente des affaires sociales siège immédiatement à la salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Ces dites commissions permanentes siégeront jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures. Si l'étude des crédits du ministère de l'Éducation est terminée, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives étudiera les crédits du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives; si l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture est terminée, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts étudiera les crédits du ministère des Terres et Forêts.

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures à douze heures: si l'étude des crédits du ministère de l'Éducation est terminée, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera au Salon rouge pour l'étude des crédits du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives; si l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture est terminée, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts;

Bill No. 99 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notices:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Education; the Standing Committee on Agriculture will sit immediately in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Agriculture; the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

The said Standing Committees will sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M. If the consideration of the estimates of the Department of Education is completed, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will consider the estimates of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives; if the consideration of the estimates of the Department of Agriculture is completed, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon: if the consideration of the estimates of the Department of Education is completed, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives; if the consideration of the estimates of the Department of Agriculture is completed, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit in Room

la Commission permanente des affaires sociales siégera à la salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Jeudi 9 mai 1974, à dix heures, au Salon rouge, la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour étudier la question de « Place Desjardins ».

Les affaires courantes étant terminées, sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

81 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests; the Standing Committee on Social Affairs will sit in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

On Thursday, May 9th 1974, at ten o'clock A.M., the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit in the Red Room, to consider the question of "*Place Desjardins*".

Routine business being concluded, and on motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 8 mai 1974

Quinze heures

Conformément à l'article 85 du règlement, et avec la permission de M. Bédard (Chicoutimi), M. Burns propose:

Que la motion suivante, apparaissant à l'article 22 du feuillet de ce jour, soit retirée:

Que cette Assemblée est d'avis que la Commission permanente des affaires sociales doit siéger sans délai afin d'étudier les problèmes soulevés par l'administration de la Loi et des règlements de l'aide sociale.

La motion est adoptée.

M. Bourassa dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Copies de deux lettres, en date du 31 mars 1969, adressées à M. Guy Guévremont, de la Société d'Aluminium Reynolds (Canada) Limitée, par M. Jean-Paul Beaudry, alors ministre de l'Industrie et du Commerce, concernant les bénéfices apportés par la Loi de l'aide au développement industriel régional aux

Wednesday, May 8th 1974

Three o'clock P.M.

In accordance with Standing Order 85, and with the consent of Mr Bédard (Chicoutimi), Mr Burns moved:

That the following motion, appearing at Item 22 of today's Agenda Paper, be withdrawn:

That the Assembly is of opinion that the Standing Committee on Social Affairs should sit without delay to examine the problems raised by the administration of the Social Aid Act and its regulations.

The motion was adopted.

Mr Bourassa tabled the following document:

Copies of two letters, dated March 31st 1969, written to Mr Guy Guévremont, of Reynolds Aluminum Company (Canada) Limited, by Mr Jean-Paul Beaudry, the then Minister of Industry and Commerce, concerning the benefits provided by the Regional Industrial Development Assistance Act, regarding the investment

projets d'investissement de la Société d'Aluminium Reynolds.

(Document de la session no 36.)

Le projet de loi no 14, « Loi du ministère des terres et forêts », est présenté par M. Drummond.

M. Drummond propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

projects of the Reynolds Aluminum Company.

(Sessional Papers, No. 36.)

Bill No. 14, "Lands and Forests Department Act", was introduced by Mr Drummond.

Mr Drummond moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 14 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement au Salon rouge pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation; si l'étude des crédits du ministère de l'Éducation est terminée, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives étudie les crédits du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives.

La motion est adoptée.

Bill No. 14 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in the Red Room to consider the estimates of the Department of Education; if the consideration of the estimates of the Department of Education is completed, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will consider the estimates of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

The motion was adopted.

M. Levesques donne l'avis suivant:

Demain de dix à treize heures, au Salon rouge, la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour étudier la question de « Place Desjardins »; la Commission permanente des affaires sociales siégera à la salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales et la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera à la Salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Roy:

1. Pendant combien de temps M. Jacques Parizeau a-t-il été à l'emploi du gouvernement du Québec ?

2. Quelles étaient ses fonctions et à quels ministères était-il attaché ?

3. Quels sont les montants qui lui ont été versés pour chacune des années qu'il a été à l'emploi du gouvernement du Québec :

- a) en salaire;
- b) en honoraires;
- c) pour frais de séjour;
- d) pour dépenses de voyage ?

4. À quelle date a-t-il cessé d'être à l'emploi du gouvernement ?

5. À l'occasion de son départ est-ce qu'on lui a versé des montants à titre d'indemnité :

- a) pour son départ;
- b) pour fonds de pension;
- c) si oui, quel est le montant ?

Réponse par M. Bourassa:

1. Du 1er septembre 1965 au 16 septembre 1967.

2. Conseiller économique et financier auprès du Conseiller exécutif attaché au ministère du conseil exécutif.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to consider the question of "Place Desjardins"; the Standing Committee on Social Affairs will sit in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs, and the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy:

1. For what length of time was Mr. Jacques Parizeau in the employ of the government of the province of Québec ?

2. What were his duties and to what Departments was he attached ?

3. What amounts were paid to him in each of the years in which he was in the employ of the government of the province of Québec :

- (a) as salary;
- (b) in fees;
- (c) for living expenses;
- (d) for travelling expenses ?

4. On what date did he cease to be in the employ of the government ?

5. When he left, was he paid any amounts in the form of compensation :

- (a) as severance pay;
- (b) for his pension fund;
- (c) if so, in what amount ?

Answer by Mr Bourassa:

1. From September 1st 1965 to September 16th 1967.

2. Economic and financial adviser to the Executive Adviser attached to the Department of the Executive Council.

3. a) du 1/9/65 au 31/12/65 — 8 périodes 6 jours à \$25,000 \$ 8,246.54;
from 1/9/65 to 31/12/65 — 8 periods 6 days at \$25,000. \$ 8,246.54;
 du 1/1/66 au 31/12/66 — 26 périodes à \$25,000 24,931.40;
from 1/1/66 to 31/12/66 — 26 periods at \$25,000. 24,931.40;
 du 1/1/67 au 16/9/67 — 18 périodes à \$30,000. 21,287.59;
from 1/1/67 to 16/9/67 — 18 periods at \$30,000. 21,287.59;
- b) voir annexe ci-jointe; (b) see attached appendix;
 c) voir annexe ci-jointe; (c) see attached appendix;
 d) voir annexe ci-jointe. (d) see attached appendix.
4. Le 16 septembre 1967. 4. September 16th 1967.
5. a) néant; 5. (a) nil;
 b) oui; (b) yes;
 c) \$2,608.21 pour fonds de pension. (c) \$2,608.21 for pension fund.

ANNEXE

<i>1965-66:</i>	
Frais de voyage du 30 août 1965 au 14 février 1966	\$ 1,049.06;
<i>1966-67:</i>	
Frais de voyage du 11 février 1966 au 15 mars 1967	2,370.09;
<i>1967-68:</i>	
Honoraires du 15 septembre 1967 au 19 mars 1968	16,200.00;
Frais de voyage du 1er mars 1967 au 12 février 1968	6,053.80;
<i>1968-69:</i>	
Honoraires du 20 mars 1968 au 15 mars 1969	24,220.00;
Frais de voyage du 16 février 1968 au 25 octobre 1968	7,269.06;
<i>1969-70:</i>	
Honoraires du 6 décembre 1968 au 17 juin 1969	5,600.00;
Frais de voyage du 23 octobre 1968 au 1er juin 1969	6,597.82.

Question par M. Roy:

1. Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la Société d'Habitation du Québec?

APPENDIX

<i>1965/66:</i>	
Travelling expenses from August 30th 1965 to February 14th 1966	\$ 1,049.06;
<i>1966/67:</i>	
Travelling expenses from February 11th 1966 to March 15th 1967	2,370.09;
<i>1967/68:</i>	
Fees from September 15th 1967 to March 19th 1968	16,200.00;
Travelling expenses from March 1st 1967 to February 12th 1968	6,053.80;
<i>1968/69:</i>	
Fees from March 20th 1968 to March 15th 1969	24,220.00;
Travelling expenses from February 16th 1968 to October 25th 1968	7,269.06;
<i>1969/70:</i>	
Fees from December 6th 1968 to June 17th 1969	5,600.00;
Travelling expenses from October 23rd 1968 to June 1st 1969	6,597.82.

Question Mr Roy:

1. What are the names and addresses of the administrators of the Québec Housing Corporation?

2. Quels montants ont été versés à chacun d'eux au cours de l'année financière 1972/73:

- a) en salaire;
- b) en honoraires;
- c) pour dépenses de voyages?

Réponse par M. Goldbloom:

1. M. Jacques Bernier,
2699, Aurigny,
Ste-Foy, Qué.;
M. Claude Langlois,
1060, Boul. d'Auteuil,
Duvernay, Laval;
M. André Dauphin,
1002, Louis Jobin,
Ste-Foy, Qué.;
M. Léopold Rogin,
3535, avenue Papineau,
Montréal.

2. a)	M. Bernier	\$26,870.08;
	M. Langlois	24,333.16;
	M. Dauphin	21,894.10;
	M. Rogin	22,371.80;
b)	néant;	
c)	M. Bernier	\$ 3,339.44;
	M. Langlois	3,789.92;
	M. Dauphin	913.53;
	M. Rogin	1,293.90.

Question par M. Roy:

1. Quel fut le coût total pour l'installation de l'ascenseur réservé au premier ministre dans l'édifice A du Parlement de Québec?

2. Quelles ont été les sommes dépensées dans chacun des cas suivants:

- a) les travaux à l'édifice même pour aménager le puits de l'ascenseur;
- b) l'ascenseur lui-même;
- c) les frais d'installation?

3. À qui le contrat fut-il octroyé?

4. Y a-t-il eu des demandes de soumissions publiques?

5. Si oui, quels sont les nom et adresse de chaque soumissionnaire ainsi que le montant de chaque soumission?

2. What amount was paid to each one during the 1972/73 fiscal year:

- (a) in salary;
- (b) in fees;
- (c) for travelling expenses?

Answer by Mr Goldbloom:

1. Mr Jacques Bernier,
2699 Aurigny,
Ste-Foy, Qué.;
Mr Claude Langlois,
1060 d'Auteuil Blvd.,
Duvernay, Laval;
Mr André Dauphin,
1002 Louis Jobin,
Ste-Foy, Qué.;
Mr Léopold Rogin,
3535 Papineau Avenue,
Montreal.

2. (a)	Mr Bernier	\$26,870.08;
	Mr Langlois	24,333.16;
	Mr Dauphin	21,894.10;
	Mr Rogin	22,371.80;
(b)	nil;	
(c)	Mr Bernier	\$ 3,339.44;
	Mr Langlois	3,789.92;
	Mr Dauphin	913.53;
	Mr Rogin	1,293.90.

Question by Mr Roy:

1. What was the total cost for the installation of the elevator reserved for the Prime Minister in Building A of the Parliament of Québec?

2. What amounts were spent for each of the following items:

- (a) the work in the building itself to construct the elevator shaft;
- (b) the elevator itself;
- (c) the installation costs?

3. To whom was the contract awarded?

4. Were public tenders called for?

5. If so, what is the name and address of each bidder and the amount of each bid?

Réponse par M. Mailloux:

1. Cet ascenseur d'une capacité de 22 personnes s'inscrit dans le cadre du programme d'aménagement des circulations verticale et horizontale de cet édifice A, et il n'est en aucune façon réservé à l'usage exclusif d'un ou des membres de l'Assemblée nationale. Pour le coût des travaux, voir article 2.

2. a) \$55,845. soit \$48,351. pour les travaux proprement dits et \$7,494. pour les frais généraux incidents;

b) \$45,160. soit \$39,100. pour l'ascenseur lui-même plus \$6,060. pour les frais généraux incidents;

c) \$4,967. soit \$4,300. pour l'installation proprement dite et \$667. pour les frais généraux.

3. À la compagnie Ascenseur Alpin-Otis Cie Limitée, plus bas soumissionnaire.

4. Quatre manufacturiers d'ascenseurs furent invités à soumissionner et trois présentèrent des soumissions.

5. Ascenseur Alpin Otis	\$45,250.
Cie Limitée,	
656, de la Salle,	
Québec;	
F.X. Drolet Inc.,	\$45,880.
245, du Pont,	
Québec;	
Dover Corporation	\$46,385.
(Canada) Ltd.,	
320, St-Roch,	
Québec;	
Montgomery Elevator	n'a pas
Co. Ltd.,	soumissionné
326, 43e Rue ouest,	
Charlesbourg.	

Ces soumissions ne couvrent pas que le nouvel ascenseur, mais également des améliorations aux ascenseurs existants.

Question par M. Roy:

1. À quel prix le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche s'est-il porté acquéreur du restaurant Chatelaine dans le Parc de la Vérendrye?

Answer by Mr Mailloux:

1. This elevator, which can carry 22 people, is included in the vertical and horizontal traffic development programme for Building "A", and is in no way reserved for the exclusive use of any Member or Members of the National Assembly. See paragraph 2 for the cost of the work.

2. (a) \$55,845., including \$48,351. for the work itself, and \$7,494. for general incidental costs;

(b) \$45,160., including \$39,100. for the elevator itself, plus \$6,060. for general incidental costs;

(c) \$4,967., including \$4,300. for the installation itself, and \$667. for general costs.

3. To the Alpin-Otis Elevator Co. Ltd., the lowest bidder.

4. Four elevator manufacturers were asked to submit tenders, and three submitted bids.

5. Alpin-Otis Elevator	\$45,250.
Co. Ltd.,	
656 de la Salle,	
Québec;	
F. X. Drolet Inc.,	\$45,880.
245 du Pont,	
Québec;	
Dover Corporation	\$46,385.
(Canada) Ltd.,	
320 St-Roch,	
Québec;	
Montgomery Elevator	did not
Co. Ltd.,	bid
326 West 43rd Street,	
Charlesbourg.	

These bids include both the new elevator and improvements to the existing elevators.

Question by Mr Roy:

1. What price was paid by the Department of Tourism, Fish and Game for the purchase of the Chatelaine restaurant in La Vérendrye Park?

2. À combien sont évalués les travaux de rénovation ?

3. Est-ce que le contrat pour les travaux de rénovation a été accordé, à qui et à quelle date ?

4. À quelle date le contrat d'achat a-t-il été signé ?

Réponse par M. Simard :

1. \$200,000.00.

2. Les travaux de rénovation sont évalués à \$20,000.00.

3. Vaillancourt Inc. a commencé les travaux le 29 avril 1974.

Travaux en régie avec entrepreneur. Le MTCP fournit les matériaux et l'entrepreneur exécute le travail.

4. Le contrat est en préparation chez le notaire.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy :

1. Quel a été le montant du produit de la taxe de vente remis à chacune des municipalités du comté de Beauce pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973, (selon les limites de l'ancien comté) ?

2. Quel a été le montant total du produit de la taxe de vente remise aux municipalités de l'ancien comté de :

a) Dorchester;

b) Frontenac;

pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973 ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 37.)

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre :

2. What is the estimated cost of the renovation work ?

3. Has the contract for the renovation work been granted, to whom and on what date ?

4. On what date was the contract signed ?

Answer by Mr Simard :

1. \$200,000.00.

2. The renovation work is valued at \$20,000.00.

3. The work was begun by Vaillancourt Inc., on April 29th 1974.

The work is being done by the contractor under government supervision. The material is being supplied by the DTFG and the work is being done by the contractor.

4. The contract is being drawn up by the notary.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Roy :

1. What was the amount of the proceeds of the sales tax paid to each of the municipalities in the electoral district of Beauce in 1970, 1971, 1972 and 1973 (under the boundaries of the former electoral district) ?

2. What was the total amount of the sales tax paid to the municipalities in the former electoral districts of :

(a) Dorchester;

(b) Frontenac;

in 1970, 1971, 1972 and 1973 ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr Harvey (Jonquière) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 37.)

On motion of Mr Burns,—

Ordered, That there be laid before the House :

Copie du rapport du comité d'étude formé en vertu de l'article 42.11 de la convention collective des fonctionnaires portant sur les coûts réels d'opération des véhicules automobiles.

M. Parent (Hull) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 38.)

Sur la motion de M. Roy, et du consentement unanime de l'Assemblée, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du dossier que le député des Îles-de-la-Madeleine a offert de déposer lui-même lors de la séance du 30 avril dernier concernant les accusations qu'il a portées à l'endroit du député de Beauce-Sud.

M. Lacroix dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 39.)

M. Morin propose:

Que cette Assemblée est d'avis que l'impôt sur le revenu des particuliers doit être modifié de façon à annuler l'accroissement du fardeau fiscal provenant de l'inflation, soit en indexant annuellement les catégories de revenus et les exemptions personnelles, soit en donnant des crédits d'impôt équivalents.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Roy.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

A copy of the report of the study committee appointed under article 42.11 of the civil employees collective agreement, concerning the real costs of operation of motor vehicles.

Mr Parent (Hull) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 38.)

On motion of Mr Roy, and with the unanimous consent of the Assembly,—

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of the file which the Member for the Magdalen Islands offered to table during the sitting of April 30th, concerning the accusations that he made regarding the Member for Beauce-South.

Mr Lacroix tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 39.)

Mr Morin moved:

That the Assembly is of opinion that the personal income tax should be changed in such a way as to prevent the increase in the tax load caused by inflation, either by indexing annually the categories of income and personal exemptions, or by granting equivalent income tax credits.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr Roy.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCES-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 9 mai 1974

Quinze heures

Thursday, May 9th 1974

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Goldbloom:

Rapport du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, pour les six mois précédant le 31 mars 1974.

(Document de la session no 40.)

By Mr Goldbloom:

Annual report of the Greater Québec Water Purification Board, for the six months prior to March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 40.)

Par M. Toupin:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-récolte du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973.

(Document de la session no 41.)

By Mr Toupin:

Annual report of the Québec Crop Insurance Board, for the fiscal year ended December 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 41.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

La Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement au Salon rouge pour l'étude de la question de « Place Desjardins »; la Commission permanente des affaires sociales siège immédiatement et jusqu'à dix-huit heures à la Salle 81 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Mr Levesque gave the following notice:

The Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately in the Red Room, to consider the question of "Place Desjardins"; the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately and until six o'clock P.M., in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siège immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt-heures, à la Salle 91 « A » pour l'étude des crédits du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives.

La Commission permanente de l'agriculture siègera à la Salle 81 « A », de vingt heures à vingt-trois heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit immediately and until eleven o'clock P.M., in Room 91 "A", with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

The Standing Committee on Agriculture will sit in Room 81 "A", from eight o'clock P.M. until eleven o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Agriculture.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 10 mai 1974

Dix heures

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 25 avril 1974, adressée à M. Raymond Garneau, ministre des Finances, par M. Gérard Larose, Vérificateur général, concernant le retard à déposer le rapport du Vérificateur général à l'Assemblée nationale, pour l'année 1972/73.

(Document de la session no 42.)

M. Levesque propose:

Que les Commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à douze heures: la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Transports et la Commission permanente de l'agriculture, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

Que mardi prochain, 14 mai 1974, les Commissions permanentes suivantes siè-

Friday, May 10th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Garneau tabled the following document:

Copy of a letter, dated April 25th 1974, forwarded to Mr Raymond Garneau, Minister of Finance, by Mr Gérard Larose, the Auditor-General, respecting the delay in the tabling in the National Assembly of the report of the Auditor-General for 1972/73.

(Sessional Papers, No. 42.)

Mr Levesque moved:

That the following Standing Committees do sit immediately until twelve o'clock noon: the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Transport, and the Standing Committee on Agriculture, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Agriculture.

That next Tuesday, May 14th 1974, the following Standing Committees do sit

gent de dix heures et trente minutes jusqu'à treize heures: la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce; la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts et la Commission permanente des affaires sociales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque cette Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce; the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests, and the Standing Committee on Social Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

The motion was adopted.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 14 mai 1974

Quinze heures

Tuesday, May 14th 1974

Three o'clock P.M.

M. Levesque, pour M. Tetley, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport du Comité d'étude sur l'assurance automobile au Québec, ainsi qu'un sommaire en français et en anglais de ce rapport.

(Document de la session no 43.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures: la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce; la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts et la Commission permanente des affaires sociales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Mr Levesque tabled the following document, on behalf of Mr Tetley:

Report of the Study Committee on Automobile Insurance in the province of Québec, together with a summary of the report in French and English.

(Sessional Papers, No. 43.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M.: the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce; the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests, and the Standing Committee on Social Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

Demain, les Commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à douze heures: la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce; la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts et la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain quinze heures.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M., until twelve o'clock noon: the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce; the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests, and the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Transport.

Mr Levesque moved:

That the Assembly do now adjourn until tomorrow at three o'clock P.M.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

The Assembly accordingly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 15 mai 1974

Quinze heures

Wednesday, May 15th 1974

Three o'clock P.M.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Roy:

1. Le gouvernement du Québec a-t-il envoyé une délégation à l'expo-agricole de France 1974?
2. Si oui, quelles sont les personnes qui ont fait partie de la délégation?
3. Quelles sont les sommes remboursées à chacun des participants pour frais de voyage et autres?
4. À quel ministère ont été imputées ces dépenses?

Réponse par M. Toupin:

1. Le gouvernement du Québec n'a envoyé aucune délégation à l'expo-agricole de France 1974.
2. Néant.
3. Néant.
4. Néant.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy:

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy:

1. Did the government of the province of Québec send a delegation to the 1974 French agricultural exhibition?
2. If so, who were the persons forming the delegation?
3. What amounts were reimbursed to each participant for travelling and other expenses?
4. To what Department were such expenditures charged?

Answer by Mr Toupin:

1. The government of Québec did not send a delegation to the 1974 French agricultural exhibition.
2. Nil.
3. Nil.
4. Nil.

The order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Roy:

1. Quels sont les noms des personnes qui ont demandé une bourse de l'enseignement supérieur pour l'année 1973/74 ?

2. Quels sont les critères d'acceptation pour la sélection des boursiers ?

3. Quelle est la moyenne scolaire de chacun des candidats ?

4. Combien de candidats ont été acceptés ?

5. Quel est le nom de chacun d'eux ?

6. Combien de candidats ont demandé la révision de leur dossier ?

7. Quels sont les noms et la moyenne académique de chacun d'eux ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 44.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège immédiatement au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

La motion est adoptée.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les Commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à treize heures: la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce, si l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce est terminée, la Commission permanente des affaires municipales étudiera les crédits du ministère des Affaires municipales; la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts et la Commission permanente des trans-

1. What are the names of the persons who applied for higher education scholarships during the 1973/74 fiscal year ?

2. What are the acceptance criteria for the selection of the scholarship holders ?

3. What is the academic average of each applicant ?

4. How many applicants were accepted ?

5. What is the name of each one ?

6. How many candidates requested that their files be reviewed ?

7. What is the name and academic average of each one ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr Cloutier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 44.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit immediately in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce.

The motion was adopted.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M., until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce, and if the consideration of the estimates of the Department of Industry and Commerce is completed, the Standing Committee on Municipal Affairs will consider the estimates of the Department of Municipal Affairs; the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests, and

ports, des travaux publics et de l'approvisionnement, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Morin proposant:

« *Que* cette Assemblée est d'avis que l'impôt sur le revenu des particuliers doit être modifié de façon à annuler l'accroissement du fardeau fiscal provenant de l'inflation, soit en indexant annuellement les catégories de revenus et les exemptions personnelles, soit en donnant des crédits d'impôt équivalents ».

M. Roy propose:

Que la motion en discussion soit amendée en y remplaçant tous les mots après le mot « inflation », dans la cinquième ligne, par les mots suivants: « en relevant les exemptions de base à \$3,000.00 pour les célibataires, et à \$6,000.00 pour les couples mariés et en y ajoutant une exemption additionnelle de \$300.00 par enfant à charge ».

M. le président déclare que cette motion d'amendement est irrecevable (voir Journal des débats, page 731).

Alors M. Roy propose:

Que la motion en discussion soit amendée en y remplaçant tous les mots après le mot « inflation » dans la cinquième ligne, par les mots suivants: « en relevant les exemptions de base à un taux acceptable pour les célibataires et couples mariés, ainsi que pour leurs enfants à charge ».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

La motion d'amendement est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:—Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau,

the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Transport.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Morin proposing:

"That the Assembly is of opinion that the personal income tax should be changed in such a way as to prevent the increase in the tax load caused by inflation, either by indexing annually the categories of income and personal exemptions, or by granting equivalent income tax credits".

Mr Roy moved:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after the word "inflation" in the fourth line thereof, by the following words: "by raising the basic exemptions to \$3,000.00 for single persons, and to \$6,000.00 for married couples and by adding an additional exemption of \$300.00 for each dependent child".

Mr President declared that this motion of amendment was inadmissible (see Journal of Debates, page 731).

Mr Roy then proposed:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after the word "inflation" in the fourth line thereof, by the following words: "by raising the basic exemptions to an acceptable rate for single persons and married couples, as well as for their dependent children".

And a debate arising on this motion of amendment.

The motion of amendment was then rejected on the following division:

Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Saint-Pierre, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—63.

La motion principale est alors mise aux voix et rejetée, les voix se divisant comme suit :

The main motion was then put to the vote and rejected on the following division :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:—Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Saint-Pierre, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—66.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 16 mai 1974

Quinze heures

Thursday, May 16th 1974

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Bourassa:

Rapport annuel des activités de la Société de développement de la Baie James, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973.

(Document de la session no 45.)

By Mr Bourassa:

Annual report of the activities of the James Bay Development Corporation, for the fiscal year ended December 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 45.)

Par M. Goldbloom:

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier 1971/72.

(Document de la session no 46.)

By Mr Goldbloom:

Annual report of the Québec Housing Corporation, for the 1971/72 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 46.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures: la Commission permanente des affaires municipales, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales; la Commission permanente des

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M.: the Standing Committee on Municipal Affairs, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs; the Standing Com-

richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts et la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain dix heures.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

mittee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests, and the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Transport.

Mr Levesque moved:

That the Assembly do now adjourn until tomorrow at ten o'clock A.M.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Beau-regard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

The Assembly accordingly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 17 mai 1974

Dix heures

Friday, May 17th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à treize heures: la Commission permanente des affaires municipales, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales; la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts et la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Mardi prochain, 21 mai 1974, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures et trente minutes jusqu'à treize heures: la Commission permanente des affaires municipales, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales; la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 « A », pour

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Municipal Affairs, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs; the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests, and the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Transport.

Next Tuesday, May 21st 1974, the following Standing Committees will sit from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Municipal Affairs, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs; the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider

l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts, si l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts est terminée, la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche étudiera les crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à mardi prochain quinze heures.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

the estimates of the Department of Lands and Forests, and if the consideration of the estimates of the Department of Lands and Forests is completed, the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game, and the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Communications.

Mr Levesque moved:

That the Assembly do now adjourn until next Tuesday at three o'clock P.M.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, Simard, Springate, Tardif, Toupin, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne à mardi quinze heures.

The Assembly accordingly adjourned until Tuesday at three o'clock P.M.

Le vice-président,
ROBERT LAMONTAGNE.

ROBERT LAMONTAGNE,
Vice-president.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 21 mai 1974

Quinze heures

Tuesday, May 21st 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », est présenté par M. Cloutier.

Bill No. 22, "Official Language Act", was introduced by Mr Cloutier.

M. Cloutier propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Cloutier moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

Avec l'abstention de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Ciaccia, Fraser, Léger, Lessard, Morin et Springate.

With Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Ciaccia, Fraser, Léger, Lessard, Morin and Springate abstaining.

En conséquence, le projet de loi no 22 est lu la première fois.

M. Levesque propose:

Que le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », soit déferé pour étude à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications; qu'il y ait un avis dans une édition spéciale de la *Gazette officielle du Québec*, dès demain, afin que ceux qui ont des mémoires à déposer puissent le faire, et cela jusqu'au 10 juin 1974 et que l'étude en commission dudit projet de loi débute le mardi 11 juin prochain, à seize heures.

La motion est adoptée.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures: la Commission permanente des affaires municipales, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales; la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à treize heures: la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration; la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la Commission permanente des Affaires so-

Bill No. 22 was accordingly read the first time.

Mr Levesque moved:

That bill No. 22, "Official Language Act", be referred for consideration to the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications; that a notice to such effect be published tomorrow in a special edition of the *Québec Official Gazette*, in order that those who have briefs to file may do so up to June 10th 1974, and that the consideration of the said bill in Committee begin on Tuesday, June 11th, at four o'clock P.M.

The motion was adopted.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M.: the Standing Committee on Municipal Affairs, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs; the Standing Committee on Industry and Commerce and Tourism, Fish and Game, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game, and the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Communications.

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Immigration; the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game, and the Standing Committee on Social Affairs, in

ciales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 22 mai 1974

Quinze heures

Wednesday, May 22nd 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 16, « Loi de la Commission athlétique du Québec », est présenté par M. Phaneuf.

Bill No. 16, "The Québec Athletic Commission Act", was introduced by Mr Phaneuf.

M. Phaneuf propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Phaneuf moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS—M.—Mr Arsenault, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Mascotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 16 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Le projet de loi no 17, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières », est présenté par M. Levesque, pour M. Massé.

M. Levesque, pour M. Massé, propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 16 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 17, "An Act to amend the Charter of the Québec Petroleum Operations Company", was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Massé.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Massé:

That the said bill be read the first time.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS—M.—Mr Arsenault, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 17 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Le projet de loi no 18, « Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture », est présenté par M. Toupin.

M. Toupin propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 17 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 18, "An Act to amend the Agricultural Societies Act", was introduced by Mr Toupin.

Mr Toupin moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS—M.—Mr Arsenault, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Bou-

tin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 18 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapports annuels 1973, des activités des conseils régionaux de la santé et des services sociaux.

(Document de la session no 47.)

QUESTION ET RÉPONSE

Question par M. Samson:

Concernant la Maison Rouyn-Noranda pour jeunes délinquants:

a) combien y a-t-il d'employés;
b) à combien se chiffre le budget des salaires;

c) quel est le budget global pour la nourriture des pensionnaires et employés;

d) quels sont les noms des employés cadres:

i) quel est leur salaire respectif;
ii) quelles sont les allocations respectives (dépenses, voyages, autres);

e) quel fut le prix d'achat, par la Maison Rouyn-Noranda, de l'ancienne école secondaire de Noranda, achetée pour fins de démolition et dont les matériaux devaient être utilisés pour construire des chalets pour jeunes délinquants?

i) ces matériaux ont-ils servi aux fins prévues; si non, pourquoi;

Bill No. 18 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Forget tabled the following document:

Annual reports of the activities of the regional health and social service councils, for 1973.

(Sessional Papers, No. 47.)

QUESTION AND ANSWER

Question by Mr Samson:

Respecting Rouyn-Noranda House for juvenile delinquents:

(a) how many employees are there;
(b) what is the amount of the budget for salaries;

(c) what is the overall amount of the budget for food for the inmates and employees;

(d) what are the names of the members of the senior staff:

(i) what are their respective salaries;
(ii) what are their respective allowances (expenses, travelling and others);

(e) what was the purchase price paid by Rouyn-Noranda House for the former Noranda secondary school for demolition purposes, the materials of which were to be used to construct chalets for juvenile delinquents:

(i) were such materials used for the appropriate purpose, and if not, why not;

- ii) à qui ces matériaux ont-ils été revendus;
 iii) à quel prix ?

Réponse par M. Forget:

- a) 80;
 b) pour l'année 1973/74: \$570,830.00;
 c) \$ 35,550.00;
 d) Antonio Flamand i) \$ 16,377.00;
 Directeur général
 Roger Dumont \$ 15,794.00;
 Directeur — Services
 administratifs
 André Côté \$ 15,211.00;
 Responsable — Vie de
 Groupe
 Robert Charland \$ 15,211.00;
 Responsable clinique
 Rémi Coulombe \$ 15,211.00;
 Responsable pédagogie

d) ii) les allocations pour dépenses et voyages des cadres totalisent la somme de \$6,938.00. Les montants respectifs ne sont pas disponibles;

e) \$1.00;

i) les matériaux n'ont pas encore pu servir aux fins prévues, soit la construction de chalets pour jeunes délinquants parce que les disponibilités budgétaires ne l'ont pas permis;

ii) néant;

iii) néant.

Sur la motion de M. Léger, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de tout rapport préparé par la firme Fortier Hawey sur le regroupement municipal dans la région de Québec.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(*Document de la session no 48.*)

Sur la motion de M. Léger, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

- (ii) to whom were such materials re-sold;
 (iii) at what price ?

Answer by Mr Forget:

- (a) 80;
 (b) for 1973/74: \$570,830.00;
 (c) \$ 35,550.00;
 (d) Antonio Flamand (i) \$ 16,377.00;
 Managing Director
 Roger Dumont \$ 15,794.00;
 Director — Administrative Services
 André Côté \$ 15,211.00;
 In charge of Group Living
 Robert Charland \$ 15,211.00;
 In charge of clinic
 Rémi Coulombe \$ 15,211.00;
 In charge of education

(d) (ii) the allowances for the travelling expenses of the senior staff members amount to a total of \$6,938.00. The respective amounts are not available;

(e) \$1.00;

(i) the materials have not yet been used for the appropriate purpose, namely the construction of chalets for young delinquents, because the budgetary provisions did not make it possible to do so;

(ii) nil;

(iii) nil.

On motion of Mr Léger,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any report prepared by the firm of Fortier Hawey on municipal regrouping in the region of the city of Québec.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 48.*)

On motion of Mr Léger,—

Ordered, that there be laid before the House:

Copie des relevés effectués par le Service de la Protection de l'Environnement dans la municipalité d'Asbestos et des rapports, analyses ou études qui en découlent.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 49.)

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie des baux d'immeubles intervenus pour le compte du ministère des Affaires sociales, du ministère des Transports et du ministère de la Voirie, depuis le début de 1970 dans l'ancien comté de Terrebonne et, depuis la nouvelle carte électorale, dans les comtés de Terrebonne et de Prévost.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 50.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente des affaires municipales siège immédiatement, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

La motion est adoptée.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à treize heures: la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Finances et ceux du Conseil du Trésor; la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, à la Salle 81 «A», pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la Commission permanente des affaires municipales, à la Salle 91 «A», pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

A copy of the surveys made by the Environment Protection Service in the municipality of Asbestos and any reports, analyses or studies resulting therefrom.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 49.)

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

Copies of the leases signed on behalf of the Department of Social Affairs, the Department of Transport and the Department of Roads, since the beginning of 1970, in the former electoral district of Terrebonne, and in the electoral districts of Terrebonne and Prévost since the adoption of the new electoral map.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 50.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs.

The motion was adopted.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Finance and those of the Treasury Board; the Standing Committee on Industry and Commerce and Tourism, Fish and Game, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game, and the Standing Committee on Municipal Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs.

M. Roy propose:

Que soit convoquée sans délai la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, avec mandat d'entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général ainsi que tous témoins jugés utiles aux fins d'étudier les procédés d'administration et d'indemnisation, le processus de décision de la Commission des accidents du travail ainsi que tout autre sujet relatif aux affaires de cette Commission.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Burns propose:

Que la motion en discussion soit amendée en insérant, après le mot « utiles », dans la septième ligne, les mots: « et toute personne intéressée ».

Et le débat qui s'élève sur cette motion d'amendement est ajourné sur la motion de M. Sylvain.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Roy moved:

That the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration be convened without delay to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, the Public Protector, the Auditor General as well as any witnesses deemed useful, for the purpose of examining the administrative and indemnification processes, the process respecting decisions by the Workmen's Compensation Commission and any other matter concerning the affairs of such Commission.

And a debate arising on this motion.

Mr Burns moved:

That the motion under debate be amended by inserting after the word "useful", in the seventh line, the words: "and any interested persons".

And the debate arising on this motion of amendment was adjourned on motion of Mr Sylvain.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 23 mai 1974

Quinze heures

M. Choquette dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec, pour l'exercice financier 1973.

(Document de la session no 51.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures: la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Finances et ceux du Conseil du trésor; la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la Commission permanente des affaires municipales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

Thursday, May 23rd 1974

Three o'clock P.M.

Mr Choquette tabled the following document:

Annual report of the activities of the Québec Police Commission, for the 1973 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 51.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M.: the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Finance and those of the Treasury Board; the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game, and the Standing Committee on Municipal Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs.

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain dix heures.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the Assembly do now adjourn until tomorrow at ten o'clock A.M.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS—MM.—Messrs Arsenault, Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springle, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

The Assembly accordingly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 24 mai 1974

Dix heures

Conformément à l'article 132 du règlement, M. Garneau donne avis qu'à une prochaine séance, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc un sixième des différents articles du budget.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à treize heures: la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Finances et ceux du Conseil du trésor; la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la Commission permanente des affaires municipales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

Mardi prochain, 28 mai 1974, les commissions permanentes suivantes siégeront

Friday, May 24th 1974

Ten o'clock A.M.

In accordance with Standing Order 132, Mr Garneau gave notice that at a future sitting, the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote one-sixth of the different items of the budget as a lump sum.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Finance and those of the Treasury Board; the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game, and the Standing Committee on Municipal Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs.

Next Tuesday, May 28th 1974, the following Standing Committees will sit

de dix heures et trente minutes jusqu'à treize heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles; la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 «A», pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles et la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, à la Salle 91 «A», pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration.

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à mardi prochain quinze heures.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Cultural Affairs; the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Natural Resources and the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Immigration.

Mr Levesque moved:

That the Assembly do now adjourn until next Tuesday at three o'clock P.M.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS—Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin (Johnson), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Denis, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailoux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picotte, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne à mardi quinze heures.

The Assembly accordingly adjourned until Tuesday at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 28 mai 1974

Quinze heures

Tuesday, May 28th 1974

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles et la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration; et que la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Revenu et ceux du Conseil du trésor, après que la commission plénière pour l'étude des crédits aura adopté le budget provisoire.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the following Standing Committees do sit immediately, and do continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Cultural Affairs, and the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Immigration; and that the Standing Committee on Finance, Public Works and Revenue do sit in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Revenue and those of the Treasury Board, after the Committee of the Whole for the consideration of the estimates has adopted the provisional budget.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à douze heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles et la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

Sur la motion de M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits, pour voter en bloc un sixième des différents articles du budget 1974/75.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a adopté en bloc des crédits provisoires, soit une somme n'excédant pas, en tout, \$554,430,516.65 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble:

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Cultural Affairs and the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Natural Resources.

On motion of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates, to vote one-sixth of the different items of the budget for 1974/75, as a lump sum.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted provisional appropriations, as a lump sum, namely a sum not exceeding, in all, \$554,430,516.65 to defray, for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, the charges and expenses of the Government and public service of the Province not otherwise provided for, being the aggregate of:

a) du douzième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: \$446,353,158.33;

b) d'un douzième additionnel des crédits du programme 5 pour le ministère de l'Éducation (10), i.e.: \$35,539,483.33;

c) d'un douzième additionnel des crédits du programme 6 pour le ministère de l'Éducation (10), i.e.: \$46,183,391.66;

d) d'un douzième additionnel des crédits du programme 11 pour le ministère de l'Éducation (10), i.e.: \$26,354,483.93.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Le rapport est adopté.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi no 23, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

(a) one-twelfth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature, viz.: \$446,353,158.33;

b) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 5 for the Department of Education (10), viz.: \$35,539,483.33;

(c) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 6 for the Department of Education (10), viz.: \$46,183,391.66;

(d) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 11 for the Department of Education (10), viz.: \$26,354,483.33.

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The report was adopted.

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 23, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 29 mai 1974

Quinze heures

M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, qui a étudié le projet de « Place Desjardins ».

(Document de la session no 52.)

M. Massé dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des états financiers et des statistiques de la Commission hydro-électrique de Québec et ses filiales, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973.

(Document de la session no 53.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à douze heures et trente minutes: la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles et la Commission permanente des affaires sociales, à la Salle

Wednesday, May 29th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, which examined the "Place Desjardins" project.

(Sessional Papers, No. 52.)

Mr Massé tabled the following document:

Annual report of the financial and statistical statements of the Québec Hydro-Electric Commission and its subsidiaries, for the fiscal year ended December 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 53.)

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock P.M.: the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Natural Resources and the Standing Committee on Social Affairs, in Room 81

81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreau t.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Burns à la motion de M. Roy proposant:

« *Que* soit convoquée sans délai la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration, avec mandat d'entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général ainsi que tous témoins jugés utiles aux fins d'étudier les procédés d'administration et d'indemnisation, le processus de décision de la Commission des accidents du travail ainsi que tout autre sujet relatif aux affaires de cette Commission », lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en insérant, après le mot « utiles » dans la septième ligne, les mots: « et toute personne intéressée ». ».

"A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests do sit immediately, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Natural Resources.

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Burns to the motion by Mr Roy proposing:

"*That* the Standing Committee on Labour and Manpower and Immigration be convened without delay to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, the Public Protector, the Auditor-General as well as any witnesses deemed useful, for the purpose of examining the administrative and indemnification processes, the process respecting decisions by the Workmen's Compensation Commission and any other matter concerning the affairs of such Commission", which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by inserting after the word "useful" in the seventh line, the words: "and any interested persons".".

La motion d'amendement de M. Burns est alors rejetée, les voix se divisant comme suit: The motion of amendment by Mr Burns was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—6.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Arsenault, Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Cadieux, Caron, Carpentier, Ciaccia, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Saindon, Séguin, Shanks, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—65.

Et le débat continue sur la motion principale. And the debate continuing on the main motion.

M. Desjardins propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la première ligne les mots « sans délai » par les mots « dans un délai raisonnable », en retranchant dans les cinquième et sixième lignes les mots « le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général » et en remplaçant dans la septième ligne le mot « jugés » par les mots suivants: « que la Commission jugera ».

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion d'amendement est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Desjardins moved:

That the motion under debate be amended by replacing in the third line, the words "without delay", by the words "within a reasonable delay", by striking out in the fifth and sixth lines, the words "the Public Protector, the Auditor-General", and by replacing in the sixth line, the word "deemed", by the following words: "which the Committee shall deem".

And a debate arising on this motion.

The motion of amendment was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bacon, Bellemare, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.— 65.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—6.

La motion principale, telle qu'amendée, se lit maintenant comme suit :

« *Que* soit convoquée dans un délai raisonnable de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, avec mandat d'entendre les officiers de la Commission des accidents du travail ainsi que tous témoins que la Commission jugera utiles aux fins d'étudier les procédés d'administration et d'indemnisation, le processus de décision de la Commission des accidents du travail ainsi que tout autre sujet relatif aux affaires de cette Commission ».

Et le débat continue sur cette motion.

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi) Bellemare, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—71.

CONTRE—NAYS:—0.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The main motion, as amended, now reads as follows:

"*That* the Standing Committee on Labour and Manpower and Immigration be convened within a reasonable delay to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, as well as any witnesses which the Committee shall deem useful, for the purpose of examining the administrative and indemnification processes, the process respecting decisions by the Workmen's Compensation Commission and any other matter concerning the affairs of such Commission".

And the debate continuing on this motion.

The said motion was then adopted on the following vote:

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 30 mai 1974

Quinze heures

Thursday, May 30th 1974

Three o'clock P.M.

M. Levesque donne l'avis suivant:

La Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège, au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles et la Commission permanente des affaires sociales siégera de vingt heures jusqu'à vingt-trois heures, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Aujourd'hui, jeudi 30 mai 1974, à dix-huit heures cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, de M. Pilote, le représentant du Premier ministre, de M. Bellemare, de M. Roy, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

Mr Levesque gave the following notice:

The Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately, in the Red Room, and will continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Natural Resources, and the Standing Committee on Social Affairs will sit from eight o'clock P.M. until eleven o'clock P.M., in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

Today, Thursday, May 30th 1974, at five minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Pilote, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Bellemare, of Mr Roy, and of Mr Lessard, Assistant Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

23 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public.

23 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service.

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à mardi prochain quinze heures.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the Assembly do now adjourn until next Tuesday at three o'clock P.M.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Perreault, Picard, Picotte, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—86

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne à mardi quinze heures.

The Assembly accordingly adjourned until Tuesday at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 4 juin 1974

Quinze heures

Tuesday, June 4th 1974

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Garneau:

Rapport annuel du Vérificateur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1973.

(Document de la session no 54.)

La liste du personnel et l'organigramme du COJO, ainsi que la liste des comités en relation avec le COJO, Comité organisateur des jeux olympiques de 1976.

(Document de la session no 55.)

Par M. Forget:

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier 1973.

(Document de la session no 56.)

Par M. L'Allier:

Rapport annuel des activités de l'Office de radio-télédiffusion du Québec, pour l'exercice financier 1972/73.

(Document de la session no 57.)

The following documents were tabled:

By Mr Garneau:

Annual report of the Auditor-General, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 54.)

The list of the personnel attached to COJO and its organizational chart together with the list of the committees connected with COJO, the Organizing Committee for the 1976 Olympic Games.

(Sessional Papers No. 55.)

By Mr Forget:

Annual report of the Québec Pension Board, for the 1973 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 56.)

By Mr L'Allier:

Annual report of the activities of the Québec Broadcasting Bureau, for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 57.)

Par M. Levesque:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1973.

(Document de la session no 58.)

Par M. Massé:

Une rectification des faits relatifs à un article paru dans un quotidien de samedi, le 1er juin 1974, concernant le dossier du ministère des Affaires intergouvernementales sur les relations fédérales-provinciales dans le domaine de l'eau.

(Document de la session no 59.)

M. Levesque propose:

Que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures: la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vallières, Verreault.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

By Mr Levesque:

Annual report of the Québec Planning and Development Bureau, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 58.)

By Mr Massé:

A correction respecting the information contained in an article published in a daily newspaper on Saturday, June 1st 1974, concerning the file of the Department of Intergovernmental Affairs on federal-provincial relations in matters involving water.

(Sessional Papers, No. 59.)

Mr Levesque moved:

That the following Standing Committees do sit immediately, and do continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M.: the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, to consider the estimates of the Department of Natural Resources and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

The motion was adopted on the following vote:

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à douze heures: la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère du Travail et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cornellier.

Sur la motion de M. Bienvenue, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon: the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Labour and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Cornellier.

On motion of Mr Bienvenue,—
Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 5 juin 1974

Quinze heures

Wednesday, June 5th 1974

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Assad, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne les avis suivants:

Demain, à onze heures et trente minutes, au Salon du Président, à l'arrière du trône, la sous-commission de l'Assemblée nationale siégera pour étudier l'affaire de l'enregistrement ou du non-enregistrement des débats de la Commission permanente des engagements financiers.

Le mercredi 3 juillet 1974, à seize heures, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera, au Salon rouge, pour entendre les représentants de l'Hydro-Québec, sur l'administration de cette société de la couronne.

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à treize heures: la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère du Travail et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Samson:

1. Le ministère de l'Agriculture a-t-il accordé son aide aux producteurs maraîchers du Québec qui ont participé à la foire agricole de Springfield, Massachussets?

2. Combien de producteurs ont participé à cette foire agricole?

3. Quel est le coût de participation de la province de Québec à la foire agricole de Springfield pour l'année 1973?

Réponse par M. Toupin:

1. Aucune aide financière.
2. 12 producteurs.
3. Le coût est de \$24,629.77.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy:

Mr Levesque gave the following notices:

Tomorrow, at eleven-thirty o'clock A.M., in the President's Room, behind the Throne, the Sub-committee on the National Assembly will sit to consider whether or not the debates of the Standing Committee on Financial Commitments should be taped.

On Wednesday, July 3rd 1974, at four o'clock P.M., the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit, in the Red Room, to hear the representatives of Hydro-Québec, on the administration of such Crown Corporation.

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Labour, and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Samson:

1. Did the Department of Agriculture grant its assistance to the market gardeners of the province of Québec who took part in the agricultural fair at Springfield, Massachussets?

2. How many producers took part in this agricultural fair?

3. What was the cost of the participation of the province of Québec in the Springfield Agricultural Fair in 1973?

Answer by Mr Toupin:

1. No financial assistance was granted.
2. 12 producers.
3. The cost was \$24,629.77.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Roy:

Quelles sont les municipalités du Québec qui ajoutent le fluorure de sodium à leur eau potable?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 60.)

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance et de toute entente intervenue, depuis le mois d'avril 1970, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ainsi qu'avec tout organisme public ou privé, relativement au site des Vieilles Forges, à Trois-Rivières.

M. Hardy dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 61.)

M. Burns propose:

Que le projet de loi no 99, « Loi modifiant le Code du travail », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Tardif.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

What municipalities in the province of Québec are adding sodium fluoride to their drinking water?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr Forget tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 60.)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of all correspondence exchanged or agreements made, since the month of April 1970, between the government of Québec and the government of Canada as well as any public or private body concerning the site of the Vieilles Forges, at Trois-Rivières.

Mr Hardy tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 61.)

Mr Burns moved:

That bill No. 99, "An Act to amend the Labour Code", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Tardif.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 6 juin 1974

Quinze heures

Thursday, June 6th 1974

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Choquette:

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour 1973.

(Document de la session no 62.)

By Mr Choquette:

Annual report of the Québec Provincial Police Force, for 1973.

(Sessional Papers, No. 62.)

Rapport annuel de l'Institut médico-légal du ministère de la Justice du Québec, pour 1973.

(Document de la session no 63.)

Annual report of the Medico-Legal Institute of the Department of Justice of Québec, for 1973.

(Sessional Papers, No. 63.)

Par M. Toupin:

Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1974.

(Document de la session no 64.)

By Mr Toupin:

Annual report of the Québec Agricultural Marketing Board, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 64.)

Par M. Cournoyer:

Rapport annuel du ministère du Travail et la Main-d'Oeuvre du Québec, pour l'exercice 1972/73.

(Document de la session no 65.)

By Mr Cournoyer:

Annual report of the Department of Labour and Manpower of Québec, for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 65.)

M. Levesque donne les avis suivants:

Demain, de onze heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales et ceux du ministère du Conseil exécutif.

Le mardi 11 juin 1974, à dix heures et trente minutes, la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales et ceux du ministère du Conseil exécutif.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM.— Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que lorsque l'étude des crédits de l'Assemblée nationale sera terminée et le rapport adopté, l'Assemblée s'ajournera, sans motion, à demain dix heures.

Mr Levesque gave the following notices:

Tomorrow, from eleven o'clock A.M. until one o'clock P.M., the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs and those of the Department of the Executive Council.

On Tuesday, June 11th 1974, at thirty o'clock A.M., the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately and until eleven o'clock P.M., in Room 91 "A", with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs and those of the Department of the Executive Council.

The motion was adopted on the following vote:

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, that when the consideration of the estimates of the National Assembly is completed and the report adopted, the Assembly do adjourn without motion, until tomorrow at ten o'clock A.M.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to consider the estimates of the National Assembly.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

The Assembly adjourned at six o'clock P.M. until ten o'clock A.M. tomorrow.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 7 juin 1974

Dix heures

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi prochain, 11 juin 1974, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures et trente minutes jusqu'à treize heures: la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre, et de l'immigration, au Salon rouge, pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement et jusqu'à treize heures, pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Friday, June 7th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Levesque gave the following notice:

Next Tuesday, June 11th 1974, the following Standing Committees will sit from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in the Red Room, to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower, and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately, and do continue to sit until one o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Chagnon, Charron, Cornéliier, Denis, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Lachapelle, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Shanks, St-Germain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—57.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque propose;

Que lorsque l'étude des crédits de l'Assemblée nationale sera terminée et le rapport adopté, l'Assemblée s'ajourne jusqu'à mardi prochain quinze heures.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les programmes des crédits de l'Assemblée nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

Le rapport est adopté.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Mr Levesque moved:

That when the consideration of the estimates of the National Assembly is completed and the report adopted, the Assembly do adjourn until next Tuesday at three o'clock P.M.

The motion was adopted.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to consider the estimates of the National Assembly.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have to honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the programmes of the estimates of the National Assembly, for the fiscal year ending March 31st 1975.

The report was adopted.

And the Assembly adjourned until next Tuesday at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 11 juin 1974

Quinze heures

Tuesday, June 11th 1974

Three o'clock P.M.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que le délai de dépôt des mémoires relatifs au projet de loi no 22 qui sera étudié par la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications soit prolongé de 7 jours pour les organismes et les personnes qui ont déjà avisé le secrétariat des commissions de leur intention de déposer un mémoire, et que soit réduit à 2 jours, et ce, pour toutes les séances que tiendra ladite commission, le délai prévu à l'article 4 des règles de pratique concernant la convocation des représentants des organismes, ou des personnes, qui ont déposé ou qui déposeront des mémoires au secrétariat des commissions.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That the delay for the filing of briefs respecting bill No. 22 which will be examined by the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications be extended seven days for the organizations and persons who have already advised the Secretariat of Committees of their intention of filing a brief, and that for all the sittings to be held by the said Committee, the delay provided under Article 4 of the Rules of Procedure concerning the convening of the representatives of the organizations, or the persons, who have filed or who will file briefs with the Secretariat of Committees, be reduced to two days.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bourassa, Boutin (Johnson), Brown, Burns, Caron, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornélius, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou),

Kennedy, Lachance, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—76.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Morin soit substitué à celui de M. Léger sur la liste des membres de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications.

La motion est adoptée.

M. Roy propose:

Que le nom de M. Roy soit substitué à celui de M. Samson sur la liste des membres de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications.

La motion est adoptée.

M. Tetley dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel 1973/74 du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives.

(Document de la session no 66.)

M. Levesque donne les avis suivants:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, «Loi sur la langue officielle»; la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 «A», pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration, à la Salle 81 «A», pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

Mr Burns moved:

That the name of Mr Léger be replaced by that of Mr Morin on the list of members of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications.

The motion was adopted.

Mr Roy moved:

That the name of Mr Samson be replaced by that of Mr Roy on the list of members of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications.

The motion was adopted.

Mr Tetley tabled the following document:

Annual report of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 66.)

Mr Levesque gave the following notices:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act"; the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council and the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower.

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à douze heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, à la Salle 81 « A », pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », et la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre; si l'étude des crédits de ce ministère est terminée, la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales étudiera les crédits du ministère du Conseil exécutif et si l'étude des crédits de ce ministère est terminée, la Commission permanente de l'agriculture étudiera les crédits du ministère de l'Agriculture.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in Room 81 "A", for the examination of bill No. 22, "Official Language Act", and the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower; if the consideration of the estimates of such Department is completed, the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will consider the estimates of the Department of the Executive Council, and if the consideration of the estimates of such Department is completed, the Standing Committee on Agriculture will consider the estimates of the Department of Agriculture.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 12 juin 1974

Quinze heures

Wednesday, June 12th 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », est présenté par M. Toupin.

M. Toupin propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 20, "Crop Insurance Act", was introduced by Mr Toupin.

Mr Toupin moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M.—Mr Assad, Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Beauregard, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Caron, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Cournoyer, Déom, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley Toupin, Vaillancourt, Vallières,, Veilleux.—76.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 20 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill No. 20 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Parent (Hull) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel de la Commission de la Fonction publique du Québec, pour 1973.
(Document de la session no 67.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Roy:

1. Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la Société du parc industriel du centre du Québec?

2. Quel montant a été versé à chacun d'eux au cours de l'année financière 1972/73:

- a) en salaire;
- b) en honoraires;
- c) pour frais de voyage?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. M. André Rousseau, président,
Rousseau Métal,
St-Jean Port-Joli,
Cté L'Islet, Qué.;
M. Roland Nobert, C.A.,
vice-président,
Ferron, Nobert, Young & Associés,
118, rue Radisson,
Trois-Rivières, Qué.;
M. Édouard R. Légasse,
Directeur général,
515 ouest, rue Ste-Catherine,
suite 400,
Montréal, Qué.;
ou
710, Place d'Youville, suite 103,
Québec, Qué.;
M. Gaston Gaudet,
Maire de Bécancour,
Ste-Gertrude,
Cté Nicolet, Qué.;
Dr Roger Veilleux,
H. Vallières Inc. Mfr.,
190, rue Beaubien,
Nicolet, Qué.;
M. Jean Labonté,
Sous-ministre adjoint,
Place Ville-Marie, 23e étage,
Montréal;
1 poste vacant.

Mr Parent (Hull) tabled the following document:

Annual report of the Québec Civil Service Commission, for 1973.
(Sessional Papers, No. 67.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy:

1. What are the names and addresses of the administrators of the Central Québec Industrial Park?

2. What amount was paid to each one during the 1972/73 fiscal year:

- (a) in salary;
- (b) in fees;
- (c) for travelling expenses?

Answer by Mr Saint-Pierre:

1. Mr André Rousseau, President,
Rousseau Métal,
St-Jean Port-Joli,
Co. L'Islet, P.Q.;
Mr Roland Nobert, C.A.,
Vice-president,
Ferron, Nobert, Young & Associés,
118 Radisson Street,
Trois-Rivières, P.Q.;
Mr Édouard R. Légasse,
Managing Director,
Room 400, 515 St. Catherine St.
West,
Montreal, P.Q.,
or
710 Place d'Youville, Room 103,
Québec, P.Q.;
Mr Gaston Gaudet,
Mayor of Bécancour,
Ste-Gertrude,
Co. Nicolet, Qué.;
Dr Roger Veilleux,
H. Vallières Inc. Mfr.
190 Beaubien Street,
Nicolet, Qué.;
Mr Jean Labonté,
Assistant Deputy Minister,
Place Ville-Marie, 23rd Floor,
Montreal;
1 position vacant.

2. a)	M. André Rousseau	\$5,000.00;
	M. Roland Nobert	néant;
	M. Édouard R. Légasse,	
	fonctionnaire;	
	M. Gaston Gaudet	néant;
	Dr Roger Veilleux	néant;
	M. Jean Labonté,	
	fonctionnaire;	
b)	M. André Rousseau	\$1,100.00;
	M. Roland Nobert	800.00;
	M. Édouard R. Légasse	néant;
	M. Gaston Gaudet	700.00;
	Dr Roger Veilleux	900.00;
	M. Jean Labonté	néant;
c)	M. André Rousseau	\$ 590.92;
	M. Roland Nobert	387.40;
	M. Édouard Légasse	néant;
	M. Gaston Gaudet	382.50;
	Dr Roger Veilleux	447.25;
	M. Jean Labonté	néant.

2. (a)	Mr André Rousseau	\$5,000.00;
	Mr Roland Nobert	nil;
	Mr Édouard R. Légasse,	
	civil employee;	
	Mr Gaston Gaudet	nil;
	Dr Roger Veilleux	nil;
	Mr Jean Labonté,	
	civil employee;	
(b)	Mr André Rousseau	\$1,100.00;
	Mr Roland Nobert	800.00;
	Mr Édouard R. Légasse	nil;
	Mr Gaston Gaudet	700.00;
	Dr Roger Veilleux	900.00;
	Mr Jean Labonté	nil;
(c)	Mr André Rousseau	\$ 590.92;
	Mr Roland Nobert	387.40;
	Mr Édouard Légasse	nil;
	Mr Gaston Gaudet	382.50;
	Dr Roger Veilleux	447.25;
	Mr Jean Labonté	nil.

Question par M. Samson:

1. Combien d'ouvriers du comté de Rouyn-Noranda ont obtenu un emploi à la Baie James:

a) pour les années 1971, 1972 et 1973?

2. Combien ont obtenu un emploi par l'entremise du Centre de main-d'oeuvre du Québec, à Rouyn?

3. Combien d'ouvriers ont obtenu un emploi par d'autres moyens:

a) quels étaient ces autres moyens?

Réponse par M. Cournoyer:

1. a)	1971	1972	1973	Total
	114	417	347	878.
2.	1971	1972	1973	Total
	114*	163	133	410.

* voir réponse no 3

3.	1971	1972	1973	Total
		254	214	468.

(non disponible
inclus dans
réponse no 1)

a) ces autres moyens s'incriminent dans un mode de recrutement que nous définissons par le terme NOMINATION, c'est-à-dire:

1. par l'entremise d'un bureau syndical de placement;

Question by Mr Samson:

1. How many workers in the county of Rouyn-Noranda obtained employment at James Bay:

(a) in 1971, 1972 and 1973?

2. How many obtained employment through the Québec Manpower Centre in Rouyn?

3. How many workers obtained employment through any other means:

(a) what were such other means?

Answer by Mr Cournoyer:

1. (a)	1971	1972	1973	Total
	114	417	347	878.
2.	1971	1972	1973	Total
	114*	163	133	410.

* see answer No. 3

3.	1971	1972	1973	Total
		254	214	468.

(not available,
included in
answer No. 1)

(a) the other means are included in a recruiting method defined by the term NOMINATION, namely:

1. through a union employment bureau;

2. par le réembauchage d'un travailleur par un ex-employeur;

3. par le choix d'un employeur qui reconnaît une compétence particulière à un travailleur.

Question par M. Roy:

1. La Société d'Habitation du Québec a-t-elle consenti un prêt à la Corporation du Foyer de Lac Etchemin (Bellechasse)?

2. Dans l'affirmative:

a) quel a été le montant du prêt;

b) à quel taux d'intérêt ce prêt a-t-il été effectué;

c) quelle est la durée du prêt et quels sont les montants à rembourser chaque année?

Réponse par M. Goldbloom:

1. La Société d'Habitation du Québec a consenti un prêt hypothécaire à la Corporation du Foyer de Lac Etchemin tel qu'autorisé par les arrêtés en conseil portant les numéros 3159 et 1532 en date du 3 octobre 1968 et du 27 mars 1971.

2. a) Le prêt consenti s'élevait à \$723,700.00;

b) le taux d'intérêt est de 6 7/8%;

c) la durée du prêt est de 50 ans et les versements mensuels sont de \$4,232.16 à compter du 1er janvier 1970.

Question par M. Roy:

1. Combien de personnes sont rattachées au bureau du Premier ministre:

a) à Québec;

b) à Montréal?

2. Quelle est la fonction de chacun?

3. Quel a été le montant total versé en salaires pour le personnel du Premier ministre pour les années 1970/71, 1971/72, 1972/73 et 1973/74?

4. Quel est le montant prévu au titre des salaires pour le personnel du Premier ministre pour l'année financière 1974/75?

2. by the re-engaging of a worker by a former employer;

3. by the choice of an employer who recognizes the particular qualifications of a worker.

Question by Mr Roy:

1. Did the Québec Housing Corporation make a loan to the Corporation du Foyer de Lac Etchemin (Bellechasse)?

2. If so:

(a) what was the amount of the loan;

(b) at what rate of interest was the loan made;

(c) what is the term of the loan, and what amounts are to be repaid each year?

Answer by Mr Goldbloom:

1. The Québec Housing Corporation made a hypothecary loan to the Corporation du Foyer de Lac Etchemin as authorized by Orders in Council bearing numbers 3159 and 1532 dated October 3rd 1968 and March 27th 1971.

2. (a) The loan amounted to \$723,700.00;

(b) the rate of interest is 6 7/8%;

(c) the term of the loan is 50 years, and the monthly payments are \$4,232.16 commencing January 1st 1970.

Question by Mr Roy:

1. How many persons are attached to the Prime Minister's office:

(a) in Québec;

(b) in Montreal?

2. What are the duties of each one?

3. What was the total amount paid to the Prime Minister's staff in salaries in 1970/71, 1971/72, 1972/73 and 1973/74?

4. What is the amount forecast for salaries for the Prime Minister's staff for the 1974/75 fiscal year?

Réponse par M. Bourassa:

La réponse à cette question a été fournie lors de l'étude des crédits du Conseil exécutif.

Sur la motion de M. Léger, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Le dossier complet du voyage des fonctionnaires du Haut Commissariat aux derniers jeux du Commonwealth à Christchurch:

- a) le nom des fonctionnaires;
- b) les dates de départ et de retour;
- c) l'itinéraire de ces fonctionnaires;
- d) leur emploi du temps exact;
- e) le coût total et détaillé.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 68.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, à la Salle 81 « A », pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à treize heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, à la Salle 81 « A », pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », et la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant que le projet de loi no 99, « Loi modifiant le Code

Answer by Mr Bourassa:

The answer to this question was given during the examination of the estimates of the Executive Council.

On motion of Mr Léger,—

Ordered, that there be laid before the House:

The complete file on the trip made by the employees of the High Commission to the last Commonwealth Games in Christchurch, showing:

- (a) the names of the employees;
- (b) the dates of departure and return;
- (c) the itinerary of such employees;
- (d) the exact use of their time;
- (e) the total detailed cost.

Mr Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 68.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately, and do continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M., in Room 81 "A", for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in Room 81 "A", for the examination of bill No. 22, "Official Language Act", and the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing that bill No. 99, "An Act to amend the Labour

du travail », soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Cournoyer propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans trois mois ».

Et un débat s'élève.

La motion d'amendement est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

Code", be now read the second time.

Mr Cournoyer moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day three months".

And a debate arising thereon.

The motion of amendment was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle—Miss Bacon, MM.—Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brown, Caron, Cloutier, Cornellier, Cournoyer, Déom, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Malouin, Massé, Mercier, Ostiguy, Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—53.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

Avec l'abstention de M. Roy.

En conséquence, le projet de loi no 99 est remis dans trois mois pour sa deuxième lecture.

With Mr Roy abstaining.

Bill No. 99 was accordingly ordered for second reading this day three months.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 13 juin 1974

Quinze heures

Thursday, June 13th 1974

Three o'clock P.M.

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel 1973/74 de la Commission de révision instituée en vertu de l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental.

(Document de la session no 69.)

M. Levesque propose:

Que lorsque le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement sera terminé, le vote sur cette motion soit remis à une prochaine séance, et que l'Assemblée s'ajourne, sans motion, à la prochaine séance.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à dix-huit heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, à la Salle 81 «A», pour l'étude du projet de loi no 22, «Loi sur la langue officielle», et la

Mr Forget tabled the following document:

Annual report for 1973/74, of the Board of Review established under section 30 of the Mental Patients Protection Act.

(Sessional Papers, No. 69.)

Mr Levesque moved:

That when the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government is completed, the vote on such motion be postponed until a future sitting, and that the Assembly do adjourn, without motion, until the next sitting.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That the following Standing Committees do sit immediately, and do continue to sit until six o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in Room 81 "A", for the examination of bill No. 22, "Official Language Act", and the Standing Com-

Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

Qu'aujourd'hui, de vingt heures jusqu'à vingt-trois heures, les commissions permanentes suivantes siègent: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Charon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Denis, Déom, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat est terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote est remis à une prochaine séance.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

mittee on Labour and Manpower, and Immigration, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower.

That the following Standing Committees do sit today, from eight o'clock P.M. until eleven o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the consideration of bill No. 22, "Official Language Act", and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

The debate was terminated, the motion was then put to the vote and the vote was postponed until a future sitting.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 14 juin 1974

Dix heures

Friday, June 14th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Levesque donne les avis suivants:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à seize heures, avec suspension des travaux de douze heures et trente minutes à quatorze heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

Le lundi 17 juin 1974, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera, au Salon rouge, de quatorze heures jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

Mr Levesque gave the following notices:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until four o'clock P.M., with suspension of work from twelve-thirty o'clock P.M. until two o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the consideration of bill No. 22, "Official Language Act", and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

On Monday, June 17th 1974, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit, in the Red Room, at two o'clock P.M., and will continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M., for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

Le mardi 18 juin 1974, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures et trente minutes jusqu'à treize heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle »; la Commission permanente de l'agriculture, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

M. Levesque propose que l'Assemblée s'ajourne maintenant, à mardi prochain quinze heures.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pepin, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Séguin, Shanks, Simard, Springate, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Verreault —65.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne à mardi quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On Tuesday, June 18th 1974, the following Standing Committees will sit from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act"; the Standing Committee on Agriculture, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Agriculture and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

Mr Levesque moved that the Assembly do now adjourn until next Tuesday, at three o'clock P.M.

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly accordingly adjourned until Tuesday at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 18 juin 1974

Quinze heures

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de la Régie des rentes du Québec, en vertu du Régime des Allocations familiales du Québec, pour l'exercice financier 1973/74.

(Document de la session no 70.)

M. Garneau transmet à M. le président et M. le président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (no 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 18 juin 1974.

(Document de la session no 2.)

Tuesday, June 18th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Forget tabled the following document:

Annual report of the activities of the Québec Pension Board, in accordance with the Québec Family Allowances Plan, for the 1973/74 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 70.)

Mr Garneau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1975, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, June 18th 1974.

(Sessional Papers, No. 2.)

Sur la motion de M. Levesque, les crédits supplémentaires sont déferés pour étude à la commission plénière.

M. Levesque propose:

Que M. le président quitte le fauteuil et que l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Galianne, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—91.

CONTRE--NAYS:—0.

En conséquence, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. Levesque donne les avis suivants:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à dix-huit heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle »; la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et la Commission permanente des affaires sociales, à la Salle 81 « A », pour

On motion of Mr Levesque, the Supplementary Estimates of Expenditure were referred to the Committee of the Whole for consideration.

Mr Levesque moved:

That Mr President do now leave the Chair and that the Assembly do resolve itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1975.

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly accordingly resolved itself into Committee of the Whole.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notices:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act"; the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council, and the Standing Committee on Social Affairs, in Room 81 "A", to

l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Aujourd'hui, de vingt heures jusqu'à vingt-trois heures les commissions permanentes suivantes siégeront: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle »; la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à douze heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Léger soit substitué à celui de M. Morin, comme proposeur de la motion apparaissant en appendice au feuillet d'aujourd'hui.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

consider the estimates of the Department of Social Affairs.

The following Standing Committees will sit today, from eight o'clock P.M. until eleven o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act"; the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council, and the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game.

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act", and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

Mr Burns moved:

That the name of Mr Morin be replaced by that of Mr Léger, as sponsor of the motion in the Appendix of today's Agenda Paper.

The motion was adopted.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 19 juin 1974

Quinze heures

M. Levesque dépose les rapports du Greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés nos 102, 104, 109, 110, 113, 121, 123, 127, 129, 130, 131, 132, 134 et 135.

(Document de la session no 71.)

M. Levesque propose:

Que le délai pour le dépôt des projets de loi privés soit prolongé au 1er juin 1974.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

Wednesday, June 19th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bills Nos. 102, 104, 109, 110, 113, 121, 123, 127, 129, 130, 131, 132, 134 and 135.

(Sessional Papers, No. 71.)

Mr Levesque moved:

That the delay for the tabling of Private Bills be extended until June 1st 1974.

The motion was adopted on the following vote:

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Saint-Pierre:

Projet de loi no 4.—Loi constituant la Société Inter-Port de Québec.

Par M. Simard:

Projet de loi no 28.—Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976.

Le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool », est présenté par M. Choquette.

M. Choquette propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Saint-Pierre:

Bill No. 4.—An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company.

By Mr Simard:

Bill No. 28.—An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games.

Bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act", was introduced by Mr Choquette.

Mr Choquette moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin (Abitibi-Cuest/West), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 21 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Bill No. 21 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following Private Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Perreault:

Projet de loi no 102.—Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc.

Par M. Houde (Limoilou):

Projet de loi no 104.—Loi concernant la succession de Frank Carrel.

Par M. Harvey (Charlesbourg):

Projet de loi no 109.—Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability).

Par M. Blank:

Projet de loi no 110.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.

Par M. Pepin:

Projet de loi no 113.—Loi concernant Eugène Marcoux Inc.

Par M. Déom:

Projet de loi no 121.—Loi modifiant la charte de la ville de Boucherville.

Par M. Bonnier:

Projet de loi no 123.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

Par M. Veilleux:

Projet de loi no 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie.

Par M. Séguin:

Projet de loi no 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds;

Projet de loi no 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland.

Par M. Caron:

Projet de loi no 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle.

Par M. Springate:

Projet de loi no 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

By Mr Perreault:

Bill No. 102.—An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.

By Mr Houde (Limoilou):

Bill No. 104.—An Act respecting the estate of Frank Carrel.

By Mr Harvey (Charlesbourg):

Bill No. 109.—An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability).

By Mr Blank:

Bill No. 110.—An Act respecting the *fabrique* of the parish of Saint Patrick, Montreal.

By Mr Pepin:

Bill No. 113.—An Act respecting Eugène Marcoux Inc.

By Mr Déom:

Bill No. 121.—An Act to amend the charter of the town of Boucherville.

By Mr Bonnier:

Bill No. 123.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions.

By Mr Veilleux:

Bill No. 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie.

By Mr Séguin:

Bill No. 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds;

Bill No. 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland.

By Mr Caron:

Bill No. 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle.

By Mr Springate:

Bill No. 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun.

Par M. St-Germain:

Projet de loi no 134.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

Par M. Tardif:

Projet de loi no 135.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—75.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à treize heures: la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

By Mr St-Germain:

Bill No. 134.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.

By Mr Tardif:

Bill No. 135.—An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, do sit immediately, and do continue to sit until eleven o'clock P.M., in the Red Room, with suspension of work, from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M., for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted on the following vote:

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.: the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act", and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

QUESTION ET RÉPONSE

Question par M. Roy :

1. Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la Caisse de dépôt et placement du Québec ?

2. Quel est le salaire annuel de chacun ?

3. Quel fut le montant reçu au cours de l'année 1972 :

- a) pour frais de séjour;
- b) pour dépenses de voyage;
- c) en allocation journalière ?

Réponse par M. Garneau :

1. Membres du Conseil d'administration présentement en fonction :

M. Marcel Cazavan,
Président du Conseil et directeur général,

1200, La Tour de la Bourse,
Montréal;

M. le juge Gill Fortier, président,
Régie des rentes du Québec,
2525, boulevard Laurier,
Québec;

M. le juge Richard Beaulieu, président,
Commission municipale de Québec,
680, rue St-Amable,
Québec;

M. Hervé Belzile, président,
Alliance cie mutuelle d'assurance-vie,
800 ouest, boulevard Dorchester,
Montréal;

M. Claude Castonguay,
Pouliot, Guérard, Castonguay & Associés Inc.,

220 est, Grande Allée, suite 390,
Québec;

M. John-H. Dinsmore,
Sous-ministre adjoint,
Ministère de l'Industrie et du Commerce,

710, Place d'Youville,
Québec;

M. Pierre Goyette,
Sous-ministre des Finances,
1025, rue St-Augustin,
Québec;

QUESTION AND ANSWER

Question by Mr Roy :

1. What are the names and addresses of the administrators of the Québec Deposit and Investment Fund ?

2. What is the annual salary of each one ?

3. What amount was received in 1972 :

- (a) for living expenses;
- (b) for travelling expenses;
- (c) on a daily basis ?

Answer by Mr Garneau :

1. Members of the Board of Directors at present in office :

Mr Marcel Cazavan,
Chairman of the Board and General Manager,

1200 Stock Exchange Tower,
Montreal;

Hon. Judge Gill Fortier, Chairman,
Québec Pension Board,
2525 Laurier Blvd.,
Québec.

Hon. Judge Richard Beaulieu, President,
Québec Municipal Commission,
680 St-Amable St.,
Québec;

Mr Hervé Belzile, President,
Alliance cie mutuelle d'assurance-vie,
800 Dorchester Blvd. West,
Montreal;

Mr Claude Castonguay,
Pouliot, Guérard, Castonguay & Associés Inc.,

220 Grande Allée East, Suite 390,
Québec;

Mr John-H. Dinsmore,
Assistant Deputy Minister,
Department of Industry and Commerce,
710 Youville Square,
Québec;

Mr Pierre Goyette,
Deputy Minister of Finance,
1025 St-Augustin St.,
Québec;

M. Louis Laberge, président,
Fédération des travailleurs du Québec,
1290, rue St-Denis,
Montréal;
M. Raymond Lavoie,
Président directeur général,
Crédit Foncier Franco-Canadien,
612, rue St-Jacques,
Montréal;
M. E.-A. Lemieux,
Directeur général - Finance et comp-
tabilité,
Hydro-Québec,
75 ouest, boulevard Dorchester,
Montréal.

2. Les administrateurs de la Caisse de
dépôt et placement du Québec ne reçoivent
aucun salaire pour agir comme tel.

Mr Louis Laberge, President,
Québec Federation of Labour,
1290 St-Denis St.,
Montreal;
Mr Raymond Lavoie,
President and Managing Director,
Crédit Foncier Franco-Canadien,
612 St. James St.,
Montreal;
Mr E.-A. Lemieux,
Managing Director - Finance and Ac-
counting,
Hydro-Québec,
75 Dorchester Blvd. West,
Montreal.

2. The administrators of the Québec
Deposit and Investment Fund do not
receive any salary for acting as such.

3.	a) Séjour	b) Déplace- ments	c) Honoraires
	<i>Hotel expenses</i>	<i>Travelling expenses</i>	<i>Fees</i>
M. le juge Gill Fortier.... <i>Hon. Judge Gill Fortier</i>	\$245.00	\$130.10	—
M. Claude Prieur..... <i>Mr Claude Prieur</i>	155.00	6.50	—
M. Raymond Lavoie..... <i>Mr Raymond Lavoie</i>	140.00	147.50	\$ 900.00
M. Hervé Belzile..... <i>Mr Hervé Belzile</i>	175.00	270.00	1,100.00
M. E.-A. Lemieux..... <i>Mr E.-A. Lemieux</i>	105.00	160.00	—
M. Maurice Turgeon..... <i>Mr Maurice Turgeon</i>	70.00	108.70	—
M. Michel Bélanger..... <i>Mr Michel Bélanger</i>	140.00	165.20	—
M. le juge J. F. Sheehan.. <i>Hon. Judge J. F. Sheehan</i>	70.00	108.70	—
M. Pierre Goyette..... <i>Mr Pierre Goyette</i>	35.00	32.30	—
M. C. B. Neapole..... <i>Mr C. B. Neapole</i>	—	—	400.00

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau
de la Chambre:

Copie de toute correspondance, mémoi-
res, rapports et autres documents échangés
entre le gouvernement fédéral et le gouver-

On motion of Mr Lessard,—

Ordered, that there be laid before the
House:

A copy of all correspondence, briefs,
reports and other papers exchanged by the
federal government and the government of

nement du Québec concernant le programme fédéral « Lieux et parcours privilégiés » annoncé par le premier ministre du Canada et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, le 10 octobre 1972.

M. Levesque dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 72.)

M. Léger propose:

Que cette Assemblée est d'avis que les taux actuels d'assurance-automobile doivent être gelés jusqu'à ce que la Commission permanente des Institutions financières, Compagnies et Coopératives ait fait rapport à ce sujet après avoir entendu les compagnies et personnes intéressées.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bacon.

Et alors l'assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Québec, respecting the new federal "Byways and Special Places Programme" announced on October 10th 1972 by the Prime Minister of Canada and the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

Mr Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 72.)

Mr Léger moved:

That the Assembly is of opinion that present automobile insurance rates should be frozen until the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives has made a report on such matter, after having heard the interested companies and persons.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Bacon.

And the Assembly adjourned until tomorrow at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 20 juin 1974

Quinze heures

Conformément à l'article 130 du règlement, M. Garneau dépose le rapport groupant les rapports des Commissions élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1974/75 de chacun des ministères du gouvernement du Québec.

(Document de la session no 73.)

M. Massé dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Rapport d'activité de l'Hydro-Québec, pour 1973.

(Document de la session no 74.)

M. Levesque propose :

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures et quinze minutes, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Thursday, June 20th 1974

Three o'clock P.M.

In accordance with Standing Order 130, Mr Garneau tabled the reports of the Select Committees which examined the estimates of the main budget for the 1974/75 fiscal year for each one of the Departments of the government of Québec.

(Sessional Papers, No. 73.)

Mr Massé tabled the following document :

Report of the activities of Hydro-Québec, for 1973.

(Sessional Papers, No. 74.)

Mr Levesque moved :

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, do sit immediately, and do continue to sit until eleven o'clock P.M., in the Red Room, with suspension of work, from six-fifteen o'clock P.M. until eight o'clock P.M., for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted on the following vote :

POUR -- YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Popin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Veilleux, Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—0.

Conformément à un ordre adopté le 13 juin 1974, l'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion de M. Garneau, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

In accordance with an Order adopted June 13th 1974, the Assembly proceeded with the putting to the vote of the motion by Mr Garneau, proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

The motion was adopted on the following division:

POUR -- YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Popin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Veilleux, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

M. Levesque propose:

Que le rapport groupant les rapports des Commissions élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1974/75 de chacun des ministères du gouvernement du Québec, soit maintenant adopté.

Mr Levesque moved:

That the report grouping the reports of the Select Committees which examined the estimates of the main budget for the 1974/75 fiscal year for each one of the Departments of the government of Québec, be now adopted.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, avec l'abstention de MM. Roy et Samson.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, with Messrs Roy and Samson abstaining.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: *Projet de loi no 25, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois, les voix se divisant comme suit:*

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: *Bill No. 25, 'An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service', which was read the first, the second and the third time, on the following division:*

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déon, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Veilleux, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

M. Levesque propose:

Que les projets de loi privés suivants soient, l'un après l'autre, lus la deuxième fois:

Projet de loi no 102.—Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc.;

Projet de loi no 104.—Loi concernant la succession de Frank Carrel;

Projet de loi no 109.—Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Projet de loi no 110.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal;

Projet de loi no 113.—Loi concernant Eugène Marcoux Inc.;

Projet de loi no 121.—Loi modifiant la charte de la ville de Boucherville;

Mr Levesque moved:

That the following Private Bills be severally read the second time:

Bill No. 102.—An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.;

Bill No. 104.—An Act respecting the estate of Frank Carrel;

Bill No. 109.—An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Bill No. 110.—An Act respecting the fabrique of the parish of Saint Patrick, Montreal;

Bill No. 113.—An Act respecting Eugène Marcoux Inc.;

Bill No. 121.—An Act to amend the charter of the town of Boucherville;

Projet de loi no 123.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

Projet de loi no 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

Projet de loi no 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds;

Projet de loi no 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle;

Projet de loi no 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Projet de loi no 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland;

Projet de loi no 134.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

Projet de loi no 135.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La motion est adoptée, avec l'abstention de MM. Roy et Samson.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, déferés pour étude à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:

Projet de loi no 102.—Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc.;

Projet de loi no 109.—Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Projet de loi no 113.—Loi concernant Eugène Marcoux Inc.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, déferés pour étude à la Commission permanente de la justice:

Projet de loi no 104.—Loi concernant la succession de Frank Carrel;

Projet de loi no 110.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, déferés pour étude à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:

Bill No. 123.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;

Bill No. 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie;

Bill No. 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds;

Bill No. 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle;

Bill No. 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill No. 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland;

Bill No. 134.—An Act to amend the charter of the city of Lachine;

Bill No. 135.—An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.

The motion was adopted, with Messrs Roy and Samson abstaining.

On motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives for consideration:

Bill No. 102.—An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.;

Bill No. 109.—An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Bill No. 113.—An Act respecting Eugène Marcoux Inc.

On motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Justice for consideration:

Bill No. 104.—An Act respecting the estate of Frank Carrel;

Bill No. 110.—An Act respecting the *fabrique* of the parish of Saint Patrick, Montreal.

On motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for consideration:

Projet de loi no 123.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

Projet de loi no 135.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, déferés pour étude à la Commission permanente des affaires municipales:

Projet de loi no 121.—Loi modifiant la charte de la ville de Boucherville;

Projet de loi no 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

Projet de loi no 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds;

Projet de loi no 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle;

Projet de loi no 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Projet de loi no 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland;

Projet de loi no 134.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

M. Levesque donne les avis suivants:

Le mercredi 26 juin 1974, les commissions permanentes suivantes siégeront à la Salle 81 « A »:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, de neuf heures à dix heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 123.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

Projet de loi no 135.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La Commission permanente de la justice, de dix heures à onze heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 104.—Loi concernant la succession de Frank Carrel;

Bill No. 123.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;

Bill No. 135.—An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.

On motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for consideration:

Bill No. 121.—An Act to amend the charter of the town of Boucherville;

Bill No. 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie;

Bill No. 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds;

Bill No. 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle;

Bill No. 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill No. 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland;

Bill No. 134.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.

Mr Levesque gave the following notices:

On Wednesday, June 26th 1974, the following Standing Committees will sit in Room 81 "A":

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, from nine o'clock A.M. until ten o'clock A.M., for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 123.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;

Bill No. 135.—An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.

The Standing Committee on Justice, from ten o'clock A.M. until eleven o'clock A.M., for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 104.—An Act respecting the estate of Frank Carrel;

Projet de loi no 110.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, de onze heures à treize heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 102.—Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc.;

Projet de loi no 109.—Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Projet de loi no 113.—Loi concernant Eugène Marcoux Inc.

Le jeudi 27 juin 1974, la Commission permanente des affaires municipales siégera, à la Salle 81 « A », de dix heures à treize heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 121.—Loi modifiant la charte de la ville de Boucherville;

Projet de loi no 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

Projet de loi no 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds;

Projet de loi no 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle;

Projet de loi no 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Projet de loi no 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland;

Projet de loi no 134.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

À dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Bill No. 110.—An Act respecting the *fabrique* of the parish of Saint Patrick, Montreal.

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, from eleven o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 102.—An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.;

Bill No. 109.—An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Bill No. 113.—An Act respecting Eugène Marcoux Inc.

On Thursday, June 27th 1974, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit, in Room 81 "A", from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 121.—An Act to amend the charter of the town of Boucherville;

Bill No. 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie;

Bill No. 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds;

Bill No. 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle;

Bill No. 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill No. 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland;

Bill No. 134.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1975.

At six o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

Mr Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

M. le président de la commission plénière pour l'étude des crédits fait le rapport suivant :

Mr Chairman of the Committee of the Whole for the examination of the estimates made the following report :

M. le président,

Mr President,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a adopté tous les crédits supplémentaires (no 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1975.

Le rapport est adopté.

The report was adopted.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport : projet de loi no 30, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 30, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

Et alors l'assemblée s'ajourne à demain dix heures.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 21 juin 1974

Dix heures

Friday, June 21st 1974

Ten o'clock A.M.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement et jusqu'à seize heures, au Salon rouge, avec suspension des travaux de douze heures et trente minutes à quatorze heures, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately, in the Red Room, and do continue to sit until four o'clock P.M., with suspension of work from twelve-thirty o'clock P.M. until two o'clock P.M., for the examination of bill No. 22, "Official Language Bill".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, L'Allier, Lamontagne, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pepin, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Hardy, pour M. Levesque, donne l'avis suivant:

Le mardi 25 juin 1974, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera, au Salon rouge, de dix heures et trente minutes jusqu'à treize heures, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 17, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières ».

M. Massé informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, pour M. Levesque, le projet de loi no 17 est déferé pour étude à la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 1, « Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec ».

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin (Johnson), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, L'Allier, Léger, Lessard, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Picotte, Pilote, Samson,

Mr Hardy gave the following notice, on behalf of Mr Levesque:

On Tuesday, June 25th 1974, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit, in the Red Room, from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 17, "An Act to amend the Charter of the Québec Petroleum Operations Company".

Mr Massé informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 17 was referred to the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests for consideration.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 1, "An Act to amend the Québec Housing Corporation Act".

Mr Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Goldbloom moved that the said bill be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Valières, Veilleux, Verreault.—54.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, pour M. Levesque, le projet de loi no 1 est déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales.

Sur la motion de M. Hardy, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 1 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for consideration.

On motion of Mr Hardy,—
Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until next Tuesday at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 25 juin 1974

Quinze heures

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités et des états financiers consolidés de Sidbec et de ses filiales, pour 1973.

(Document de la session no 75.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, au Salon rouge, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Tuesday, June 25th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Garneau tabled the following document:

Annual report of the activities and the consolidated financial statements of Sidbec and its subsidiaries, for 1973.

(Sessional Papers, No. 75.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately, and do continue to sit until eleven o'clock P.M., in the Red Room, with suspension of work from six o'clock P.M. until eight o'clock P.M., for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Shanks, Simard, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Veilleux.—72.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, de dix heures jusqu'à douze heures, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

À la Salle 81 « A »:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, de neuf heures à dix heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 123.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

Projet de loi no 135.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La Commission permanente de la justice, de dix heures à onze heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 104.—Loi concernant la succession Frank Carrel;

Projet de loi no 110.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, de onze heures à treize heures,

Mr Levesque gave the following notice: Tomorrow, the following Standing Committees will sit:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, from nine o'clock A.M. until ten o'clock A.M., for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 123.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;

Bill No. 135.—An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.

The Standing Committee on Justice, from ten o'clock A.M. until eleven o'clock A.M., for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 104.—An Act respecting the estate of Frank Carrel;

Bill No. 110.—An Act respecting the *fabrique* of the parish of Saint-Patrick, Montreal.

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, from eleven o'clock A.M. until one o'clock

pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 102.—Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc.;

Projet de loi no 109.—Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Projet de loi no 113.—Loi concernant Eugène Marcoux Inc.

M. Levesque propose:

Que lorsque l'Assemblée aura disposé de la motion apparaissant à l'article 1 du feuillet d'aujourd'hui, elle s'ajourne à la prochaine séance et que les commissions permanentes suivantes siègent: la Commission permanente des affaires municipales, à la Salle 81 « A », pour l'étude du projet de loi no 1, « Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec », et la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, à la Salle 91 « A », pour l'étude du projet de loi no 17, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières ».

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Qu'en vue d'utiliser encore plus efficacement le temps disponible d'ici l'ajournement d'été de la présente session, l'Assemblée nationale puisse tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement: *que* l'article 174 soit suspendu, *que* le débat prévu aux articles 24, 68 et 78 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; *que* nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques.

P.M., for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 102.—An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.;

Bill No. 109.—An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Bill No. 113.—An Act respecting Eugène Marcoux Inc.

Mr Levesque moved:

That when the Assembly has disposed of the motion appearing at Item 1 of today's Agenda Paper, it do adjourn until the next sitting, and that the following Standing Committees do sit: the Standing Committee on Municipal Affairs, in Room 81 "A", for the examination of bill No. 1, "An Act to amend the Québec Housing Corporation Act", and the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, in Room 91 "A", for the examination of bill No. 17, "An Act to amend the Charter of the Québec Petroleum Operations Company".

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That in order to make even more efficient use of the time available between now and the summer recess of the present session, the National Assembly may hold a sitting every day of the week except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesdays' sittings; *that* Standing Order 174 be suspended, *that* the debate provided under Standing Orders 24, 68 and 78 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; *that* notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.
Et le débat continue.

Mr President took the Chair.
And the debate continuing thereon.

M. Léger propose:
Que le débat soit ajourné.

Mr Léger moved:
That the debate be adjourned.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson.—7.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin (Johnson), Brown, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Perreault, Pilote, Shanks, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—52.

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

La motion principale est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The main motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brown, Caron, Carpentier, Cloutier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Perreault, Pilote, Shanks, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—54.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson.—7.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
demain quinze heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
tomorrow, at three o'clock P.M.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 26 juin 1974

Quinze heures

M. Veilleux, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 123.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

Projet de loi no 135.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Lesdits projets de loi privés sont rapportés avec des amendements.

(Documents de la session no 76.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose que les projets de loi privés suivants soient, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 123.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

Wednesday, June 26th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Veilleux, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, which examined the following Private Bills:

Bill No. 123.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;

Bill No. 135.—An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.

The said Private Bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 76.)

With the unanimous consent of the Assembly, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved that the following Private Bills be severally read the third time:

Bill No. 123.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;

Projet de loi no 135.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Bill No. 135.—An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin (Johnson), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

Avec l'abstention de M. Harvey (Charlesbourg).

With Mr Harvey (Charlesbourg) abstaining.

En conséquence, les projets de loi privés nos 123 et 135 sont lus la troisième fois.

Private Bills Nos. 123 and 135 were accordingly read the third time.

Le projet de loi no 32, « Loi modifiant la Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus », est présenté par M. Goldbloom, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill No. 32, "An Act to amend the Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more", was introduced by Mr Goldbloom, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Parent (Hull):

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 12 juin 1974, concernant le règlement relatif à l'éthique et la discipline dans la fonction publique.

(Document de la session no 77.)

By Mr Parent (Hull):

Copy of an Order in Council, dated June 12th 1974, concerning the regulation respecting ethics and discipline in the Civil Service.

(Sessional Papers, No. 77.)

Par M. Forget:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier 1973/74.

(Document de la session no 78.)

By Mr Forget:

Annual report of the Québec Health Insurance Board, for the 1973/74 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 78.)

Statistiques annuelles 1973 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

(Document de la session no 79.)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel des activités de la Société de développement immobilier du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974.

(Document de la session no 80.)

Par M. Simard:

Liste des permis de chasse accordés à titre gracieux, pour les années 1972/73, 1973/74 et 1974/75.

(Document de la session no 81.)

A la suite d'une question de privilège soulevée par M. Burns, et mettant en cause la conduite de M. Boutin (Johnson), ce dernier, du consentement unanime de l'Assemblée, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 16 avril 1974, adressée à M. Jérôme Choquette, ministre de la Justice, par M. Jean-Claude Boutin, député de Johnson, relativement aux mandats confiés à ce dernier par différents ministères.

(Document de la session no 82.)

M. Levesque donne les avis suivants:

Les commissions permanentes suivantes siégeront immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures et quinze minutes:

Au Salon rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente des affaires municipales, pour l'étude du projet de loi no 1, « Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec ».

Annual Statistics of the Québec Health Insurance Board, for 1973.

(Sessional Papers, No. 79.)

By Mr Mailloux:

Annual report of the activities of the Québec Real Estate Development Corporation, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 80.)

By Mr Simard:

List of complimentary hunting licenses granted for the 1972/73, 1973/74 and 1974/75 fiscal years.

(Sessional Papers, No. 81.)

With the unanimous consent of the Assembly, following a question of privilege raised by Mr Burns in which he questioned the conduct of Mr Boutin (Johnson), the latter tabled the following document:

Copy of a letter dated April 16th 1974, forwarded to Mr Jérôme Choquette, Minister of Justice, by Mr Jean-Claude Boutin, Member for Johnson, respecting the mandates entrusted to him by various departments.

(Sessional Papers, No. 82.)

Mr Levesque gave the following notices:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn, with suspension of work from six o'clock P.M. until eight-fifteen o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Municipal Affairs, for the examination of bill No. 1, "An Act to amend the Québec Housing Corporation Act".

A la Salle 91 « A »:

La Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, pour l'étude du projet de loi no 17, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières ».

Demain, les Commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente des affaires municipales pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 121.—Loi modifiant la charte de la ville de Boucherville;

Projet de loi no 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

Projet de loi no 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds;

Projet de loi no 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle;

Projet de loi no 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Projet de loi no 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland;

Projet de loi no 134.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

Aujourd'hui, mercredi 26 juin 1974, à dix-sept heures cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Séguin, le représentant du président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Lafrance, de M. Lachance, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

25 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du

In Room 91 'A':

The Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, for the examination of bill No. 17, "An Act to amend the Charter of the Québec Petroleum Operations Company".

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Municipal Affairs for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 121.—An Act to amend the charter of the town of Boucherville;

Bill No. 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie;

Bill No. 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds;

Bill No. 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle;

Bill No. 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill No. 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland;

Bill No. 134.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.

Today, Wednesday, June 26th 1974, at five minutes past five o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Séguin, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lafrance, of Mr Lachance, and of the Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

25 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of

gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public;

30 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public;

123 Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

135 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service;

30 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service;

123 An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;

135 An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 27 juin 1974

Quinze heures

Thursday, June 27th 1974

Three o'clock P.M.

M. Shanks, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, qui a étudié le projet de loi no 17, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières ».

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 83.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

M. Pagé, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 104.—Loi concernant la succession de Frank Carrel;

Projet de loi no 110.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.

Lesdits projets de loi privés sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 84.)

Mr Shanks, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, which examined bill No. 17, "An Act to amend the Charter of the Québec Petroleum Operations Company".

The said bill was reported without amendment.

(Sessional Papers No. 83.)

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

Mr Pagé, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice, which examined the following Private Bills:

Bill No. 104.—An Act respecting the estate of Frank Carrel;

Bill No. 110.—An Act respecting the fabrique of the parish of Saint Patrick, Montreal.

The said Private Bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 84.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

M. Chagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 102.—Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc.;

Projet de loi no 109.—Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Projet de loi no 113.—Loi concernant Eugène Marcoux Inc.

Lesdits projets de loi privés sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 85.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi no 33, « Loi concernant l'éligibilité et le droit de vote des locataires dans les cités et villes », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose;

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Déziel, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tremblay, Vallières, Verreault.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 33 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

Mr Chagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined the following Private Bills:

Bill No. 102.—An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.;

Bill No. 109.—An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Bill No. 113.—An Act respecting Eugène Marcoux Inc.

The said Private Bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 85.)

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

Bill No. 33, "An Act respecting the eligibility and the right to vote of tenants in cities and towns", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 33 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974.

(Document de la session no 86.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 102.—Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc;

Projet de loi no 104.—Loi concernant la succession Frank Carrel;

Projet de loi no 109.—Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Projet de loi no 110.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal;

Projet de loi no 113.—Loi concernant Eugène Marcoux Inc.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures quinze minutes:

Au Salon rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente des affaires municipales, pour l'étude des projets de loi suivants:

Projet de loi no 1.—Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec;

Projet de loi no 121.—Loi modifiant la charte de la ville de Boucherville;

Projet de loi no 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

Projet de loi no 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds;

Mr Mailloux tabled the following document:

Annual report of the activities of the Québec Transport Commission, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 86.)

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally read the third time:

Bill No. 102.—An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.;

Bill No. 104.—An Act respecting the estate of Frank Carrel;

Bill No. 109.—An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability);

Bill No. 110.—An Act respecting the *fabrique* of the parish of Saint Patrick, Montreal;

Bill No. 113.—An Act respecting Eugène Marcoux Inc.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That the following Standing Committees do sit immediately, and do continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight-fifteen o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Municipal Affairs, for the examination of the following bills:

Bill No. 1.—An Act to amend the Québec Housing Corporation Act;

Bill No. 121.—An Act to amend the charter of the town of Boucherville;

Bill No. 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie;

Bill No. 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds;

«Projet de loi no 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle;

Projet de loi no 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Projet de loi no 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland;

Projet de loi no 134.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool ».

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 21 est déferé pour étude à la Commission permanente de la justice.

Sur la motion de M. Toupin, le projet de loi no 18, « Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 18 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 12, « Loi sur la mise en marché des produits agricoles ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Toupin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Bill No. 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle;

Bill No. 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill No. 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland;

Bill No. 134.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act".

Mr Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 21 was referred to the Standing Committee on Justice for consideration.

On motion of Mr Toupin, bill No. 18, "An Act to amend the Agricultural Societies Act", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 18 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 12, "Farm Products Marketing Act".

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Toupin moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lessard.

The debate was adjourned on motion of Mr Lessard.

A dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Sur la motion de M. Saint-Pierre le projet de loi no 10, « Loi modifiant la Loi du Bureau de la statistique », est lu la deuxième fois.

On motion of Mr Saint-Pierre, bill No. 10, "An Act to amend the Bureau of Statistics Act", was read the second time.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 10 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 10 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Sur la motion de M. Saint-Pierre, le projet de loi no 9, « Loi modifiant la Loi des fonds industriels », est lu la deuxième fois.

On motion of Mr Saint-Pierre, bill No. 9, "An Act to amend the Industrial Funds Act", was read the second time.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 9 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 9 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

Sur la motion de M. Bienvenue, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

On motion of Mr Bienvenue,—
Resolved, That the Assembly do now adjourn.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 28 juin 1974

Dix heures

Friday, June 28th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Ostiguy, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, qui a étudié le projet de loi no 1, « Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 87.)

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 mars 1974.

(Document de la session no 88.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège, au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Ostiguy, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined bill No. 1, "An Act to amend the Québec Housing Corporation Act".

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 87.)

Mr Garneau tabled the following document:

Annual report of the activities of the Québec Liquor Corporation, for the fiscal year ended March 30th 1974.

(Sessional Papers, No. 88.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately, in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lecours, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Le mardi 2 juillet 1974, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera, au Salon rouge, de dix heures et trente minutes jusqu'à treize heures, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion privilégiée de M. Burns (en vertu de l'article 80 du règlement) proposant:

Que la commission de l'Assemblée nationale se réunisse le jeudi 4 juillet 1974 en la Salle 81 « A », en vue de procéder à une enquête sur les faits suivants qui, s'ils étaient fondés, rendraient le député de Johnson, Me Jean-Claude Boutin, inéligible et inhabile à siéger à l'Assemblée nationale, savoir:

Avoir agi avant et depuis son élection, pour et au nom du procureur général du Québec et d'autres ministères du gouvernement du Québec devant les tribunaux occupant ainsi une charge ou un office auquel des honoraires sont attachés, contrairement aux dispositions de l'article 75 de la Loi de la Législature, ou exécutant ainsi un contrat se rattachant au service public et en vertu duquel des deniers

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, July 2nd 1974, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit in the Red Room, from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The Order of the Day being read for the consideration of the motion of privilege by Mr Burns (under Standing Order 80) proposing:

That the Committee on the National Assembly do meet on Thursday, July 4th 1974, in Room 81 "A", for the purpose of proceeding with an inquiry into the following facts which, if they were founded, would render the Member for Johnson, Mr Jean-Claude Boutin, ineligible and unfit to sit in the National Assembly, to wit:

Having acted, before and since his election, on behalf and in the name of the Attorney General of the province of Québec and other Departments of the Government of the Province of Québec, before the courts, thus assuming a responsibility or duty to which fees are attached, contrary to the provisions of section 75 of the Legislature Act, or thus carrying out a contract relating to the public service

publics doivent être payés, contrairement à l'article 79 de la Loi de la Législature.

A la demande du Président, et du consentement unanime de l'Assemblée, la motion de M. Burns est amendée en remplaçant dans la sixième ligne du premier paragraphe, tous les mots après le mot « Boutin » par les mots suivants: « indigne de siéger à l'Assemblée nationale parce qu'inéligible et inhabile, en vertu des articles 75 et 79 de la Loi de la Législature, savoir: ».

La motion de M. Burns se lirait maintenant comme suit:

Que la commission de l'Assemblée nationale se réunisse le jeudi 4 juillet 1974, en la Salle 81 « A », en vue de procéder à une enquête sur les faits suivants qui, s'ils étaient fondés, rendraient le député de Johnson, Me Jean-Claude Boutin, indigne de siéger à l'Assemblée nationale parce qu'inéligible et inhabile en vertu des articles 75 et 79 de la Loi de la Législature, savoir:

Avoir agi avant et depuis son élection, pour et au nom du procureur général du Québec et d'autres ministères du gouvernement du Québec devant les tribunaux occupant ainsi une charge ou un office auquel des honoraires sont attachés, contrairement aux dispositions de l'article 75 de la Loi de la Législature, ou exécutant ainsi un contrat se rattachant au service public et en vertu duquel des deniers publics doivent être payés, contrairement à l'article 79 de la Loi de la Législature.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Du-

under which public moneys must be paid, contrary to section 79 of the Legislature Act.

At the request of the President, and with the unanimous consent of the Assembly, the motion by Mr Burns was amended by replacing all the words after the word "Boutin" in the seventh line of the first paragraph thereof, by the following words: "unworthy to sit in the National Assembly because he is ineligible and unfit to do so, under articles 75 and 79 of the Legislature Act, to wit:".

The motion by Mr Burns would now read as follows:

That the Committee on the National Assembly do meet on Thursday, July 4th 1974, in Room 81 "A", for the purpose of proceeding with an inquiry into the following facts which, if they were founded, would render the Member for Johnson, Mr Jean-Claude Boutin, unworthy to sit in the National Assembly because he is ineligible and unfit to do so under articles 75 and 79 of the Legislature Act, to wit:

Having acted, before and since his election, on behalf and in the name of the Attorney General of the province of Québec and other Departments of the Government of the Province of Québec, before the courts, thus assuming a responsibility or duty to which fees are attached, contrary to the provisions of section 75 of the Legislature Act, or thus carrying out a contract relating to the public service under which public moneys must be paid, contrary to section 79 of the Legislature Act.

The motion was adopted on the following vote:

buc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Lecours, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost) Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

Avec l'abstention de MM. Roy et Samson.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 32, « Loi modifiant la Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus ».

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 32 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

M. Massé propose:

Que le projet de loi no 17, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières », soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, avec l'abstention de M. Roy.

En conséquence, le projet de loi no 17 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant à mardi prochain quinze heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

With Messrs Roy and Samson abstaining.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 32, "An Act to amend the Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more".

Mr Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 32 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

Mr Massé moved:

That bill No. 17, "An Act to amend the Charter of the Québec Petroleum Operations Company", be read the third time.

The motion was adopted, with Mr Roy abstaining.

Bill No. 17 was accordingly read the third time.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn until next Tuesday at three o'clock P.M.

And the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 2 juillet 1974

Quinze heures

Le projet de loi no 31, « Loi sur les produits agricoles et les aliments », est présenté par M. Toupin, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Garneau:

Rapport annuel de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier 1973/74.

(Document de la session no 89.)

Par M. Lalonde:

Premier rapport annuel des activités de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier 1973/74.

(Document de la session no 90.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège, au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide

Tuesday, July 2nd 1974

Three o'clock P.M.

Bill No. 31, "Agricultural Products and Food Act", was introduced by Mr Toupin, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr Garneau:

Annual report of the "Société d'exploitation des loteries et courses du Québec", for the 1973/74 fiscal year.

((Sessional Papers, No. 89.))

By Mr Lalonde:

First annual report of the Québec Professions Board, for the 1973/74 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 90.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately, in the Red Room, and do continue to sit until such time as it

de s'ajourner, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

decides to adjourn, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bérard, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Veilleux.—75.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront de dix heures jusqu'à treize heures :

Au Salon rouge :

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 81 « A » :

La Commission permanente de la justice, pour l'étude du projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool ».

Aussi demain, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera à la Salle 91 « A », à seize heures, aux fins d'entendre les représentants de l'Hydro-Québec sur l'administration de cette société de la couronne.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des Affaires municipales, qui a étudié le projet de loi no 1, « Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec ».

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Justice, for the examination of bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act".

The Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will also sit tomorrow at four o'clock P.M., in Room 91 "A", for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec concerning the administration of such Crown Corporation.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined bill No. 1, "An Act to amend the Québec Housing Corporation Act".

On motion of Mr Levesque, the said report was adopted.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 1, « Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec », est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Toupin proposant que le projet de loi no 12, « Loi sur la mise en marché des produits agricoles », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, avec la dissidence de MM. Roy et Samson.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 12 est déféré pour étude à la Commission permanente de l'agriculture, qui siégera aujourd'hui, à la Salle 81 « A », à vingt heures quinze minutes.

A dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le président reprend le fauteuil.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 33, « Loi concernant l'éligibilité et le droit de vote des locataires dans les cités et villes », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 33 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 28, « Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976 ».

M. Simard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recom-

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 1, "An Act to amend the Québec Housing Corporation Act", was read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Toupin proposing that bill No. 12, "Farm Products Marketing Act", be now read the second time.

The motion was then adopted, with Messrs Roy and Samson dissenting.

On motion of Mr Levesque, bill No. 12 was referred for consideration to the Standing Committee on Agriculture, which will sit today, in Room 81 "A", at eight-fifteen o'clock P.M.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 33, "An Act respecting the eligibility and the right to vote of tenants in cities and towns", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 33 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 28, "An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games".

Mr Simard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor

mande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 28 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Sur la motion de M. Drummond, le projet de loi no 13, « Loi modifiant la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers », est lu la deuxième fois après division des voix.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 13 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté après division des voix; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain quinze heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 28 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Drummond, bill No. 13, "An Act to amend the Act respecting the acquisition of certain forest lands", was read the second time on division.

On motion of Mr Levesque, bill No. 13 was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted on division; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn until tomorrow at three o'clock P.M.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 3 juillet 1974

Quinze heures

Wednesday, July 3rd 1974

Three o'clock P.M.

M. Chagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

Projet de loi no 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds;

Projet de loi no 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle;

Projet de loi no 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Projet de loi no 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland;

Projet de loi no 134.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

Les projets de loi privés nos 127, 130, 131, 132 et 134 sont rapportés avec des amendements et le projet de loi privé no 129 est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 91.)

Mr Chagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined the following Private Bills:

Bill No. 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie;

Bill No. 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds;

Bill No. 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle;

Bill No. 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill No. 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland;

Bill No. 134.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.

Private Bills Nos. 127, 130, 131, 132 and 134 were reported with amendments and Private Bill No. 129 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 91.)

M. Ostiguy, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, qui a étudié le projet de loi no 12, « Loi sur la mise en marché des produits agricoles ».

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 92.)

M. Burns propose:

Que le nom de M. Bédard (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Lessard sur la liste des membres de la commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

Le projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement », est présenté par M. Tetley.

M. Tetley propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vailancourt, Veilleux.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 26 est déferé pour étude à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives.

Mr Ostiguy, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture, which examined bill No. 12, "Farm Products Marketing Act".

The said bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 92.)

Mr Burns moved:

That the name of Mr Lessard be replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of members of the Committee on the National Assembly.

The motion was adopted.

Bill No. 26, "Collection Agents Act", was introduced by Mr Tetley.

Mr Tetley moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

The said bill was accordingly read the first time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 26 was referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives for consideration.

Le projet de loi no 34, « Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles », est présenté par M. Toupin, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. Massé dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapports annuels de la Société québécoise d'exploitation minière SOQUEM et de sa filiale La Société Minière Louvem Inc., pour l'exercice financier 1972/73.

(Document de la session no 93.)

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 33, « Loi concernant l'éligibilité et le droit de vote des locataires dans les cités et villes », est lu la troisième fois.

M. Drummond propose:

Que le projet de loi no 13, « Loi modifiant la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers », soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—91.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

En conséquence, le projet de loi no 13 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, le rapport de la Commission permanente des

Bill No. 34, "An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes", was introduced by Mr Toupin, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Massé tabled the following document:

Annual reports of the Québec Mining Exploration Company SOQUEM and its subsidiary Louvem Mining Company Inc., for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 93.)

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 33, "An Act respecting the eligibility and the right to vote of tenants in cities and towns", was read the third time.

Mr Drummond moved:

That bill No. 13, "An Act to amend the Act respecting the acquisition of certain forest lands", be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

Bill No. 13 was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the report of the Standing Committee on

affaires municipales, quant à ce qui concerne l'étude des projets de loi privés nos 127, 129, 130, 131 et 132, est adopté.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

Projet de loi no 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds;

Projet de loi no 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle;

Projet de loi no 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Projet de loi no 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente de la justice pour l'étude du projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool ».

A la Salle 91 « A »:

La Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, aux fins d'entendre les représentants de l'Hydro-Québec sur l'administration de cette société de la couronne.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Municipal Affairs, as regards the examination of Private Bills Nos 127, 129, 130, 131 and 132, was adopted.

On motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally read the third time:

Bill No. 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie;

Bill No. 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds;

Bill No. 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle;

Bill No. 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill No. 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Justice, for the examination of bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act".

In Room 91 "A":

The Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec concerning the administration of such Crown Corporation.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 4 juillet 1974

Dix heures

Thursday, July 4th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Levesque propose:

Que pour la durée de l'étude des accusations portées par le député de Maison-neuve contre le député de Johnson, les noms de MM. Pagé, Sylvain et Tardif soient substitués à ceux de MM. Lacroix, Levesque et Vallières sur la liste des membres de la commission permanente de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Roy, apparaissant à l'article 2 du feuillet du 3 juillet 1974:

1. Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la Société de Développement industriel du Québec ?

2. Quels sont les montants versés à chacun d'eux:

- a) en salaire;
- b) en dépenses de voyage;
- c) en allocation journalière ?

Mr Levesque moved:

That the names of Messrs Lacroix, Levesque and Vallières be replaced by those of Messrs Pagé, Sylvain and Tardif on the list of members of the Standing Committee on the National Assembly during the examination of the charges made by the Member for Maison-neuve against the Member for Johnson.

The motion was adopted.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy, appearing at Item 2 of the Agenda Paper for July 3rd 1974:

1. What are the names and addresses of the administrators of the Québec Industrial Development Corporation ?

2. What amounts were paid to each one:

- (a) as salary;
- (b) for travelling expenses;
- (c) on a daily basis ?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. M. Guy Corbeil,
180, Geneva Crescent,
Montréal 305;
Mr Guy Corbeil,
180 Geneva Crescent,
Montreal 305;

M. Claude Descôteaux,
Secrétaire général adjoint,
Conseil exécutif,
Complexe « H », 1er étage,
Québec;
Mr Claude Descôteaux,
Assistant Secretary General,
Executive Council,

Complex "H", 1st Floor,
Québec;

M. Paul Gourdeau,
Président,
Agences Maritimes,
C.P. 156, Station B,
Québec 2;
Mr Paul Gourdeau,
President,
Maritime Agency Inc.,
P.O. Box 156, Station B,
Québec 2;

M. Pierre Goyette,
Sous-ministre,
Ministère des Finances,
Edifice « C », bureau 330,
Québec;
Mr Pierre Goyette,
Deputy Minister,
Department of Finance,
Building "C", Room 330,
Québec;

M. Ghislain Hawey, C.A.,
Associé Fortier, Hawey & Cie,

880, chemin Ste-Foy,
Québec 6;
Mr Ghislain Hawey, C.A.,
Member of Fortier, Hawey & Co.,

880 Sainte-Foy Road,
Québec;

Answer by Mr Saint-Pierre:

Me Louis Lacroix, avocat,
C.P. 700,
Rivière-du-Loup, Qué.;
Mr Louis Lacroix, Advocate,
P.O. Box 700,
Rivière-du-Loup, P.Q.;

M. Jean Labonté,
Sous-ministre adjoint,
Ministère de l'Industrie et du
Commerce, 1, Place Ville-Marie,
Montréal;
Mr Jean Labonté,
Assistant Deputy Minister,
Department of Industry and Com-
merce,
1 Place Ville-Marie,
Montreal;

M. Paul F. McDonald, président,
Kippen & Co. Inc.,
1155, Dorchester ouest,
Montréal 102;

Mr Paul F. McDonald, President,
Kippen & Co. Inc.,
1155 Dorchester Blvd. West,
Montreal 102;

M. Jean-Michel Paris,
Directeur général adjoint,
Caisse de Dépôt et Placement,
800, Place Victoria, suite 1200,
Montréal;
Mr Jean-Michel Paris,
Assistant General Manager,
Deposit and Investment Fund,
800 Victoria Square, Suite 1200,
Montreal;

M. Paul René de Cotret, C.A.,
René de Cotret, St-Arnaud & Asso-
ciés,
857, St-Pierre,
Trois-Rivières, Qué.;
Mr Paul René de Cotret, C.A.,
René de Cotret, St-Arnaud & Asso-
ciates,
857 St. Peter Street,
Trois-Rivières, P.Q.;

M. Yves Hudon, président,
Grissol Limitée,
4945 est, rue Ontario,
Montréal.

*Mr Yves Hudon, President,
Grissol Ltd.,
4945 Ontario St. West,
Montreal.*

M. Lucien Saulnier,
Président directeur général,
Société de Développement Industriel,
Succursale postale Tour de la Bourse,
Suite 4205, C.P. 276,
Montréal 115.

*Mr Lucien Saulnier,
President and Managing Director,
Industrial Development Corporation,
Stock Exchange Tower Postal Branch,
Suite 4205, P.O. Box 276,
Montreal 115.*

	a)	b) et/and c)
2. M./Mr Guy Corbeil	—	\$ 1,082.80
M./Mr Claude Descôteaux	—	568.80
M./Mr Paul Gourdeau	—	1,184.40
M./Mr Pierre Goyette	—	362.00
M./Mr Ghislain Hawey	—	1,098.45
M./Mr Yves Hudon	—	500.00
M./Mr Louis Lacroix	—	1,620.80
M./Mr Jean Labonté	—	—
M./Mr Paul F. McDonald	—	703.00
M./Mr Jean-Michel Paris	—	—
M./Mr Paul René de Cotret	—	1,473.20
M./Mr Lucien Saulnier	\$37,010.00	4,845.14

Question par M. Roy, apparaissant à l'article 4 du feuilleton du 3 juillet 1974:

1. Quels sont les noms et adresses des personnes formant le conseil d'administration du Centre de Recherche industrielle du Québec?

2. Quel est le salaire annuel de chacun d'eux?

3. Quel fut le montant versé à chacun pour dépenses de voyage au cours de l'exercice financier 1972/73?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. M. Claude Descôteaux,
Vice-président et directeur général,
Centre de Recherche Industrielle du
Québec,
555, boulevard Henri IV,
Québec 10;

Question by Mr Roy, appearing at Item 4 of the Agenda Paper for July 3rd 1974:

1. What are the names and addresses of the members of the board of directors of the Québec Industrial Research Centre?

2. What is the annual salary paid to each one?

3. What amount was paid to each one for travelling expenses during the 1972/73 fiscal year?

Answer by Mr Saint-Pierre:

1. Mr Claude Descôteaux,
Vice-president and Managing Director,
Québec Industrial Research Centre,
555 Henri IV Blvd.,
Québec 10;

M. Jean Picard,
Président du Conseil d'administra-
tion,
Centre de Recherche Industrielle du
Québec.

Président,
Textile Sales Limited,
7000, avenue du Parc,
Montréal;

M. René Amyot,
Amyot, Lesage, Lesage, Bernard &
Lengvari,
55, rue d'Auteuil,
Québec 4;

M. Charles Beaulieu,
Directeur,
Institut national de la recherche
scientifique.

555, Boulevard Henri IV,
Québec 10;

M. Louis-Philippe Bonneau,
Conseiller auprès du Vice-recteur des
Affaires de la Santé,

Université Laval,
881, Chanoine Scott,
Québec 10;

M. Roland Boulanger,
président,
Roland Boulanger & Cie Limitée,
Warwick,
Cté Arthabaska;

M. Gatien Dandois,
Directeur général,
Direction Générale des services aux
entreprises,

Ministère de l'Industrie et du Com-
merce,

Édifice de la Banque Royale,
710, Place d'Youville,
Québec;

M. Jacques Desbaillets,
Directeur du laboratoire d'hydrau-
lique,

Dominion Engineering,
1ère avenue,
Lachine, Qué.;

M. Julien Dubuc,
École Polytechnique,
2500, Marie Guyard,
Montréal;

Mr Jean Picard
Chairman of the Board Directors,
Québec Industrial Research Centre,
President,
Textile Sales Limited,
7000 Park Ave.,
Montreal;

Mr René Amyot,
Amyot, Lesage, Lesage, Bernard &
Lengvari,
55 d'Auteuil St.,
Québec 4;

Mr Charles Beaulieu,
Director,
National Institute for Scientific Re-
search,

555 Henri IV Blvd.,
Québec 10;

Mr Louis-Philippe Bonneau,
Advisor to the Vice-principal for
Health,

Université Laval,
881 Chanoine Scott,
Québec 10;

Mr Roland Boulanger,
President,
Roland Boulanger & Cie Limitée,
Warwick,
Co. Arthabaska;

Mr Gatien Dandois,
Director General,
Business Services Branch,
Department of Industry and Com-
merce,

Royal Bank Building,
710 Youville Square,
Québec;

Mr Jacques Desbaillets,
Director of the Hydraulic Labora-
tory,

Dominion Engineering,
1st Avenue,
Lachine, P.Q.;

Mr Julien Dubuc,
Ecole Polytechnique,
2500 Marie Guyard St.,
Montreal;

M. Hugh A. Hamilton,
Northern Electric Limited,
1261, Shearer,
Montréal;
M. Charles Leblanc,
Vice-président exécutif,
Bombardier Québec Limitée,
Valcourt, Qué.;
M. Paul Normand,
Président,
Prévost Car Inc.,
St-Pascal,
Cté Kamouraska;
M. Manfred Pohoryles,
président,
Triplex Engineering Co.,
181 Oneida Drive,
Pointe-Claire, Qué.;
M. R.J. Ross,
Ingénieur en chef au développement,
Canadair Limited,
C.P. 6087,
Montréal 101.

Mr Hugh A. Hamilton,
Northern Electric Limited,
1261 Shearer St.,
Montreal;
Mr Charles Leblanc,
Executive Vice-président,
Bombardier Québec Limitée,
Valcourt, P.Q.;
Mr Paul Normand,
President,
Prévost Car Inc.,
St-Pascal,
Co. Kamouraska;
Mr Manfred Pohoryles,
President,
Triplex Engineering Co.,
181 Oneida Drive,
Pointe-Claire, P.Q.;
Mr R.J. Ross,
Chief Development Engineer,
Canadair Limited,
P.O. Box 6087,
Montreal 101.

2.

3. (1973/74)
(Frais de déplacement
et/ou jetons de présence
s'il y a lieu)
(*Travelling expenses
and/or attendance fees*)

M./Mr Claude Descôteaux	\$33,000.00	\$ 319.00
M./Mr Jean Picard	---	1,933.80
M./Mr René Amyot	---	1,724.00
M./Mr Charles Beaulieu	---	826.00
M./Mr Louis-Philippe Bonneau	---	554.00
M./Mr Roland Boulanger	---	502.20
M./Mr Gatien Dandois	---	250.60
M./Mr Jacques Desbaillets	---	567.00
M./Mr Julien Dubuc	---	940.40
M./Mr Hugh A. Hamilton	---	1,048.66
M./Mr Charles Leblanc	---	982.50
M./Mr Paul Normand	---	892.20
M./Mr Manfred Pohoryles	---	659.44
M./Mr R. J. Ross	---	1,802.40

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy, apparaissant à l'article 1 du feuillet du 3 juillet 1974:

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Roy, appearing at Item 1 of the Agenda Paper for July 3rd 1974:

1. A quelle date fut signé le premier contrat entre la Iron Ore Company of Canada et le gouvernement, concernant le minerai de fer de l'Ungava?

2. Quelles sont les personnes qui ont signé ce contrat:

a) pour et au nom de la compagnie;

b) pour et au nom du gouvernement;

c) et en vertu de quelle autorisation: arrêté en conseil ou législation?

3. A quel prix le minerai de fer a-t-il été cédé à ladite compagnie?

4. Quelles furent, par la suite, les dates de renouvellement de ce contrat avec la Iron Ore?

5. Quel fut le prix convenu entre les signataires du contrat?

6. Quels étaient les signataires de ces renouvellements, tant du côté gouvernemental que du côté de la Iron Ore?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Massé dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 94.)

Sur une motion de M. Lessard, apparaissant à l'article 28 du feuillet du 3 juillet 1974, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de l'arrêté en conseil adopté en mai 1971, autorisant la New Québec Raglan Mines à exporter du minerai.

M. Massé dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 95.)

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des Affaires municipales qui a étudié le projet de loi no 134, « Loi modifiant la charte de la cité de Lachine ».

1. On what date was the first contract signed between the Iron Ore Company of Canada and the government, for the extraction of the iron ore in Ungava?

2. Who were the persons who signed such contracts:

(a) on behalf and in the name of the company;

(b) on behalf and in the name of the government;

(c) under what authorization: order in council or legislation?

3. At what price was the iron ore sold to the said company?

4. What were the dates of the renewals of such contract with the Iron Ore Company of Canada?

5. What was the agreed price between the signatories of the contract?

6. Who were the signatories of the renewals as regards both the government and the Iron Ore Company of Canada?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Massé tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 94.)

On a motion by Mr Lessard, appearing at Item 28 of the Agenda Paper for July 3rd 1974,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the Order in Council adopted in May 1971, authorizing New Québec Raglan Mines to export ore.

Mr Massé tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 95.)

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined bill No. 134, "An Act to amend the charter of the city of Lachine".

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Goldbloom dépose des amendements au projet de loi no 134.

Sur la motion de M. Goldbloom, les amendements et le rapport sont adoptés.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 134, « Loi modifiant la charte de la cité de Lachine », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 28, « Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976 ».

Sur la motion de M. Simard, ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

M. Simard propose:

Que le projet de loi no 28, « Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976 », soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 28 est lu la troisième fois.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Goldbloom tabled the amendments made to bill No. 134.

On motion of Mr Goldbloom, the amendments and the report were adopted.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 134, "An Act to amend the charter of the city of Lachine", was read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 28, "An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games".

On motion of Mr Simard, the said bill was again committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

Mr Simard moved:

That bill No. 28, "An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games", be read the third time.

The motion was adopted on the following vote.

Bill No. 28 was accordingly read the third time.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

Au Salon rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 91 « A »:

La Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, aux fins d'entendre les représentants de l'Hydro-Québec sur l'administration de cette société de la couronne.

La commission permanente de la justice siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à treize heures, pour l'étude du projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool ».

La commission permanente de l'Assemblée nationale siégera aujourd'hui, à la Salle 81 « A », à quinze heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des accusations portées par le député de Maisonneuve contre le député de Johnson.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 91 'A':

The Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec concerning the administration of such Crown Corporation.

The Standing Committee on Justice will sit immediately, in Room 81 "A", and will continue to sit until one o'clock, for the examination of bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act".

The Standing Committee on the National Assembly will sit today, in Room 81 "A", at three o'clock P.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the charges made by the Member for Maisonneuve against the Member for Johnson.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, That the Assembly do now adjourn.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 5 juillet 1974

Dix heures

Friday, July 5th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Burns propose:

Qu'en vue de l'étude des accusations portées par le député de Maisonneuve contre le député de Johnson, la commission permanente de l'Assemblée nationale soit autorisée à convoquer devant elle et à envoyer chercher toutes les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns moved:

That in order to examine the charges made by the Member for Maisonneuve against the Member for Johnson, the Standing Committee on the National Assembly be empowered to summon before it, and to send for, such persons, papers and records as it may need.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

Avec l'abstention de MM. Roy et Samson.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Massé:

Projet de loi no 15.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux.

Par M. Simard:

Projet de loi no 19.—Loi des agents de voyages.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Saint-Pierre:

Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973.

(Document de la session no 96.)

Par M. Levesque:

Rapport des activités du Conseil de planification et de développement du Québec, pour la période du 1^{er} juin 1971 au 31 mars 1974.

(Document de la session no 97.)

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'Agriculture, qui a étudié le projet de loi no 12, « Loi sur la mise en marché des produits agricoles ».

Sur la motion de M. Levesque, les amendements apportés au projet de loi no 12 et au rapport sont adoptés, ledit rapport est alors adopté après division des voix, ledit projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

With Messrs Roy and Samson abstaining.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Massé:

Bill No. 15.—An Act to amend the Watercourses Act.

By Mr Simard:

Bill No. 19.—Travel Agents Act.

The following documents were tabled:

By Mr Saint-Pierre:

Annual report of the General Investment Corporation of Québec, for the fiscal year ended December 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 96.)

By Mr Levesque:

Report of the activities of the Québec Planning and Development Council, for the period from June 1st 1971 to March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 97.)

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Agriculture, which examined bill No. 12, "Farm Products Marketing Act".

On motion of Mr Levesque, the amendments made to bill No. 12 and to the report were adopted, the said report was then adopted on division, the said bill was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Ostiguy, pour M. Picard:

Projet de loi no 111.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.

Par M. Gallienne, pour M. Pepin:

Projet de loi no 128.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

Par M. Houde (Limoilou):

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, aux fins d'entendre les représentants de l'Hydro-Québec sur l'administration de cette société de la couronne.

A la Salle 91 « A »:

La Commission permanente de la justice, pour l'étude du projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool ».

Aujourd'hui, vendredi 5 juillet 1974, à douze heures dix minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Harvey (Charlesbourg), de M. Mercier, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

By Mr Ostiguy, on behalf of Mr Picard:

Bill No. 111.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act.

By Mr Gallienne, on behalf of Mr Pepin:

Bill No. 128.—An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke.

By Mr Houde (Limoilou):

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec concerning the administration of such Crown Corporation.

In Room 91 "A":

The Standing Committee on Justice, for the examination of bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act".

Today, Friday, July 5th 1974, at ten minutes past twelve o'clock noon, in the Office of the Lieutenant-Governor, in presence of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Harvey (Charlesbourg), of Mr Mercier, and of the Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- | | |
|--|--|
| 1 Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec; | 1 An Act to amend the Québec Housing Corporation Act; |
| 9 Loi modifiant la Loi des fonds industriels; | 9 An Act to amend the Industrial Funds Act; |
| 10 Loi modifiant la Loi du Bureau de la statistique; | 10 An Act to amend the Bureau of Statistics Act; |
| 13 Loi modifiant la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers; | 13 An Act to amend the Act respecting the acquisition of certain forest lands; |
| 17 Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières; | 17 An Act to amend the Charter of the Québec Petroleum Operations Company; |
| 18 Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture; | 18 An Act to amend the Agricultural Societies Act; |
| 28 Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976; | 28 An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games; |
| 32 Loi modifiant la Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus; | 32 An Act to amend the Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more; |
| 33 Loi concernant l'éligibilité et le droit de vote des locataires dans les cités et villes; | 33 An Act respecting the eligibility and the right to vote of tenants in cities and towns; |
| 102 Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc.; | 102 An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.; |
| 104 Loi concernant la succession de Frank Carrel; | 104 An Act respecting the estate of Frank Carrel; |
| 109 Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability); | 109 An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability); |
| 110 Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal; | 110 An Act respecting the <i>fabrique</i> of the parish of Saint Patrick, Montreal; |
| 113 Loi concernant Eugène Marcoux Inc.; | 113 An Act respecting Eugène Marcoux Inc.; |
| 127 Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie; | 127 An Act to amend the charter of the town of La Prairie; |
| 129 Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds; | 129 An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds; |
| 130 Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle; | 130 An Act to amend the charter of the city of LaSalle; |
| 131 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun; | 131 An Act to amend the charter of the city of Verdun; |
| 132 Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland; | 132 An Act to amend the charter of the town of Kirkland; |
| 134 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine. | 134 An Act to amend the charter of the city of Lachine. |

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant à mardi prochain quinze heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, that the Assembly do now adjourn until next Tuesday at three o'clock P.M.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 9 juillet 1974

Quinze heures

Tuesday, July 9th 1974

Three o'clock P.M.

M. Lévesque dépose le rapport du Greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire;

Projet de loi no 124.—Loi concernant la succession Tancrède Bienvenu;

Projet de loi no 128.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke;

Projet de loi no 136.—Loi concernant la succession Pierre de Boucherville;

Projet de loi no 137.—Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.;

Projet de loi no 138.—Loi concernant la compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

Projet de loi no 141.—Loi concernant la succession Arthur Lagueux;

Projet de loi no 175.—Loi concernant la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu.

(Document de la session no 98.)

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill No. 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire;

Bill No. 124.—An Act respecting the Tancrède Bienvenu estate;

Bill No. 128.—An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke;

Bill No. 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate;

Bill No. 137.—An Act respecting certain immoveables of Centre d'informations religieuses Inc.;

Bill No. 138.—An Act respecting The Alma and Jonquières Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company;

Bill No. 141.—An Act respecting the Arthur Lagueux estate;

Bill No. 175.—An Act respecting the parish of Saint-Jean-de-Dieu.

(Sessional Papers, No 98.)

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du Conseil régional de la santé et des services sociaux de la région Sud de Montréal (6-C) pour 1973, lequel rapport est complémentaire aux rapports régionaux de la santé et des services sociaux, déposés le 22 mai 1974 comme document de la session no 47.

(Document de la session no 99.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque dépose le rapport du Greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi no 111, « Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal ».

(Document de la session no 100.)

Comme ledit rapport indique quelque irrégularité ou insuffisance dans l'avis, M. Levesque propose:

Que les règles de pratique soient suspendues concernant le projet de loi no 111.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

Conformément à l'article 156 du règlement et à la demande du leader du gouvernement, M. le président convoque une conférence des leaders parlementaires, à son bureau, pour seize heures et quinze minutes, concernant l'étude, par la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications,

Mr Forget tabled the following document:

Annual report of the Regional Health and Social Service Council for the Montreal South region (6-C) for 1973, which report is an addition to the regional health and social services reports, tabled on May 22nd 1974 as Sessional Papers, No 47.

(Sessional Papers, No 99.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on bill No. 111, « An Act to amend the Montreal Urban Community Act ».

(Sessional Papers, No. 100.)

As the said report showed some irregularity or deficiency in the notice, Mr Levesque moved:

That the Rules of Procedure be suspended, respecting bill No. 111.

The motion was adopted on the following vote:

In accordance with Standing Order 156 and at the request of the Government House Leader, the President called a conference of the House Leaders at his office at four-fifteen o'clock P.M., respecting the examination, by the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, of bill No. 22, "Official

du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », après sa première lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège, au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

Sur la motion de M. Toupin, le projet de loi no 12, « Loi sur la mise en marché des produits agricoles », est lu la troisième fois après division des voix.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 34, « Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 34 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 31, « Loi sur les produits agricoles et les aliments ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 31 est déposé pour étude à la Commission permanente de l'agriculture.

Language Act", following its first reading.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately, in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

On motion of Mr Toupin, bill No. 12, "Farm Products Marketing Act", was read the third time on division.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 34, "An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes".

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 34 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 31, "Agricultural Products and Food Act".

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 31 was referred to the Standing Committee on Agriculture for consideration.

A dix-sept heures dix minutes, l'Assemblée suspend sa séance à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, l'ordre du jour adopté aujourd'hui, pour déférer le projet de loi no 31, « Loi sur les produits agricoles et les aliments », à la Commission permanente de l'agriculture, est révoqué et ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière.

A dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Conformément à l'article 156 du règlement, M. Levesque déclare qu'aucune entente n'a été conclue à la conférence des leaders parlementaires convoquée par le Président, quant à la durée de l'étude, après la première lecture, par la Commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme de nouveau en commission plénière pour l'étude du projet de loi no 31, « Loi sur les produits agricoles et les aliments ».

At ten minutes past five o'clock P.M., the Assembly suspended its sitting during leisure.

After some time, the Assembly resumed its sitting.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, the Order of the Day adopted today, to refer bill No. 31, "Agricultural Products and Food Act", to the Standing Committee on Agriculture was rescinded, and the said bill was committed and considered in Committee of the Whole.

At six o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

In accordance with Standing Order 156, Mr Levesque announced that no agreement had been reached at the conference of the House Leaders called by the President concerning the length of time being taken by the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for the examination of bill 22, « Official Language Act », following its first reading.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself again into Committee of the Whole for the examination of bill No. 31, "Agricultural Products and Food Act".

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 10 juillet 1974

Dix heures

M. Levesque dépose les rapports du Greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

Projet de loi no 140.—Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi no 149.—Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts.

(Document de la session no 101.)

Comme ledit rapport indique quelque irrégularité ou insuffisance dans l'avis, M. Levesque propose:

Que les règles de pratique soient suspendues quant aux projets de loi privés nos 139 et 140.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la motion de M. Roy ordonnant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Wednesday, July 10th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill No. 140.—An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 149.—An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe des Monts.

(Sessional Papers, No. 101.)

As the said report showed some irregularity or deficiency in the notice, Mr Levesque moved:

That the Rules of Procedure be suspended, respecting Private Bills Nos. 139 and 140.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the motion by Mr Roy ordering:

That there be laid before the House:

Copies des baux d'immeubles intervenus pour le compte du ministère des Affaires sociales, du ministère des Transports, du ministère de la Voirie, du ministère de l'Agriculture, du ministère des Richesses naturelles, du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, du ministère des Terres et Forêts, du ministère du Travail et de la Main-d'œuvre et du ministère des Travaux publics, depuis le début de l'année 1966 dans l'ancien comté de Beauce et depuis la nouvelle carte électorale, dans les comtés de Beauce-Sud et de Beauce-Nord.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 102.)

M. Levesque propose:

Que le délai pour le dépôt des projets de loi privés soit prolongé au 4 juillet 1974.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Copies of the building leases signed on behalf of the Department of Social Affairs, the Department of Transport, the Department of Roads, the Department of Agriculture, the Department of Natural Resources, the Department of Tourism, Fish and Game, the Department of Lands and Forests, the Department of Labour and Manpower and the Department of Public Works, since the beginning of 1966 in the former electoral district of Beauce, and in the electoral districts of Beauce-South and Beauce-North, under the new electoral map.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 102.)

Mr Levesque moved:

That the delay for the tabling of Private Bills be extended until July 4th 1974.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, La-chapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—93.

CONTRE—NAYS:—0.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis au cours de la présente séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Perreault:

Projet de loi no 140.—Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles.

The following Private Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading during the present sitting:

By Mr Perreault:

Bill No. 140.—An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles.

Par M. Lapointe:

Projet de loi no 149.—Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts.

Par M. Boudreault:

Projet de loi no 175.—Loi concernant la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu.

M. Levesque propose:

Que le projet de loi no 139, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—90.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Roy, Samson.—2.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi privé no 139 est déposé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et déposés pour étude à la Commission permanente des affaires municipales:

Projet de loi no 111.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

By Mr Lapointe:

Bill No. 149.—An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe des Monts.

By Mr Boudreault:

Bill No. 175.—An Act respecting the parish of Saint-Jean-de-Dieu.

Mr Levesque moved:

That bill No. 139, "An Act to amend the Charter of the City of Québec", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, Private Bill No. 139 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for consideration.

On motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally read the second time and referred to the Standing Committee on Municipal Affairs:

Bill No. 111.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act;

Projet de loi no 128.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke;

Projet de loi 140.—Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi no 149.—Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts;

Projet de loi no 175.—Loi concernant la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente de l'Assemblée nationale, pour l'étude des accusations portées par le député de Maisonneuve contre le député de Johnson.

Demain, la Commission permanente des affaires municipales siégera à la Salle 81 « A », à onze heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 111.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi no 128.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke;

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la charte de la Ville de Québec;

Projet de loi no 140.—Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi no 149.—Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts;

Projet de loi no 175.—Loi concernant la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu.

Bill No. 128.—An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke;

Bill No. 140.—An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 149.—An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe-des-Monts;

Bill No. 175.—An Act respecting the parish of Saint-Jean-de-Dieu.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on the National Assembly, to examine the charges made by the Member for Maisonneuve against the Member for Johnson.

The Standing Committee on Municipal Affairs will sit tomorrow, in Room 81 "A", at eleven o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 111.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act;

Bill No. 128.—An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke;

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill No. 140.—An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 149.—An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe des Monts;

Bill No. 175.—An Act respecting the parish of Saint-Jean-de-Dieu.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain dix heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, that the Assembly do now adjourn until tomorrow at ten o'clock A.M.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 11 juillet 1974

Dix heures

Thursday, July 11th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Pagé, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 103.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente des affaires municipales siège, à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 111.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi no 128.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke;

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

Mr Pagé, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice, which examined bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act".

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 103.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately, in Room 81 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of the following Private Bills:

Bill No. 111.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act;

Bill No. 128.—An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke;

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Projet de loi no 140.—Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi no 149.—Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts;

Projet de loi no 175.—Loi concernant la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 140.—An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 149.—An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe des Monts;

Bill No. 175.—An Act respecting the parish of Saint-Jean-de-Dieu.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—92.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que des amendements soient apportés au rapport de la Commission de la justice, sur le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool ».

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications sur l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », après la première lecture, soit déposé à l'Assemblée nationale avant la fin de la séance de jeudi 11 juillet 1974.

M. Burns soulève un point de règlement et allègue que cette motion est irrégulière parce que les dépôts de rap-

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That amendments be made to the report of the Standing Committee on Justice, on bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act".

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications on the examination of bill No. 22, "Official Language Act", following first reading, be tabled in the National Assembly on Thursday, July 11th 1974, before the end of the sitting.

Mr Burns raised a point of procedure and alleged that the motion was irregular because under Standing Order 33, the

ports de commissions élues doivent être faits aux affaires courantes suivant l'article 33 du règlement et non avant la fin de la séance, que l'article 33 du règlement n'a pas été suspendu, et suivant l'article 84 du règlement, ne peut l'être sans une motion annoncée, sauf pour raison d'urgence.

M. Levesque allègue que l'article 156 du règlement lui donne le droit de proposer la présentation du rapport dans le délai qu'il indique, et que le délai indiqué dans la motion ne cause aucun préjudice au député, parce que ce rapport d'une commission après la première lecture est simplement déposé et distribué aux membres et non pas pris en considération et adopté par l'Assemblée.

M. Roy soutient que l'article 156 du règlement, de même que les articles qui le précèdent soit 153, 154 et 155 s'appliquent à une commission qui étudie un projet de loi après la deuxième lecture et non pas après la première lecture, et qu'en plus de l'article 33 du règlement qui aurait dû être suspendu, il y a aussi l'article 7 des règles de pratique qui prévoit au paragraphe 3°, les délibérations de la commission et au paragraphe 4°, le rapport de la commission, et enfin l'article 10 des règles de pratique qui stipule que la commission se prononce sur le rapport qui est présenté à l'Assemblée; que ces articles n'ayant pas été suspendus, les étapes prévues de la procédure doivent être respectées et que la motion de clôture doit être déclarée irrecevable.

M. le président, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que la motion de clôture prévue à l'article 156 du règlement est dans son essence même une motion de suspension de certaines règles, puisqu'elle met de côté certaines étapes de procédure prévues au règlement, entre autres les délibérations de la commission et la considération du rapport de

tabling of reports by Select Committees must be done during routine business and not before the end of the sitting, that Standing Order 33 had not been suspended and under Standing Order 84, it can only be suspended on a motion after notice, except by reason of urgency.

Mr Levesque alleged that Standing Order 156 gave him the right to propose that the report be made within the delay which he had specified, and that the delay specified in the motion did not cause any prejudice to the Member because the report of a Committee following first reading is merely tabled and distributed to the Members, and is not considered and adopted by the Assembly.

Mr Roy maintained that Standing Order 156 as well as the Standing Orders preceding it, namely 153, 154 and 155, apply to a Committee which is examining a bill after second reading and not after first reading, and that in addition to Standing Order 33, which should have been suspended, there was also paragraph 3 of Article 7 of the Rules of Procedure, which mentions the deliberations of the Committee, and paragraph 4, which mentions the report of the Committee, and lastly, Article 10 of the Rules of Procedure, which stipulates that the Committee shall give its decision on the report which shall be presented to the Assembly; that as these Articles had not been suspended, the stages provided in the procedure should be respected and the motion of closure should be declared inadmissible.

After hearing the arguments pro and con, Mr President declared that the motion of closure provided under Standing Order 156 was, in its very essence, a motion for the suspension of certain Standing Orders, as it sets aside certain stages of procedure provided under the Standing Orders, amongst others, the deliberations of the Committee and the consideration

la commission, puisque le rapport doit être présenté à un moment indiqué.

De plus, le moment indiqué est assez précis, puisque la motion dit « avant la fin de la séance »; si la motion avait mentionné « à la prochaine séance », le rapport aurait dû être présenté aux affaires courantes. En outre, l'article 156 s'applique aussi bien aux commissions qui étudient un projet de loi après la première lecture qu'à celles qui étudient un projet de loi après la deuxième lecture, comme il s'applique aussi bien à la commission plénière qu'aux commissions élues; que cet article, de même qu'ell'article 155 qui dit qu'une motion n'a pas besoin d'être annoncée est dans le chapitre des commissions et s'applique à toutes les commissions. Pour ces raisons, M. le président déclare la motion recevable.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Levesque, proposant:

Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente de l'Education, des Affaires culturelles et des Communications sur l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », après la première lecture, soit déposé à l'Assemblée nationale avant la fin de la séance de jeudi 11 juillet 1974.

A treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Cadieux, Caron,

of the report of the Committee, as the report must be presented at a specified time.

Furthermore, the specified time is sufficiently precise, as the motion states "before the end of the sitting". If the motion had stated "at the next sitting", the report would have had to be tabled during routine business. In addition, Standing Order 156 applies to Committees which are examining a bill after first reading as well as those which are examining a bill after second reading, just as it also applies to the Committee of the Whole as well as to the Select Committees; that such Standing Order as well as Standing Order 155, which states that a notice of motion does not need to be given in committee comes under the heading of Committees, and applies to all the Committees. For these reasons, Mr President declared the motion admissible.

And a debate arising on the motion by Mr Levesque, proposing:

That in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications on the examination of bill No. 22, "Official Language Act", following first reading, be tabled in the National Assembly on Thursday, July 11th 1974, before the end of the sitting.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

Carpentier, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—74.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

A dix-huit heures vingt-deux minutes,
M. le président quitte le fauteuil.

At six twenty-two o'clock P.M., Mr
President left the Chair.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Conformément à un ordre adopté aujourd'hui par l'Assemblée, M. Beaugard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

In accordance with an Order adopted today by the Assembly, Mr Beaugard, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, which examined bill No. 22, "Official Language Act", following its first reading.

(Document de la session no 104.)

(Sessional Papers, No. 104.)

M. Morin soulève un point de règlement à l'encontre de la régularité dudit rapport.

Mr Morin raised a point of procedure against the regularity of the said report.

M. le président rend sa décision sur le point de règlement soulevé par M. Morin, et déclare le rapport régulier (voir Journal des débats, pages 1613-1614).

Mr President rendered his decision respecting the point of procedure raised by Mr Morin, and declared that the report was regular (see Journal of Debates, pages 1613-1614).

Le projet de loi no 31, « Loi sur les produits agricoles et les aliments », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Bill No. 31, "Agricultural Products and Food Act", was again considered in Committee of the Whole amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Sur la motion de M. Bienvenue, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain dix heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Bienvenue,—
Resolved, that the Assembly do now adjourn until tomorrow at ten o'clock A.M.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 12 juillet 1974

Dix heures

M. Levesque dépose les rapports du Greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 122.—Loi concernant la ville d'Anjou;

Projet de loi no 146.—Loi concernant Beaucage Ltée;

Projet de loi no 148.—Loi concernant Hillmack Services Ltd.

(Document de la session no 105.)

Comme ledit rapport indique quelque irrégularité ou insuffisance dans l'avis, M. Levesque propose:

Que les règles de pratique soient suspendues concernant les projets de loi privés nos 122, 146 et 148.

La motion est adoptée.

Le projet de loi no 24, « Loi modifiant le Code du travail et d'autres dispositions législatives », est présenté par M. Cournoyer, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Friday, July 12th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill No. 122.—An Act respecting of the town of Anjou;

Bill No. 146.—An Act respecting Beaucage Ltée;

Bill No. 148.—An Act respecting Hillmack Services Ltd.

(Sessional Papers, No. 105.)

As the said report showed some irregularity or deficiency in the notice, Mr Levesque moved:

That the Rules of Procedure be suspended, respecting Private Bills Nos. 122, 146 and 148.

The motion was adopted.

Bill No. 24, "An Act to amend the Labour Code and other legislative provisions", was introduced by Mr Cournoyer, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Le projet de loi no 43, « Loi sur la mise en tutelle de « International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101 », est présenté par M. Cournoyer.

Bill No. 43, "An Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship", was introduced by Mr Cournoyer.

M. Cournoyer propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Cournoyer moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, St-Germain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

The said bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première et la deuxième fois, avec l'abstention de MM. Roy et Samson:

With the unanimous consent of the Assembly, the following private bills were severally introduced and read the first and second time, with Messrs Roy and Samson abstaining:

Par M. Veilleux, pour M. Séguin:

Projet de loi no 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire.

By Mr Veilleux, on behalf of Mr Séguin:

Bill No. 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire.

Par M. Houde (Limoilou):

Projet de loi no 124.—Loi concernant la succession Tancrède Bienvenu.

By Mr Houde (Limoilou):

Bill No. 124.—An Act respecting the Tancrède Bienvenu estate.

Par M. St-Germain, pour M. Marchand:

Projet de loi no 136.—Loi concernant la succession Pierre de Boucherville.

By Mr St-Germain, on behalf of Mr Marchand:

Bill No. 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate.

Par M. Desjardins:

Projet de loi no 141.—Loi concernant la succession Arthur Lagueux;

Projet de loi no 137.—Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.

Par M. Pilote:

Projet de loi no 138.—Loi concernant La compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Par M. Tardif:

Projet de loi no 122.—Loi concernant la ville d'Anjou.

Par M. Pepin:

Projet de loi no 148.—Loi concernant Hillmack Services Ltd.

Par M. Ostiguy:

Projet de loi no 146.—Loi concernant Beaucage Ltée.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, déferés pour étude aux commissions permanentes appropriées:

Le projet de loi no 122, « Loi concernant la ville d'Anjou », est déferé à la Commission permanente des affaires municipales.

Les projets de loi suivants sont déferés à la Commission permanente de la justice:

Projet de loi no 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire;

Projet de loi no 124.—Loi concernant la succession Tancredé Bienvenu;

Projet de loi no 136.—Loi concernant la succession Pierre de Boucherville;

Projet de loi no 141.—Loi concernant la succession Arthur Lagueux;

Projet de loi no 137.—Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.

By Mr Desjardins:

Bill No. 141.—An Act respecting the Arthur Lagueux estate;

Bill No. 137.—An Act respecting certain immoveables of Centre d'informations religieuses Inc.

By Mr Pilote:

Bill No. 138.—An Act respecting The Alma and Jonquières Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company.

By Mr Tardif:

Bill No. 122.—An Act respecting of the town of Anjou.

By Mr Pepin:

Bill No. 148.—An Act respecting Hillmack Services Ltd.

By Mr Ostiguy:

Bill No. 146.—An Act respecting Beaucage Ltée.

On motion of Mr Levesque, the following private bills were severally referred to the appropriate Standing Committees for examination:

Bill No. 122, "An Act respecting of the town of Anjou", was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs.

The following bills were referred to the Standing Committee on Justice:

Bill No. 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire;

Bill No. 124.—An Act respecting the Tancredé Bienvenu estate;

Bill No. 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate;

Bill No. 141.—An Act respecting the Arthur Lagueux estate;

Bill No. 137.—An Act respecting certain immoveables of Centre d'informations religieuses Inc.

Les projets de loi suivants sont déferés à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:

Projet de loi no 138.—Loi concernant La compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

Projet de loi no 146.—Loi concernant Beaucage Ltée;

Projet de loi no 148.—Loi concernant Hillmack Services Ltd.

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de l'Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (OPTAT), pour l'exercice financier 1973/74.

(Document de la session no 106.)

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente des affaires municipales siège, à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des projets de loi privés qui lui ont été déferés.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle./Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Burns, Cadieux, Caron, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquières), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, St-Germain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

The following bills were referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

Bill No. 138.—An Act respecting The Alma and Jonquières Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company;

Bill No. 146.—An Act respecting Beaucage Ltée;

Bill No. 148.—An Act respecting Hillmack Services Ltd.

Mr Forget tabled the following document:

Annual report of the activities of the Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias (OPTAT), for the 1973/74 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 106.)

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately, in Room 81 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of the private bills referred to it.

The motion was adopted on the following vote:

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

M. Cloutier informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Cloutier propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A treize heures vingt minutes, M. le président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

M. Léger propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans trois mois ».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

A dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. Levesque propose:

Que les mémoires sur le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », qui n'ont pas fait l'objet d'audition par la

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 22, "Official Language Act".

Mr Cloutier informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Cloutier moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At twenty minutes past one o'clock, P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock, P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing.

Mr Léger moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day three months".

And a debate arising on this motion of amendment.

A six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was suspended.

Mr Levesque moved:

That the briefs on bill No. 22, "Official Language Act", which have not been heard by the Standing Committee on

Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, soient reproduits en annexe au Journal des débats en une seule langue, sans la table des matières et sans certains graphiques qui ne peuvent être reproduits.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion d'amendement de M. Léger.

M. Roy propose:

Que le débat soit maintenant ajourné.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Perreault, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Shanks, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—59.

Et le débat continue sur la motion d'amendement de M. Léger.

La motion d'amendement est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Perreault, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Shanks, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—59.

Education, Cultural Affairs and Communications, be printed as an appendix to the Journal of Debates, in one language only, without the table of contents and without certain graphs which cannot be reproduced.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on motion of amendment by Mr Léger.

Mr Roy moved:

That the debate be now adjourned.

And a debate arising on this motion.

The motion was then rejected on the following division:

Et le débat continue sur la motion principale de M. Cloutier proposant :

Que le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. L'Allier.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Goldbloom, le travail à la Commission permanente des affaires municipales continue après minuit.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

And the debate continuing on the main motion by Mr Cloutier proposing :

That bill No. 22, "Official Language Act", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr L'Allier.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Goldbloom, the work of the Standing Committee on Municipal Affairs, will continue after midnight.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock, A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Samedi 13 juillet 1974

Dix heures

Saturday, July 13th 1974

Ten o'clock A.M.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Morin, propose, appuyé par MM. Roy et Samson:

Que des vœux d'heureux anniversaire et de félicitations soient formulés à l'endroit du Premier ministre à l'occasion de son anniversaire de naissance.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Morin moved, seconded by Messrs Roy and Samson:

That congratulations and best wishes be expressed to the Prime Minister on the occasion of his birthday.

The motion was adopted on the following vote.

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Blank, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Perreault, Picotte, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt.—59.

CONTRE—NAYS:—0.

Avec l'abstention de M. Bourassa.

M. Levesque donne les avis suivants:

Le mercredi 17 juillet 1974, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera, à la Salle 81 « A », à onze heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 138.—Loi concernant La compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

Projet de loi no 146.—Loi concernant Beauce Ltée;

Projet de loi no 148.—Loi concernant Hillmack Services Ltd.

Le jeudi 18 juillet 1974, la Commission permanente de la justice siégera, à la Salle 81 « A », à onze heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire;

Projet de loi no 124.—Loi concernant la succession Tancred Bienvenu;

Projet de loi no 136.—Loi concernant la succession Pierre de Boucherville;

Projet de loi no 137.—Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.;

Projet de loi no 141.—Loi concernant la succession Arthur Lagueux.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cloutier proposant que le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », soit maintenant lu la deuxième fois.

A treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

With Mr Bourassa abstaining.

Mr Levesque gave the following notices:

On Wednesday, July 17th 1974, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit, in Room 81 "A", at eleven o'clock A.M., to examine the following private bills:

Bill No. 138.—An Act respecting The Alma and Jonquières Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company;

Bill No. 146.—An Act respecting Beauce Ltée;

Bill No. 148.—An Act respecting Hillmack Services Ltd.

On Thursday, July 18th 1974, the Standing Committee on Justice will sit, in Room 81 "A", at eleven o'clock A.M., to examine the following private bills:

Bill No. 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire;

Bill No. 124.—An Act respecting the Tancred Bienvenu estate;

Bill No. 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate;

Bill No. 137.—An Act respecting certain immovables of Centre d'informations religieuses Inc.;

Bill No. 141.—An Act respecting the Arthur Lagueux estate.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Cloutier proposing that bill No. 22, "Official Language Act", be now read the second time.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing.

A dix-sept heures trente minutes, se prévalant de l'article 44 du règlement, M. le président suspend la séance pour dix minutes.

At five-thirty o'clock P.M., availing himself of Standing Order 44, Mr President suspended the sitting for ten minutes.

A dix-sept heures quarante minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

At five-forty o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting.

Et le débat continue.

And the debate continuing.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Choquette.

The debate was adjourned on motion of Mr Choquette.

A dix-huit heures quarante-cinq minutes, M. Levesque propose:

At six forty-five o'clock P.M., Mr Levesque moved:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à lundi prochain quinze heures.

That the Assembly do now adjourn until next Monday at three o'clock P.M.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malouin, Marchand, Massé, Mercier, Pagé, Perreault, Picotte, Pilote, Roy, Samson, Shanks, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—47.

CONTRE—NAYS:—0.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

And the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 15 juillet 1974

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cloutier proposant que le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », soit maintenant lu la deuxième fois.

A dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

M. Bédard (Chicoutimi) propose:
Que le débat soit maintenant ajourné.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

Monday, July 15th 1974

Three o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Cloutier proposing that bill No. 22, "Official Language Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing.

Mr Bédard (Chicoutimi) moved:
That the debate be now adjourned.

And a debate arising on this motion.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beau-regard, Bellemare, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—81

Et le débat continue sur la motion de M. Cloutier proposant que le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

And the debate continuing on the motion by Mr Cloutier proposing that bill No. 22, "Official Language Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beau-regard, Bellemare, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, St-Germain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—80.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Ciaccia, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson, Springate.—10.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

M. Levesque propose:

Que le projet de loi no 22 soit déferé pour étude à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications.

Mr Levesque moved:

That bill No. 22 be referred to the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for consideration.

La motion est adoptée, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy et Samson.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The motion was adopted, with Messrs Bédard (Chicoutimi) Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy and Samson dissenting.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 16 juillet 1974

Dix heures

Tuesday, July 16th 1974

Ten o'clock A.M.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture;

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Mailloux:

Projet de loi no 5.—Loi modifiant la Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis.

By Mr Mailloux:

Bill No. 5.—An Act to amend the Québec-Lévis Ferry Company Act.

Par M. Garneau:

Projet de loi no 44.—Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré.

By Mr Garneau:

Bill No. 44.—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec.

Le projet de loi no 35, « Loi modifiant la Loi de la Société de développement immobilier du Québec », est présenté par M. Mailloux.

Bill No. 35, "An Act to amend the Québec Real Estate Development Corporation Act", was introduced by Mr Mailloux.

M. Mailloux propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Mailloux moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 35 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill No. 35 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège, au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately, in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, à douze heures, l'Assemblée appellera la prise en considération de l'article 10 du feuillet, ordonnant la deuxième lecture du projet de loi no 43, « Loi sur la mise en

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, at twelve o'clock noon, the Order of the Day will be read for the consideration by the Assembly of Item 10 of the Agenda Paper, ordering the second reading of bill

tutelle de « International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101 ». »

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 14, « Loi du ministère des terres et forêts ».

M. Drummond informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois après division des voix.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 14 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool ».

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Choquette, ledit rapport est adopté.

M. Levesque propose, pour M. Choquette:

Que le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Samson.

A douze heures, l'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 43, « Loi sur la mise en tutelle de « Inter-

No. 43, "An Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 14, "Lands and Forests Department Act".

Mr Drummond informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time on division.

On motion of Mr Levesque, bill No 14 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice, which examined bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act".

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Choquette, the said report was adopted.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Choquette:

That bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Samson.

At twelve o'clock noon, the Order of the Day being read for the second reading of bill No. 43, "An Act respecting the

national Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101 », »

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Burns propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans une semaine ».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

A treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship."

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Mr Burns moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day one week".

And a debate arising on this motion of amendment.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Quinze heures

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion d'amendement est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Ciaccia, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—75.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing.

The motion of amendment was then rejected on the following division:

La motion principale est alors adoptée,
les voix se divisant comme suit :

The main motion was then adopted on
the following division :

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Ciaccia, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—76.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

En conséquence, le projet de loi no 43
est lu la deuxième fois.

Bill No. 43 was accordingly read the
second time.

Sur la motion de M. Levesque, le
projet de loi no 43 est envoyé à la com-
mission plénière, étudié en commission
plénière, amendé et rapporté; le projet de
loi amendé est lu, et agréé après division
des voix; le projet de loi est remis à la
prochaine séance pour sa troisième lecture.

On motion of Mr Levesque, bill No. 43
was committed, considered in Committee
of the Whole, amended and reported; the
bill as amended was read, and agreed to
on division; the bill was ordered for third
reading at the next sitting.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que l'Assemblée s'ajourne main-
tenant à demain dix heures.

On motion of Mr Levesque,—
Resolved, that the Assembly do now
adjourn until tomorrow at ten o'clock
A.M.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

And the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 17 juillet 1974

Dix heures

M. Parent (Hull) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du Curateur public, pour la période du 1er avril 1973 au 31 décembre 1973.

(Document de la session no 107.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, pour M. Choquette, proposant que le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool », soit lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Choquette, le projet de loi no 21 est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Cournoyer propose:

Que le projet de loi no 43, « Loi sur la mise en tutelle de « International Union

Wednesday, July 17th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Parent (Hull) tabled the following document:

The Public Curator's Annual Report, for the period from April 1st 1973 to December 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 107.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Levesque, on behalf of Mr Choquette, proposing that bill No. 21, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act", be read the third time.

On motion of Mr Choquette, bill No. 21 was again committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Mr Cournoyer moved:

That bill No. 43, "An Act respecting the placing of the "International Union of

of Elevator Constructors, locals 89 and 101 », » soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—M./Mr Assaï, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bellemare, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornéliier, Côté, Cournoyer, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

En conséquence, le projet de loi no 43 est lu la troisième fois.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes siégeront :

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à treize heures, pour l'étude des projets de loi privés suivants :

Projet de loi no 138.—Loi concernant La compagnie de chemin de fer Alma & Jonquière et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

Projet de loi no 146.—Loi concernant Beaucage Ltée;

Projet de loi no 148.—Loi concernant Hillmack Services Ltd.

Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship", be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

Bill No. 43 was accordingly read the third time.

Mr Levesque gave the following notice:

Today, the following Standing Committees will sit:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, will sit immediately, in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, will sit immediately, in Room 81 "A", and will continue to sit until one o'clock, to examine the following private bills:

Bill No. 138.—An Act respecting The Alma and Jonquière Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company;

Bill No. 146.—An Act respecting Beaucage Ltée;

Bill No. 148.—An Act respecting Hillmack Services Ltd.

La Commission permanente de l'Assemblée nationale, à la Salle 81 « A », à partir de quinze heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, aux fins d'étudier le rapport de la sous-commission de l'Assemblée, concernant la Commission permanente des engagements financiers.

Aujourd'hui, mercredi 17 juillet 1974, à dix-huit heures quinze minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Burns, le représentant du Chef parlementaire du Parti Québécois, de M. Giasson, de M. Lessard, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 12 Loi sur la mise en marché des produits agricoles;
- 21 Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool;
- 34 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;
- 43 Loi sur la mise en tutelle de « International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101 ».

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain dix heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The Standing Committee on the National Assembly will sit in Room 81 "A", from three o'clock P.M., until such time as it decides to adjourn, for the examination of the report of the Sub-committee on the National Assembly, concerning the Standing Committee on Financial Commitments.

Today, Wednesday, July 17th 1974, at six-fifteen o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in presence of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Burns, the Delegate of the Parliamentary Leader of the Parti Québécois, of Mr Giasson, of Mr Lessard, and of the Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 12 Farm Products Marketing Act;
- 21 An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act;
- 34 An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes;
- 43 An Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship.

On motion of Mr Levesque,—

Resolved, that the Assembly do now adjourn until tomorrow at ten o'clock A.M.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 18 juillet 1974

Dix heures

Thursday, July 18th 1974

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Forget:

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974, et aussi en annexe audit rapport, le dossier régional des données statistiques par région socio-sanitaire.

(Document de la session no 108.)

By Mr Forget:

Annual report of the Department of Social Affairs, for the fiscal year ended March 31st 1974, together with the regional record of the statistical data by socio-sanitary region, which is attached as an appendix to the said report.

(Sessional Papers, No. 108.)

Par M. Choquette:

Une brochure intitulée: « Le coût de la police ».

(Document de la session no 109.)

By Mr Choquette:

A booklet entitled: "The Cost of the Police".

(Sessional Papers, No. 109.)

Par M. Lalonde:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974.

(Document de la session no 110.)

By Mr Lalonde:

Annual report of The Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 110.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier 1973/74.

(Document de la session no 111.)

Par M. Saint-Pierre:

Publication annuelle intitulée: « La situation économique au Québec », en 1973.

(Document de la session no 112.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 29, « Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec », est présenté par M. Forget.

M. Forget propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Annual report of the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec, for the 1973/74 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 111.)

By Mr Saint-Pierre:

Annual publication entitled: "Economic Situation, Québec", in 1973.

(Sessional Papers, No. 112.)

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 29, "An Act to amend the Québec Family Allowances Plan", was introduced by Mr Forget.

Mr Forget moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limouilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pcpin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—90.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 29 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, au Salon rouge, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle »;

Bill No. 29 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, in the Red Room, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act";

La Commission permanente de la justice, à la Salle 81 « A », pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire;

Projet de loi no 124.—Loi concernant la succession Tancrède Bienvenu;

Projet de loi no 136.—Loi concernant la succession Pierre de Boucherville;

Projet de loi no 137.—Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.;

Projet de loi no 141.—Loi concernant la succession Arthur Lagueux.

Le projet de loi no 14, « Loi du ministère des terres et forêts », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

A douze heures, M. le président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le président reprend le fauteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications et la Commission permanente de la justice sont autorisées à siéger aujourd'hui, pendant que l'Assemblée est en séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 44, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

M. Garneau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

The Standing Committee on Justice, in Room 81 "A", for the examination of the following private bills:

Bill No. 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire;

Bill No. 124.—An Act respecting the Tancrède Bienvenu estate;

Bill No. 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate;

Bill No. 137.—An Act respecting certain immoveables of *Centre d'informations religieuses Inc.*;

Bill No. 141.—An Act respecting the Arthur Lagueux estate.

Bill No. 14, "Lands and Forests Department Act", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

At twelve o'clock noon, Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications and the Standing Committee on Justice were authorized to sit today, while the Assembly was sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 44, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

Mr Garneau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Garneau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, avec la dissidence de MM. Roy et Samson.

En conséquence, le projet de loi no 44 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 44 est déferé pour étude à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, qui siège à la salle 91 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner.

Sur la motion de M. Bienvenue, il est—

Résolu que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain dix heures.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Garneau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, with Messrs Roy and Samson dissenting.

Bill No. 44 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 44 was referred for consideration to the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, which will sit immediately in Room 91 "A", and will continue to sit until such time as it decides to adjourn.

On motion of Mr Bienvenue,—

Resolved, that the Assembly do now adjourn until tomorrow at ten o'clock A.M.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 19 juillet 1974

Dix heures

M. Giasson, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale, qui a pris connaissance du rapport de la sous-commission de l'Assemblée nationale, chargée de l'examen de l'enregistrement des débats de la Commission permanente des engagements financiers.

(Document de la session no 113.)

M. Massicotte, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 138.—Loi concernant La compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

Projet de loi no 146.—Loi concernant Beaucage Ltée;

Projet de loi no 148.—Loi concernant Hillmack Services Ltd.

Friday, July 19th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Giasson, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the National Assembly, which considered the report of the Sub-committee on the National Assembly, which was entrusted with the examination of the recording of the debates of the Standing Committee on Financial Commitments.

(Sessional Papers, No. 113.)

Mr Massicotte, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined the following private bills:

Bill No. 138.—An Act respecting The Alma and Jonquières Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company;

Bill No. 146.—An Act respecting Beaucage Ltée;

Bill No. 148.—An Act respecting Hillmack Services Ltd.

Les projets de loi privés nos 138 et 146 sont rapportés avec des amendements et le projet de loi privé no 148 est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 114.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, pour M. Simard, le projet de loi no 47, « Loi modifiant la Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976 », est présenté, lu la première et la deuxième fois, envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'exercice financier 1973/74.

(Document de la session no 115.)

M. Levesque propose:

Que M. Boutin (Abitibi-Ouest), soit nommé rapporteur désigné de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, chargée d'étudier le projet de loi no 44, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Private bills Nos. 138 and 146 were reported with amendments and private bill No. 148 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 114.)

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Simard, bill No. 47, "An Act to amend the Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games", was introduced, read the first and second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

Mr Forget tabled the following document:

Annual report of the Family and Social Affairs Council, for the 1973/74 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 115.)

Mr Levesque moved:

That Mr Boutin (Abitibi-West), be appointed as the designated reporter of the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, entrusted with the examination of bill No. 44, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately, in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux.—79.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Roy, Samson.—2.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui a étudié les projets de loi privés nos 138, 146 et 148, est adopté.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 138.—Loi concernant La compagnie de chemin de fer Alma & Jonquière et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

Projet de loi no 146.—Loi concernant Beaucage Ltée;

Projet de loi no 148.—Loi concernant Hillmack Services Ltd.

Sur la motion de M. Toupin, le projet de loi no 31, « Loi sur les produits agricoles et les aliments », est lu la troisième fois après division des voix.

Sur la motion de M. Drummond, le projet de loi no 14, « Loi du ministère des terres et forêts », est lu la troisième fois après division des voix.

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à mardi prochain dix heures.

Et un débat s'élève sur cette motion.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined private bills Nos. 138, 146 and 148, was adopted.

On motion of Mr Levesque, the following private bills were severally read the third time:

Bill No. 138.—An Act respecting The Alma and Jonquière Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company;

Bill No. 146.—An Act respecting Beaucage Ltée;

Bill No. 148.—An Act respecting Hillmack Services Ltd.

On motion of Mr Toupin, bill No. 31, "Agricultural Products and Food Act", was read the third time on division.

On motion of Mr Drummond, bill No. 14, "Lands and Forests Department Act", was read the third time on division.

Mr Levesque moved:

That the Assembly do now adjourn until next Tuesday at ten o'clock A.M.

And a debate arising on this motion.

Après quelque temps, la motion est adoptée.

Et alors l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

After some time, the motion was adopted.

And the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 23 juillet 1974

Dix heures

Tuesday, July 23rd 1974

Ten o'clock A.M.

M. Massicotte, pour M. Boutin (Abitibi-Ouest), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, qui a étudié le projet de loi no 44, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 116.)

M. Mercier, pour M. Picotte, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire;

Projet de loi no 124.—Loi concernant la succession Tancrede Bienvenu;

Projet de loi no 136.—Loi concernant la succession Pierre de Boucherville;

Mr Massicotte, on behalf of Mr Boutin (Abitibi-West), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, which examined bill No. 44, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

The said bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 116.)

Mr Mercier, on behalf of Mr Picotte, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice, which examined the following private bills:

Bill No. 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire;

Bill No. 124.—An Act respecting the Tancrede Bienvenu estate;

Bill No. 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate;

Projet de loi no 137.—Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.;

Projet de loi no 141.—Loi concernant la succession Arthur Lagueux.

Les projets de loi privés nos 124, 137 et 141 sont rapportés sans amendement et les projets de loi privés nos 103 et 136 sont reportés à une séance ultérieure de ladite Commission permanente.

(Document de la session no 117.)

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé no 156, « Loi concernant La Corporation Ivanhoe ».

(Document de la session no 118.)

Comme ledit rapport indique quelque irrégularité ou insuffisance dans l'avis, M. Levesque propose:

Que les règles de pratique soient suspendues concernant le projet de loi privé no 156.

La motion est adoptée.

Le projet de loi privé no 156, « Loi concernant La Corporation Ivanhoe », est présenté par M. Leduc, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Bill No. 137.—An Act respecting certain immoveables of *Centre d'informations religieuses Inc.*;

Bill No. 141.—An Act respecting the Arthur Lagueux estate.

Private bills Nos. 124, 137 and 141 were reported without amendment and private bills Nos 103 and 136 were deferred to a later sitting of the said Standing Committee.

(Sessional Papers, No. 117.)

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on private bill No. 156, "An Act respecting Ivanhoe Corporation".

(Sessional Papers, No. 118.)

As the said report showed some irregularity or deficiency in the notice, Mr Levesque moved:

That the Rules of Procedure be suspended, respecting private bill No. 156.

The motion was adopted.

Private bill No. 156, "An Act respecting Ivanhoe Corporation", was introduced by Mr Leduc, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately, in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreau, Bourassa, Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Déorn, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Valières, Veilleux.—63.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Roy, Samson.—2.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 5, « Loi modifiant la Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis », est lu la deuxième fois.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 5, "An Act to amend the Québec-Lévis Ferry Company Act", was read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 5 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

On motion of Mr Levesque, bill No. 5 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 35, « Loi modifiant la Loi de la Société de développement immobilier du Québec ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 35, "An Act to amend the Québec Real Estate Development Corporation Act".

M. Mailloux informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Mailloux informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Mailloux propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Mailloux moved that the said bill be now read the second time.

A douze heures quarante-cinq minutes, M. le président quitte le fauteuil.

At twelve forty-five o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

La motion est alors adoptée, en conséquence, le projet de loi no 35 est lu la deuxième fois.

The motion was then adopted, bill No. 35 was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Mailloux, pour M. Levesque, le projet de loi no 35, « Loi modifiant la Loi de la Société de développement immobilier du Québec », est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 29, « Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec ».

M. Forget informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 29 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

A dix-sept heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Mailloux, on behalf of Mr Levesque, bill No. 35, "An Act to amend the Québec Real Estate Development Corporation Act", was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 29, "An Act to amend the Québec Family Allowances Plan".

Mr Forget informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 29 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

At five fifty-five o'clock P.M., on motion of Mr Bienvenue, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 24 juillet 1974

Dix heures

M. Caron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 111.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi no 128.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke;

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

Projet de loi no 140.—Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi no 149.—Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts.

Les projets de loi privés nos 111, 128, 140 et 149 sont rapportés avec des amendements et le projet de loi privé no 139 est reporté à une séance ultérieure de ladite Commission permanente.

(Document de la session no 119.)

Wednesday, July 24th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Caron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined the following private bills:

Bill No. 111.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act;

Bill No. 128.—An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke;

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill No. 140.—An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 149.—An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe des Monts.

Private bills Nos. 111, 128, 140 and 149 were reported with amendments and private bill No. 139 was deferred to a later sitting of the said Standing Committee.

(Sessional Papers, No. 119.)

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 143.—Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Projet de loi no 150.—Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain;

Projet de loi no 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard.

(Document de la session no 120.)

Comme ledit rapport indique quelque irrégularité ou insuffisance dans l'avis, M. Levesque propose:

Que les règles de pratique soient suspendues concernant les projets de loi privés nos 143, 150 et 153.

La motion est adoptée.

Le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances », est présenté par M. Tetley.

M. Tetley propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Shanks, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill No. 143.—An Act respecting *L'Union des Municipalités de la Province de Québec* (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Bill No. 150.—An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act;

Bill No. 153.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard.

(Sessional Papers, No. 120.)

As the said report showed some irregularity or deficiency in the notice, Mr Levesque moved:

That the Rules of Procedure be suspended, respecting private bills Nos 143, 150 and 153.

The motion was adopted.

Bill No. 7, "An Act respecting insurance", was introduced by Mr Tetley.

Mr Tetley moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi no 7 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Forget et lus la première fois:

Projet de loi no 40.—Loi de la Commission des affaires sociales;

Projet de loi no 41.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi nos 40 et 41 sont déferés pour étude à la Commission permanente des affaires sociales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Perreault:

Projet de loi no 143.—Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec).

Par M. Desjardins:

Projet de loi no 150.—Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain.

Par M. Séguin:

Projet de loi no 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Mailloux:

Liasse de documents concernant l'expropriation du Lac à la Pêche dans le Parc de la Mauricie.

(Document de la session no 121.)

Bill No. 7 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following bills were severally introduced by Mr Forget and read the first time:

Bill No. 40.—Social Affairs Commission Act;

Bill No. 41.—An Act to amend the Act respecting health services and social services.

On motion of Mr Levesque, bills Nos 40 and 41 were referred to the Standing Committee on Social Affairs for consideration.

With the unanimous consent of the Assembly, the following private bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Perreault:

Bill No. 143.—An Act respecting *L'Union des Municipalités de la Province de Québec* (Union of Municipalities of the Province of Québec).

By Mr Desjardins:

Bill No. 150.—An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act.

By Mr Séguin:

Bill No. 153.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard.

With the unanimous consent of the Assembly, the following documents were tabled:

By Mr Mailloux:

A file of documents concerning the expropriation of Lac à la Pêche in Mauricie Park.

(Sessional Papers, No. 121.)

Par M. Phaneuf:

Une lettre, en date du 23 juillet 1974, adressée à M. Paul Phaneuf, ministre responsable du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, par M. Claude Lefebvre, président de La Société des Jeux du Québec Inc., concernant les informations relatives aux prétendues irrégularités commises par le Comité organisateur des Jeux du Québec à Valleyfield Inc.

(Document de la session no 122.)

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, qui a étudié le projet de loi no 44, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi no 44 est remis au cours de la présente séance pour sa troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 124.—Loi concernant la succession Tancredé Bienvenu;

Projet de loi no 137.—Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.;

Projet de loi no 141.—Loi concernant la succession Arthur Lagueux.

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés nos 124, 137 et 141 sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, le

By Mr Phaneuf:

A letter dated July 23rd 1974, by Mr Claude Lefebvre, President of the Québec Games Corporation Inc., concerning information on the alleged irregularities made by the Organizing Committee for the Québec Games at Valleyfield Inc., forwarded to Mr Paul Phaneuf, the Minister responsible for the Youth, Recreation and Sports High Commission.

(Sessional Papers, No. 122.)

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, which examined bill No. 44, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

On motion of Mr Levesque, the said report was adopted on division.

Bill No. 44 was ordered for third reading during the present sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice, which examined the following private bills:

Bill No. 124.—An Act respecting the Tancredé Bienvenu estate;

Bill No. 137.—An Act respecting certain immovables of *Centre d'informations religieuses Inc.*;

Bill No. 141.—An Act respecting the Arthur Lagueux estate.

On motion of Mr Levesque, the said report was adopted.

On motion of Mr Levesque, private bills Nos 124, 137 and 141 were severally read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque,

rapport de la Commission permanente des affaires municipales est pris en considération, et adopté en ce qui concerne les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 128.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke;

Projet de loi no 140.—Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi no 149.—Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts.

Sur la motion de M. Levesque, lesdits projets de loi privés sont lus la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que les projets de loi privés suivants soient, l'un après l'autre, maintenant lus la deuxième fois:

Projet de loi no 143.—Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Projet de loi no 150.—Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain;

Projet de loi no 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

La motion est alors adoptée, avec l'abstention de MM. Roy et Samson.

En conséquence, lesdits projets de loi sont lus la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés nos 143, 150 et 153 sont déferés pour étude à la Commission permanente des affaires municipales.

A la demande du leader parlementaire du gouvernement, M. le président convoque une conférence des leaders parlementaires.

the report of the Standing Committee on Municipal Affairs was considered, and adopted in respect of the following private bills:

Bill No. 128.—An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke;

Bill No. 140.—An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 149.—An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe des Monts.

On motion of Mr Levesque, the said private bills were read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That the following private bills be now severally read the second time:

Bill No. 143.—An Act respecting *L'Union des Municipalités de la Province de Québec* (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Bill No. 150.—An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act;

Bill No. 153.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

The motion was then adopted, with Messrs Roy and Samson abstaining.

The said bills were accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, private bills Nos 143, 150 and 153 were referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for consideration.

At the request of the Government House Leader, Mr President convened a conference of the Parliamentary Leaders.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège au Salon rouge, aujourd'hui, à partir de quinze heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

La motion est adoptée, avec la dissidence de MM. Roy et Samson.

Le projet de loi no 29, « Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec », est de nouveau étudié en commission plénière.

A onze heures et cinquante minutes, la commission plénière suspend sa séance.

A douze heures vingt minutes, la commission plénière reprend sa séance.

Le projet de loi 29 est alors amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

M. Garneau propose que le projet de loi no 44, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi no 44 est lu la troisième fois.

A douze heures cinquante minutes, sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit today, in the Red Room, commencing at three o'clock P.M., and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The motion was adopted, with Messrs Roy and Samson abstaining.

Bill No. 29, "An Act to amend the Québec Family Allowances Plan", was again considered in Committee of the Whole.

At eleven-fifty o'clock A.M., the Committee of the Whole suspended its sitting.

At twelve-twenty o'clock P.M., the Committee of the Whole resumed its sitting.

Bill No. 29 was then amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Garneau moved that bill No. 44, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", be read the third time.

And a debate arising.

The motion was then adopted on division.

Bill No. 44 was accordingly read the third time.

At twelve-fifty o'clock P.M., on motion of Mr Bienvenue, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 25 juillet 1974

Dix heures

Thursday, July 25th 1974

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi no 37, « Loi modifiant la Loi des cités et villes », est présenté par M. Goldbloom.

Bill No. 37, "An Act to amend the Cities and Towns Act", was introduced by Mr Goldbloom.

M. Goldbloom propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Goldbloom moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Boutin (Johnson), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Fabre), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Shanks, Springate, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 37 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Goldbloom:

Projet de loi no 38.—Loi modifiant le Code municipal.

Par M. Mailloux:

Projet de loi no 45.—Loi modifiant le Code de la route.

Conformément à l'article 156 du règlement, M. Levesque déclare qu'aucune entente n'a été conclue à la conférence des leaders parlementaires convoquée par le Président, quant à la durée de l'étude par la Commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », après la deuxième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Samson, apparaissant à l'article 7 du feuillet du 24 juillet 1974:

1. Où en sont les démarches entre le ministère de l'Éducation et la Commission scolaire régionale d'Harricana concernant la construction éventuelle de la polyvalente de Barraute?

2. Quels sont les noms de tous les employés, rémunérés ou non, de la Commission scolaire Barraute-Senneterre?

3. Quelle est la rémunération annuelle de chacun de ces employés?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Bill No. 37 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Goldbloom:

Bill No. 38.—An Act to amend the Municipal Code.

By Mr Mailloux:

Bill No. 45.—An Act to amend the Highway Code.

In accordance with Standing Order 156, Mr Levesque announced that no agreement had been reached at the conference of the House Leaders called by the President concerning the length of time being taken by the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for the examination of bill 22, "Official Language Act", following its second reading.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Samson, appearing at Item 7 of the Agenda Paper for July 24th 1974:

1. What stage has been reached in the negotiations between the Department of Education and the Harricana regional school board concerning the possible construction of the Barraute comprehensive school?

2. What are the names of all the paid or unpaid employees of the Barraute-Senneterre school board?

3. What is the annual remuneration of each employee?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 123.)

Sur une motion de M. Léger, apparaissant à l'article 37 du feuillet du 24 juillet 1974, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Le dossier complet du voyage des fonctionnaires du Haut-Commissariat en France du 7 au 21 juin:

- a) le nom des fonctionnaires;
- b) l'itinéraire de ces fonctionnaires;
- c) leur emploi du temps exact;
- d) le coût total et détaillé;
- e) le dépôt de tout document pertinent à ce voyage.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 124.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 29, « Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec ».

Sur la motion de M. Forget, l'ordre du jour qui vient d'être lu est révoqué et le projet de loi no 29 est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, qui a étudié le projet de loi no 111, « Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal ».

L'amendement proposé par M. Léger au projet de loi no 111 est rejeté après division des voix.

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté après division des voix.

Mr Cloutier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 123.)

On a motion by Mr Léger, appearing at Item 37 of the Agenda Paper for July 24th 1974,—

Ordered, that there be laid before the House:

The complete file on the trip to France from June 7th to 21st by the employees of the High Commission:

- (a) the names of the employees;
- (b) the itinerary of such employees;
- (c) the exact use of their time;
- (d) the total and detailed cost;
- (e) the tabling of any document pertinent to such trip.

Mr Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 124.)

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 29, "An Act to amend the Québec Family Allowances Plan".

On motion of Mr Forget, the Order of the Day which had just been read was rescinded and bill No. 29 was again committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined bill No. 111, 'An Act to amend the Montreal Urban Community Act'.

The amendment proposed by Mr Léger to bill No. 111 was rejected on division.

On motion of Mr Levesque, the said report was adopted on division.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 111, « Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal », est lu la troisième fois après division des voix.

M. Levesque donne les avis suivants:

Les Commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon rouge:

La Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, pour l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente de l'Assemblée nationale, pour l'étude des accusations portées par le député de Maisonneuve contre le député de Johnson.

Demain, la Commission permanente des affaires municipales siégera à la Salle 81 « A », à partir de onze heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 122.—Loi concernant la ville d'Anjou;

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

Projet de loi no 143.—Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Projet de loi no 150.—Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain;

Projet de loi no 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

A onze heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

On motion of Mr Levesque, bill No. 111, "An Act to amend the Montreal Urban Community Act", was read the third time on division.

Mr Levesque gave the following notices:

The following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, for the examination of bill No. 22, "Official Language Act".

In Room 81 "A":

The Standing Committee on the National Assembly, to examine the charges made by the Member for Maisonneuve against the Member for Johnson.

The Standing Committee on Municipal Affairs will sit tomorrow, in Room 81 "A", commencing at eleven o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the following private bills:

Bill No. 122.—An Act respecting of the town of Anjou;

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill No. 143.—An Act respecting *L'Union des Municipalités de la Province de Québec* (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Bill No. 150.—An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act;

Bill No. 153.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

At eleven twenty-five o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 26 juillet 1974

Dix heures

M. le président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer l'Assemblée que j'ai reçu la notification suivante:

Québec, le 25 juillet 1974.

L'honorable Jean-Noël Lavoie,
Président,
Assemblée nationale,
Québec.

Monsieur le Président,

Je, soussigné, Jean-Claude Boutin, vous remets par la présente ma démission comme député du collège électoral de Johnson.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) JEAN-CLAUDE BOUTIN,
Député de Johnson.

Témoin

Denis Hardy,
Député de Terrebonne.

Témoin

Lise Bacon,
Député de Bourassa.

Friday, July 26th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr President spoke as follows:

I have the honour to inform the Assembly that I have received the following notice:

Québec, July 25th 1974.

The Honourable Jean-Noël Lavoie,
President,
The National Assembly of Québec,
Québec.

Mr President,

I, the undersigned, Jean-Claude Boutin, do hereby submit my resignation as Member for the electoral district of Johnson.

Yours truly,

(Signed) JEAN-CLAUDE BOUTIN,
Member for Johnson.

Witness

Denis Hardy,
Member for Terrebonne.

Witness

Lise Bacon,
Member for Bourassa.

Par suite de la réception de cette démission, conformément à l'article 35 de la Loi de la Législature, j'ai adressé au Président général des élections un mandat lui enjoignant d'émettre un bref pour l'élection d'un nouveau député en remplacement du démissionnaire.

(Document de la session no 125.)

M. Pagé, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale, qui a étudié les accusations portées par le député de Maisonneuve contre le député de Johnson.

(Document de la session no 126.)

Le projet de loi no 36, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et certaines autres dispositions législatives ayant trait à l'administration de la justice et aux bureaux d'enregistrement », est présenté par M. Choquette.

M. Choquette propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Charon, Choquette, Cloutier, Cornélius, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 36 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Following receipt of such resignation, and in accordance with section 35 of the Legislature Act, I have addressed a warrant to the chief returning officer, enjoining him to issue a writ for the election of a new Member in the place of the Member so resigning.

(Sessional Papers, No. 125.)

Mr Pagé, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the National Assembly, which examined the charges made by the Member for Maisonneuve against the Member for Johnson.

(Sessional Papers, No. 126.)

Bill No. 36, "An Act to amend the Courts of Justice Act and certain other legislative provisions relating to the administration of justice and to registry offices", was introduced by Mr Choquette.

Mr Choquette moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 36 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Choquette:

Projet de loi no 42.—Loi des huissiers.

Par M. Levesque, pour M. Saint-Pierre:

Projet de loi no 48.—Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec.

Par M. Levesque, pour M. Mailloux:

Projet de loi no 51.—Loi modifiant la Loi des transports.

Par M. Tetley:

Projet de loi no 53.—Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance.

Par M. Hardy:

Projet de loi no 52.—Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

Par M. Goldbloom:

Projet de loi no 54.—Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires municipales siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 122.—Loi concernant la ville d'Anjou;

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

Projet de loi no 143.—Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Projet de loi no 150.—Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain;

Projet de loi no 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard.

By Mr Choquette:

Bill No 42.—Bailiffs Act.

By Mr Levesque, on behalf of Mr Saint-Pierre:

Bill No 48.—An Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act.

By Mr Levesque, on behalf of Mr Mailloux:

Bill No. 51.—An Act to amend the Transport Act.

By Mr Tetley:

Bill No. 53.—An Act respecting certain investments by insurance companies.

By Mr Hardy:

Bill No. 52.—An Act to amend the Act respecting the cinema.

By Mr Goldbloom:

Bill No. 54.—An Act to amend the Outaouais Regional Community Act.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately, in Room 81 "A", and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the following private bills:

Bill No. 122.—An Act respecting the town of Anjou;

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill No. 143.—An Act respecting *L'Union des Municipalités de la Province de Québec* (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Bill No. 150.—An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act;

Bill No. 153.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard.

M. Levesque propose:

Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications sur l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », après la deuxième lecture, soit déposé à l'Assemblée nationale avant la fin de la séance du vendredi 26 juillet 1974, la commission devant mettre fin à ses travaux à dix-huit heures le vendredi 26 juillet et que les amendements prévus au troisième paragraphe de l'article 123 puissent être proposés avant vingt-deux heures, le samedi 27 juillet 1974.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

Quinze heures.

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Lachance, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Séguin, Shanks, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

M. Levesque donne avis que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement au Salon rouge, pour

Mr Levesque moved:

That in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications on the examination of bill No. 22, "Official Language Act", following second reading, be tabled in the National Assembly before the end of the sitting on Friday, July 26th 1974, with the Committee having to complete its work by six o'clock P.M., Friday, July 26th, and that the amendments provided under paragraph 3 of Standing Order 123 may be proposed before ten o'clock P.M. on Saturday, July 27th 1974.

And a debate arising on this motion.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing.

The motion was then adopted on the following division:

Mr Levesque gave notice that the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications would sit immediately, in the Red Room, for the

l'étude du projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle ».

L'Assemblée suspend sa séance à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

M. Déom, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, qui a étudié le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », après la deuxième lecture.

(Document de la session no 127.)

A dix-sept heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

examination of bill No. 22, "Official Language Act".

The Assembly suspended its sitting during leisure.

After some time, the Assembly resumed its sitting.

Mr Déom, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, which examined bill No. 22, "Official Language Act", following second reading.

(Sessional Papers, No. 127.)

At five thirty-five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Monday at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 29 juillet 1974

Quinze heures

Monday, July 29th 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 39, « Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives », est présenté par M. Lalonde, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 39, "An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions", was introduced by Mr Lalonde, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Cloutier:

By Mr Cloutier:

Rapport annuel des activités du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier 1973/74.

Annual report of the activities of the Department of Education, for the 1973/74 fiscal year.

(Document de la session no 128.)

(Sessional Papers, No. 128.)

Par M. Saint-Pierre:

By Mr Saint-Pierre:

Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier 1973/74.

Annual report of the Industrial Research Centre of Québec, for the 1973/74 fiscal year.

(Document de la session no 129.)

(Sessional Papers, No. 129.)

Sur la motion de M. Leduc, le projet de loi no 156, « Loi concernant La Corporation Ivanhoe », est lu la deuxième fois.

On motion of Mr Leduc, bill No. 156, "An Act respecting Ivanhoe Corporation", was read the second time.

M. Levesque propose:

Que ledit projet de loi soit déferé pour étude à la Commission permanente de la justice.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the said bill be referred to the Standing Committee on Justice for consideration.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Erown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Picard, Picotte, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Valières, Veilleux, Verreault.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 156 est déferé à la Commission permanente de la justice.

Bill No. 156 was accordingly referred to the Standing Committee on Justice.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport déposé par M. Déom, rapporteur désigné de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, qui a étudié le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », après la deuxième lecture.

The Order of the Day being read for the consideration of the report tabled by Mr Déom, the appointed reporter of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, which examined bill No. 22, "Official Language Act", following second reading.

M. Cloutier propose:

Que ledit rapport et les amendements proposés soient pris en considération.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Cloutier propose:

Que tous les amendements de forme, de numérotage, de concordance et de fond, tant au texte français qu'au texte anglais, tels qu'ils apparaissent au document déposé et annexé au rapport, soient adoptés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Cloutier moved:

That the said report and the amendments proposed thereto be taken into consideration.

And a debate arising on this motion.

Mr Cloutier moved:

That all the procedural, numbering, concordance and substantive amendments, in both the French and English texts which he had tabled, as shown in the document tabled and attached to the report, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin.—5.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Roy, Samson.—2.

En conséquence, lesdits amendements sont adoptés.

The said amendments were accordingly adopted.

M. Cloutier propose:

Que les articles 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 34, 41, 42, 77, 80 et 119 qui apparaissent comme premier numérotage des articles au texte original dudit projet de loi, soient biffés.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Cloutier moved:

That sections 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 34, 41, 42, 77, 80 and 119 shown in the original numbering of the articles in the original text of the said bill, be struck out.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—72.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

En conséquence, lesdits articles sont biffés.

The said sections were accordingly struck out.

M. Cloutier propose:

Que les nouveaux articles apparaissant au document déposé, à savoir les articles 11, 21, 22, 23, 25, 27, 48, 70, 73 et 94, soient adoptés.

Mr Cloutier moved:

That the new sections shown in the document tabled, to wit: sections 11, 21, 22, 23, 25, 27, 48, 70, 73 and 94, be adopted.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/West), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin.—5.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Roy, Samson.—2.

En conséquence, lesdits articles sont adoptés.

The said sections were accordingly adopted.

M. Cloutier propose:

Que tous les articles, amendés ou non, soit les numéros 1 à 123 du projet de loi, tels qu'ils apparaissent dans le document qui a été distribué à tous les députés, ainsi que l'annexe, les amendements à l'annexe, le préambule, les sous-titres et le titre du projet de loi no 22, soient adoptés.

Mr Cloutier moved:

That all the sections, whether or not amended, namely numbers 1 to 123 of the bill as shown in the document which was distributed to all the Members, together with the appendix, the amendments to the appendix, the preamble, the sub-titles and the title of bill No. 22, be adopted.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

En conséquence, tous les articles, amendés ou non, soit les numéros 1 à 123 du

All the sections, whether or not amended, namely numbers 1 to 123 of the bill

projet de loi tels qu'ils apparaissent dans le document qui a été distribué à tous les députés, ainsi que l'annexe, les amendements à l'annexe, le préambule, les sous-titres et le titre du projet de loi no 22 sont adoptés.

M. Cloutier propose:

Que le rapport déposé par M. Déom, rapporteur désigné de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, qui a étudié le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », après la deuxième lecture, soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

as shown in the document which was distributed to all the Members, together with the appendix, the amendments to the appendix, the preamble, the sub-titles and the title of bill No. 22, were accordingly adopted.

Mr Cloutier moved:

That the report tabled by Mr Déom, the appointed reporter of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, which examined bill No. 22, "Official Language Act", following second reading, be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

ABSTENTION:—M./Mr Gratton.—1.

En conséquence, ledit rapport est adopté.

A dix-huit heures dix-neuf minutes, M. le président quitte le fauteuil.

The said report was accordingly adopted.

At nineteen minutes past six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures trente minutes

Eight-thirty o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 48, « Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 48, "An Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act".

M. Saint-Pierre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boutin (Abitibi-Ouest/West), Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Charron, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Mercier, Morin, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Springate, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—75.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 48 est déferé pour étude à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, qui siège immédiatement à la Salle 81 « A ».

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 45, « Loi modifiant le Code de la route », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Mr Saint-Pierre informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following vote:

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 48 was referred for consideration to the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, which will sit immediately in Room 81 "A".

On motion of Mr Mailloux, bill No. 45, "An Act to amend the Highway Code", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain
dix heures.

And the Assembly adjourned until to-
morrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 30 juillet 1974

Dix heures

Tuesday, July 30th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Boutin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 122.—Loi concernant la ville d'Anjou;

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

Projet de loi no 143.—Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Projet de loi no 150.—Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain;

Projet de loi no 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

Lesdits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 130.)

Mr Boutin, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined the following private bills:

Bill No. 122.—An Act respecting the town of Anjou;

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill No. 143.—An Act respecting *L'Union des Municipalités de la Province de Québec* (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Bill No. 150.—An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act;

Bill No. 153.—An Act respecting the parish of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

The said bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 130.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts », est présenté par M. Drummond.

M. Drummond propose:

Que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the said report was adopted.

Bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act", was introduced by Mr Drummond.

Mr Drummond moved:

That the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Duhuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lalonde, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 27 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de la justice siégera, à la Salle 81 « A », aujourd'hui, à partir de vingt heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire;

Projet de loi no 136.—Loi concernant la succession Pierre de Boucherville;

Projet de loi no 156.—Loi concernant La Corporation Ivanhoe.

M. Cloutier propose:

Que le projet de loi no 22, « Loi sur la langue officielle », soit lu la troisième fois.

Bill No. 27 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Justice will sit today, in Room 81 "A", commencing at eight o'clock P.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the following private bills:

Bill No. 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire;

Bill No. 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate;

Bill No. 156.—An Act respecting Ivanhoe Corporation.

Mr Cloutier moved:

That bill No. 22, "Official Language Act", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

A douze heures cinquante minutes, M. le président quitte le fauteuil.

At twelve-fifty o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS: MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—92.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Ciaccia, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson, Springate.—10.

En conséquence, le projet de loi no 22 est lu la troisième fois.

Bill No. 22 was accordingly read the third time.

M. Tetley propose:

Mr Tetley moved:

Que le projet de loi no 53, « Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance », soit maintenant lu la deuxième fois.

That bill No. 53, "An Act respecting certain investments by insurance companies", be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lapointe,

Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—77.

CONTRE--NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 53 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 36, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et certaines autres dispositions législatives ayant trait à l'administration de la justice et aux bureaux d'enregistrement ».

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 36 est déferé pour étude à la Commission permanente de la justice, qui siégera à la Salle 81 « A », aujourd'hui à vingt heures.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 42, « Loi des huissiers ».

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 53 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 36, "An Act to amend the Courts of Justice Act and certain other legislative provisions relating to the administration of justice and to registry offices".

Mr Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Choquette moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 36 was referred for consideration to the Standing Committee on Justice, which will sit today in Room 81 "A", at eight o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 42, "Bailiffs Act".

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Mr Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Choquette moved that the said bill be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Choquette, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—71.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 42 est déféré pour étude à la Commission permanente de la justice, qui siégera à la Salle 81 « A », aujourd'hui à vingt heures.

On motion of Mr Levesque, bill No. 42 was referred for consideration to the Standing Committee on Justice, which will sit today in Room 81 "A", at eight o'clock P.M.

A dix-huit heures quinze minutes, M. le président quitte le fauteuil.

At six-fifteen o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 51, « Loi modifiant la Loi des transports », est lu la deuxième fois.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 51, "An Act to amend the Transport Act", was read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 51 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

On motion of Mr Levesque, bill No. 51 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 45, « Loi modifiant le Code de la route », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Tetley, le projet de loi no 53, « Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance », est de nouveau étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 37, « Loi modifiant la Loi des cités et villes », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Aibitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, L'Allier, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, St-Hilaire, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. . . 59.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 37 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 45, "An Act to amend the Highway Code", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Tetley, bill No. 53, "An Act respecting certain investments by insurance companies", was again committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Goldbloom moved that bill No. 37, "An Act to amend the Cities and Towns Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following vote:

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 37 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 38, « Loi modifiant le Code municipal », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, St-Hilaire, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—58.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 38 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Et alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Mr Goldbloom moved that bill No. 38, "An Act to amend the Municipal Code", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following vote:

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 38 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

And the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 31 juillet 1974

Dix heures

Wednesday, July 31st 1974

Ten o'clock A.M.

M. Tremblay, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, qui a étudié le projet de loi no 48, « Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 131.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Saint-Pierre propose que ledit rapport soit adopté.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Tremblay, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, which examined bill No. 48, "An Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act".

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 131.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Saint-Pierre moved that the said report be adopted.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/West), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin,

Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Saint-Pierre, le projet de loi no 48, « Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec », est lu la troisième fois.

M. Tardif, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire;

Projet de loi no 136.—Loi concernant la succession Pierre de Boucherville;

Projet de loi no 156.—Loi concernant La Corporation Ivanhoe.

Le projet de loi no 103 est suspendu, le projet de loi no 136 est retiré et le projet de loi no 156 est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 132.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Leduc, le projet de loi privé no 156, « Loi concernant La Corporation Ivanhoe », est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Harvey (Charlesbourg) propose, pour M. Marchand:

Que, vu que le projet de loi no 136, « Loi concernant la succession Pierre de Boucherville », a été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce projet de loi ont payés, leur

The said report was accordingly adopted.

On motion of Mr Saint-Pierre, bill No. 48, "An Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act", was read the third time.

Mr Tardif, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice, which examined the following private bills:

Bill No. 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire;

Bill No. 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate;

Bill No. 156.—An Act respecting Ivanhoe Corporation.

Bill No. 103 was suspended, bill No. 136 was withdrawn and bill No. 156 was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 132.)

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the said report was adopted.

On motion of Mr Leduc, private bill No. 156, "An Act respecting Ivanhoe Corporation", was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Harvey (Charlesbourg) moved, on behalf of Mr Marchand:

That, inasmuch as bill No. 136, "An Act respecting the Pierre de Boucherville estate", has been withdrawn, the ordinary and additional fees paid by the promoters of the said bill be refunded, less the cost

soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

La motion est adoptée.

Le projet de loi no 46, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration », est présenté par M. Bienvenue, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Hardy dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Précisions et commentaires sur le précédent rapport intitulé: « Etude de rentabilité de Place Royale ».

(*Document de la session no 133.*)

QUESTION ET RÉPONSE

Question par M. Burns:

1. Quels sont les montants versés par le gouvernement à M. Jean Lesage depuis le 29 avril 1970?

2. Pour chacun de ces paiements, quelle était la tâche confiée à M. Lesage?

3. Sur quels dossiers a-t-il travaillé en tant que conseiller spécial du premier ministre ou de tout autre ministre?

4. Sur quels projets de loi a-t-il donné son avis au Comité de législation?

Réponse par M. Bourassa:

1. Pour la période s'étendant du 29 avril 1970 au 31 mars 1974, sur une base horaire de \$50 selon les tarifs du ministère de la Justice, des honoraires au montant total de \$40,987 ont été payés par les ministères gouvernementaux à M. Jean Lesage, soit une moyenne d'environ \$10,000 par année pour près de 200 heures de travail annuellement pour le compte du Gouvernement.

2. La tâche confiée à M. Lesage au niveau du Comité de législation est double:

premièrement, s'assurer que le Comité se conforme aux mandats que lui donne le Conseil des ministres, afin que la ré-

of printing and translation.

The motion was adopted.

Bill No. 46, "An Act to amend the Immigration Department Act", was introduced by Mr Bienvenue, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Hardy tabled the following document:

Details and comments on the previous report entitled: "A Survey on the Profitability of Place Royale".

(*Sessional Papers, 133.*)

QUESTION AND ANSWER

Question by Mr Burns:

1. What amounts have been paid to Mr Jean Lesage by the government since April 29th 1970?

2. What task was entrusted to Mr Lesage in respect of each of such payments?

3. On what cases did he work as special adviser to the Prime Minister or to any other Minister?

4. On what bills did he give his opinion to the Committee on Legislation?

Answer by Mr Bourassa:

1. For the period from April 29th 1970 to March 31st 1974, and based on an hourly rate of \$50, in accordance with the tariff of fees of the Department of Justice, a total amount of \$40,987 was paid in fees to Mr Lesage by the government departments, for an average amount of \$10,000 per annum for almost 200 hours work annually on behalf of the Government.

2. Mr Lesage is entrusted with a two-fold task at the level of the Committee on Legislation:

first of all, to ensure that the Committee follows the terms of reference given to it by the Executive Council, so that the

daction technique des lois traduise fidèlement les décisions du Conseil;

deuxièmement, compte tenu de l'expérience exceptionnelle de M. Lesage et de ses connaissances juridiques reconnues, s'assurer du maintien d'une bonne technique législative dans la rédaction des projets de loi du Gouvernement.

3. M. Lesage a été appelé à travailler sur les dossiers suivants, savoir:

RAYONIER — Négociation du contrat entre le Gouvernement et Rayonier Québec Inc. à la demande des ministres de l'Industrie et du Commerce et des Terres et Forêts en 1971.

DROITS MINIERS SOUS-MARINS ET EXTENSION DES FRONTIÈRES DU QUÉBEC DANS LA BAIE D'HUDSON — Opinions légales et participation aux discussions à la demande du Premier ministre, de septembre 1970 à août 1972.

Consultation du Conseil exécutif sur un projet de Réforme administrative 1972/73.

4. M. Lesage a été appelé à fournir une expertise technique sur la plupart des projets de loi à l'exception des lois de routine, de celles à l'égard desquelles il s'est récusé comme par exemple, la Loi sur les assurances, la loi des caisses d'entraide économique, et de celles où il n'a pu assister aux séances du Comité de législation en raison de ses activités personnelles.

Sur la motion de M. Léger, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de la correspondance reçue au ministère des Affaires municipales ayant trait à une demande d'enquête sur l'administration de la municipalité de Farnham.

technical drafting of the bills will give an accurate reflection of the decisions of the Council;

secondly, taking into account the outstanding experience of Mr Lesage and his recognized legal knowledge, to ensure the maintenance of proper legislative techniques in the drafting of Government bills.

3. Mr Lesage was called upon to work on the following cases, namely:

RAYONIER — The negotiating of the contract between the Government and Rayonier Québec Inc. at the request of the Ministers of Industry and Commerce, and Lands and Forests in 1971.

OFFSHORE MINERAL RIGHTS AND THE EXTENDING OF THE BOUNDARIES OF THE PROVINCE OF QUEBEC IN HUDSON'S BAY — Legal opinions and participation in the discussions at the request of the Prime Minister, from September 1970 to August 1972.

Consultations with the Executive Council on an administrative reform project 1972/73.

4. Mr Lesage was called upon to provide his expert technical opinion on most of the bills with the exception of routine bills and those upon which he declined to give an opinion, such as the Act respecting insurance and the Act respecting the *caisses d'entraide économique*, and also those concerning which he was unable to attend the meetings of the Committee on Legislation because of his personal activities.

On motion of Mr Léger,—

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of the correspondence received by the Department of Municipal Affairs concerning a request for an inquiry into the administration of the municipality of Farnham.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 134.)

Sur la motion de M. Levesque, les projets de lois privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 122.—Loi concernant la ville d'Anjou;

Projet de loi no 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec;

Projet de loi no 143.—Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Projet de loi no 150.—Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain;

Projet de loi no 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

Sur la motion de M. Tetley, le projet de loi no 53, « Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, les Commissions permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente de la justice, pour l'étude des projets de loi suivants:

Projet de loi no 36.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et certaines autres dispositions législatives ayant trait à l'administration de la justice et aux bureaux d'enregistrement;

Projet de loi no 42.—Loi des huissiers.

Au Salon rouge:

La Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, pour entendre le Vérificateur général.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 134.)

On motion of Mr Levesque, the following private bills were severally read the third time:

Bill No. 122.—An Act respecting the town of Anjou;

Bill No. 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill No. 143.—An Act respecting *L'Union des Municipalités de la Province de Québec* (Union of Municipalities of the Province of Québec);

Bill No. 150.—An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act;

Bill No. 153.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

On motion of Mr Tetley, bill No. 53, "An Act respecting certain investments by insurance companies", was read the third time.

On motion of Mr Levesque, the following Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Justice, to examine the following bills:

Bill No. 36.—An Act to amend the Courts of Justice Act and certain other legislative provisions relating to the administration of justice and to registry offices;

Bill No. 42.—Bailiffs Act.

In the Red Room:

The Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, to hear the Auditor-General.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 37, « Loi modifiant la Loi des cités et villes », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 38, « Loi modifiant le Code municipal », est de nouveau étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 54, « Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Roy, Samson, Séguin, Shanks, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 54 est lu la deuxième fois.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 37, "An Act to amend the Cities and Towns Act", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 38, "An Act to amend the Municipal Code", was again considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

Mr Goldbloom moved that bill No. 54, "An Act to amend the Outaouais Regional Community Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing.

The motion was then adopted on the following vote:

Bill No. 54 was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 54 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié les projets de loi suivants:

Projet de loi no 36.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et certaines autres dispositions législatives ayant trait à l'administration de la justice et aux bureaux d'enregistrement;

Projet de loi no 42.—Loi des huissiers.

Ledits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 135.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Choquette, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 36.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et certaines autres dispositions législatives ayant trait à l'administration de la justice et aux bureaux d'enregistrement;

Projet de loi no 42.—Loi des huissiers.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 54, « Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, l'ordre de troisième lecture du projet de loi no

On motion of Mr Levesque, bill No. 54 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice, which examined the following bills:

Bill No. 36.—An Act to amend the Courts of Justice Act and certain other legislative provisions relating to the administration of justice and to registry offices;

Bill No. 42.—Bailiffs Act.

The said bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 135.)

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the said report was adopted.

On motion of Mr Choquette, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 36.—An Act to amend the Courts of Justice and certain other legislative provisions relating to the administration of justice and to registry offices;

Bill No. 42.—Bailiffs Act.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 54, "An Act to amend the Outaouais Regional Community Act", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

On motion of Mr Levesque, the Order for third reading of bill No. 156, "An Act

156, «Loi concernant La Corporation Ivanhoe», adopté aujourd'hui est révoqué et ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Levesque propose, pour M. Bourassa:

Que conformément à l'article 73 de la Loi de l'administration financière (Lois du Québec 1970, chapitre 17), le traitement du vérificateur général soit fixé à \$38,000 à compter du 1^{er} janvier 1974 et qu'à compter de cette date, son allocation à titre de frais de représentation soit fixée à \$1,000 par année, sur présentation de pièces justificatives.

*Qu'*également il bénéficie, de la même manière que les cadres supérieurs du gouvernement, le cas échéant, de l'allocation d'un montant forfaitaire pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose, pour M. Bourassa:

Que conformément à l'article 1 de la Loi du Protecteur du citoyen (Lois du Québec 1968, chapitre 11), le traitement du Protecteur du citoyen soit fixé à \$38,000 à compter du 1^{er} janvier 1974 et qu'à compter de cette date, son allocation à titre de frais de représentation soit fixé à \$1,000 par année, sur présentation de pièces justificatives.

*Qu'*également il bénéficie, de la même manière que les cadres supérieurs du gouvernement, le cas échéant, de l'allocation d'un montant forfaitaire pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

*Qu'*une commission spéciale sur la liberté de la presse soit instituée et que les membres suivants en fassent partie: MM. Ba-

respecting Ivanhoe Corporation", adopted today was rescinded, and the said bill was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Bourassa:

That in accordance with section 73 of the Financial Administration Act (Statutes of Québec 1970, chapter 17), the salary of the Auditor-General be fixed at \$38,000 effective January 1st 1974, and that effective on such date, his allowance for representation expenses be fixed at \$1,000 per annum, upon presentation of vouchers.

That in addition, he be granted the benefit, in the same manner as the senior officers of the government, as the case may be, of the allocation of a lump sum payment in consideration of the increase in the cost of living.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Bourassa:

That in accordance with section 1 of the Public Protector Act (Statutes of Québec 1968, chapter 11), the salary of the Public Protector be fixed at \$38,000 effective January 1st 1974, and that effective on such date, his allowance for representation expenses be fixed at \$1,000 per annum, upon presentation of vouchers.

That in addition, he be granted the benefit, in the same manner as the senior officers of the government, as the case may be, of the allocation of a lump sum payment in consideration of the increase in the cost of living.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That a Special Committee on the freedom of the press be appointed and that Messrs Bacon, Bonnier, Bourassa, Char-

con, Bonnier, Bourassa, Charron, Déom, Hardy, L'Allier, Lalonde, Leduc, Morin, Parent (Prévost), Samson et Veilleux.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que le nombre des membres de toutes les commissions parlementaires permanentes et spéciale(s) de l'Assemblée nationale, qui siégeront pendant l'ajournement d'été de la présente session, soit doublé, en respectant la proportion actuelle au sein de ces commissions de chaque parti reconnu. Tout membre additionnel attribué à chaque parti reconnu est désigné, pour chaque séance, par le leader parlementaire ou le whip de ce parti.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que l'article 144 du règlement de l'Assemblée nationale du Québec soit amendé en ajoutant, à la fin de l'article, les mots suivants: « La commission des engagements financiers n'est pas sujette à cette dernière formalité ».

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—71.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

ron, Déom, Hardy, L'Allier, Lalonde, Leduc, Morin, Parent (Prévost), Samson and Veilleux do compose the said Committee.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That the number of members of all the parliamentary standing and special committees of the National Assembly which will sit during the summer recess of the present session be doubled, in respect of the present proportion of each recognized party within such committees. Any additional member allotted to each recognized party shall be designated, for each sitting, by the Parliamentary Leader or the Whip of such party.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved:

That Standing Order 144 of the National Assembly of Québec be amended by adding, at the end of such Standing Order, the following words: "The Committee on Financial Commitments shall not be subject to such latter formality".

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

Aujourd'hui, mercredi 31 juillet 1974, à dix-sept heures quarante-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, de M. Levesque, de M. Gratton, de M. Samson, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 5 Loi modifiant la Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis;
- 14 Loi du ministère des terres et forêts;
- 22 Loi sur la langue officielle;
- 29 Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec;
- 31 Loi sur les produits agricoles et les aliments;
- 35 Loi modifiant la Loi de la Société de développement immobilier du Québec;
- 36 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et certaines autres dispositions législatives ayant trait à l'administration de la justice et aux bureaux d'enregistrement;
- 37 Loi modifiant la Loi des cités et villes;
- 38 Loi modifiant le Code municipal;
- 42 Loi des huissiers;
- 44 Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré;
- 45 Loi modifiant le Code de la route;
- 47 Loi modifiant la Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976;
- 48 Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
- 51 Loi modifiant la Loi des transports;
- 53 Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance;
- 54 Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais;
- 111 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;
- 122 Loi concernant la ville d'Anjou;
- 124 Loi concernant la succession de Tan-crède Bienvenu;

Today, Wednesday, July 31st 1974, at five-forty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of Mr Levesque, of Mr Gratton, of Mr Samson, and of the Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 5 An Act to amend the Québec-Lévis Ferry Company Act;
- 14 Lands and Forests Department Act;
- 22 Official Language Act;
- 29 An Act to amend the Québec Family Allowances Plan;
- 31 Agricultural Products and Food Act;
- 35 An Act to amend the Québec Real Estate Development Corporation Act;
- 36 An Act to amend the Courts of Justice Act and certain other legislative provisions relating to the administration of justice and to registry offices;
- 37 An Act to amend the Cities and Towns Act;
- 38 An Act to amend the Municipal Code;
- 42 Bailiffs Act;
- 44 An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec;
- 45 An Act to amend the Highway Code;
- 47 An Act to amend the Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games;
- 48 An Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act;
- 51 An Act to amend the Transport Act;
- 53 An Act respecting certain investments by insurance companies;
- 54 An Act to amend the Outaouais Regional Community Act;
- 111 An Act to amend the Montreal Urban Community Act;
- 122 An Act respecting the town of Anjou;
- 124 An Act respecting the Tan-crède Bienvenu estate;

- | | | | |
|-----|--|-----|--|
| 128 | Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke; | 128 | An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke; |
| 137 | Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.; | 137 | An Act respecting certain immovables of the <i>Centre d'informations religieuses Inc.</i> ; |
| 138 | Loi concernant La compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay; | 138 | An Act respecting The Alma and Jonquières Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company; |
| 139 | Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec; | 139 | An Act to amend the Charter of the City of Québec; |
| 140 | Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles; | 140 | An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles; |
| 141 | Loi concernant la succession de Arthur Lagueux; | 141 | An Act respecting the Arthur Lagueux estate; |
| 143 | Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec); | 143 | An Act respecting <i>L'Union des municipalités de la province de Québec</i> (Union of Municipalities of the Province of Québec); |
| 146 | Loi concernant Beaucage Ltée; | 146 | An Act respecting Beaucage Ltée; |
| 148 | Loi concernant Hillmack Services Ltd; | 148 | An Act respecting Hillmack Services Ltd; |
| 149 | Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts; | 149 | An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe des Monts; |
| 150 | Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain; | 150 | An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act; |
| 153 | Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; | 153 | An Act respecting the municipality of the Parish of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; |
| 156 | Loi concernant La Corporation Ivanhoe. | 156 | An Act respecting Ivanhoe Corporation. |

A dix-huit heures dix minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi 29 octobre 1974, à quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At ten minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, October 29th 1974 at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 18 septembre 1974.

Quinze heures

M. le président s'exprime comme suit :

J'ai l'honneur d'informer l'Assemblée que j'ai reçu du président général des élections la notification suivante :

**PRÉSIDENT GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS**

Québec, le 5 septembre 1974.

A monsieur le Secrétaire
de l'Assemblée nationale du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinquième (25e) jour de juillet mil neuf cent soixante-quatorze (1974) et adressé à monsieur Marcel Catudal, cultivateur, domicilié à Valcourt, monsieur Maurice Bellemare, serre-freins, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège élec-

Wednesday, September 18th 1974.

Three o'clock P.M.

Mr President made the following announcement :

I have the honour to inform the Assembly that I have received the following notice from the Chief Returning-Officer :

CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, September 5th 1974.

To Mr Secretary
of the National Assembly of Québec,
Government Buildings,
Québec.

Sir :

I do certify that, in consequence of a writ of election issued on the twenty-fifth (25th) day of July, nineteen hundred and seventy-four (1974) and addressed to Mr Marcel Catudal, farmer, residing in Valcourt, Mr Maurice Bellemare, brakeman, has been elected member to represent the electoral division of Johnson in the National Assembly of Québec, in the place

toral de Johnson à l'Assemblée nationale du Québec, en remplacement de monsieur Jean-Claude Boutin, avocat, démissionnaire.

Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN,
Juge de la Cour provinciale.

M. Maurice Bellemare, député du district électoral de Johnson, prend séance.

M. Bourassa propose:

Qu'étant donné les négociations entreprises par le Premier ministre et le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre en vue de régler le conflit en cours entre la C.T.C.U.M. et ses employés syndiqués, l'Assemblée soit suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

La motion est adoptée.

A vingt heures quinze minutes, M. le président reprend le fauteuil.

M. Bourassa propose:

Que l'Assemblée soit ajournée à demain quinze heures.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Après quelque temps, la motion est adoptée.

A vingt et une heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne.

Le vice-président,
HARRY BLANK.

of Mr Jean-Claude Boutin, advocate, resigning member, as it appears by the election return now of record in my office.

FRANÇOIS DROUIN,
Judge of the Provincial Court,
The Chief Returning-Officer.

Mr Maurice Bellemare, member for the electoral district of Johnson, took his seat.

Mr Bourassa moved:

That in view of the negotiations undertaken by the Prime Minister and the Minister of Labour and Manpower for the purpose of settling the present dispute between the M.U.C.T.C. and its unionized employees, the Assembly be suspended until this evening, at eight-fifteen o'clock.

The motion was adopted.

At eight-fifteen o'clock P.M., Mr President took the Chair.

Mr Bourassa moved:

That the Assembly do adjourn until tomorrow at three o'clock P.M.

And a debate arising on this motion.

After some time, the motion was adopted.

At ten minutes past nine o'clock P.M., the Assembly adjourned.

HARRY BLANK,
Vice-president.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jedi 19 septembre 1974.

Quinze heures

Thursday, September 19th 1974.

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Qu'étant donné le règlement du conflit entre la C.T.C.U.M. et ses employés syndiqués, l'Assemblée soit ajournée à mardi, 29 octobre 1974, à quinze heures.

Mr Levesque moved:

That in view of the settlement of the dispute between the M.U.C.T.C. and its unionized employees, the Assembly be adjourned until Tuesday, October 29th 1974, at three o'clock P.M.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brown, Cadieux, Carpentier, Cornellier, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Faucher, Fortier, Gallienne, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Massicotte, Ostiguy, Pagé, Pepin, Phaneuf, Picard, Pilote, Samson, St-Germain, Sylvain, Veilleux, Verreault.—45.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron.—3.

ABSTENTION:—M./Mr Bellemare (Johnson).—1.

En conséquence, à quinze heures trente-huit minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi, 29 octobre 1974, à quinze heures.

At thirty-eight minutes past three o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned until Tuesday, October 29th 1974, at three o'clock P.M.

Le vice-président,
HARRY BLANK.

HARRY BLANK,
Vice-president.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 29 octobre 1974

Quinze heures

M. le président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée l'avis suivant:

COMMISSION PERMANENTE DE
LA RÉFORME DES DISTRICTS
ÉLECTORAUX
HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
QUÉBEC

A l'honorable président de
l'Assemblée Nationale du Québec
Me Jean-Noël Lavoie.

Monsieur le président,

Conformément à l'article 7 de la *Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux* (Lois du Québec, 1971, c. 7), les membres de la Commission se sont réunis dans l'année qui a suivi les élections générales tenues au Québec, le 29 octobre 1973, pour choisir les députés de la trentième législature, et en ont étudié les résultats. Ils jugent que plusieurs districts électoraux doivent être délimités

Tuesday, October 29th 1974

Three o'clock P.M.

Mr President made the following announcement:

I have the honour to inform the Assembly of the following notice:

STANDING COMMISSION ON
REFORM OF THE ELECTORAL
DISTRICTS
GOVERNMENT BUILDINGS,
QUÉBEC

To the Honourable the President
of the National Assembly of Québec
Mr Jean-Noël Lavoie.

Mr President,

In accordance with section 7 of the *Act respecting the Standing Commission on Reform of the Electoral Districts* (Statutes of Québec 1971, c. 7), the members of the Commission met during the year following the general elections held in the province of Québec on October 29th 1973, to choose the Members of the Thirtieth Legislature, and examined the results thereof. They consider that several electoral districts

de nouveau pour être conformes aux principes énoncés dans la Loi et ils vous transmettent, par la présente, leur avis.

Par conséquent, en vertu du deuxième alinéa de l'article 7 de la Loi, dans les six mois qui suivront le présent avis, la Commission vous présentera un projet indiquant les nouvelles délimitations qu'elle proposera.

(Signé) FRANÇOIS DROUIN,
président.

(Signé) ALPHONSE BARBEAU,
membre,

(Signé) JACQUES PRÉMONT,
membre.

(Signé) EDDY GIGUÈRE,
secrétaire.

Québec, 21 octobre 1974.

(Document de la session no 136.)

M. Harvey (Charlesbourg), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui a étudié, après la première lecture, le projet de la loi no 26, « Loi des agents de recouvrement ».

(Document de la session no 137.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, l'article b) au nom de M. Cournoyer, « Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal », est rayé du feuillet.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, l'ordre de deuxième lecture du projet de loi no 39, « Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives », et la première lecture adoptés le 29 juillet 1974, sont révoqués et le projet de loi est retiré du feuillet.

must be delimited again to be in conformity with the principles set forth in the Act, and they are hereby forwarding their opinion to you.

Therefore, in accordance with the second paragraph of section 7 of the Act, the Commission shall, within the six months following this notice, present to you a draft indicating the new delimitations proposed by it.

(Signed) FRANÇOIS DROUIN,
Chairman.

(Signed) ALPHONSE BARBEAU,
Member.

(Signed) JACQUES PRÉMONT,
Member.

(Signed) EDDY GIGUÈRE,
Secretary.

Québec, October 21st 1974.

(Sessional Papers, No. 136.)

Mr Harvey (Charlesbourg), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined bill No. 26, "Collection Agents Act", following its first reading.

(Sessional Papers, No. 137.)

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, Item b) put down in the name of Mr Cournoyer, "An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission", was struck off the Agenda Paper.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the Order for the second reading of bill No. 39, "An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions", and the first reading thereof, which were adopted July 29th 1974, were rescinded, and the bill was struck off the Agenda Paper.

M. Choquette propose:

Que le projet de loi no 50, « Loi concernant les droits et libertés de la personne », soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Choquette moved:

That bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms", be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Buras, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 50 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Lalonde:

Projet de loi no 39.—Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (*Réimpression*).

Par M. Cournoyer:

Projet de loi no 49.—Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction.

Par M. Drummond:

Projet de loi no 55.—Loi modifiant la Loi du ministère des terres et forêts.

Par M. Parent:

Projet de loi no 56.—Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la protection du malade mental.

Bill No. 50 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Lalonde:

Bill No. 39.—An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions (*Reprint*).

By Mr Cournoyer:

Bill No. 49.—Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act.

By Mr Drummond:

Bill No. 55.—An Act to amend the Lands and Forests Department Act.

By Mr Parent:

Bill No. 56.—An Act to amend the Public Curatorship Act and the Mental Patients Protection Act.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Parent (Hull):

Rapport annuel du ministère de la Fonction publique, pour 1973/74.

(Document de la session no 138.)

Par M. Goldbloom:

Rapport annuel des activités de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année financière 1973/74.

(Document de la session no 139.)

Rapport des activités du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, au 30 septembre 1974.

(Document de la session no 140.)

Convention passée le 12 septembre 1974, entre La Société d'Habitation du Québec, d'une part, et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, d'autre part.

(Document de la session no 141.)

Au cours de la période des questions, M. Burns demanda au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre à la suite des révélations faites devant la commission Cliche qui a pour but d'étudier la liberté syndicale dans le domaine de la construction, pour quels motifs le ministre a renversé une décision du directeur général de la main-d'oeuvre M. Claude Méryneau, et a réinstallé dans ses fonctions un fonctionnaire qui en avait été déplacé et s'il était au courant des raisons pour lesquelles ce fonctionnaire avait été déplacé.

M. le Président exprime des réserves sur la recevabilité de cette question eu égard à l'article 99 qui interdit à un député de parler d'une affaire qui est devant les tribunaux ou devant un organisme quasi judiciaire ou d'une affaire qui est sous enquête, lorsque dans ce dernier cas, les paroles prononcées peuvent être préjudiciables à une personne et également à l'article 171 qui stipule qu'un ministre ou un député auquel une question est

The following documents were tabled:

By Mr Parent (Hull):

Annual report of the Department of the Civil Service, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 138.)

By Mr Goldbloom:

Annual report of the activities of the Outaouais Development Corporation, for the 1973/74 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 139.)

Report of the activities of the Greater Québec Water Purification Board, as at September 30th 1974.

(Sessional Papers, No. 140.)

An agreement made on September 12th 1974, between The Québec Housing Corporation, the party of the first part, and The Central Mortgage and Housing Corporation, the party of the second part.

(Sessional Papers, No. 141.)

During the question period, Mr Burns asked the Minister of Labour and Manpower what his reasons were, following the disclosures made before the Cliche Commission the purpose of which is to examine union freedom in the construction field, for reversing a decision made by the Director General of Manpower, Mr Claude Méryneau, and reinstating an employee who had been transferred, and if he was aware of the reasons for which such employee had been transferred.

Mr President expressed certain reservations regarding the admissibility of this question in respect of Standing Order 99, which does not allow any Member to speak to any matter before the courts or before a quasi-judicial body or to any matter under investigation, when, in the latter case, the words spoken could be prejudicial to some person, and also Standing Order 171, which stipulates that a Minister or Member to whom a question is addressed

posée peut refuser d'y répondre si la question porte sur une affaire qui est devant les tribunaux ou devant un organisme quasi judiciaire ou si la question porte sur les travaux d'une commission de l'Assemblée ou d'une commission d'enquête dont le rapport n'a pas été déposé à l'Assemblée.

M. Burns allègue que l'article 99 est une règle générale tandis que l'article 171 est une règle particulière; autrement comment expliquer qu'un ministre puisse refuser de répondre à une question qui ne pourrait lui être posée; que c'est seulement l'article 171 qui s'applique dans le présent cas, le fardeau du refus de répondre à la question reposant sur le ministre.

M. Levesque soutient qu'il faut s'en tenir à l'article 99 qui indique qu'il est interdit à un député qui a la parole de parler d'une affaire qui est devant les tribunaux ou devant un organisme quasi judiciaire et qu'il est dangereux que l'Assemblée nationale se substitue à la commission d'enquête et nuise à son travail.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. le Président prend la décision en délibéré.

M. le Président donne une directive quant à la reprise du débat sur la motion de M. Burns proposant que le projet de loi no 99, « Loi modifiant le Code du travail », soit maintenant lu la deuxième fois, après l'adoption le 12 juin dernier d'un amendement reportant à trois mois l'étude de ce projet de loi en deuxième lecture (voir la directive de M. le président au Journal des débats, page 2414).

En vertu de l'article 78 du règlement, avant l'appel des affaires du jour, M. Roy propose que soit tenu un débat d'urgence pour discuter des mesures d'urgence qui s'imposent à l'endroit des producteurs agricoles du Québec aux prises avec des difficultés qui réclament l'intervention immédiate du gouvernement.

may decline to answer, if the question refers to a matter before the courts or a quasi-judicial body or if the question refers to proceedings in a committee of the Assembly or in an inquiry commission the report of which has not been tabled in the Assembly.

Mr Burns alleged that Standing Order 99 was a general rule whereas Standing Order 171 was a particular rule, otherwise how could it be explained that a Minister may refuse to answer a question which he cannot be asked, and that Standing Order 171 is the only one that applied in the present case, with the Minister bearing the responsibility for refusing to answer the question.

Mr Levesque maintained that it was necessary to abide by Standing Order 99, which states that no Member, while speaking, shall be allowed to speak to any matter before the courts or before a quasi-judicial body, and that it would be dangerous for the National Assembly to set itself up as a substitute for the Commission of Inquiry and thus prejudice its work.

After hearing the arguments pro and con, Mr President took the decision under private consideration.

Mr President gave a directive respecting the resumption of the debate on the motion by Mr Burns proposing that bill No. 99, "An Act to amend the Labour Code", be now read the second time, following the adoption of an amendment on June 12th, postponing the examination of the bill in second reading for three months (see the directive by Mr President in the Journal of Debates, page 2414).

Before Business of the Day was called and under Standing Order 78, Mr Roy moved that an emergency debate be held to discuss emergency measures required on behalf of the agricultural producers of the province of Québec who are facing difficulties which require the immediate intervention of the government.

M. le président déclare la motion irrecevable (voir la décision au Journal des débats, page 2414).

Du consentement de M. Lessard, et sur la motion de M. Burns, en vertu de l'article 24 du règlement, l'avis de motion de M. Lessard est modifié à la demande de M. le Président et se lit maintenant comme suit :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de prendre immédiatement les mesures nécessaires au développement de l'agriculture québécoise, notamment celles nécessaires au relèvement des revenus des agriculteurs du Québec. »

M. Levesque donne les avis suivants :

Le mardi 5 novembre 1974 et le jeudi 7 novembre 1974, de dix heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, au Salon rouge, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour l'étude du rapport du Comité d'étude sur l'assurance automobile au Québec.

Le jeudi 31 octobre 1974, à la Salle 91 « A », la Commission permanente des engagements financiers siégera de dix heures et trente minutes et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 4 « Loi constituant la Société Inter-Port de Québec. »

M. Saint-Pierre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Mr President declared the motion inadmissible (see decision by Mr President in the Journal of Debates, page 2414).

With the consent of Mr Lessard, and on motion of Mr Burns, under Standing Order 24, the notice of motion by Mr Lessard was amended at the request of Mr President, and now reads as follows:

“*That* the Assembly do pass censure on the government for its refusal to take immediately the measures required for the development of Québec's agriculture, particularly those necessary to raise the income of the farmers of the province of Québec.”

Mr Levesque gave the following notices:

On Tuesday, November 5th 1974 and on Thursday, November 7th 1974, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit, in the Red Room, at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of the report of the Study Committee on Automobile Insurance in the province of Québec.

On Thursday, October 31st 1974, the Standing Committee on Financial Commitments will sit, in Room 91 “A”, at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 4, “An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company”.

Mr Saint-Pierre informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

A dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

M. Morin propose que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans un mois ».

Mr Morin moved that the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day one month".

Et le débat qui s'élève sur cette motion d'amendement est ajourné sur la motion de M. Saint-Pierre.

And the debate arising on this motion of amendment was adjourned on motion of Mr Saint-Pierre.

A vingt et une heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At twenty-five minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at threc o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 30 octobre 1974

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Hardy:

Rapport annuel des activités de la Commission des biens culturels du Québec, pour la période du 1^{er} juillet 1973 au 31 mars 1974.

(Document de la session no 142.)

Par M. Choquette:

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1974.

(Document de la session no 143.)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement pour l'exercice financier 1973/74.

(Document de la session no 144.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant que le pro-

Wednesday, October 30th 1974

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Hardy:

Annual report of the activities of the Cultural Property Commission of Québec, for the period from July 1st 1973 to March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 142.)

By Mr Choquette:

Annual report of the Legal Services Commission, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 143.)

By Mr Mailloux:

Annual report of the Department of Public Works and Supply, for the 1973/74 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 144.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing that

jet de loi no 99, « Loi modifiant le Code du travail », soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Cournoyer propose que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans six mois ».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

M. Harvey (Jonquière) propose que le débat soit ajourné.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—60.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Morin.—5.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Samson.—2.

En conséquence, le débat sur la motion d'amendement de M. Cournoyer est ajourné.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Le mercredi 6 novembre 1974, à dix heures, au Salon rouge, la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera pour entendre les parties dans le conflit de la United Aircraft Limited.

A dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

bill No. 99, "An Act to amend the Labour Code", be now read the second time.

Mr Cournoyer moved that the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day six months".

And a debate arising on this motion of amendment.

Mr Harvey (Jonquière) moved that the debate be adjourned.

The motion was adopted on the following division:

The debate on the motion of amendment by Mr Cournoyer was accordingly adjourned.

Mr Levesque gave the following notice:

On Wednesday, November 6th 1974, the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit at ten o'clock A.M., in the Red Room, to hear the parties in the dispute at United Aircraft Limited.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 31 octobre 1974

Dix heures

Thursday, October 31st 1974

Ten o'clock A.M.

M. Bienvenue dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Premier bulletin statistique annuel (1973) du ministère de l'Immigration du Québec, intitulé: « L'Immigration au Québec ».

(Document de la session no 145.)

Décision de M. le Président sur l'admissibilité d'une question posée au ministre du Travail et de la Main-d'œuvre par le député de Maisonneuve au cours de la séance du 29 octobre 1974:

L'article 39 du règlement fait devoir au président d'attirer immédiatement l'attention sur toute violation du règlement, sans attendre qu'elle lui soit signalée. C'est en vertu de cet article que j'ai pris l'initiative de prendre en délibéré l'admissibilité ou non de la question posée par le député de Maisonneuve.

C'est à cause de l'existence de l'article 99 que j'ai eu des doutes, *prima facie*, sur l'admissibilité de la question. J'ai eu des

Mr Bienvenue tabled the following document:

First annual statistical bulletin (1973) of the Department of Immigration of Québec, entitled: "Immigration in the province of Québec".

(Sessional Papers, No. 145.)

Decision by Mr President on the admissibility of a question put to the Minister of Labour and Manpower by the Member for Maisonneuve during the sitting of October 29th 1974:

Standing Order 39 makes it the duty of the President to call attention immediately to any breach of the Standing Orders without waiting to have it brought to his notice. It was under this Standing Order that I took the initiative of giving private consideration to the admissibility or inadmissibility of the question asked by the Member for Maisonneuve.

At first glance, my doubts about the admissibility of the question were raised by the existence of Standing Order 99.

doutes parce que, telle que formulée, la question référerait, dans ses prémisses, aux travaux de la Commission Cliche.

L'article 99, paragraphe 4, précise qu'il est interdit à un député qui a la parole « de parler d'une affaire qui est devant les tribunaux ou devant un organisme quasi judiciaire ou d'une affaire qui est sous enquête, lorsque, dans ce dernier cas, les paroles prononcées peuvent être préjudiciables à une personne ».

La Commission Cliche a été constituée, en vertu du décret ministériel 1208-74, sous l'autorité de la Loi des commissions d'enquête (S.R.Q. 1964, ch. 11). Il s'agit donc d'un organisme quasi judiciaire à qui on a confié un mandat particulier.

Pour savoir si la question du député de Maisonneuve concerne l'affaire en cours, il est bon de se référer au mandat même de la Commission d'enquête, tel que précisé par le décret ministériel 3044-74 et que je cite dans la partie qui nous concerne :

« Il est ordonné... que la Commission fasse enquête et rapport et soumette ses recommandations :

- a) sur l'exercice de la liberté syndicale non seulement sur les chantiers de construction proprement dits, mais dans tout le secteur de la construction au Québec;
- b) sur tous les *comportements* non seulement des agents patronaux et syndicaux et des travailleurs, mais de *toutes les personnes physiques* et morales intéressées au secteur de la construction au Québec. »

Il me semble généralement admis que le Président ne puisse accepter une question qui a trait à une affaire *sub judice*, à une affaire qui est devant les tribunaux ou devant un organisme quasi judiciaire ou à une affaire qui est sous enquête, lorsque, dans ce dernier cas, les paroles prononcées peuvent être préjudiciables à une personne. Le règlement est clair à ce sujet et les

I had some doubts, because in the way in which it was formulated, its subject matter referred to the work of the Cliche Commission.

Paragraph 4 of Standing Order 99 specifies that no Member, while speaking, shall be allowed, "to speak to any matter before the courts or before a quasi-judicial body or to any matter under investigation, when, in the latter case, the words spoken could be prejudicial to some person".

The Cliche Commission was appointed by Order in Council 1208-74, under the authority of the Public Inquiry Commission Act (R.S.Q. 1964, ch. 11). It is therefore a matter of a quasi-judicial body which was granted particular terms of reference.

In order to find out if the question by the Member for Maisonneuve touches upon the matter under consideration, it would be expedient to refer to the terms of reference themselves of the Commission of Inquiry, as set forth in Order in Council 3044-74, and I am quoting that portion of them that concerns us:

"It is ordered... that the Commission conduct an inquiry, make a report and submit its recommendations:

- (a) on the exercise of freedom of association not only on building sites properly speaking, but in the entire construction field in the Province of Québec;
- (b) on all *behaviour* not only that of employers' and union agents and workers, but that of all *natural persons* and corporate bodies interested in the construction field in the Province of Québec."

To me, it appears to be generally agreed that the President may not accept any question which refers to any matter that is *sub judice*, to any matter that is before the courts or before a quasi-judicial body or to any matter under investigation, when, in the latter case, the words spoken could be prejudicial to some person. The Standing Orders are clear on this subject,

précédents sont nombreux et concordants pour confirmer cette interprétation.

Si la question du député de Maisonneuve a un rapport quelconque à des « comportements » de « personnes physiques intéressées au secteur de la construction au Québec », il est évident que telle question a trait à une affaire qui est sous enquête puisque c'est là l'essence même du mandat de la Commission Cliche. Si la question du député de Maisonneuve a encore trait au témoignage d'une personne et que ce témoignage concerne le comportement d'une autre personne, comportement qui pourrait faire l'objet d'un examen par la Commission Cliche dans le cadre de son mandat, il est encore évident que telle question ne pourrait être admissible.

A la lumière des faits que j'ai mentionnés et des principes que j'ai établis, il me semble patent que la question du député de Maisonneuve, telle que posée, entre dans le vif du mandat de la Commission Cliche.

En effet, le député de Maisonneuve demande pourquoi le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre a réinstallé dans ses fonctions une personne qui a été décrite devant la Commission Cliche comme le principal responsable du patronage politique dans l'embauche à la Baie James.

La question fait non seulement écho à un témoignage déposé devant la Commission Cliche, mais elle présuppose que le témoignage rendu est véridique, que les commissaires ont accepté ce témoignage comme vrai, et que le comportement de la personne mise en cause par ce témoignage a déjà fait l'objet d'un jugement de la part des commissaires.

Accepter une telle question pourrait porter préjudice à une personne impliquée dans un témoignage; ce serait, de plus, s'immiscer, indirectement pour le moins, dans les travaux d'une commission d'enquête alors que toute la tradition britannique, canadienne et québécoise a toujours

and there are many concordant precedents to confirm this interpretation.

If the question by the Member for Maisonneuve bears any reference at all to the "behaviour" of any "natural persons interested in the construction field in the Province of Québec", it is obvious that the question refers to a matter which is under investigation, as this is the very essence of the terms of reference of the Cliche Commission. If the question by the Member for Maisonneuve also refers to the evidence given by some person and that such evidence concerns the behaviour of some other person, behaviour which could form the subject of an examination by the Cliche Commission, within the framework of its terms of reference, it is also obvious that the question could not be admissible.

In the light of the facts which I have mentioned and the principles that I have established, it appears obvious to me that the question by the Member for Maisonneuve, as asked, enters into the very heart of the terms of reference of the Cliche Commission.

In fact, the Member for Maisonneuve is asking why the Minister of Labour and Manpower reinstated a person who was described before the Cliche Commission as having been the person who was principally responsible for political patronage in the hiring of labour at James Bay.

Not only does the question repeat some evidence laid before the Cliche Commission, but it assumes that the evidence given is truthful, that the commissioners have accepted the evidence as being true, and that the behaviour of the person implicated by such evidence has already been the subject of a judgment by the commissioners.

Accepting such a question could be prejudicial to any person implicated by some evidence. Furthermore, it would be a matter of interfering, at least indirectly, in the work of a commission of inquiry, whereas in Britain, Canada and Québec, the tradition has always been to establish

voulu établir et conserver une distinction nette, pour ne pas dire une certaine distance, entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, d'une part, et le pouvoir judiciaire d'autre part. La Commission Cliche doit pouvoir poursuivre ses travaux dans la plus grande sérénité, sans qu'il n'y ait aucune ingérence de la part de l'Assemblée nationale.

Pour toutes ces raisons, je déclare inadmissible la question du député de Maisonneuve, telle que formulée mardi dernier.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que le nom de M. Bellemare (Johnson) soit ajouté à la liste des membres de toutes les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale, que le quorum de ces commissions soit fixé à huit membres et ceci pour la durée de la présente session.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Lessard propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de prendre immédiatement les mesures nécessaires au développement de l'agriculture québécoise, notamment celles nécessaires au relèvement des revenus des agriculteurs du Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

and maintain a clear distinction, not to say a certain distance, between the legislative power and the executive power, on the one hand, and the judicial power, on the other hand. The Cliche Commission must be able to carry out its work in the greatest serenity, without any meddling by the National Assembly.

For all these reasons, I am stating that the question, as formulated last Tuesday by the Member for Maisonneuve, is inadmissible.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That the name of Mr Bellemare (Johnson) be added to the list of members of all the Parliamentary Standing Committees of the National Assembly, that the quorum of such commissions be fixed at eight members, for the duration of the present session.

The motion was adopted.

In accordance with Standing Order 24, Mr Lessard moved:

That the Assembly do pass censure on the government for its refusal to take immediately the measures required for the development of Québec's agriculture, particularly those necessary to raise the incomes of the farmers of the province of Québec.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debating continuing thereon.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—9

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Denis, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picotte, Pilote, St-Germain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—54.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis a été remis à M. le Président pour le débat de fin de séance par M. Léger, au sujet des nouvelles ententes qui viennent d'être signées entre La Société d'Habitation du Québec, d'une part, et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, d'autre part.

M. Goldbloom a répondu au débat soulevé sur cette question.

A vingt-trois heures trente-six minutes, sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

In accordance with Standing Order 174, a notice was submitted to Mr President for the end of sitting debate by Mr Léger, respecting the new agreements recently signed between the Québec Housing Corporation, the party of the first part, and The Central Mortgage and Housing Corporation, the party of the second part.

Mr Goldbloom replied to the debate raised on this question.

At thirty-six minutes past eleven o'clock P.M., on motion of Mr Bienvenue, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 1er novembre 1974

Dix heures

Avant l'appel des affaires du jour, et en vertu de l'article 78 du règlement, M. Burns propose que soit tenu un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, soit le débrayage progressif des pompiers de Montréal.

M. le Président, après avoir demandé un exposé de la situation au député de Maisonneuve et au Premier ministre, déclare qu'il a suivi l'évolution de la situation depuis hier soir et reconnaît que le problème rencontre les exigences de l'article 78 du règlement, mais qu'il y a danger de faire un débat à l'occasion d'un conflit syndical lorsqu'il y a des négociations en cours, d'autant plus que ce débat ne conduirait à aucune décision de l'Assemblée; que depuis la reprise de la session, le temps de l'Assemblée a surtout été employé à la discussion des motions de l'opposition et qu'il est normal que la séance d'aujourd'hui soit consacrée à la législation du gouvernement.

Friday, November 1st 1974

Ten o'clock A.M.

Before Business of the Day was called, and in accordance with Standing Order 78, Mr Burns proposed that an emergency debate be held to discuss a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely the progressive walk-outs by the Montreal firemen.

After asking the Member for Maisonneuve and the Prime Minister to give an outline of the situation, Mr President declared that he had followed the development of the situation since last evening and that he was aware that the problem met the requirements of Standing Order 78, but that it would be dangerous to hold a debate during a union dispute while negotiations were being held, in addition to the fact that the debate would not lead to any decision by the Assembly, and also that since the resumption of the session, the time of the Assembly had been mainly taken up in debates on motions by the Opposition, and that it was normal for today's sitting to be devoted to government legislation.

M. Drummond propose que le projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

A treize heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Drummond moved that bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

At one o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 5 novembre 1974

Quinze heures

M. Bienvenue dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du ministère de l'Immigration, pour l'exercice financier 1973/74.
(*Document de la session no 146.*)

Une directive de M. le Président à la suite d'une question du chef de l'Opposition, qui désire savoir jusqu'à quel moment il lui est loisible de demander au leader parlementaire du gouvernement s'il a l'intention de référer un projet de loi à une commission parlementaire après sa première lecture.

Le Président déclare qu'à n'importe quel moment, à la période des questions et avant l'appel des affaires du jour, cette question peut être posée au leader parlementaire du gouvernement.

Cependant, il serait préférable que cette demande soit faite immédiatement après la première lecture et avant que le Président, après avoir consulté du regard le leader parlementaire du gouvernement, proclame l'ordre de deuxième lecture pour la prochaine séance. En effet, dès que le Président déclare que la deuxième lecture

Tuesday, November 5th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Bienvenue tabled the following document:

Annual report of the Department of Immigration, for the 1973/74 fiscal year.
(*Sessional Papers, No. 146.*)

Directive by Mr President following a question by the Leader of the Opposition who wished to be informed regarding the time interval during which it would be permissible for him to ask the Government House Leader if he intended to refer a bill to a Parliamentary Committee after its first reading.

Mr President declared that the question could be put to the Government House Leader at any time during the question period and before Business of the Day is called.

However, it would be preferable for the request to be made immediately following the first reading of the bill, and before Mr President, after receiving a glance of approval from the Government House Leader, announces the Order for the second reading of the bill at the next sitting. In fact, as soon as Mr President has an-

sera faite à la prochaine séance ou à une séance subséquente, ceci devient un ordre de l'Assemblée, mais si le leader du gouvernement décide de convoquer une commission après la première lecture, il doit au préalable obtenir la révocation de l'ordre de deuxième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Morin à la motion de M. Saint-Pierre, proposant que le projet de loi no 4, « Loi constituant la Société Inter-Port de Québec », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans un mois ». »

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.—8.

CONTRE NAYS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreau, Bouthin, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Glasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlebourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lamontagne, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Telley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Verreault. 62.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Côté, Lafrance, St-Hilaire.—3.

Et le débat continue sur la motion principale.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Drummond, proposant que le projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts », soit maintenant lu la deuxième fois.

nounced that the second reading of the bill will take place at the next sitting or at a later sitting, it becomes an Order of the Assembly, but if the Government House Leader decides to convene a Committee following the first reading of the bill, he must first of all obtain the rescission of the Order for the second reading of the bill.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Morin to the motion by Mr Saint-Pierre, proposing that bill No. 4, "An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day one month"."

The amendment was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns,

Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.—8.

And the debate continuing on the main motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Drummond, proposing that bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act", be now read the second time.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was then adopted on the following vote:

POUR YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Blank, Bonaier, Bourassa, Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Côté, Denis, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Locours, Léger, Levesque, Mailloux, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Shanks, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—64.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 27 est déferé pour étude à la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 27 was referred to the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, for consideration.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis a été remis à M. le Président pour le débat de fin de séance par M. Charron, au sujet des mesures que le gouvernement entend prendre pour venir en aide aux familles sinistrées, à la suite des incendies de la fin de semaine dernière à Montréal.

In accordance with Standing Order 174, a notice was submitted to Mr President for the end of sitting debate by Mr Charron, respecting the measures which the government intends to take to compensate the families which suffered losses resulting from the fires which took place in Montreal last weekend.

Le Premier ministre a répondu au débat soulevé sur cette question.

The Prime Minister replied to the debate raised on this question.

A vingt-deux heures dix minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At ten minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 6 novembre 1974

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Garneau:

Les états financiers des entreprises du Gouvernement du Québec, pour l'année 1972/73.

(Document de la session no 147.)

Par M. L'Allier:

Rapport des activités du ministère des Communications, pour l'année 1972/73.

(Document de la session no 148.)

Rapport annuel de l'Éditeur officiel du Québec relatif à l'impression, la reliure, la vente, la distribution et les réserves de recueils des lois du Québec, pour l'année 1973.

(Document de la session no 149.)

Par M. Saint-Pierre:

Copie d'une lettre, en date du 17 octobre 1974, adressée par M. Don Jamieson,

Wednesday, November 6th 1974

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Garneau:

The financial statements of Québec Government Enterprises, for 1972/73.

(Sessional Papers, No. 147.)

By Mr L'Allier:

Report of the activities of the Department of Communications, for 1972/73.

(Sessional Papers, No. 148.)

Annual report by the Québec Official Publisher showing the number of copies of the Statutes of Québec printed, bound, sold and distributed, for 1973, and the number of copies remaining in his possession.

(Sessional Papers, No. 149.)

By Mr Saint-Pierre:

Copy of a letter, dated October 17th 1974, forwarded by Mr Don Jamieson,

ministre de l'Expansion Économique Régionale du Canada, à M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, au sujet d'une proposition d'amendement au texte de loi de la Société Inter-Port de Québec, ainsi que le projet de protocole d'entente concernant le mandat et le début des opérations de ladite Société.

(Document de la session no 150.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Léger:

1. Est-il exact que les Abattoirs Laurentiens (comté de Prévost) ont été exemptés des obligations de ne pas déverser leurs déchets organiques solides dans la rivière, malgré les directives des S.P.E. de novembre 1971?

2. Si oui, pour quelles raisons cette tolérance est-elle intervenue?

Réponse par M. Goldbloom:

1. Non.
2. Néant.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre a-t-il un bureau à Québec et à Montréal?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'adresse de ce bureau et le numéro de téléphone?

Réponse par M. Cournoyer:

1. Oui.
2. Montréal: 255, Crémazie est, Montréal 354, Téléphone: 873-4678;
Québec: Édifice « A » bureau 104, Téléphone: 643-4810.

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance, entente ou projet d'entente ou autres documents échangés entre le gouvernement du Qué-

Minister of Regional Economic Expansion of Canada, to Mr Guy Saint-Pierre, Minister of Industry and Commerce of Québec, concerning a proposal for an amendment to the text of the Act to incorporate the Québec Inter-Port Company, together with the draft of the agreement respecting the terms of reference and the beginning of the operation of the said Company.

(Sessional Papers, No. 150.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Léger:

1. Is it true that the Abattoirs Laurentiens (electoral district of Prévost) have been exempted from the obligation not to dump their solid organic waste into the river, in spite of the November 1971 S.P.E. directives?

2. If so, for what reasons has this tolerance been granted?

Answer by Mr Goldbloom:

1. No.
2. Nil.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Does the Minister of Labour and Manpower have an office in Québec and in Montreal?

2. If so, what is the address and telephone number of such office?

Answer by Mr Cournoyer:

1. Yes.
2. Montreal: 255 Crémazie Street East, Montreal 354, Telephone No.: 873-4678;
Québec: Building "A", Room 104, Telephone No.: 643-4810.

On motion of Mr Lessard,—
Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any correspondence, agreement or proposed agreement between the government of Québec, the publicly owned

bec, l'entreprise publique Sidbec-Dosco et la société américaine U.S. Steel ou sa filiale, Québec Cartier Mining, concernant :

a) l'exploitation du gisement de fer de Fire Lake;

b) l'utilisation d'usines existantes ou la construction de nouvelles usines de traitement primaire du minerai de fer en provenance de la Côte-Nord;

c) le transport du minerai ou de ses sous-produits à l'intérieur de cette même région.

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 151.)

M. Levesque propose :

Que la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siège immédiatement, au Salon rouge, pour entendre les parties dans le conflit à la United Aircraft of Canada Limited.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Léger, la motion suivante apparaissant à l'article 15 du feuillet d'aujourd'hui, est retirée :

Que cette Assemblée est d'avis que les taux actuels d'assurance-automobile doivent être gelés jusqu'à ce que la Commission permanente des institutions finan-

firm of Sidbec-Dosco and the American firm of U.S. Steel or its subsidiary, Québec Cartier Mining, respecting :

(a) the development of the Fire Lake iron ore deposit;

(b) the use of existing plants or the construction of new plants for the primary conversion of iron ore from the North Shore;

(c) the transportation of the ore or any of its by-products inside such same region.

Mr Garneau tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 151.)

Mr Levesque moved :

That the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit immediately, in the Red Room, to hear the parties in the dispute at United Aircraft of Canada Limited.

The motion was adopted on the following vote :

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Léger, the following motion put down at Item 15 of today's Agenda Paper, was withdrawn :

That the Assembly is of opinion that present automobile insurance rates should be frozen until the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and

cières, compagnies et coopératives ait fait rapport à ce sujet après avoir entendu les compagnies et personnes intéressées.

Sur la motion de M. Bédard (Chicoutimi), la motion suivante, apparaissant à l'article 16 du feuillet d'aujourd'hui, est retirée:

Que cette Assemblée est d'avis que pour aider les familles les plus démunies à donner à leurs enfants une éducation adéquate, les allocations familiales ne devraient pas être comptabilisées dans les revenus des bénéficiaires de l'aide sociale.

Sur la motion de M. Roy, la motion suivante, apparaissant à l'article 27 du feuillet d'aujourd'hui, est retirée:

Que soit convoquée sans délai la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, avec mandat d'entendre le Vérificateur général, les représentants du Conseil du trésor, ainsi que tout témoin jugé utile par l'un ou l'autre des membres de la Commission aux fins d'étudier les rapports du Vérificateur général pour les années financières se terminant le 31 mars 1970, 1971 et 1972.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Samson, les deux motions apparaissant, à son nom, aux articles 26 et 33 du feuillet d'aujourd'hui, sont fondues en une seule qui fera l'objet du même débat de deux mercredis sans qu'il puisse y avoir de motion de division, laquelle motion se lit maintenant comme suit:

« *Que* cette Assemblée est d'avis de recommander au gouvernement la révision sans délai des barèmes de l'aide sociale aux fins de compenser rétroactivement tous les assistés sociaux qui ont dû subir une diminution à l'occasion de la révision des taux effectifs le 1er janvier 1974, et la révision sans délai des barèmes d'aide sociale inhérents à l'habitation, aux fins de les rendre compatibles avec les coûts réels en ce domaine. »

Cooperatives has made a report on such matter, after having heard the interested companies and persons.

On motion of Mr Bédard (Chicoutimi), the following motion, put down at Item 16 of today's Agenda Paper, was withdrawn:

That the Assembly is of opinion that in order to help the poorest families to provide their children with an adequate education, family allowances should not be included in the incomes of the beneficiaries of social aid.

On motion of Mr Roy, the following motion, put down at Item 27 of today's Agenda Paper, was withdrawn:

That the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue be convened without delay to hear the Auditor-General, the representatives of the Treasury Board and any witnesses deemed useful by any of the members of the Committee, for the purpose of examining the reports of the Auditor-General for the fiscal years ended March 31st 1970, 1971 and 1972.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Samson, the two motions put down in his name at Items 26 and 33 of today's Agenda Paper were combined to form a single motion which shall be the subject of the same debate on two Wednesdays, without any dividing of the question being allowed, which motion now reads as follows:

« *That* the Assembly is of opinion that a revision of the scales of social aid be recommended to the government without delay, for the purpose of providing retroactive compensation to all those receiving social aid who suffered a reduction following the revision of the rates which came into effect on January 1st 1974, and a revision of the rates of social assistance respecting housing, without delay, for the purpose of making them compatible with the real costs in such field. »

M. Samson propose que ladite motion soit adoptée.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bédard (Chicoutimi).

A dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Samson moved that the said motion be adopted.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Bédard (Chicoutimi).

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 7 novembre 1974

Quinze heures

Avant l'appel des affaires du jour et après avoir donné au Président l'avis écrit prévu à l'article 49 du règlement, M. Burns soulève une question de privilège au sujet de l'information voulant qu'un membre de l'Assemblée nationale ait remis sa démission au Premier ministre plutôt qu'au Président de l'Assemblée nationale, comme le prévoit la Loi de la Législature.

Après avoir entendu les arguments de droit du député de Maisonneuve et la négation de cette rumeur par le Premier ministre, le Président déclare que ce fait n'est pas un privilège prévu dans la Loi de la Législature; que dans notre système parlementaire, ni le Parlement fédéral, ni l'Assemblée nationale n'a le pouvoir de créer de nouveaux privilèges.

Il y a deux façons pour un député de démissionner; soit de son siège, par une déclaration à l'Assemblée nationale, soit par une lettre de démission adressée au Président de l'Assemblée nationale, signée par le démissionnaire en présence de deux membres de l'Assemblée.

Thursday, November 7th 1974

Three o'clock P.M.

Before Business of the Day was called and after having given a written notice to Mr President, as provided under Standing Order 49, Mr Burns raised a question of privilege concerning information to the effect that a Member of the National Assembly had submitted his resignation to the Prime Minister rather than to the President of the National Assembly, as provided under the Legislature Act.

After hearing the justifying arguments by the Member for Maisonneuve and the denial of the rumour by the Prime Minister, Mr President declared that such fact was not a privilege provided under the Legislature Act, and that in our parliamentary system, neither the Federal Parliament nor the National Assembly had the power to establish new privileges.

There are two ways in which a Member may resign, either from his seat, by a statement to the National Assembly, or by a letter of resignation written to the President of the National Assembly, signed by the Member so resigning in the presence of two Members of the Assembly.

Puisqu'il n'y a pas eu semblable démission, le Président déclare la question de privilège irrecevable.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège immédiatement, au Salon rouge, pour entendre les parties dans le conflit à la United Aircraft of Canada Limited.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

As there had not been any such resignation, Mr President declared the question of privilege inadmissible.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit immediately, in the Red Room, to hear the parties in the dispute at United Aircraft of Canada Limited.

The motion was adopted on the following vote:

POUR — YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—92.

CONTRE — NAYS:—0.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Morin propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir négligé de mettre en oeuvre une politique intégrée d'indexation du revenu disponible des Québécois, de manière à freiner la baisse du niveau de vie causée par une inflation qu'il se refuse à combattre.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

In accordance with Standing Order 24, Mr Morin moved:

That the Assembly do censure the government for having neglected to establish an integrated indexing policy on the available income of the people of the province of Québec, in order to curb the lowering of the standard of living caused by the inflationary situation which it refuses to fight.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Morin, Roy.—6.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Denis, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Perreault, Picotte, Pilote, Saindon, Springate, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—60.

ABSTENTION:—M./Mr Bellemare (Johnson).—1.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis a été remis à M. le Président pour le débat de fin de séance par M. Burns, afin de savoir si le Premier ministre a l'intention de demander à M. Paul Desrochers de demander à comparaître devant la commission Cliche.

Le Premier ministre a répondu au débat soulevé sur cette question.

A vingt-trois heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

In accordance with Standing Order 174, a notice was submitted to Mr President for the end of sitting debate by Mr Burns, for the purpose of finding out if the Prime Minister had the intention of asking Mr Desrochers to request to appear before the Cliche Commission.

The Prime Minister replied to the debate raised on this question.

At eleven o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 8 novembre 1974

Dix heures

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Première tranche du rapport des Commissaires chargés de la refonte des lois municipales.

(Documents de la session no 152.)

Copie de la convention passée, le 28 octobre 1974, entre La Corporation d'Hébergement du Québec, d'une part, La Société Centrale d'Hypothèques et de logement, d'une deuxième part, et La Société d'Habitation du Québec, d'une troisième part, concernant des projets d'habitation.

(Document de la session no 153.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Le mardi 12 novembre 1974, les commissions permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures et trente minutes et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Friday, November 8th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Goldbloom tabled the following documents:

The first part of the report by the Commissioners entrusted with the revision of the municipal laws.

(Sessional Papers, No. 152.)

Copy of the agreement made October 28th 1974, between La Corporation d'Hébergement du Québec, the party of the first part, The Central Mortgage and Housing Corporation, the party of the second part, and The Québec Housing Corporation, the party of the third part, respecting housing projects.

(Sessional Papers, No. 153.)

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday November 12th 1974, the following Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

Au Salon rouge:

La Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration en vue de continuer à entendre les parties sur les cinq points en litige, dans le conflit à la United Aircraft of Canada Limited;

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, pour étudier le rapport Gauvin.

M. Lalonde propose que le projet de loi no 39, « Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (*Réimpression*) », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Belemare (Johnston), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreau, Erisson, Erown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Denis, Déziel, Dicne, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Goldblom, Harvey (Charlesbourg), Houde (Fabre), Houde (Limouku), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Levesque, Mailleux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Popin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Quenneville, Roy, Samson, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—59.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 39 est déferé pour étude à la Commission permanente des corporations professionnelles.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement ».

M. Tetley informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

In the Red Room:

The Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration for the purpose of continuing to hear the parties in the dispute at United Aircraft of Canada Limited, on the five points in dispute;

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to examine the Gauvin report.

Mr Lalonde moved that bill No. 39, "An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions (*Reprint*)", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following vote:

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 39 was referred to the Standing Committee on Professional Corporations, for consideration.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 26, "Collection Agents Act".

Mr Tetley informed the Assembly that the Honorable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Samson.

A douze heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Mr Tetley moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Samson.

At twelve-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 12 novembre 1974

Quinze heures

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 154.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Le mardi 19 novembre 1974, à dix heures trente minutes, à la Salle 91 « A », la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, siègera pour continuer ses travaux et en particulier entendre le Vérificateur général.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siège au Salon rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, en vue de continuer à entendre les parties sur les cinq points en litige, dans le conflit à la United Aircraft of Canada Limited.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Tuesday, November 12th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Drummond tabled the following document:

Annual report of the activities of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company (REXFOR), for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 154.)

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, November 19th 1974, the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit at ten-thirty o'clock A.M., in Room 91 "A", to continue its work and particularly, to hear the Auditor-General.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit immediately, in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the purpose of continuing to hear the parties in the dispute at United Aircraft of Canada Limited, on the five points in dispute.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—90.

CONTRE—NAYS: 0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Un tableau indiquant la situation actuelle dans l'entreposage des grains de provende.

(Document de la session no 155.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Toupin tabled the following document:

A table showing the present situation concerning the storage of feed grain.

(Sessional Papers, No. 155.)

M. Levesque propose:

Que l'Assemblée procède immédiatement à l'étude de l'article 3 du feuillet d'aujourd'hui, qui se lit comme suit: « Reprise du débat sur la motion de M. Tetley proposant que le projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement », soit maintenant lu la deuxième fois », et ce jusqu'à dix-sept heures, alors qu'il y aura ajournement du débat si l'étude en deuxième lecture dudit projet de loi n'est pas terminée; l'Assemblée entreprendra alors la deuxième lecture du projet de loi no 50, « Loi concernant les droits et libertés de la personne ». Immédiatement après le discours du ministre de la Justice, l'Assemblée suspendra sa séance jusqu'à vingt heures quinze minutes, et alors le chef de l'Opposition fera son exposé.

La motion est adoptée.

Mr Levesque moved:

That the Assembly do proceed immediately with the consideration of Item 3 of today's Agenda Paper, which reads as follows: "Resuming the debate on the motion by Mr Tetley proposing that bill No. 26, "Collection Agents Act", be now read the second time", and do continue such consideration until five o'clock P.M., at which time the debate will be adjourned if the consideration of the said bill in second reading has not been completed, and the Assembly will then undertake the second reading of bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms". Immediately following the speech by the Minister of Justice, the Assembly will suspend its sitting until eight-fifteen o'clock P.M., at which time the Leader of the Opposition will give his speech.

The motion was adopted.

M. Levesque propose:

Que, si la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration a terminé ses travaux à dix-huit heures, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège pour l'étude du projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tetley, proposant que le projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 26 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 50, « Loi concernant les droits et libertés de la personne ».

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A dix-huit heures vingt minutes, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures trente minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Mr Levesque moved:

That, if the Standing Committee of Labour and Manpower, and Immigration has completed its work by six o'clock P.M., the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests do sit for the examination of bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act".

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tetley, proposing that bill No. 26, "Collection Agents Act", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 26 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms".

Mr Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Choquette moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At twenty minutes past six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-thirty o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

M. Morin propose que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans trois mois ».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin.—5.

CONTRE—NAYS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Chagnon, Choquette, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Levesque, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Pilote, Samson, Shanks, St-Germain, Tardif, Tremblay, Veilleux, Verreault.—55.

Le débat sur la motion principale est ajourné sur la motion de M. Cloutier.

Conformément à l'article 174 du règlement, deux avis ont été remis à M. le Président pour le débat de fin de séance.

Le premier avis, par M. Charron, au sujet de la réponse que le ministre de l'Éducation entend donner à la demande du syndicat des enseignants du collège de Valleyfield pour la nomination d'un enquêteur sur le conflit qui dure depuis plusieurs jours.

Le ministre de l'Éducation a répondu au débat soulevé sur cette question.

Le deuxième avis, par M. Lessard, afin de savoir si le ministre de l'Agriculture a l'intention d'instituer une commission d'enquête sur la hausse des prix des aliments et, en particulier, sur le rôle des intermédiaires dans cette augmentation.

Le ministre de l'Agriculture a répondu au débat soulevé sur cette question.

Mr Morin moved that the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day three months".

And a debate arising on this motion of amendment.

The amendment was then rejected on the following division:

The debate on the main motion was adjourned on motion of Mr Cloutier.

In accordance with Standing Order 174, two notices were submitted to Mr President for the end of sitting debate.

The first notice, by Mr Charron, concerning the answer which the Minister of Education intends to give to the request from the Syndicat des enseignants du collège de Valleyfield, respecting the appointment of an investigator on the dispute which has been going on for several days.

The Minister of Education replied to the debate raised on this question.

The second notice, by Mr Lessard, wishing to know if the Minister of Agriculture intended to appoint a commission of inquiry on the increase in the cost of food, and in particular, on the part played by the middleman in this increase.

The Minister of Agriculture replied to the debate raised on this question.

A vingt-deux heures quarante-huit minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At forty-eight minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 13 novembre 1974

Quinze heures

Wednesday, November 13th 1974

Three o'clock P.M.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de sociétés, entreprises ou individus ont déclaré faillite depuis le 12 mai 1970?

2. Quelle a été la masse passive laissée par ces faillites?

3. Quels sont les secteurs d'activités les plus touchés?

4. Combien, parmi ces faillites, ont fait l'objet d'enquête et de procédure judiciaires par le gouvernement?

Réponse par M. Tetley:

La loi des faillites étant une loi fédérale, le ministère des Institutions financières, Companies et Coopératives n'est pas en mesure de répondre à ces questions.

Il faudrait s'adresser au Service fédéral des corporations ou peut-être à Statistics Canada.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many corporations, business undertakings or individuals have been declared bankrupt since May 12th 1970?

2. What was the total amount of the liabilities left by such bankruptcies?

3. What sectors of activity were the ones most affected?

4. How many of such bankruptcies were the subject of inquiries and legal proceedings by the government?

Answer by Mr Tetley:

As the Bankruptcy Act is a federal statute, the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives is not in a position to answer the question.

It would be necessary to refer to the federal Corporations Service or to Statistics Canada.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Pour les années 1971/72, 1972/73 et 1973/74, quels montants ont été versés pour assurer la protection des membres du Conseil exécutif?

2. Quel a été le montant versé pour assurer la protection de chaque ministre, pour chacune de ces trois années?

Réponse par M. Choquette:

En vertu des articles 171 et 176 du règlement de l'Assemblée nationale, il n'est pas d'intérêt public de répondre à cette question.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

À partir de dix heures et trente minutes et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour étudier le rapport Gauvin;

A la Salle 81 « A »:

À partir de dix heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, la Commission permanente des affaires sociales siégera pour l'étude des projets de loi suivants:

Projet de loi no 40.—Loi de la Commission des affaires sociales;

Projet de loi no 41.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

M. Levesque propose:

Que la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siége au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, en vue de continuer à entendre les parties sur les cinq points en litige, dans le conflit à la United Aircraft of Canada Limited.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What amounts were paid out in 1971/72, 1972/73 and 1973/74 to ensure the protection of the members of the Executive Council?

2. What amount was paid out to ensure the protection of each Minister for each of these three years?

Answer by Mr Choquette:

Under Standing Orders 171 and 176 of the National Assembly, it would be against the public interest to answer this question.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow:

In the Red Room:

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the Gauvin report;

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Social Affairs will sit at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of the following bills:

Bill No. 40.—Social Affairs Commission Act;

Bill No. 41.—An Act to amend the Act respecting health services and social services.

Mr Levesque moved:

That the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit immediately, in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the purpose of continuing to hear the parties in the dispute at United Aircraft of Canada Limited, on the five points in dispute.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beau-regard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Elank, Bonnier, Bessé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Samson proposant :

Que cette Assemblée est d'avis de recommander au gouvernement la révision sans délai des barèmes de l'aide sociale aux fins de compenser rétroactivement tous les assistés sociaux qui ont dû subir une diminution à l'occasion de la révision des taux effectifs le 1er janvier 1974, et la révision sans délai des barèmes d'aide sociale inhérents à l'habitation, aux fins de les rendre compatibles avec les coûts réels en ce domaine.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit :

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Samson proposing :

That the Assembly is of opinion that a revision of the scales of social aid be recommended to the government without delay, for the purpose of providing retroactive compensation to all those receiving social aid who suffered a reduction following the revision of the rates which came into effect on January 1st 1974, and a revision of the rates of social assistance respecting housing, without delay, for the purpose of making them compatible with the real costs in such field.

The motion was then rejected on the following division :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Morin, Roy, Samson.—7.

CONTRE—NAYS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Leduc, Levesque, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Shanks, Simard, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—62.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que demain, après les affaires courantes, pendant que l'Assemblée est en séance, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège à la Salle 81 « A », pour l'étude du projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts », et que la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège au Salon Rouge, en vue de continuer à entendre les parties sur les cinq points en litige, dans le conflit à la United Aircraft of Canada Limited.

La motion est adoptée.

A dix-huit heures vingt minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That tomorrow, following Routine Business, while the Assembly is sitting, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests do sit, in Room 81 "A", for the consideration of bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act", and that the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit, in the Red Room, for the purpose of continuing to hear the parties in the dispute at United Aircraft of Canada Limited, on the five points in dispute.

The motion was adopted.

At twenty minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 14 novembre 1974

Quinze heures

Thursday, November 14th 1974

Three o'clock P.M.

M. Lachance, pour M. Boudreault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales, qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 40.—Loi de la Commission des affaires sociales;

Projet de loi no 41.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

(Document de la session no 156.)

Déclaration ministérielle de M. Parent (Hull), ministre de la Fonction publique, relativement à une entente conclue entre le gouvernement et les représentants syndicaux des agents de la paix, en vue de signer une nouvelle convention collective de travail.

M. Levesque propose:

Que l'ordre de l'Assemblée, adopté hier à l'effet de tenir aujourd'hui une séance de la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration, en vue de continuer à entendre les parties

On behalf of Mr Boudreault, the appointed reporter, Mr Lachance tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs, which examined the following bills, after first reading:

Bill No. 40.— Social Affairs Commission Act;

Bill No. 41.— An Act to amend the Act respecting health services and social services.

(Sessional Papers, No. 156.)

Ministerial declaration by Mr Parent (Hull), Minister of the Civil Service, respecting an agreement made between the government and the union representatives of the security agents, for the purpose of signing a new collective labour agreement.

Mr Levesque moved:

That the Order of the Assembly, adopted yesterday, for the holding of a sitting today by the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, for the purpose of continuing to hear the

sur les cinq points en litige dans le conflit à la United Aircraft of Canada Limited, soit révoqué.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

parties in the dispute at United Aircraft of Canada Limited, on the five points in dispute, be rescinded.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beaugregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy.—7.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Le mardi 19 novembre 1974, à dix heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

Au Salon Rouge :

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour étudier le rapport Gauvin;

A la Salle 91 « A » :

La Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siégera aux fins de poursuivre ses travaux, et en particulier, d'entendre le Vérificateur général.

Conformément à l'ordre de l'Assemblée adopté hier, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement, à la Salle 81 « A », pour l'étude du projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts ».

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, November 19th 1974, the following Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit to examine the Gauvin report;

In Room 91 "A":

The Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit for the purpose of continuing its work, and particularly, to hear the Auditor-General.

In accordance with the Order of the Assembly, adopted yesterday, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately, in Room 81 "A", for the consideration of bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act".

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Choquette, proposant que le projet de loi no 50, « Loi concernant les droits et libertés de la personne », soit maintenant lu la deuxième fois.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée à l'unanimité, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Après l'adoption de la deuxième lecture du projet de loi no 50, « Loi concernant les droits et libertés de la personne », M. Levesque propose qu'il soit envoyé pour étude à la Commission parlementaire de la justice et que les règles de pratique des commissions parlementaires après la première lecture des projets de loi soient appliquées, afin qu'après publication des avis dans la *Gazette officielle*, la commission puisse recevoir des mémoires et entendre les personnes intéressées.

MM. Roy, Morin et Léger objectent que cette motion est irrégulière, ne peut être faite en vertu de l'article 122 du règlement et aurait dû être faite après la première lecture.

M. Levesque dit qu'il faut s'en tenir à l'esprit plutôt qu'à la lettre du règlement et demande un vote sur cette motion.

Le président, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, demande le consentement unanime de l'Assemblée pour que cette motion soit mise aux voix. Ce consentement lui étant refusé, il déclare qu'à ce stade de la procédure, en vertu de l'article 122 du règlement, deux motions peuvent être faites par le leader parlementaire du gouvernement, soit une

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Choquette, proposing that bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The motion was then unanimously adopted, the said bill was accordingly read the second time.

Following the adoption of the second reading of bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms", Mr Levesque proposed that it be referred to the Standing Committee on Justice for examination, and that the Rules of Procedure for Standing Committees following the first reading of bills be applied thereto, so that following the publishing of the notices in the *Official Gazette*, the Committee may receive briefs and hear interested persons.

Messrs Roy, Morin and Léger alleged that the motion was irregular, and could not be made under Standing Order 122, and should have been made after the first reading.

Mr Levesque stated that it was necessary to abide by the spirit rather than by the letter of the Standing Orders, and asked for a vote on the motion.

After hearing the arguments pro and con, Mr President asked for the unanimous consent of the Assembly so that the motion could be put to the vote. Such consent being refused him, he declared that at this stage of the procedure, two motions could be made by the Government House Leader under Standing Order 122, either to refer the bill to the appropriate Select Com-

pour envoyer le projet de loi à la commission élue appropriée, c'est une motion non annoncée, qui n'est pas susceptible de débat ni d'amendement; ou l'autre, non annoncée, du leader parlementaire du gouvernement, qui peut décider de l'envoyer plutôt en commission plénière. Cette dernière motion n'est pas susceptible d'amendement, mais chaque parti reconnu a droit à un discours d'une durée d'au plus vingt minutes.

Puis, conformément à l'article 152 du règlement, à la suite d'une motion annoncée, l'Assemblée pourra, par des instructions spéciales, étendre les pouvoirs d'une commission élue et permettre à cette commission de recevoir des mémoires et des témoins à la suite d'avis dans la *Gazette officielle*.

Ou encore, suivant l'article 154 du règlement, la commission pourra elle-même consentir à ce qu'il y ait des auditions publiques.

En conséquence, la motion d'envoi à la commission élue appropriée, telle que formulée par le leader parlementaire du gouvernement, est irrecevable.

M. Levesque propose que le projet de loi no 50, « Loi concernant les droits et libertés de la personne », soit déféré pour étude à la Commission permanente de la justice.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malouin, Marchand, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Roy, Shanks, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—62.

CONTRE—NAYS:—0.

mittee, which is a motion without notice which cannot be debated or amended, or the other, without notice, by the Government House Leader, who may decide to refer it instead to the Committee of the Whole. Such latter motion cannot be amended, but each recognized party is entitled to one speech limited to twenty minutes.

Then, in accordance with Standing Order 152, following a motion of which notice has been given, the Assembly shall, by special instructions, extend the powers of any Select Committee and allow such Committee to receive briefs and hear witnesses following a notice in the *Official Gazette*.

Or, in addition, in accordance with Standing Order 154, the Committee itself may decide if public hearings will be held.

Therefore, the motion to refer the bill to the appropriate Select Committee, as formulated by the Government House Leader, was inadmissible.

Mr Levesque moved that bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms", be referred to the Standing Committee on Justice, for consideration.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi no 50 est déferé pour étude à la Commission permanente de la justice.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis a été remis à M. le Président pour le débat de fin de séance par M. Roy, concernant la situation actuelle dans l'entreposage des grains de provende.

Le ministre de l'Agriculture a répondu au débat soulevé sur cette question.

A vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill No. 50 was accordingly referred to the Standing Committee on Justice, for consideration.

In accordance with Standing Order 174, a notice was submitted to Mr President for the end of sitting debate by Mr Roy, respecting the present situation concerning the storage of feed grain.

The Minister of Agriculture replied to the debate raised on this question.

At fifty-five minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 19 novembre 1974

Quinze heures

Tuesday, November 19th 1974

Three o'clock P.M.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 66, « Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 66, "An Act respecting the Montreal Urban Community", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Lincilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 66 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 66 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Goldbloom:

Rapport annuel des activités du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 157.)

Par M. Lalonde:

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 158.)

Rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 159.)

La Revue du Notariat, supplément pour juin-juillet 1974, volume 76.

(Document de la session no 160.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974.

(Document de la session no 161.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 avril 1974.

(Document de la session no 162.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 163.)

Au cours de la période des questions, M. Samson demande au Premier ministre s'il peut donner la réponse qu'il s'était engagé à donner après la tenue du conseil des ministres, relativement aux mesures que le gouvernement entend prendre sur la question de la menace de déportation de certains Haïtiens.

The following documents were tabled:

By Mr Goldbloom:

Annual report of the activities of the Advisory Council on the Environment, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 157.)

By Mr Lalonde:

Annual report of the Order of Optometrists of Québec, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 158.)

Annual report of the Order of Chartered Accountants of Québec, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 159.)

La Revue du Notariat, supplément for June-July 1974, volume 76.

(Sessional Papers, No. 160.)

Annual report of The Professional Corporation of Forest Engineers of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 161.)

Annual report of The Professional Corporation of Certified General Accountants of Québec, for the fiscal year ended April 30th 1974.

(Sessional Papers, No. 162.)

Annual report of The Professional Corporation of Guidance Counsellors of Québec, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 163.)

During the question period, Mr Samson asked the Prime Minister if he could give the answer which he had promised to give after the holding of a Cabinet meeting, respecting the measures which the government intends to take on the matter of the threatened deportation of certain Haitians.

M. Levesque soulève un point de règlement et objecte que cette question est irrecevable parce qu'elle se réfère à une affaire inscrite au feuillet, soit la motion de censure du député de Rouyn-Noranda, le tout conformément à l'article 99, paragraphe 2 du règlement.

M. Burns soutient que poser une question sur les Haïtiens, ce n'est pas se référer à une affaire inscrite au feuillet; que ce n'est pas l'économie de notre règlement car il suffirait d'inscrire une motion au feuillet pour que les députés ne puissent plus parler du sujet de cette motion.

M. Bienvenue affirme qu'on ne peut parler de ce sujet et il cite l'article 63, paragraphe 2 du règlement, qui stipule qu'une motion ne doit pas soulever une question identique au fond à une question qui est alors inscrite ou annoncée au feuillet, et 171, premièrement, sous-paragraphe c), dit qu'un ministre ou un député peut refuser de répondre si une question porte sur les travaux d'une commission de l'Assemblée; ces deux articles, par analogie, permettent de comprendre l'intention de l'auteur du règlement en semblable matière.

M. le Président déclare qu'il y a une certaine ouverture dans l'interprétation de l'ancien règlement et même du nouveau, que malgré la prohibition stipulée à l'article 99, il peut permettre une question se rapportant au sujet même d'une motion déjà inscrite au feuillet, parce qu'il pourrait se produire des faits nouveaux avant que cette motion ne soit appelée.

De plus, considérant la protection dont jouissent les ministres quant aux questions, en vertu de l'article 171 du règlement, où il est stipulé qu'un ministre peut refuser de répondre à une question

Mr Levesque raised a point of procedure and objected that the question was inadmissible because it referred to a matter put down upon the Agenda Paper, to wit, the motion of non-confidence by the Member for Rouyn-Noranda, the whole in accordance with paragraph 2 of Standing Order 99.

Mr Burns maintained that asking a question about the Haitians did not imply a reference to any matter put down upon the Agenda Paper, that it was not the procedure in our Standing Orders as it would be sufficient to put a motion down upon the Agenda Paper so that the Members would no longer be able to speak to the subject of the motion.

Mr Bienvenue asserted that the matter could not be spoken to and he quoted paragraph 2 of Standing Order 63, which stipulates that a motion must not raise a question substantially identical with one then standing on or notified in the Agenda Paper, and first of all, sub-paragraph (c) of Standing Order 171, states that a Minister or Member to whom a question is addressed may decline to answer if the question refers to the proceedings in a Committee of the Assembly, and by analogy, these two Standing Orders make it possible to understand the intentions of the author of the Standing Orders in similar matters.

Mr President declared that there was a certain latitude in the interpretation of the previous Standing Orders and even of the new ones, that in spite of the prohibition stipulated in Standing Order 99, he could allow a question which referred to the very subject of a motion already put down upon the Agenda Paper, because new facts could be brought out prior to the motion being called.

Furthermore, considering the protection afforded to Ministers respecting questions, under Standing Order 171, where it is stipulated that a Minister may decline to answer a question or that he may take

ou qu'il peut en prendre avis, M. le Président déclare recevable la question du député de Rouyn-Noranda.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège à la Salle 91 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, aux fins de poursuivre ses travaux, et en particulier, d'entendre le Vérificateur général.

M. Bienvenue propose que le projet de loi no 46, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron.

A dix-sept heures cinquante et une minutes, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

A la reprise des travaux à vingt heures quinze minutes, M. le Président rend la décision suivante relativement à la motion d'urgence proposée par M. Bédard (Chicoutimi) avant l'appel des affaires du jour, conformément à l'article 78 du règlement, pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée, et dont l'étude s'impose d'urgence, soit l'offre d'achat de La Compagnie Price Limitée, par la compagnie Abitibi Paper Limited, de Toronto, décision qu'il avait alors prise en délibéré.

M. le Président déclare qu'après consultation avec les leaders des divers partis, il a obtenu un consensus afin que ce débat soit tenu de vingt et une heures trente à vingt-deux heures, le temps imparti à

notice of it, Mr President declared the question by the Member for Rouyn-Noranda admissible.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately, in the Room 91 "A", and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the purpose of continuing its work, and particularly, to hear the Auditor-General.

Mr Bienvenue moved that bill No. 46, "An Act to amend the Immigration Department Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Charron.

At fifty-one minutes past five o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

When work was resumed at fifteen minutes past eight o'clock P.M., Mr President rendered the following decision respecting an emergency motion proposed by Mr Bédard (Chicoutimi) before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, to debate a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, to wit, the offer made by the Abitibi Paper Company Limited, of Toronto, to purchase The Price Company Limited, which decision he had taken under consideration.

Mr President declared that after having consulted the Leaders of the various parties, he had obtained an agreement for the debate to be held from nine-thirty o'clock P.M. until ten o'clock P.M., with

chaque parti politique étant le suivant: le proposeur de la motion, représentant le Parti Québécois, pourra parler pendant dix minutes; les représentants du Ralliement Créditiste et de l'Union Nationale, pendant cinq minutes chacun et un représentant du gouvernement, pendant dix minutes. Le consentement unanime de l'Assemblée est accordé pour cet arrangement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 7, « Loi sur les assurances ».

M. Tetley informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 7 est déferé pour étude à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives.

A vingt et une heures trente minutes, le débat d'urgence est tenu.

A vingt-deux heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

the time being allotted to each political party in the following manner: the proposer of the motion, representing the Parti Québécois, would be allowed to speak for ten minutes, the representatives of the Social Credit Rally and the Union Nationale, five minutes each, and a representative of the government, for ten minutes. The unanimous consent of the Assembly had been granted for such arrangement.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 7, "An Act respecting insurance".

Mr Tetley informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tetley moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 7 was referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for consideration.

At nine-thirty o'clock P.M., the emergency debate was held.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 20 novembre 1974

Quinze heures

M. Boutin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 164.)

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Massé:

Rapport annuel du ministère des Richesses naturelles, pour l'année 1972/73.

(Document de la session no 165.)

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploitation minière (SOQUEM), pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 166.)

Wednesday, November 20th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Boutin, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, which examined bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act", following its second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 164.)

The following documents were tabled:

By Mr Massé:

Annual report of the Department of Natural Resources, for 1972/73.

(Sessional Papers, No. 165.)

Annual report of the Québec Mining Exploration Company (SOQUEM), for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 166.)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel de la Société des traversiers Québec-Lévis, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974.

(*Document de la session no 167.*)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du projet de loi concernant le règlement de la grève illégale des employés de la CTCUM.

M. Levesque, pour M. Cournoyer, dépose sur le bureau de la Chambre un document relatif à cet ordre.

(*Document de la session no 168.*)

M. Charron propose:

Que cette Assemblée recommande au ministre de l'Éducation de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que tous les étudiants québécois aient acquis, à la fin de leurs études secondaires, une connaissance adéquate de l'histoire, en particulier de celle de la nation québécoise.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cloutier.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à partir de dix heures et trente minutes et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, siégera pour l'étude du rapport Gauvin.

A dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

By Mr Mailloux:

Annual report of the Québec-Lévis Ferry Company, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(*Sessional Papers, No. 167.*)

On motion of Mr Bellemare (Johnson),—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the bill concerning the settling of the illegal strike by the employees of the MUCTC.

Mr Levesque, on behalf of Mr Cournoyer, tabled a document respecting this Order.

(*Sessional Papers, No. 168.*)

Mr Charron moved:

That the Assembly do advise the Minister of Education to take the required measures immediately, so that when all the students of the province of Québec have completed their secondary school studies, they will have acquired an adequate knowledge of its history, and particularly that of the *nation québécoise*.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Cloutier.

Mr Levesque gave the following notice:

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit tomorrow at ten-thirty o'clock A.M., in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the Gauvin report.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 21 novembre 1974

Quinze heures

Déclaration ministérielle de M. Mailloux, ministre des Transports, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, relativement à un nouvel échéancier pour l'émission des plaques d'immatriculation des véhicules automobiles pour l'année 1975, à la suite de l'incendie qui a détruit l'usine de fabrication de ces plaques.

L'ordre du jour appelle l'article 1 du feuillet, soit la motion privilégiée suivante (en vertu de l'article 24 du règlement), au nom de M. Samson, qui se lit comme suit:

« *Que* cette Assemblée est d'avis que le gouvernement est à blâmer pour avoir négligé d'exercer toutes les démarches d'urgence qui s'imposent auprès des autorités et organismes compétents pour empêcher la déportation massive de nombreux Haïtiens actuellement au Québec. »

Vu l'absence du proposeur de la motion, en raison de la tempête de neige qui s'abat sur le Québec, ladite motion est reportée à la prochaine séance, à la suggestion de M. le Président et du consentement unanime de l'Assemblée.

Thursday, November 21st 1974

Three o'clock P.M.

Ministerial declaration by Mr Mailloux, Minister of Transport, Public Works and Supply, respecting a new time limit for the issuing of motor vehicle registration markers for 1975, following the fire which destroyed the plant which manufactures the markers.

The Order of the Day being read for Item 1 of the Agenda Paper, to wit, the following motion of privilege (under Standing Order 24), in the name of Mr Samson, which reads as follows:

“*That* the Assembly is of opinion that the government must be censured for having neglected to make all the essential emergency representations to the competent authorities and bodies to prevent the mass deportation of many Haitians at present living in the province of Québec.”

In view of the absence of the proposer of the motion, because of the snow storm which was sweeping Québec, the said motion was postponed until the next sitting, at the suggestion of Mr President and with the unanimous consent of the Assembly.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 66, « Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bellemare (Johnson), Boutin, Cadieux, Denis, Déziel, Dionne, Fortier, Gallienne, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Lachance, Lacroix, Lafrance, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Mercier, Ostiguy, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Saindon, Tetley, Vaillancourt, Vallières.—35.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin, Séguin.—6.

ABSTENTION: M./Mr Caron.—1.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 66 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Le mardi 26 novembre 1974, à dix heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour étudier le rapport Gauvin;

A la Salle 91 « A »:

La Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siégera aux fins de poursuivre ses travaux, et en particulier, d'entendre le Vérificateur général.

A dix-sept heures quinze minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Mr Goldbloom moved that bill No. 66, "An Act respecting the Montreal Urban Community", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

On motion of Mr Levesque, bill No 66 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The said bill was accordingly read the second time.

On Tuesday, November 26th 1974, the following Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, November 26th 1974, the following Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit to examine the Gauvin report;

In Room 91 "A":

The Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit for the purpose of continuing its work, and particularly, to hear the Auditor-General.

At fifteen minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 26 novembre 1974

Quinze heures

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

La liste des correctifs qui ont été apportés à la révision du programme des prêts-bourses.

(Document de la session no 169.)

Commentaires et recommandations du ministère de l'Éducation sur le plan de retour à l'équilibre budgétaire de l'Université de Sherbrooke, en date du 20 novembre 1974, et aussi les commentaires soumis par le ministre de l'Éducation concernant le même sujet.

(Document de la session no 170.)

M. Levesque propose:

Que l'ordre du jour, adopté le 12 novembre 1974, pour étudier de nouveau en commission plénière le projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement », ainsi que l'ordre, adopté le même jour, pour l'envoi dudit projet de loi pour étude à la commission plénière, soient révoqués.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Tuesday, November 26th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Cloutier tabled the following documents:

A list of the corrective measures made following the revision of the loans and scholarships programme.

(Sessional Papers, No. 169.)

Commentaries and recommendations dated November 20th 1974, by the Department of Education on the plan for the restoration of a balanced budget at the University of Sherbrooke, together with the comments made by the Minister of Education concerning the same matter.

(Sessional Papers, No. 170.)

Mr Levesque moved:

That the Order of the Day, adopted November 12th 1974, for the consideration of bill No. 26, "Collection Agents Act", again in Committee of the Whole, together with the Order, adopted on the same day, for the said bill to be referred to the Committee of the Whole for consideration, be rescinded.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rcsement), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Ecudreault, Eoutin, Ercown, Burns, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Mcrin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement », est déferé pour étude à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui siégera immédiatement à la Salle 81 « A ».

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Samson propose:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement est à blâmer pour avoir négligé d'exercer toutes les démarches d'urgence qui s'imposent auprès des autorités et organismes compétents pour empêcher la déportation massive de nombreux Haïtiens actuellement au Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

On motion of Mr Levesque, bill No. 26, "Collection Agents Act", was referred for consideration to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which will sit immediately in Room 81 "A".

In accordance with Standing Order 24, Mr Samson moved:

That the Assembly is of opinion that the government must be censured for having neglected to make all the essential emergency representations to the competent authorities and bodies to prevent the mass deportation of many Haitians at present living in the province of Québec.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charren, Morin, Roy, Samsen.—7.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brown, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fraser, Gallienne, Garneau, Glassen, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—57.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis a été remis à M. le Président pour le débat de fin de séance par M. Bédard (Chicoutimi), concernant les conséquences de la vente d'actions de La Compagnie Price Limitée à la compagnie Abitibi Paper Limited.

Le Premier ministre a répondu au débat soulevé sur cette question.

A vingt-trois heures quinze minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

In accordance with Standing Order 174, a notice was submitted to Mr President for the end of sitting debate by Mr Bédard (Chicoutimi), concerning the results of the sale of Price Company Limited shares to the Abitibi Paper Company Limited.

The Prime Minister replied to the debate raised on this question.

At fifteen minutes past eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 27 novembre 1974

Quinze heures

Wednesday, November 27th 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 61, « Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics », est présenté par M. Parent (Hull).

M. Parent (Hull) propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 61, "An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan", was introduced by Mr Parent (Hull).

Mr Parent (Hull) moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Eacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornélius, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Gasson, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Simard, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 61 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Parent (Hull):

Projet de loi no 62.—Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires;

Projet de loi no 63.—Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.

Par M. Levesque, pour M. Goldbloom:

Projet de loi no 76.—Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Cournoyer:

Le rapport de M. Roland Martel, le conciliateur dans le différend entre le Pavillon Saint-Dominique et le Syndicat des employés dudit Pavillon (CSN), au sujet d'une nouvelle convention collective de travail.

(Document de la session no 171.)

Par M. Levesque, pour M. Lalonde:

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974.

(Document de la session no 172.)

Par M. Garneau:

Un fascicule sur les états financiers du Québec, pour l'année terminée le 31 mars 1974.

(Document de la session no 173.)

Bill No. 61 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Parent (Hull):

Bill No. 62.—An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan;

Bill No. 63.—An Act to amend the Teachers Pension Plan.

By Mr Levesque, on behalf of Mr Goldbloom:

Bill No. 76.—An Act to amend the Act to promote the regroupment of municipalities.

The following documents were tabled:

By Mr Cournoyer:

The report by Mr Roland Martel, the conciliation officer in the dispute between the Pavillon Saint-Dominique and the Union of the employees of the said Pavillon (CNTU), concerning a new collective labour agreement.

(Sessional Papers, No. 171.)

By Mr Levesque, on behalf of Mr Lalonde:

Annual report of The Order of Nurses of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 172.)

By Mr Garneau:

A booklet showing the financial statements of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 173.)

QUESTION ET RÉPONSE

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien d'assistés sociaux ont trouvé emploi dans le secteur agricole en 1973/74 en vertu de « Opération Placement », annoncée en juillet 1973 par le ministre de l'Agriculture ?

2. Dans quelles régions ?

3. Combien d'agriculteurs ont réclamé leurs services ?

4. Combien de demandes ont été :

a) acceptées;

b) différées;

c) refusées ?

5. Quel ministère, organisme ou direction générale a la responsabilité de sélectionner :

a) les assistés sociaux;

b) les agriculteurs ?

6. Combien a été prévu à cette fin et à quel programme budgétaire ?

7. Combien a été dépensé à cette fin ?

8. A quelles fins le solde a-t-il été utilisé ?

Réponse par M. Toupin:

1. Huit (8) assistés sociaux.

2. Dans la région de Saguenay-Lac

St-Jean: 4 assistés sociaux;

dans la région de Nicolet: 1 assisté social;

dans l'Est du Québec: 2 assistés sociaux;

dans la région de Québec (Portneuf): 1 assisté social.

3. Six (6) agriculteurs ont réclamé leurs services.

4. a) 81;

b) néant;

c) 4.

5. a) Le ministère des Affaires sociales et le ministère du Travail et de la Main-d'œuvre avec les agriculteurs-employeurs;

b) le ministère de l'Agriculture.

6. \$1,000,000.00 au programme 03.01.

7. \$3,159.95.

QUESTION AND ANSWER

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many persons on social assistance found employment in the agricultural sector in 1973/1974 through "Operation Employment", announced in July 1973 by the Minister of Agriculture ?

2. In what regions ?

3. How many farmers requested their services ?

4. How many requests:

(a) were accepted;

(b) were postponed;

(c) were refused ?

5. Which Department, body or branch had the responsibility of selecting:

(a) the persons on social assistance;

(b) the farmers ?

6. How much was provided for such purpose and in which budgetary programme ?

7. How much was spent for such purpose ?

8. For what purposes was the balance used ?

Answer by Mr Toupin:

1. Eight (8) persons on social assistance.

2. In the Saguenay-Lake St. John re-

gion: 4 persons on social assistance;

in the Nicolet region: 1 person on social assistance;

in Eastern Québec: 2 persons on social assistance;

in the Québec city region (Portneuf): 1 person on social assistance.

3. Six (6) farmers requested their services.

4. (a) 81;

(b) nil;

(c) 4.

5. (a) The Department of Social Affairs and the Department of Labour and Manpower with the farmer-employers;

(b) the Department of Agriculture.

6. \$1,000,000.00 from Programme 03.01.

7. \$3,159.95.

8. Il a été retourné au fonds consolidé de la province.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de sociétés d'agriculture ont cessé leurs activités depuis le 10 mai 1970?

2. Combien ont été dissoutes?

3. Combien chacune avait-elle reçu en subventions de toute nature?

4. En faveur de qui a-t-on disposé des biens, meubles et immeubles de ces sociétés dans chaque cas?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 174.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de tous les arrêtés en conseil adoptés par le Conseil exécutif depuis le premier avril 1972, autorisant le ministère de l'Agriculture à émettre des lettres patentes sans que les conditions du billet de location aient été remplies.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 175.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du contrat signé par le ministère de l'Agriculture et la compagnie Jasper, Wyman and Sons, pour le traitement du bleuet à l'usine de congélation de Saint-Bruno.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 176.)

8. It was returned to the consolidated fund of the province.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many agricultural associations have ceased their activities since May 10th 1970?

2. How many were dissolved?

3. How much had each one received in the form of grants of any kind?

4. In whose favour were the assets, furniture and immoveables disposed of in each case?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 174.)

On motion of Mr Bellemare (Johnson),—

Ordered, that there be laid before the House:

Copies of all the Orders in Council adopted by the Executive Council since April 1st 1972, authorizing the Department of Agriculture to issue letters patent without the conditions respecting the location ticket having been fulfilled.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 175.)

On motion of Mr Bellemare (Johnson),—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the contract signed by the Department of Agriculture and the firm of Jasper, Wyman and Sons, for the processing of blueberries at the Saint-Bruno cold storage plant.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 176.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures et trente minutes et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, siégera pour étudier le rapport Gauvin;

A la Salle 91 « A »:

La Commission permanente des engagements financiers siégera.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, siège immédiatement, à la Salle 81 « A », pour l'étude du projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement ».

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Charron proposant:

« *Que* cette Assemblée recommande au ministre de l'Éducation de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que tous les étudiants québécois aient acquis, à la fin de leurs études secondaires, une connaissance adéquate de l'histoire, en particulier de celle de la nation québécoise. »

M. Cloutier propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant tous les mots après le mot « québécois » dans la quatrième ligne et en les remplaçant par les suivants: « du secondaire soient tenus de s'inscrire, dans le cadre de la révision entreprise des programmes d'études, à un cours d'histoire dont le contenu portera sur l'histoire du Canada et, en particulier, sur l'histoire du Québec. »

La motion d'amendement est adoptée.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit to examine the Gauvin report;

In Room 91 « A »:

The Standing Committee on Financial Commitments will sit.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit immediately, in Room 81 "A", for the examination of bill No. 26, "Collection Agents Act".

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Charron proposing:

"That the Assembly do advise the Minister of Education to take the required measures immediately, so that when all the students of the province of Québec have completed their secondary school studies, they will have acquired an adequate knowledge of its history, and particularly that of the *nation québécoise*."

Mr Cloutier moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "when", in the third line thereof, and by striking out all the words after the word "Québec", in the fourth line thereof, and replacing them by the following: "attending secondary schools be required, within the framework of the revision undertaken respecting the study programmes, to register for a history course, the contents of which shall cover the history of Canada, and in particular, the history of the province of Québec."

The motion of amendment was adopted.

Et le débat continue sur la motion principale, telle qu'amendée, qui se lit maintenant comme suit :

« *Que* cette Assemblée recommande au ministre de l'Éducation de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que tous les étudiants québécois du secondaire soient tenus de s'inscrire, dans le cadre de la révision entreprise des programmes d'études, à un cours d'histoire dont le contenu portera sur l'histoire du Canada et, en particulier, sur l'histoire du Québec. »

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Éérard, Berthiaume, Bonnier, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Giasson, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Merin, Ostiguy, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—65.

CONTRE—NAYS:—0.

A dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

And the debate continuing on the main motion, as amended, which now reads as follows:

"*That* the Assembly do advise the Minister of Education to take the required measures immediately, so that all the students of the province of Québec attending secondary schools be required, within the framework of the revision undertaken respecting the study programmes, to register for a history course, the contents of which shall cover the history of Canada, and in particular, the history of the province of Québec."

The motion was then adopted on the following vote:

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 28 novembre 1974

Quinze heures

Thursday, November 28th 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 64, « Loi modifiant le Régime de rentes du Québec », est présenté par M. Forget.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 64, "An Act to amend the Québec Pension Plan", was introduced by Mr Forget.

M. Forget moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 64 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 64 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre :

The following documents were tabled :

Par M. Forget:

L'analyse actuarielle spéciale de la Régie des rentes du Québec, modifiant celle de novembre 1973.

(Document de la session no 177.)

Par M. le Président:

Le rapport de l'étude sur l'utilisation possible pour fins municipales et scolaires des listes électorales permanentes, en date du 28 novembre 1974.

(Document de la session no 178.)

Le rapport du comité consultatif sur les indemnités et allocations des Parlementaires du Québec, en date du 12 novembre 1974.

(Document de la session no 179.)

Par M. Saint-Pierre:

Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec (SDI), pour l'exercice terminé le 31 mars 1974.

(Document de la session no 180.)

M. Garneau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 28 novembre 1974.

(Document de la session no 2-A.)

Sur la motion de M. Levesque, tous les crédits supplémentaires sont envoyés pour étude à la commission plénière.

By Mr Forget:

Special Actuarial Analysis by the Québec Pension Board, rectifying the analysis of November 1973.

(Sessional Papers, No. 177.)

By Mr President:

A report, dated November 28th 1974, on the study made concerning the possible use of the permanent electoral lists for municipal and school elections.

(Sessional Papers, No. 178.)

A report, dated November 12th 1974, by the Advisory Committee on the Salaries and Allowances of the Parliamentarians of the Province of Québec.

(Sessional Papers, No. 179.)

By Mr Saint-Pierre:

Annual report of the Québec Industrial Development Corporation (QIDC), for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 180.)

Mr Garneau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1975, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, November 28th 1974.

(Sessional Papers, No. 2-A.)

On motion of Mr Levesque, all the Supplementary Estimates of Expenditure were referred to the Committee of the Whole for consideration.

M. Massé propose que le projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi du régime des eaux », soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Massé moved that bill No. 15, "An Act to amend the Watercourses Act", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Ciaccia, Denis, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Giasson, Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—50.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—9.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 15 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière.

On motion of Mr Levesque, bill No. 15 was committed and considered in Committee of the Whole.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Le projet de loi no 15 est alors amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Bill No. 15 was then amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Sur la motion de M. Drummond, le projet de loi no 55, « Loi modifiant la Loi du ministère des terres et forêts », est lu la deuxième fois.

On motion of Mr Drummond, bill No. 55, "An Act to amend the Lands and Forests Department Act", was read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 55 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

On motion of Mr Levesque, bill No. 55 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Toupin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lessard.

A vingt-deux heures trente-deux minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 20, "Crop Insurance Act".

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Toupin moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Lessard.

At thirty-two minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 29 novembre 1974

Dix heures

Friday, November 29th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 181.)

Mr Goldbloom tabled the following document:

Annual report of the Department of Municipal Affairs, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 181.)

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 76, « Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités », soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Goldbloom moved that bill No 76, "An Act to amend the Act to promote the regroupment of municipalities", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bacon, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Brisson, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Pagé, Pepin, Perreault, Picotte, Quenneville, Saindon, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—48.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.—5.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 76 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Le projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi du régime des eaux », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Léger, Lessard, Morin et Roy.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Lessard propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans trois mois ».

Et le débat qui s'élève sur cette motion d'amendement est ajourné sur la motion de M. Veilleux.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Le mardi 3 décembre 1974, au Salon Rouge, à partir de dix heures et trente minutes et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour étudier le rapport Gauvin.

A treize heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 76 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Bill No. 15, "An Act to amend the Watercourses Act", was read the third time on division, with Messrs Léger, Lessard, Morin and Roy dissenting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 20, "Crop Insurance Act", be now read the second time.

Mr Lessard moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding thereto the words "this day three months".

And the debate arising on this motion of amendment was adjourned on motion of Mr Veilleux.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, December 3rd 1974, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit, in the Red Room, at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the Gauvin report.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 3 décembre 1974

Quinze heures

Tuesday, December 3rd 1974

Three o'clock P.M.

M. Harvey (Dubuc), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 182.)

Le projet de loi no 57, « Loi sur les réserves écologiques », est présenté par M. Drummond.

M. Drummond propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Harvey (Dubuc), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined bill No. 26, "Collection Agents Act", following its second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 182.)

Bill No. 57, "An Act respecting ecological reserves", was introduced by Mr Drummond.

Mr Drummond moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Larivière, Léger, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Parent (Hull), Parent (Pré-

vost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—65.

CONTRE-- NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 57 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Un document de mise au point concernant le régime des prêts et bourses en 1974/75, et sa révision pour les prochaines années, en date du 1^{er} décembre 1974.

(Document de la session no 183.)

Avant l'appel des affaires du jour, et en vertu de l'article 78 du règlement, M. Bellemare (Johnson) propose que soit tenu un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, soit, l'effet désastreux de la grève des inspecteurs de grains sur la constitution des réserves de céréales du Québec pour cet hiver et les pertes économiques importantes qui peuvent découler de cette grève.

M. le Président reconnaît l'urgence de la question mais considérant le fait que la grève des inspecteurs de grains est de compétence fédérale, que la situation évolue rapidement en ce domaine et que le débat d'urgence ne doit être tenu que dans des cas très rares, M. le Président déclare la motion irrecevable.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siégera au Salon Rouge, à partir de vingt heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier le projet de loi no 39, « Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (*Réimpression*) ».

Sur la motion de M. Goldbloom, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois après division des voix:

Bill No. 57 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Cloutier tabled the following document:

A document dated December 1st 1974, giving a clarification of the loans and scholarships plan in 1974/75, and the revision thereof for the coming years.

(Sessional Papers, No. 183.)

Before Business of the Day was called, and in accordance with Standing Order 78, Mr Bellemare (Johnson) proposed that a debate be held to discuss a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, to wit, the disastrous effect of the grain inspectors' strike on the making up of the grain supplies for the province of Québec this winter, and the considerable economic losses which can result from this strike.

Mr President recognized the urgency of the matter, but in view of the fact that the grain inspectors' strike was a federal responsibility and that the situation was developing very rapidly in this field and also that an emergency debate must only be held in very rare cases, Mr President declared the motion inadmissible.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will sit at eight o'clock P.M., in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 39, "An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions (*Reprint*)".

On motion of Mr Goldbloom, the following bills were severally read the third time on division:

Projet de loi no 66.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi no 76.—Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités.

M. Forget propose que le projet de loi no 64, « Loi modifiant le Régime de rentes du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 64 est déferé pour étude à la Commission permanente des affaires sociales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Parent (Hull), les projets de loi suivants sont groupés pour étude et lus la deuxième fois:

Projet de loi no 61.—Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;

Projet de loi no 62.—Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires;

Projet de loi no 63.—Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, les projets de loi nos 61, 62 et 63 sont déferés pour étude à la Commission permanente de la Fonction publique.

Bill No. 66.—An Act respecting the Montreal Urban Community;

Bill No. 76.—An Act to amend the Act to promote the regroupment of municipalities.

Mr Forget moved that bill No. 64, "An Act to amend the Québec Pension Plan", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 64 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for consideration.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Parent (Hull), the following bills were grouped together for examination, and read the second time:

Bill No. 61.—An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan;

Bill No. 62.—An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan;

Bill No. 63.—An Act to amend the Teachers Pension Plan.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bills Nos. 61, 62 and 63 were referred to the Standing Committee on the Civil Service, for consideration.

Sur la motion de M. Parent (Hull), le projet de loi no 56, « Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la protection du malade mental », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 56 est déferé pour étude à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 19, « Loi des agents de voyages ».

M. Simard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Sur la motion de M. Simard, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 19 est déferé pour étude à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, l'ordre adopté aujourd'hui pour déferer à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu le projet de loi no 56, « Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la protection du malade mental », est révoqué et ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

A vingt-deux heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

On motion of Mr Parent (Hull), bill No. 56, "An Act to amend the Public Curatorship Act and the Mental Patients Protection Act", was read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 56 was referred to the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, for consideration.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 19, "Travel Agents Act".

Mr Simard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

On motion of Mr Simard, the said bill was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 19 was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, for consideration.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, the order adopted today to refer bill No. 56, "An Act to amend the Public Curatorship Act and the Mental Patients Protection Act", to the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, was rescinded, and the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

At thirty minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 4 décembre 1974

Quinze heures

Wednesday, December 4th 1974

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose que la Commission permanente des affaires sociales siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier le projet de loi no 64, « Loi modifiant le Régime de rentes du Québec ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Décm, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Sainden, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—88.

Mr Levesque moved that the Standing Committee on Social Affairs do sit immediately in Room 81 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 64, "An Act to amend the Québec Pension Plan".

The motion was adopted on the following vote:

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, siégera pour étudier le rapport Gauvin;

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente des affaires sociales siégera pour étudier le projet de loi no 64, « Loi modifiant le Régime de rentes du Québec », si l'étude n'est pas terminée aujourd'hui;

A la Salle 91 « A »:

La Commission permanente de la fonction publique siégera pour étudier les projets de loi suivants:

Projet de loi no 61.—Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;

Projet de loi no 62.—Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires;

Projet de loi no 63.—Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.

QUESTION ET REPONSE

Question par M. Bédard (Chicoutimi):

1. Le ministère des Transports a-t-il des équipes de dépannage-secours dans le parc provincial des Laurentides ?

2. Si oui, de combien d'hommes et de voitures sont formées ces équipes ?

3. A quel moment de la semaine ces équipes sont-elles en action ?

Réponse par M. Mailloux:

1. Oui.

2. Une camionnette et un homme par équipe.

3. Sept jours par semaine;
de seize heures à vingt-quatre heures;
de vingt-quatre heures à huit heures.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit to examine the Gauvin report;

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Social Affairs will sit for the examination of bill No. 64, "An Act to amend the Québec Pension Plan", if the examination thereof is not terminated today;

In Room 91 "A":

The Standing Committee on the Civil Service will sit for the examination of the following bills:

Bill No. 61.—An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan;

Bill No. 62.—An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan;

Bill No. 63.—An Act to amend the Teachers Pension Plan.

QUESTION AND ANSWER

Question by Mr Bédard (Chicoutimi):

1. Does the Department of Transport have any emergency breakdown and rescue service crews operating in Laurentides Provincial Park ?

2. If so, how many men and vehicles are included in such teams ?

3. At what times in the week are such teams in operation ?

Answer by Mr Mailloux:

1. Yes.

2. 1 pickup truck and one man per shift.

3. 7 days per week;
from four o'clock P.M. to midnight;
from midnight to eight o'clock A.M.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Quel est le nombre d'heures de travaux mécanisés qui ont été effectuées dans le comté de Lotbinière en 1972, 1973 et 1974, par le ministère de l'Agriculture?

2. Quelles étaient les prévisions du ministère pour chacune de ces années?

3. Quels sont les nom et adresse de chaque entrepreneur, ainsi que le montant et le nombre d'heures exécutées par chacun?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 184.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lessard:

1. Quelles sommes ont été versées en vertu du programme « Inondation 74 » dans le territoire de la municipalité de Petite Rivière Saint-François?

2. En vertu de quels critères ces sommes ont-elles été versées?

3. Quels en ont été les bénéficiaires?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Bourassa, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 185.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du rapport présenté par La Société d'ingénierie Cartier Limitée au ministère de l'Agriculture du Québec, à la suite

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many hours of mechanized work were carried out by the Department of Agriculture in the electoral district of Lotbinière in 1972, 1973 and 1974?

2. What were the estimates of the Department for each of such years?

3. What is the name and address of each contractor and the amount and number of hours of work respecting each one?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 184.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Lessard:

1. What amounts were paid out under the "Inondations 74" programme in the territory of the municipality of Petite Rivière Saint-François?

2. What criteria were used for the payment of such amounts?

3. Who were the persons who benefited from them?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Bourassa.

(Sessional Papers, No. 185.)

On motion of Mr Bellemare (Johnson),—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the report submitted to the Department of Agriculture by Cartier Engineering Corporation Limited follow-

de l'étude qui lui a été confiée, sur les marchés d'aliments congelés au Québec.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 186.)

Sur la motion de M. Samson, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

a) le rapport complet de l'enquête faite par le ministère des Affaires sociales sur les opérations de la Maison Rouyn-Noranda;

b) tous autres documents ou correspondance relatifs à cette enquête.

M. Bienvenue, pour M. Forget, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 187.)

M. Bellemare (Johnson) propose:

Que soit convoquée la Commission permanente de l'Assemblée nationale, afin d'étudier les moyens à prendre pour qu'à l'avenir, un député mis en accusation par un de ses collègues, aux termes de l'article 80 du règlement, ne puisse éviter le jugement de ses pairs.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, la motion en discussion est amendée en ajoutant à la fin les mots suivants: « sous prétexte qu'il n'est pas de la compétence de l'Assemblée nationale de connaître de telles accusations ».

Et le débat continue sur la motion telle qu'amendée, qui se lit maintenant comme suit:

« *Que* soit convoquée la Commission permanente de l'Assemblée nationale, afin d'étudier les moyens à prendre pour qu'à l'avenir, un député mis en accusation par un de ses collègues, aux termes de l'article 80 du règlement, ne puisse éviter le juge-

ing the survey entrusted to it on the frozen food market in the province of Québec.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 186.)

On motion of Mr Samson,—

Ordered, that there be laid before the House:

(a) the complete report of the inquiry carried out by the Department of Social Affairs respecting the operations of the Maison Rouyn-Noranda;

(b) any other papers or correspondence respecting such inquiry.

Mr Bienvenue tabled the said document, on behalf of Mr Forget.

(Sessional Papers, No. 187.)

Mr Bellemare (Johnson) moved:

That the Standing Committee on the National Assembly be convened for the purpose of examining the measures to be taken so that in future, any Member who has a charge made against him by one of his colleagues, under Standing Order 80, will not be able to evade the judgment of his peers.

And a debate arising on this motion.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the motion under debate was amended by adding, at the end thereof, the following words: "on the pretext that it is not within the competence of the Assembly to hear such charges".

And the debate continuing on the motion, as amended, which now reads as follows:

"*That* the Standing Committee on the National Assembly be convened for the purpose of examining the measures to be taken so that in future, any Member who has a charge made against him by one of his colleagues, under Standing Order 80,

ment de ses pairs sous prétexte qu'il n'est pas de la compétence de l'Assemblée nationale de connaître de telles accusations ».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bienvenue.

Aujourd'hui, mercredi 4 décembre 1974, à seize heures trente minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Lamontagne, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Harvey (Jonquière), le représentant du Premier ministre, de M. Harvey (Charlesbourg), de M. Samson, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 15 Loi modifiant la Loi du régime des eaux;
- 55 Loi modifiant la Loi du ministère des terres et forêts;
- 66 Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal;
- 76 Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités.

A dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

will not be able to evade the judgment of his peers on the pretext that it is not within the competence of the Assembly to hear such charges".

The debate was adjourned on motion of Mr Bienvenue.

Today, Wednesday, December 4th 1974, at four-thirty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in presence of Mr Lamontagne, Vice-president of the National Assembly, of Mr Harvey (Jonquière), the Delegate of the Prime Minister, of Mr Harvey (Charlesbourg), of Mr Samson, and of the Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 15 An Act to amend the Watercourses Act;
- 55 An Act to amend the Lands and Forests Department Act;
- 66 An Act respecting the Montreal Urban Community;
- 76 An Act to amend the Act to promote the regroupment of municipalities.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 5 décembre 1974

Quinze heures

M. Bonnier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 64, « Loi modifiant le Régime de rentes du Québec ».

Le projet de loi 64 est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 188.)

M. Levesque propose:

Que, suite à la réimpression du projet de loi no 41, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux », ce projet de loi, tel que réimprimé, soit substitué au projet de loi original (déposé, étudié en commission élue et dont le rapport a été fait), et que l'ordre de deuxième lecture s'applique au projet de loi réimprimé.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Thursday, December 5th 1974

Three o'clock P.M.

Mr Bonnier, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs, which examined bill No. 64, "An Act to amend the Québec Pension Plan", following its second reading.

Bill No. 64 was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 188.)

Mr Levesque moved:

That following the reprinting of bill No. 41, "An Act to amend the Act respecting health services and social services", the original bill be replaced by the bill, as reprinted (the original bill having been introduced, considered in Select Committee and reported), and that the Order for second reading do apply to the bill, as reprinted.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Épard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Chicquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Harvey (Jonquière), lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Projet de loi no 67.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 68.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;

Projet de loi no 69.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 70.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

Projet de loi no 71.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants.

M. Mailloux, ministre des Transports, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, fait une déclaration ministérielle relativement à la nationalisation de la société de la Traverse Matane-Godbout Limitée.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced by Mr Harvey (Jonquière), read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill No. 67.—An Act to amend the Revenue Department Act and the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 68.—An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act;

Bill No. 69.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 70.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;

Bill No. 71.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 72.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 73.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 74.—An Act to amend the Fuel Tax Act.

Mr Mailloux, Minister of Transport, Publics Works and Supply, made a ministerial declaration respecting the nationalizing of the firm of Traverse Matane-Godbout Limitée.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier le rapport Gauvin.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, qui a étudié le projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts ».

Sur la motion de M. Lachance, pour M. Boutin, ledit rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Drummond, le projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des terres et forêts », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Parent (Hull), le projet de loi no 56, « Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la protection du malade mental », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

A dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit immediately in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the Gauvin report.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, which examined bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act".

On motion of Mr Lachance, on behalf of Mr Boutin, the said report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Drummond, bill No. 27, "An Act to amend the Lands and Forests Act", was read the third time.

On motion of Mr Parent (Hull), bill No. 56, "An Act to amend the Public Curatorship Act and the Mental Patients Protection Act", was read the third time.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1975.

At six o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

A vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 6 décembre 1974

Dix heures

Friday, December 6th 1974

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi no 77, « Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss », est présenté par M. Tetley.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 77, "An Act to amend the Trust Companies Act", was introduced by Mr Tetley.

Mr Tetley moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brown, Burns, Caron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Drummond, Dufour, Faucher, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières.—57.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 77 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Levesque propose:

Qu'en vue d'utiliser encore plus efficacement le temps disponible d'ici la prorogation de la présente session, l'Assemblée nationale puisse tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de

Bill No. 77 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque moved:

That in order to make even more efficient use of the time available between now and the prorogation of the present session, the National Assembly may hold a sitting every day of the week except on Sundays,

dix heures jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement; *que* l'article 174 soit suspendu, *que* le débat prévu aux articles 24, 68, 78 et 79 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; *que* nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la motion en discussion est amendée en en retranchant dans la douzième ligne les mots « *que* l'article 174 soit suspendu, ».

La motion principale, telle qu'amendée, est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard et Morin.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 90, « Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental », est présenté par M. Forget, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

A treize heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain dix heures.

from ten o'clock in the forenoon until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesdays' sittings; *that* Standing Order 174 be suspended, *that* the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78 and 79 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; *that* notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public.

And a debate arising on this motion.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the motion under debate was amended by striking out, in the thirteenth and fourteenth lines thereof, the words "*that* Standing Order 174 be suspended,".

The main motion, as amended, was then adopted on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard and Morin dissenting.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 90, "An Act to amend the Mental Patients Protection Act", was introduced by Mr Forget, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1975.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

At one o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Tuesday, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 10 décembre 1974

Dix heures

Tuesday, December 10th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Marchand, pour M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la fonction publique, qui a étudié après la deuxième lecture les projets de loi suivants:

Projet de loi no 61.—Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;

Projet de loi no 62.—Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires;

Projet de loi no 63.—Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.

Lesdits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 189.)

M. Lafrance, pour M. Malouin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des corporations professionnelles, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 39, « Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives » (*Réimpression*).

On behalf of Mr Lachance, the appointed reporter, Mr Marchand tabled the report of the Standing Committee on the Civil Service, which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 61.—An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan;

Bill No. 62.—An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan;

Bill No. 63.—An Act to amend the Teachers Pension Plan.

The said bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 189.)

On behalf of Mr Malouin, the appointed reporter, Mr Lafrance tabled the report of the Standing Committee on Professional Corporations, which examined bill No. 39, "An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions" (*Reprint*), following its second reading.

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 190.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 93, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec », est présenté par M. Forget.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 190.)

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 93, "An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act", was introduced by Mr Forget.

Mr Forget moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bédard (Montmcrency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Burns, Caron, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Desjardins, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloem, Hardy, Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Leccurs, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Morin, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Simard, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Teupin, Tremblay, Veilleux, Verreault.—60.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 93 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Bourassa:

Un relevé des conclusions et des décisions arrêtées et signées à Paris, le 5 décembre 1974, au cours des entretiens entre M. Jacques Chirac, premier ministre de France, et M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec.

(Document de la session no 191.)

Par M. Cloutier:

Un document de mise à jour sur la position du ministère de l'Éducation concernant le régime des prêts et bourses en 1974/75 et sa révision pour les prochaines années, en date du 1^{er} décembre 1974 et déposé le 6 décembre 1974.

(Document de la session no 192.)

Bill No. 93 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr Bourassa:

A summary of the conclusions arrived at, and the decisions made and signed in Paris, on December 5th 1974, during the talks between Mr Jacques Chirac, the Prime Minister of France, and Mr Robert Bourassa, the Prime Minister of the Province of Québec.

(Sessional Papers, No. 191.)

By Mr Cloutier:

A document updating the position of the Minister of Education concerning the loans and scholarships plan in 1974/75, and the revision thereof for the coming years, dated December 1st 1974, and tabled December 6th 1974.

(Sessional Papers, No. 192.)

Par M. Tetley:

Rapport annuel du Conseil de la protection du consommateur, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 193.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier le projet de loi no 19, « Loi des agents de voyage ».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Harvey (Jonquière), les projets de loi suivants sont groupés pour étude et lus la deuxième fois:

Projet de loi no 67.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 68.—Loi modifiant la loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;

Projet de loi no 69.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 70.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

Projet de loi no 71.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi nos 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 et 74 sont déferés pour étude à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Saint-Pierre, proposant que le projet de loi no 4, « Loi constituant la

By Mr Tetley:

Annual report of the Consumer Protection Council, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 193.)

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit immediately in Room 81 "A", and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of bill No. 19, "Travel Agents Act".

With unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Harvey (Jonquière), the following bills were grouped together for examination and read the second time:

Bill No. 67.—An Act to amend the Revenue Department Act and the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 68. An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act;

Bill No. 69.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 70.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;

Bill No. 71.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 72.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 73.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 74.—An Act to amend the Fuel Tax Act.

On motion of Mr Levesque, bills Nos. 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 and 74 were referred to the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, for consideration.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Saint-Pierre, proposing that bill No. 4, "An Act to incorporate the

Société Inter-Port de Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors mise aux voix.

Conformément à l'article 106 du règlement, M. le Président remet l'enregistrement des noms à douze heures quarante-cinq minutes.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Lessard à la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans trois mois ». »

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier les projets de loi nos 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 et 74.

Et le débat continue sur l'amendement de M. Lessard à la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans trois mois ». »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron.

A douze heures quarante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Saint-Pierre, proposant que le projet de loi no 4, « Loi constituant la Société Inter-Port de Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

Québec Inter-Port Company", be now read the second time.

The motion was then put to the vote.

In accordance with Standing Order 106, Mr President postponed the taking down of names until forty-five minutes past twelve o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Lessard to the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 20, "Crop Insurance Act", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding thereto the words "this day three months"."

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was suspended.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately in Room 81 "A", and will continue to sit until it decides to adjourn, for the examination of bills Nos. 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 and 74.

And the debate continuing on the amendment by Mr Lessard to the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 20, "Crop Insurance Act", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding thereto the words "this day three months"."

The debate was adjourned on motion of Mr Charron.

At forty-five minutes past twelve o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr Saint-Pierre, proposing that bill No. 4, "An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company", be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Cornellier, Décm, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloem, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoucu), Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Pelletier, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.— 57.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.— 6.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 4 est déferé pour étude à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, qui siégera à la Salle 81 « A », au cours de la présente séance, dès que la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu aura terminé ses travaux.

On motion of Mr Levesque, bill No. 4 was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit in Room 81 "A", during the present sitting, as soon as the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue has terminated its work.

A treize heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Lessard à la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit :

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Lessard to the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 20, "Crop Insurance Act", be now read the second time, which amendment reads as follows:

« Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans trois mois ». »

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding thereto the words "this day three months"."

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit :

The amendment was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin.—6.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bcutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cornellier, Curnoyer, Décm, Desjardins, Dionne, Dufcur, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Hcude (Fabre), Hcude (Limoulu), Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leccurs, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—72.

Et le débat continue sur la motion principale.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. Levesque propose qu'en vue de l'étude du projet de loi no 50, « Loi concernant les droits et libertés de la personne », par la Commission permanente de la justice après la deuxième lecture, les règles de pratique des commissions après la première lecture soient appliquées.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et à la demande de M. Burns, avec la permission de M. Morin, l'article 63 du feuillet du mercredi 4 décembre 1974, est retiré.

Et le débat continue sur la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », soit maintenant lu la deuxième fois.

Au cours de son intervention, M. Burns invoque les articles 87 et 88 du règlement et propose que la question en discussion soit divisée en deux propositions, dont la première se lirait telle qu'elle apparaît dans l'annexe 1, soit: Projet de loi no 20-a, « Loi sur l'assurance-récolte individuelle »; et la seconde, telle qu'elle apparaît dans l'annexe 2, soit: Projet de loi no 20-b, « Loi sur l'assurance-récolte collective ».

And the debate continuing on the main motion.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was suspended.

Mr Levesque moved that the Rules of Procedure for Standing Committees respecting the consideration of bills following first reading do apply to the Standing Committee on Justice for the purpose of the consideration of bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms", following its second reading.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and at the request of Mr Burns, with the permission of Mr Morin, Item 63 of the Agenda Paper for Wednesday, December 4th 1974, was withdrawn.

And the debate continuing on the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 20, "Crop Insurance Act", be now read the second time.

During his speech, Mr Burns referred to Standing Orders 87 and 88 and proposed that the question under debate be divided into two propositions, the first of which would read as shown in Appendix 1, to wit: Bill No. 20-a, "Personal Crop Insurance Act"; and the second, as shown in Appendix 2, to wit: Bill No. 20-b, "Collective Crop Insurance Act", with each of the two bills containing certain sections.

ces deux projets de loi contenant chacun certains articles.

M. le Président, après avoir entendu l'argumentation de droit du député de Maisonneuve, reconnaît qu'il y a plusieurs principes dans ce projet de loi, mais que la motion en discussion est celle de deuxième lecture du projet de loi qui se lit comme suit: « *Que le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », soit maintenant lu la deuxième fois* ». Cette motion, qui n'est qu'une étape de la procédure, même si elle couvre plusieurs principes contenus dans le projet de loi, n'est quand même qu'une motion simple qui ne peut être divisée, en vertu des articles 87 et 88 du règlement.

Dans l'ancien règlement, ce n'était pas non plus à cette étape de la procédure qu'un député pouvait proposer la division d'un projet de loi, mais plutôt au moment de l'envoi du projet de loi en comité plénier ou élu, alors que des instructions spéciales pouvaient être données au comité.

Suivant le nouveau règlement, il reste, en temps régulier, l'article 152 du règlement qui pourrait être utilisé par un député.

En conséquence, M. le Président déclare la motion irrecevable.

Et le débat continue sur la motion principale.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

After hearing the argumentation which the Member for Maisonneuve was entitled to put forward, Mr President agreed that there were several principles in the bill, but that the motion under debate was the motion for the second reading of the bill, which reads as follows: "*That bill No. 20, "Crop Insurance Act", be now read the second time*". This motion, which was only one stage in the procedure even though it covered several principles contained in the bill, was nevertheless only a single motion which could not be divided under Standing Orders 87 and 88.

Under the previous Standing Orders, it was not at this stage of the procedure that a Member could propose the division of a bill, but rather at the time when the bill was referred to Committee of the Whole or a Select Committee, at which time special instructions could be given to the Committee.

Under the new Standing Orders, Standing Order 152 remains as the one which could normally be used by a Member.

Mr President therefore declared the motion inadmissible.

And the debate continuing on the main motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Séguin, Shanks, Simard, Springate, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—63.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard.—6.

En conséquence, le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », est lu la deuxième fois.

Bill No. 20, "Crop Insurance Act", was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 20 est déferé pour étude à la Commission permanente de l'agriculture.

On motion of Mr Levesque, bill No. 20 was referred to the Standing Committee on Agriculture, for consideration.

M. Forget propose que le projet de loi no 41, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux » (*Réimpression*), soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Forget moved that bill No. 41, "An Act to amend the Act respecting health services and social services" (*Re-print*), be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fortier.

The motion was adjourned on motion of Mr Fortier.

A 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At midnight, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 11 décembre 1974

Dix heures

Wednesday, December 11th 1974

Ten o'clock A.M.

M. Harvey (Dubuc), pour M. Tardif, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 19, « Loi des agents de voyages ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 194.)

On behalf of Mr Tardif, the appointed reporter, Mr Harvey (Dubuc) tabled the report of the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, which examined bill No. 19, "Travel Agents Act", following its second reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 194.)

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 195.)

Mr Cloutier tabled the following document:

Annual report of the activities of the University of Québec, including those of the constituent universities, research institutes and superior schools, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 195.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier le projet de loi

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit immediately in Room 81 "A", and will continue to sit until it decides to adjourn, for the examination of bill

no 4, « Loi constituant la Société Inter-Port de Québec ».

M. Levesque propose:

Que dès que la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche aura terminé ses travaux, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siège pour étudier le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.— 85.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Tetley propose que le projet de loi no 77, « Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A douze heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. Massicotte, pour M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, qui a étudié après la deuxième lecture les projets de loi suivants:

No. 4, "An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company".

Mr Levesque moved:

That as soon as the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game has terminated its work, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives do sit, for the examination of bill No. 7, "An Act respecting insurance".

The motion was adopted on the following vote:

Mr Tetley moved that bill No. 77, "An Act to amend the Trust Companies Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At twelve o'clock noon, Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was suspended.

On behalf of Mr Mercier, the appointed reporter, Mr Massicotte tabled the report of the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, which examined the following bills after second reading:

Projet de loi no 67.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 68.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;

Projet de loi no 69.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 70.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

Projet de loi no 71.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants.

Les projets de loi nos 67, 68, 72 et 73 sont rapportés avec des amendements; les projets de loi nos 69, 70, 71 et 74 sont rapportés sans amendement.

(Document de la session no 196.)

Et le débat continue sur la motion de M. Tetley, proposant que le projet de loi no 77, « Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 77 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Forget, proposant que le projet de loi no 41, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux » (*Réimpression*), soit maintenant lu la deuxième fois.

Bill No. 67.—An Act to amend the Revenue Department Act and the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 68.—An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act;

Bill No. 69.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 70.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers.

Bill No. 71.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 72.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 73.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 74.—An Act to amend the Fuel Tax Act.

Bills Nos. 67, 68, 72 and 73 were reported with amendments; bills Nos. 69, 70, 71 and 74 were reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 196.)

And the debate continuing on the motion by Mr Tetley, proposing that bill No. 77, "An Act to amend the Trust Companies Act", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 77 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Forget, proposing that bill No. 41, "An Act to amend the Act respecting health services and social services" (*Reprint*), be now read the second time.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 41 est déferé pour étude à la Commission permanente des affaires sociales.

M. Forget propose que le projet de loi no 90, « Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Forget.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Le mardi 17 décembre 1974, à quinze heures, au Salon Rouge, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour entendre les représentants de l'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James, aux fins suivantes:

1. Etudier l'organigramme fonctionnel de la Société d'énergie de la Baie James.
2. Etudier les contrats de gérance et d'ingénierie-conseil de la Société d'énergie de la Baie James.

A dix-huit heures neuf minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

The motion was then adopted on division.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 41 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for consideration.

Mr Forget moved that bill No. 90, "An Act to amend the Mental Patients Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Forget.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, December 17th 1974, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit in the Red Room, at three o'clock P.M., to hear the representatives of Hydro-Québec and the James Bay Energy Corporation, for the following purposes:

1. To examine the organization chart of the James Bay Energy Corporation.
2. To examine the management and consulting-engineering contracts of the James Bay Energy Corporation.

At nine minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 12 décembre 1974

Dix heures

Thursday, December 12th 1974

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi no 80, « Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires », est présenté par M. Choquette.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Bill No 80, "An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners", was introduced by Mr Choquette.

Mr Choquette moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Dionne, Dufour, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratten, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Simard, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—69.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard.—5.

En conséquence, le projet de loi no 80 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill No. 80 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Choquette:

Projet de loi no 79.—Loi modifiant le Code civil et la Loi concernant le louage de choses.

Par M. Levesque:

Projet de loi no 59.—Loi du ministère des affaires intergouvernementales.

Projet de loi no 65.—Loi concernant les immunités et privilèges diplomatiques et consulaires.

Par M. Goldbloom:

Projet de loi no 94.—Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les articles 5, 11, 12, 29, 79 et 80 qui apparaissent au feuillet de mercredi le 11 décembre 1974 sont, l'un après l'autre, appelés par M. Levesque comme suit:

La prise en considération de la question suivante par M. Léger:

Quels sont les nom et adresse des organismes ayant reçu des subventions du H.C.J.L.S., sur la recommandation des députés dans le cadre du programme d'assistance aux organismes locaux, dans chacun des comtés, pour l'exercice financier 1973/74, ainsi que le montant reçu par chacun de ces organismes?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 197.)

La prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de contrats ont été accordés par le gouvernement du Québec pour la construction de la morgue provinciale à Québec:

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Choquette:

Bill No. 79.—An Act to amend the Civil Code and the Act respecting the lease of things.

By Mr Levesque:

Bill No. 59.—Intergovernmental Affairs Department Act;

Bill No. 65.—An Act respecting diplomatic and consular immunities and privileges.

By Mr Goldbloom:

Bill No. 94.—An Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns.

With the unanimous consent of the Assembly, Items 5, 11, 12, 29, 79 and 80 put down in the Agenda Paper for Wednesday, December 11th 1974, were severally called by Mr Levesque, as follows:

The consideration by the Assembly of a question by Mr Léger:

What are the names and addresses of the organizations which received grants from the H.C.Y.R.S. on the recommendation of Members, within the framework of the programme for assistance to local organizations, during the 1973/74 fiscal year in each one of the electoral districts, together with the amount received by each of such organizations?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 197.)

The consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many contracts were awarded by the government of the province of Québec for the construction of the provincial morgue in Québec City:

- a) après soumissions;
 - b) après soumissions en circuit fermé;
 - c) après négociations?
2. Quels sont les nom, prénoms et adresse des entrepreneurs impliqués?
3. A quelle date chaque contrat a-t-il été signé et pour quel montant?
4. Combien chaque entrepreneur a-t-il reçu pour:
- a) administration;
 - b) profit;
 - c) surveillance des sous-traitants?
5. Par qui ont été préparés les plans et devis et à quelle date ont-ils été complétés?
6. Quels ont été les honoraires versés et à quelle date?
7. Quel a été le coût total de cet immeuble?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 198.)

La prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de sous-traitants ont obtenu des contrats pour la construction de la morgue provinciale à Québec:
- a) après soumissions publiques;
 - b) après soumissions en circuit fermé;
 - c) après négociations?
2. Dans chaque cas:
- a) quels sont les nom, prénoms et adresse de chacun;
 - b) quel a été l'entrepreneur impliqué;
 - c) quel était le montant initial du contrat;
 - d) quel a été le montant final payé à chacun pour:
 - i) le travail;
 - ii) l'administration;
 - iii) le profit?

- (a) following a call for public tenders;
 - (b) following a call for sealed tenders;
 - (c) following negotiations?
2. What are the names, given names and addresses of the contractors concerned?
3. On what date was each contract signed, and in what amount?
4. How much did each contractor receive:
- (a) for administration;
 - (b) in profit;
 - (c) for the supervising of the sub-contractors?
5. By whom were the plans and specifications prepared, and on what date were they completed?
6. What fees were paid and on what date?
7. What was the total cost of the immoveable?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 198.)

The consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many sub-contractors were awarded contracts for the construction of the provincial morgue in Québec City:
- (a) following a call for public tenders;
 - (b) following a call for sealed tenders;
 - (c) following negotiations?
2. In each case:
- (a) what are the name, given names and address of each one;
 - (b) which contractor was involved;
 - (c) what was the original amount of the contract;
 - (d) what was the final amount paid to each one:
 - (i) for the work;
 - (ii) for administration;
 - (iii) in profit?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 199.)

La prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de compagnies n'ont pas produit leur rapport annuel en 1973, tel qu'exigé par la Loi des compagnies?

2. Combien d'avis leur ont été adressés par le gouvernement?

3. Combien de procédures de dissolution ont été intentées en 1973?

4. Une liste des compagnies délinquantes a-t-elle été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, conformément à la Loi des compagnies?

5. Le nouveau fichier central conservera-t-il les renseignements sur les compagnies délinquantes?

6. Quand le gouvernement se propose-t-il d'appliquer rigoureusement la Loi des compagnies?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Tetley dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 200.)

Sur la motion de M. Léger:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du document préparé par le Conseil Québécois de la Jeunesse, des Loisirs, des Sports et du Plein Air et intitulé: « Création du ministère des Loisirs ».

M. Phaneuf dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 201.)

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 199.)

The consideration by the Assembly of a question of Mr Bellemare (Johnson):

1. How many companies failed to produce their annual reports in 1973, as required under the Companies Act?

2. How many notices were forwarded to them by the government?

3. How many winding up procedures were instituted in 1973?

4. Was a list of the delinquent companies published in the *Québec Official Gazette*, in accordance with the Companies Act?

5. Will the new central registry contain the information on the delinquent companies?

6. When does the government intend to put the strict application of the Companies Act into effect?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Tetley tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 200.)

On motion of Mr Léger:

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the paper prepared by the Québec Council on Youth Recreation, Sports and the Outdoors, and entitled: "The Establishing of the Department of Recreation".

Mr Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 201.)

Sur la motion de M. Léger:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du rapport du Service du Développement Régional et du Plein Air du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, intitulé: « Politique de la Régionalisation des Loisirs au Québec » et remis au ministre responsable en août 1974.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de la Chambre un document relatif à cet ordre.

(Document de la session no 202.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier le rapport Gauvin.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié le projet de loi no 64, « Loi modifiant le Régime de rentes du Québec ».

Sur la motion de M. Bonnier, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi no 64 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des corporations professionnelles qui a étudié le projet de loi no 39, « Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives » (*Réimpression*).

L'amendement proposé par M. Lalonde au projet de loi no 39 est adopté.

Sur la motion de M. Massicotte, pour M. Malouin, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi no 39 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce,

On motion of Mr Léger:

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the report of the Regional and Outdoor Development Service of the Youth, Recreation and Sports High Commission, entitled: "The Policy on the Regionalizing of Recreation in the Province of Québec", which was submitted to the Minister responsible in August 1974.

Mr Phaneuf tabled a document concerning such Order.

(Sessional Papers, No. 202.)

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit immediately in Room 81 "A", and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to examine the Gauvin report.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 64, "An Act to amend the Québec Pension Plan".

On motion of Mr Bonnier, the said report was adopted.

Bill No. 64 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Professional Corporations which examined bill No. 39, "An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions" (*Reprint*).

The amendment proposed by Mr Lalonde to bill No. 39 was adopted.

On motion of Mr Massicotte, on behalf of Mr Malouin, the said report was adopted.

Bill No. 39 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Industry and Commerce,

du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié le projet de loi no 19, « Loi des agents de voyage ».

Sur la motion de M. Tardif, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi no 19 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié le projet de loi no 67, « Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'impôt sur la vente en détail », le projet de loi no 68, « Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts », le projet de loi no 69, « Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux », le projet de loi no 70, « Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes », le projet de loi no 71, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie », le projet de loi no 72, « Loi modifiant la Loi des droits sur les successions », le projet de loi no 73, « Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie » et le projet de loi no 74, « Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants ».

Sur la motion de M. Mercier, ledit rapport est adopté.

Les projets de loi nos 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 et 74 sont remis à la prochaine séance pour leur troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Forget, proposant que le projet de loi no 90, « Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

and Tourism, Fish and Game which examined bill No. 19, "Travel Agents Act".

On motion of Mr Tardif, the said report was adopted.

Bill No. 19 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined bill No. 67, "An Act to amend the Revenue Department Act and the Retail Sales Tax Act", bill No. 68, "An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act", bill No. 69, "An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages", bill No. 70, "An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers", bill No. 71, "An Act to amend the Health Insurance Act", bill No. 72, "An Act to amend the Succession Duties Act", bill No. 73, "An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act" and bill No. 74, "An Act to amend the Fuel Tax Act".

On motion of Mr Mercier, the said report was adopted.

Bills Nos. 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 and 74 were ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Forget, proposing that bill No. 90, "An Act to amend the Mental Patients Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Denis, Dicne Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldblom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulin), Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leccurs, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—66.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

ARRESTION: M./Mr Bellemare (Johnson).—1.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 90 est déferé pour étude à la Commission permanente des affaires sociales.

On motion of Mr Levesque, bill No. 90 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for consideration.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 40, « Loi de la Commission des affaires sociales ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 40, "Social Affairs Commission Act".

M. Forget informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Forget informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Forget moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 40 est déferé pour étude à la Commission permanente des affaires sociales.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 40 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for consideration.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié le projet de loi no 61, « Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes pu-

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on the Civil Service which examined bill No. 61, "An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan", bill No. 62,

blics », le projet de loi no 62, « Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires » et le projet de loi no 63, « Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants ».

M. Burns propose que des amendements soient apportés aux articles 12 et 24 du projet de loi no 62, « Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires ».

Et un débat s'élève sur cette motion.

A douze heures trente minutes, M. le Président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. Levesque propose:

Que dès que les travaux de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives seront terminés, la Commission permanente des affaires sociales siège pour étudier, article par article, les projets de loi qui lui ont été déferés.

La motion est adoptée.

Et le débat continue sur la motion de M. Burns, proposant que des amendements soient apportés aux articles 12 et 24 du projet de loi no 62.

La motion est alors rejetée après division des voix.

Sur la motion de M. Lapointe, pour M. Lachance, le rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié les projets des nos 61, 62 et 63 est adopté après division des voix.

Les projets de loi nos 61, 62 et 63 sont remis à la prochaine séance pour leur troisième lecture.

"An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan" and bill No. 63, "An Act to amend the Teachers Pension Plan".

Mr Burns moved that amendments be made to sections 12 and 24 of bill No. 62, "An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan".

And a debate arising on this motion.

At thirty minutes past twelve o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was suspended.

Mr Levesque moved:

That as soon as the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives has terminated its work, the Standing Committee on Social Affairs do sit for the section by section examination of the bills referred to it.

The motion was adopted.

And the debate continuing on the motion by Mr Burns, proposing that amendments be made to sections 12 and 24 of bill No. 62.

The motion was then rejected on division.

On motion of Mr Lapointe, on behalf of Mr Lachance, the Standing Committee on the Civil Service, which examined bills Nos. 61, 62 and 63 was adopted on division.

Bill Nos. 61, 62 and 63 were ordered for third reading at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 57, « Loi sur les réserves écologiques ».

M. Drummond informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Drummond propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 57 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Pagé, pour M. Bonnier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 4, « Loi instituant la Société Inter-Port de Québec ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 203.)

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme de nouveau en commission plénière pour étudier le projet de loi no 57, « Loi sur les réserves écologiques ».

A dix-huit heures, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 57, "An Act respecting ecological reserves".

Mr Drummond informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Drummond moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 57 was committed and considered in Committee of the Whole.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, on behalf of Mr Bonnier, the appointed reporter, Mr Pagé tabled the report of the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, which examined bill No. 4, "An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company".

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 203.)

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself again into Committee of the Whole for the examination of bill No. 57, "An Act respecting ecological reserves".

At six o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président de la commission plénière reprend le fauteuil.

Mr Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Le projet de loi no 57 est alors amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Bill No. 57 was then amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1975.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

A 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At midnight, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 13 décembre 1974

Dix heures

Le projet de loi no 81, « Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale », est présenté par M. Levesque, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Le projet de loi no 86, « Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies », est présenté par M. Tetley.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Dionne, Drummond, Fauché, Forget, Galiène, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilcu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Samson, Séguin, St-Germain, Tardif, Tetley, Toupin, Vailancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—70.

CONTRE—NAYS:—0.

Friday, December 13th 1974

Ten o'clock A.M.

Bill No. 81, "An Act respecting the financing of political parties and to amend the Election Act", was introduced by Mr Levesque, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 86, "An Act to amend the Companies Information Act", was introduced by Mr Tetley.

Mr Tetley moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi no 86 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Goldbloom:

Projet de loi no 91.—Loi modifiant de nouveau la Loi des cités et villes et le Code municipal;

Projet de loi no 96.—Loi concernant la protection de l'environnement.

Par M. Choquette:

Projet de loi no 78.—Loi concernant la protection des enfants soumis à des mauvais traitements.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Drummond:

Rapport annuel du ministère des Terres et Forêts, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 204.)

Par M. le Président:

Rapport du président général des élections sur les dernières élections générales du 29 octobre 1973, ainsi que sur les élections partielles qui ont eu lieu pendant la 29e Législature.

(Document de la session no 205.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque appelle l'article 71 suivant qui apparaît au feuillet de mercredi le 11 décembre 1974, comme suit:

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance, de tout document et de tout message (y compris les sommaires de conversations téléphoniques) échangés entre le « Service Place-

Bill No. 86 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Goldbloom:

Bill No. 91.—An Act to again amend the Cities and Towns Act and the Municipal Code;

Bill No. 96.—An Act respecting protection of the environment.

By Mr Choquette:

Bill No. 78.—An Act respecting the protection of children subject to ill-treatment.

The following documents were tabled:

By Mr Drummond:

Annual report of the Department of Lands and Forests, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 204.)

By Mr President:

Report of the Chief Returning-Officer on the general election of October 29th 1973, and on the by-elections which were held during the 29th Legislature.

(Sessional Papers, No. 205.)

With the unanimous consent of the Assembly, Item 71 put down on the Agenda Paper for Wednesday, December 11th 1974, was called by Mr Levesque, as follows:

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any correspondence, any document and any message (including the summaries of any telephone conversations) made between the "Student Placement

ment étudiant » et chacun des membres de cette Assemblée depuis le 9 avril 1974.

M. Quenneville dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 206.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires sociales siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner pour étudier les projets de loi suivants:

Projet de loi no 40.—Loi de la Commission des affaires sociales;

Projet de loi no 41.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (*Réimpression*).

Sur la motion de M. Forget, le projet de loi no 64, « Loi modifiant le Régime de rentes du Québec », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Lalonde, le projet de loi no 39, « Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives » (*Réimpression*), est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Harvey (Jonquière), les projets de loi suivants sont groupés pour étude et lus la troisième fois:

Projet de loi no 67.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 68.—Loi modifiant la loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;

Projet de loi no 69.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 70.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

Projet de loi no 71.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Service" and each of the Members of the Assembly since April 9th 1974.

Mr Quenneville tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 206.)

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of the following bills:

Bill No. 40.—Social Affairs Commission Act;

Bill No. 41.—An Act to amend the Act respecting health services and social services (*Reprint*).

On motion of Mr Forget, bill No. 64, "An Act to amend the Québec Pension Plan", was read the third time.

On motion of Mr Lalonde, bill No. 39, "An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions" (*Reprint*), was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Harvey (Jonquière), the following bills were grouped together for examination and read the third time.

Bill No. 67.—An Act to amend the Revenue Department Act and the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 68.—An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act;

Bill No. 69.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 70.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;

Bill No. 71.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 72.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants.

Sur la motion de M. Parent (Hull), les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 61.—Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;

Projet de loi no 63.—Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.

Sur la motion de M. Parent (Hull), le projet de loi no 62, « Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard et Morin, et avec l'abstention de M. Samson.

Sur la motion de M. Drummond, le projet de loi no 57, « Loi sur les réserves écologiques », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives qui a étudié le projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement ».

L'amendement proposé par M. Tetley à l'article 54 est adopté.

L'amendement à l'article 11, l'amendement à l'article 27 et l'amendement à l'article 32 proposés par M. Léger, sont rejetés après division des voix.

Sur la motion de M. Tardif, pour M. Harvey (Dubuc), ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Tetley, le projet de loi no 26, « Loi des agents de recouvrement », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce,

Bill No. 73.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 74.—An Act to amend the Fuel Tax Act.

On motion of Mr Parent (Hull), the following bills were severally read the third time:

Bill No. 61.—An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan;

Bill No. 63.—An Act to amend the Teachers Pension Plan.

On motion of Mr Parent (Hull), bill No. 62, "An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan", was read the third time on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard and Morin dissenting, and with Mr Samson abstaining.

On motion of Mr Drummond, bill No. 57, "An Act respecting ecological reserves", was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives which examined bill No. 26, "Collection Agents Act".

The amendment proposed by Mr Tetley to section 54 was adopted.

The amendment to section 11, the amendment to section 27 and the amendment to section 32 proposed by Mr Léger, were rejected on division.

On motion of Mr Tardif, on behalf of Mr Harvey (Dubuc), the said report was adopted.

On motion of Mr Tetley, bill No. 26, "Collection Agents Act", was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Industry and Commerce,

du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié le projet de loi no 4, « Loi constituant la Société Inter-Port de Québec ».

L'amendement à l'article 1 et l'amendement à l'article 2 proposés par M. Bellemare (Johnson), sont rejetés après division des voix.

Sur la motion de M Bonnier, ledit rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi no 4 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Kennedy, pour M. Bonnier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 90, « Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental ».

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 207.)

Sur la motion de M. Choquette, le projet de loi no 79, « Loi modifiant le Code civil et la Loi concernant le louage des choses », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 79 est déferé pour étude à la Commission permanente de la justice.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 80, « Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires ».

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

and Tourism, Fish and Game which examined bill No. 4, "An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company".

The amendment to section 1 and the amendment to section 2 proposed by Mr Bellemare (Johnson), were rejected on division.

On motion of Mr Bonnier, the said report was adopted on division.

Bill No. 4 was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, on behalf of Mr Bonnier, the appointed reporter, Mr Kennedy tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs, which examined bill No. 90, "An Act to amend the Mental Patients Act", following second reading.

The said bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 207.)

On motion of Mr Choquette, bill No. 79, "An Act to amend the Civil Code and the Act respecting the lease of things", was read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 79 was referred to the Standing Committee on Justice, for consideration.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 80, "An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property owners".

Mr Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Choquette moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

A treize heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Quinze heures

Three o'clock, P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Cornellier, Denis, Desjardins, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Perreault, Pilote, Quenneville, Shanks, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—51.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Lessard, Morin, Roy, Samson.—6.

En conséquence, le projet de loi no 80 est lu la deuxième fois.

Bill No. 80 was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 80 est déferé pour étude à la Commission permanente de la justice.

On motion of Mr Levesque, bill No. 80 was referred to the Standing Committee on Justice, for consideration.

Sur la motion de M. Tetley, le projet de loi no 77, « Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommis », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Lessard, Morin, Roy et Samson.

On motion of Mr Tetley, bill No. 77, "An Act to amend the Trust Companies Act", was read the third time on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Lessard, Morin, Roy and Samson dissenting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 59, « Loi du ministère des affaires intergouvernementales ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 59, "Intergovernmental Affairs Department Act".

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Levesque moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Samson.

Aujourd'hui, vendredi 13 décembre 1974, à dix-huit heures cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cornellier, le représentant du président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Kennedy, de M. Samson, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 26 Loi des agents de recouvrement;
- 27 Loi modifiant la Loi des terres et forêts;
- 39 Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives;
- 56 Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la protection du malade mental;
- 57 Loi sur les réserves écologiques;
- 61 Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;
- 62 Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires;
- 63 Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants;
- 64 Loi modifiant le Régime de rentes du Québec;
- 67 Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'impôt sur la vente en détail;
- 68 Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;
- 69 Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;
- 70 Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;
- 71 Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;
- 72 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

The debate was adjourned on motion of Mr Samson.

Today, Friday, December 13th 1974, at five minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in presence of Mr Cornellier, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Levesque the Delegate of the Prime Minister, of Mr Kennedy, of Mr Samson, and of the Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 26 Collection Agents Act;
- 27 An Act to amend the Lands and Forests Act;
- 39 An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions;
- 56 An Act to amend the Public Curatorship Act and the Mental Patients Protection Act;
- 57 An Act respecting ecological reserves;
- 61 An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan;
- 62 An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan;
- 63 An Act to amend the Teachers Pension Plan;
- 64 An Act to amend the Québec Pension Plan;
- 67 An Act to amend the Revenue Department Act and the Retail Sales Tax Act;
- 68 An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act;
- 69 An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;
- 70 An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;
- 71 An Act to amend the Health Insurance Act;
- 72 An Act to amend the Succession Duties Act;

- 73 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;
- 74 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants;
- 77 Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss.

- 73 An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;
- 74 An Act to amend the Fuel Tax Act;
- 77 An Act to amend the Trust Companies Act.

A dix-huit heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Monday, at three o'clock P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 16 décembre 1974

Quinze heures

Monday, December 16th 1974

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 95, « Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux », est présenté par M. Parent (Hull).

M. Parent (Hull) propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 95, "An Act respecting collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies", was introduced by Mr Parent (Hull).

Mr Parent (Hull) moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenaault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Simard, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—66.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 95 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill No. 95 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Le projet de loi no 92, « Loi modifiant certaines prescriptions », est présenté par M. Choquette, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances ».

M. Simard propose que le projet de loi no 19, « Loi des agents de voyage », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi no 19 est lu la troisième fois.

M. Saint-Pierre propose que le projet de loi no 4, « Loi constituant la Société Inter-Port de Québec », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Brown, Cadieux, Carpentier, Chagnon, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufcur, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Lachapelle, Lacroix, Lamontagne, Leduc, Levesque, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—53.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.—8.

En conséquence, le projet de loi no 4 est lu la troisième fois.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, à partir de vingt heures et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Bill No. 92, "An Act to amend certain prescriptions", was introduced by Mr Choquette, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit immediately, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the session by section examination of bill No. 7, "An Act respecting insurance".

Mr Simard moved that bill No. 19, "Travel Agents Act", was read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 19 was accordingly read the third time.

Mr Saint-Pierre moved that bill No. 4, "An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

Bill No. 4 was accordingly read the third time.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit today at eight o'clock P.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente de la justice siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 79.—Loi modifiant le Code civil et la Loi concernant le louage des choses;

Projet de loi no 80.—Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

A la Salle 91 « A »:

La Commission permanente de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte ».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bonnier, rapporteur désigné de la Commission permanente des affaires sociales, dépose sur le bureau de la Chambre les rapports suivants:

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 40, « Loi de la Commission des affaires sociales ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 208.)

Rapport de la Commission permanente des affaires sociales, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 41, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux » (*Réimpression*).

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 209.)

A dix-huit heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Justice will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 79.—An Act to amend the Civil Code and the Act respecting the lease of things;

Bill No. 80.—An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property owners.

In Room 91 "A":

The Standing Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of bill No. 20, "Crop Insurance Act".

With unanimous consent of the Assembly, Mr Bonnier, the appointed reporter of the Standing Committee on Social Affairs tabled the following reports:

Report of the Standing Committee on Social Affairs, which examined bill No. 40, "Social Affairs Commission Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 208.)

Report of the Standing Committee on Social Affairs, which examined bill No. 41, "An Act to amend the Act respecting health services and social services" (*Reprint*), following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 209.)

At six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 17 décembre 1974

Dix heures

Tuesday, December 17th 1974

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi no 89, « Loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains », est présenté par M. Tetley.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 89, "An Act respecting the protection of buyers of new houses and land", was introduced by Mr Tetley.

Mr Tetley moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Berthiaume, Blank, Bonnier, Bourassa, Brown, Burns, Caron, Choquette, Cloutier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lamontagne, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Roy, Saint-Pierre, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Veilleux.—52.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 89 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay », est présenté par M.

Bill No. 89 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay", was introduced by Mr Gold-

Goldbloom, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Toupin:

Projet de loi no 85.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

Par M. Choquette:

Projet de loi no 97.—Loi sur les nantisements agricole et forestier.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Choquette:

Le rapport d'enquête de la Commission de Police du Québec sur l'étude de liens possibles entre Nicolas Di Iorio et Frank Dasti, membres du crime organisé, et Pierre Laporte, ministre, René Gagnon, chef de cabinet, et Jean-Jacques Côté, organisateur politique (Dossier: P-72-400).

(Document de la session no 210.)

Par M. Forget:

Le rapport du comité d'étude sur la situation des handicapés visuels au Québec.

(Document de la session no 211.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les articles 9, 10 et 27 qui apparaissent au feuillet de mercredi, le 11 décembre 1974 sont appelés par M. Levesque, comme suit:

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

Le gouvernement a-t-il pris des dispositions pour que les biens-fonds des compa-

bloom, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Toupin:

Bill No. 85.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.

By Mr Choquette:

Bill No. 97.—An Act respecting the pledge of agricultural and forest property.

The following documents were tabled:

By Mr Choquette:

The report on the inquiry made by the Québec Police Commission on the examination of any possible relationships between Nicolas Di Iorio and Frank Dasti, members of organized crime, and Pierre Laporte, a government Minister, René Gagnon, an Executive Assistant, and Jean-Jacques Côté, a political organizer (File No. P-72-400).

(Sessional Papers, No. 210.)

By Mr Forget:

The report of the Study Committee on the situation of visually impaired persons in the province of Québec.

(Sessional Papers, No. 211.)

With the unanimous consent of the Assembly, Items 9, 10 and 27, put down on the Agenda Paper for Wednesday, December 11th 1974, were called by Mr Levesque, as follows:

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

Has the government taken any measures to provide that the real estate belong-

gnies soient assujettis à un taux d'impôt foncier scolaire supérieur au taux d'imposition des biens-fonds des particuliers ?

Réponse par M. Goldbloom:
Non.

Question par M. Bellemare (Johnson):

Le gouvernement a-t-il donné suite à la recommandation XV-4 du rapport de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité relative à un service de crédit municipal ?

Réponse par M. Goldbloom:
Non.

Question par M. Bédard (Chicoutimi):

1. Les esquisses du trajet de la route 6 dans la zone de Paspébiac sont-elles arrêtées ?

2. Si oui, ce trajet passe-t-il au travers ou en périphérie de Paspébiac et le ministre peut-il déposer le tracé exact ?

3. Si non, quand ce trajet sera-t-il déterminé et quelles consultations locales auront lieu à ce sujet ?

4. Quelle section locale de la voirie s'occupe de l'entretien primaire des routes nationales dans ce comté ?

5. Est-il exact que le comté de Matapédia ne bénéficie d'aucune équipe ordinaire et permanente d'entretien de voirie localisée sur place ?

Réponse par M. Mailloux:

1. Les esquisses du trajet de la route 132 (6) sont arrêtées.

2. Le réaménagement proposé pour ce tronçon devrait se faire dans l'axe actuel, mais le plan de dépôt n'est pas encore préparé.

3. Un exposé du projet a été fait le 19 novembre 1974 au bureau du ministère des Transports de New-Carlisle. Étaient présents à cette rencontre les conseils municipaux de New-Carlisle, Paspébiac-ouest, Paspébiac-est, Hope-Canton; il n'y avait

ing to companies be subject to a higher rate of school tax than the tax rate applied to real estate owned by individuals ?

Answer by Mr Goldbloom:
No.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

Has the government followed up Recommendation XV-4 of the report of the Royal Commission of Inquiry on Taxation respecting a municipal credit service ?

Answer by Mr Goldbloom:
No.

Question by Mr Bédard (Chicoutimi):

1. Have the sketches of the path to be followed by Route 6 in the Paspébiac Zone been completed ?

2. If so, will the road go through or around Paspébiac, and can the Minister table the exact layout ?

3. If not, when will the path be determined, and what local discussions will be held on such matter ?

4. What local section of the Department of Roads is responsible for the basic maintenance of the main roads in this electoral district ?

5. Is it true that there is no regular and permanent on the spot Roads Department maintenance crew located in the electoral district of Matapédia ?

Answer by Mr Mailloux:

1. The sketches for the path of Route 132 (6) have been completed.

2. The proposed reconstruction of this section should follow the existing path, but the plan for the supply dump has not yet been prepared.

3. A summary of the project was given in the office of the Department of Transport in New Carlisle on November 19th 1974. The municipal councils of New Carlisle, Paspébiac-West, Paspébiac-East and Hope Township were present at the

pas de représentants de Hope-Town bien qu'ils fussent invités.

Copie de ces plans sera transmise prochainement à ces conseils municipaux, afin qu'ils puissent informer la population, et par la suite ils nous feront part de leurs commentaires.

La longueur du tronçon traité est d'environ 15 milles et le calendrier de réalisation devrait être respecté selon l'échéancier prévu après acceptation des gens concernés.

4. Ministère des Transports, district de New-Carlisle.

5. *Entretien d'été*

Lac-au-Saumon: 50 à 60 personnes *;

Entretien d'hiver

Mont-Joli à Sayabec:

Outillage du ministère;

5 personnes;

Sayabec à Lac-au-Saumon:

Contrat à Lucien Michaud;

Lac-au-Saumon à la limite du comté:

Contrat à Matapédia Construction;

Ainqui à Causapsal:

Contrat donné à la ville par le ministère;

* 1 contremaître;

5 permanents;

31 saisonniers;

25 occasionnels.

M. Levesque propose que la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances »; et que la Commission permanente de l'agriculture siège à la Salle 91 « A », dès que l'Assemblée se transformera en commission plénière pour l'étude des crédits et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article

meeting. There were no representatives from Hope Town, although they had been invited to attend.

A copy of the plans will be forwarded to these municipal councils in the near future, so that they will be able to inform the people, following which they will give us their comments.

The section involved is about 15 miles in length, and the work schedule must be followed in accordance with the time limit provided following the acceptance of the plan by the people concerned.

4. Department of Transport, New Carlisle District.

5. *Summer maintenance*

Lac-au-Saumon: 50 to 60 persons*;

Winter maintenance

Mont-Joli to Sayabec:

Departmental equipment;

5 persons;

Sayabec to Lac-au-Saumon:

Contract awarded to Lucien Michaud;

Lac-au-Saumon to the county line:

Contract awarded to Matapédia Construction;

Ainqui to Causapsal:

Contract awarded to the town by the Department;

* 1 foreman;

5 permanent employees;

31 seasonal employees;

25 casual employees.

Mr Levesque moved that the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives do sit immediately, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 7, "An Act respecting insurance", and that the Standing Committee on Agriculture do sit in Room 91, "A", as soon as the Assembly has resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates, and do

par article, le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte ».

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

M. le Président de la commission plénière pour l'étude des crédits fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a adopté tous les crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

Le rapport est adopté.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: projet de loi no 75, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

A douze heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour entendre les représentants de l'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James, aux fins suivantes:

continue to sit until such time as it decides to adjourn for the section by section examination of bill No. 20, "Crop Insurance Act".

The motion was adopted.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1975.

Mr Chairman of the Committee of the Whole for the examination of the estimates made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1975.

The report was adopted.

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 75, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

At twelve o'clock noon, Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to hear the representatives of Hydro-Québec and the James Bay Energy Corporation, for the following purposes:

1. Etudier l'organigramme fonctionnel de la Société d'énergie de la Baie James.

2. Etudier les contrats de gérance et d'ingénierie-conseil de la Société d'énergie de la Baie James.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 93, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

M. Forget informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 93 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires sociales.

Sur la motion de M. Tetley, le projet de loi no 86, « Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 86 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié le projet de loi no 90, « Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental ».

1. To examine the organization chart of the James Bay Energy Corporation.

2. To examine the management and consulting-engineering contracts of the James Bay Energy Corporation.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 93, "An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act".

Mr Forget informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Forget moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 93 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, to be examined section by section.

On motion of Mr Tetley, bill No. 86, "An Act to amend the Companies Information Act", was read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 86 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day was read for the consideration of the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 90, "An Act to amend the Mental Patients Act".

M. Bédard (Chicoutimi) propose qu'un amendement soit apporté à l'article 1 dudit projet de loi.

Et un débat s'élève sur cette motion.

L'amendement est alors rejeté après division des voix.

Sur la motion de M. Bonnier, ledit rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi no 90 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié le projet de loi no 40, « Loi de la Commission des affaires sociales ».

Sur la motion de M. Bonnier, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi no 40 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié le projet de loi no 41, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux » (*Réimpression*).

M. Bédard (Chicoutimi) propose qu'un amendement soit apporté à l'article 39 dudit projet de loi.

Et un débat s'élève sur cette motion.

L'amendement est alors rejeté après division des voix.

Sur la motion de M. Bonnier, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi no 41 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 91, « Loi modifiant de nouveau la Loi des cités et villes et le Code municipal », soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Bédard (Chicoutimi) moved that an amendment be made to section 1 of the said bill.

And a debate arising on this motion.

The amendment was then rejected on division.

On motion of Mr Bonnier, the said report was adopted on division.

Bill No. 90 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 40, "Social Affairs Commission Act".

On motion of Mr Bonnier, the said report was adopted.

Bill No. 40 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 41, "An Act to amend the Act respecting health services and social services" (*Reprint*).

Mr Bédard (Chicoutimi) moved that an amendment be made to section 39 of the said bill.

And a debate arising on this motion.

The amendment was then rejected on division.

On motion of Mr Bonnier, the said report was adopted.

Bill No. 41 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Goldbloom moved that bill No. 91, "An Act to amend the Cities and Towns Act and the Municipal Code", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 91 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance ou à la prochaine séance.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 96, « Loi concernant la protection de l'environnement », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 96 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 94, « Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et villes ».

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Sur la motion de M. Goldbloom, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 94 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 91 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting or at the next sitting.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 96, "An Act respecting protection of the environment", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 96 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 94, "An Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns".

Mr Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

On motion of Mr Goldbloom, the said bill was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 94 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the

à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Sur la motion de M. Goldbloom le projet de loi no 91, « Loi modifiant de nouveau la Loi des cités et villes et le Code municipal », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

M. Parent (Hull) propose que le projet de loi no 95, « Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, pour M. Levesque, le projet de loi no 95 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Goldbloom dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Les annexes au projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay ».

(Document de la session 212.)

Aujourd'hui, mardi 17 décembre 1974, à dix-sept heures trente-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Picard, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Forget, le représentant du Premier ministre, de M. Lessard, le représentant du Chef de l'Opposition, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de la chancellerie, il a

next sitting.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 91, "An Act to amend the Cities and Towns Act and the Municipal Code", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Parent (Hull) moved that bill No. 95, "An Act respecting collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 95 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Goldbloom tabled the following document:

The schedules to bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay".

(Sessional Papers, No. 212.)

Today, Tuesday, December 17th 1974, at thirty-five minutes past five o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Picard, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Forget, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lessard, the Delegate of the Leader of the Opposition, and of Mr Lessard, Assistant Secretary

plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 4 Loi constituant la Société Inter-Port de Québec;
- 19 Loi des agents de voyages;
- 75 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public.

A 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 4 An Act to incorporate the Société Inter-Port de Québec;
- 19 Travel Agents Act;
- 75 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service.

At midnight, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 18 décembre 1974

Dix heures

Wednesday, December 18th 1974

Ten o'clock A.M.

Déclaration ministérielle de M. Toupin, ministre de l'Agriculture, relativement à l'aide que le gouvernement s'apprête à apporter aux éleveurs de bovins du Québec.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Saint-Pierre:

La conférence de presse de M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce, qui a été tenue le 15 décembre 1974, à l'Hôtel Bonaventure à Montréal, sur la situation économique 1974/75.

(Document de la session no 213.)

Par M. Garneau:

Rapport du vérificateur des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973.

(Document de la session no 214.)

Ministerial declaration by Mr Toupin, the Minister of Agriculture, respecting the assistance which the government is prepared to give to the cattle breeders of the province of Québec.

The following documents were tabled:

By Mr Saint-Pierre:

The press conference given by Mr Guy Saint-Pierre, Minister of Industry and Commerce, which was held on December 15th 1974, at the Bonaventure Hotel in Montreal, on the economic situation in 1974/75.

(Sessional Papers, No. 213.)

By Mr Garneau:

Auditor's report on the accounts relating to the Auditor-General, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 214.)

Par M. Levesque:

Rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales, pour l'année 1972/73.

(Document de la session no 215.)

Rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 216.)

Par M. Cloutier:

Un communiqué du ministre de l'Éducation, en date du 13 décembre 1974, concernant la création d'un comité spécial pour étudier en priorité les problèmes soulevés par le calcul des prêts-bourses et la question de la contribution des parents et des étudiants.

(Document de la session no 217.)

M. Levesque propose que la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

By Mr Levesque:

Annual report of the Department of Intergovernmental Affairs, for 1972/73.

(Sessional Papers, No. 215.)

Annual report of the Department of Intergovernmental Affairs, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 216.)

By Mr Cloutier:

A press release dated December 13th 1974, by the Minister of Education, concerning the appointment of a special committee to make a priority examination of the problems raised by the calculating of loans and scholarships and the question of the contributions to be made by the parents and students.

(Sessional Papers, No. 217.)

Mr Levesque moved that the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 7, "An Act respecting insurance".

The motion was adopted on the following vote:

QUESTIONS ET REPONSES

Question par M. Léger:

1. Quels sont les montants versés par le gouvernement à M. Paul Desrochers depuis le 29 avril 1970 ?

2. Pour chacun de ces paiements, quelle était la tâche confiée à M. Desrochers ?

3. Sur quels dossiers a-t-il travaillé en tant que conseiller spécial du Premier ministre ou de tout autre ministre ?

4. Dans quels dossiers a-t-il été impliqué comme représentant du Premier ministre ou de son cabinet ?

5. Quels furent les montants qui lui ont été versés à titre de frais de voyage depuis le 29 avril 1970 ?

Réponse par M. Bourassa:

1. Voir document annexé.

2. 3. et 4. Les citoyens, groupes et associations diverses adressent régulièrement au Premier ministre de très nombreuses représentations sur toutes sortes de questions qui relèvent de l'administration publique québécoise. La tâche essentielle des membres du bureau du Premier ministre consiste à préparer pour le Premier ministre un état complet de la question soulevée afin que ce dernier puisse prendre une décision informée ou, le cas échéant, référer la question au membre du Conseil des ministres plus directement concerné par la question soulevée.

On comprendra donc alors qu'il est à peu près impossible d'effectuer le relevé détaillé des tâches spécifiques, des dossiers où l'un ou l'autre membre du bureau du Premier ministre a agi de fait comme Conseiller ou représentant du Premier ministre.

5. Voir document annexé.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Léger:

1. What amounts have been paid by the government to Mr Paul Desrochers since April 29th 1970 ?

2. What task was entrusted to Mr Desrochers respecting each of such payments ?

3. On what cases did he work as special adviser to the Prime Minister or to any other Minister ?

4. In what cases was he involved as the representative of the Prime Minister or of his office ?

5. What amount has he been paid in the form of travelling expenses since April 29th 1970 ?

Answer by Mr Bourassa:

1. See attached document.

2. 3. and 4. A great many representations are forwarded to the Prime Minister on all kinds of matters falling under the jurisdiction of the public administration of the province of Québec, by citizens, groups and various associations. The essential task of the members of the Prime Minister's office consists of preparing a complete statement for the Prime Minister respecting the matter put forward, so that he can make an informed decision or, as the case may be, refer the matter to the Member of the Cabinet who is more directly concerned in the matter so raised.

It will thus be understood that it is practically impossible to provide a detailed summary of the specific tasks or files in which some member of the Prime Minister's office acted as an Adviser to, or a representative of, the Prime Minister.

5. See attached document.

Montants versés à M. Paul Desrochers
Amounts paid to Mr Paul Desrochers

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75
Traitements/ <i>Salary</i>	20,911.79	25,475.12	11,421.83		
Frais de représentation et d'automobile/ <i>Re- presentation and au- tomobile expenses</i>	3,164.52	3,600.00	3,300.00	2,400.00	
Frais de voyage/ <i>Travel- ling expenses</i>	3,736.61	5,097.10	5,556.90	3,783.73	1,931.09
Honoraires/ <i>Fees</i>			13,249.98	29,250.00	

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. La Commission scolaire de Drummondville offre-t-elle aux étudiants de niveau collégial l'option secrétariat ?

2. Le ministère de l'Éducation a-t-il accordé la permission à l'école Ellis de Drummondville d'offrir cette même option à ses élèves ?

3. Quelle distance y a-t-il entre l'école Ellis et l'institution publique la plus proche qui offre cette même option ?

4. Quels sont les propriétaires de l'école Ellis ?

5. Quel est le nom des personnes qui ont recommandé au ministère l'octroi de ce privilège à l'école Ellis ?

Réponse par M. Cloutier:

1. La Commission scolaire de Drummondville n'offre aucun cours de niveau collégial.

2. Le ministère a accordé une reconnaissance pour fins de subventions au Collège d'Affaires Ellis pour dispenser l'option secrétariat 412 au niveau collégial mais pour l'année 1974/75 seulement. Il est possible que ce cours soit modifié ou aboli, c'est pourquoi l'autorisation n'a été donnée que pour un an.

3. Le CEGEP Bourgchemin, Campus Drummondville, dispense le cours de secrétariat 412.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Does the Drummondville School Board provide the secretarial sciences option for college level students ?

2. Did the Department of Education grant permission to the Ellis School of Drummondville to provide this same option for its students ?

3. What is the distance between the Ellis School and the nearest public institution which is providing this same option ?

4. Who are the proprietors of the Ellis School ?

5. What are the names of the persons who recommended that the Ellis School be granted this privilege by the Department ?

Answer by Mr Cloutier:

1. The Drummondville School Board does not provide any college level courses.

2. The Department granted recognition for purposes of grants to the Ellis Business College to provide the secretarial sciences 412 option at the college level, but only for the 1974/75 academic year. There is a possibility that this course will be changed or abolished, which is the reason why the authorization was only granted for one year.

3. The secretarial sciences 412 course is provided by the Bourgchemin CEGEP, Drummondville Campus.

4. L'école est constituée en compagnie dont les deux principaux actionnaires sont MM. Jacques Scalzo et Laurier Rousseau.

5. Ceux qui ont recommandé le statut de reconnaissance pour fins de subventions pour cette école sont: le Service général de l'enseignement privé (MM. Vézina, Moreau, Bibeau, Demers), la Commission consultative et le sous-ministre adjoint, Mlle Thérèse Baron.

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance échangée entre le ministère de l'Agriculture et la société Les Produits Caillette Inc., concernant l'inauguration de la nouvelle usine de cette société à Maskinongé, le 7 septembre 1974.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 218.)

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de la liste des 240 entreprises qui ont sollicité, auprès du gouvernement, l'application d'un programme de francisation.

M. Lalonde dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 219.)

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Tetley, le projet de loi no 86, « Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 96, « Loi concernant la protection de l'environnement », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 94, « Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et villes ».

4. The school is incorporated as a company, the two principal shareholders of which are Messrs Jacques Scalzo and Laurier Rousseau.

5. Those who recommended the status of recognition for purposes of grants were the following: the Private Education Branch (Messrs Vézina, Moreau, Bibeau and Demers), the Advisory Commission and the Assistant Deputy Minister, Miss Thérèse Baron.

On motion of Mr Bellemare (Johnson),—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any correspondence exchanged by the Department of Agriculture and the firm of Les Produits Caillette Inc., concerning the opening of the firm's new plant at Maskinongé, on September 7th 1974.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 218.)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the list of the 240 firms which submitted requests to the government for the application of a francisation programme.

Mr Lalonde tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 219.)

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Tetley, bill No. 86, "An Act to amend the Companies Information Act", was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 96, "An Act respecting protection of the environment", was read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 94, "An Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns".

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 94 est renvoyé à la commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 91, « Loi modifiant de nouveau la Loi des cités et villes et le Code municipal ».

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 91 est renvoyé à la commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Parent (Hull) propose que le projet de loi no 95, « Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Bellemare (Johnson), Burns, Lessard, Roy et Samson.

En conséquence, le projet de loi no 95 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque proposant que le projet de loi no 59, « Loi du ministère des affaires intergouvernementales », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Levesque.

A treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le Président reprend le fauteuil.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 94 was referred back to the Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 91, "An Act to amend the Cities and Towns Act and the Municipal Code".

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 91 was referred back to the Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Mr Parent (Hull) moved that bill No. 95, "An Act respecting collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Bellemare (Johnson), Burns, Lessard, Roy and Samson dissenting.

Bill No. 95 was accordingly read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Levesque proposing that bill No. 59, "Intergovernmental Affairs Department Act", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Levesque.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

Mr Goldbloom moved that bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay", be

Saguenay », soit maintenant lu la deuxième fois.

now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

M. Samson propose que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans trois mois ».

Mr Samson moved that the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding at the end thereof, the words "this day three months".

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit :

The amendment was then rejected on the following division :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson.—8.

CONTRE—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Déom, Desjardins, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—60.

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

M. Charron propose que le débat soit ajourné.

Mr Charron moved that the debate be adjourned.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

A 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At midnight, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 19 décembre 1974

Dix heures

Thursday, December 19th 1974

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif », est présenté par M. Levesque.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act", was introduced by Mr Levesque.

Mr Levesque moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—68.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Morin.—5.

En conséquence, le projet de loi no 87 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill No. 87 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Choquette:

Projet de loi no 200.—Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi no 84.—Loi concernant les juges.

Par M. Mailloux:

Projet de loi no 82.—Loi modifiant la Loi des autoroutes et le Code de la route.

Déclaration ministérielle de M. Garneau, ministre des Finances, relativement au changement du régime fiscal des compagnies minières et pétrolières.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Levesque, pour M. Cournoyer:

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 220.)

Par M. Choquette:

Rapport annuel du Tribunal de l'expropriation, pour l'année se terminant le 30 septembre 1974.

(Document de la session no 221.)

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974.

(Document de la session no 222.)

Par M. Mailloux:

La copie de la déclaration de règlement hors le tribunal, ainsi que la copie de l'entente réglant les modalités du transfert de la propriété de l'Île d'Anticosti, en date du 13 décembre 1974.

(Document de la session no 223.)

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Choquette:

Bill No. 200.—An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council;

Bill No. 84.—An Act respecting judges.

By Mr Mailloux:

Bill No. 82.—An Act to amend the Autoroute Act and the Highway Code.

A ministerial declaration by Mr Garneau, Minister of Finance, respecting the changing of the tax policy for mining and oil companies.

The following documents were tabled:

By Mr Levesque, on behalf of Mr Cournoyer:

Annual report of the Advisory Council on Labour and Manpower, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 220.)

By Mr Choquette:

Annual report of the Expropriation Tribunal, for the year ended September 30th 1974.

(Sessional Papers, No. 221.)

Annual report of "Régie des loteries et courses du Québec", for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 222.)

By Mr Mailloux:

A copy of the announcement of the settlement out of court, together with a copy of the agreement settling the conditions for the transferring of the property of Anticosti Island, dated December 13th 1974.

(Sessional Papers, No. 223.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », est présenté par M. Forget.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est alors mise aux voix.

Conformément à l'article 106 du règlement, M. le Président remet l'enregistrement des noms à douze heures cinquante-cinq minutes.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires sociales siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 93, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

Avant l'appel des affaires du jour, le député de Maisonneuve soulève un point de règlement à l'encontre de l'avis de motion apparaissant en appendice au feuillet d'aujourd'hui, au nom du Ministre de l'Immigration et proposant de convoquer la Commission de l'Assemblée nationale en vue de faire enquête sur certains faits qui, s'ils étaient fondés, rendraient le député de Sauvé indigne de siéger à l'Assemblée nationale, et il allègue que, *prima facie*, il n'y a pas atteinte aux privilèges des députés. En effet, les articles 75, 77, 78, 79 et 86 de la Loi de la Législature contiennent tous une prohibition précise qui défend aux députés de poser certains gestes et de recevoir certains paiements, tandis que le deuxième alinéa du deuxième paragraphe de l'article 96 n'est qu'une restriction imposée à l'autorité, en l'occurrence le Président de l'Assemblée nationale; que le texte de l'article 96 est d'une nature différente et qu'il n'y a pas de sanction qui fasse référence à cet article.

De plus, le fait que l'allocation ait été autorisée est une décision ayant pour effet d'écarter la restriction contenue à cet article.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", was introduced by Mr Forget.

Mr Forget moved that the said bill be read the first time.

The motion was then put to the vote.

In accordance with Standing Order 106, Mr President postponed the taking down of the names until fifty-five minutes past twelve o'clock P.M.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 93, "An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act".

Before Orders of the Day were called, the Member for Maisonneuve raised a point of Order against the notice of motion appearing in the Appendix of today's Agenda Paper, in the name of the Minister of Immigration and proposing to convene the Committee on the National Assembly for the purpose of inquiring into certain facts which, if they were founded, would render the Member for Sauvé unworthy to sit in the National Assembly, and he alleged that *prima facie*, there was no breach of the privileges of the Members. In fact, sections 75, 77, 78, 79 and 86 of the Legislature Act all contain a precise prohibition which forbids Members to do certain things and to receive certain payments, whereas the second paragraph of paragraph (2) of section 96 is only a restriction imposed upon the authorities, in this case, the President of the National Assembly; that the text of article 96 was of a different nature and that there was no sanction referred to in this section.

In addition, the fact that the allowance had been authorized was a decision which had the effect of setting aside the restriction contained in such section.

Il doit y avoir permanence dans l'institution qu'est la présidence de l'Assemblée nationale et le geste posé par le Président au mois d'août ne peut avoir un sens différent maintenant.

En conséquence, il demande que cet avis soit rayé du feuillet.

Après avoir entendu l'argumentation, M. le Président prend la décision en délibéré.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Goldbloom proposant que le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay », soit maintenant lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le débat est suspendu.

A douze heures cinquante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Forget, proposant que le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Roy, Samson.—3.

En conséquence, le projet de loi no 88 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

A treize heures, M. le Président quitte le fauteuil.

There should be permanency in the institution which is the presidency of the National Assembly, and the action carried out by the President in the month of August could not have any different meaning now.

He accordingly requested that such notice be struck off the Agenda Paper.

After hearing the argumentation, Mr President took the decision under private consideration.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Goldbloom proposing that bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay", be now read the second time.

On motion of Mr Levesque, the debate was suspended.

At fifty-five minutes past twelve o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr Forget, proposing that bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", be read the first time.

The motion was adopted on the following division:

Bill No. 88 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Goldbloom, proposant que le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Goldbloom, proposing that bill No. 98. "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay", be now read the second time.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Beauregard, Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Cadieux, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—71.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—9.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 98 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales qui siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner.

On motion of Mr Levesque, bill No. 98 was referred for section by section examination to the Standing Committee on Municipal Affairs, which will sit immediately in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn.

M. Choquette propose que le projet de loi no 92, « Loi modifiant certaines prescriptions », soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Choquette moved that bill No. 92, "An Act to amend certain prescriptions", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 92 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière,

On motion of Mr Levesque, bill No. 92 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for

rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

M. Levesque propose que l'ordre adopté, le 13 décembre 1974, pour déférer le projet de loi no 79, « Loi modifiant le Code civil et la Loi concernant le louage de choses » et le projet de loi no 80, « Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires », à la Commission permanente de la justice, soit révoqué; et que lesdits projets de loi soient envoyés à la commission plénière.

La motion est adoptée.

En conséquence, les projets de loi nos 79 et 80 sont envoyés à la commission plénière, étudiés en commission plénière, amendés et rapportés; les projets de loi amendés sont lus et agréés; les projets de loi sont remis à la prochaine séance pour leur troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, proposant que le projet de loi no 59, « Loi du ministère des affaires intergouvernementales », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 59 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes siégeront dès que l'Assemblée s'ajournera et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente des affaires sociales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 93, « Loi modi-

third reading at the next sitting.

Mr Levesque moved that the Order adopted, December 13th 1974, to refer bill No. 79, "An Act to amend the Civil Code and the Act respecting the lease of things" and bill No. 80, "An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property owners", to the Standing Committee on Justice, be withdrawn; and that the said bills be referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Bills Nos. 79 and 80 were accordingly committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bills as amended were read and agreed to; the bills were ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Levesque, proposing that bill No. 59, "Intergovernmental Affairs Department Act", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 59 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Standing Committees will sit today as soon as the Assembly adjourns, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Social Affairs will sit, for the section by section examination of bill No. 93, "An Act to

fiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec »;

À la Salle 91 « A »:

La Commission permanente de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte ».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Chagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 224.)

Sur la motion de M. Levesque, le délai pour le dépôt des amendements au rapport et au projet de loi no 7 est prolongé jusqu'à demain douze heures.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Le projet de loi no 59, « Loi du ministère des affaires intergouvernementales », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

A vingt et une heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act";

In Room 91 "A":

The Standing Committee on Agriculture will sit, for the section by section examination of bill No. 20, "Crop Insurance Act".

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Chagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined bill No. 7, "An Act respecting insurance", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 224.)

On motion of Mr Levesque, the delay for the tabling of the amendments to the report and to bill No. 7 was extended until tomorrow, at twelve o'clock noon.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

Bill No. 59, "Intergovernmental Affairs Department Act", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

At twenty-five minutes past nine o'clock, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 20 décembre 1974

Dix heures

Sur la motion de M. Levesque, le feuillet d'aujourd'hui est corrigé de façon à ce que le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances », soit inscrit à l'étape de la prise en considération du rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui a étudié après la deuxième lecture cedit projet de loi.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Toupin:

Un document de travail sur l'avant-projet de loi d'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

(Document de la session no 225.)

Par M. Mailloux:

Une copie du rapport de l'étude de factibilité des options de transport du projet Ferchibal.

(Document de la session no 226.)

Friday, December 20th 1974

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr Levesque, today's Agenda Paper was corrected so that bill No. 7, "An Act respecting insurance", would be put down at the stage of the consideration of the report by the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined the said bill following second reading.

The following documents were tabled:

By Mr Toupin:

A working document on the draft of the Agricultural Revenues Stabilization Insurance Act.

(Sessional Papers, No. 225.)

By Mr Mailloux:

A copy of the report on the study of the fact-finding examination of the transportation options for the Ferchibal Project.

(Sessional Papers, No. 226.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les articles 10, 16, 31, 32, 35 et 79 qui apparaissent au feuillet de mercredi, le 18 décembre 1974 sont appelés par M. Levesque, comme suit:

QUESTIONS ET REPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Depuis le 12 mai 1970, combien de contrats ont été accordés à Renova Entreprises, 3340 de la Pérade, Sainte-Foy?

2. Combien de contrats leur ont été accordés:

- a) après soumissions publiques;
- b) après soumissions négociées;
- c) après soumissions en circuit fermé?

3. Pour chaque contrat:

- a) quel est le ministère impliqué;
- b) quel en est le montant;
- c) à quelle date a-t-il été signé;
- d) quel est le pourcentage payé pour l'administration, le profit et la coordination des travaux exécutés par les sous-traitants;

e) quel est le total des paiements effectués ou à effectuer?

4. A quelle date cette compagnie a-t-elle été incorporée et quels étaient alors ses administrateurs?

5. Quels sont les nom, prénoms et adresse de ses administrateurs actuels?

Réponse par M. Mailloux:

1. Trois.

2. a) aucun;

b) trois;

c) aucun.

3. a) Travaux publics et Approvisionnement:

1. modification des puisards au garage de la Voirie - Laurier Station;

2. rénovation de l'ancien poste de la Sûreté du Québec - ministère des Transports - Pont de Québec;

With the unanimous consent of the Assembly, Items 10, 16, 31, 32, 35 and 79 put down on the Agenda Paper for Wednesday, December 18th 1974, were called by Mr Levesque, as follows:

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many contracts have been awarded to Renova Entreprises, 3340 de la Pérade, Sainte-Foy, since May 12th 1970?

2. How many contracts were granted to them:

- (a) following a call for public tenders;
- (b) following negotiated bids;
- (c) following sealed tenders?

3. Respecting each contract:

- (a) which Department was involved;
- (b) what was the amount,
- (c) on what date was it signed;
- (d) what percentage was paid for administration, profit, and the co-ordinating of the work carried out by the sub-contractors;

(e) what is the total amount of the payments made or remaining to be made?

4. On what date was this company incorporated, and who were its administrators at that time?

5. What are the names, given names and addresses of its present administrators?

Answer by Mr Mailloux:

1. Three.

2. (a) none;

(b) three;

(c) none.

3. (a) Public Works and Supply:

1. alterations to the drainage sumps at the Roads Department Garage - Laurier Station;

2. renovating the former Québec Provincial Police station - Department of Transport - Québec Bridge;

3. construction d'un garage au Centre de voirie - Lac Etchemin;

- b) 1. \$996.00;
2. \$2,275.00;
3. \$4,500.00;
- c) 1. 7 avril 1972;
2. 24 janvier 1972;
3. 27 avril 1972;
- d) le pourcentage de l'administration et de profit inclus dans les montants forfaitaires négociés;
- e) paiements effectués:
1. \$996.00;
2. \$2,275.00;
3. \$4,500.00;

\$7,771.00 Total.

4. Il s'agit d'une firme enregistrée et par conséquent, il n'y a pas eu d'incorporation. N'étant pas incorporée, il n'y a pas d'administrateur.

5. Néant.

Question par M. Léger:

1. Les propriétaires de Place Duchesne, à Saint-Eustache (Deux-Montagnes), ont-ils obtenu le certificat d'autorisation exigé par les articles 22 et 23 de la Loi de la qualité de l'environnement pour effectuer du remplissage dans la rivière Duchesne?

2. Les carrières de M. Maurice Arbic, à Oka (Deux-Montagnes), ont-elles obtenu un certificat d'autorisation tel qu'exigé par la Loi de la qualité de l'environnement (article 23)?

Réponse par M. Goldbloom:

1. Après avoir consulté les dossiers du ministère des Affaires municipales, ceux du génie sanitaire, le dossier général de la ville de Saint-Eustache et ceux du bureau de Montréal, il n'a été trouvé aucun document traitant du sujet en question, par le fait même, aucun certificat d'autorisation et aucune demande ou plainte.

2. Les carrières de M. Maurice Arbic ayant commencé à opérer avant 1973, un

3. construction of a garage at the Roads Centre - Lake Etchemin;

- (b) 1. \$996.00;
2. \$2,275.00;
3. \$4,500.00;
- (c) 1. April 7th 1972;
2. January 24th 1972;
3. April 27th 1972;
- (d) the percentage for administration and profit was included in the lump sum amounts negotiated;
- (e) payments made:
1. \$996.00;
2. \$2,275.00;
3. \$4,500.00;

\$7,771.00 Total.

4. It is a matter of a registered firm and therefore there was no incorporation. Not being incorporated, there are no administrators.

5. Nil.

Question by Mr Léger:

1. Did the proprietors of Place Duchesne, at Saint-Eustache (Two Mountains), obtain the certificate of authorization required under sections 22 and 23 of the Environment Quality Act, to carry out the filling in of the Duchesne River?

2. Was a certificate of authorization obtained for the quarries of Mr Maurice Arbic, at Oka, (Two Mountains), as required under the Environment Quality Act (section 23)?

Answer by Mr Goldbloom:

1. After examining the files of the Department of Municipal Affairs, the sanitary engineering files, the general file of the town of Saint-Eustache and those at the Montreal office, no document was found concerning the matter in question, therefore there is no authorization certificate and no application or complaint.

2. As Mr Maurice Arbic's quarries started operating before 1973, an author-

certificat d'autorisation suivant la Loi de la qualité de l'environnement n'est pas requis.

Question par M. Léger:

Quel est le salaire du président de la Société des alcools du Québec ?

Réponse par M. Garneau:

Le salaire du président de la Société des alcools du Québec est de \$38,500.00 à compter du 1^{er} janvier 1974.

La prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Quels sont les nom et adresse de tous les sous-ministres du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre ?

2. Quels sont le salaire et la date d'entrée en fonction de chacun de ces sous-ministres ?

3. Quel est le montant total des dépenses de voyage de chacun d'eux pour l'année 1973/1974 ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Cournoyer dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 227.)

La prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Quels sont les noms des conciliateurs et des commissaires-enquêteurs du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre à Québec et à Montréal ?

2. A quelle date chacun de ces conciliateurs est-il entré en fonction ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Cournoyer dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 228.)

ization certificate in accordance with the Environment Quality Act is not required.

Question by Mr Léger:

What is the salary of the president of the Québec Liquor Corporation ?

Answer by Mr Garneau:

The salary of the president of the Québec Liquor Corporation is \$38,500.00, effective January 1st 1974.

The consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What are the names and addresses of all the Deputy Ministers at the Department of Labour and Manpower ?

2. What is the salary of each of such Deputy Ministers and the date on which he assumed his duties ?

3. What was the total amount of the travelling expenses of each one in 1973/74 ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Cournoyer tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 227.)

The consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What are the names of the conciliation officers and the investigating commissioners of the Department of Labour and Manpower in Québec city and in Montreal ?

2. On what date did each of such conciliation officers assume his duties ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Cournoyer tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 228.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de l'organigramme du ministère du Travail et de la Main-d'œuvre en vigueur pour l'année 1974.

M. Cournoyer dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 229.)

M. Levesque propose que la Commission permanente des affaires municipales siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.— 85.

CONTRE—NAYS:— 0.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le délai pour le dépôt des amendements au rapport et au projet de loi no 7, « Loi sur les assurances », est prolongé jusqu'à dix-sept heures aujourd'hui.

M. Levesque, pour M. Bonnier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 93, « Loi modifiant la Loi

On motion of Mr Bellemare (Johnson),—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the organizational chart of the Department of Labour and Manpower in force for 1974.

Mr Cournoyer tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 229.)

Mr Levesque moved that the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn for the section by section examination of bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay".

The motion was adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the delay for the tabling of the amendments to the report and to bill No. 7, "An Act respecting insurance", was extended until five o'clock P.M. today.

On behalf of Mr Bonnier, the appointed reporter, Mr Levesque tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs, which examined bill No. 93, "An Act to amend the Health Insurance Act

de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session no 230.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, pour M. Bonnier, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Forget, le projet de loi no 93 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Copie de la correspondance sur la mission de l'Assemblée nationale du Québec à la réunion de l'Association Internationale des Parlementaires de Langue Française, tenue à Bruxelles, du 16 au 22 septembre 1974.

(*Document de la session no 231.*)

M. le Président rend la décision suivante:

J'ai à statuer, aujourd'hui, sur la recevabilité de la motion privilégiée de l'honorable député de Crémazie et ministre de l'Immigration, inscrite au feuillet de l'Assemblée nationale et présentée en vertu de l'article 80 du règlement.

Cette décision que j'ai à rendre fait suite à une question de règlement soulevée hier en cette Chambre par le député de Maisonneuve et leader parlementaire de l'Opposition officielle.

Le député de Maisonneuve allègue qu'il appartient au Président de décider si une question de privilège qu'un député soulève est une question qui concerne directement les privilèges de la Chambre ou de quelque député. Il doit, dit-il, juger si, *prima facie*, il y a atteinte à des privilèges.

and the Québec Health Insurance Board Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 230.*)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Bonnier, the said report was adopted.

On motion of Mr Forget, bill No. 93 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr President tabled the following document:

Copy of the correspondence on the mission sent by the National Assembly of the province of Québec to the meeting of the Association Internationale des Parlementaires de Langue Française, held at Brussels, from the 16th to the 22nd of September 1974.

(*Sessional Papers, No. 231.*)

Mr President made the following decision:

Today, I must render a decision on the admissibility of the motion of privilege by the Honourable Member for Crémazie and Minister of Immigration, put down upon the Agenda Paper of the National Assembly, and introduced under Standing Order 80.

The decision which I must render follows a question of Procedure raised in the House yesterday by the Member for Maisonneuve and Parliamentary Leader of the Official Opposition.

The Member for Maisonneuve alleged that it was up to the President to decide if a question of privilege raised by a Member was a matter which concerns directly the privileges of the House or of any Member. He must, he said, decide if, *prima facie*, there was a breach of privilege.

Ensuite, il argumente que, *prima facie*, il n'y a pas atteinte aux privilèges puisque l'article 96 invoqué par le député de Crémazie ne défend pas aux députés de poser certains gestes, mais au contraire vise à permettre ou à défendre aux autorités de l'Assemblée nationale de verser aux députés certaines allocations. Il n'est pas nécessaire de relater en détail, ici, toute l'argumentation du député de Maisonneuve au soutien de sa thèse qui tend à faire déclarer par le Président que la motion du député de Crémazie était irrecevable et n'aurait pas dû être inscrite au feuillet.

La doctrine et les précédents veulent que le Président s'assure que la question en est une qui, *prima facie*, concerne les privilèges de la Chambre et j'ajoute, son indépendance.

Quelle interprétation doit-on donner à l'assertion suivante: le Président doit s'assurer que, *prima facie*, la question concerne les privilèges de la Chambre?

En premier lieu, le Président doit vérifier si, dans sa forme, elle est présentée selon le règlement.

En second lieu, il doit s'assurer que le contenu de la question ou de la motion a trait à une violation des privilèges de la Chambre et de son indépendance.

Il faut d'abord établir ce que le Président n'a pas le pouvoir de faire.

Il ne peut juger de la motion à son mérite, c'est évident.

Il n'a pas le pouvoir non plus de juger des questions de droit. Le droit parlementaire le confirme.

Les questions de droit, comme celles qui concernent les faits, doivent être débattues devant l'organisme qui aura à se prononcer sur le mérite de la cause, soit la Commission de l'Assemblée nationale.

C'est une question de droit, par exemple, que de décider si quelqu'un qui enfreint l'article 96 de la *Loi de la Législa-*

Following this, he argued that *prima facie*, there was no breach of privilege as Standing Order 96, referred to by the Member for Crémazie, does not forbid a Member to do certain things, but on the contrary, it contemplates allowing or forbidding the authorities of the National Assembly to pay certain allowances to the Members. It is not necessary, here, to report in detail all the argumentation put forward by the Member for Maisonneuve to support his proposition which tended towards causing the President to declare that the motion by the Member for Crémazie was inadmissible and should not have been put down upon the Agenda Paper.

Opinions and precedents require that the President must make sure that the matter is one which, *prima facie*, concerns the privileges of the House, and I am adding, its independence.

What interpretation should be given to the following assertion: the President must make sure that, *prima facie*, the question concerns the privileges of the House?

First of all, the President must confirm that in its form, it is presented in accordance with the Standing Orders.

Secondly, he must make sure that the contents of the question or motion refer to a violation of the privileges of the House or its independence.

In the first place, the things which the President does not have the power to do must be established.

It is obvious that he cannot judge the motion on its merits.

Nor does he have the power to judge any matters of law. This is confirmed by parliamentary law.

Matters of law, similarly to those which concern the facts, must be debated before the body which will have to decide on the merits of the case, namely the Committee on the National Assembly.

For example, it is a matter of law to decide whether or not anyone who fails to comply with section 96 of the *Legislature*

ture se rend coupable ou non d'une atteinte aux privilèges de la Chambre ou à son indépendance.

En étant saisi de la motion du député de Crémazie, le Président n'a qu'à s'assurer que son contenu réfère à une violation des privilèges de la Chambre et de son indépendance. S'il va plus loin que cela, il s'immisce dans des questions de droit qui ne sont pas de sa compétence. Le Président peut interpréter le règlement, mais pas la *Loi de la Législature*, ni aucune autre loi.

Or, la motion du député de Crémazie allègue des faits suffisamment précis qui, s'ils étaient fondés, pourraient rendre le député de Sauvé et chef de l'Opposition indigne de siéger pour avoir enfreint les dispositions qui visent à assurer l'indépendance de la Législature. C'est le contenu de la motion qui en témoigne.

D'ailleurs, cette motion réfère à l'article 96 et à l'article 75 et suivants de la *Loi de la Législature*, ces derniers faisant partie de la sous-section qui traite de l'*indépendance de la Législature*.

Dans sa forme comme dans son contenu, la motion a donc tous les éléments qui militent en faveur de sa recevabilité.

Pour terminer, faut-il mentionner qu'une motion du genre n'est pas usuelle dans nos institutions parlementaires. En cent ans, peut-on trouver une couple d'exemples au Québec où un député porte une accusation de cette gravité contre un de ses collègues. Il s'agit bien d'une procédure extraordinaire qui entraîne de graves conséquences et qui commande un jugement de la part de ses pairs.

Dès que les conditions de forme sont respectées, dès que des faits suffisamment précis sont allégués et qu'on accroche l'accusation à la *Loi de la Législature* en général, et que ce type d'accusation n'est pas attribué aux tribunaux ordinaires, il n'appartient plus au Président de décider si l'enquête de la Commission de l'Assemblée nationale doit avoir lieu ou non, mais

Act becomes guilty of a breach of the privileges of the House or its independence.

Having the motion by the Member for Crémazie before him, the President only has to make sure that its contents refer to a breach of the privileges of the House and its independence. If he goes any further than that, he is intruding into matters of law which are not under his jurisdiction. The President may interpret the Standing Orders, but not the *Legislature Act*, nor any other law.

Now, the motion by the Member for Crémazie alleges sufficiently precise facts which, if they were founded, could render the Member for Sauvé and Leader of the Opposition unfit to sit for having failed to comply with provisions which contemplate the ensuring of the independence of the Legislature. This is corroborated by the contents of the motion.

Furthermore, the motion refers to section 96 and section 75 and those following, of the *Legislature Act*, the latter forming part of the sub-section which refers to the *Independence of the Legislature*.

In its form as well as in its contents, the motion thus has all the elements which militate in favour of its admissibility.

In closing, it must be mentioned that a motion of this kind is unusual in our parliamentary institutions. Over a period of one hundred years, only a couple of examples can be found in Québec in which a Member brought such a serious charge against one of his colleagues. It is a matter of special procedure which leads to serious consequences, and which requires a judgment by his peers.

As soon as the conditions of form have been met, as soon as sufficiently accurate facts have been alleged and the charge has been generally linked up with the *Legislature Act* and that this type of charge is not referred to the ordinary Courts, it is no longer up to the President to decide whether or not the inquiry by the Committee on the National Assembly should be held,

bien à l'Assemblée nationale elle-même et c'est le but que vise la motion actuellement devant nous.

Tout à l'heure, par un vote, l'Assemblée nationale décidera elle-même si cette enquête doit être tenue. Si c'est là son désir, la Commission siégera; elle fera ensuite son rapport et de nouveau l'Assemblée sera saisie de l'affaire pour entériner ou rejeter les conclusions de la Commission.

Le Président ne peut se placer au-dessus de l'Assemblée. Il n'en est que le serviteur. Si la motion respecte les conditions de base, à l'Assemblée nationale de se prononcer.

Quant au deuxième volet de l'argumentation du député de Maisonneuve, il m'est impossible d'y apporter quelque commentaire que ce soit, parce qu'en ce faisant, j'irais au fond de la question, ce qui n'est pas de mon ressort.

Pour toutes ces raisons, je déclare que la motion du député de Crémazie et ministre de l'Immigration est régulière et doit être déclarée recevable.

Conformément à l'article 80 du règlement, M. Bienvenue propose:

Que la Commission de l'Assemblée nationale se réunisse, après avis du leader parlementaire du gouvernement, au cours de la présente session ou de la session subséquente de la présente Législature en vue de procéder à une enquête sur les faits suivants qui, s'ils sont fondés, rendront le député de Sauvé et chef de l'Opposition, Me Jacques-Yvan Morin, indigne de siéger à l'Assemblée nationale parce qu'inhabile en vertu des articles 96 et 75 et suivants de la Loi de la Législature, savoir:

Avoir accepté et encaissé une allocation sous forme de chèque du gouvernement du Québec, daté du 28 août 1974, portant le numéro 813025 et au montant de \$1,796.00, pour l'indemniser des dépenses encourues pour les fins d'une mission officielle qu'il a accomplie à Bruxelles en Belgique, du 16 au 22 septembre 1974, contrairement

but definitely to the Assembly itself, and this is the purpose of the motion which is before us at the present time.

In a short time, by a vote, the National Assembly itself will decide if the inquiry must be held. If this is its wish, the Committee will sit. It will then make its report and the matter will again be laid before the Assembly to confirm or reject the findings of the Committee.

The President cannot set himself above the Assembly. He is only its servant. If the motion respects the basic conditions, it is up to the National Assembly to decide.

As regards the second part of the argumentation put forward by the Member for Maisonneuve, it is impossible for me to make any comments on it, because by doing so, I would be getting down to the substance of the matter, which is not within my province.

For all these reasons, I declare that the motion by the Member for Crémazie and Minister of Immigration, is regular and must be declared admissible.

In accordance with Standing Order 80, Mr Bienvenue moved:

That the Committee on the National Assembly do sit, following notice by the Government House Leader, during the present session or the next session of the present Legislature, for the purpose of inquiring into the following facts which, if they are founded, will render the Member for Sauvé and Leader of the Opposition, Mr Jacques-Yvan Morin, unworthy to sit in the National Assembly, being unfit to do so under sections 96 and 75 and those following, of the Legislature Act, to wit:

Having accepted and collected an allowance, in the form of a cheque from the government of Québec, dated 28th August 1974, bearing number 813025, and in the amount of \$1,796.00, to indemnify him for the expenses incurred for the purpose of an official mission which he undertook to Brussels, in Belgium, from the 16th to

aux articles 96 et 75 et suivants de la Loi de la Législature.

Que cette commission soit autorisée à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur cette affaire, à convoquer devant elle et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Burns propose:

Que la motion en discussion soit amendée:

a) en remplaçant les mots « après avis du leader parlementaire du gouvernement, au cours de la présente session ou de la session subséquente » par les mots « samedi le 21 décembre, à 11 heures du matin, dans la salle 81 « A »; »

b) en insérant, dans la neuvième ligne, après le mot « Morin » ce qui suit: « M. Jean-Noël Lavoie, président de l'Assemblée nationale, M. Gérard D. Levesque, leader du gouvernement et commissaire nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la législature, M. Gérald Harvey, ministre du Revenu et commissaire-suppléant nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la législature et M. Oswald Parent, ministre de la Fonction publique et commissaire nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la législature »;

c) en remplaçant, dans la neuvième ligne, le mot « indigne » par le mot « indignes » et, dans la dixième ligne, le mot « inhabile » par le mot « inhabiles »;

d) en insérant, après le mot « Avoir », dans la treizième ligne, les mots « accordé ou, dans le cas de M. Jacques-Yvan Morin, »;

e) en remplaçant, dans la dix-septième ligne, les mots « l'indemniser » par les mots « indemniser le chef de l'Opposition »;

f) en insérant, après le millésime « 1974 », dans la vingtième ligne, ce qui

the 22nd of September 1974, contrary to sections 96 and 75 and those following, of the Legislature Act.

That such Committee be empowered to report, from time to time, its observations and opinions on such matter, and to send for such persons, papers and records as it may need.

And a debate arising on this motion.

Mr Burns moved:

That the motion under debate be amended:

(a) by replacing the words "following notice by the Government House Leader, during the present session or the next session of the present Legislature", by the words "Saturday, December 21st, at 11:00 o'clock in the forenoon, in Room 81 "A";"

(b) by inserting, in the ninth line, after the word "Morin", the following: "Mr Jean-Noël Lavoie, President of the National Assembly, Mr Gérard D. Levesque, Government House Leader and commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act, Mr Gérald Harvey, Minister of Revenue and substitute commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act and Mr Oswald Parent, Minister of the Civil Service and commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act";

(c) by replacing, in the French version, in the ninth line, the word "indigne" by the word "indignes" and, in the tenth line, the word "inhabile" by the word "inhabiles";

(d) by inserting, after the word "Having", in the thirteenth line, the words "granted, or, in the case of Mr Jacques-Yvan Morin,";

(e) by replacing, in the seventeenth line, the words "to indemnify him", by the words "to indemnify the Leader of the Opposition";

(f) by inserting, after the figures "1974" in the twenty-first line, the following: "at

suit: « à la demande du président agissant sur la recommandation des commissaires nommés en vertu de l'article 54 de la Loi de la législature et qui lui a été versée aux conditions et selon les barèmes et les modalités établis par ces commissaires », de façon à ce que la motion en discussion se lise de la façon suivante:

« *Que* la Commission de l'Assemblée nationale se réunisse samedi le 21 décembre, à 11 heures du matin, dans la salle 81 « A », en vue de procéder à une enquête sur les faits suivants qui, s'ils sont fondés, rendront le député de Sauvé et chef de l'Opposition, Me Jacques-Yvan Morin, M. Jean-Noël Lavoie, président de l'Assemblée nationale, M. Gérard D. Levesque, leader du gouvernement et commissaire nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la législature, M. Gérard Harvey, ministre du Revenu et commissaire-suppléant nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la législature et M. Oswald Parent, ministre de la Fonction publique et commissaire nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la législature, indignes de siéger à l'Assemblée nationale, parce qu'inhabiles en vertu des articles 96 et 75 et suivants de la Loi de la législature, savoir:

Avoir accordé ou, dans le cas de M. Jacques-Yvan Morin, accepté et encaissé une allocation sous forme de chèque du gouvernement du Québec, daté du 28 août 1974, portant le numéro 813025 et au montant de \$1,796.00, pour indemniser le chef de l'Opposition des dépenses encourues pour les fins d'une mission officielle qu'il a accomplie à Bruxelles, en Belgique, du 16 au 22 septembre 1974, à la demande du président agissant sur la recommandation des commissaires nommés en vertu de l'article 54 de la Loi de la législature et qui lui a été versée aux conditions et selon les barèmes et les modalités établis par ces commissaires, contrairement aux articles 96 et 75 et suivants de la Loi de la législature.

Que cette commission soit autorisée à faire de temps à autre des rapports expri-

the request of the President acting upon the recommendation of the commissioners appointed under section 54 of the Legislature Act and which was paid to him upon the terms and conditions and according to the scales determined by such commissioners", so that the motion under debate will read as follows:

"*That* the Committee on the National Assembly do sit on Saturday, December 21st, at 11:00 o'clock in the forenoon, in Room 81 "A", for the purpose of inquiring into the following facts which, if they are founded, will render the Member for Sauvé and Leader of the Opposition, Mr Jacques-Yvan Morin, Mr Jean-Noël Lavoie, President of the National Assembly, Mr Gérard D. Levesque, Government House Leader and commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act, Mr Gérard Harvey, Minister of Revenue and substitute commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act and Mr Oswald Parent, Minister of the Civil Service and commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act, unworthy to sit in the National Assembly, being unfit to do so under sections 96 and 75 and those following, of the Legislature Act, to wit:

Having granted, or, in the case of Mr Jacques-Yvan Morin, accepted and collected an allowance, in the form of a cheque from the government of Québec, dated 28th August 1974, bearing number 813025, and in the amount of \$1,796.00, to indemnify the Leader of the Opposition for the expenses incurred for the purpose of an official mission which he undertook to Brussels, in Belgium, from the 16th to the 22nd of September 1974, at the request of the President acting upon the recommendation of the commissioners appointed under section 54 of the Legislature Act and which was paid to him upon the terms and conditions and according to the scales determined by such commissioners, contrary to sections 96 and 75 and those following, of the Legislature Act.

That such Committee be empowered to report, from time to time, its observations

mant ses observations et ses vues sur cette affaire, à convoquer devant elle et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin. »

Et un débat s'élève sur cet amendement.

A treize heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Sur la motion de M. Bourassa, le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 201, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est présenté par M. Cournoyer, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Burns à la motion privilégiée de M. Bienvenue.

M. le Président déclare que l'amendement est irrecevable parce que suivant l'article 80 du règlement, lorsqu'un député désire accuser un de ses collègues d'un acte qui le rend indigne de siéger à l'Assemblée, il doit présenter une motion de fond annoncée.

La motion principale est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

and opinions on such matter, and to send for such persons, papers and records as it may need."

And a debate arising on this amendment.

At one o'clock, Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

On motion of Mr Bourassa, the debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 201, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was introduced by Mr Cournoyer, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Burns to the motion of privilege by Mr Bienvenue.

Mr President declared that the amendment was inadmissible because when a Member wishes to charge a colleague with an act that disqualifies him from sitting in the Assembly, he shall present a substantive motion with notice given, in accordance with Standing Order 80.

The main motion was then adopted on the following vote:

POUR YEAS:—MM./Messrs Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Décm, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lacroix, Lafrance Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte,

Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—71.

Contre—Nays:—0.

Abstentions:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Roy, Samson.—8.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif ».

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

M. Léger propose que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans six mois ».

Et un débat s'élève sur cet amendement.

M. Lessard propose que le débat soit ajourné.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

A 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 87. "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

Mr Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Levesque moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

Mr Leger moved that the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding at the end thereof, the words "this day six months".

And debate arising on this amendment.

Mr Lessard moved that the debate be adjourned.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

At midnight, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Samedi 21 décembre 1974

Dix heures

Saturday, December 21st 1974

Ten o'clock A.M.

M. Massicotte, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 232.)

M. Tetley dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Le rapport d'enquête du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, sur Malartic Hygrade Gold Mines (Québec) Limited.

(Document de la session no 233.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les articles 9, 13, 18 et 29 qui apparaissent au feuillet de mercredi le 18 décembre 1974 sont appelés par M. Levesque, comme suit:

Mr Massicotte, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture, which examined bill No. 20, "Crop Insurance Act".

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 232.)

Mr Tetley tabled the following document:

The report on the inquiry by the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on Malartic Hygrade Gold Mines (Québec) Limited.

(Sessional Papers, No. 233.)

With the unanimous consent of the Assembly, Items 9, 13, 18 and 29 put down on the Agenda Paper for Wednesday, December 18th 1974, were called by Mr Levesque, as follows:

QUESTIONS ET REPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Par qui, à quelle date et à quel traitement, M. Marc Picard a-t-il été nommé ou désigné coordonnateur des travaux de reconstruction de Place Royale à Québec?

2. Qui était son supérieur immédiat et de qui prenait-il ses directives: du sous-ministre, du cabinet du ministre, du ministre lui-même ou d'autres personnes?

3. A quelle date son mandat ou ses responsabilités lui ont-ils été retirés?

4. Par qui et pour quels motifs?

5. Quelles sont les fonctions qu'il occupe depuis ce temps et quel est son traitement actuel?

6. Qui a-t-on désigné comme successeur?

Réponse par M. Hardy:

1. M. Marc Picard a été nommé par le ministre des Affaires culturelles, M. François Cloutier, le 8 juillet 1970, au traitement annuel de \$18,000.00.

2. Son supérieur immédiat était le ministre lui-même.

3. Ses responsabilités lui ont été retirées le 1er septembre 1972.

4. Par le ministre, Mme Claire Kirkland-Casgrain, pour des motifs d'ordre administratif.

5. Chef de projets spéciaux à la Direction générale de l'aménagement (Ministère des Travaux publics). Son traitement est de \$22,000.00.

6. Son successeur a été M. P.-H. Roy, ex-directeur du Service des Monuments historiques.

Question par M. Roy:

1. Pour la dernière année complète, quelle était en livres:

a) la consommation;

b) la production;

du poulet à griller au Québec, en Ontario, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et dans l'ensemble du Canada?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. By whom, on what date and at what salary was Mr Marc Picard appointed or designated as the co-ordinator of the restoration work at Place Royale in Québec City?

2. Who was his immediate superior, and from whom did he take his orders: from the Deputy Minister, from the office of the Minister, from the Minister himself or from other persons?

3. On what date were his appointment or responsibilities withdrawn?

4. By whom and for what reasons?

5. What duties has he been carrying out since such time, and what is his present salary?

6. Who was appointed as his successor?

Answer by Mr Hardy:

1. Mr Marc Picard was appointed by the Minister of Cultural Affairs, Mr François Cloutier, on July 8th 1970, at an annual salary of \$18,000.00.

2. His immediate superior was the Minister himself.

3. His responsibilities were withdrawn on September 1st 1972.

4. By the Minister, Mrs Claire Kirkland-Casgrain, for administrative reasons.

5. Head of special projects at the Development Branch (Department of Public Works). His salary is \$22,000.00.

6. His successor is Mr P.-H. Roy, the former director of the Historic Monuments Service.

Question by Mr Roy:

1. For the last full year, what was:

(a) the consumption in pounds;

(b) the production in pounds;

of broiling chicken in Québec, Ontario, Manitoba, New Brunswick and the whole of Canada?

2. Pour la dernière année complète, combien de livres de poulet ont été:

- a) importées au Canada;
- b) exportées du Canada?

Réponse par M. Toupin:

1. a) Consommation de poulet à griller, 1973:

(millions livres, poids éviscéré)	
Québec	160.3;
Ontario	209.3;
Manitoba	26.3;
Nouveau-Brunswick	17.1;
Canada	582.7.

b) Production de poulet à griller, 1973:

(millions livres, poids éviscéré)	
Québec	209.1;
Ontario	207.6;
Manitoba	23.7;
Nouveau-Brunswick	14.8;
Canada	591.6.

2. Commerce extérieur, viande de poulet, Canada 1973:

(milliers livres, poids éviscéré)	
a) importations	7,644;
b) exportations	4,045.

La prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Au cours des années financières 1971/72, 1972/73 et 1973/74 quelle somme a été dépensée pour la publication d'avis légaux, de soumissions, d'offres d'emplois, dans les quotidiens, les hebdomadaires, les revues et autres publications du Québec?

2. Existe-t-il des arrêtés en conseil qui régissent la publication de ces avis?

3. Dans l'affirmative, quels sont les date et numéro de chacun?

4. Quelles sont les agences de publicité qui ont été choisies pour leur publication?

5. Combien de contrats chacune a reçus et pour quel montant?

2. For the last full year, how many pounds of broiling chicken:

- (a) were imported into Canada;
- (b) were exported from Canada?

Answer by Mr Toupin:

1. (a) Consumption of broiling chicken, 1973:

(in millions of pounds, eviscerated)	
Québec	160.3;
Ontario	209.3;
Manitoba	26.3;
New Brunswick	17.1;
Canada	582.7.

(b) Production of broiling chicken, 1973:

(in millions of pounds, eviscerated)	
Québec	209.1;
Ontario	207.6;
Manitoba	23.7;
New Brunswick	14.8;
Canada	591.6.

2. External trade, chicken meat, Canada 1973:

(in thousands of pounds, eviscerated)	
(a) imports	7,644;
(b) exports	4,045.

The consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How much was spent in the 1971/72, 1972/73 and 1973/74 fiscal years for the publishing of legal notices, calls for tenders and offers of employment in the daily newspapers, weekly newspapers, magazines and other publications in the province of Québec?

2. Are there any orders in council which govern the publication of such notices?

3. If so, what is the date and number of each one?

4. What advertising agencies were chosen for the publishing of such notices?

5. How many contracts were awarded to each one, and in what amount?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. L'Allier dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 234.)

La prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Le ministère de l'Agriculture a-t-il accordé, pour les années 1973/74 et 1974/75, des subventions pour le drainage souterrain ?

2. Quels sont les noms de ceux qui ont obtenu ces subventions ?

3. Quels sont les fournisseurs de tuyaux de drainage en dehors des villes de Montréal et de Québec ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 235.)

M. Levesque propose que la Commission permanente des affaires municipales siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufcur, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé,

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr L'Allier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 234.)

The consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the Department of Agriculture give any grants for underground drainage in 1973/74 and 1974/75 ?

2. What are the names of the persons who obtained such grants ?

3. Who are the suppliers of drainage pipes outside the cities of Montreal and Québec ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 235.)

Mr Levesque moved that the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn for the session by section examination of bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay".

The motion was adopted on the following vote:

Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Léger à la motion de M. Levesque, proposant que le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans six mois ». »

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin.—6.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Drummond, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—69.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Roy, Samson.—3.

Et le débat continue sur la motion principale.

A treize heures, M. le Président quitte le fauteuil.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Léger to the motion by Mr Levesque, proposing that bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act", be now read the second time, which amendment reads as follows :

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding at the end thereof, the words "this day six months"."

The amendment was then rejected on the following division :

And the debate continuing on the main motion.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Sur la motion de M. Levesque, le débat est suspendu.

On motion of Mr Levesque, the debate was suspended.

Du consentement unanime de l'Assemblée, à la suite de la question de privilège soulevée par le député de Maisonneuve avant l'appel des affaires du jour, ce dernier est autorisé à proposer la motion suivante, en vertu de l'article 80 du règlement, sans l'avoir annoncée, et le débat prévu sera d'une durée d'une heure pour le gouvernement et d'une heure pour l'Opposition officielle, savoir:

Que la Commission de l'Assemblée nationale se réunisse en vue de procéder à une enquête sur les faits suivants qui, s'ils sont fondés, rendront M. Jean-Noël Lavoie, président de l'Assemblée nationale, M. Gérard D. Levesque, leader du gouvernement et commissaire nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la Législature, M. Gérald Harvey, ministre du Revenu et commissaire nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la Législature et M. Oswald Parent, ministre de la Fonction publique et commissaire nommé en vertu de l'article 54 de la Loi de la Législature, indignes de siéger à l'Assemblée nationale, parce qu'inhabiles en vertu des articles 96 et 75 et suivants de la Loi de la Législature, savoir:

Avoir accordé une allocation sous forme de chèque du gouvernement du Québec, daté du 28 août 1974, portant le numéro 813025 et au montant de \$1,796.00 pour indemniser le chef de l'Opposition des dépenses encourues pour les fins d'une mission officielle qu'il a accomplie à Bruxelles, en Belgique, du 16 au 22 septembre 1974, à la demande du président agissant sur la recommandation des commissaires nommés en vertu de l'article 54 de la Loi de la Législature et qui lui a été versée aux conditions et selon les barèmes et les modalités établis par ces commissaires, contrairement aux articles 96 et 75 et suivants de la Loi de la Législature.

*Qu'*instructions soient données à cette commission de tenir cette enquête concurrentement à celle qu'elle tiendra à l'égard du député de Sauvé.

With the unanimous consent of the Assembly, following a question of privilege raised by the Member for Maisonneuve before Business of the Day was called, the latter was authorized to propose the following motion, under Standing Order 80, without having given notice thereof, and the time allowed for the debate would be one hour for the Government and one hour for the Official Opposition, to wit:

That the Committee on the National Assembly do sit for the purpose of inquiring into the following facts which, if they are founded, will render Mr Jean-Noël Lavoie, President of the National Assembly, Mr Gérard D. Levesque, Government House Leader and commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act, Mr Gérald Harvey, Minister of Revenue and commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act and Mr Oswald Parent, Minister of the Civil Service and commissioner appointed under section 54 of the Legislature Act, unworthy to sit in the National Assembly, being unfit to do so under sections 96 and 75 and those following, of the Legislature Act, to wit:

Having granted an allowance in the form of a cheque from the government of Québec, dated 28th of August 1974, bearing number 813025 and in the amount of \$1,796.00, to indemnify the Leader of the Opposition for the expenses incurred for the purpose of an official mission to Brussels, in Belgium, from the 16th to the 22nd of September 1974, at the request of the President acting upon the recommendation of the commissioners appointed under section 54 of the Legislature Act and which was paid to him upon the terms and conditions and according to the scales determined by such commissioners, contrary to sections 96 and 75 and those following, of the Legislature Act.

That instructions be given to such Committee to hold such inquiry concurrently with the one which it will hold respecting the Member for Sauvé,

Que cette commission soit autorisée à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur cette affaire, à convoquer devant elle et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

That such Committee be empowered to report, from time to time, its observations on such matter, and to send for such persons, papers and records as it may need.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard.—5.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Larivière, Lecours, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Springate, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—71.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Roy, Samson.—3.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, proposant que le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Levesque, proposing that bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act", be now read the second time.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Perreault, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Springate, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Veilleux, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

En conséquence, le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif », est lu la deuxième fois.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit déferé pour étude, article par article, à la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act", was accordingly read the second time.

Mr Levesque moved that the said bill be referred to the Committee on the National Assembly to be examined section by section.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Perreault, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Springate, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Veilleux, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 201, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 201, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

A 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain dix heures.

Mr Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was ajourned on motion of Mr Burns.

At midnight, the Assembly adjourned until next Monday, at ten o'clock A.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 23 décembre 1974

Dix heures

Monday, December 23rd 1974

Ten o'clock A.M.

M. Levesque propose que la Commission permanente des affaires municipales siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Mr Levesque moved that the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn for the section by section examination of bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Veilleux.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque propose que dès que la procédure le permettra, la Commission de l'Assemblée nationale siège pour étudier, article par article, le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS: MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlic/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Brisson, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Veilleux.—68.

CONTRE—NAYS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin.—5.

Sur la motion de M. Forget, le projet de loi no 90, « Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy et Samson.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 40, « Loi de la Commission des affaires sociales ».

Sur la motion de M. Forget, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi no 40 est envoyé à la commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 41, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux » (*Réimpression*).

Sur la motion de M. Forget, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi no 41 est envoyé à la commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Roy et Samson.

Mr Levesque moved that as soon as the Procedure does permit, the Committee on the National Assembly do sit, for the section by section examination of bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

The motion was adopted on the following division:

On motion of Mr Forget, bill No. 90, "An Act to amend the Mental Patients Act", was read the third time on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy and Samson dissenting.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 40, "Social Affairs Commission Act".

On motion of Mr Forget, the Order which had just been read was withdrawn; bill No. 40 was referred to the Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 41, "An Act to amend the Act respecting health services and social services" (*Reprint*).

On motion of Mr Forget, the Order which had just been read was withdrawn; bill No. 41 was referred to the Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time on division, with Messrs Roy and Samson dissenting.

Sur la motion de M. Choquette, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 79.—Loi modifiant le Code civil et la Loi concernant le louage de choses;

Projet de loi no 92. —Loi modifiant certaines prescriptions.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cournoyer, proposant que le projet de loi no 201, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde, (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Masicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux.—71.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.—8.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 201 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siégeront aujourd'hui à partir de quinze heures et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'Assemblée nationale siègera pour étudier, article par article, le

On motion of Mr Choquette, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 79.—An Act to amend the Civil Code and the Act respecting the lease of things;

Bill No. 92.—An Act to amend certain prescriptions.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Cournoyer, proposing that bill No. 201, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 201 was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, to be examined section by section.

Mr Levesque gave the following notice:

The Standing Committees will sit today at three o'clock P.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In Room 91 "A":

The Committee on the National Assembly will sit, for the section by section

projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif »;

A la Salle 81 « A »:

La Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 201, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée suspend sa séance jusqu'à vingt heures.

A vingt heures, l'Assemblée reprend sa séance.

M. Levesque propose que la Commission de l'Assemblée nationale siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Choquette, Cornellier, Côté, Desjardins, Drummond, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux.—66.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin.—5.

ABSTENTION:—M./Mr Bellemare (Johnson).—1.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 88, « Loi modi-

examination of bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act";

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit, for the section by section examination of bill No. 201, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Assembly suspended its sitting until eight o'clock P.M.

At eight o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting.

Mr Levesque moved that the Committee on the National Assembly do sit immediately in Room 81 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

The motion was adopted on the following division:

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 88, "An Act to

fiant la Loi de la protection de la santé publique ».

Sur la motion de M. Levesque, l'ordre qui vient d'être lu, est révoqué; et le projet de loi no 88 est déferé pour étude à la Commission permanente des affaires sociales.

M. Harvey (Dubuc), pour M. Chagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, qui a étudié le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 236.)

M. Malépart, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 201, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 237.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 84, « Loi concernant les juges ».

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de M. Burns.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

amend the Public Health Protection Act".

On motion of Mr Levesque, the Order which had just been read was withdrawn; and bill No. 88 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for consideration.

On behalf of Mr Chagnon, the appointed reporter, Mr Harvey (Dubuc) tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay".

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 236.)

Mr Malépart, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 201, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relation Act", following second reading.

The said bill was reported with on amendment.

(Sessional Papers, No. 237.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 84, "An Act respecting judges".

Mr Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Choquette moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Mr Burns dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

M. Levesque propose que le projet de loi no 84 soit déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

La motion est adoptée après division des voix, avec la dissidence de M. Burns.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 82, « Loi modifiant la Loi des autoroutes et le Code de la route », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 82 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

M. Choquette propose que le projet de loi no 80, « Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi no 80 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bienvenue, proposant que le projet de loi no 46, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi no 46 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 46 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail et de la main d'oeuvre et de l'immigration.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte ».

Mr Levesque moved that bill No. 84, be referred to the Standing Committee on Justice, to be examined section by section.

The motion was adopted on division, with Mr Burns dissenting.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 82, "An Act to amend the Autoroutes Act and the Highway Code", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 82 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Choquette moved that bill No. 80, "An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property owners", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 80 was accordingly read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bienvenue, proposing that bill No. 46, "An Act to amend the Immigration Department Act", be now read the second time.

The motion was then adopted.

Bill No. 46 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 46 was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, to be examined section by section.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Agriculture which examined bill No. 20, "Crop Insurance Act".

Sur la motion de M. Massicotte, ledit rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi no 20 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 85, « Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Toupin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 85 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'agriculture.

M. Choquette, propose que le projet de loi no 97, « Loi sur les nantissements agricole et forestier », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 97 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'ordre adopté aujourd'hui, pour déferer le projet de loi no 85, « Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole », à la Commission permanente

On motion of Mr Massicotte, the said report was adopted on division.

Bill No. 20 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 85, "An Act to amend the Act to promote credit to farm producers".

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Toupin moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 85 was referred to the Standing Committee on Agriculture, to be examined section by section.

Mr Choquette moved that bill No. 97, "An Act respecting the pledge of agricultural and forest property", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 97 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time on division and ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Order adopted today, to refer bill No. 85, "An Act to amend the Act to promote credit to farm producers", to the Standing Committee on Agriculture, was

de l'agriculture, est révoqué; et ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives qui a étudié le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances ».

L'amendement proposé par M. Tetley au paragraphe 2¹) de l'article 420 dudit projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Chagnon, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi no 7 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, pour M. Chagnon, le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié le projet de loi no 201, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est pris en considération et adopté.

Le projet de loi no 201 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

A 0 heure, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

withdrawn; and the said bill was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives which examined bill No. 7, "An Act respecting insurance".

The amendment proposed by Mr Tetley to paragraph 2¹) of section 420 of the said bill, was adopted.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Chagnon, the said report was adopted.

Bill No. 7 was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Chagnon, the report of the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 201, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was taken into consideration and adopted.

Bill No. 201 was ordered for third reading at the next sitting.

At midnight, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Deuxième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Second Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 24 décembre 1974

Dix heures

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 201, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

Sur la motion de M. Cournoyer, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi no 201 est envoyé à la commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

Tuesday, December 24th 1974

Ten o'clock A.M.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 201, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

On motion of Mr Cournoyer, the Order which had just been read was withdrawn; bill No. 201 was referred to the Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

Mr Cournoyer moved that the said bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

En conséquence, le projet de loi no 201 est lu la troisième fois.

Bill No. 201 was accordingly read the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les articles 1 et 76 qui apparaissent au feuillet de mercredi le 18 décembre 1974 sont appelés par M. Levesque, comme suit:

La prise en considération de la question suivante par M. Roy:

1. Quels sont les noms des personnes formant le conseil d'administration de la Commission hydroélectrique de Québec?

2. Quelle est la rémunération de chacun d'eux?

3. Quel montant leur a-t-on versé pour dépenses de voyage?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Massé dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 238.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Un état complet et détaillé de tous les permis de coupe émis par le ministère des Terres et Forêts, ses régies, offices ou commissions, depuis le 12 mai 1970 au 15 mars 1974 inclusivement, y compris:

With the unanimous consent of the Assembly, Items 1 and 76 put down on the Agenda Paper for Wednesday, December 18th 1974, were called by Mr Levesque, as follows:

The consideration by the Assembly of a question by Mr Roy:

1. What are the names of the members of the board of directors of the Québec Hydro-Electric Commission?

2. What remuneration is paid to each one?

3. What amount was paid to them for travelling expenses?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Massé tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 238.)

On motion of Mr Bellemare (Johnson),—

Ordered, that there be laid before the House:

A complete and detailed statement of all the licenses to cut timber issued by the Department of Lands and Forests, its boards, bureaus or commissions, from May 12th 1970 to March 15th 1974 inclusively, including:

a) les nom, adrse et siège social de chaque bénéficiaire;

b) les quantités ou volumes autorisés;

c) la localisation des coupes autorisées.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 239.)

M. Levesque propose que la Commission de l'Assemblée nationale siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner pour étudier, article par article, le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif ».

La motion est adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard et Morin.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 59, « Loi du ministère des affaires intergouvernementales », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 82, « Loi modifiant la Loi des autoroutes et le Code de la route », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Toupin, le projet de loi no 20, « Loi sur l'assurance-récolte », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy et Samson.

Sur la motion de M. Choquette, le projet de loi no 97, « Loi sur les nantissements agricole et forestier », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Tetley, le projet de loi no 7, « Loi sur les assurances », est lu la troisième fois.

(a) the name, address and corporate seat of each beneficiary;

(b) the authorized quantities or volumes;

(c) the location of the authorized cuts.

Mr Drummond tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 239.)

Mr Levesque moved that the Committee on the National Assembly do sit immediately in Room 81 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

The motion was adopted on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard and Morin dissenting.

On motion of Mr Levesque, bill No. 59, "Intergovernmental Affairs Department Act", was read the third time.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 82, "An Act to amend the Autoroutes Act and the Highway Code", was read the third time.

On motion of Mr Toupin, bill No. 20, "Crop Insurance Act", was read the third time on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy and Samson dissenting.

On motion of Mr Choquette, bill No. 97, "An Act respecting the pledge of agricultural and forest property", was read the third time.

On motion of Mr Tetley, bill No. 7, "An Act respecting insurance", was read the third time.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay ».

Sur la motion de M. Chagnon, ledit rapport est adopté après division des voix, avec l'abstention de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns et Léger.

Le projet de loi no 98 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Le projet de loi no 85, « Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Toupin, le projet de loi no 85 est lu la troisième fois.

Aujourd'hui, mardi 24 décembre 1974, à onze heures cinquante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Goldbloom, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes :

- 7 Loi sur les assurances;
- 20 Loi sur l'assurance-récolte;
- 40 Loi de la Commission des affaires sociales;
- 41 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- 59 Loi du ministère des affaires intergouvernementales;
- 79 Loi modifiant le Code civil et la Loi concernant le louage de choses;
- 80 Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;
- 82 Loi modifiant la Loi des autoroutes et le Code de la route;

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay".

On motion of Mr Chagnon, the said report was adopted on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns and Léger abstaining.

Bill No. 98 was ordered for third reading at the next sitting.

Bill No. 85, "An Act to amend the Act to promote credit to farm producers", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Toupin, bill No. 85 was read the third time.

Today, Tuesday, December 24th 1974, at fifty minutes past eleven o'clock A.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in presence of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Goldbloom, and of the Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 7 An Act respecting insurance;
- 20 Crop Insurance Act;
- 40 Social Affairs Commission Act;
- 41 An Act to amend the Act respecting health services and social services;
- 59 Intergovernmental Affairs Department Act;
- 79 An Act to amend the Civil Code and the Act respecting the lease of things;
- 80 An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners;
- 82 An Act to amend the Autoroutes Act and the Highway Code;

- | | |
|--|---|
| <p>85 Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;</p> <p>86 Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies;</p> <p>90 Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental;</p> <p>91 Loi modifiant de nouveau la Loi des cités et villes et le Code municipal;</p> <p>92 Loi modifiant certaines prescriptions;</p> <p>93 Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec;</p> <p>94 Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes;</p> <p>95 Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux;</p> <p>96 Loi concernant la protection de l'environnement;</p> <p>97 Loi sur les nantissements agricole et forestier;</p> <p>201 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.</p> | <p>85 An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;</p> <p>86 An Act to amend the Companies Information Act;</p> <p>90 An Act to amend the Mental Patients Protection Act;</p> <p>91 An Act to again amend the Cities and Towns Act and the Municipal Code;</p> <p>92 An Act to amend certain prescriptions;</p> <p>93 An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act;</p> <p>94 An Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns;</p> <p>95 An Act respecting collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies;</p> <p>96 An Act respecting protection of the environment;</p> <p>97 An Act respecting the pledge of agricultural and forest property;</p> <p>201 An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act.</p> |
|--|---|

A onze heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à jeudi, le 26 décembre 1974, à quinze heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At thirty minutes past eleven o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Thursday, December 26th 1974, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 26 décembre 1974

Quinze heures

Thursday, December 26th 1974

Three o'clock P.M.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 98, « Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay », soit lu la troisième fois.

Mr Goldbloom moved that bill No. 98, "An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Shanks, Simard, Springate, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—72.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Roy, Samson.—3.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Morin.—4.

En conséquence, le projet de loi no 98 est lu la troisième fois.

M. Levesque propose que la Commission de l'Assemblée nationale siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Déon, Desjardins, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, Springate, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—76.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Morin.—4.

M. Choquette propose que le projet de loi no 200, « Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron et Samson.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 200 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

M. Levesque donne l'avis suivant: La Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration

Bill No. 98 was accordingly read the third time.

Mr Levesque moved that the Committee on the National Assembly do sit immediately in Room 81 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

The motion was adopted on the following division:

Mr Choquette moved that bill No. 200, "An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron and Samson dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 200 was referred to the Standing Committee on Justice, to be examined section by section.

Mr Levesque gave the following notice: The Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit

siégera aujourd'hui au Salon Rouge, à partir de vingt heures quinze minutes et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 46, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration ».

A dix-huit heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

in the Red Room today, at eight-fifteen o'clock P.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 46, "An Act to amend the Immigration Department Act".

At six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 27 décembre 1974

Dix heures

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration, qui a étudié après la deuxième lecture, le projet de loi no 46, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 240.)

M. Levesque propose que la Commission de l'Assemblée nationale siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Friday, December 27th 1974

Ten o'clock A.M.

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 46, "An Act to amend the Immigration Department Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 240.)

Mr Levesque moved that the Committee on the National Assembly do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Morin.—4.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de la justice siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 84.—Loi concernant les juges;

Projet de loi no 200.—Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 46, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration », est envoyé à la commission plénière; l'article 3, qui avait été suspendu en Commission élue permanente, est adopté par la commission plénière; le projet de loi est rapporté; le rapport est lu et agréé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, qui a étudié le projet de loi no 46, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration ».

L'amendement proposé au rapport par M. Bienvenue est adopté.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Lachance, ledit rapport est adopté.

On motion of Mr Levesque, the Standing Committee on Justice will sit immediately in Room 81 "A", and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 84.—An Act respecting judges;

Bill No. 200.—An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, bill No. 46, "An Act to amend the Immigration Department Act", was referred to the Committee of the Whole; section 3, which had been suspended in Select Standing Committee, was adopted by the Committee of the Whole; the bill was reported; the report was read and agreed to.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 46, "An Act to amend the Immigration Department Act".

The amendment proposed to the report by Mr Bienvenue was adopted.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Lachance, the said report was adopted.

Le projet de loi no 46 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

A onze heures, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée suspend sa séance jusqu'à vingt heures.

A vingt heures, l'assemblée reprend sa séance.

M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 200, « Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 241.)

M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice, qui a étudié après la deuxième lecture, le projet de loi no 84, « Loi concernant les juges ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 242.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 78, « Loi concernant la protection des enfants soumis à des mauvais traitements ».

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Bill No. 46 was ordered for third reading at the next sitting.

At eleven o'clock A.M., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Assembly suspended its sitting until eight o'clock P.M.

At eight o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting.

Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice, which examined bill No. 200, "An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council", following second reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 241.)

Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice, which examined bill No. 84, "An Act respecting judges", following second reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 242.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 78, "An Act respecting the protection of children subject to ill-treatment".

Mr Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Choquette moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 78 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

A vingt-trois heures dix minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque, bill No. 78 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

At ten minutes past eleven o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Deuxième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Second Session of the Thirtieth Legislature

Samedi 28 décembre 1974

Dix heures

Saturday, December 28th 1974

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Goldbloom:

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1973.

(Document de la session no 243.)

By Mr Goldbloom:

Annual report of the Québec Housing Corporation, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 243.)

Par M. Saint-Pierre:

Copie d'une lettre, en date du 16 décembre 1974, adressée à M. Donald Jamieson, ministre de l'Expansion Économique Régionale du Canada, par M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, concernant le projet d'acierie pour l'est du Canada (CANSTEL).

(Document de la session no 244.)

By Mr Saint-Pierre:

Copy of a letter, dated December 16th 1974, written to Mr Donald Jamieson, Minister of Regional Economic Expansion of Canada, by Mr Guy Saint-Pierre, Minister of Industry and Commerce of Québec, concerning the project of a steel-mill for Eastern Canada (CANSTEL).

(Sessional Papers, No. 244.)

Par M. Bienvenue:

Copie de la lettre de démission de M. René Gagnon comme fonctionnaire au ministère de l'Immigration, en date du 19 juin 1974, et adressée à M. Jean Bienvenue, ministre de l'Immigration.

(Document de la session no 245.)

By Mr Bienvenue:

A copy of the letter dated June 19th 1974, written by Mr René Gagnon to Mr Jean Bienvenue, Minister of Immigration, submitting his resignation as an employee of the Department of Immigration.

(Sessional Papers, No. 245.)

M. Levesque propose que la Commission de l'Assemblée nationale siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR.—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—68.

CONTRE.—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Morin.—4.

Sur la motion de M. Bienvenue, le projet de loi no 46, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Choquette, le projet de loi no 78, « Loi concernant la protection des enfants soumis à des mauvais traitements », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié le projet de loi no 84, « Loi concernant les juges ».

Sur la motion de M. Faucher, ledit rapport est adopté après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi) et Burns.

Le projet de loi no 84 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié le

Mr Levesque moved that the Committee on the National Assembly do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

The motion was adopted on the following division:

On motion of Mr Bienvenue, bill No. 46, "An Act to amend the Immigration Department Act", was read the third time.

On motion of Mr Choquette, bill No. 78, "An Act respecting the protection of children subject to ill-treatment", was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Justice which examined bill No. 84, "An Act respecting judges".

On motion of Mr Faucher, the said report was adopted on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi) and Burns dissenting.

Bill No. 84 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Justice which

projet de loi no 200, « Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal ».

Sur la motion de M. Faucher, ledit rapport est adopté après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns et Samson.

Le projet de loi no 200 est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

A onze heures quinze minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée suspend sa séance jusqu'à quinze heures.

A quinze heures, l'Assemblée reprend sa séance.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée suspend sa séance jusqu'à seize heures.

A seize heures, l'Assemblée reprend sa séance, et faute de quorum, M. le Président suspend la séance jusqu'à seize heures trente minutes.

A seize heures trente minutes, M. le Président, constatant le défaut de quorum, suspend la séance jusqu'à dix-sept heures.

A dix-sept heures, M. le Président, constatant le défaut de quorum, suspend la séance jusqu'à dix-sept heures trente minutes.

A dix-sept heures trente minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, pour M. Choquette, le projet de loi no 84, « Loi concernant les juges », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns et Morin.

examined bill No. 200, "An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council".

On motion of Mr Faucher, the said report was adopted on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns and Samson dissenting.

Bill No. 200 was ordered for third reading at the next sitting.

At fifteen minutes past eleven o'clock A.M., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Assembly suspended its sitting until three o'clock P.M.

At three o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting.

On motion of Mr Levesque, the Assembly suspended its sitting until four o'clock P.M.

At four o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting and as a quorum was not present, Mr President suspended the sitting until four-thirty o'clock P.M.

At four-thirty o'clock P.M., Mr President, having ascertained that a quorum was not present, suspended the sitting until five o'clock P.M.

At five o'clock P.M., Mr President, having ascertained that a quorum was not present, suspended the sitting until five-thirty o'clock P.M.

At five-thirty o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Choquette, bill No. 84, "An Act respecting judges", was read the third time on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns and Morin dissenting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque, pour M. Choquette, propose que le projet de loi no 200, « Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Shanks, Springate, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—62.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Chartron, Morin, Roy, Samson.—7.

En conséquence, le projet de loi no 200 est lu la troisième fois.

M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 246.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a étudié le projet de loi no 87, est pris en considération par l'Assemblée.

M. Faucher propose que ledit rapport soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved, on behalf of Mr Choquette, that bill No. 200, "An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

Bill No. 200 was accordingly read the third time.

Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly, which examined bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 246.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the report of the Committee on the National Assembly which examined bill No. 87, was taken into consideration by the Assembly.

Mr Faucher moved that the said report be adopted.

The motion was adopted on the following division:

POUR---YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Springate, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—64.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Morin.—4.

M. Levesque propose, pour M. Bourassa:

Que conformément à l'article 73 de la Loi de l'administration financière (Lois du Québec 1970, chapitre 17), le traitement du Vérificateur général soit fixé à \$40,300 à compter du 1^{er} janvier 1975 et qu'à compter de cette date, son allocation à titre de frais de représentation soit fixée à \$1,000 par année, sur présentation de pièces justificatives.

*Qu'*également il bénéficie, de la même manière que les cadres supérieurs du gouvernement, le cas échéant, de l'allocation d'un montant forfaitaire pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose, pour M. Bourassa:

Que conformément à l'article 1 de la Loi du Protecteur du citoyen (Lois du Québec 1968, chapitre 11), le traitement du Protecteur du citoyen soit fixé à \$40,300 à compter du 1^{er} janvier 1975 et qu'à compter de cette date, son allocation à titre de frais de représentation soit fixée à \$1,000 par année, sur présentation de pièces justificatives.

*Qu'*également il bénéficie, de la même manière que les cadres supérieurs du gouvernement, le cas échéant, de l'allocation d'un montant forfaitaire pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Bourassa:

That in accordance with section 73 of the Financial Administration Act (Statutes of Québec 1970, chapter 17), the salary of the Auditor-General be fixed at \$40,300 effective January 1st 1975, and that effective on such date, his allowance for representation expenses be fixed at \$1,000 per annum, upon presentation of vouchers.

That in addition, he be granted the benefit, in the same manner as the senior officers of the government, as the case may be, of the allocation of a lump sum payment in consideration of the increase in the cost of living.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Bourassa:

That in accordance with section 1 of the Public Protector Act (Statutes of Québec 1968, chapter 11), the salary of the Public Protector be fixed at \$40,300 effective January 1st 1975, and that effective on such date, his allowance for representation expenses be fixed at \$1,000 per annum, upon presentation of vouchers.

That in addition, he be granted the benefit, in the same manner as the senior officers of the government, as the case may be, of the allocation of a lump sum payment in consideration of the increase in the cost of living.

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose que le projet de loi no 87, « Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif », soit lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved that bill No. 87, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Springate, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—64.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Morin.—4.

En conséquence, le projet de loi no 87 est lu la troisième fois.

Bill No. 87 was accordingly read the third time.

M. Levesque propose:

Que les commissions parlementaires permanentes et spéciales de l'Assemblée nationale soient autorisées à siéger après la prorogation de la présente session, sur convocation du leader parlementaire du gouvernement, pour prendre en considération tous les ordres qui leur ont été référés par l'Assemblée nationale, et plus particulièrement ceux apparaissant au feuillet de la dernière séance.

La motion est adoptée.

Mr Levesque moved:

That the Standing and Special Parliamentary Committees of the National Assembly be authorized to sit after the prorogation of the present session upon being convened by the Government House Leader for the consideration of all the orders which have been referred to them by the National Assembly, and more particularly, those put down upon the Agenda Paper for the last sitting.

The motion was adopted.

Aujourd'hui, samedi 28 décembre 1974, à vingt heures, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, de M. Levesque, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Today, Saturday, December 28th 1974, at eight o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of Mr Levesque, and of the Secretary of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 46 Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration;
- 78 Loi concernant la protection des enfants soumis à des mauvais traitements;
- 84 Loi concernant les juges;
- 87 Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif;
- 98 Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay;
- 200 Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil du président.

Après quoi il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de clore la deuxième session de la trentième Législature de la province de Québec, par le discours suivant :

*Madame et messieurs de
l'Assemblée nationale,*

Au terme de cette deuxième session de la trentième Législature, je veux, en vous remerciant, mettre en relief la valeur du travail législatif accompli et souligner l'importance du geste historique que vous avez posé en proclamant le français la langue officielle du Québec.

Votre action a rejoint une variété de sujets qui font l'objet des préoccupations quotidiennes de vos concitoyens. Vous avez ainsi été appelés à prendre des mesures en vue d'accroître la qualité de vie des Québécois et de permettre à notre société de faire des progrès significatifs sur le plan des droits individuels et collectifs comme sur celui du développement économique et de la démocratie sociale.

La responsabilité de l'homme public devient de plus en plus grande en raison de la complexité des problèmes de notre

- 46 An Act to amend the Immigration Department Act;
- 78 An Act respecting the protection of children subject to ill-treatment;
- 84 An Act respecting judges;
- 87 An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act;
- 98 An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay;
- 200 An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council.

The Honourable the Lieutenant-Governor made his entrance to the National Assembly accompanied by his Aide-de-Camp, and occupied the President's Chair.

After which the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to close the second session of the Thirtieth Legislature of the province of Québec, with the following speech:

*Madam and Gentlemen of the
National Assembly,*

At the conclusion of this Second Session of the Thirtieth Legislature, in thanking you, I wish to point out the value of the legislative work accomplished and to emphasize the importance of the historical gesture which you have made in proclaiming French the official language of the province of Québec.

Your work has covered a variety of matters which form the subject of the daily preoccupations of your fellow-citizens. You have thus been called upon to adopt measures designed to enhance the quality of life of the inhabitants of Québec, and to enable the society we live in to make significant progress in the sphere of individual and collective rights as well as in that of economic development and social democracy.

The responsibilities of the man in public life are becoming increasingly great because of the complexity of the problems of

temps. C'est en continuant, comme vous l'avez fait au cours de cette deuxième session, de vous attacher à l'essentiel des questions que vous saurez conserver la confiance de la population.

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale, en prorogeant cette deuxième session de la trentième Législature, je veux vous offrir, ainsi qu'à ceux qui vous sont chers, mes meilleurs vœux de santé, de bonheur et de prospérité.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, M. le Président s'exprime comme suit :

C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

our times. By continuing to apply yourselves to the main essentials as you have done during this Second Session, you will be able to retain the confidence of the people.

Madam and Gentlemen of the National Assembly, in proroguing this Second Session of the Thirtieth Legislature, I wish to offer to you and your loved ones, my best wishes for health, happiness and prosperity.

The Honourable the Lieutenant-Governor withdrew, accompanied by his Aide-de-Camp.

Following which, Mr President spoke as follows:

It is the Honourable the Lieutenant-Governor's will and pleasure that the Legislature be prorogued *sine die* and this Legislature is accordingly prorogued *sine die*.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR LE PRÉSIDENT SUR DES QUESTIONS DE RÈGLEMENT

Séance du 26 mars 1974.

L'offre de présent à un député en échange d'une intervention d'ordre administratif ne donne pas matière à une question de privilège contre le député mais contre la personne qui a fait l'offre (article 66, paragraphe 3° de la Loi de la Législature). Et on ne peut créer de nouveaux privilèges.

Tant que le rapport de la commission n'a pas été déposé, les déclarations d'un député devant une commission d'enquête ne peuvent faire l'objet d'une question de privilège et d'une motion privilégiée, parce qu'il est interdit de parler d'une affaire qui est sous enquête lorsque les paroles prononcées peuvent être préjudiciables à une personne (article 99, 4e du règlement). (*page 76*). (*Voir aussi Journal des Débats, page 140.*)

Séance du 2 avril 1974.

Une question de privilège basée sur une tentative de corruption d'un député par des gens de l'extérieur ne peut être reçue si les actes visés n'ont pas de rapport direct avec les travaux de l'Assemblée. Les privilèges accordés aux députés le sont dans l'exercice de leurs devoirs parlementaires seulement (Beauchesne, pages 101 à 105; Anson, page 206; May, pages 85 et 86). (*page 88*). (*Voir aussi Journal des Débats, page 302.*)

Séance du 9 avril 1974.

Lorsque la juridiction de la province n'est pas établie dans un domaine bien précis, telle l'importation, il ne peut être accordé de débat d'urgence; rien n'empêche un député de traiter du problème à l'occasion du débat sur le message inaugural ou sur le discours du budget (article 78 du règlement). (*page 108*).

Séance du 15 mai 1974.

Une motion présentée par un simple député, sans caractère exécutoire, sans implication directe sur les dépenses d'argent, exprimée en termes généraux, sans préciser de montant, est une motion abstraite recevable, suivant le dernier paragraphe de l'article 64 du règlement. (*page 149*). (*Voir aussi Journal des Débats, page 731.*)

Séance du 11 juillet 1974.

Une motion de clôture présentée par le leader du gouvernement en vertu de l'article 156, requérant le dépôt du rapport d'une commission à un moment précis (avant la fin de la séance), suspend par le fait même certaines règles, certaines autres étapes prévues dans notre règlement, tels l'article 33 et les articles 7 et 10 des règles de pratique con-

SUMMARY OF THE DECISIONS RENDERED BY THE PRESIDENT ON QUESTIONS OF ORDER OR OF PROCEDURE

Sitting of March 26th 1974.

The offer of a gift to any Member in exchange for an intervention of an administrative kind does not give rise to a question of privilege against the Member but against the person who made the offer (paragraph 3 of section 66 of the Legislature Act). Furthermore, new privileges cannot be established.

Until such time as the report of the commission has been tabled, the statements made by any Member before a commission of inquiry may not become the subject of a question of privilege and a motion of privilege, because it is forbidden to speak to any matter which is under investigation when the words spoken could be prejudicial to some person (paragraph 4 of Standing Order 99). (page 76). (See also *Journal of Debates*, page 140).

Sitting of April 2nd 1974.

A question of privilege based on an attempt to corrupt a Member by outside persons cannot be received if the actions contemplated do not have any direct relationship with the work of the Assembly. The privileges granted to the Members are only granted to them in respect of the exercising of their parliamentary duties (Beauchesne, pages 98 to 103; Anson, page 206; May, pages 85 and 86). (page 88). (See also *Journal of Debates*, page 302).

Sitting of April 9th 1974.

When the jurisdiction of the province has not been established in a specific sector, such as imports, an emergency debate cannot be granted; there is nothing to prevent any Member from discussing the problem during the debate on the inaugural message or on the budget speech (Standing Order 78). (page 108).

Sitting of May 15th 1974.

A motion introduced by a private Member which is not of an executory nature, without any direct implication regarding the expenditure of moneys, expressed in general terms, without specifying the amount, is an admissible abstract motion, in accordance with the last paragraph of Standing Order 64. (page 149). (See also *Journal of Debates*, page 731).

Sitting of July 11th 1974.

A motion of closure moved by the Government House Leader under Standing Order 156, requiring the tabling of the report of a committee at a precise time (before the end of the sitting), suspends certain rules by the mere fact and certain other stages provided under our Standing Orders, such as Standing Order 33 and articles 7 and 10

cernant les commissions parlementaires, et permet le dépôt du rapport à n'importe quel moment au cours de la séance (article 156 du règlement). *pages 288-290*).

Séance du 29 octobre 1974.

Une motion visant à reporter l'étude en deuxième lecture d'un projet de loi de député, faite dans un délai tel que la motion de deuxième lecture est réinscrite au feuilleton à l'intérieur de la même session, équivaut à un ordre de l'Assemblée, édictant la réouverture du débat de deuxième lecture comme s'il n'avait jamais été tenu (directive de M. le président). (*page 385*). (*Voir aussi Journal des Débats, page 2414*).

Une motion de censure inscrite en vertu de l'article 24 du règlement a préséance sur une motion d'urgence lorsque les deux motions portent sur le même sujet et que le débat peut être entendu dans une période très prochaine (article 78 du règlement). (*page 385*). (*Voir aussi Journal des Débats, page 2414*).

Séance du 1er novembre 1974.

Ce n'est pas l'urgence d'une affaire mais l'urgence d'en discuter qui est un critère d'acceptation d'une motion d'urgence, et la proposition de tenir un débat sur les graves conséquences engendrées par le débrayage progressif des pompiers de Montréal est déclarée irrecevable. Les négociations étant sur le point de commencer, il faut éviter de nuire à leur bonne marche (article 78 du règlement). (*page 401*).

Séance du 5 novembre 1974.

En tout temps, pendant la période des questions et avant l'appel des affaires du jour, il peut être demandé au leader parlementaire du gouvernement s'il entend envoyer un projet de loi à une commission élue avant sa deuxième lecture. Cependant, si le leader du gouvernement désire envoyer un projet de loi en commission élue après qu'un ordre de l'Assemblée ait fixé sa deuxième lecture, cet ordre devra au préalable être révoqué par l'Assemblée (directive de M. le président concernant la convocation d'une commission parlementaire).

of the Rules of Procedure for Parliamentary Committees, and allows the tabling of the report at any time during the sitting (Standing Order 156). (pages 288-290).

Sitting of October 29th 1974.

A motion of amendment contemplating the postponement of the consideration in second reading of a Member's bill, and requiring a delay causing the motion for second reading to be put down upon the Agenda Paper again during the same session, is the equivalent of an Order of the Assembly, ordering the reopening of the debate on second reading as if it had never been held (directive by Mr President) (page 385). (See also *Journal of Debates*, page 2414).

A motion of non-confidence put down in accordance with Standing Order 24 shall take precedence over an emergency motion when the two motions bear upon the same subject and the debate may be heard within a very short time (Standing Order 78). (page 385). (See also *Journal of Debates*, page 2414).

Sitting of November 1st 1974.

It is not the urgency of a matter but the urgency to debate it which is a criterion for the acceptance of an emergency motion, and the proposal to hold a debate on the serious consequences brought about by the progressive walk-outs by the Montreal firemen was declared inadmissible. As the negotiations were about to begin, it was necessary to avoid anything that could be prejudicial to their being carried out successfully (Standing Order 78). (page 401).

Sitting of November 5th 1974.

At any time during the question period and before Business of the Day is called, the Government House Leader may be asked if he intends to refer a bill to a select standing committee before the second reading. However, if the Government House Leader wishes to refer a bill to a select standing committee after an Order of the Assembly has determined the second reading thereof, such Order must first of all be rescinded by the Assembly (directive by Mr President re: the convening of a parliamentary committee).

Dans l'économie de notre règlement, l'audition publique en commission se fait immédiatement après la première lecture, avant l'adoption du principe même de la loi. Lorsqu'on entendra, par exception, des témoins en commission élue après la deuxième lecture, ce ne sera que pour recevoir certaines explications sur des particularités de cette loi (article 154 du règlement. Directive de M. le président concernant les auditions publiques en commission). (page 405).

Séance du 7 novembre 1974.

Une question de privilège au sujet de « l'information voulant qu'un membre de l'Assemblée nationale ait remis sa démission au premier ministre plutôt qu'au président de l'Assemblée nationale, comme le prévoit la Loi de la Législature », est irrecevable parce qu'elle ne porte atteinte à aucun des privilèges des membres de l'Assemblée énumérés à l'article 66 de la Loi de la Législature et que l'Assemblée n'a aucun pouvoir d'en créer de nouveaux (article 49 du règlement). (page 417).

Séance du 14 novembre 1974.

Aucun pouvoir additionnel ne peut être donné à une commission en vertu de la motion d'envoi en commission élue ou plénière après la deuxième lecture (article 122 du règlement). Subséquemment, à la suite d'une motion annoncée, l'Assemblée pourra, par des instructions spéciales, étendre les pouvoirs d'une commission élue (article 152 du règlement) ou la commission pourra, elle-même, consentir à ce qu'il y ait des auditions publiques (article 154 du règlement). (page 439).

Séance du 19 novembre 1974.

Une question se rapportant au sujet même d'une motion inscrite au feuillet peut être reçue avant que la motion ne soit appelée, parce que des faits nouveaux peuvent surgir après l'inscription de la motion (article 99 du règlement). (page 446).

Séance du 10 décembre 1974.

Même si un projet de loi contient plusieurs principes, une motion de division à l'étape de la deuxième lecture est irrecevable parce que cette motion faite en ces termes: « *Que le projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois* », est une motion simple et indivisible (articles 87 et 88 du règlement). (page 506).

Séance du 20 décembre 1974.

Lorsqu'il appert qu'une question de privilège sera suivie d'une motion, le président doit s'assurer que, *prima facie*, la question concerne les privilèges de l'Assemblée et son indépendance. D'abord, la motion, dans sa forme, devra être présentée selon le règlement. Ensuite, quant au fond, le président n'aura pas à juger de la motion au mérite, mais plutôt devra s'assurer que son contenu a trait à une violation des privilèges de l'Assemblée et à son indépendance. Le président peut interpréter le règlement de l'Assemblée mais pas la Loi de la Législature ni aucune autre loi (articles 79 et 80 du règlement). (page 570).

Within the meaning of our Standing Orders, public hearings in committee are held immediately following the first reading and before the adoption of the principle itself of the bill. When, in exceptional cases, witnesses are heard in select committee following second reading, it is only for the purpose of receiving certain explanations on the peculiarities of the bill (Standing Order 154. Directive by Mr President re: public hearings in committee). (*page 405*).

Sitting of November 7th 1974.

A question of privilege concerning "information to the effect that a Member of the National Assembly had submitted his resignation to the Prime Minister rather than to the President of the National Assembly, as provided under the Legislature Act", is inadmissible, because it is not a breach of any of the privileges of the Members of the Assembly as enumerated in section 66 of the Legislature Act, and the Assembly has no power to establish new ones (Standing Order 49). (*page 417*).

Sitting of November 14th 1974.

No additional powers may be granted to any committee under the motion for referral to a select committee or the Committee of the Whole after second reading (Standing Order 122). Subsequently, on a motion with notice, the Assembly may, through special instructions, broaden the powers of a select committee (Standing Order 152), or the committee itself may agree to hold public hearings (Standing Order 154). (*page 439*).

Sitting of November 19th 1974.

Any question referring to the same subject as the one contained in a motion put down upon the Agenda Paper may be received before the motion is called, because new facts could be brought out following the putting down of the motion (Standing Order 99). (*page 446*)

Sitting of December 10th 1974.

Even if a bill contains several principles, a motion to divide it at the stage of second reading is inadmissible because the motion, put forward in these terms: "*That* the bill be now read the second time", is a single and indivisible motion (Standing Orders 87 and 88). (*page 506*).

Sitting of December 20th 1974.

When it appears that a question of privilege will be followed by a motion, the President must make sure, *prima facie*, that the question concerns the privileges of the Assembly and its independence. First of all, the motion, in its form, must be presented in accordance with the Standing Orders. Following which, in its substance, the President will not have to judge the motion on its merits but shall make sure, instead, that its contents refer to a breach of the privileges of the Assembly and its independence. The President can interpret the Standing Orders of the Assembly but not the Legislature Act or any other law. (Standing Orders 79 and 80). (*page 570*).

Séance du 20 décembre 1974.

Un amendement ajoutant d'autres noms à celui qui est déjà mis en accusation est irrecevable, parce que ce n'est pas par un amendement mais par une motion de fond annoncée qu'un député désirant accuser un de ses collègues doit procéder (article 80 du règlement). (*page 573*).

Sitting of December 20th 1974.

An amendment which adds names to the one that has already been charged is inadmissible, because any Member wishing to bring a charge against any of his colleagues may not do so by an amendment but may only proceed by a substantive motion with notice given (Standing Order 80). (*page 573*).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF
 (par ordre de préséance)
 et leurs
ADJOINTS PARLEMENTAIRES

DEPARTMENT OF THE EXECUTIVE COUNCIL
MEMBERS OF THE EXECUTIVE COUNCIL
 (according to precedence)
 and their
PARLIAMENTARY ASSISTANTS

L'honorable

*Adjoins
parlementaires*

The Honourable

*Parliamentary
Assistants*

ROBERT BOURASSA	Premier ministre Président du Conseil exécutif Prime Minister President of the Executive Council	
GÉRARD D. LEVESQUE	Vice-Premier ministre Ministre des Affaires intergouvernementales Vice-Prime Minister Minister of Intergovernmental Affairs	M. Alfred Bossé Mr Alfred Bossé
JÉRÔME CHOQUETTE	Ministre de la Justice Minister of Justice	M. Gaston Desjardins Mr Gaston Desjardins
GUY SAINT-PIERRE	Ministre de l'Industrie et du Commerce Minister of Industry and Commerce	M. Gérard Cadieux Mr Gérard Cadieux
RAYMOND GARNEAU	Ministre des Finances Minister of Finance	M. Guy Bacon Mr Guy Bacon
WILLIAM TETLEY	Ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives	
NORMAND TOUPIN	Ministre de l'Agriculture Minister of Agriculture	

GILLES MASSÉ	Ministre des Richesses naturelles Minister of Natural Resources	M. Jean Perreault Mr Jean Perreault
KEVIN DRUMMOND	Ministre des Terres et Forêts Minister of Lands and Forests	M. Roger Houde Mr Roger Houde
FRANÇOIS CLOUTIER	Ministre de l'Éducation Minister of Education	
JEAN-PAUL L'ALLIER	Ministre des Communications Minister of Communications	M. Jacques Veilleux Mr Jacques Veilleux
GÉRALD HARVEY	Ministre du Revenu Minister of Revenue	
JEAN COURNOYER	Ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre Minister of Labour and Manpower	
JEAN BIENVENUE	Ministre de l'Immigration Minister of Immigration	
CLAUDE SIMARD	Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Minister of Tourism, Fish and Game	M. Gilles Houde Mr Gilles Houde
OSWALD PARENT	Ministre de la Fonction Publique Ministre d'État aux Affaires intergouvernementales Ministre d'État aux Finances Minister of the Civil Service Minister without Portfolio for Intergovernmental Affairs Minister without Portfolio for Finance	
VICTOR C. GOLDBLOOM	Ministre des Affaires municipales Ministre responsable de la qualité de l'environnement Minister of Municipal Affairs Minister responsible for the quality of the environment	
RAYMOND MAILLOUX	Ministre des Transports Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement Minister of Transport Minister of Public Works and Supply	M. Marcel Bédard M. Claude St-Hilaire Mr Marcel Bédard Mr Claude St-Hilaire
CLAUDE FORGET	Ministre des Affaires sociales Minister of Social Affairs	M. Guy Fortier Mr Guy Fortier
DENIS HARDY	Ministre des Affaires culturelles Minister of Cultural Affairs	
ROBERT QUENNEVILLE	Ministre d'État responsable de l'ODEQ Minister without Portfolio responsible for ODEQ	

GEORGES VAILLANCOURT	Ministre d'État aux Affaires municipales Minister without Portfolio for Municipal Affairs
PAUL PHANEUF	Ministre responsable du Haut Commissariat de la Jeunesse, des Loisirs et des Sports Minister responsible for the High Commission on Youth, Recreation and Sports
MADAME LISE BACON	Ministre d'État aux Affaires sociales Minister without Portfolio for Social Affairs
FERNAND LALONDE	Ministre d'État au Conseil exécutif Minister without portfolio for the Executive Council
BERNARD LACHAPELLE	Ministre d'État responsable de l'Office de Plani- fication et de Développement du Québec Minister without Portfolio responsible for the Québec Planning and Development Bureau
PAUL BERTHIAUME	Ministre d'État aux Transports Minister without Portfolio for Transport

LES OFFICIELS
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

THE OFFICIALS
of the
NATIONAL ASSEMBLY

Président President	L'honorable The Honourable	JEAN-NOËL LAVOIE
Vice-président Vice-president		HARRY BLANK
Vice-président Vice-president		ROBERT LAMONTAGNE
Premier ministre Prime Minister	L'honorable The Honourable	ROBERT BOURASSA
Leader parlementaire du gouvernement Government House Leader	L'honorable The Honourable	GÉRARD D. LEVESQUE
Chef de l'Opposition officielle Leader of the Official Opposition	L'honorable The Honourable	JACQUES-YVAN MORIN
Leader parlementaire de l'Opposition officielle Parliamentary Leader of the Official Opposition		ROBERT BURNS

CADRES SUPÉRIEURS
SENIOR STAFF

Secrétaire de l'Assemblée et Secrétaire de la Chancellerie Secretary of the Assembly and Clerk of the Crown in Chancery	RENÉ BLONDIN
Secrétaire associé de l'Assemblée Associate Secretary of the Assembly	RAYMOND DESMEULES
Secrétaire adjoint de l'Assemblée et Secrétaire adjoint de la Chancellerie Secretary Assistant of the Assembly and Assistant Clerk of the Crown in Chancery	JACQUES LESSARD
Secrétaire adjoint de l'Assemblée Secretary Assistant of the Assembly	PIERRE DUCHESNE

Sergent d'armes
Sergeant-at-Arms

JEAN-MARC ROBERGE

Directeur de la bibliothèque de la Législature
Director of the Library of the Legislature

JACQUES PRÉMONT

Greffier en Loi de la Législature
Law Clerk of the Legislature

BENOÎT DUFOUR

Secrétaire du comité de législation de la Législature
Secretary of the Committee on Legislation of the Legislature

ÉMILE TURMEL

Secrétaire des Commissions
Secretary of Committees

JACQUES POULIOT

Greffier du feuillet, archiviste et traducteur
Clerk of the Order Paper and Archives, and translator

PETER CHÂTEAUVERT

Greffier des procès-verbaux
Clerk of the Votes and Proceedings

GUSTAVE GERVAIS

Éditeur du Journal des débats
Editor of the Journal of Debates

BENOIT MASSICOTTE

Directeur des Services administratifs
Director of Administrative Services

RICHARD BRETON

Responsable du personnel
Personnel Manager

YVON DESBIENS

Directeur des Relations publiques et interparlementaires
Director of Public and Interparliamentary Relations

ROBERTO WILSON

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
DISTRICTS ÉLECTORAUX
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Deuxième Session, Trentième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
ELECTORAL DISTRICTS
of the
NATIONAL ASSEMBLY
Second Session, Thirtieth Legislature

ABITIBI-EST (EAST)
ABITIBI-OUEST (WEST)
ANJOU
ARGENTEUIL
ARTHABASKA

A

Houde, Roger
Boutin, Jean-Hugues
Tardif, Yves
Saindon, Zoël
Massé, Hon. J.-Gilles

BEAUCE-NORD (NORTH)
BEAUCE-SUD (SOUTH)
BEAUHARNOIS
BELLECHASSE
BERTHIER
BONAVENTURE
BOURASSA
BOURGET
BRÔME-MISSISQUOI

B

Sylvain, Denis
Roy, Fabien
Cadioux, Gérard
Mercier, Pierre
Denis, Michel
Levesque, Hon. Gérard-D.
Bacon, Hon. Madame Lise
Boudreault, Jean
Brown, Glendon P.

CHAMBLY
CHAMPLAIN
CHARLESBOURG
CHARLEVOIX
CHÂTEAUGUAY
CHAUVEAU

C

Saint-Pierre, Hon. Guy
Toupin, Hon. Normand
Harvey, André
Mailloux, Hon. Raymond
Kennedy, George
Lachapelle, Hon. Bernard

CHICOUTIMI CRÉMAZIE	C Bédard, Marc-André Bienvenue, Hon. Jean
D'ARCY McGEE DEUX-MONTAGNES (TWO MOUNTAINS) DORION DRUMMOND DUBUC DUPLESSIS	D Goldbloom, Hon. Victor C. L'Allier, Hon. Jean-Paul Bossé, Alfred Malouin, Robert Harvey, Ghislain Gallienne, Donald
FABRE FRONTENAC	F Houde, Gilles Lecours, Henri
GASPÉ GATINEAU GOVIN	G Fortier, Guy Gratton, Michel Beauregard, Jean-M.
HULL HUNTINGDON	H Parent, Hon. Oswald Fraser, Kenneth
IBERVILLE ÎLES-DE-LA-MADELEINE (MAGDALEN ISLANDS)	I Tremblay, Jacques-R. Lacroix, Louis-Philippe
JACQUES-CARTIER JEANNE-MANCE JEAN-TALON JOHNSON JOHNSON JOLIETTE-MONTCALM JONQUIÈRE	J St-Germain, Noël Brisson, Aimé Garneau, Hon. Raymond Boutin, Jean-Claude (1) Bellemare, Maurice (2) Quenneville, Hon. Robert Harvey, Hon. Gérard
KAMOURASKA-TÉMISCOUATA	K Pelletier, Jean-Marie

- (1) A démissionné le 25 juillet 1974.
 (1) *Resigned July 25th 1974.*
 (2) Élu le 28 août 1974.
 (2) *Elected August 28th 1974.*

L

L'ACADIE
LAC-SAINT-JEAN
LAFONTAINE
LAPORTE
LAPRAIRIE
L'ASSOMPTION
LAURENTIDES-LABELLE
LAURIER
LAVAL
LAVIOLETTE
LÉVIS
LIMOILOU
LOTBINIÈRE
LOUIS-HÉBERT

Cloutier, Hon. François
Pilote, Roger
Léger, Marcel
Déom, André
Berthiaume, Hon. Paul
Perreault, Jean
Lapointe, Roger
Marchand, André
Lavoie, Hon. Jean-Noël
Carpentier, Prudent
Chagnon, Vincent
Houde, Fernand
Massicotte, Georges
Desjardins, Gaston

M

MAISONNEUVE
MARGUERITE-BOURGEYS
MASKINONGÉ
MATANE
MATAPÉDIA
MÉGANTIC-COMPTON
MERCIER
MILLE-ÎLES
MONTMAGNY-L'ISLET
MONTMORENCY
MONT-ROYAL (MOUNT ROYAL)

Burns, Robert
Lalonde, Hon. Fernand
Picotte, Yvon
Côté, Marc-Yvan
Arsenault, Bona
Dionne, Omer
Bourassa, Hon. Robert
Lachance, Bernard
Giasson, Julien
Bédard, Marcel
Ciaccia, John

N

NICOLET-YAMASKA
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Faucher, Benjamin
Tetley, Hon. William

O

ORFORD
OUTREMONT

Vaillancourt, Hon. Georges
Choquette, Hon. Jérôme

P

PAPINEAU
POINTE-CLAIRE
PONTIAC-TÉMISCAMINGUE
PORTNEUF
PRÉVOST

Assad, Mark
Séguin, Arthur-E.
Larivière, Jean-Guy
Pagé, Michel
Parent, Bernard

RICHELIEU
RICHMOND
RIMOUSKI
RIVIÈRE-DU-LOUP
ROBERT-BALDWIN
ROBERVAL
ROSEMONT
ROUYN-NORANDA

SAGUENAY
SAINT-ANNE
SAINT-FRANÇOIS
SAINT-HENRI
SAINT-HYACINTHE
SAINT-JACQUES
SAINT-JEAN
SAINT-LAURENT
SAINT-LOUIS
SAINT-MARIE
SAINT-MAURICE
SAUVÉ
SHEFFORD
SHERBROOKE

TAILLON
TASCHEREAU
TERREBONNE
TROIS-RIVIÈRES

VANIER
VAUDREUIL-SOULANGES
VERCHÈRES
VERDUN
VIAU

WESTMOUNT

R

Simard, Hon. Claude
 Vallières, Yvon
 St-Hilaire, Claude
 Lafrance, Paul
 Cournoyer, Hon. Jean
 Lamontagne, Robert
 Bellemare, Gilles
 Samson, Camil

S

Lessard, Lucien
 Springate, George
 Déziel, Gérard
 Shanks, Gérard
 Cornellier, Fernand
 Charron, Claude
 Veilleux, Jacques
 Forget, Hon. Claude-E.
 Blank, Harry
 Malépart, Jean-Claude
 Bérard, Marcel
 Morin, Hon. Jacques-Yvan
 Verreault, Richard
 Pepin, Jean-Paul

T

Leduc, Guy
 Bonnier, Irénée
 Hardy, Hon. Denis
 Bacon, Guy

V

Dufour, Fernand
 Phaneuf, Hon. Paul
 Ostiguy, Marcel
 Caron, Lucien
 Picard, Fernand

W

Drummond, Hon. Kevin

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Deuxième Session, Trentième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
MEMBERS OF THE NATIONAL ASSEMBLY
Second Session, Thirtieth Legislature

A

ARSENAULT, Bona
ASSAD, Mark

Matapédia
Papineau

B

BACON, Guy
BACON, Hon. Madame Lise
BEAUREGARD, Jean-M.
BÉDARD, Marc-André
BÉDARD, Marcel
BELLEMARE, Gilles
BELLEMARE, Maurice (1)
BÉRARD, Marcel
BERTHIAUME, Hon. Paul
BIENVENUE, Hon. Jean
BLANK, Harry
BONNIER, Irénée
BOSSÉ, Alfred
BOUDREAULT, Jean
BOURASSA, Hon. Robert
BOUTIN, Jean-Claude (2)
BOUTIN, Jean-Hugues
BRISSON, Aimé
BROWN, Glendon P.
BURNS, Robert

Trois-Rivières
Bourassa
Gouin
Chicoutimi
Montmorency
Rosemont
Johnson
Saint-Maurice
Laprairie
Crémazie
Saint-Louis
Taschereau
Dorion
Bourget
Mercier
Johnson
Abitibi-Ouest (West)
Jeanne-Mance
Brôme-Missisquoi
Maisonneuve

C

CADIEUX, Gérard
CARON, Lucien

Beauharnois
Verdun

-
- (1) Élu le 28 août 1974.
(1) *Elected August 28th 1974.*
(2) A démissionné le 25 juillet 1974.
(2) *Resigned July 25th 1974.*

C

CARPENTIER, Prudent
CHAGNON, Vincent
CHARRON, Claude
CHOQUETTE, Hon. Jérôme
CIACCIA, John
CLOUTIER, Hon. François
CORNELLIER, Fernand
CÔTÉ, Marc-Yvan
COURNOYER, Hon. Jean

Laviolette
Lévis
Saint-Jacques
Outremont
Mont-Royal (Mount-Royal)
L'Acadie
Saint-Hyacinthe
Matane
Robert Baldwin

D

DENIS, Michel
DÉOM, André
DESJARDINS, Gaston
DÉZIEL, Gérard
DIONNE, Omer
DRUMMOND, Hon. Kevin
DUFOUR, Fernand

Berthier
Laporte
Louis-Hébert
Saint-François
Mégantic-Compton
Westmount
Vanier

F

FAUCHER, Benjamin
FORGET, Hon. Claude
FORTIER, Guy
FRASER, Kenneth

Nicolet-Yamaska
Saint-Laurent
Gaspé
Huntingdon

G

GALLIENNE, Donald
GARNEAU, Hon. Raymond
GIASSON, Julien
GOLDBLOOM, Hon. Victor C.
GRATTON, Michel

Duplessis
Jean-Talon
Montmagny-L'Islet
D'Arcy McGee
Gatineau

H

HARDY, Hon. Denis
HARVEY, André
HARVEY, Hon. Gérard
HARVEY, Ghislain
HOUDE, Fernand
HOUDE, Gilles
HOUDE, Roger

Terrebonne
Charlesbourg
Jonquière
Dubuc
Limoilou
Fabre
Abitibi-Est (East)

K**KENNEDY, George**

Châteauguay

L

LACHANCE, Bernard
LACHAPELLE, Hon. Bernard
LACROIX, Louis-Philippe
LAFRANCE, Paul
L'ALLIER, Hon. Jean-Paul
LALONDE, Hon. Fernand
LAMONTAGNE, Robert
LAPOINTE, Roger
LARIVIÈRE, Jean-Guy
LAVOIE, Hon. Jean-Noël
LECOURS, Henri
LEDUC, Guy
LÉGER, Marcel
LESSARD, Lucien
LEVESQUE, Hon. Gérard D.

Mille-Îles
 Chauveau
 Îles-de-la-Madeleine (Magdalen Islands)
 Rivière-du-Loup
 Deux-Montagnes (Two Mountains)
 Marguerite-Bourgeoys
 Roberval
 Laurentides-Labelle
 Pontiac-Témiscamingue
 Laval
 Frontenac
 Taillon
 Lafontaine
 Saguenay
 Bonaventure

M

MAILLOUX, Hon. Raymond
MALÉPART, Jean-Claude
MALOUIN, Robert
MARCHAND, André
MASSÉ, Hon. J.-Gilles
MASSICOTTE, Georges
MERCIER, Pierre
MORIN, Hon. Jacques-Yvan

Charlevoix
 Sainte-Marie
 Drummond
 Laurier
 Arthabaska
 Lotbinière
 Bellechasse
 Sauvé

O**OSTIGUY, Marcel**

Verchères

P

PAGÉ, Michel
PARENT, Bernard
PARENT, Hon. Oswald
PELLETIER, Jean-Marie
PEPIN, Jean-Paul
PERREault, Jean
PHANEUF, Hon. Paul
PICARD, Fernand
PICOTTE, Yvon
PILOTE, Roger

Portneuf
 Prévost
 Hull
 Kamouraska-Témiscouata
 Sherbrooke
 L'Assomption
 Vaudreuil-Soulanges
 Viau
 Maskinongé
 Lac-Saint-Jean

Q**QUENNEVILLE, Hon. Robert**

Joliette-Montcalm

R**ROY, Fabien**

Beauce-Sud (South)

S**SAINDON, Zoël**

Argenteuil

SAINT-PIERRE, Hon. Guy

Chambly

SAMSON, Camil

Rouyn-Noranda

SÉGUIN, Arthur-E.

Pointe-Claire

SHANKS, Gérard

Saint-Henri

SIMARD, Hon. Claude

Richelieu

SPRINGATE, George

Sainte-Anne

ST-GERMAIN, Noël

Jacques-Cartier

ST-HILAIRE, Claude

Rimouski

SYLVAIN, Denis

Beauce-Nord (North)

T**TARDIF, Yves**

Anjou

TETLEY, Hon. William

Notre-Dame-de-Grâce

TOUPIN, Hon. Normand

Champlain

TREMBLAY, Jacques

Iberville

V**VAILLANCOURT, Hon. Georges**

Orford

VALLIÈRES, Yvon

Richmond

VEILLEUX, Jacques

Saint-Jean

VERREAULT, Richard

Shefford

INDEX DES PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

23 ELIZABETH II, 1974

A

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES:—Loi du ministère des—. Projet de loi no 59.

AGENTS DE RECOUVREMENT:—Loi des—. Projet de loi no 16.

AGENTS DE VOYAGES:—Loi des—. Projet de loi no 19.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de l'—.
Projet de loi no 48.

ALIMENTS:—Loi sur les produits agricoles et les—. Projet de loi no 31.

ALLOCATIONS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES:—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'—. Projet de loi no 70.

ALMA & JONQUIÈRES ET LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER ROBERVAL-SAGUENAY:—
Loi concernant La compagnie de chemin de fer—. Projet de loi no 138.

ANJOU:—Loi concernant la ville d'—. Projet de loi no 122.

Assemblée nationale:

Ajournement du 31 juillet 1974 au mardi 29 octobre 1974, à quinze heures, 373.

18 septembre 1974:—Séance spéciale concernant le conflit entre la C.T.C.U.M. et ses employés syndiqués, 375.

Ajournement du 19 septembre 1974 au mardi 29 octobre 1974, à quinze heures. Motion; débat; motion adoptée sur div. (vote) (une abstention), 377.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir «Documents de la Session» et «Questions et Réponses».

Assemblée nationale:—Suite

Ajournements, 110; 146; 152; 154; 166; 168; 178; 206.

Décisions de M. le président:—56; 76; 88; 149; 288; 291; 384; 385; 386; 393; 401; 417; 439; 446; 482; 506; 559; 570.

Directives de M. le président, 385; 405.

M. Maurice Bellemare élu député du district électoral de Johnson, 375.

M. Robert Bourassa:—Motion de vœux à l'occasion de l'anniversaire de naissance de—. Motion adoptée (vote), 301.

M. Jean-Claude Boutin démissionne comme député du district électoral de Johnson, 341.

Bref d'élection émis pour le district électoral de Johnson, 341.

Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal (C.T.C.U.M.):—
La séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes pour la poursuite des négociations en vue de régler le conflit entre la—, et ses employés syndiqués, 376.

L'Assemblée nationale siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche:—Motion; débat; motion proposant que le débat soit ajourné; motion rejetée sur div. (vote); motion principale adoptée sur div. (vote), 233-234.

L'Assemblée nationale siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche:—Motion; débat; motion amendée du consentement unanime de l'Assemblée et adoptée sur div., 498.

Règlement de l'Assemblée nationale modifié, 65; 71; 371.

ASSURANCES:—Loi sur les—. Projet de loi no 7.

ASSURANCE-DÉPÔTS DU QUÉBEC:—Loi modifiant La Loi de l'—. Projet de loi no 3.

ASSURANCE-MALADIE:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi no 71.

ASSURANCE-MALADIE:—Loi modifiant la Loi de l'—, et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Projet de loi no 93.

ASSURANCE-RÉCOLTE:—Loi sur l'—. Projet de loi no 20.

AUTOROUTES:—Loi modifiant la Loi des—, et le Code de la route. Projet de loi no 82.

B

BEAUCAGE LTÉE:—Loi concernant—. Projet de loi no 146.

BELLEMARE, M. MAURICE:—Élu député du district électoral de Johnson, 375.

BIENVENU:—Loi concernant la succession de Tancrède—. Projet de loi no 124.

BOUCHERVILLE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi no 121.

BOUTIN, M. JEAN-CLAUDE:—Démission de—, comme député du district électoral de Johnson, 341.

Budget et crédits:

Projets de loi nos 11; 23; 25; 30; 75.

Budget déposé:—

Document no 1, 83.

Document no 2, 207.

Document no 2A, 474.

CRÉDITS:

Commission plénière pour l'étude des crédits, 84; 170; 189; 192; 208; 495; 498; 522; 541.

Rapport, 84; 170; 192; 225; 541.

Un douzième, 84; 171.

Un sixième, 84.

Deux sixièmes, 84.

Motion:—« *Que* vu que les estimations budgétaires 1974/75 seront déposées le 28 mars prochain et que le discours du budget sera aussi prononcé le même jour, des crédits provisoires des différents articles du budget devront être adoptés et le projet de loi s'y rapportant mis aux voix à douze heures quarante-cinq minutes, le vendredi 29 mars 1974. » Motion adoptée, 59.

Séances des Commissions permanentes de l'Assemblée nationale pour l'étude des crédits des ministères:

Motion:—« *Que* l'étude des crédits de chacun des ministères soit déferée aux commissions élues appropriées, à l'exception de l'étude des crédits de l'Assemblée nationale qui est déferée à la commission plénière et toute autre étude de crédits que le leader parlementaire du gouvernement jugera à propos de déferer à la commission plénière. » Motion adoptée, 83.

Commission des affaires municipales, 148; 151; 153; 156; 163; 165; 167. Rapport, 219.

Budget et crédits:—Suite

Commission des affaires sociales, 130; 135; 141; 144; 145; 156; 173; 177. Rapport, 219.

Commission de l'agriculture, 130; 142; 143; 195; 206. Rapport, 219.

Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 122; 130; 134; 156; 168; 169; 170. Rapport, 219.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 88; 94; 97; 163; 165; 167; 169. Rapport, 219.

Commission de la fonction publique, 94; 104; 106; 108. Rapport, 219.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 144; 145; 146; 148; 154; 156; 163; 165; 167; 209. Rapport, 219.

Commission des institutions financières, compagnies et coopératives, 130; 134; 135; 142. Rapport, 219.

Commission de la justice, 88; 94; 97; 102; 104; 106; 108. Rapport, 219.

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, 180; 181; 183; 184; 188; 191; 194; 195; 204; 205; 206; 208; 209; 214. Rapport, 219.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts, 130; 144; 145; 146; 148; 152; 153; 168; 170; 173; 174; 177; 180. Rapport, 219.

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 143; 146; 148; 152; 153. Rapport, 219.

Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 108; 156; 168; 169; 181; 184; 188; 191; 194; 195; 201; 204. Rapport, 219.

Rapport groupant les rapports des Commissions élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1974/75. Déposé, 219 (*Document no 73.*). Prise en considération du rapport; débat; rapport adopté (abstentions), 221.

Motion.—« Que lorsque l'étude des crédits de l'Assemblée nationale sera terminée et le rapport adopté, l'Assemblée s'ajourne jusqu'à mardi prochain quinze heures. » Motion adoptée, 192.

DISCOURS DU BUDGET:

Débat sur le discours du budget, 84; 88; 98; 106; 109; 181; 204.

Motion.—« Que lorsque le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement sera terminé, le

Budget et crédits:—Suite

vote sur cette motion soit remis à une prochaine séance, et que l'Assemblée s'ajourne, sans motion, à la prochaine séance. » Motion adoptée, 203.

Débat terminé, 204. La motion est mise aux voix et le vote est remis à une prochaine séance, 204.

Motion adoptée sur div. (vote), 220.

BUREAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi no 150.

BUREAU DE LA STATISTIQUE:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi no 10.

C

CAISSES D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE:—Loi des—. Projet de loi no 2.

CARREL:—Loi concernant la succession de Frank—. Projet de loi no 104.

CENTRE D'INFORMATIONS RELIGIEUSES INC.:—Loi concernant certains immeubles du—. Projet de loi no 137.

CINÉMA:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi no 52.

CITÉS ET VILLES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 37.

CITÉS ET VILLES:—Loi modifiant de nouveau la Loi des—, et le Code municipal. Projet de loi no 91.

CLUB DE GOLF LE PORTAGE INC.:—Loi concernant le—. Projet de loi no 102.

CODE CIVIL ET LA LOI CONCERNANT LE LOUAGE DE CHOSSES:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 79.

CODE DE LA ROUTE:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 45.

CODE DE LA ROUTE:—Loi modifiant la Loi des autoroutes et le—. Projet de loi no 82.

CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 39.

CODE DU TRAVAIL:—Loi modifiant le— et d'autres dispositions législatives. Projet de loi no 24.

CODE DU TRAVAIL:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 99.

CODE MUNICIPAL:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 38.

CODE MUNICIPAL:—Loi modifiant de nouveau la Loi des cités et villes et le—. Projet de loi no 91.

COMMISSION ATHLÉTIQUE DU QUÉBEC:—Loi de la—. Projet de loi no 16.

COMMISSION DE CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 21.

Commissions de l'Assemblée nationale:

Commission des affaires municipales:—Membres nommés, 53. Rapport, 249; 257; 331; 355; 597.

Commission des affaires sociales:—Membres nommés, 53. Rapport, 437; 493; 529; 535; 569. La Commission siège aux fins d'étudier un projet de règlement se rapportant à la Loi sur les services de santé et les services sociaux, 81; 88; 94; 97.

Commission de l'agriculture:—Membres nommés, 53. Rapport, 258; 581.

Commission de l'Assemblée nationale:—Instituée, 16. Membres nommés, 16. Rapport, 53; 65; 323; 342.

Rapport reproduit « *in extenso* » au Journal des débats, 55. Membres remplacés, 72; 258; 261.

Commission des corporations professionnelles:—Membres nommés, 53. Rapport, 501.

Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—Membres nommés, 54. Rapport, 237; 291; 345. Membres remplacés, 194.

Commission des engagements financiers:—Membres nommés, 54. Règlement de l'Assemblée nationale modifié, 371.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu:—Membres nommés, 54. Rapport, 327; 510.

M. Boutin (Abitibi-Ouest) nommé rapporteur désigné concernant le rapport sur l'étude du projet de loi no 44, 324.

La Commission siège pour entendre le Vérificateur général, 425; 438; 448; 458.

Commission de la fonction publique:—Membres nommés, 54. Rapport, 501.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Membres nommés, 54. Rapport, 363; 509; 521.

Commission des institutions financières, compagnies et coopératives:—Membres nommés, 54. Rapport, 244; 323; 382; 481; 563.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

La Commission siège pour l'étude du rapport du Comité d'étude sur l'assurance automobile au Québec, 386; 422; 438; 454; 458; 469; 478; 486; 495; 517.

Commission de la justice:—Membres nommés, 54. Rapport, 243; 287; 327; 364; 369; 615; 620.

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales:—Membres nommés, 54.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts:—Membres nommés, 54. Rapport, 243; 453.

La Commission siège pour entendre les représentants de l'Hydro-Québec, 184; 254; 260.

La Commission siège pour entendre les représentants de l'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James, 512; 541.

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—Membres nommés, 55. Rapport, 75.

La Commission siège pour étudier la question de « Place Desjardins », 131; 135; 141.

Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Membre nommés, 55. Rapport, 597; 613.

La Commission siège pour entendre les parties dans le conflit de la United Aircraft Limited, 390; 411; 418; 422; 425; 434; 436.

Ordre de convocation révoqué sur div. (vote), 437.

Commissions élues permanentes:—Présidents des différentes—, nommés, 55.

Commission spéciale sur la liberté de la presse:—Instituée; membres nommés, 370.

Commissions permanentes et spéciales qui siégeront pendant l'ajournement d'été:—

Motion:—« Que le nombre des membres de toutes les commissions parlementaires permanentes et spéciale(s) de l'Assemblée nationale qui siégeront pendant l'ajournement d'été de la présente session soit doublé en respectant la proportion actuelle, au sein de ces commissions, de chaque parti reconnu. Tout membre additionnel attribué à chaque parti reconnu est désigné, pour chaque séance, par le leader parlementaire ou le whip de ce parti. » Motion adoptée, 371.

Motion:—« Que les commissions parlementaires permanentes et spéciales de l'Assemblée nationale soient autorisées à siéger après la prorogation de

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

la présente session, sur convocation du leader parlementaire du gouvernement, pour prendre en considération tous les ordres qui leur ont été référés par l'Assemblée nationale, et plus particulièrement ceux apparaissant au feuillet de la dernière séance. » Motion adoptée, 622.

Motion:—« Que le nom de M. Bellemare (Johnson) soit ajouté à la liste des membres de toutes les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale, que le quorum de ces commissions soit fixé à huit membres et ceci, pour la durée de la présente session. » Motion adoptée, 396.

Sous-commission de l'Assemblée nationale:—La sous-commission siège pour étudier la question de l'enregistrement ou du non-enregistrement des débats de la Commission permanente des engagements financiers, 184. Rapport, 323.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES:—Loi de la—. Projet de loi no 40.

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. .Projet de loi no 135.

COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 54.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. Projet de loi no 66.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 111.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la—. Projet de loi no 200.

COMPAGNIES D'ASSURANCE:—Loi concernant certains placements des—. Projet de loi no 53.

COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 77.

CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES:—Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la—. Projet de loi no 80.

CRÉDIT À LA PRODUCTION AGRICOLE:—Loi modifiant la Loi favorisant le—. Projet de loi no 85.

CURATELLE PUBLIQUE ET LA LOI DE LA PROTECTION DU MALADE MENTAL:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 56.

D

Débats de fin de séances:

- M. Bédard* (Chicoutimi):—Question concernant l'étude par la Commission permanente des affaires sociales du projet de règlement concernant le placement d'enfants, 110.
- M. Bédard* (Chicoutimi):—Question concernant les conséquences de la vente d'actions de La Compagnie Price Limitée à Abitibi Paper Limited, 463.
- M. Burns*:—Question concernant la convocation de la Commission des comptes publics, 89.
- M. Burns*:—Question concernant la comparution de M. Paul Desrochers devant la Commission Cliche, 419.
- M. Charron*:—Question concernant la nomination de M. Jean-Noël Tremblay à un poste de conseiller auprès du ministère des Affaires culturelles, 89.
- M. Charron*:—Question concernant l'aide aux familles sinistrées à la suite des incendies à Montréal, 407.
- M. Charron*:—Question concernant la demande du syndicat des enseignants du collège de Valleyfield pour la nomination d'un enquêteur, 428.
- M. Léger*:—Question concernant les nouvelles ententes signées entre La Société d'habitation du Québec, d'une part, et la Société centrale d'hypothèques et de logement, d'autre part, 397.
- M. Lessard*:—Question concernant les mesures pour pallier à l'augmentation des prix du boeuf, 110.
- M. Lessard*:—Question concernant l'institution d'une commission d'enquête sur la hausse des prix des aliments, 428.
- M. Roy*:—Question concernant le manque de budget au ministère de l'Agriculture, 110.
- M. Roy*:—Question concernant la situation actuelle dans l'entreposage des grains de provende, 441.

DE BOUCHERVILLE:—Loi concernant la succession de Pierre—, Projet de loi no 136.

DÉCISIONS DE M. LE PRÉSIDENT:—56; 76; 88; 149; 288; 291; 384; 393; 401; 417; 439; 446; 482; 506; 559; 570.

Déclarations ministérielles:

- M. Garneau*:—Déclaration concernant le changement du régime fiscal des compagnies minières et pétrolières, 558.

Déclarations ministérielles:—Suite

M. Mailloux:—Déclaration concernant un nouvel échancier pour l'émission des plaques d'immatriculation des véhicules automobiles pour l'année 1975, 457.

M. Parent (Hull):—Déclaration concernant une entente conclue entre le gouvernement et les représentants syndicaux des agents de la paix, 437.

M. Toupin:—Déclaration concernant l'aide que le gouvernement s'apprête à apporter aux éleveurs de bovins du Québec, 549.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL AU MOYEN D'AVANTAGES FISCAUX:—Loi modifiant la Loi favorisant le—. Projet de loi no 69.

Documents de la session:

Affaires intergouvernementales: Rapport du ministère des—, pour l'année 1972/73. Déposé, 550. (*Document no 215.*)

Affaires intergouvernementales:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 550. (*Document no 216.*)

Affaires municipales:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 477. (*Document no 181.*)

Affaires sociales:—Rapport annuel du ministère des—au 31 mars 1974. Déposé, 319. (*Document no 108.*)

Agriculture:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour l'exercice terminé le 31 mars 1973. Déposé, 72. (*Document no 12.*)

Aliments congelés:—Copie du rapport présenté par la Société d'ingénierie Cartier Limitée au ministère de l'Agriculture concernant les marchés d'—, au Québec. Déposé, 487. (*Document no 186.*)

Asbestos:—Copie des relevés effectués par le Service de la Protection de l'Environnement dans la municipalité d'—, et rapports, analyses ou études qui en découlent. Déposé, 163. (*Document no 49.*)

Association internationale des Parlementaires de langue française:—Copie de la correspondance concernant la mission de l'Assemblée nationale à la réunion de l'—, à Bruxelles en septembre 1974. Déposé, 570. (*Document no 231.*)

Assurance-automobile:—Rapport du Comité d'étude sur l'—au Québec, ainsi qu'un sommaire en français et en anglais de ce rapport. Déposé, 145. (*Document no 43.*)

Assurance-stabilisation des revenus agricoles:—Un document de travail sur l'avant-projet de loi d'—. Déposé, 565. (*Document no 225.*)

Documents de la session:—Suite

Avocats et études:—Détails concernant les—, dans les villes de Québec et de Montréal, ainsi que dans le comté de Portneuf, qui ont travaillé pour le ministère de la Justice du 1er avril au 31 mars 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 120. (*Document no 33.*)

Baie James:—Rapport annuel des activités de la Société de développement de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973. Déposé, 151. (*Document no 45.*)

Barraute:—Où en sont les démarches entre le ministère de l'Éducation et la Commission scolaire régionale d'Harricana concernant la construction éventuelle de la polyvalente de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 338. (*Document no 123.*)

Baux d'immeubles:—Copie des—, intervenus pour le compte de certains ministères depuis le début de 1970 dans l'ancien comté de Terrebonne et les nouveaux comtés de Terrebonne et de Prévost. Déposé, 163. (*Document no 50.*)

Baux d'immeubles:—Copie des—, intervenus pour le compte de certains ministères depuis 1966 dans l'ancien comté de Beauce et les nouveaux comtés de Beauce-Sud et de Beauce-Nord. Déposé, 282. (*Document no 102.*)

Beauce-Sud:—Copie du dossier que le député des Îles-de-la-Madeleine a offert de déposer concernant les accusations qu'il a portées à l'endroit du député de—. Déposé, 140. (*Document no 39.*)

Bleuet:—Copie du contrat signé par le ministère de l'Agriculture et la compagnie Jasper, Wyman and Sons pour le traitement du—, à l'usine de congélation de Saint-Bruno. Déposé, 468. (*Document no 176.*)

Bourse de l'enseignement supérieur:—Quels sont les noms des personnes qui ont demandé une—pour l'année 1973/74. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 148. (*Document no 44.*)

Boutin, Jean-Claude:—Copie d'une lettre adressée à M. Jérôme Choquette, par—, député de Johnson, relativement aux mandats confiés à ce dernier par différents ministères. Déposé, 239. (*Document no 82.*)

Budget:—Rapport sur l'étude des crédits du—principal pour l'année financière 1974/75. Déposé, 219. (*Document no 73.*)

Budget:—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975. Déposé, 83. (*Document no 1.*)

Budget supplémentaire (no 1), 1974/75:—Déposé, 207. (*Document no 2.*)

Budget supplémentaire (no 2), 1974/75:—Déposé, 474. (*Document no 2-A.*)

Documents de la session:—Suite

*Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—*Rapport du—, pour les six mois précédant le 31 mars 1974. Déposé, 141. (*Document no 40.*)

*Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—*Rapport des activités du—, au 30 septembre 1974. Déposé, 384. (*Document no 140.*)

*Caisse de dépôt et placement du Québec:—*Rapport annuel pour l'exercice 1973. Déposé, 55. (*Document no 3.*)

*Canstel:—*Copie d'une lettre de M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce, adressée au ministre de l'Expansion économique régionale du Canada concernant le projet d'acierie—. Déposé, 617. (*Document no 244.*)

*Centre de recherche industrielle du Québec:—*Rapport annuel du—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 347. (*Document no 129.*)

*Comité consultatif sur les indemnités et allocations des Parlementaires du Québec:—*Rapport en date du 12 novembre 1974. Déposé, 474. (*Document no 179.*)

*Comité organisateur des jeux olympiques de 1976 (COJO):—*La liste du personnel et l'organigramme du COJO, ainsi que la liste des comités en relation avec le COJO,—. Déposé, 179. (*Document no 55.*)

*Commission consultative de l'enseignement privé:—*Rapport annuel 1972/73. Déposé, 102. (*Document no 27.*)

*Commission de l'Assemblée nationale:—*Rapport concernant certaines questions relatives aux travaux de l'Assemblée nationale (règlement sessionnel, règlement permanent, enregistrement des débats de la Commission des engagements financiers). Déposé, 65. (*Document no 10.*)

*Commission de l'Assemblée nationale:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 87, Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif. Déposé, 620. (*Document no 246.*)

*Commission de la Fonction publique du Québec:—*Rapport annuel de la—, pour 1973. Déposé, 198. (*Document no 67.*)

*Commission de Police du Québec:—*Rapport annuel des activités de la—, pour l'exercice financier 1973. Déposé, 165. (*Document no 51.*)

*Commission de Police du Québec:—*Rapport d'enquête de la—, sur les liens possibles entre des membres du crime organisé et Pierre Laporte, René Gagnon et Jean-Jacques Côté. Déposé, 538. (*Document no 210.*)

*Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal:—*Copie du projet de loi concernant le règlement de la grève illégale des employés de la—. Déposé, 454. (*Document no 168.*)

Documents de la session:—Suite

*Commission des biens culturels du Québec:—*Rapport annuel des activités de la—, pour la période du 1er juillet 1973 au 31 mars 1974. Déposé, 389. (*Document no 142.*)

*Commission des services juridiques:—*Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1974. Déposé, 389. (*Document no 143.*)

*Commission des transports du Québec:—*Rapport annuel au 31 mars 1974. Déposé, 245. (*Document no 86.*)

*Commission hydroélectrique de Québec:—*Quels sont les noms des personnes formant le conseil d'administration de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 602. (*Document no 238.*)

*Commission hydroélectrique de Québec et ses filiales:—*Rapport annuel des états financiers et des statistiques de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973. Déposé, 173. (*Document no 53.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 1. Déposé, 249. (*Document no 87.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 127, 129, 130, 131, 132 et 134. Déposé, 257. (*Document no 91.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 111, 128, 139, 140 et 149. Déposé, 331. (*Document no 119.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 122, 139, 143, 150 et 153. Déposé, 355. (*Document no 130.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 98, Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay. Déposé, 597. (*Document no 236.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi 40 et 41. Déposé, 437. (*Document no 156.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 64, Loi modifiant le Régime de rentes du Québec. Déposé, 493. (*Document no 188.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 90, Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental. Déposé, 529. (*Document no 207.*)

Documents de la session:—Suite

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 40, Loi de la Commission des affaires sociales. Déposé, 535. (*Document no 208.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 41, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Déposé, 535. (*Document no 209.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 93, Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Déposé, 569. (*Document no 230.*)

*Commission permanente de l'agriculture:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 12. Déposé, 258. (*Document no 92.*)

*Commission permanente de l'agriculture:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 20, Loi sur l'assurance-récolte. Déposé, 581. (*Document no 232.*)

*Commission permanente des corporations professionnelles:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 39, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives. Déposé, 501. (*Document no 190.*)

*Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—*Rapport de la—, concernant les projets de loi privés nos 123 et 135. Déposé, 237. (*Document no 76.*)

*Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 22, Loi sur la langue officielle. Déposé, 291. (*Document no 104.*)

*Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 22, Loi sur la langue officielle. Déposé, 345. (*Document no 127.*)

*Commission permanente des engagements financiers:—*Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale concernant l'enregistrement des débats de la—. Déposé, 323. (*Document no 113.*)

*Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 44. Déposé, 327. (*Document no 116.*)

*Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 et 74. Déposé, 511. (*Document no 196.*)

*Commission permanente de la fonction publique:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 61, 62, 63. Déposé, 501. (*Document no 189.*)

Documents de la session:—Suite

*Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 48, Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec. Déposé, 363. (*Document no 131.*)

*Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 19, Loi des agents de voyage. Déposé, 509. (*Document no 194.*)

*Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 4, Loi instituant la Société Inter-Port de Québec. Déposé, 521. (*Document no 203.*)

*Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 102, 109 et 113. Déposé, 244. (*Document no 85.*)

*Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 138, 146 et 148. Déposé, 323. (*Document no 114.*)

*Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 26, Loi des agents de recouvrement. Déposé, 382. (*Document no 137.*)

*Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 26, Loi des agents de recouvrement. Déposé, 481. (*Document no 182.*)

*Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 7, Loi sur les assurances. Déposé, 563. (*Document no 224.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 104 et 110. Déposé, 243. (*Document no 84.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 21. Déposé, 287. (*Document no 103.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 103, 124, 136, 137 et 141. Déposé, 327. (*Document no 117.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 103, 136 et 156. Déposé, 364. (*Document no 132.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi 36 et 42. Déposé, 369. (*Document no 135.*)

Documents de la session:—Suite

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 200, Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal. Déposé, 615. (*Document no 241.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 84, Loi concernant les juges. Déposé, 615. (*Document no 242.*)

*Commission permanente de la réforme des districts électoraux:—*Avis de la—, concernant un projet à être déposé plus tard indiquant les nouvelles délimitations des districts électoraux. Déposé, 381. (*Document no 136.*)

*Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 17. Déposé, 243. (*Document no 83.*)

*Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 27, Loi modifiant la Loi des terres et forêts. Déposé, 453. (*Document no 164.*)

*Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—*Rapport de la—, concernant la sécurité routière et le système de points de démerite. Déposé, 75. (*Document no 13.*)

*Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de Place Desjardins. Déposé, 173. (*Document no 52.*)

*Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 201, Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction. Déposé, 597. (*Document no 237.*)

*Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 46, Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration. Déposé, 613. (*Document no 240.*)

*Communications:—*Rapport des activités du ministère des—, pour l'année 1972/73. Déposé, 409. (*Document no 148.*)

*Compagnies:—*Combien de compagnies n'ont pas produit leur rapport annuel, en 1973, tel qu'exigé par la Loi des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 516. (*Document no 200.*)

*Comptables agréés du Québec:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 446. (*Document no 159.*)

*Comptables généraux licenciés du Québec:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'exercice financier terminé le 30 avril 1974. Déposé, 446. (*Document no 162.*)

Documents de la session:—Suite

*Comptes publics de la province de Québec:—*Pour l'année financière terminée le 31 mars 1973. Déposé, 59. (*Document no 6.*)

*Conseil consultatif de l'environnement:—*Rapport annuel des activités du—, pour l'année 1973/74. Déposé, 446. (*Document no 157.*)

*Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:—*Rapport annuel du—, pour l'année 1973/74. Déposé, 558. (*Document no 220.*)

*Conseil de la protection du consommateur:—*Rapport annuel du—, pour l'année 1973/74. Déposé, 503. (*Document no 193.*)

*Conseil de planification et de développement du Québec:—*Rapport des activités du—, pour la période du 1er juin 1971 au 31 mars 1974. Déposé, 270. (*Document no 97.*)

*Conseil des affaires sociales et de la famille:—*Rapport annuel du—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 324. (*Document no 115.*)

*Conseil régional de la santé et des services sociaux de la région Sud de Montréal (6-C):—*Rapport annuel pour 1973. Déposé, 276. (*Document no 99.*) (Voir aussi *Document no 47.*)

*Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:—*Rapports annuels 1973, des activités des—. Déposé, 161. (*Document no 47.*)

*Conseil supérieur de l'éducation:—*Rapport annuel du—, pour la période du 1er septembre 1972 au 31 août 1973. Déposé, 97. (*Document no 21.*)

*Conseillers d'orientation du Québec:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 446. (*Document no 163.*)

*Corporation d'hébergement du Québec:—*Convention passée le 28 octobre 1974 entre la—, la Société centrale d'hypothèques et de logement et la Société d'habitation du Québec, concernant des projets d'habitation. Déposé, 421. (*Document no 153.*)

*Coût de la police:—*Une brochure intitulée: Le—, Déposé, 319. (*Document no 109.*)

*Curateur public:—*Rapport annuel du—, pour la période du 1er avril 1973 au 31 décembre 1973. Déposé, 315. (*Document no 107.*)

*Drainage souterrain:—*Le ministère de l'Agriculture a-t-il accordé des subventions pour le—, en 1973/74 et 1974/75. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 584. (*Document no 235.*)

*Eau:—*Une rectification des faits relatifs à un article paru dans un quotidien, le 1er juin 1974, concernant le dossier du ministère des Affaires intergouverne-

Documents de la session:—Suite

- mentales sur les relations fédérales-provinciales dans le domaine de l'—. Déposé, 180. (*Document no 59.*)
- Eau potable*:—Quelles sont les municipalités du Québec qui ajoutent le fluorure de sodium à leur—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 185. (*Document no 60.*)
- Éditeur officiel du Québec*:—Rapport annuel de l'—, relatif à l'impression, la reliure, la vente, la distribution et les réserves de recueils des lois du Québec, pour l'année 1973. Déposé, 409. (*Document no 149.*)
- Éducation*:—Rapport annuel des activités du ministère de l'—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 347. (*Document no 128.*)
- Élections générales du 29 octobre 1973*:—Rapport du président général des élections sur les dernières—. Déposé, 526. (*Document no 205.*)
- Employés publics*:—Liste des commissions délivrées aux—, pendant l'année 1973. Déposé, 101. (*Document no 22.*)
- Enregistrement des débats de la Commission permanente des engagements financiers*:—Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale concernant l'—. Déposé, 323. (*Document no 113.*)
- Entreprises du gouvernement du Québec*:—Les états financiers des—, pour l'année 1972/73. Déposé, 409. (*Document no 147.*)
- États financiers du Québec*:—Un fascicule sur les—, pour l'année terminée le 31 mars 1974. Déposé, 466. (*Document no 173.*)
- Farnham*:—Copie de la correspondance reçue au ministère des Affaires municipales concernant une demande d'enquête sur l'administration de la municipalité de—. Déposé, 366. (*Document no 134.*)
- Ferchibal*:—Une copie du rapport de l'étude de factibilité des options de transport du projet—. Déposé, 565. (*Document no 226.*)
- Fire Lake*:—Copie de toute correspondance entre le gouvernement du Québec et Sidbec-Dosco ainsi que la société américaine U.S. Steel ou sa filiale, Québec Cartier Mining, concernant l'exploitation du gisement de fer de—. Déposé, 410. (*Document no 151.*)
- Fluorure de sodium*:—Quelles sont les municipalités du Québec qui ajoutent le—, à leur eau potable. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 185. (*Document no 60.*)
- Fonction publique*:—Copie d'un arrêté en conseil, en date du 12 juin 1974, concernant le règlement relatif à l'éthique et à la discipline dans la—. Déposé, 238. (*Document no 77.*)

Documents de la session:—Suite

*Fonction publique:—*Rapport annuel du ministère de la—, pour 1973/74. Déposé, 384. (*Document no 138.*)

*Formules mécanographiques Paragon Ltée:—*Correspondance concernant les contrats d'achat accordés à la firme—. Déposés, 81, 87 et 107. (*Documents nos 15, 17 et 29.*)

*Foyers affiliés dans les comtés de Lafontaine, Bourget, Maisonneuve, Sauvé, L'Assomption et Viau:—*Détails concernant tous les—. Déposé, 94. (*Document no 20.*)

*Francisation:—*Copie de la liste des 240 entreprises qui ont sollicité l'application d'un programme de—. Déposé, 553. (*Document no 219.*)

*Gagnon, M. René:—*Copie de la lettre de démission de—, comme fonctionnaire au ministère de l'Immigration. Déposé, 617. (*Document no 245.*)

*Grains de provende:—*Un tableau indiquant la situation actuelle dans l'entreposage des—. Déposé, 426. (*Document no 155.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports du—, sur les projets de loi privés nos 102, 104, 109, 110, 113, 121, 123, 127, 129, 130, 131, 132, 134 et 135. Déposés, 211. (*Document no 71.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur les projets de loi privés nos 103, 124, 128, 136, 137, 138, 141 et 175. Déposé, 275 (*Document no 98.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi no 111. Déposé, 276. (*Document no 100.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports du—, sur les projets de loi privés nos 139, 140 et 149. Déposés, 281. (*Document no 101.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports du—, sur les projets de loi privés nos 122, 146 et 148. Déposés, 293. (*Document no 105.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi privé no 156. Déposé, 328. (*Document no 118.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur les projets de loi privés nos 143, 150 et 153. Déposé, 332. (*Document no 120.*)

*Handicapés visuels:—*Rapport du comité d'étude sur la situation des—, au Québec. Déposé, 538. (*Document no 211.*)

*Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—*Le dossier complet du voyage des fonctionnaires du—, aux derniers jeux du Commonwealth à Christchurch. Déposé, 201. (*Document no 68.*)

Documents de la session:—Suite

- Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:*—Le dossier complet du voyage des fonctionnaires du—, en France du 7 au 21 juin 1974. Déposé, 339. (*Document no 124.*)
- Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:*—Détails concernant les organismes ayant reçu des subventions du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 514. (*Document no 197.*)
- Haut-Saguenay:*—Les annexes au projet de loi no 98, Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du—. Déposé, 545. (*Document no 212.*)
- Hydro-Québec:*—Rapport d'activité de l'—, pour 1973. Déposé, 219. (*Document no 74.*)
- Île d'Anticosti:*—Copie de la déclaration de règlement hors le tribunal et de l'entente réglant les modalités du transfert de la propriété de l'—. Déposé, 558. (*Document no 223.*)
- Îles-de-la-Madeleine:*—Copie du dossier que le député des—, a offert de déposer concernant les accusations qu'il a portées à l'endroit du député de Beauce-Sud. Déposé, 140. (*Document no 39.*)
- Immigration:*—Premier bulletin statistique annuel (1973) du ministère de l'—, intitulé *L'Immigration au Québec*. Déposé, 393. (*Document no 145.*)
- Immigration:*—Rapport annuel du ministère de l'—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 405. (*Document no 146.*)
- Infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec:*—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974. Déposé, 319. (*Document no 110.*)
- Infirmières et infirmiers du Québec:*—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974. Déposé, 466. (*Document no 172.*)
- Ingénieurs forestiers du Québec:*—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'exercice terminé le 31 mars 1974. Déposé, 446. (*Document no 161.*)
- Institutions financières, Compagnies et Coopératives:*—Rapport annuel 1973/74 du ministère des—. Déposé, 194. (*Document no 66.*)
- Institut médico-légal du ministère de la Justice du Québec:*—Rapport annuel de l'—, pour 1973. Déposé, 187. (*Document no 63.*)
- Iron Ore Company of Canada:*—A quelle date fut signé le premier contrat entre la— et le gouvernement, concernant le minerai de fer de l'Ungava. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 266. (*Document no 94.*)

Documents de la session:—Suite

Jeux du Commonwealth:—Le dossier complet du voyage des fonctionnaires du Haut-Commissariat aux derniers—, à Christchurch. Déposé, 201. (*Document no 68.*)

Jeux du Québec à Valleyfield Inc.:—Informations relatives aux prétendues irrégularités commises par le Comité organisateur des—. Déposé, 334. (*Document no 122.*)

Journaux et autres publications du Québec:—Quelle somme a été dépensée par le gouvernement du Québec pour la publication d'avis légaux, de soumissions, etc., dans les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 583. (*Document no 234.*)

Lac à la Pêche (Parc de la Mauricie):—Liasse de documents concernant l'expropriation du—. Déposé, 333. (*Document no 121.*)

Langue officielle:—Rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié le projet de loi no 22, Loi sur la—. Déposé, 291. (*Document no 104.*)

Laporte Pierre:—Rapport d'enquête de la Commission de Police du Québec sur les liens possibles entre des membres du crime organisé et—, René Gagnon et Jean-Jacques Côté. Déposé, 538. (*Document no 210.*)

Lettres patentes:—Copie de tous les arrêtés en conseil autorisant le ministère de l'Agriculture à émettre des—, sans que les conditions du billet de location aient été remplies. Déposé, 468. (*Document no 175.*)

Lieux et parcours privilégiés:—Détails concernant le programme fédéral—. Déposé, 216. (*Document no 72.*)

Listes électorales permanentes:—Rapport de l'étude de l'utilisation des—, pour fins municipales et scolaires. Déposé, 474. (*Document no 178.*)

Loi de la protection du malade mental:—Rapport annuel 1973/74 de la Commission de révision instituée en vertu de l'article 30 de la—. Déposé, 203. (*Document no 69.*)

Loisirs:—Copie du document préparé par le Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air et intitulé: *Création du ministère des—*. Déposé, 516. (*Document no 201.*)

Loisirs:—Copie du rapport du Service de développement régional et du plein air du Haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports intitulé: *Politique de la régionalisation des—, au Québec*. Déposé, 517. (*Document no 202.*)

Lotbinière:—Quel est le nombre d'heures de travaux mécanisés dans le comté de—, en 1972, 1973 et 1974, par le ministère de l'Agriculture. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 487. (*Document no 184.*)

Documents de la session:—Suite

Louvem Inc.:—Rapports annuels de SOQUEM et de sa filiale, la Société minière—, pour l'exercice financier 1972/73. Déposé, 259. (*Document no 93.*)

Maison Rouyn-Noranda:—Rapport complet de l'enquête faite par le ministère des Affaires sociales à la—. Déposé, 488. (*Document no 187.*)

Malartic Hygrade Gold Mines (Québec) Limited:—Rapport d'enquête du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives concernant—. Déposé, 581. (*Document no 233.*)

Mandats spéciaux:—État des rapports et des dépenses encourues au 13 mars 1974 sur les—, autorisés depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale. Déposé, 59. (*Document no 7.*)

Ministère de la Justice:—Détails concernant les avocats et les études dans les villes de Québec et de Montréal, et dans le comté de Portneuf qui ont travaillé pour le— du 1er avril 1970 au 31 mars 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 120. (*Document no 33.*)

Morgue provinciale à Québec:—Détails concernant les contrats accordés par le gouvernement du Québec pour la construction de la—. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents). Déposés, 514-515. (*Documents nos 198 et 199.*)

Morin, M. Jacques-Yvan:—Copie de la correspondance concernant la mission de l'Assemblée nationale à la réunion de l'Association internationale des Parlementaires de langue française, à Bruxelles en septembre 1974. Déposé, 570. (*Document no 231.*)

New Québec Raglan Mines:—Copie de l'arrêté en conseil autorisant la— à exporter du minerai. Déposé, 266. (*Document no 95.*)

Notariat:—Supplément pour juin-juillet, volume 76, de la Revue du—. Déposé, 446. (*Document no 160.*)

Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (OPTAT):—Rapport annuel des activités de l'—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 296. (*Document no 106.*)

Office de planification et de développement du Québec:—Rapport annuel de l'—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1973. Déposé, 180. (*Document no 58.*)

Office de radio-télédiffusion du Québec:—Rapport annuel des activités de l'—, pour l'exercice financier 1972/73. Déposé, 179. (*Document no 57.*)

Office des Autoroutes du Québec:—Rapport annuel de l'—, pour l'exercice financier 1972/73. Déposé, 107. (*Document no 28.*)

Documents de la session:—Suite

Office des professions du Québec:—Premier rapport annuel des activités de l'—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 253. (*Document no 90.*)

Olympisme à travers le réseau scolaire:—Protocole d'entente entre le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, le COJO et l'Association des professionnels de l'activité physique du Québec concernant la promotion de l'—. Déposé, 93. (*Document no 19.*)

Optométristes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des —, pour l'année 1973/74. Déposé, 446. (*Document no 158.*)

Outaouais et du Haut-Saguenay:—Les annexes au projet de loi no 98, Loi concernant certaines municipalités de l'—. Déposé, 545. (*Document no 212.*)

Paragon Ltée:—Correspondance concernant les contrats d'achat accordés à la firme *Formules mécanographiques*—. Déposés, 81, 87 et 107. (*Documents nos 15, 17 et 29.*)

Paris:—Un relevé des conclusions et des décisions arrêtées au cours des entretiens entre M. Jacques Chirac, premier ministre de France et M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec. Déposé, 502. (*Document no 191.*)

Parlementaires du Québec:—Le rapport du Comité consultatif sur les indemnités et allocations des—, en date du 12 novembre 1974. Déposé, 474. (*Document no 179.*)

Pavillon Saint-Dominique:—Rapport de M. Roland Martel au sujet d'une nouvelle convention collective de travail. Déposé, 466. (*Document no 171.*)

Permis de chasse:—Liste des— accordés à titre gracieux, pour les années 1972/73, 1973/74 et 1974/75. Déposé, 239. (*Document no 81.*)

Permis de coupe:—Un état détaillé de tous les—, émis par le ministère des Terres et Forêts. Déposé, 602. (*Document no 239.*)

Petite Rivière Saint-François:—Quelles sommes ont été versées en vertu du programme « Inondation 74 » dans le territoire de la municipalité de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 487. (*Document no 185.*)

Physiothérapeutes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 320. (*Document no 111.*)

Place Desjardins:—Rapport de la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, qui a étudié le projet de—. Déposé, 173. (*Document no 52.*)

Place Royale:—Précisions et commentaires sur le précédent rapport intitulé: *Étude de rentabilité de*—. Déposé, 365. (*Document no 133.*)

Documents de la session:—Suite

Placement étudiant:—Copie de toute correspondance échangée entre le Service—, et chacun des membres de l'Assemblée nationale depuis le 9 avril 1974. Déposé, 526. (*Document no 206.*)

Police:—Une brochure intitulée: Le coût de la—. Déposé, 319. (*Document no 109.*)

Polyvalente de Barraute:—Où en sont les démarches entre le ministère de l'Éducation et la Commission scolaire régionale d'Harricana concernant la construction éventuelle de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 338. (*Document no 123.*)

Prêts et bourses:—La liste des correctifs apportés à la révision du programme des—. Déposé, 461. (*Document no 169.*)

Prêts et bourses:—Un document de mise au point concernant le régime des—, en 1974/75, et sa révision pour les prochaines années. Déposé, 482. (*Document no 183.*)

Prêts et bourses:—Un document de mise à jour du ministère de l'Éducation concernant le régime de—, en 1974/75 et sa révision pour les prochaines années. Déposé, 502. (*Document no 192.*)

Prêts et bourses:—Communiqué du ministre de l'Éducation concernant la création d'un comité spécial pour étudier les problèmes soulevés par le calcul des—. Déposé, 550. (*Document no 217.*)

Produits Caillette Inc.:—Copie de toute correspondance échangée entre le ministère de l'Agriculture et Les—, concernant l'inauguration d'une usine à Maskinongé. Déposé, 553. (*Document no 218.*)

Protecteur du citoyen:—Rapport annuel pour 1973. Déposé, 118. (*Document no 31.*)

Protection de l'Environnement:—Copie des relevés effectués par le Service de la—, dans la municipalité d'Asbestos et rapports, analyses ou études qui en découlent. Déposé, 163. (*Document no 49.*)

Protection du malade mental:—Rapport annuel 1973/74 de la Commission de révision instituée en vertu de l'article 30 de la Loi de la—. Déposé, 203. (*Document no 69.*)

Refonte des lois municipales:—Première tranche du rapport de la Commission de—. Déposé, 421. (*Document no 152.*)

Réforme des districts électoraux:—Avis de la Commission permanente de la—, concernant un projet à être déposé plus tard indiquant les nouvelles délimitations des districts électoraux. Déposé, 381. (*Document no 136.*)

Régie de l'assurance-dépôts du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973. Déposé, 87. (*Document no 16.*)

Documents de la session:—Suite

Régie de l'assurance-maladie du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 238. (*Document no 78.*)

Régie de l'assurance-maladie du Québec:—Statistiques annuelles 1973 de la—. Déposé, 239. (*Document no 79.*)

Régie de l'assurance-récolte du Québec:—Rapport annuel de la—, au 31 décembre 1973. Déposé, 141. (*Document no 41.*)

Régie des loteries et courses du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974. Déposé, 558. (*Document no 222.*)

Régie des marchés agricoles du Québec:—Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 1973. Déposé, 72. (*Document no 11.*)

Régie des marchés agricoles du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice terminé le 31 mars 1974. Déposé, 187. (*Document no 64.*)

Régie des rentes du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier 1973. Déposé, 179. (*Document no 56.*)

Régie des rentes du Québec:—Rapport annuel des activités de la—, en vertu du Régime des Allocations familiales du Québec, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 207. (*Document no 70.*)

Régie des rentes du Québec:—Analyse actuarielle spéciale de la—, modifiant celle de novembre 1973. Déposé, 474. (*Document no 177.*)

Régime des Allocations familiales du Québec:—Rapport annuel des activités de la Régie des rentes du Québec, en vertu du—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 207. (*Document no 70.*)

Regroupement municipal:—Copie de tout rapport préparé par la firme Fortier Hawey sur le— dans la région de Québec. Déposé, 162. (*Document no 48.*)

Relations fédérales-provinciales dans le domaine de l'eau:—Une rectification des faits relatifs à un article paru dans un quotidien, le 1er juin 1974, concernant le dossier du ministère des Affaires intergouvernementales sur les—. Déposé, 180. (*Document no 59.*)

Remises de droits et peines:—État détaillé des—. Déposé, 75. (*Document no 14.*)

REXFOR (Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec):—Rapport annuel de—, pour 1972/73. Déposé, 91. (*Document no 18.*)

REXFOR:—Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec. Déposé, 101. (*Document no 24.*)

Documents de la session:—Suite

REXFOR:—Rapport annuel des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers pour l'année 1973/74. Déposé, 425. (*Document no 154.*)

Reynolds:—Copies de deux lettres en date du 31 mars 1969 concernant les bénéfices apportés par la Loi de l'aide au développement industriel régional aux projets d'investissement de la Société d'Aluminium—. Déposé, 133. (*Document no 36.*)

Richesses naturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 453. (*Document no 165.*)

Rouyn-Noranda:—Quel est le coût de l'entretien ménager des bureaux gouvernementaux dans le comté de—, pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 121. (*Document no 34.*)

Saint-Pierre, M. Cuy:—La conférence de—, ministre de l'Industrie et du Commerce, le 15 décembre 1974, à l'Hôtel Bonaventure, sur la situation économique en 1974/75. Déposé, 549. (*Document no 213.*)

Sécurité routière et le système de points de démerite:—Rapport de la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement concernant la—. Déposé, 75. (*Document no 13.*)

SIDBEC:—Quels sont les noms et adresses des administrateurs de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 120. (*Document no 32.*)

SIDBEC:—Rapport annuel des activités et des états financiers consolidés de— et de ses filiales, pour 1973. Déposé, 231. (*Document no 75.*)

Situation économique du Québec:—Publication annuelle (1973) intitulée: *La—*. Déposé, 320. (*Document no 112.*)

Société d'Aluminium Reynolds:—Copies de deux lettres, en date du 31 mars 1969, concernant les bénéfices apportés par la Loi de l'aide au développement industriel régional aux projets d'investissement de la—. Déposé, 133. (*Document no 36.*)

Société d'aménagement de l'Outaouais:—Rapport annuel des activités de la—, pour l'année financière 1973/74. Déposé, 384. (*Document no 139.*)

Société de cartographie:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier 1972/73. Déposé, 101. (*Document no 23.*)

Société de développement de la Baie James:—Rapport annuel des activités de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973. Déposé, 151. (*Document no 45.*)

Documents de la session:—Suite

Société de développement immobilier du Québec:—Rapport annuel des activités de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974. Déposé, 239. (*Document no 80.*)

Société de développement industriel du Québec:—Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974. Déposé, 474. (*Document no 180.*)

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REX-FOR):—Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi de la—. Déposé, 101. (*Document no 24.*)

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR):—Rapport annuel des activités de la—, pour l'année 1973/74. Déposé, 425. (*Document no 154.*)

Société des alcools du Québec:—Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 30 mars 1974. Déposé, 249. (*Document no 88.*)

Société des traversiers Québec-Lévis:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1973. Déposé, 60. (*Document no 8.*)

Société des traversiers Québec-Lévis:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974. Déposé, 454. (*Document no 167.*)

Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 253. (*Document no 89.*)

Société d'habitation du Québec:—Rapport annuel de la—, pour 1971/72. Déposé, 151. (*Document no 46.*)

Société d'habitation du Québec:—Convention passée le 12 septembre 1974 entre la—, d'une part, et la Société centrale d'hypothèques et de logement, d'autre part. Déposé, 384. (*Document no 141.*)

Société d'habitation du Québec:—Copie de la convention passée le 28 octobre 1974 entre la Corporation d'hébergement du Québec, la Société centrale d'hypothèques et de logement et la—, concernant des projets d'habitation. Déposé, 421. (*Document no 153.*)

Société d'habitation du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1973. Déposé, 617. (*Document no 243.*)

Société d'ingénierie Cartier Limitée:—Copie du rapport présenté par la—, au ministère de l'Agriculture concernant les marchés d'aliments congelés au Québec. Déposé, 487. (*Document no 186.*)

Société générale de financement du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1973. Déposé, 270. (*Document no 96.*)

Documents de la session:—Suite

Société Inter-Port de Québec:—Copie d'une lettre en date du 17 octobre 1974 de M. Don Jamieson adressée à M. Guy Saint-Pierre concernant la—. Déposé, 409. (*Document no 150.*)

Société québécoise d'exploitation minière (SOQUEM):—Rapports annuels de la— et de sa filiale La Société Minière Louvem Inc., pour l'exercice financier 1972/73. Déposé, 259. (*Document no 93.*)

Sociétés d'agriculture:—Combien de—, ont cessé leurs activités depuis le 10 mai 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 468. (*Document no 174.*)

SOQUEM (Société québécoise d'exploitation minière):—Rapport annuel de la—, pour l'année 1973/74. Déposé, 453. (*Document no 166.*)

Sûreté du Québec:—Rapport annuel de la—, pour 1973. Déposé, 187. (*Document no 62.*)

Taxe de vente:—Quel a été le montant du produit de la— remis aux comtés de Beauce, Dorchester et Frontenac pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 139. (*Document no 37.*)

Terres et forêts:—Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 108 de la Loi des—. Déposé, 101. (*Document no 25.*)

Terres et forêts:—Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi des—. Déposé, 102. (*Document no 26.*)

Terres et Forêts:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 526. (*Document no 204.*)

Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:—Rapport annuel du ministère du—, pour l'exercice financier 1972/73. Déposé, 55. (*Document no 5.*)

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Rapport annuel du ministère du—, pour l'exercice 1972/73. Déposé, 187. (*Document no 65.*)

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Quels sont les nom et adresse de tous les sous-ministres du ministère du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 568. (*Document no 227.*)

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Quels sont les noms des conciliateurs et des commissaires-enquêteurs du ministère du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 568. (*Document no 228.*)

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Copie de l'organigramme du ministère du—, pour l'année 1974. Déposé, 569. (*Document no 229.*)

Documents de la session:—Suite

Travaux publics:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1973. Déposé, 60. (*Document no 9.*)

Travaux publics et de l'Approvisionnement:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'exercice financier 1973/74. Déposé, 389. (*Document no 144.*)

Tribunal de l'expropriation:—Rapport annuel du—, pour l'année se terminant le 20 septembre 1974. Déposé, 558. (*Document no 221.*)

Ungava:—A quelle date fut signé le premier contrat entre la Iron Ore Company of Canada et le gouvernement, concernant le minerai de fer de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 266. (*Document no 94.*)

Université de Sherbrooke:—Commentaires et recommandations du ministère de l'Éducation sur le plan de retour à l'équilibre budgétaire de l'—. Déposé, 461. (*Document no 170.*)

Université du Québec:—Rapport des activités de l'—, des instituts de recherche et des écoles supérieures pour l'année 1973/74. Déposé, 509. (*Document no 195.*)

Véhicules automobiles:—Copie du rapport du comité d'étude formé en vertu de l'article 42.11 de la convention collective des fonctionnaires portant sur les coûts réels d'opération des—. Déposé, 140. (*Document no 38.*)

Vérificateur général:—Rapport du—, pour l'année financière terminée le 31 mars 1972. Déposé, 55. (*Document no 4.*)

Vérificateur général:—Copie d'une lettre, en date du 25 avril 1974, concernant le retard à déposer le rapport du—, à l'Assemblée nationale, pour l'année 1972/73. Déposé, 143. (*Document no 42.*)

Vérificateur général:—Rapport annuel du—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1973. Déposé, 179. (*Document no 54.*)

Vérificateur général:—Rapport du vérificateur des comptes relatifs au—, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973. Déposé, 549. (*Document no 214.*)

Vieilles Forges, à Trois-Rivières:—Copie de toute correspondance et de toute entente intervenue, depuis le mois d'avril 1970, relativement au site des—. Déposé, 185. (*Document no 61.*)

Voyage de M. Robert Bourassa à Paris:—Un relevé des conclusions et des décisions arrêtées au cours des entretiens entre M. Jacques Chirac, premier ministre de France et le premier ministre du Québec—. Déposé, 502. (*Document no 191.*)

DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE:—Loi sur les—. Projet de loi no 50.

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 72.

E

ÉLIGIBILITÉ ET LE DROIT DE VOTE:—Loi concernant l'— des locataires dans les cités et villes. Projet de loi no 33.

ENFANTS SOUMIS À DES MAUVAIS TRAITEMENTS:—Loi concernant la protection des—. Projet de loi no 78.

EXÉCUTIF:—Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'—. Projet de loi no 87.

EUGÈNE MARCOUX INC.:—Loi concernant—. Projet de loi no 113.

F

FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES CATHOLIQUES DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi concernant la—. Projet de loi no 123.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Loi concernant le—, et modifiant la Loi électorale. Projet de loi no 81.

FONDS INDUSTRIELS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 9.

FORESTIERS:—Loi modifiant la Loi concernant l'acquisition de certains territoires—. Projet de loi no 13.

H

HAUT-SAGUENAY:—Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du—. Projet de loi no 98.

HILLMACK SERVICES LTD:—Loi concernant—. Projet de loi no 148.

HUBERT LAKE UNGAVA NICKEL MINES LIMITED (NO PERSONAL LIABILITY):—Loi concernant—. Projet de loi no 109.

HUISSIERS:—Loi des—. Projet de loi no 42.

I

IMMIGRATION:—Loi modifiant la Loi du ministère de l'—. Projet de loi no 46.

IMMUNITÉS ET PRIVILÈGES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES:—Loi concernant les—. Projet de loi no 65.

IMPÔTS:—Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les—. Projet de loi no 68.

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'—. Projet de loi no 67.

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION:—Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'—. Projet de loi no 49.

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION:—Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans l'—. Projet de loi no 201.

INTERNATIONAL UNION OF ELEVATOR CONSTRUCTORS, LOCALS 89 AND 101:—Loi sur la mise en tutelle de—. Projet de loi no 43.

IVANHOE:—Loi concernant La Corporation—. Projet de loi no 156.

J

JEUX OLYMPIQUES 1976:—Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des—. Projet de loi no 28.

JEUX OLYMPIQUES 1976:—Loi modifiant la Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des—. Projet de loi no 47.

JOHNSON:—M. Jean-Claude Boutin démissionne comme député du district électoral de—, 341.

JOHNSON:—Bref d'élection émis pour le district électoral de—, 342.

JOHNSON:—M. Maurice Bellemare élu député du district électoral de—, 375.

JUGES:—Loi concernant les—. Projet de loi no 84.

K

KIRKLAND:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi no 132.

L

LACHINE:—Loi modifiant la charte de la cité de—. Projet de loi no 134.

LAGUEUX:—Loi concernant la succession de Arthur—. Projet de loi no 141.

LANGUE OFFICIELLE:—Loi sur la—. Projet de loi no 22.

LA PRAIRIE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi no 127.

LASALLE:—Loi modifiant la charte de la cité de—. Projet de loi no 130.

LÉGISLATURE ET LA LOI DE L'EXÉCUTIF:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 87.

LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES:—Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre—. Projet de loi no 80.

LOI ÉLECTORALE:—Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant la—. Projet de loi no 81.

LOUAGE DE CHOSSES:—Loi modifiant le Code civil et la Loi concernant le—. Projet de loi 79.

M

MESSAGE INAUGURAL:—

Prise en considération; débat; 1ère motion de censure proposée; 2ème motion de censure proposée; débat ajourné, 56-57.

Reprise du débat; débat ajourné, 63-64; 72-73; 76; 79-80; 82.

Débat terminé, 82.

Première motion de censure rejetée sur div. (vote), 82.

Deuxième motion de censure rejetée sur div. (vote), 82.

Motions de fond:

M. Bédard (Chicoutimi):—Motion concernant la Loi et les règlements de l'aide sociale. Motion retirée, 133.

M. Bédard (Chicoutimi):—Motion concernant les allocations familiales et les revenus des bénéficiaires de l'aide sociale. Motion retirée, 412.

M. Bellemare (Johnson):—Motion concernant les moyens à prendre pour qu'à l'avenir, un député mis en accusation par un de ses collègues, aux termes de l'article 80 du règlement, ne puisse éviter le jugement de ses pairs. Débat; motion amendée du consentement unanime de l'Assemblée; débat ajourné, 488.

M. Burns:—Motion concernant le taux de base du salaire minimum. Débat; débat ajourné, 95. Reprise du débat; amdt proposé; amdt adopté sur div. (vote); motion principale adoptée telle qu'amendée (vote), 122-123.

M. Charron:—Motion concernant l'enseignement de l'histoire de la nation québécoise aux étudiants québécois. Débat; débat ajourné, 454. Reprise du débat; amdt proposé; amdt adopté; motion principale adoptée telle qu'amendée (vote), 469-470.

Motions de fond:—Suite

M. Morin:—Motion concernant l'impôt sur le revenu des particuliers et l'accroissement de l'inflation. Débat; débat ajourné, 140. Reprise du débat; amdt proposé; amdt déclaré irrecevable; amdt proposé; amdt rejeté sur div. (vote); motion principale rejetée sur div. (vote) 149-150.

M. Morin:—Motion proposant que les taux actuels d'assurance-automobile soient gelés. Le nom de M. Léger est substitué à celui de M. Morin comme proposeur de la motion, 209. Débat; débat ajourné, 217. Motion retirée, 411.

M. Roy:—Motion concernant la convocation de la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration pour entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, le Protecteur du citoyen et le Vérificateur général, etc.. Débat; amdt proposé; débat ajourné, 164. Reprise du débat; amdt rejeté sur div. (vote); amdt proposé; amdt adopté sur div. (vote); motion principale adoptée telle qu'amendée (vote), 174-176.

M. Roy:—Motion concernant la convocation de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu aux fins d'entendre le Vérificateur général et les représentants du Conseil du trésor. Motion retirée, 412.

M. Samson:—Motion concernant la révision des barèmes de l'aide sociale relativement aux assistés sociaux qui ont dû subir une diminution à l'occasion de la révision des taux, et motion concernant la révision des barèmes d'aide sociale inhérents à l'habitation. Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Samson, les deux motions sont fondues en une seule; débat; débat ajourné, 412. Reprise du débat; motion rejetée sur div. (vote), 435.

Motions privilégiées:

Motions de censure:

Motions privilégiées (en vertu de l'article 24 du règlement):—

M. Lessard:—Motion concernant le développement de l'agriculture québécoise. Débat; motion rejetée sur div. (vote), 396-397.

M. Morin:—Motion concernant une politique intégrée d'indexation du revenu disponible des Québécois. Débat; motion rejetée sur div. (vote), 418-419.

M. Samson:—Motion concernant la déportation massive de nombreux Haïtiens actuellement au Québec. Vu l'absence du proposeur de la motion, la motion est reportée à la prochaine séance, 457. Débat; motion rejetée sur div. (vote), 462-463.

Motions privilégiées (autres que motions de censure):

Motion privilégiée (en vertu de l'article 68 du règlement):—

M. Roy:—Motion concernant la façon dont le président de l'Assemblée nationale a conduit les travaux de l'Assemblée au moment de l'ajournement de la séance du 14 mars 1974. Débat; motion rejetée sur div. (vote), 63.

Motions privilégiées:—Suite

Motion privilégiée (en vertu des articles 79 et 81 du règlement):—

M. Burns:—Motion concernant le député de Taillon, M. Guy Leduc. Décision de M. le président, 88.

Motions privilégiées (en vertu de l'article 80 du règlement):—

M. Bienvenue:—Motion concernant le député de Sauvé et chef de l'Opposition, M. Jacques-Yvan Morin. Débat; amdt proposé; débat suspendu; amdt déclaré irrecevable; motion principale adoptée (vote avec abstentions), 573-577.

M. Burns:—Motion concernant le député de Johnson, M. Jean-Claude Boutin. Motion amendée; motion adoptée (vote), 250-251. Motion autorisant la Commission permanente de l'Assemblée nationale à convoquer et à envoyer chercher toutes les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin. Motion adoptée (vote), 269.

M. Burns:—Motion concernant MM. Jean-Noël Lavoie, Gérard D. Levesque, Gérald Harvey et Oswald Parent. Débat; motion rejetée sur div. (vote avec abstentions), 586-587.

Motions proposant un débat d'urgence:

Motions proposant un débat d'urgence (en vertu de l'article 78 du règlement):—

M. Bédard (Chicoutimi):—Motion concernant l'offre d'achat de La Compagnie Price Limitée par la compagnie Abitibi Paper Limited, de Toronto. Débat, 448-449.

M. Bellemare (Johnson):—Motion concernant l'effet désastreux de la grève des inspecteurs de grains. Motion déclarée irrecevable, 482.

M. Lessard:—Motion concernant le risque imminent d'une hausse très substantielle du prix du boeuf. Motion déclarée irrecevable, 108.

N

NANTISSEMENTS AGRICOLE ET FORESTIER:—Loi sur les—. Projet de loi no 97.

NÉGOCIATIONS COLLECTIVES DANS LES SECTEURS DE L'ÉDUCATION, DES AFFAIRES SOCIALES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX:—Loi sur les—. Projet de loi no 95.

O

OUTAOUAIS:—Loi concernant certaines municipalités de l'—, et du Haut-Saguenay. Projet de loi no 98.

P

PIERREFONDS:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi no 129.

PLACE DU CENTRE, À HULL:—Loi concernant—. Projet de loi no 6.

POINTE-AUX-TREMBLES:—Loi modifiant la charte de la Cité de la—. Projet de loi no 140.

POINTE-CLAIRE:—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la—. Projet de loi no 103.

PRESCRIPTIONS:—Loi modifiant certaines—. Projet de loi no 92.

PRÊTS AGRICOLES:—Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de—. Projet de loi no 34.

PRODUITS AGRICOLES:—Loi sur la mise en marché des—. Projet de loi no 12.

PRODUITS AGRICOLES ET LES ALIMENTS:—Loi sur les—. Projet de loi no 31.

Projets de loi:

Projet de loi 1.—Loi modifiant la Loi de la Société d'habitation du Québec.—M. Goldbloom.—1ère lect. sur div. (vote), 103. Motion de 2e lect. (lt-g.); motion adoptée (vote); 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 228. Rapp. avec amnds (*Document no 87*), 249. Rapport adopté; 3e lect., 254. Sanction, 272. (1974, c. 49.)

Projet de loi 2.—Loi des caisses d'entraide économique.—M. Tetley.—1ère lect., 72. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; progrès, 98. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 102. 3ème lect. sur div. (vote), 104. Sanction, 111. (1974, c. 68.)

Projet de loi 3.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec.—M. Tetley.—1ère lect., 72. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; progrès, 99. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 102. 3e lect. sur div. (vote), 104. Sanction, 111. (1974, c. 72.)

Projet de loi 4.—Loi constituant la Société Inter-Port de Québec.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 212. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; débat ajourné, 386. Reprise du débat; amdt rejeté sur div. (vote); débat ajourné, 406. Reprise du débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect., 503-504. Projet de loi déferé à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 505. Rapp. (*Document no 203*), 521. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div., 528. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 534. Sanction, 546. (1974, c. 57.)

Projets de loi :—Suite

Projet de loi 5.—Loi modifiant la Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis.—M. Mailloux.—1ère lect., 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 329. Sanction, 372. (1974, c. 62.)

Projet de loi 6.—Loi concernant Place du centre, à Hull.—M. Goldbloom.—1ère lect., 72. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 102. Reprise du débat; 2e lect. sur div. (vote); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 104. 3e lect. sur div. (vote), 108. Sanction, 111. (1974, c. 90.)

Projet de loi 7.—Loi sur les assurances.—M. Tetley.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 332. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 449. Feuilleton corrigé et projet de loi inscrit à l'étape de prise en considération du rapport, 565. Prise en considération du rapport; amdt de M. Tetley adopté; rapport adopté, 600. 3e lect., 603. Sanction, 604. (1974, c. 70.)

Projet de loi 9.—Loi modifiant la Loi des fonds industriels.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 75. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 247. Sanction, 272. (1974, c. 44.)

Projet de loi 10.—Loi modifiant la Loi du Bureau de la statistique.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 75. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 247. Sanction, 272. (1974, c. 54.)

Projet de loi 11.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 85. Sanction, 85. (1974, c. 1.)

Projet de loi 12.—Loi sur la mise en marché des produits agricoles.—M. Toupin.—1ère lect. sur div. (vote), 113. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 246. Reprise du débat, motion adoptée; projet de loi déferé pour étude à la Commission permanente de l'agriculture, 255. Rapport déposé (*Document no 92*), 258. Amnds adoptés; rapport adopté sur div., 270. 3e lect. sur div., 277. Sanction, 317. (1974, c. 36.)

Projet de loi 13.—Loi modifiant la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.—M. Drummond.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 117. 2e lect. sur div.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté sur div., 256. Motion de 3e lect.; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 259. Sanction, 272. (1974, c. 30.)

Projet de loi 14.—Loi du ministère des terres et forêts.—M. Drummond.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 134. 2e lect. (lt-g.) sur div.; en commission pl.; progrès, 310. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 321. 3e lect. sur div., 325. Sanction, 372. (1974, c. 26.)

Projet de loi 15.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux.—M. Massé.—1ère lect., 270. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect., en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 475. 3e lect. sur div. (dissidence), 478. Sanction, 489. (1974, c. 24.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 16.—Loi de la Commission athlétique du Québec.—M. Phaneuf.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 159.

Projet de loi 17.—Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.—M. Massé.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 160. 2e lect. (lt-g.); déferé pour étude à la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, 228. Rapp. (Document no 83); rapport adopté (unan.), 243. Motion de 3e lect.; motion adoptée; 3e lect., 252. Sanction, 272. (1974, c. 25.)

Projet de loi 18.—Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture.—M. Toupin.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 160. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 246. Sanction, 272. (1974, c. 34.)

Projet de loi 19.—Loi des agents de voyages.—M. Simard.—1ère lect., 270. 2e lect. (lt-g.); projet de loi déferé à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 484. Rapp. (Document no 194), 509. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 517. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 534. Sanction, 546. (1974, c. 53.)

Projet de loi 20.—Loi sur l'assurance-récolte.—M. Toupin.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 197. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 476. Reprise du débat; amdt proposé; débat ajourné, 478. Reprise du débat; débat ajourné, 504. Reprise du débat; amdt rejeté sur div. (vote); décision de M. le Président; motion principale adoptée sur div. (vote); 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 506-507. Rapp. (Document no 232), 581. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div., 598-599. 3e lect. sur div., 603. Sanction, 604. (1974, c. 31.)

Projet de loi 21.—Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool.—M. Choquette.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 212. 2e lect. (lt-g.); déferé pour étude à la Commission permanente de la justice, 246. Rapp. avec amdts (Document no 103), 287. Motion: *Que* des amdts soient apportés au rapport; motion adoptée, 288. Prise en considération du rapport; rapport adopté; motion de 3e lect.; débat; débat ajourné, 311. Reprise du débat; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 315. Sanction, 317. (1974, c. 14.)

Projet de loi 22.—Loi sur la langue officielle.—M. Cloutier.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 155. Conférence des leaders parlementaires convoquée, 276. Aucune entente conclue à la conférence, 278. Motion: *Que* le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications soit déposé le 11 juillet, 1974, 288. Décision du président; débat; motion adoptée sur div. (vote), 288-291. Rapport déposé (Document no 104); point de règlement soulevé; décision du président, 291. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; débat; débat suspendu (cons. unan.); motion de M. Levesque; motion adoptée; reprise du débat; motion: *Que* le débat soit ajourné; débat; motion rejetée (vote); reprise du débat sur motion d'amdt; motion d'amdt rejetée (vote); reprise du débat sur motion principale; débat ajourné, 297-299. Reprise du débat; séance suspendue pour

Projets de loi:—Suite

dix minutes; reprise du débat; débat ajourné, 302-303. Reprise du débat; motion: *Que* le débat soit ajourné; débat; motion rejetée (vote); reprise du débat sur motion principale; motion adoptée (vote); 2e lect.; motion: *Que* le projet de loi soit déféré pour étude à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications; motion adoptée (dissidence), 305-307. Conférence des leaders parlementaires convoquée, 335. Aucune entente conclue à la conférence, 338. Rapport déposé (*Document no 127*), 345. Motion de prise en considération du rapport; débat; motion que tous les amdts soient adoptés; motion adoptée sur div. (votes); amdts adoptés; rapport adopté sur div. (vote), 348-349-350-351. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 356. Sanction, 372. (1974, c. 6.)

Projet de loi 23.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 171. Sanction, 178. (1974, c. 2.)

Projet de loi 24.—Loi modifiant le Code du travail et d'autres dispositions législatives.—M. Cournoyer.—1ère lect., 293.

Projet de loi 25.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect. sur div., 221. Sanction, 240. (1974, c. 3.)

Projet de loi 26.—Loi des agents de recouvrement—M. Tetley—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect.; déféré pour étude à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 258. Rapp. (*Document no 137*), 382. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 422. Motion concernant la reprise du débat, 426. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; progrès, 427. Ordre de déférer le projet de loi en commission pl. révoqué (vote); projet de loi déféré à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 461-462. Rapp. (*Document no 182*), 481. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div.; 3e lect., 528. Sanction, 531. (1974, c. 73.)

Projet de loi 27.—Loi modifiant la Loi des terres et forêts.—M. Drummond.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 356. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 402. Reprise du débat; motion adoptée (vote); 2e lect.; projet de loi déféré à la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, 407. Rapp. (*Document no 164*), 453. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 495. Sanction, 531. (1974, c. 28.)

Projet de loi 28.—Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976.—M. Simard.—1ère lect., 212. 2e lect (lt-g.); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 225. Renvoyé de nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; motion de 3e lect.; motion adoptée (vote); 3e lect. 267. Sanction, 272. (1974, c. 77.)

Projet de loi 29.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec.—M. Forget.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 320. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; progrès, 330. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et

Projets de loi:—Suite

agréé, 336. Motion de 3e lect.; ordre révoqué; de nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 339. Sanction, 372. (1974, c. 58.)

Projet de loi 30.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 225. Sanction, 240. (1974, c. 4.)

Projet de loi 31.—Loi sur les produits agricoles et les aliments.—M. Toupin.—1ère lect., 253. 2e lect. (lt.-g.); déferé pour étude à la Commission permanente de l'agriculture; ordre de renvoi à la Commission permanente de l'agriculture révoqué; en commission pl.; progrès, 277. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 291. 3e lect. sur div., 325. Sanction, 372. (1974, c. 35.)

Projet de loi 32.—Loi modifiant la Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus.—M. Goldbloom.—1ère lect., 238. 2e lect. (lt.-g.); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 252. Sanction, 272. (1974, c. 52.)

Projet de loi 33.—Loi concernant l'éligibilité et le droit de vote des locataires dans les cités et villes.—M. Goldbloom.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 244. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 255. 3e lect., 259. Sanction, 272. (1974, c. 47.)

Projet de loi 34.—Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.—M. Toupin.—1ère lect., 259. 2e lect. (lt.-g.); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 277. Sanction, 317. (1974, c. 32.)

Projet de loi 35.—Loi modifiant la Loi de la Société de développement immobilier du Québec.—M. Mailloux.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote), 309. Motion de 2e lect. (lt.-g.); motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 329. Sanction, 372. (1974, c. 55.)

Projet de loi 36.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et certaines autres dispositions législatives ayant trait à l'administration de la justice et aux bureaux d'enregistrement.—M. Choquette.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 342. Motion de 2e lect. (lt.-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 358. Rapp. (*Document no 135*); rapport adopté; 3e lect., 369. Sanction, 372. (1974, c. 11.)

Projet de loi 37.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—M. Goldbloom.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 337. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée (vote); 2e lect.; en commission pl.; progrès, 360. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 368. Sanction, 372. (1974, c. 45.)

Projet de loi 38.—Loi modifiant le Code municipal.—M. Goldbloom.—1ère lect., 338. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée (vote); 2e lect.; en commission pl.; progrès, 360. De nouveau en commission pl.; rapp.; 3e lect., 368. Sanction, 372. (1974, c. 81.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 39.—Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives.—M. Lalonde.—1ère lect., 347. Ordre de 2e lect. révoqué; ordre de 1ère lect. révoqué; projet de loi retiré (cons. unan.), 382. Nouveau projet de loi déposé; 1ère lect., 383. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée (vote); 2e lect.; projet de loi déposé à la Commission permanente des corporations professionnelles, 422. Rapport déposé (*Document no 190*), 501. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 517. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 65.)

Projet de loi 40.—Loi de la Commission des affaires sociales.—M. Forget.—1ère lect.; déposé à la Commission permanente des affaires sociales, 333. Rapport déposé (*Document no 156*), 437. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; projet de loi déposé à la Commission permanente des affaires sociales, 519. Rapp. (*Document no 208*), 535. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 543. Ordre de 3e lect. révoqué; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 594. Sanction, 604. (1974, c. 39.)

Projet de loi 41.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.—M. Forget.—1ère lect.; déposé à la Commission permanente des affaires sociales, 333. Rapport déposé (*Document no 156*), 437. Réimpression du projet de loi, 493. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 508. Reprise du débat; motion adoptée sur div.; 2e lect.; projet de loi déposé à la Commission permanente des affaires sociales, 511. Rapp. (*Document no 209*), 535. Prise en considération du rapport; amdt proposé; débat; amdt rejeté sur div.; rapport adopté, 543. Ordre de 3e lect. révoqué; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. sur div., 594. Sanction, 604. (1974, c. 42.)

Projet de loi 42.—Loi des huissiers.—M. Choquette.—1ère lect., 342. Motion de 2e lect. (lt-g.); motion adoptée (vote); 2e lect.; déposé à la Commission permanente de la justice, 358-359. Rapp. (*Document no 135*); rapport adopté; 3e lect., 369. Sanction, 372. (1974, c. 13.)

Projet de loi 43.—Loi sur la mise en tutelle de « International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101 ».—M. Cournoyer.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 294. Motion de 2e lect.; débat; amdt proposé; débat; motion d'amendement rejetée sur div. (vote); motion principale adoptée sur div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu; agréé sur div., 312. Motion de 3e lect.; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 316. Sanction, 317. (1974, c. 116.)

Projet de loi 44.—Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré.—M. Garneau.—1ère lect., 309. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée (dissidence); 2e lect.; déposé pour étude à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 321. Rapp. (*Document no 116*), 327. Rapport adopté sur div. 334. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div.; 3e lect., 336. Sanction, 372. (1974, c. 74.)

Projet de loi 45.—Loi modifiant le Code de la route.—M. Mailloux.—1ère lect., 338. 2e lect.; en commission pl.; progrès, 352. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 360. Sanction, 372. (1974, c. 60.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 46.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration.—M. Bienvenue.—1ère lect., 365. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 448. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, 598. Rapp. (*Document no 240*), 613. En commission pl.; rapp., 614. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 614. 3e lect., 618. Sanction, 623. (1974, c. 64.)

Projet de loi 47.—Loi modifiant la Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976.—M. Simard.—1ère et 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 324. Sanction, 372. (1974, c. 78.)

Projet de loi 48.—Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 342. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée (vote); 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 351. Rapp. (*Document no 131*); rapport adopté (vote); 3e lect., 364. Sanction, 372. (1974, c. 56.)

Projet de loi 49.—Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction.—M. Cournoyer.—1ère lect., 383.

Projet de loi 50.—Loi sur les droits et libertés de la personne.—M. Choquette.—1ère lect. (vote), 383. Motion concernant la 2e lect. du projet de loi, 426. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; amdt rejeté sur div. (vote); débat ajourné, 427. Reprise du débat; motion adoptée à l'unanimité; 2e lect., 439. Motion spéciale concernant l'étude du projet de loi à la Commission permanente de la justice après la 2e lect.; décision du président; motion déclarée irrecevable; motion que le projet de loi soit déferé à la Commission permanente de la justice adoptée (vote), 439-440. Règles de pratique des commissions après la 1ère lect. d'un projet de loi devront s'appliquer pour l'étude du projet de loi après sa 2e lect., 506.

Projet de loi 51.—Loi modifiant la Loi des transports.—M. Mailloux.—1ère lect., 342. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 359. Sanction, 372. (1974, c. 61.)

Projet de loi 52.—Loi modifiant la Loi sur le cinéma.—M. Hardy.—1ère lect., 342.

Projet de loi 53.—Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance.—M. Tetley.—1ère lect., 342. Motion de 2e lect.; motion adoptée (vote); 2e lect.; en commission pl.; progrès, 357. De nouveau en commission pl.; rapp., 360. 3e lect., 367. Sanction, 372. (1974, c. 69.)

Projet de loi 54.—Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.—M. Goldbloom.—1ère lect., 342. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée (vote); 2e lect., 368. En commission pl.; progrès, 369. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 369. Sanction, 372. (1974, c. 85.)

Projet de loi 55.—Loi modifiant la Loi du ministère des terres et forêts.—M. Drummond.—1ère lect., 383. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 475. Sanction, 489. (1974, c. 27.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 56.—Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la protection du malade mental.—M. Parent.—1ère lect., 383. 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 484. Ordre déférant le projet de loi à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu révoqué; en commission pl.; rapp., 484, 3e lect., 495. Sanction, 531. (1974, c. 71.)

Projet de loi 57.—Loi sur les réserves écologiques.—M. Drummond.—1ère lect. (vote), 481. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée sur div.; 2e lect.; en commission pl.; progrès, 521. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 521. 3e lect., 528. Sanction, 531. (1974, c. 29.)

Projet de loi 59.—Loi du ministère des affaires intergouvernementales.—M. Levesque.—1ère lect., 514. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 530. Reprise du débat; débat ajourné, 554. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; progrès, 562. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 563. 3e lect., 603. Sanction, 604. (1974, c. 15.)

Projet de loi 61.—Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.—M. Parent (Hull).—1ère lect. (vote), 465. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente de la fonction publique, 483. Rapport déposé (*Document no 189*), 501. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div., 519-520. 3e lect., 528. Sanction, 531. (1974, c. 9.)

Projet de loi 62.—Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires.—M. Parent (Hull).—1ère lect., 466. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente de la fonction publique, 483. Rapport déposé (*Document no 189*), 501. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div., 519-520. 3e lect. sur div. (dissidence), 528. Sanction, 531. (1974, c. 10.)

Projet de loi 63.—Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.—M. Parent (Hull).—1ère lect., 466. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente de la fonction publique, 483. Rapport déposé (*Document no 189*), 501. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div., 519-520. 3e lect., 528. Sanction, 531. (1974, c. 63.)

Projet de loi 64.—Loi modifiant le Régime de rentes du Québec.—M. Forget.—1ère lect. (vote), 473. 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente des affaires sociales, 483. Rapp. (*Document no 188*), 493. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 517. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 16.)

Projet de loi 65.—Loi concernant les immunités et privilèges diplomatiques et consulaires.—M. Levesque.—1ère lect., 514.

Projet de loi 66.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.—M. Goldbloom.—1ère lect. (vote), 445. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; rapp., 458. 3e lect., 483. (1974, c. 83.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 67.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 494. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 503. Rapp. (*Document no 196*), 510. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 518. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 17.)

Projet de loi 68.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 494. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 503. Rapp. (*Document no 196*), 510. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 518. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 18.)

Projet de loi 69.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 494. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 503. Rapp. (*Document no 196*), 510. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 518. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 20.)

Projet de loi 70.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 494. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 503. Rapp. (*Document no 196*), 510. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 518. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 19.)

Projet de loi 71.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 494. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 503. Rapp. (*Document no 196*), 510. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 518. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 41.)

Projet de loi 72.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 494. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 503. Rapp. (*Document no 196*), 510. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 518. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 21.)

Projet de loi 73.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 494. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 503. Rapp. (*Document no 196*), 510. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 518. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 22.)

Projet de loi 74.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 494. 2e lect. (cons. unan.); projet de loi déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 503. Rapp. (*Document no 196*), 510. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 518. 3e lect., 527. Sanction, 531. (1974, c. 23.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 75.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 541. Sanction, 546. (1974, c. 5.)

Projet de loi 76.—Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités.—M. Goldbloom.—1ère lect., 466. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; rapp., 477. 3e lect., 483. Sanction, 489. (1974, c. 50.)

Projet de loi 77.—Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss.—M. Tetley.—1ère lect. (vote), 497. Motion de 2e lect.; débat; débat suspendu (cons. unan.), 510. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 511. 3e lect. sur div. (dissidence), 530. Sanction, 531. (1974, c. 67.)

Projet de loi 78.—Loi concernant la protection des enfants soumis à des mauvais traitements.—M. Choquette.—1ère lect., 526. Motion de 2e lect. (lt.-g.); motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 615-616. 3e lect., 618. Sanction, 623. (1974, c. 59.)

Projet de loi 79.—Loi modifiant le Code civil et la Loi concernant le louage de choses.—M. Choquette.—1ère lect., 514. 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente de la justice, 529. Ordre de déferer le projet de loi à la Commission permanente de la justice révoqué; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 562. 3e lect., 595. Sanction, 604. (1974, c. 75.)

Projet de loi 80.—Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.—M. Choquette.—1ère lect. sur div. (vote), 513. Motion de 2e lect. (lt.-g.); débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente de la justice, 529. Ordre de déferer le projet de loi à la Commission permanente de la justice révoqué; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 562. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 598. Sanction, 604. (1974, c. 76.)

Projet de loi 81.—Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale.—M. Levesque.—1ère lect., 525.

Projet de loi 82.—Loi modifiant la Loi des autoroutes et le Code de la route.—M. Mailloux.—1ère lect., 558. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 598. 3e lect., 603. Sanction, 604. (1974, c. 37.)

Projet de loi 84.—Loi concernant les juges.—M. Choquette.—1ère lect., 558. Motion de 2e lect. (lt.-g.); débat; motion adoptée sur div.; 2e lect., 597. Motion que le projet de loi soit déferé à la Commission permanente de la justice adoptée sur div., 598. Rapp. (*Document no 242*), 615. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div., 618. 3e lect. sur div., 619. Sanction, 623. (1974, c. 12.)

Projet de loi 85.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.—M. Toupin.—1ère lect., 538. Motion de 2e lect. (lt.-g.); débat; motion adoptée;

Projets de loi.—Suite

2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 599. Ordre de déferer le projet de loi à la Commission permanente de l'agriculture révoqué; en commission pl.; progrès, 599. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. (cons. unan.), 604. Sanction, 605. (1974, c. 33.)

Projet de loi 86.—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies.—M. Tetley.—1ère lect. (vote), 525. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 542. 3e lect., 553. Sanction, 605. (1974, c. 66.)

Projet de loi 87.—Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif.—M. Levesque.—1ère lect. sur div. (vote), 557. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; débat ajourné, 577. Reprise du débat; amdt rejeté sur div. (vote); débat suspendu, 585. Reprise du débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; motion que le projet de loi soit déferé pour étude à la Commission de l'Assemblée nationale adoptée sur div. (vote), 587. Rapp. (*Document no 246*), 620. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div. (vote), 620. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 622. Sanction, 623. (1974, c. 7.)

Projet de loi 88.—Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique.—M. Forget.—1ère lect. sur div. (vote), 559-560. Ordre de 2e lect. révoqué; projet de loi déferé à la Commission permanente des affaires sociales, 596.

Projet de loi 89.—Loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains.—M. Tetley.—1ère lect. (vote), 537.

Projet de loi 90.—Loi modifiant la Loi de la protection du malade mental.—M. Forget.—1ère lect. (cons. unan.), 498. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 512. Reprise du débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente des affaires sociales, 518. Rapp. (*Document no 207.*), 529. Prise en considération du rapport; amdt proposé; débat; amdt rejeté sur div.; rapport adopté sur div., 543. 3e lect. sur div., 594. Sanction, 605. (1974, c. 43.)

Projet de loi 91.—Loi modifiant de nouveau la Loi des cités et villes et le Code municipal.—M. Goldbloom.—1ère lect., 526. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; progrès, 543-544. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 545. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. 554. Sanction, 605. (1974, c. 46.)

Projet de loi 92.—Loi modifiant certaines prescriptions.—M. Choquette.—1ère lect., 534. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 561. 3e lect., 595. Sanction, 605. (1974, c. 80.)

Projet de loi 93.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.—M. Forget.—1ère lect. (vote), 502. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente des affaires sociales, 542. Rapp. (*Document no 230*), 569. Rapport adopté; 3e lect., 570. Sanction, 605. (1974, c. 40.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 94.—Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes.—M. Goldbloom.—1ère lect., 514. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 544. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 553-554. Sanction, 605. (1974, c. 48.)

Projet de loi 95.—Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux.—M. Parent (Hull).—1ère lect. (vote), 533. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 545. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div. (dissidence); 3e lect., 554. Sanction, 605. (1974, c. 8.)

Projet de loi 96.—Loi concernant la protection de l'environnement.—M. Goldbloom.—1ère lect., 526. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 544. 3e lect., 553. Sanction, 605. (1974, c. 51.)

Projet de loi 97.—Loi sur les nantissements agricole et forestier.—M. Choquette.—1ère lect., 538. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 599. 3e lect., 603. Sanction, 605. (1974, c. 79.)

Projet de loi 98.—Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay.—M. Goldbloom.—1ère lect., 537. Annexes au projet de loi déposées (*Document no 212.*), 545. Motion de 2e lect.; débat; amdt proposé; amdt rejeté sur div. (vote); débat ajourné, 554. Reprise du débat; débat suspendu, 560. Reprise du débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 561. Rapp. (*Document no 236.*), 597. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div., 604. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 609. Sanction, 623. (1974, c. 88.)

Projet de loi 99.—Loi modifiant le Code du travail.—M. Burns.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 129. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 185. Reprise du débat; amdt proposé; motion d'amdt adoptée sur div. (vote); projet de loi remis dans trois mois pour 2e lect., 201. Directive de M. le Président, 385. Reprise du débat; amdt proposé; débat ajourné sur div. (vote), 389.

Projet de loi 102.—Loi concernant le Club de Golf le Portage Inc.—M. Perreault.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71.*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; Motion adoptée (abstention); déferé pour étude à la Commission permanente de la justice, 221. Rapp. avec amdts (*Document no 85.*); rapport adopté (cons. unan.), 244. 3e lect., 245. Sanction, 272. (1974, c. 110.)

Projet de loi 103.—Loi concernant une servitude grevant certains lots du cadastre de la paroisse de la Pointe-Claire.—M. Séguin.—Rapport du Greffier en loi déposé (*Document no 98.*), 275. 1ère et 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 294. Reporté à une séance ultérieure de ladite Commission (*Document no 117.*), 327. Rapp. (*Document no 132.*); projet de loi suspendu, 364.

Projet de loi 104.—Loi concernant la succession de Frank Carrel.—M. Houde (Limoilou).—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71.*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déferé pour étude à la Commission perma-

Projets de loi:—Suite

nente de la justice, 221. Rapp. avec amdts (*Document no 84*); rapport adopté (cons. unan.), 243. 3e lect., 245. Sanction, 272. (1974, c. 113.)

Projet de loi 109.—Loi concernant Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability).—M. Harvey (Charlesbourg).—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déferé pour étude à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 221. Rapp. avec amdts (*Document no 85*); rapport adopté (cons. unan.), 244. 3e lect., 245. Sanction, 272. (1974, c. 107.)

Projet de loi 110.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.—M. Blank.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déferé pour étude à la Commission permanente de la justice, 221. Rapp. avec amdts (*Document no 84*); rapport adopté (cons. unan.), 243. 3e lect., 245. Sanction, 272. (1974, c. 104.)

Projet de loi 111.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.—M. Picard.—1ère lect., 271. Rapport du Greffier en loi déposé (*Document no 100*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée (vote), 276, 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 283. Rapp. avec amdts (*Document no 119*), 331. Amdt proposé par M. Léger; amdt rejeté sur div.; rapport adopté sur div.; 3e lect. sur div., 339. Sanction, 372. (1974, c. 82.)

Projet de loi 113.—Loi concernant Eugène Marcoux Inc.—M. Pépin.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 221. Rapp. avec amdts (*Document no 85*); rapport adopté (cons. unan.), 244. 3e lect., 245. Sanction, 272 (1974, c. 108.)

Projet de loi 121.—Loi modifiant la charte de la ville de Boucherville.—M. Déom.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 221.

Projet de loi 122.—Loi concernant la ville d'Anjou.—M. Tardif.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 105*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée, 293. 1ère et 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 295. Rapp. (*Document no 130*), 355. 3e lect., 367. Sanction, 372. (1974, c. 89.)

Projet de loi 123.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.—M. Bonnier.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 222. Rapp. avec amdts (*Document no 76*); motion de 3e lect.; motion adoptée (vote); 3e lect., 237. Sanction, 241. (1974, c. 102.)

Projet de loi 124.—Loi concernant la succession de Tancrede Bienvenu.—M. Houde (Limoilou).—Rapport du Greffier en loi déposé (*Document no 98*), 275. 1ère et 2e lect.;

Projets de loi:—Suite

déféré à la Commission permanente de la justice, 294. Rapp. (*Document no 117*), 327. Rapport adopté; 3e lect., 334. Sanction, 372. (1974, c. 114.)

Projet de loi 127.—Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie.—M. Veilleux.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 222. Rapp. avec amdts (*Document no 91*), 257. Rapport adopté; 3e lect., 260. Sanction, 272. (1974, c. 93.)

Projet de loi 128.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke.—M. Pépin.—1ère lect., 271. Rapport du Greffier en loi déposé (*Document no 98*), 275. 2e lect.; déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 284. Rapp. avec amdts (*Document no 119*), 331. Rapport adopté; 3e lect., 335. Sanction, 373. (1974, c. 101.)

Projet de loi 129.—Loi modifiant la charte de la ville de Pierrefonds.—M. Séguin.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 222. Rapport déposé (*Document no 91*), 257. Rapport adopté; 3e lect., 260. Sanction, 272. (1974, c. 96.)

Projet de loi 130.—Loi modifiant la charte de la cité de LaSalle.—M. Caron.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 222. Rapp. avec amdts (*Document no 91*), 257. Rapport adopté; 3e lect., 260. Sanction, 272. (1974, c. 94.)

Projet de loi 131.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—M. Springate.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 222. Rapp. avec amdts (*Document no 91*), 257. Rapport adopté; 3e lect., 260. Sanction, 272. (1974, c. 98.)

Projet de loi 132.—Loi modifiant la charte de la ville de Kirkland.—M. Séguin.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 213. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 222. Rapp. avec amdts (*Document no 91*), 257. Rapport adopté; 3e lect., 260. Sanction, 272. (1974, c. 91.)

Projet de loi 134.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.—M. St-Germain.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 214. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 222. Rapport déposé (*Document no 91*), 257. Amendements déposés; amendements et rapport adoptés; 3e lect., 266. Sanction, 272. (1974, c. 92.)

Projet de loi 135.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—M. Tardif.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 71*), 211. 1ère lect., 214. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); déféré pour étude à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 222. Rapp.

Projets de loi:—Suite

avec amdts (*Document no 76*); motion de 3e lect.; motion adoptée (vote); 3e lect., 237. Sanction, 241. (1974, c. 103.)

Projet de loi 136.—Loi concernant la succession de Pierre de Boucherville.—M. Marchand.—Rapport du Greffier en la loi déposé (*Document no 98*), 275. 1ère et 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 294. Reporté à une séance ultérieure de ladite Commission permanente (*Document no 117*), 327. Rapp. (*Document no 132*); projet de loi retiré, 364.

Projet de loi 137.—Loi concernant certains immeubles du Centre d'informations religieuses Inc.—M. Desjardins.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 98*), 275. 1ère et 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 295. Rapp. (*Document no 117*), 327. Rapport adopté; 3e lect., 334. Sanction, 373. (1974, c. 111.)

Projet de loi 138.—Loi concernant La compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières et La compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.—M. Pilote.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 98*), 275. 1ère et 2e lect., 295. Déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 296. Rapp. avec amdts (*Document no 114*), 324. Rapport adopté; 3e lect., 325. Sanction, 373. (1974, c. 105.)

Projet de loi 139.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.—M. Houde (Limoilou).—1ère lect., 271. Rapp. du Greffier en loi (*Document no 101*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée, 281. Motion de 2e lect.; motion adoptée (vote); 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 283. Reporté à une séance ultérieure de ladite Commission permanente (*Document no 119*), 331. Rapp. (*Document no 130*), 355. 3e lect., 367. Sanction, 372. (1974, c. 97)

Projet de loi 140.—Loi modifiant la charte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles.—M. Perreault.—Rapp. du Greffier en loi (*Document no 101*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée, 281. 1ère lect., 282. 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 284. Rapp. avec amdts (*Document no 119*), 331. Rapport adopté; 3e lect., 335. Sanction, 373. (1974, c. 95.)

Projet de loi 141.—Loi concernant la succession de Arthur Lagueux.—M. Desjardins.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 98*), 275. 1ère et 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 295. Rapp. (*Document no 117*), 327. Rapport adopté; 3e lect., 334. Sanction, 373. (1974, c. 115.)

Projet de loi 143.—Loi concernant L'Union des municipalités de la province de Québec (Union of Municipalities of the Province of Québec).—M. Perreault.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 120*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée, 332. 1ère lect., 333. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 335. Rapp. (*Document no 130*), 355. 3e lect., 367. Sanction, 373. (1974, c. 87.)

Projet de loi 146.—Loi concernant Beaucage Ltée.—M. Ostiguy.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 105*); motion de suspendre les règles de pratique; motion

Projets de loi:—Suite

adoptée, 293. 1ère et 2e lect.; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 295. Rapp. avec amdts (*Document no 114*), 324. Rapport adopté; 3e lect., 325. Sanction, 373. (1974, c. 106.)

Projet de loi 148.—Loi concernant Hillmack Services Ltd.—M. Pepin.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 105*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée, 293. 1ère et 2e lect.; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 295. Rapp. (*Document no 114*), 324. Rapport adopté; 3e lect., 325. Sanction, 373. (1974, c. 109.)

Projet de loi 149.—Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Agathe des Monts.—M. Lapointe.—Rapp. du Greffier en loi (*Document no 101*), 281. 1ère lect., 283. 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 284. Rapp. avec amdts (*Document no 119*), 331. Rapport adopté; 3e lect., 335. Sanction, 373. (1974, c. 99.)

Projet de loi 150.—Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain.—M. Desjardins.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 102*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée, 332. 1ère lect., 333. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 335. Rapp. (*Document no 130*), 355. 3e lect., 367. Sanction, 373. (1974, c. 86.)

Projet de loi 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.—M. Séguin.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 120*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée, 332. 1ère lect., 333. Motion de 2e lect.; motion adoptée (abstention); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 335. Rapp. (*Document no 130*), 355. 3e lect., 367. Sanction, 373. (1974, c. 100.)

Projet de loi 156.—Loi concernant La Corporation Ivanhoe.—M. Leduc.—Rapport du Greffier en loi (*Document no 118*); motion de suspendre les règles de pratique; motion adoptée; 1ère lect., 328. 2e lect.; Motion: *Que* ledit projet de loi soit déferé pour étude à la Commission permanente de la justice; motion adoptée (vote); déferé à la Commission permanente de la justice, 347. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté; 3e lect., 364. Ordre de 3e lect. révoqué; projet de loi renvoyé à la commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 369-370. Sanction, 373. (1974, c. 112.)

Projet de loi 175.—Loi concernant la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu.—M. Boudreault.—Rapport du Greffier en loi déposé (*Document no 98.*), 275. 1ère lect., 283. 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, 284.

Projet de loi 200.—Loi concernant le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal.—M. Choquette.—1ère lect., 558. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée sur div.; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 610. Rapp. (*Document no 241*), 615. Prise en considération du rapport; rapport adopté sur div., 618. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 620. Sanction, 623. (1974, c. 84.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 201.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.—M. Cournoyer.—1ère lect. (cons. unan.), 576. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 588. Reprise du débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; déferé pour étude à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 595. Rapp. (*Document no 237*), 597. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 600. Ordre de 3e lect. révoqué; projet de loi envoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 601. Sanction, 605. (1974, c. 38.)

PROTECTEUR DU CITOYEN:—Traitement fixé, 370; 621.

PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 88.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT:—Loi concernant la—. Projet de loi no 96.

PROTECTION DES ENFANTS SOUMIS À DES MAUVAIS TRAITEMENTS:—Loi concernant la—. Projet de loi no 78.

PROTECTION DES ACHETEURS DE MAISONS NEUVES ET DE TERRAINS:—Loi sur la—. Projet de loi no 89.

PROTECTION DU MALADE MENTAL:—Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la—. Projet de loi no 56.

PROTECTION DU MALADE MENTAL:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 90.

Q

QUÉBEC:—Loi modifiant la Charte de la Ville de—. Projet de loi no 139.

Questions et réponses:

Abattoirs Laurentiens (comté de Prévost):—Est-il exact que les—, ont été exemptés de certaines obligations malgré les directives des S.P.E. de novembre 1971, 410.

Ascenseur (Édifice A du Parlement de Québec):—Quel fut le coût total pour l'installation de l'—réservé au premier ministre, 137.

Assistés sociaux:—Combien d'—, ont trouvé emploi dans le secteur agricole en 1973/74 en vertu de *Opération Placement* annoncée par le ministère de l'Agriculture, 467.

Baie James:—Combien d'ouvriers du comté de Rouyn-Noranda ont obtenu un emploi à la —, 199.

Barraute:—Où en sont les démarches entre le ministère de l'Éducation et la Commission scolaire régionale d'Harricana concernant la construction éventuelle

Questions et Réponses:—Suite

de la polyvalente de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 338. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Bourse de l'enseignement supérieur:—Quels sont les noms des personnes qui ont demandé une—pour l'année 1973/74. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 148. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Bureau du Premier ministre:—Combien de personnes sont rattachées au—, 200.

Bureaux gouvernementaux dans le comté de Rouyn-Noranda:—Détails concernant l'entretien ménager des édifices publics et de locaux abritant les—, pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 121. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Caisse de dépôt et placement du Québec:—Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la—, 215.

Centre de Recherche industrielle du Québec:—Quels sont les noms et adresses des personnes formant le conseil d'administration du—, 263.

Commission hydroélectrique de Québec:—Quels sont les noms des personnes formant le conseil d'administration de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 602. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Commission royale d'enquête sur la fiscalité:—Le gouvernement a-t-il donné suite à la recommandation XV-4 du rapport de la—, relative à un service de crédit municipal, 539.

Commission scolaire régionale d'Harricana:—Détails concernant la construction éventuelle de la polyvalente de Barraute. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 338. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Compagnies:—Combien de compagnies n'ont pas produit leur rapport annuel en 1973, tel qu'exigé par la Loi des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 516. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Compagnies:—Le gouvernement a-t-il pris des dispositions pour que les biens-fonds des—, soient assujettis à un taux d'impôt foncier scolaire supérieur à celui des particuliers. 539.

Conseil exécutif:—Quels montants ont été versés pour assurer la protection des membres du—, pour les années 1971/72, 1972/73 et 1973/74, 434.

Corporation du Foyer de Lac Etchemin (Bellechasse):—La Société d'Habitation du Québec a-t-elle consenti un prêt à la—, 200.

Desrochers, M. Paul:—Quels sont les montants versés par le gouvernement à—, depuis le 29 avril 1970, 551.

Questions et Réponses:—Suite

Drainage souterrain:—Le ministère de l'Agriculture a-t-il accordé des subventions pour le—, en 1973/74 et 1974/75. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 584. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Drummondville:—La Commission scolaire de—, offre-t-elle aux étudiants de niveau collégial l'option secrétariat, 552.

Duchesne:—Les propriétaires de Place Duchesne ont-ils obtenu une autorisation pour effectuer du remplissage dans la rivière—, 567.

Eau potable:—Quelles sont les municipalités du Québec qui ajoutent le fluorure de sodium à leur—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 185. (Voir aussi *Documents de la session.*)

École Ellis:—Le ministère de l'Éducation a-t-il accordé à l'—, de Drummondville, d'offrir l'option secrétariat, 552.

Expo-agricole de France 1974:—Le gouvernement du Québec a-t-il envoyé une délégation à l'—, 147.

Faillite:—Combien de sociétés, entreprises ou individus ont déclaré—, depuis le 12 mai 1970, 433.

Fluorure de sodium:—Quelles sont les municipalités du Québec qui ajoutent le—, à leur eau potable. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 185. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—Détails concernant les organismes ayant reçu des subventions du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 514. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Hôpital Saint-François de La Sarre:—Combien de demandes d'hospitalisation ont été refusées, en 1971 et en 1972, par l'—, dû à la pénurie de médecins, 61.

Journaux et autres publications du Québec:—Quelle somme a été dépensée par le gouvernement du Québec pour la publication d'avis légaux, de soumissions, etc. dans les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 583. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Justice:—Détails concernant les avocats et les études dans les villes de Québec et de Montréal et dans le comté de Portneuf qui ont travaillé pour le ministère de la— du 1er avril 1970 au 31 mars 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 120. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Lesage, M. Jean:—Quels sont les montants versés par le gouvernement à—, depuis le 29 avril 1970, 365.

Lotbinière:—Quel est le nombre d'heures de travaux mécanisés dans le comté de—, en 1972, 1973 et 1974, autorisées par le ministère de l'Agriculture. (Question

Questions et Réponses:—Suite

transformée en motion pour dépôt de document), 487. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Maison Rouyn-Noranda:—Détails concernant la— pour jeunes délinquants, 161.

Meuneries:—Combien de—, ont fermé leurs portes depuis le 1er avril 1970, 60.

Morgue provinciale à Québec:—Détails concernant les contrats accordés par le gouvernement du Québec pour la construction de la—. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents), 514-515. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Office de radio-télévision du Québec:—Quels sont les noms et adresses des personnes formant le conseil d'administration de l'—, 61.

Parc provincial des Laurentides:—Le ministère des Transports a-t-il des équipes de dépannage-secours dans le—, 486.

Parizeau, M. Jacques:—Détails concernant l'emploi de— au gouvernement du Québec, 135.

Paspébiac:—Les esquisses du trajet de la route 6, dans la zone de—, sont-elles arrêtées, 539.

Petite Rivière Saint-François:—Quelles sommes ont été versées en vertu du programme « Inondation 74 » dans le territoire de la municipalité de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 487. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Picard, M. Marc:—Par qui et à quelle date et à quel traitement, — a-t-il été nommé ou désigné coordonnateur des travaux de reconstruction de Place Royale à Québec, 582.

Poulet à griller:—Détails concernant le—, au Québec, en Ontario, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et dans l'ensemble du Canada, 582.

Producteurs maraîchers du Québec:—Le ministère de l'Agriculture a-t-il accordé son aide aux— qui ont participé à la foire agricole de Springfield, Massachussets, 184.

Renova Entreprises:—Depuis le 12 mai 1970, combien de contrats ont été accordés à—, 566.

Répertoire des services municipaux de prévention des incendies du Québec:—Quel a été le coût d'impression du—, édition 1973, publié par le ministère des Affaires municipales, 120.

Restaurant Châtelaine (Parc de la Vérendrye):—À quel prix le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche s'est-il porté acquéreur du—, 138.

Questions et Réponses:—Suite

REXFOR:—Quels sont les noms et adresses des membres du conseil d'administration de—, 91.

Rouyn-Noranda:—Combien d'ouvriers du comté de— ont obtenu un emploi à la Baie James, 199.

Services gouvernementaux dans le comté de Rouyn-Noranda:—Détails concernant le coût des locaux abritant les divers—, pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 122. (Voir aussi *Documents de la session*.)

SIDBEC:—Quels sont les noms et adresses des administrateurs de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 120. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Société de Développement industriel du Québec:—Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la—, 261.

Société des alcools du Québec:—Quels sont les noms et adresses des membres du conseil d'administration de la—, 118.

Société des alcools du Québec:—Quel est le salaire du président de la—, 568.

Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Quels sont les noms et adresses des membres du conseil d'administration de la—, 119.

Société d'Habitation du Québec:—Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la —, 136.

Société d'Habitation du Québec:—La— a-t-elle consenti un prêt à la Corporation du Foyer de Lac Etchemin (Bellechasse), 200.

Société du parc industriel du centre du Québec:—Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la—, 198.

Sociétés d'agriculture:—Combien de—, ont cessé leurs activités depuis le 10 mai 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 468. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Taxe de vente:—Quel a été le montant du produit de la—, remis aux comtés de Beauce, Dorchester et Frontenac pour les années 1970, 1971, 1972 et 1973. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 139. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Le ministre du—, a-t-il un bureau à Québec et à Montréal, 410.

Questions et Réponses:—Suite

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Quels sont les noms des conciliateurs et des commissaires-enquêteurs du ministère du—, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 568. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Quels sont les noms et adresses de tous les sous-ministres du ministère du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 568. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Ungava:—A quelle date fut signé le premier contrat entre la Iron Ore Company of Canada et le gouvernement, concernant le minerai de fer de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 266. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Université du Québec:—Quels sont les noms des membres de la direction de l'—, 92.

R

RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 64.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 61.

RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 63.

RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 62.

RÉGIMES DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS DES CITÉS ET VILLES:—Loi concernant les—. Projet de loi no 94.

RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES DU QUÉBEC:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 29.

RÉGIME DES EAUX:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi no 15.

REGROUPEMENT DES MUNICIPALITÉS:—Loi modifiant la Loi favorisant le—. Projet de loi no 76.

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 86.

RÉSERVES ÉCOLOGIQUES:—Loi sur les—. Projet de loi no 57.

REVENU ET LA LOI DE L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant la Loi du ministère du—. Projet de loi no 67.

S

SAINT-JEAN-DE-DIEU:—Loi concernant la paroisse de—. Projet de loi no 175.

SAINT-PATRICE, MONTRÉAL:—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de—. Projet de loi no 110.

SAINT-RAPHAËL-DE-L'ÎLE-BIZARD:—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de—. Projet de loi no 153.

SAINTE-AGATHE DES MONTS:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi no 149.

SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi no 41.

SHERBROOKE:—Loi refondant la charte de la cité de—. Projet de loi no 128.

SIDBEC:—Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par—d'un complexe sidérurgique intégré. Projet de loi no 44.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 35.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS QUÉBEC-LÉVIS:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 5.

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 1.

SOCIÉTÉ INTER-PORT DE QUÉBEC:—Loi constituant la—. Projet de loi no 4.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES PÉTROLIÈRES:—Loi modifiant la Charte de la—. Projet de loi no 17.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 18.

SUBVENTIONS:—Loi modifiant la Loi accordant des— aux municipalités de 25,000 habitants ou plus. Projet de loi no 32.

T

TAXE SUR LES CARBURANTS:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 74.

TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 73.

TERRES ET FORÊTS:—Loi du ministère des—. Projet de loi no 14.

TERRES ET FORÊTS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 27.

TERRES ET FORÊTS:—Loi modifiant la Loi du ministère des—. Projet de loi no 55.

TRANSPORTS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 51.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant la Loi des— et certaines autres dispositions législatives ayant trait à l'administration de la justice et aux bureaux d'enregistrement. Projet de loi no 36.

U

UNION DES MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC (UNION OF MUNICIPALITIES OF THE PROVINCE OF QUÉBEC):—Loi concernant L'—. Projet de loi no 143.

V

VERDUN:—Loi modifiant la charte de la cité de—. Projet de loi no 131.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL:—Traitement fixé, 370; 621.

TABLE DE CONCORDANCE

CHAPITRE — PROJET DE LOI

CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.
1	11	31	20	61	51	91	132
2	23	32	34	62	5	92	134
3	25	33	85	63	63	93	127
4	30	34	18	64	46	94	130
5	75	35	31	65	39	95	140
6	22	36	12	66	86	96	129
7	87	37	82	67	77	97	139
8	95	38	201	68	2	98	131
9	61	39	40	69	53	99	149
10	62	40	93	70	7	100	153
11	36	41	71	71	56	101	128
12	84	42	41	72	3	102	123
13	42	43	90	73	26	103	135
14	21	44	9	74	44	104	110
15	59	45	37	75	79	105	138
16	64	46	91	76	80	106	146
17	67	47	33	77	28	107	109
18	68	48	94	78	47	108	113
19	70	49	1	79	97	109	148
20	69	50	76	80	92	110	102
21	72	51	96	81	38	111	137
22	73	52	32	82	111	112	156
23	74	53	19	83	66	113	104
24	15	54	10	84	200	114	124
25	17	55	35	85	54	115	141
26	14	56	48	86	150	116	43
27	55	57	4	87	143		
28	27	58	29	88	98		
29	57	59	78	89	122		
30	13	60	45	90	6		

PROJET DE LOI — CHAPITRE

P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.
1	49	34	32	70	19	113	108
2	68	35	55	71	41	122	89
3	72	36	11	72	21	123	102
4	57	37	45	73	22	124	114
5	62	38	81	74	23	127	93
6	90	39	65	75	5	128	101
7	70	40	39	76	50	129	96
9	44	41	42	77	67	130	94
10	54	42	13	78	59	131	98
11	1	43	116	79	75	132	91
12	36	44	74	80	76	134	92
13	30	45	60	82	37	135	103
14	26	46	64	84	12	137	111
15	24	47	78	85	33	138	105
17	25	48	56	86	66	139	97
18	34	51	61	87	7	140	95
19	53	53	69	90	43	141	115
20	31	54	85	91	46	143	87
21	14	55	27	92	80	146	106
22	6	56	71	93	40	148	109
23	2	57	29	94	48	149	99
25	3	59	15	95	8	150	86
26	73	61	9	96	51	153	100
27	28	62	10	97	79	156	112
28	77	63	63	98	88	200	84
29	58	64	16	102	110	201	38
30	4	66	83	104	113		
31	35	67	17	109	107		
32	52	68	18	110	104		
33	47	69	20	111	82		

INDEX OF VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

23 ELIZABETH II, 1974

A

Accounts and Papers:

Advisory Council on Labour and Manpower:—Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 558. (*Sessional Papers, No. 220.*)

Advisory Council on the Environment:—Annual report of the activities of the—, for 1973/74. Tabled, 446. (*Sessional Papers, No. 157.*)

Agricultural associations:—How many—, have ceased their activities since May 10th 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 468. (*Sessional Papers, No. 174.*)

Agricultural Revenues Stabilization Insurance Act:—A working document on the draft of the—. Tabled, 565. (*Sessional Papers, No. 225.*)

Agriculture:—Annual report of the Department of—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 72. (*Sessional Papers, No. 12.*)

Anticosti Island:—A copy of the announcement of the settlement out of court and the agreement settling the conditions for the transferring of the property of—. Tabled, 558. (*Sessional Papers, No. 223.*)

Association internationale des Parlementaires de langue française:—Copy of the correspondence on the mission sent by the National Assembly to the meeting of the—, at Brussels, in September 1974. Tabled, 570. (*Sessional Papers, No. 231.*)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued

Auditor-General:—Report for the fiscal year ended March 31st 1972. Tabled, 55. (*Sessional Papers, No. 4.*)

Auditor-General:—Copy of a letter, dated April 25th 1974, respecting the delay in the tabling in the National Assembly of the report of the— for 1972/73. Tabled, 143. (*Sessional Papers, No. 42.*)

Auditor-General:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 179. (*Sessional Papers, No. 54.*)

Auditor-General:—Auditor's report on the accounts relating to the—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 549. (*Sessional Papers, No. 214.*)

Automobile Insurance:—Report of the Study Committee on— in the province of Québec, together with a summary of the report in French and English. Tabled, 145. (*Sessional Papers, No. 43.*)

Barraute comprehensive school:—What stage has been reached in the negotiations between the Department of Education and the Harricana regional school board concerning the possible construction of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 338. (*Sessional Papers, No. 123.*)

Beauce-South:—A copy of the file which the Member for the Magdalen Islands offered to table concerning the accusations that he made regarding the Member for—. Tabled, 140. (*Sessional Papers, No. 39.*)

Blueberries:—A copy of the contract signed by the Department of Agriculture and the firm of Jasper, Wyman and Sons, for the processing of—, at the Saint-Bruno storage plant. Tabled, 468. (*Sessional Papers, No. 176.*)

Boutin, Jean-Claude:—Copy of a letter forwarded to Mr Jérôme Choquette by—, Member for Johnson, respecting the mandates entrusted to him by various departments. Tabled, 239. (*Sessional Papers, No. 82.*)

Budget:—Report on the examination of the estimates of the main— for the 1974/75 fiscal year. Tabled, 219. (*Sessional Papers, No. 73.*)

Budget:—Estimates of expenditures for the fiscal year ending March 31st 1975. Tabled, 83. (*Sessional Papers, No. 1.*)

Budget, Supplementary (No. 1), 1974/75:—Tabled, 207. (*Sessional Papers, No. 2.*)

Budget, Supplementary (No. 2), 1974/75:—Tabled, 474. (*Sessional Papers, No. 2-A.*)

Building leases:—Details concerning— in the former electoral district of Beauce, and in the electoral districts of Beauce-South and Beauce-North, under the new electoral map. Tabled, 282. (*Sessional Papers, No. 102.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Byways and Special Places Programme:—*Details concerning the new federal—. Tabled, 217. (*Sessional Papers, No. 72.*)

*CANSTEL:—*Copy of a letter written to the minister of Regional Economic Expansion of Canada by Mr Guy Saint-Pierre, minister of Industry and Commerce of Québec, concerning the project of a steel mill in Eastern Canada. Tabled, 617. (*Sessional Papers, No. 244.*)

*Certified General Accountants of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for the fiscal year ended April 30th 1974. Tabled, 446. (*Sessional Papers, No. 162.*)

*Chartered Accountants of Québec:—*Annual report of the Order of—, for 1973/74. Tabled, 446. (*Sessional Papers, No. 159.*)

*Civil Service:—*Copy of an Order in Council, dated June 12th 1974, concerning the regulation respecting ethics and discipline in the—. Tabled, 238. (*Sessional Papers, No. 77.*)

*Civil Service:—*Annual report of the Department of the—, for 1973/74. Tabled, 384. (*Sessional Papers, No. 138.*)

*Committee on the National Assembly:—*Report concerning certain matters respecting the work of the National Assembly (sessional standing orders, permanent standing orders, recording of the debates of the Committee on Financial Commitments). Tabled, 65. (*Sessional Papers, No. 10.*)

*Committee on the National Assembly:—*Report of the—, which examined bill No. 87, An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act. Tabled, 620. (*Sessional Papers, No. 246.*)

*Commonwealth Games:—*The complete file on the trip made by the employees of the High Commission to the last— in Christchurch. Tabled, 201. (*Sessional Papers, No. 68.*)

*Communications:—*Report of the activities of the Department of—, for 1972/73. Tabled, 409. (*Sessional Papers, No. 148.*)

*Companies Act:—*How many companies failed to produce their annual reports in 1973, as required under the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 516. (*Sessional Papers, No. 200.*)

*Consumer Protection Council:—*Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 503. (*Sessional Papers, No. 193.*)

*Cultural Property Commission of Québec:—*Annual report of the activities of the—, for the period from July 1st 1973 to March 31st 1974. Tabled, 389. (*Sessional Papers, No. 142.*)

Accounts and Papers:—Continued

Drinking water:—What municipalities in the province of Québec are adding sodium fluoride to their—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 185. (*Sessional Papers, No. 60.*)

Economic Situation, Québec:—Annual publication entitled:—, in 1973. Tabled, 320. (*Sessional Papers, No. 112.*)

Education:—Annual report of the Department of—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 347. (*Sessional Papers, No. 128.*)

Election of October 29th 1973:—Report of the Chief Returning-Officer on the general—. Tabled, 526. (*Sessional Papers, No. 205.*)

Enterprises of the government of Québec:—The financial statements of the—, for 1972/73. Tabled, 409. (*Sessional Papers, No. 147.*)

Environment Protection Service:—A copy of the surveys made by the— in the municipality of Asbestos and any reports, analyses or studies resulting therefrom. Tabled, 163. (*Sessional Papers, No. 49.*)

Expropriation Tribunal:—Annual report of the—, for the year ended September 30th 1974. Tabled, 558. (*Sessional Papers, No. 221.*)

Family and Social Affairs Council:—Annual report of the—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 324. (*Sessional Papers, No. 115.*)

Farnham:—Copy of the correspondence received by the Department of Municipal Affairs concerning a request for an inquiry into the administration of the municipality of—. Tabled, 366. (*Sessional Papers, No. 134.*)

Federal-provincial relations in matters involving water:—A correction respecting the information contained in an article published in a daily newspaper on Saturday, June 1st 1974, concerning the file of the Department of Intergovernmental Affairs on—. Tabled, 180. (*Sessional Papers, No. 59.*)

Feed grain:—A table showing the present situation concerning the storage of—. Tabled, 426. (*Sessional Papers, No. 155.*)

Ferchibal:—A copy of the report on the study of the fact-finding examination of the transportation options for the— project. Tabled, 565. (*Sessional Papers, No. 226.*)

Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 194. (*Sessional Papers, No. 66.*)

Financial statements of Québec:—A booklet showing the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 466. (*Sessional Papers, No. 173.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Fire Lake:*—A copy of any correspondence between the government of Québec, Sidbec-Dosco and the American firm of U.S. Steel or its subsidiary, Québec Cartier Mining, respecting the development of the— iron ore deposit. Tabled, 410. (*Sessional Papers, No. 151.*)
- Forest Engineers of Québec:*—Annual report of the Professional Corporation of—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 446. (*Sessional Papers, No. 161.*)
- Formules mécanographiques Paragon Ltée:*—Correspondence concerning purchase contracts granted to the firm—. Tabled, 81, 87 and 107. (*Sessional Papers, Nos. 15, 17 and 29.*)
- Francization programme:*—A copy of the list of the 240 firms which submitted requests to the government for the application of a—. Tabled, 553. (*Sessional Papers, No. 219.*)
- Frozen food market in the province of Québec:*—A copy of the report submitted by Cartier Engineering Corporation Limited following the survey on the—. Tabled, 487. (*Sessional Papers, No. 186.*)
- Gagnon, Mr René:*—A copy of the letter written by—, submitting his resignation as an employee of the Department of Immigration. Tabled, 617. (*Sessional Papers, No. 245.*)
- General Investment Corporation of Québec:*—Annual report of the—, for the fiscal year ended December 31st 1973. Tabled, 270. (*Sessional Papers, No. 96.*)
- Government offices in the county of Rouyn-Noranda:*—Details concerning the inside maintenance services for the public buildings and premises containing the various—, for the years 1970, 1971, 1972 and 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 34.*)
- Government offices in the county of Rouyn-Noranda:*—Details concerning rental of premises used for—, for the years 1970, 1971, 1972 and 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 122. (*Sessional Papers, No. 35.*)
- Greater Québec Water Purification Board:*—Annual report of the—, dated March 31st 1974. Tabled, 141. (*Sessional Papers, No. 40.*)
- Greater Québec Water Purification Board:*—Report of the activities of the—, as at September 30th 1974. Tabled, 384. (*Sessional Papers, No. 140.*)
- Guidance Counsellors of Québec:*—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1973/74. Tabled, 446. (*Sessional Papers, No. 163.*)

Accounts and Papers:—Continued

Harricana regional school board:—Details concerning the possible construction of the Barraute comprehensive school. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 338. (*Sessional Papers, No. 123.*)

Haut-Saguenay:—The schedules to bill No. 98, An Act respecting certain municipalities of Outaouais and—. Tabled, 545. (*Sessional Papers, No. 212.*)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—The complete file on the trip made by the employees of the— to the last Commonwealth Games in Christchurch. Tabled, 201. (*Sessional Papers, No. 68.*)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—The complete file on the trip to France from June 7th to 21st by the employees of the—. Tabled, 339. (*Sessional Papers, No. 124.*)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—Details respecting organizations which received grants from the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 514. (*Sessional Papers, No. 197.*)

Higher education scholarships:—What are the names of the persons who applied for— during the 1973/74 fiscal year. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 148. (*Sessional Papers, No. 44.*)

Highway safety and the demerit point system:—Report of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply concerning—. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 13.*)

Homes for the aged in the electoral districts of Lafontaine, Bourget, Maisonneuve, Sauvé, L'Assomption and Viau:—Details respecting all the affiliated—. Tabled, 94. (*Sessional Papers, No. 20.*)

Hunting licenses:—List of complimentary— granted for the 1972/73, 1973/74 and 1974/75 fiscal years. Tabled, 239. (*Sessional Papers, No. 81.*)

Hydro-Québec:—Report of the activities of—, for 1973. Tabled, 219. (*Sessional Papers, No. 74.*)

Immigration:—Annual report of the Department of—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 405. (*Sessional Papers, No. 146.*)

Immigration:—First annual statistical bulletin (1973) of the Department of—, entitled *Immigration in the province of Québec*. Tabled, 393. (*Sessional Papers, No. 145.*)

Industrial Research Centre of Québec:—Annual report of the—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 347. (*Sessional Papers, No. 129.*)

Intergovernmental Affairs:—Annual report of the Department of—, for 1972/73. Tabled, 550. (*Sessional Papers, No. 215.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Intergovernmental Affairs:—*Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 550. (*Sessional Papers, No. 216.*)

*Iron Ore Company of Canada:—*On what date was the first contract signed between the — and the government, for the extraction of the iron ore in Ungava. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 266. (*Sessional Papers, No. 94.*)

*James Bay Development Corporation:—*Annual report of the activities of the—, for the fiscal year ended December 31st 1973. Tabled, 151. (*Sessional Papers, No. 45.*)

*Justice:—*Details concerning the lawyers and legal offices in the cities of Québec and Montréal and in Portneuf county who worked for the Department of— from April 1st 1970 to March 31st 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 33.*)

*Labour and Manpower:—*What are the names and addresses of all the Deputy Ministers of the Department of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 568. (*Sessional Papers, No. 227.*)

*Labour and Manpower:—*What are the names of the conciliation officers and the investigating commissioners of the Department of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 568. (*Sessional Papers, No. 228.*)

*Labour and Manpower:—*Copy of the organization chart of the Department of—, for 1974. Tabled, 569. (*Sessional Papers, No. 229.*)

*Labour and Manpower:—*Annual report of the Department of—, for the 1972/73 fiscal year. Tabled, 187. (*Sessional Papers, No. 65.*)

*Lac à la Pêche (Mauricie Park):—*A file of documents concerning the expropriation of—. Tabled, 333. (*Sessional Papers, No. 121.*)

*Lands and Forests:—*Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 526. (*Sessional Papers, No. 204.*)

*Lands and Forests Act:—*Copies of the orders in council adopted under section 108 of the—. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 25.*)

*Lands and Forests Act:—*Copies of the orders in council adopted under section 4 of the—. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 26.*)

*Laporte, Pierre:—*Report on the inquiry by the Québec Police Commission on any possible relationship between members of organized crime and—, René Gagnon and Jean-Jacques Côté. Tabled, 538. (*Sessional Papers, No. 210.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Law Clerk of the National Assembly:—*Reports of the— on Private Bills Nos. 102, 104, 109, 110, 113, 121, 123, 127, 129, 130, 131, 132, 134 and 135. Tabled, 211. (*Sessional Papers, No. 71*)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the— on Private Bills Nos. 103, 124, 128, 136, 137, 138, 141 and 175. Tabled, 275. (*Sessional Papers, No. 98*.)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the— on bill No. 111. Tabled, 276. (*Sessional Papers, No. 100*.)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Reports of the— on Private Bills Nos. 139, 140 and 149. Tabled, 281. (*Sessional Papers, No. 101*.)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Reports of the— on Private Bills Nos. 122, 146 and 148. Tabled, 293. (*Sessional Papers, No. 105*.)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the— on private bill No. 156. Tabled, 328. (*Sessional Papers, No. 118*.)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the— on private bills Nos. 143, 150 and 153. Tabled, 332. (*Sessional Papers, No. 120*.)
- Leases:—*Details concerning—, since the beginning of 1970, in the former electoral district of Terrebonne, and in the electoral districts of Terrebonne and Prévost since the adoption of the new electoral map. Tabled, 163. (*Sessional Papers, No. 50*.)
- Legal Services Commission:—*Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 389. (*Sessional Papers, No. 143*.)
- Letters patent:—*Copies of all the orders in council authorizing the Department of Agriculture to issue—, without the conditions respecting the location ticket having been fulfilled. Tabled, 468. (*Sessional Papers, No. 175*.)
- Licenses to cut timber:—*A complete and detailed statement of all the—, issued by the Department of Lands and Forests. Tabled, 602. (*Sessional Papers, No. 239*.)
- Loans and scholarship programmes:—*A list of the corrective measures made following the revision of the—. Tabled, 461. (*Sessional Papers, No. 169*.)
- Loans and scholarships:—*A document giving a clarification of the—, in 1974/75, and the revision thereof for the coming years. Tabled, 482. (*Sessional Papers, No. 183*.)
- Loans and scholarships:—*A document updating the position of the Minister of Education concerning the— plan in 1974/75 and the revision thereof for the coming years. Tabled, 502. (*Sessional Papers, No. 192*.)

Accounts and Papers:—Continued

Loans and scholarships:—A press release by the Minister of Education concerning the appointment of a special committee to examine the problems raised by the calculation of—. Tabled, 550. (*Sessional Papers, No. 217.*)

Lotbinière:—How many hours of mechanized work were carried out by the Department of Agriculture in the electoral district of—, in 1972, 1973 and 1974. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 487. (*Sessional Papers, No. 184.*)

Magdalen Islands:—A copy of the file which the Member for the— offered to table concerning the accusations that he made regarding the Member for Beauce-South. Tabled, 140. (*Sessional Papers, No. 39.*)

Maison Rouyn-Noranda:—Complete report of the inquiry carried out by the Department of Social Affairs at the—. Tabled, 488. (*Sessional Papers, No. 187.*)

Malartic Hygrade Gold Mines (Québec) Limited:—Report on the inquiry by the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives concerning—. Tabled, 581. (*Sessional Papers, No. 233.*)

Medico-Legal Institute of the Department of Justice of Québec:—Annual report of the—, for 1973. Tabled, 187. (*Sessional Papers, No. 63.*)

Mental Patients Protection Act:—Annual report for 1973/74, of the Board of Review established under section 30 of the—. Tabled, 203. (*Sessional Papers, No. 69.*)

Montreal Urban Community Transport Commission:—Copy of the bill concerning the settling of the illegal strike by the employees of the—. Tabled, 454. (*Sessional Papers, No. 168.*)

Morgue in Québec City:—Details respecting contracts awarded by the government of the province of Québec for the construction of the provincial—. (Questions converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 514-515. (*Sessional Papers, Nos. 198 and 199.*)

Morin, Mr Jacques-Yvan:—Copy of the correspondence on the mission sent by the National Assembly to the meeting of the *Association internationale des Parlementaires de langue française*, at Brussels, in September 1974. Tabled, 570. (*Sessional Papers, No. 231.*)

Motor vehicles:—A copy of the report of the study committee appointed under article 42.11 of the civil employees collective agreement, concerning the real costs of operation of—. Tabled, 140. (*Sessional Papers, No. 38.*)

Municipal Affairs:—Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 477. (*Sessional Papers, No. 181.*)

Municipal regrouping:—A copy of any report prepared by the firm of Fortier Hawey on— in the region of the city of Québec. Tabled, 162. (*Sessional Papers, No. 48.*)

Accounts and Papers:—Continued

Natural Resources:—Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 453. (*Sessional Papers, No. 165.*)

New Québec Raglan Mines:—A copy of the Order in Council adopted in May 1971, authorizing— to export ore. Tabled, 266. (*Sessional Papers, No. 95.*)

Newspapers and other publications in the province of Québec:—What amounts were spent by the government of Québec for the publication of legal notices, calls for tenders, etc., in—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 583. (*Sessional Papers, No. 234.*)

Notariat:—Supplement for June-July, volume 76, of *La Revue du*—. Tabled, 446. (*Sessional Papers, No. 160.*)

Nurses of Québec:—Annual report of the Order of—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 466. (*Sessional Papers, No. 172.*)

Nursing Assistants of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 319. (*Sessional Papers, No. 110.*)

Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias (OPTAT):—Annual report of the activities of the—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 296. (*Sessional Papers, No. 106.*)

Olympic type athletics throughout the school network:—Agreement made between the High Commission on Youth, Recreation and Sport, the COJO and the Association des professionnels de l'activité physique du Québec to promote—. Tabled, 94. (*Sessional Papers, No. 19.*)

Optometrists of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1973/74. Tabled, 446. (*Sessional Papers, No. 158.*)

Organizing Committee for the 1976 Olympic Games (COJO):—The list of the personnel attached to COJO and its organizational chart together with the list of the committees connected with COJO,—. Tabled, 179. (*Sessional Papers, No. 55.*)

Oulauuais and Haut-Saguenay:—The schedules to bill No. 98, An Act respecting certain municipalities of—. Tabled, 545. (*Sessional Papers, No. 212.*)

Oulauuais Development Corporation:—Annual report of the—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 384. (*Sessional Papers, No. 139.*)

Paragon Ltée:—Correspondence concerning purchase contracts granted to the firm *Formules mécanographiques*—. Tabled, 81, 87 and 107. (*Sessional Papers, Nos. 15, 17 and 29.*)

Paris:—A summary of the conclusions and decisions signed in—, during the talks between Mr Jacques Chirac, the Prime Minister of France and Mr Robert

Accounts and Papers:—Continued

- Bourassa, the Prime Minister of the province of Québec. Tabled, 502. (*Sessional Papers, No. 191.*)
- Parliamentarians of the Province of Québec:*—Report by the Advisory Committee on the Salaries and Allowances of the—, dated November 12th 1974. Tabled, 474. (*Sessional Papers, No. 179.*)
- Pavillon Saint-Dominique:*—Report by Mr Roland Martel concerning a new collective labour agreement. Tabled, 466. (*Sessional Papers, No. 171.*)
- Permanent electoral lists:*—A report on the study made concerning the possible use of—, for municipal and school elections. Tabled, 474. (*Sessional Papers, No. 178.*)
- Petite Rivière Saint-François:*—What amounts were paid under the "Inondation 74" programme in the territory of the municipality of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 487. (*Sessional Papers, No. 185.*)
- Physiotherapists of Québec:*—Annual report of the Professional Corporation of—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 320. (*Sessional Papers, No. 111.*)
- Place Desjardins:*—Report of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, which examined the—project. Tabled, 173. (*Sessional Papers, No. 52.*)
- Place Royale:*—Details and comments on the previous report entitled: *A Survey on the Profitability of—*. Tabled, 365. (*Sessional Papers, No. 133.*)
- Police:*—A booklet entitled: *The Cost of the—*, Tabled, 319. (*Sessional Papers, No. 109.*)
- Private Education Advisory Commission:*—Annual report for 1972/73. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 27.*)
- Produits Caillette Inc.:*—A copy of any correspondence exchanged by the Department of Agriculture and Les—, concerning the opening of the firm's new plant at Maskinongé. Tabled, 553. (*Sessional Papers, No. 218.*)
- Public Accounts of the Province of Québec:*—For the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 59. (*Sessional Papers, No. 6.*)
- Public Curator's Annual Report:*—The—, for the period from April 1st 1973 to December 31st 1973. Tabled, 315. (*Sessional Papers, No. 107.*)
- Public Officers Act:*—List of commissions issued during 1973 under the—. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 22.*)
- Public Protector:*—Annual report for 1973. Tabled, 118. (*Sessional Papers, No. 31.*)

Accounts and Papers:—Continued

Public Works:—Annual report of the Department of—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 60. (*Sessional Papers, No. 9.*)

Public Works and Supply:—Annual report of the Department of—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 389. (*Sessional Papers, No. 144.*)

Québec Agricultural Marketing Board:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 72. (*Sessional Papers, No. 11.*)

Québec Agricultural Marketing Board:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 187. (*Sessional Papers, No. 64.*)

Québec Autoroutes Authority:—Annual report of the—, for the 1972/73 fiscal year. Tabled, 107. (*Sessional Papers, No. 28.*)

Québec Broadcasting Bureau:—Annual report of the activities of the—, for the 1972/73 fiscal year. Tabled, 179. (*Sessional Papers, No. 57.*)

Québec Cartography Company:—Annual report of the—, for the 1972/73 fiscal year. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 23.*)

Québec Civil Service Commission:—Annual report of the—, for 1973. Tabled, 198. (*Sessional Papers, No. 67.*)

Québec Crop Insurance Board:—Annual report of the—, as at December 31st 1973. Tabled, 141. (*Sessional Papers, No. 41.*)

Québec Deposit and Investment Fund:—Annual report of the—, for the 1973 fiscal year. Tabled, 55. (*Sessional Papers, No. 3.*)

Québec Deposit Insurance Board:—Annual report of the—, for the fiscal year ended December 31st 1973. Tabled, 87. (*Sessional Papers, No. 16.*)

Québec Family Allowances Plan:—Annual report of the activities of the Québec Pension Board, in accordance with the —, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 207. (*Sessional Papers, No. 70.*)

Québec Games at Valleyfield Inc.:—Information on the alleged irregularities made by the Organizing Committee for the—. Tabled, 334. (*Sessional Papers, No. 122.*)

Québec Health Insurance Board:—Annual report of the—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 238. (*Sessional Papers, No. 78.*)

Québec Health Insurance Board:—Annual Statistics of the—, for 1973. Tabled, 239. (*Sessional Papers, No. 79.*)

Québec Housing Corporation:—Annual report of the—, for the 1971/72 fiscal year. Tabled, 151. (*Sessional Papers, No. 46.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Québec Housing Corporation*:—Agreement made on September 12th 1974 between the—, the party of the first part, and the Central Mortgage and Housing Corporation, the party of the second part. Tabled, 384. (*Sessional Papers, No. 141.*)
- Québec Housing Corporation*:—Copy of the agreement made October 28th 1974 between la Corporation d'hébergement du Québec, the Central Mortgage and Housing Corporation and the—, respecting housing projects. Tabled, 421. (*Sessional Papers, No. 153.*)
- Québec Housing Corporation*:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 617. (*Sessional Papers, No. 243.*)
- Québec Hydro-Electric Commission*:—What are the names of the members of the board of directors of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 602. (*Sessional Papers, No. 238.*)
- Québec Hydro-Electric Commission and its subsidiaries*:—Annual report of the financial and statistical statements of the—, for the fiscal year ended December 31st 1973. Tabled, 173. (*Sessional Papers, No. 53.*)
- Québec Industrial Development Corporation*:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 474. (*Sessional Papers, No. 179.*)
- Québec Inter-Port Company*:—Copy of a letter dated October 17th 1974 by Mr Don Jamieson to Mr Guy Saint-Pierre respecting the—. Tabled, 409. (*Sessional Paper, No. 150.*)
- Québec-Lévis Ferry Company*:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 60. (*Sessional Papers, No. 8.*)
- Québec-Lévis Ferry Company*:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 454. (*Sessional Papers, No. 167.*)
- Québec Liquor Corporation*:—Annual report for the fiscal year ended March 30th 1974. Tabled, 249. (*Sessional Papers, No. 88.*)
- Québec Mining Exploration Company (SOQUEM)*:—Annual reports of the— and its subsidiary Louvem Mining Company Inc., for the 1972/73 fiscal year. Tabled, 259. (*Sessional Papers, No. 93.*)
- Québec Mining Exploration Company (SOQUEM)*:—Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 453. (*Sessional Papers, No. 166.*)
- Québec Official Publisher*:—Annual report by the—, showing the number of copies of the Statutes of Québec printed, bound, sold and distributed for 1973. Tabled, 409. (*Sessional Papers, No. 149.*)

Accounts and Papers:—Continued

Québec Pension Board:—Annual report of the—, for the 1973 fiscal year. Tabled, 179. (*Sessional Papers, No. 56.*)

Québec Pension Board:—Annual report of the activities of the—, in accordance with the Québec Family Allowances Plan, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 207. (*Sessional Papers, No. 70.*)

Québec Pension Board:—Special actuarial analysis by the—, rectifying the analysis of November 1973. Tabled, 474. (*Sessional Papers, No. 177.*)

Québec Planning and Development Bureau:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 180. (*Sessional Papers, No. 58.*)

Québec Planning and Development Council:—Report of the activities of the—, for the period from June 1st 1971 to March 31st 1974. Tabled, 270. (*Sessional Papers, No. 97.*)

Québec Police Commission:—Annual report of the activities of the—, for the 1973 fiscal year. Tabled, 165. (*Sessional Papers, No. 51.*)

Québec Police Commission:—Report on the inquiry by the—, on any possible relationship between members of organized crime and Pierre Laporte, René Gagnon and Jean-Jacques Côté. Tabled, 538. (*Sessional Papers, No. 210.*)

Québec Professions Board:—First annual report of the—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 253. (*Sessional Papers, No. 90.*)

Québec Provincial Police Force:—Annual report of the—, for 1973. Tabled, 187. (*Sessional Papers, No. 62.*)

Québec Real Estate Development Corporation:—Annual report of the activities of the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 239. (*Sessional Papers, No. 80.*)

Québec Transport Commission:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 245. (*Sessional Papers, No. 86.*)

Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act:—Copies of the orders in council adopted under the—. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 24.*)

Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company (REXFOR):—Annual report of the activities of the—, for 1973/74. Tabled, 425. (*Sessional Papers, No. 154.*)

Recreation:—Copy of the paper prepared by the Québec Council on Youth, Recreation, Sports and the Outdoors, and entitled: *The Establishing of the Department of—*. Tabled, 516. (*Sessional Papers, No. 201.*)

Accounts and Papers:—Continued

Recreation:—A copy of the report of the Regional and Outdoor Development Service of the High Commission on Youth, Recreation and Sport, entitled: *The Policy on the Regionalizing of— in the province of Québec*. Tabled, 517. (*Sessional Papers, No. 202.*)

Reform of the Electoral Districts:—Notice from the Standing Commission on—, concerning a draft indicating the new delimitation of the electoral districts to be tabled later. Tabled, 381. (*Sessional Papers, No. 136.*)

Régie des loteries et courses du Québec:—Annual report of the —, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 558. (*Sessional Papers, No. 222.*)

Regional health and social service council for the Montreal South region (6-C):—Annual report for 1973. Tabled, 276. (*Sessional Papers, No. 99.*)

Regional health and social service councils:—Annual reports of the activities of the—, for 1973. Tabled, 161. (*Sessional Papers, No. 47.*)

Remissions of duties and penalties:—Detailed statement of—. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 14.*)

Revision of the municipal laws:—The first part of the report by the Commissioners entrusted with the—. Tabled, 421. (*Sessional Papers, No. 152.*)

REXFOR (Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company):—Annual report of—, for 1972/73. Tabled, 91. (*Sessional Papers, No. 18.*)

REXFOR:—Copies of the orders in council adopted under the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 24.*)

Reynolds Aluminum Company:—Copies of two letters, dated March 31st 1969, concerning the benefits provided by the Regional Industrial Development Assistance Act, regarding the investment projects of the—. Tabled, 133. (*Sessional Papers, No. 36.*)

Rouyn-Noranda:—Details concerning the inside maintenance services for the public buildings and premises containing the various government offices in the county of—, for 1970, 1971, 1972 and 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document.) Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 34.*)

Rouyn-Noranda:—Details concerning rental of premises used for government offices in the county of—, for 1970, 1971, 1972 and 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document.) Tabled, 122. (*Sessional Papers, No. 35.*)

Saint-Pierre, Mr Cuy:—The press conference given by—, Minister of Industry and Commerce, on December 15th 1974 at the Bonaventure Hôtel, on the economic situation in 1974/75. Tabled, 549. (*Sessional Papers, No. 213.*)

Accounts and Papers:—Continued

Sales tax:—What was the amount of the proceeds of the— paid to the counties of Beauce, Dorchester and Frontenac in 1970, 1971, 1972 and 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 139. (*Sessional Papers, No. 37.*)

SIDBEC:—What are the names and addresses of the members of the board of directors of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 120. (*Sessional Papers, No. 32.*)

SIDBEC:—Annual report of the activities and the consolidated financial statements of— and its subsidiaries, for 1973. Tabled, 231. (*Sessional Papers, No. 75.*)

Social Affairs:—Annual report of the Department of— for the year ended March 31st 1974. Tabled, 319. (*Sessional Papers, No. 108.*)

Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Annual report of the—, for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 253. (*Sessional Papers, No. 89.*)

Special warrants:—Statement of reports and expenditures incurred as at March 13th 1974 on the—, authorized since the adjournment of the National Assembly. Tabled, 59. (*Sessional Papers, No. 7.*)

Standing Committee on Agriculture:—Report of the—, which examined bill No. 12. Tabled, 258. (*Sessional Papers, No. 92.*)

Standing Committee on Agriculture:—Report of the—, which examined bill No. 20, Crop Insurance Act. Tabled, 581. (*Sessional Papers, No. 232.*)

Standing Committee on the Civil Service:—Report of the—, which examined bills Nos. 61, 62 and 63. Tabled, 501. (*Sessional Papers, No. 189.*)

Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—Report of the—, which examined Private Bills Nos 123 and 135. Tabled, 237. (*Sessional Papers, No. 76.*)

Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—Report of the—, which examined bill No. 22, Official Language Act. Tabled, 291. (*Sessional Papers, No. 104.*)

Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—Report of the—, which examined bill No. 22, Official Language Act. Tabled, 345. (*Sessional Papers, No. 127.*)

Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—Report of the—, which examined bill No. 44. Tabled, 327. (*Sessional Papers, No. 116.*)

Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—Report of the—, which examined bills Nos. 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 and 74. Tabled, 511. (*Sessional Papers, No. 196.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Financial Commitments:—*Report of the Standing Committee on the National Assembly concerning the recording of the debates of the—, Tabled, 323. (*Sessional Papers, No. 113.*)

*Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—*Report of the—, which examined bill no 7, An Act respecting insurance. Tabled, 563. (*Sessional Papers, No. 224.*)

*Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—*Report of the—, which examined Private Bills Nos. 102, 109 and 113. Tabled, 244. (*Sessional Papers, No. 85.*)

*Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—*Report of the—, which examined private bills Nos. 138, 146 and 148. Tabled, 323. (*Sessional Papers, No. 114.*)

*Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—*Report of the—, which examined bill No. 26, Collection Agents Act. Tabled, 382. (*Sessional Papers, No. 137.*)

*Standing Committee on Financial Institutions Companies and Cooperatives:—*Report of the—, which examined bill No. 26, Collection Agents Act. Tabled, 481. (*Sessional Papers, No. 182.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:—*Report of the—, which examined bill No. 48, An Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act. Tabled, 363. (*Sessional Papers, No. 131.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:—*Report of the—, which examined bill No. 19, Travel Agents Act. Tabled, 509. (*Sessional Papers, No. 194.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:—*Report of the—, which examined bill No. 4, An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company. Tabled, 521. (*Sessional Papers, No. 203.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined private bills Nos. 104 and 110. Tabled, 243. (*Sessional Papers, No. 84.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined bill No. 21, An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act. Tabled, 287. (*Sessional Papers, No. 103.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined private bills Nos. 103, 124, 136, 137 and 141. Tabled, 327. (*Sessional Papers, No. 117.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined private bills Nos. 122, 139, 143, 150 and 153. Tabled, 355. (*Sessional Papers, No. 130.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined private bills Nos. 103, 136 and 156. Tabled, 364. (*Sessional Papers, No. 132.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined bills Nos. 36 and 42. Tabled, 369. (*Sessional Papers, No. 135.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined bill No. 200, An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council. Tabled, 615. (*Sessional Papers, No. 241.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which examined bill No. 84. An Act respecting judges. Tabled, 615. (*Sessional Papers, No. 242.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration:—*Report of the—, which examined bill No. 201, An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act. Tabled, 597. (*Sessional Papers, No. 237.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration:—*Report of the—, which examined bill No. 46, An Act to amend the Immigration Department Act. Tabled, 613. (*Sessional Papers, No. 240.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 1. Tabled, 249. (*Sessional Papers, No. 87.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined private bills Nos. 127, 129, 130, 131, 132 and 134. Tabled, 257. (*Sessional Papers, No. 91.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined private bills Nos. 111, 128, 139, 140 and 149. Tabled, 331. (*Sessional Papers, No. 119.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 98, An Act respecting certain municipalities of Outaouais and Haut-Saguenay. Tabled, 597. (*Sessional Papers, No. 236.*)

*Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—*Report of the—, which examined bill No. 17. Tabled, 243. (*Sessional Papers, No. 83.*)

*Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—*Report of the—, which examined bill No. 27, An Act to amend the Lands and Forests Act. Tabled, 453. (*Sessional Papers, No. 164.*)

*Standing Committee on Professional Corporations:—*Report of the—, which examined bill No. 39, An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions. Tabled, 501. (*Sessional Papers, No. 190.*)

*Standing Commission on Reform of the Electoral Districts:—*Notice from the—, concerning a draft indicating the new delimitations of the electoral districts to be tabled later. Tabled, 381. (*Sessional Papers, No. 136.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bills Nos. 40 and 41. Tabled, 437. (*Sessional Papers, No. 156.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 64, An Act to amend the Québec Pension Plan. Tabled, 493. (*Sessional Papers, No. 188.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 90, An Act to amend the Mental Patients Act. Tabled, 529. (*Sessional Papers, No. 207.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 40, Social Affairs Commission Act. Tabled, 535. (*Sessional Papers, No. 208.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 41, An Act to amend the Act respecting health services and social services. Tabled, 535. (*Sessional Papers, No. 209.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bill No. 93, An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act. Tabled, 569. (*Sessional Papers, No. 230.*)

*Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, concerning highway safety and the demerit point system. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 13.*)

*Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, which examined the Place Desjardins project. Tabled, 173. (*Sessional Papers, No. 52.*)

*Student Placement Service:—*A copy of any correspondence exchanged between the—, and each of the Members of the National Assembly since April 9th 1974. Tabled, 526. (*Sessional Papers, No. 206.*)

*Superior Council of Education:—*Annual report of the—, for the period from September 1st 1972 to August 31st 1973. Tabled, 97. (*Sessional Papers, No. 21.*)

*The Cost of the Police:—*A booklet entitled:—. Tabled, 319. (*Sessional Papers, No. 109.*)

*Tourism, Fish and Game:—*Annual report of the Department of—, for the 1972/73 fiscal year. Tabled, 55. (*Sessional Papers, No. 5.*)

*Ungava:—*On what date was the first contract signed between the Iron Ore Company of Canada and the government, for the extraction of the iron ore in—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 266. (*Sessional Papers, No. 94.*)

Accounts and Papers:—Continued

Underground drainage:—Did the Department of Agriculture give any grants for—, in 1973/74 and 1974/75. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 584. (*Sessional Papers, No. 235.*)

University of Québec:—Annual report of the activities of the—, including those of research institutes and superior schools, for 1973/74. Tabled, 509. (*Sessional Papers, No. 195.*)

University of Sherbrooke:—Commentaries and recommendations by the Department of Education on the plan for the restoration of a balanced budget at the—. Tabled, 461. (*Sessional Papers, No. 170.*)

Vieilles Forges, at Trois-Rivières:—A copy of all correspondence exchanged or agreements made, since the month of April 1970, concerning the site of the—. Tabled, 185. (*Sessional Papers, No. 61.*)

Visually impaired persons:—Report of the Study Committee on the situation of—, in the province of Québec. Tabled, 538. (*Sessional Papers, No. 211.*)

AGRICULTURAL PRODUCTS AND FOOD ACT:—Bill No. 31.

AGRICULTURAL SOCIETIES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 18.

ALLOWANCES TO CERTAIN SELF-EMPLOYED WORKERS:—An Act to amend the Act to authorize payment of—. Bill No. 70.

ALMA AND JONQUIÈRES RAILWAY COMPANY AND THE ROBERVAL AND SAGUENAY RAILWAY COMPANY:—An Act respecting The—. Bill No. 138.

ANJOU:—An Act respecting the town of—. Bill No. 122.

AUDITOR-GENERAL:—Salary fixed, 370; 621.

AUTOROUTES ACT:—An Act to amend the—, and the Highway Code. Bill No. 82.

B

BAILIFFS ACT:—Bill No. 42.

BEAUCAGE LTÉE:—An Act respecting—. Bill No. 146.

BELLEMARE, Mr Maurice:—Elected Member for the electoral district of Johnson, 375.

BIENVENU ESTATE:—An Act respecting the Tancred—. Bill No. 124.

Bills:

Bill 1.—An Act to amend the Québec Housing Corporation Act.—Mr Goldbloom.—1st R. on div. (vote), 103. Motion for 2nd R. (Lt.-G.), motion adopted (vote); 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 228. Reported with amds (*Sessional Papers, No. 87*), 249. Report adopted; 3rd R., 254. R. A., 272. (1974, c. 49.)

Bill 2.—An Act respecting the *caisses d'entraide économique*.—Mr Tetley.—1st R., 72. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee; progress, 98. Again in Committee; amended; reported; amds read and agreed to, 102. 3rd R., on div. (vote), 104. R. A., 111. (1974, c. 68.)

Bill 3.—An Act to amend the Québec Deposit Insurance Act.—Mr Tetley.—1st R., 72. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee; progress, 99. Again in Committee; amended; reported; amds read and agreed to, 102. 3rd R. on div. (vote), 104. R. A., 111. (1974, c. 72.)

Bill 4.—An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 212. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt proposed; debate adjourned, 386. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 406. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R., 503-504. Bill referred to Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 505. Reported (*Sessional Papers, No. 203*), 521. Consideration of report; report adopted on div., 528. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote), 3rd R., 534. R. A., 546. (1974, c. 57.)

Bill 5.—An Act to amend the Québec-Lévis Ferry Company Act.—Mr Mailloux.—1st R., 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 329. R. A., 372. (1974, c. 62.)

Bill 6.—An Act respecting *Place du centre*, at Hull.—Mr Goldbloom.—1st R., 72. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 102. Resuming the debate; 2nd R. on div. (vote); in Committee; amended; reported; amds read and agreed to, 104. 3rd R. on div. (vote), 108. R. A., 111. (1974, c. 90.)

Bill 7.—An Act respecting insurance.—Mr Tetley.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 332. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); motion adopted; 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 449. Agenda paper corrected and bill put down at the stage of the consideration of the report, 565. Consideration of the report; amdt proposed by Mr Tetley adopted; report adopted, 600. 3rd R., 603. R. A., 604. (1974, c. 70.)

Bill 9.—An Act to amend the Industrial Funds Act.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 75. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 247. R. A., 272. (1974, c. 44.)

Bill 10.—An Act to amend the Bureau of Statistics Act.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 75. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amds read and agreed to; 3rd R., 247. R. A., 272. (1974, c. 54.)

Bill 11.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes

Bills:—Continued

connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 85. R. A., 85. (1974, c. 1.)

Bill 12.—Farm Products Marketing Act.—Mr Toupin.—1st R. on div. (vote), 113. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 246. Resuming the debate, motion adopted, referred to the Standing Committee on Agriculture, 255. Report tabled (*Sessional Papers, No. 92*), 258. Amdts adopted; report adopted on div., 270. 3rd R. on div., 277. R. A. 317. (1974, c. 36.)

Bill 13.—An Act to amend the Act respecting the acquisition of certain forest lands.—Mr Drummond.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 117. 2nd R. on div.; in Committee; reported, report adopted on div., 256. Motion for 3rd R.; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 259. R. A., 272. (1974, c. 30.)

Bill 14.—Lands and Forests Department Act.—Mr Drummond.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 134. 2nd R. (Lt.-G.) on div.; in Committee; progress, 310. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 321. 3rd R. on div., 325. R.A., 372. (1974, c. 26.)

Bill 15.—An Act to amend the Watercourses Act.—Mr Massé.—1st R., 270. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (vote); in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 475. 3rd R., on div. (members dissenting), 478. R. A., 498. (1974, c. 24.)

Bill 16.—The Québec Athletic Commission Act.—Mr Phaneuf.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 159.

Bill 17.—An Act to amend the Charter of the Québec Petroleum Operations Company.—Mr Massé.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 160. 2nd R. (Lt.-G.); referred to the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 228. Reported (*Sessional Papers, No. 83*); report adopted (unan. consent), 243. R. A., 272. (1974, c. 25.)

Bill 18.—An Act to amend the Agricultural Societies Act.—Mr Toupin.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 160. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 246. R. A., 272. (1974, c. 34.)

Bill 19.—Travel Agents Act.—Mr Simard.—1st R., 270. 2nd R. (Lt.-G.); bill referred to Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 484. Reported (*Sessional Papers, No. 194*), 509. Consideration of the report; report adopted, 517. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 534. R.A., 546. (1974, c. 53.)

Bill 20.—Crop Insurance Act.—Mr Toupin.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 197. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 476. Resuming the debate; amdt proposed; debate adjourned, 478. Resuming the debate; debate adjourned, 504. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); Decision of Mr President; main motion adopted on div. (vote); 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Agriculture, 506-507. Reported (*Sessional Papers, No. 232*), 581. Considera-

Bills:—Continued

tion of the report; report adopted on div., 598-599. 3rd R. on div., 603. R. A., 604. (1974, c. 31.)

Bill 21.—An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act.—Mr Choquette.—Motion for 1st R., motion adopted (vote); 1st R., 212. 2nd R. (Lt-G.); referred to the Standing Committee on Justice, 246. Reported with amdts (*Sessional Papers, No. 103*), 287. Motion: *That* amdts be made to the report; motion adopted, 288. Consideration of the report, report adopted; motion for 3rd R.; debate; debate adjourned, 311. Resuming the debate, in Committee; amended, reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 315. R. A., 317. (1974, c. 14.)

Bill 22.—Official Language Act.—Mr Cloutier.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R.; referred to the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 155. Conference of House Leaders convened, 276. No agreement reached at conference, 278. Motion: *That* the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications be tabled July 11th 1974; Mr President's decision; debate; motion adopted on div. (vote), 288-291. Report tabled (*Sessional Papers, No. 104*); point of procedure raised; Mr President's decision, 291. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; amendment proposed; debate; debate suspended (unan. consent); motion by Mr Levesque; motion adopted; resuming the debate; motion: *That* the debate be adjourned; debate; motion rejected (vote); resuming the debate on motion of amendment; motion of amendment rejected (vote); resuming the debate on main motion; debate adjourned, 297-299. Resuming the debate; sitting suspended for ten minutes; resuming the debate; debate adjourned, 302-303. Resuming the debate; motion: *That* the debate be adjourned, debate; motion rejected (vote); resuming the debate on main motion; motion adopted (vote); 2nd R.; motion: *That* the bill be referred to the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications; motion adopted (members dissenting), 305-307. Conference of House Leaders convened, 335. No agreement reached at conference, 338. Report tabled (*Sessional Papers, No. 127*), 345. Motion for the consideration of report; debate; motion that all amdts be adopted; motion adopted on div. (votes); amdts adopted; report adopted, on div. (vote), 348-349-350-351. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 356. R. A. 372. (1974, c. 6.)

Bill 23.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 171. R. A., 178. (1974, c. 2.)

Bill 24.—An Act to amend the Labour Code and other legislative provisions.—Mr Cournoyer.—1st R., 293.

Bill 25.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R. on div., 221. R. A., 240. (1974, c. 3.)

Bill 26.—Collection Agents Act.—Mr Tetley.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R.; referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies

Bills:—Continued

and Cooperatives, 258. Reported (*Sessional Papers, No. 137*), 382. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 422. Motion concerning the resumption of the debate, 426. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; progress, 427. Order for the said bill to be referred to the Committee of the Whole rescinded (vote); bill referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 461-462. Reported (*Sessional Papers, No. 182*), 481. Consideration of report; report adopted on div.; 3rd R., 528. R. A. 531. (1974, c. 73.)

Bill 27.—An Act to amend the Lands and Forests Act.—Mr Drummond.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 356. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 402. Resuming the debate; motion adopted (vote); 2nd R.; bill referred to the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 407. Reported (*Sessional Papers, No. 164*), 458. Consideration of the report; report adopted; 3rd R., 495. R. A., 531. (1974, c. 28.)

Bill 28.—An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games.—Mr Simard.—1st R., 212. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 255. In Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; motion for 3rd R.; motion adopted (vote); 3rd R., 267. R. A., 272. (1974, c. 77.)

Bill 29.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan.—Mr Forget.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 320. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; progress, 330. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 336. Order for 3rd R.; rescinded; again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 339. R. A., 372. (1974, c. 58.)

Bill 30.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 225. R. A., 240. (1974, c. 4.)

Bill 31.—Agricultural Products and Food Act.—Mr Toupin.—1st R., 253. 2nd R. (Lt.-G.); referred to the Standing Committee on Agriculture; order referring bill to Standing Committee on Agriculture rescinded; in Committee; progress, 277. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 291. 3rd R. on div., 325. R. A., 372. (1974, c. 35.)

Bill 32.—An Act to amend the Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more.—Mr Goldbloom.—1st R., 238. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; reported; 3rd R., 252. R. A., 272. (1974, c. 52.)

Bill 33.—An Act respecting the eligibility and the right to vote of tenants in cities and towns.—Mr Goldbloom.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 244. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 255. 3rd R., 259. R. A., 272. (1974, c. 47.)

Bills:—Continued

Bill 34.—An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes.—Mr Toupin.—1st R., 259. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; reported; 3rd R., 277. R. A., 317. (1974, c. 32.)

Bill 35.—An Act to amend the Québec Real Estate Development Corporation Act.—Mr Mailloux.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote), 309. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); motion adopted; 2nd R., in Committee; reported; 3rd R., 329. R. A., 372. (1974, c. 55.)

Bill 36.—An Act to amend the Courts of Justice Act and certain other legislative provisions relating to the administration of justice and to registry offices.—Mr Choquette.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 342. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 358. Reported (*Sessional Papers, No. 135*); report adopted; 3rd R., 369. R. A., 372. (1974, c. 11)

Bill 37.—An Act to amend the Cities and Towns Act.—Mr Goldbloom.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 337. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted (vote); in Committee; progress, 360. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 368. R. A., 372. (1974, c. 45.)

Bill 38.—An Act to amend the Municipal Code.—Mr Goldbloom.—1st R., 338. motion for 2nd R.; debate; motion adopted (vote); 2nd R.; in Committee; progress, 361. Again in Committee; reported; 3rd R., 368. R. A., 372. (1974, c. 81.)

Bill 39.—An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions.—Mr Lalonde.—1st R., 347. Order for 2nd R. rescinded; order for 1st R. rescinded; bill withdrawn, 382. New bill tabled; 1st R., 383. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted (vote); 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Professional Corporations, 422. Report tabled (*Sessional Papers, No. 190*), 501. Consideration of the report; report adopted, 517. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 65.)

Bill 40.—Social Affairs Commission Act.—Mr Forget.—1st R., referred to the Standing Committee on Social Affairs, 333. Report tabled (*Sessional Papers, No. 156*), 437. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Social Affairs, 519. Reported (*Sessional Papers, No. 208*), 535. Consideration of the report; report adopted, 543. Order for 3rd R. rescinded; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 594. R. A., 604. (1974, c. 39.)

Bill 41.—An Act to amend the Act respecting health services and social services.—Mr Forget.—1st R., referred to the Standing Committee on Social Affairs, 333. Report tabled (*Sessional Papers, No. 156*), 437. Bill reprinted, 493. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 508. Resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Social Affairs, 511. Reported (*Sessional Papers, No. 209*), 535. Consideration of the report; amdt proposed; debate; amdt rejected on div.; report adopted, 543. Order for 3rd R. rescinded; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R. on div., 594. R. A., 604. (1974, c. 42.)

Bills:—Continued

Bill 42.—Bailiffs Act.—Mr Choquette.—1st R., 342. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); motion adopted (vote); 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 358-359. Reported (*Sessional Papers, No. 135*); report adopted; 3rd R., 369. R. A., 372. (1974, c. 13.)

Bill 43.—An Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101" under trusteeship.—Mr Cournoyer.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 294. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt proposed; amendment rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to., 312. Motion for 3rd R., motion adopted on div. (vote); 3rd R., 316. R. A., 317. (1974, c. 116.)

Bill 44.—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec.—Mr Garneau.—1st R., 309. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted (members dissenting); 2nd R.; referred to the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 321. Reported (*Sessional Papers, No. 116*), 327. Report adopted on div., 334. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div.; 3rd R., 336. R. A., 372. (1974, c. 74.)

Bill 45.—An Act to amend the Highway Code.—Mr Mailloux.—1st R., 338. 2nd R.; in Committee; progress, 352. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 360. R. A., 372. (1974, c. 60.)

Bill 46.—An Act to amend the Immigration Department Act.—Mr Bienvenue.—1st R., 365. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 448. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R., bill referred to Standing Committee on Labour, Manpower, and Immigration, 598. Reported (*Sessional Papers, No. 240*), 613. Referred to Committee of the Whole; reported, 614. Consideration of the report; report adopted, 614. 3rd R., 618. R. A., 623. (1974, c. 64.)

Bill 47.—An Act to amend the Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games.—Mr Simard.—1st and 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 324. R. A., 372. (1974, c. 78.)

Bill 48.—An Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 342. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted (vote); 2nd R.; referred to the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 251. Reported (*Sessional Papers, No. 131*); report adopted (vote); 3rd R., 363. R. A., 372. (1974, c. 56.)

Bill 49.—Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act.—Mr Cournoyer.—1st R., 383.

Bill 50.—An Act respecting human rights and freedoms.—Mr Choquette.—1st R. (vote), 383. Motion concerning the 2nd R. of the bill, 426. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 427. Resuming the debate; motion adopted unanimously; Special motion for the bill to be considered by the Standing Committee on Justice after 2nd R.; Mr President's decision; motion declared inadmissible; motion that bill be referred to the Standing Committee on

Bills:—Continued

Justice adopted (vote), 439-440. Rules of procedure for Standing Committees after 1st R. of a bill to be applied to consideration of this bill after its 2nd R.; 506.

Bill 51.—An Act to amend the Transport Act.—Mr Mailloux.—1st R., 342. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 359. R. A., 372. (1974, c. 61.)

Bill 52.—An Act to amend the Cinema Act.—Mr Hardy.—1st R., 342.

Bill 53.—An Act respecting certain investments by insurance companies.—Mr Tetley.—1st R., 342. Motion for 2nd R.; motion adopted (vote); 2nd R., in Committee; progress, 357. Again in Committee; reported, 360. 3rd R., 367. R. A., 372. (1974, c. 69.)

Bill 54.—An Act to amend the Outaouais Regional Community Act.—Mr Goldbloom.—1st R., 342. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted (vote); 2nd R., 368. In Committee; progress, 369. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 369. R. A., 372. (1974, c. 85.)

Bill 55.—An Act to amend the Lands and Forests Department Act.—Mr Drummond.—1st R., 383. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 475. R. A., 489. (1974, c. 27.)

Bill 56.—An Act to amend the Public Curatorship Act and the Mental Patients Protection Act.—Mr Parent.—1st R., 383. 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Finance, Public accounts and Revenue, 484. Order referring bill to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue rescinded; in Committee, 484. 3rd R., 495. R. A., 531. (1974, c. 71.)

Bill 57.—An Act respecting ecological reserves.—Mr Drummond.—1st R. (vote), 481. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted on div.; 2nd R.; in Committee; progress, 521. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 521. 3rd R., 528. R. A., 531. (1974, c. 29.)

Bill 59.—Intergovernmental Affairs Department Act.—Mr Levesque.—1st R., 514. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 530. Resuming the debate; debate adjourned, 554. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; progress, 562. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 563. 3rd R., 603. R. A., 604. (1974, c. 15.)

Bill 61.—An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan.—Mr Parent (Hull).—1st R. (vote), 465. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on the Civil Service, 483. Report tabled (*Sessional Papers, No. 189*), 501. Consideration of the report; report adopted on div., 519-520. 3rd R., 528. R. A., 531. (1974, c. 9.)

Bill 62.—An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan.—Mr Parent (Hull).—1st R., 466. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on the Civil Service, 483. Report tabled (*Sessional Papers, No. 189*), 501. Consideration of report; report adopted on div., 519-520. 3rd R. on div. (members dissenting), 528. R. A., 531. (1974, c. 10.)

Bills:—Continued

Bill 63.—An Act to amend the Teachers Pension Plan.—Mr Parent (Hull).—1st R., 466. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on the Civil Service, 483. Report tabled (*Sessional Papers, No. 189*), 501. Consideration of report; report adopted on div., 519-520. 3rd R., 528. R. A., 531 (1974, c. 63)

Bill 64.—An Act to amend the Québec Pension Plan.—Mr Forget.—1st R. (vote), 473. 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Social Affairs, 483. Reported (*Sessional Papers, No. 188*), 493. Consideration of the report; report adopted, 517. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 16.)

Bill 65.—An Act respecting diplomatic and consular immunities and privileges.—Mr Levesque.—1st R., 514.

Bill 66.—An Act respecting the Montreal Urban Community.—Mr Goldbloom.—1st R. (vote), 445. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee; reported, 458. 3rd R., 483. (1974, c. 83.)

Bill 67.—An Act to amend the Revenue Department Act and the Retail Sales Tax Act.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R. (unan. consent), 494. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 503. Reported (*Sessional Papers, No. 196*), 510. Consideration of report; report adopted, 518. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 17.)

Bill 68.—An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the application of the Taxation Act.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R. (unan. consent), 494. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 503. Reported (*Sessional Papers, No. 194*), 510. Consideration of report; report adopted, 518. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 18.)

Bill 69.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R. (unan. consent), 494. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 503. Reported (*Sessional Papers, No. 196*), 510. Consideration of report; report adopted, 518. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 30.)

Bill 70.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R. (unan. consent), 494. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 503. Reported (*Sessional Papers, No. 196*), 510. Consideration of report; report adopted, 518. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 19.)

Bill 71.—An Act to amend the Health Insurance Act.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R. (unan. consent), 494. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 503. Reported (*Sessional Papers, No. 196*), 510. Consideration of report; report adopted, 518. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 41.)

Bill 72.—An Act to amend the Succession Duties Act.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R. (unan. consent), 494. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee

Bills:—Continued

on Finance, Public Accounts and Revenue, 503. Reported (*Sessional Papers, No. 196*), 510. Consideration of report; report adopted, 518. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 21.)

Bill 73.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R. (unan. consent), 494. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 503. Reported (*Sessional Papers, No. 196*), 510. Consideration of report; report adopted, 518. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 22.)

Bill 74.—An Act to amend the Fuel Tax Act.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R. (unan. consent), 494. 2nd R. (unan. consent); bill referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 503. Reported (*Sessional Papers, No. 196*), 510. Consideration of report; report adopted, 518. 3rd R., 527. R. A., 531. (1974, c. 23.)

Bill 75.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1975, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 541. R. A., 546. (1974, c. 5.)

Bill 76.—An Act to amend the Act to promote the regroupment of municipalities.—Mr Goldbloom.—1st R., 466. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee; reported, 477. 3rd R., 483. R. A., 489. (1974, c. 50.)

Bill 77.—An Act to amend the Trust Companies Act.—Mr Tetley.—1st R. (vote), 497. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended (unan. consent), 510. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 511. 3rd R. on div. (members dissenting), 530. R. A., 531. (1974, c. 67.)

Bill 78.—An Act respecting the protection of children subject to ill-treatment.—Mr Choquette.—1st R., 526. Motion for 2nd (R. Lt.-G.); motion adopted; 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 615-616. 3rd R., 618. R. A. 623. (1974, c. 59.)

Bill 79.—An Act to amend the Civil Code and the Act respecting the lease of things.—Mr Choquette.—1st R., 514. 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Justice, 529. Order to refer bill to Standing Committee on Justice withdrawn; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 562. 3rd R., 595. R. A., 604. (1974, c. 75.)

Bill 80.—An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.—Mr Choquette.—1st R. on div. (vote), 513. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Justice, 529. Order to refer bill to Standing Committee on Justice withdrawn; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 562. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 598. R. A. 604. (1974, c. 76.)

Bill 81.—An Act respecting the financing of political parties and to amend the Election Act.—Mr Levesque.—1st R., 525.

Bills:—Continued

Bill 82.—An Act to amend the Autoroutes Act and the Highway Code.—Mr Mailloux.—1st R., 558. 2nd R.; in Committee; reported, 598. 3rd R., 603. R. A., 604. (1974, c. 37.)

Bill 84.—An Act respecting judges.—Mr Choquette.—1st R., 558. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted on div.; 2nd R., 597. Motion that bill be referred to Standing Committee on Justice adopted on div., 598. Reported (*Sessional Papers, No. 242*), 615. Consideration of the report; report adopted on div., 618. 3rd R. on div., 619. R. A., 623. (1974, c. 12.)

Bill 85.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.—Mr Toupin.—1st R., 538. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Agriculture, 599. Order to refer bill to Standing Committee on Agriculture withdrawn; in Committee of the Whole; progress, 599. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R. (unan. consent), 604. R. A., 605. (1974, c. 33.)

Bill 86.—An Act to amend the Companies Information Act.—Mr Tetley.—1st R. (vote), 525. 2nd R.; in Committee; reported, 542. 3rd R., 553. R. A. 605. (1974, c. 66.)

Bill 87.—An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act.—Mr Levesque.—1st R. on div. (vote), 557. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt proposed; debate adjourned, 577. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); debate suspended, 585. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; motion that the bill be referred to the Committee on the National Assembly adopted on div. (vote), 587. Reported (*Sessional Papers, No. 246*), 620. Consideration of the report; report adopted on div. (vote), 620. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 622. R. A. 623. (1974, c. 7.)

Bill 88.—An Act to amend the Public Health Protection Act.—Mr Forget.—1st R. on div. (vote), 559-560. Order for 2nd R. withdrawn; bill referred to Standing Committee on Social Affairs, 596.

Bill 89.—An Act respecting the protection of buyers of new houses and land.—Mr Tetley.—1st R. (vote), 537.

Bill 90.—An Act to amend the Mental Patients Protection Act.—Mr Forget.—1st R. (unan. consent), 498. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 512. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Social Affairs, 518. Reported (*Sessional Papers, No. 207*), 529. Consideration of the report; amdt proposed; debate; amdt rejected on div.; report adopted on div., 543. 3rd R. on div., 594. R. A. 605. (1974, c. 43.)

Bill 91.—An Act to again amend the Cities and Towns Act and the Municipal Code.—Mr Goldbloom.—1st R., 526. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; progress, 543-544. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 545. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 554. R. A. 605. (1974, c. 46.)

Bills:—Continued

Bill 92.—An Act to amend certain prescriptions.—Mr Choquette.—1st R., 534. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 561. 3rd R., 595. R. A., 605. (1974, c. 80.)

Bill 93.—An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act.—Mr Forget.—1st R. (vote), 502. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Social Affairs, 542. Reported (*Sessional Papers, No. 230*), 569. Report adopted; 3rd R., 570. R. A., 605. (1974, c. 40.)

Bill 94.—An Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns.—Mr Goldbloom.—1st R., 514. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; amended; reported; amends read and agreed to, 544. Again in Committee; amended; reported; amends read and agreed to; 3rd R., 553-554. R. A., 605. (1974, c. 48.)

Bill 95.—An Act respecting collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies.—Mr Parent (Hull).—1st R. (vote), 533. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R., in Committee; amended; reported; amends read and agreed to, 545. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (members dissenting); 3rd R., 554. R. A. 605. (1974, c. 8.)

Bill 96.—An Act respecting protection of the environment.—Mr Goldbloom.—1st R., 526. 2nd R.; in Committee; reported, 544. 3rd R., 553. R. A., 605. (1974, c. 51.)

Bill 97.—An Act respecting the pledge of agricultural and forest property.—Mr Choquette.—1st R., 538. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 599. 3rd R., 603. R. A. 605. (1974, c. 79.)

Bill 98.—An Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay.—Mr Goldbloom.—1st R., 537. Schedules to bill tabled (*Sessional Papers, No. 212*), 545. Motion for 2nd R.; debate; amendment proposed; amendment rejected on div. (vote); debate adjourned, 554. Resuming the debate; debate suspended, 560. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; bill referred to Standing Committee on municipal affairs, 561. Reported (*Sessional Papers, No. 236*), 597. Consideration of the report; report adopted on div., 604. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 609. R. A. 623. (1974, c. 88.)

Bill 99.—An Act to amend the Labour Code.—Mr Burns.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 129. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 185. Resuming the debate; amendment proposed; amendment adopted on div. (vote), 201. Directive from Mr President, 385. Resuming the debate; amendment proposed; debate adjourned on div. (vote), 389.

Bill 102.—An Act respecting Club de Golf le Portage Inc.—Mr Perreault.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 221. Reported with amendments (*Sessional Papers, No. 85*); report adopted (unan. consent), 244. 3rd R., 245. R. A., 272. (1974, c. 110.)

Bills:—Continued

Bill 103.—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of Pointe-Claire.—Mr Séguin.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 98*), 275. 1st and 2nd R.; referred to the Standing Committee on Justice 294. Deferred to a later sitting of the said Standing Committee (*Sessional Papers, No. 117*), 327. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); bill suspended, 364.

Bill 104.—An Act respecting the estate of Frank Carrel.—Mr Houde (Limoulu).—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Justice, 221. Reported with amds (*Sessional Papers, No. 84*); report adopted (unan. consent), 243. 3rd R., 245. R. A., 272. (1974, c. 113.)

Bill 109.—An Act respecting Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (No personal liability).—Mr Harvey (Charlesbourg).—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 221. Reported with amds (*Sessional Papers, No. 85*.); report adopted (unan. consent), 244. 3rd R., 245. R. A., 272. (1974, c. 107.)

Bill 110.—An Act respecting the *fabrique* of the parish of Saint Patrick, Montreal.—Mr Blank.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Justice, 221. Reported with amds (*Sessional Papers, No. 84*.); report adopted (unan. consent), 243. 3rd R., 245. R. A., 272. (1974, c. 104.)

Bill 111.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act.—Mr Picard.—1st R., 271. Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 100*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted (vote), 276. 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 283. Reported with amds (*Sessional Papers, No. 119*), 331. Amdt proposed by Mr Léger rejected on div.; report adopted on div.; 3rd R. on div., 339. R. A., 372. (1974, c. 82.)

Bill 113.—An Act respecting Eugène Marcoux Inc.—Mr Pépin.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 221. Reported with amds (*Sessional Papers, No. 85*); report adopted (unan. consent), 244. 3rd R., 245. R. A., 272. (1974, c. 108.)

Bill 121.—An Act to amend the charter of the town of Boucherville.—Mr Déom.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 221.

Bill 122.—An Act respecting the town of Anjou.—Mr Tardif.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 105*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted, 293. 1st and 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 295. Reported (*Sessional Papers, No. 130*), 355. 3rd R., 367. R. A., 372. (1974, c. 89.)

Bills:—Continued

Bill 123.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions.—Mr Bonnier.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 222. Reported with amendments (*Sessional Papers, No. 76*); motion for 3rd R.; motion adopted (vote); 3rd R., 237. R. A., 241. (1974, c. 102.)

Bill 124.—An Act respecting the Tancrede Bienvenu estate.—Mr Houde (Limoulu).—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 98*), 275. 1st and 2nd R.; referred to the Standing Committee on Justice, 294. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 327. Report adopted; 3rd R., 334. R. A., 372. (1974, c. 114.)

Bill 127.—An Act to amend the charter of the town of La Prairie.—Mr Veilleux.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 222. Reported with amendments (*Sessional Papers, No. 91*), 257. Report adopted; 3rd R., 260. R. A., 272. (1974, c. 93.)

Bill 128.—An Act to revise the charter of the city of Sherbrooke.—Mr Pepin.—1st R., 271. Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 98*), 275. 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 283. Reported with amendments (*Sessional Papers, No. 119*), 331. Report adopted; 3rd R., 335. R. A., 373. (1974, c. 101.)

Bill 129.—An Act to amend the charter of the city of Pierrefonds.—Mr Séguin.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (abstention); referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 222. Report tabled (*Sessional Papers, No. 91*), 257. Report adopted; 3rd R., 260. R. A., 272. (1974, c. 96.)

Bill 130.—An Act to amend the charter of the city of LaSalle.—Mr Caron.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 222. Reported with amendments (*Sessional Papers, No. 91*), 257. Report adopted; 3rd R., 260. R. A., 272. (1974, c. 94.)

Bill 131.—An Act to amend the charter of the city of Verdun.—Mr Springate.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 222. Reported with amendments (*Sessional Papers, No. 91*), 257. Report adopted; 3rd R., 260., R. A., 272. (1974, c. 98.)

Bill 132.—An Act to amend the charter of the town of Kirkland.—Mr Séguin.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 213. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 222. Reported with amendments (*Sessional Papers, No. 91*), 257. Report adopted; 3rd R., 260. R. A., 272. (1974, c. 91.)

Bill 134.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.—Mr St-Germain.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 214. Motion for 2nd

Bills:—Continued

R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 222. Report tabled (*Sessional Papers, No. 91*), 257. Amdts tabled; amdts and report adopted; 3rd R., 266. R. A., 272. (1974, c. 92.)

Bill 135.—An Act respecting The Montreal Catholic School Commission.—Mr Tardif.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 71*), 211. 1st R., 214. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); referred to the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 222. Reported with amdts (*Sessional Papers, No. 76*); motion for 3rd R.; motion adopted (vote); 3rd R., 237. R. A., 241. (1974, c. 103.)

Bill 136.—An Act respecting the Pierre de Boucherville estate.—Mr Marchand.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 98*), 275. 1st and 2nd R.; referred to the Standing Committee on Justice, 295. Deferred to a later sitting of the said Standing Committee (*Sessional Papers, No. 117*), 327. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); bill withdrawn, 364.

Bill 137.—An Act respecting certain immoveables of the *Centre d'informations religieuses Inc.*—Mr Desjardins.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 98*), 275. 1st and 2nd R.; referred to the Standing Committee on Justice, 295. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 327. Report adopted; 3rd R., 334. R. A., 373. (1974, c.111.)

Bill 138.—An Act respecting The Alma and Jonquières Railway Company and The Roberval and Saguenay Railway Company.—Mr Pilote.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 98*), 275. 1st and 2nd R., 295. Referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 296. Reported with amdts (*Sessional Papers, No. 114*), 324. Report adopted; 3rd R., 325. R. A., 373. (1974, c. 105.)

Bill 139.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.—Mr Houde (Limoulu).—1st R., 271. Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 101*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted, 281. Motion for 2nd R.; motion adopted (vote); 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 283. Deferred to a later sitting of the said Standing Committee (*Sessional Papers, No. 119*), 331. Reported (*Sessional Papers, No. 130*), 355. 3rd R., 367. R. A., 372. (1974, c. 97.)

Bill 140.—An Act to amend the charter of the City of Pointe-aux-Trembles.—Mr Perreault.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 101*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted, 281. 1st R., 282. 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 284. Reported with amdts (*Sessional Papers, No. 119*), 331. Report adopted; 3rd R., 335. R. A., 373. (1974, c. 95.)

Bill 141.—An Act respecting the Arthur Lagueux estate.—Mr Desjardins.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 98*), 275. 1st and 2nd R.; referred to the Standing Committee on Justice, 295. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 327. Report adopted; 3rd R., 334. R. A., 373. (1974, c. 115.)

Bill 143.—An Act respecting *L'Union des municipalités de la province de Québec* (Union of Municipalities of the Province of Québec).—Mr Perreault.—Report of the

Bills:—Continued

Law Clerk (*Sessional Papers, No. 120*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted, 332. 1st R., 333. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 335. Reported (*Sessional Papers, No. 130*), 355. 3rd R., 367. R. A., 373. (1974, c. 87.)

Bill 146.—An Act respecting Beaucage Ltée.—Mr Ostiguy.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 105*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted, 293. 1st and 2nd R.; referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 295. Reported with amds (*Sessional Papers, No. 114*), 324. Report adopted; 3rd R., 325. R. A., 373. (1974, c. 106.)

Bill 148.—An Act respecting Hillmack Services Ltd.—Mr Pepin.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 105*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted, 293. 1st and 2nd R.; referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 295. Reported (*Sessional Papers, No. 114*), 324. Report adopted; 3rd R., 325. R. A., 373. (1974, c. 109.)

Bill 149.—An Act to amend the charter of the town of Sainte-Agathe des Monts.—Mr Lapointe.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 101*), 281. 1st R., 283. 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 284. Reported with amds (*Sessional Papers, No. 119*), 331. Report adopted; 3rd R., 335. R. A., 373. (1974, c. 99.)

Bill 150.—An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act.—Mr Desjardins.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 120*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted, 332. 1st R., 333. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 335. Reported (*Sessional Papers, No. 130*), 355. 3rd R., 367. R. A., 373. (1974, c. 86.)

Bill 153.—An Act respecting the municipality of the Parish of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.—Mr Séguin.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 120*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted, 332. 1st R., 333. Motion for 2nd R.; motion adopted (members abstaining); 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 335. Reported (*Sessional Papers, No. 130*), 355. 3rd R., 367. R. A., 373. (1974, c. 100.)

Bill 156.—An Act respecting Ivanhoe Corporation.—Mr Leduc.—Report of the Law Clerk (*Sessional Papers, No. 118*); motion to suspend Rules of Procedure; motion adopted; 1st R., 328. 2nd R.; motion: *That* the said bill be referred to the Standing Committee on Justice for consideration; motion adopted (vote); referred to the Standing Committee on Justice, 348. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted; 3rd R., 364. Order for 3rd R. rescinded; bill referred to Committee of the Whole; amended; reported; amds read and agreed to; 3rd R., 370. R. A., 373. (1974, c. 112.)

Bill 175.—An Act respecting the parish of Saint-Jean-de-Dieu.—Mr Boudreault.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 98*), 275. 1st R., 283. 2nd R.; referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, 284.

Bills:—Continued

Bill 200.—An Act respecting the Montreal Urban Community Public Security Council.—Mr Choquette.—1st R., 558. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 610. Reported (*Sessional Papers, No. 241*), 615. Consideration of the report; report adopted on div., 618. Motion for 3rd R.; debate; motion accepted on div. (vote); 3rd R., 620. R. A., 623. (1974, c. 84.)

Bill 201.—An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act.—Mr Cournoyer.—1st R. (unan. consent), 576. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 588. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Standing Committee on Labour, Manpower, and Immigration, 595. Reported (*Sessional Papers, No. 237*), 597. Consideration of the report; report adopted, 600. Order for 3rd R. withdrawn; bill referred to Committee of the Whole; amended; reported; amdots read and agreed to; motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 601. R. A., 605. (1974, c. 38.)

BOUCHERVILLE:—An Act to amend the charter of the town of—. Bill No. 121.

BOUTIN, Mr Jean-Claude:—Resignation of—, as Member for the electoral district of Johnson, 341.

Budget and Estimates:

Bills Nos. 11; 23; 25; 30; 75.

Budget tabled:—

Sessional Papers, No. 1, 83.

Sessional Papers, No. 2, 207.

Sessional Papers, No. 2A, 474.

ESTIMATES:

Motion:—“That as the budgetary estimates for 1974/75 will be tabled on March 28th and as the budget speech will be given on the same day, provisional appropriations of the various items of the budget shall be adopted, and the bill pertaining thereto will be put to the vote at twelve forty-five o'clock P.M., on Friday, March 29th 1974.” Motion adopted, 59.

Committee of the Whole for the examination of the estimates, 84; 170; 189; 192; 208; 495; 498; 522; 541.

Report, 84; 170; 192; 225; 541.

One-twelfth, 84; 171.

One-sixth, 84.

Two-sixths, 84.

Budget and Estimates:—Suite

Sittings of the Standing Committees of the National Assembly for the examination of the estimates of the Departments:

Motion: – “That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Select Committees for examination with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, which is referred to the Committee of the Whole and any other examination of estimates which the Government Parliamentary Leader shall deem it expedient to refer to the Committee of the Whole.” Motion adopted, 83.

Committee on Agriculture, 130; 142; 143; 195; 206. Report, 219.

Committee on the Civil Service, 94; 104; 106; 108. Report, 219.

Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 122; 130; 134; 156; 168; 169; 170. Report, 219.

Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 88; 94; 97; 163; 165; 167; 169. Report, 219.

Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 130; 134; 135; 142. Report, 219.

Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game, 144; 145; 146; 148; 154; 156; 163; 165; 167; 209. Report, 219.

Committee on Justice, 88; 94; 97; 102; 104; 106; 108. Report, 219.

Committee on Labour, Manpower and Immigration, 108; 156; 168; 169; 181; 184; 188; 191; 194; 195; 201; 204. Report, 219.

Committee on Municipal Affairs, 148; 151; 153; 156; 163; 165; 167. Report, 219.

Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 130; 144; 145; 146; 148; 152; 153; 168; 170; 173; 174; 177; 180. Report, 219.

Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 180; 181; 183; 184; 188; 191; 194; 204; 205; 206; 208; 209; 214. Report, 219.

Committee on Social Affairs, 130; 135; 141; 144; 145; 156; 173; 177. Report, 219.

Committee on Transport, Public Works and Supply, 143; 146; 148; 152; 153. Report, 219.

Report grouping the reports of the Select Committees which examined the estimates of the main budget for the 1974/75 fiscal year. Tabled, 219 (Sessional Papers, No. 73.). Consideration of the report; debate; report adopted (with abstentions), 221.

Budget and Estimates:—Suite

Motion:—“That when the consideration of the estimates of the National Assembly is completed and the report adopted, the Assembly do adjourn until next Tuesday at three o'clock P.M.” Motion adopted. 192.

BUDGET SPEECH:

Debate on budget speech, 84; 88; 98; 106; 109; 181; 204.

Motion:—“That when the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government is completed, the vote on such motion be postponed until a future sitting, and that the Assembly do adjourn, without motion, until the next sitting.”—Motion adopted, 203.

Debate terminated, 204. The motion was put to the vote and the vote was postponed until a later sitting, 204. Motion adopted on div. (vote), 220.

BUREAU OF STATISTICS ACT:—An Act to amend the—, Bill No. 10.

C

CAISSES D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE:—An Act respecting the—, Bill No. 2.

CARREL:—An Act respecting the estate of Frank.—, Bill No. 104.

CENTRE D'INFORMATIONS RELIGIEUSES INC.:—An Act respecting certain immoveables of the—, Bill No. 137.

CINEMA ACT:—An Act to amend the—, Bill No. 52.

CITIES AND TOWNS ACT:—An Act to amend the—, Bill No. 37.

CITIES AND TOWNS ACT AND THE MUNICIPAL CODE:—An Act to again amend the—, Bill No. 91.

CIVIL CODE AND THE ACT RESPECTING THE LEASE OF THINGS:—An Act to amend the—, Bill No. 79.

CIVIL SERVICE SUPERANNUATION PLAN:—An Act to amend the—, Bill No. 62.

CLUB DE GOLF LE PORTAGE INC.:—An Act respecting:—, Bill No. 102.

COLLECTION AGENTS ACT:—Bill No. 26.

COLLECTIVE BARGAINING IN THE SECTORS OF EDUCATION, SOCIAL AFFAIRS AND GOVERNMENT AGENCIES:—An Act respecting—, Bill No. 95.

Committees of the National Assembly:

- Committee on Agriculture*:—Members appointed, 53. Report, 258; 581.
- Committee on the Civil Service*:—Members appointed, 54. Report, 501.
- Committee on Education, Cultural Affairs and Communications*:—Members appointed, 54. Report, 237; 291; 345. Members replaced, 194.
- Committee on Finance, Public Accounts and Revenue*:—Members appointed, 54. Report, 327; 510. Mr Boutin (Abitibi-West) appointed as reporter on the examination of bill No. 44, 324. Committee to sit to hear the Auditor-General, 425; 438; 448; 458.
- Committee on Financial Commitments*:—Members appointed, 54. Standing Orders of the National Assembly amended, 371.
- Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives*:—Members appointed, 54. Report, 244; 323; 382; 481; 563. Committee to sit to examine report of the Study Committee on Automobile Insurance in the province of Québec, 386; 422; 438; 454; 458; 469; 478; 486; 495; 517.
- Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game*:—Members appointed, 54. Report, 363; 509; 521.
- Committee on Justice*:—Members appointed, 54. Report, 243; 287; 327; 364; 369; 615; 620.
- Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Members appointed, 55. Report, 597; 513. Committee to sit to hear the parties in the dispute at United Aircraft Limited, 390; 411; 418; 422; 425; 434; 436. Order to sit rescinded on div. (vote), 437.
- Committee on Municipal Affairs*:—Members appointed, 53. Report, 249; 257; 331; 355; 597.
- Committee on the National Assembly*:—Appointed; members appointed, 16. Report, 53; 65; 323; 342. Report to be printed in full in Journal of Debates, 55. Members replaced, 72; 258; 261.
- Committee on Natural Resources and Lands and Forests*:—Members appointed, 54. Report, 243, 453. Committee to sit to hear the representatives of Hydro-Québec, 184; 254; 260. Committee to sit to hear the representatives of Hydro-Québec and the James Bay Energy Corporation, 512; 541.
- Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs*:—Members appointed, 54.
- Committee on Professional Corporations*:—Members appointed, 53. Report, 501.

Committees of the National Assembly:—Continued

Committee on Social Affairs:—Members appointed, 53. Report, 437; 493; 529; 535; 569. Committee to sit to consider draft regulation under the Act respecting health services and social services, 81; 88; 94; 97.

Committee on Transport, Public Works and Supply:—Members appointed, 55. Report, 75. Committee to sit to examine the question of "*Place Desjardins*", 131; 135; 141.

Special Committee on the Freedom of the Press:—Appointed; members appointed, 370.

Select Standing Committees:—Chairmen of the various—, appointed, 55.

Sub-committee on the National Assembly:—The sub-committee sits to consider whether or not the debates of the Standing Committee on Financial Commitments should be taped, 184. Report, 323.

Standing and Special Committees of the National Assembly which will sit during the summer recess:—

Motion:—"That the number of members of all the parliamentary standing and special committees of the National Assembly which will sit during the summer recess of the present session be doubled, in respect of the present proportion of each recognized party within such committees. Any additional member allotted to each recognized party shall be designated for each sitting, by the Parliamentary Leader or the Whip of such party." Motion adopted, 371.

Motion:—"That the Standing and Special Parliamentary Committees of the National Assembly be authorized to sit after the prorogation of the present session upon being convened by the Government House Leader for the consideration of all the orders which have been referred to them by the National Assembly, and more particularly, those put down upon the Agenda Paper for the last sitting." Motion adopted, 622.

Motion:—"That the name of Mr Bellemare (Johnson) be added to the list of members of all the Parliamentary Standing Committees of the National Assembly, that the quorum of such commissions be fixed at eight members, for the duration of the present session." Motion adopted, 396.

COMPANIES INFORMATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 86.

CONCILIATION BETWEEN LESSEES AND PROPERTY-OWNERS:—An Act to prolong and amend the Act to promote—. Bill No. 80.

CONSTRUCTION INDUSTRY COMPLEMENTARY SOCIAL BENEFITS PLANS ACT:— Bill No. 49.

CONSTRUCTION INDUSTRY LABOUR RELATIONS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 201.

COURTS OF JUSTICE:—An Act to amend the— Act and certain other legislative provisions relating to the administration of justice and to registry offices. Bill No. 36.

CREDIT TO FARM PRODUCERS:—An Act to amend the Act to promote—. Bill No. 85.

CROP INSURANCE ACT:— Bill No. 20.

D

Debates, end of sitting:

Mr Bédard (Chicoutimi):—Question concerning the examination of the draft regulation on the placing of children, 110.

Mr Bédard (Chicoutimi):—Question concerning the results of the sale of Price Company Limited shares to the Abitibi Paper Company Limited, 463.

Mr Burns:—Question concerning the convening of the Committee on Public Accounts, 89.

Mr Burns:—Question concerning the appearance of Mr Paul Desrochers before the Cliche Commission, 419.

Mr Charron:—Question concerning the appointment of Mr Jean-Noël Tremblay as an adviser to the Department of Cultural Affairs, 89.

Mr Charron:—Question concerning the assistance to be granted to the families which suffered losses in the fires in Montreal, 407.

Mr Charron:—Question concerning the request by the Syndicat des enseignants du collège de Valleyfield for the appointment of an investigator, 428.

Mr Léger:—Question concerning the new agreements signed between the Québec Housing Corporation and the Central Mortgage and Housing Corporation, 397.

Mr Lessard:—Question concerning measures to offset the increase in the price of beef, 110.

Mr Lessard:—Question concerning the appointment of a commission of inquiry on the increase in the cost of food, 428.

Mr Roy:—Question concerning the lack of a budget at the Department of Agriculture, 110.

Mr Roy:—Question concerning the present situation regarding the storage of feed grain, 441.

DE BOUCHERVILLE ESTATE:—An Act respecting the Pierre—. Bill No. 136.

DIPLOMATIC AND CONSULAR IMMUNITIES AND PRIVILEGES:—An Act respecting—. Bill No. 65.

E

ECOLOGICAL RESERVES:—An Act respecting— . Bill No. 57.

ELECTION ACT:—An Act respecting the financing of political parties and to amend the—. Bill No. 81.

ELIGIBILITY AND THE RIGHT TO VOTE:— An Act respecting the— of tenants in cities and towns. Bill No. 33.

EUGÈNE MARCOUX INC.:—An Act respecting—. Bill No. 113.

EXECUTIVE POWER ACT:—An Act to amend the Legislature Act and the—. Bill No. 87.

F

FARM LOAN PURPOSES:—An Act to authorize additional appropriations for—. Bill No. 34.

FARM PRODUCTS MARKETING ACT:— Bill No. 12.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—An Act respecting the—, and to amend the Election Act. Bill No. 81.

FOREST LANDS:—An Act to amend the Act respecting the acquisition of certain—. Bill No. 13.

FUEL TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 74.

G

GREATER QUÉBEC WATER PURIFICATION BOARD ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 150.

H

HAUT-SAGUENAY:—An Act respecting certain municipalities of the Outaouais and—. Bill No. 98.

HEALTH INSURANCE ACT:—An Act to amend the—, and the Québec Health Insurance Board Act. Bill No. 93.

HEALTH INSURANCE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 71.

HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 41.

HIGHWAY CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 45.

HIGHWAY CODE:—An Act to amend the Autoroutes Act and the—. Bill No. 82.

HILLMACK SERVICES LTD:—An Act respecting—. Bill No. 148.

HUBERT LAKE UNGAVA NICKEL MINES LIMITED (NO PERSONAL LIABILITY):—An Act respecting—. Bill No. 109.

HUMAN RIGHTS AND FREEDOMS:—An Act respecting—. Bill No. 50.

I

IMMIGRATION DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 46.

INAUGURAL MESSAGE:—

Consideration; debate; 1st non-confidence motion proposed; 2nd non-confidence motion proposed; debate adjourned, 56-57.

Resuming the debate; debate adjourned, 63-64; 72-73; 76; 79-80; 82.

Debate concluded, 82.

First non-confidence motion rejected on div. (vote), 82.

Second non-confidence motion rejected on div. (vote), 82.

INDUSTRIAL DEVELOPMENT BY MEANS OF FISCAL ADVANTAGES:—An Act to amend the Act to promote—. Bill No. 69.

INDUSTRIAL FUNDS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 9.

INSURANCE:—An Act respecting—. Bill No. 7.

INSURANCE COMPANIES:—An Act respecting certain investments by—. Bill No. 53.

INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS DEPARTMENT ACT:—Bill No. 59.

INTERNATIONAL UNION OF ELEVATOR CONSTRUCTORS, LOCALS 89 AND 101:—An Act respecting the placing of the— under trusteeship. Bill No. 43.

IVANHOE CORPORATION:—An Act respecting—. Bill No. 156.

J

JOHNSON:—Writ of election issued for the electoral district of—, 342.

JOHNSON:—Mr Maurice Bellemare elected Member for the electoral district of—, 375.

JOHNSON:—Mr Jean-Claude Boutin resigns as Member for the electoral district of—, 341.

JUDGES:—An Act respecting—. Bill No. 84.

K

KIRKLAND:—An Act to amend the charter of the town of—. Bill No. 132.

L

LABOUR CODE:—An Act to amend the — and other legislative provisions. Bill No. 24.

LABOUR CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 99.

LACHINE:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 134.

LAGUEUX ESTATE:—An Act respecting the Arthur—. Bill No. 141.

LANDS AND FORESTS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 27.

LANDS AND FORESTS DEPARTMENT ACT:— Bill No. 14.

LANDS AND FORESTS DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 55.

LA PRAIRIE:—An Act to amend the charter of the town of—. Bill No. 127.

LASALLE:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 130.

LEASE OF THINGS:—An Act to amend the Civil Code and the Act respecting the—. Bill No. 79.

LEGISLATURE ACT:—An Act to amend the—, and the Executive Power Act. Bill No. 87.

LIQUOR PERMIT CONTROL COMMISSION ACT:— An Act to amend the—. Bill No. 21.

M

MEALS AND HOTELS TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 73.

MENTAL PATIENTS PROTECTION ACT:—An Act to amend the Public Curatorship Act and the—, Bill No. 56.

MENTAL PATIENTS PROTECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 90.

Ministerial Declarations:

Mr Garneau:—A declaration concerning the changing of the tax policy for mining and oil companies, 558.

Mr Mailloux:—A declaration concerning a new time limit for the issuing of motor vehicle registration markers for 1975. 457.

Mr Parent (Hull):—A declaration concerning an agreement made between the government and the union representatives of the security agents, 437.

Mr Toupin:—A declaration concerning the assistance which the government is preparing to give to the cattle breeders of the province of Québec, 549.

MONTREAL CATHOLIC SCHOOL COMMISSION:—An Act respecting the—. Bill No. 135.

MONTREAL URBAN COMMUNITY:—An Act respecting the—. Bill No. 66.

MONTREAL URBAN COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 111.

MONTREAL URBAN COMMUNITY PUBLIC SECURITY COUNCIL:—An Act respecting the—. Bill No. 200.

Motions:

MOTIONS, SUBSTANTIVE:

Mr Bédard (Chicoutimi):—Motion concerning the Social Aid Act and its regulations. Motion withdrawn, 133.

Mr Bédard (Chicoutimi):—Motion concerning family allowances and the incomes of the beneficiaries of social aid. Motion withdrawn, 412.

Mr Bellemare (Johnson):—Motion concerning the measures to be taken so that in future, any Member who has a charge made against him by one of his colleagues, under Standing Order 80, will not be able to evade the judgment of his peers. Debate; motion amended with the unanimous consent of the Assembly; debate adjourned, 488.

Mr Burns:—Motion concerning the basic minimum wage rate. Debate; debate adjourned, 95. Resuming the debate; amdt proposed; amdt adopted on div. (vote); main motion adopted as amended (vote), 122-123.

Mr Charron:—Motion concerning the teaching of the history of the *nation québécoise* to the students of the province of Québec. Debate; debate adjourned, 454. Resuming the debate; amdt proposed; amdt adopted; main motion adopted as amended (vote), 469-470.

Mr Morin:—Motion proposing that present automobile premiums be frozen. Mr Morin replaced by Mr Léger as sponsor of the motion, 209. Debate; debate adjourned, 217. Motion withdrawn, 411.

Motions:—Continued

Mr Morin:—Motion concerning personal income tax and the increase in inflation. Debate; debate adjourned, 140. Resuming the debate; amdt proposed; amdt declared inadmissible; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); main motion rejected on div. (vote), 149-150.

Mr Roy:—Motion to convene the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, the Public Protector and the Auditor-General, etc. Debate; amdt proposed; debate adjourned, 164. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); amdt proposed; amdt adopted on div. (vote); main motion adopted as amended (vote), 174-176.

Mr Roy:—Motion concerning the convening of the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue to hear the Auditor-General and the representatives of the Treasury Board. Motion withdrawn, 412.

Mr Samson:—Motion concerning the revision of the scales of social aid respecting persons receiving social assistance who suffered a reduction following the revision of the rates, and a motion concerning the revision of the scales of social aid respecting housing. With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Samson, the two motions were combined to form a single motion; debate; debate adjourned, 412. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 435.

Motions proposing an emergency debate (under Standing Order 78):

Mr Bellemare (Johnson):—Motion concerning the disastrous effect of the grain inspectors' strike. Motion declared inadmissible, 482.

Mr Bédard (Chicoutimi):—Motion concerning the offer made by the Abitibi Paper Company Limited, of Toronto, to purchase The Price Company Limited. Debate, 448-449.

Mr Lessard:—Motion concerning the imminent risk of a substantial increase in the price of beef. Motion declared inadmissible, 108.

Motions of Privilege:

Motions of Non-confidence:

Motion of privilege (under Standing Order 24):—

Mr Lessard:—Motion concerning the development of Québec's agriculture. Debate; motion rejected on div. (vote), 396-397.

Mr Morin:—Motion concerning an integrated indexing policy on the available income of the people of the province of Québec. Debate; motion rejected on div. (vote), 418-419.

Motions of Privilege:—Continued

Mr Samson:—Motion concerning the mass deportation of many Haitians living in the province of Québec. In view of the absence of the sponsor of the motion, the motion was postponed until the next sitting, 457. Debate; motion rejected on div. (vote), 462-463.

Motions of privilege (other than motions of non-confidence):

Motion of privilege (under Standing Order 68):—

Mr Roy:—Motion respecting the manner in which the President of the National Assembly conducted the work of the Assembly at the time of the adjournment of the sitting of March 14th 1974. Debate, motion rejected on div. (vote), 63.

Motion of privilege (under Standing Orders 79 and 81):—

Mr Burns:—Motion concerning the Member for Taillon, Mr Leduc. Decision by Mr President, 88.

Motion of privilege (under Standing Order 80):—

Mr Bienvenue:—Motion concerning the Member for Sauvé and Leader of the Opposition, Mr Jacques-Yvan Morin. Debate; amdt proposed; debate suspended; amdt declared inadmissible; main motion adopted (vote) (abstentions), 573-577.

Mr Burns:—Motion concerning Messrs Jean-Noël Lavoie, Gérard D. Levesque, Gérald Harvey and Oswald Harvey. Debate; motion rejected on div. (vote), (abstentions), 586-587.

Mr Burns:—Motion concerning the Member for Johnson, Mr Jean-Claude Boutin. Motion amended; motion adopted (vote), 250-251. Motion authorizing the Standing Committee on the National Assembly to summon and send for such persons, papers and records as it may need. Motion adopted (vote), 269.

MUNICIPALITIES OF 25,000 INHABITANTS OR MORE:—An Act to amend the Act granting subsidies to—. Bill No. 32.

MUNICIPAL CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 38.

N

National Assembly:

Adjournments, 110; 146; 152; 154; 166; 168; 178; 206.

Montreal Urban Community Transport Commission (M.U.C.T.C.):—The sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M. to allow the continuation of the negotiations to settle the dispute between the—, and its unionized employees, 376.

National Assembly:—Continued

DECISIONS BY MR PRESIDENT:— 56; 76; 88; 149; 288; 291; 384; 393; 401; 417; 439; 446; 482; 506; 559; 570.

Adjournment from July 31st 1974 until Tuesday, October 29th 1974, at three o'clock P.M., 373.

*September 18th 1974:—*Special sitting concerning the dispute between the M.U.C.T.C. and the unionized employees, 375.

Adjournment from September 19th 1974 until October 29th 1974, at three o'clock P.M. Motion; debate; motion adopted on div. (vote) (one abstention), 377.

*Assembly to sit every day of the week except Sundays:—*Motion; debate; motion proposing that the debate be adjourned; motion rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 233-234.

*Assembly to sit every day of the week except Sundays:—*Motion; debate; motion amended with the unanimous consent of the Assembly and adopted on div., 498.

Mr Maurice Bellemare elected Member for the electoral district of Johnson, 375.

Mr Jean-Claude Boutin resigns as Member for the electoral district of Johnson, 341.

*Mr Robert Bourassa:—*Motion to present birthday greetings to—. Motion adopted (vote), 301.

*Decisions by Mr President:—*56; 76; 88; 149; 288; 291; 384; 385; 386; 393; 401; 417; 439; 446; 482; 506; 559; 570.

Directives by Mr President, 385; 405.

Standing Orders of the National Assembly, amended, 65; 71; 371.

Writ of election issued for the electoral district of Johnson, 342.

O

OFFICIAL LANGUAGE ACT:—Bill No. 22.

OLYMPIC GAMES:—An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 —. Bill No. 28.

OLYMPIC GAMES:—An Act to amend the Act respecting lodgings available to the public during the 1976—. Bill No. 47.

OUTAOUAIS:—An Act respecting certain municipalities of the—and Haut-Saguenay.
Bill No. 98.

OUTAOUAIS REGIONAL COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 54.

P

PIERREFONDS:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 129.

PLACE DU CENTRE, AT HULL:—An Act respecting—. Bill No. 6.

PLEDGE OF AGRICULTURAL AND FOREST PROPERTY:—An Act respecting the—. Bill No. 97.

POINTE-AUX-TREMBLES:—An Act to amend the charter of the City of—. Bill No. 140.

POINTE-CLAIRE:—An Act respecting a servitude encumbering certain lots of the cadastre of the parish of—. Bill No. 103.

PRESCRIPTIONS:—An Act to amend certain—. Bill No. 92.

PROFESSIONAL CODE AND OTHER LEGISLATIVE PROVISIONS:—An Act to amend the—. Bill No. 39.

PROTECTION OF BUYERS OF NEW HOUSES AND LAND:—An Act respecting the—. Bill No. 89.

PROTECTION OF CHILDREN SUBJECT TO ILL-TREATMENT:—An Act respecting the—. Bill No. 78.

PROTECTION OF THE ENVIRONMENT:—An Act respecting—. Bill No. 96.

PUBLIC CURATORSHIP ACT AND THE MENTAL PATIENTS PROTECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 56.

PUBLIC HEALTH PROTECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 88.

PUBLIC PROTECTOR:—Salary fixed, 370; 621.

Q

QUÉBEC:—An Act to amend the Charter of the City of—. Bill No. 139.

QUÉBEC ATHLETIC COMMISSION ACT:—The—. Bill No. 16.

QUÉBEC DEPOSIT INSURANCE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 3.

QUÉBEC FAMILY ALLOWANCES PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 29.

QUÉBEC FEDERATION OF CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONS:—An Act to amend the Act respecting the—. Bill No. 123.

QUÉBEC HOUSING CORPORATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 1.

QUÉBEC INDUSTRIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 48.

QUÉBEC INTER-PORT COMPANY:—An Act to incorporate the—. Bill No. 4.

QUÉBEC-LÉVIS FERRY COMPANY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 5.

QUÉBEC PENSION PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 64.

QUÉBEC PETROLEUM OPERATIONS COMPANY: An Act to amend the Charter of the—. Bill No. 17.

QUÉBEC REAL ESTATE DEVELOPMENT CORPORATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 35.

Questions and Answers:

Abattoirs Laurentiens (electoral district of Prévost):—Is it true that the—, have been exempted from certain obligations in spite of the November 1971 S.P.E. directives, 410.

Agricultural associations:—How many—, have ceased their activities since May 10th 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 468. (See also *Accounts and Papers.*)

Bankruptcies:—How many corporations, business undertaking or individuals have declared—, since May 12th 1970, 433.

Broiling chicken:—Details respecting—, in Québec, Ontario, Manitoba, New-Brunswick and the whole of Canada, 582.

Central Québec Industrial Park:—What are the names and addresses of the administrators of the —, 198.

Corporation du Foyer de Lac Etchemin (Bellechasse):— Did the Québec Housing Corporation make a loan to the—, 200.

Châtelaine restaurant (La Vérendrye Park):—What price was paid by the Department of Tourism, Fish and Game for the purchase of the—, 138.

Companies:—Has the government taken any measures to provide that the real estate belonging to—, be subject to a higher rate of school tax than that of the individuals, 539.

Questions and Answers:—Continued

Companies Act:—How many companies failed to produce their annual reports in 1973, as required under the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 516. (See also *Accounts and Papers*.)

Drinking water:—What municipalities in the province of Québec are adding sodium fluoride to their—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 185. (See also *Accounts and Papers*.)

Desrochers, Mr Paul:—What amounts have been paid by the government to—, since April 29th 1970, 551.

Drummondville:—Does the—School Board provide the secretarial sciences option for college level students, 552.

Duchesne River:—Did the proprietors of Place Duchesne obtain an authorization to carry out the filling up of—, 567.

Elevator (Building A of the Parliament of Québec):—What was the cost for the installation of the—reserved for the Prime Minister, 137.

Ellis School of Drummondville:—Did the Department of Education grant permission to the—, to provide the secretarial sciences for college level students, 552.

Executive Council:—What amounts were paid out in 1971/72, 1972/73 and 1973/74 to ensure the protection of the members of the—, 434.

Flour-mills:—How many—, have been closed since April 1st 1970, 60.

French agricultural exhibition:—Did the government of the province of Québec send a delegation to the— of 1974, 147.

Government offices in the county of Rouyn-Noranda:—Details concerning the inside maintenance services for the public buildings and premises containing the various—, for 1970, 1971, 1972 and 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 121. (See also *Accounts and Papers*.)

Government offices in the county of Rouyn-Noranda:—Details concerning rental of premises used for—, for 1970, 1971, 1972 and 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 122. (See also *Accounts and Papers*.)

Harricana regional school board:—Details concerning the possible construction of the Barraute comprehensive school. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 338. (See also *Accounts and Papers*.)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—Details respecting organizations which received grants from the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 514. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Higher education scholarships:—What are the names of the persons who applied for—during the 1973/74 fiscal year. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 148. (See also *Accounts and Papers.*)

Iron Ore Company of Canada:—On what date was the first contract signed between the— and the government, for the extraction of the iron ore in Ungava. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 266. (See also *Accounts and Papers.*)

James Bay:—How many workers in the county of Rouyn-Noranda obtained employment at—, 199.

Justice:—Details concerning the lawyers and legal offices in the cities of Québec and Montreal and in Portneuf county who worked for the Department of— from April 1st 1970 to March 31st 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 120. (See also *Accounts and Papers.*)

Labour and Manpower:—Does the Minister of—, have an office in Québec and in Montreal, 410.

Labour and Manpower:—What are the names of the conciliation officers and the investigating commissioners of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). 568. (See also *Accounts and Papers.*)

Labour and Manpower:—What are the names and addresses of all the Deputy Ministers of the Department of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 568. (See also *Accounts and Papers.*)

Laurentides Provincial Park:—Does the Department of Transport have any emergency breakdown and rescue service crews operating in the—, 486.

Lesage, Mr Jean:—What amounts have been paid to—, by the government since April 29th 1970, 365.

Lotbinière:—How many hours of mechanized work were carried out by the Department of Agriculture in the electoral district of—, in 1972, 1973 and 1974. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 487. (See also *Accounts and Papers.*)

Market gardeners of the province of Québec:—Did the Department of Agriculture grant its assistance to the— who took part in the agricultural fair at Springfield, Massachussets, 184.

Morgue in Québec City:—Details respecting contracts awarded by the government of the province of Québec for the construction of the provincial—. (Questions converted into motions for the tabling of documents), 514-515. (See also *Accounts and Papers.*)

Questions and Answers:—Continued

Newspapers and other publications in the province of Québec:—What amounts were spent by the government of Québec for the publication of legal notices, calls for tenders, etc., in—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 583. (See also *Accounts and Papers.*)

Parizeau, Mr Jacques:—Details concerning employment with the government of the province of Québec, 135.

Paspébiac:—Have the sketches of the path to be followed by Route 6, in the— Zone, been completed, 539.

Petite Rivière Saint-François:—What amounts were paid under the “Inondation 74” programme in the territory of the municipality of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 487. (See also *Accounts and Papers.*)

Picard, Mr Marc:—By whom, on what date and at what salary was—, appointed or designated as the co-ordinator of the restoration work at Place Royale in Québec City, 582.

Prime Minister's office:—How many persons are attached to the—, 200.

Québec Broadcasting Bureau:—What are the names and addresses of the persons on the board of the—, 61.

Québec Deposit and Investment Fund:—What are the names and addresses of the administrators of the—, 215.

Québec Housing Corporation:—What are the names and addresses of the administrators of the—, 136.

Québec Housing Corporation:—Did the— make a loan to the Corporation du Foyer de Lac Etchemin (Bellechasse), 200.

Québec Hydro-Electric Commission:—What are the names of the members of the board of directors of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 602. (See also *Accounts and Papers.*)

Québec Industrial Development Corporation:—What are the names and addresses of the administrators of the—, 261.

Québec Industrial Research Centre:—What are the names and addresses of the members of the board of directors of the—, 263.

Québec Liquor Corporation:—What are the names and addresses of the members of the board of directors of the—, 118.

Québec Liquor Corporation:—What is the salary of the president of the—, 568.

Questions and Answers:—Continued

Renova Enterprises:—How many contracts have been awarded to—, since May 12th 1970, 566.

Répertoire des services municipaux de prévention des incendies du Québec:—What was the cost of printing the 1973 edition of the—, published by the Department of Municipal Affairs, 120.

REXFOR:—What are the names and addresses of the members of the board of directors of—, 91.

Rouyn-Noranda:—How many workers in the county of— obtained employment at James Bay, 199.

Rouyn-Noranda House:—Details concerning the— for juvenile delinquents, 161.

Royal Commission of Inquiry on Taxation:—Has the government followed up Recommendation XV-4 of the report of the—, respecting a municipal credit service, 539.

Saint-François de La Sarre Hospital:—How many requests for hospitalization were refused in 1971 and 1972 by the—, due to the shortage of physicians, 61.

Sales tax:—What was the amount of the proceeds of the—, paid to the counties of Beauce, Dorchester and Frontenac in 1970, 1971, 1972 and 1973. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 139. (See also *Accounts and Papers*.)

SIDBEC:—What are the names and addresses of the members of the board of directors of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 120. (See also *Accounts and Papers*.)

Social assistance:—How many persons on—, found employment in the agricultural sector in 1973/74 through *Operation Employment* announced by the Department of Agriculture, 467.

Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—What are the names and addresses of the members of the board of directors of the—, 119.

Underground drainage:—Did the Department of Agriculture give any grants for—, in 1973/74 and 1974/75. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 584. (See also *Accounts and Papers*.)

Ungava:—On what date was the first contract signed between the Iron Ore Company of Canada and the government, for the extraction of the iron ore in—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 266. (See also *Accounts and Papers*.)

University of Québec:—What are the names of the members of the board of directors of the—, 92.

R

REGROUPMENT OF MUNICIPALITIES:—An Act to amend the Act to promote the—.
Bill No. 76.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to amend the Revenue Department Act and the—.
Bill No. 67.

RETIREMENT PLAN:—An Act to amend the Government and Public Employees—.
Bill No. 61.

RETIREMENT PLANS FOR MAYORS AND COUNCILLORS OF CITIES AND TOWNS:—An Act
respecting—. Bill No. 94.

REVENUE DEPARTMENT ACT AND THE RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to amend
the—. Bill No. 67.

S

SAINT-JEAN-DE-DIEU:—An Act respecting the parish of—. Bill No. 175.

SAINT-PATRICK, MONTRÉAL:—An Act respecting the fabrique of the parish of—.
Bill No. 110.

SAINT-RAPHAËL-DE-L'ÎLE-BIZARD:—An Act respecting the municipality of the—.
Bill No. 153.

SAINTE-AGATHE DES MONTS:—An Act to amend the charter of the town of—. Bill
No. 149.

SHERBROOKE:—An Act to revise the charter of the city of—. Bill No. 128.

SIDBEC:—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated
steel complex by—. Bill No. 44.

SOCIAL AFFAIRS COMMISSION ACT:—Bill No. 40.

SUBSIDIES:—An Act to amend the Act granting— to municipalities of 25,000 inhabi-
tants or more. Bill No. 32.

SUCCESSION DUTIES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 72.

T

TAXATION ACT:—An Act to amend the Taxation Act and the Act respecting the
application of the—. Bill No. 68.

TEACHERS PENSION PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 63.

TRANSPORT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 51.

TRAVEL AGENTS ACT:—Bill No. 19.

TRUST COMPANIES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 77.

U

UNION DES MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC (UNION OF MUNICIPALITIES OF THE PROVINCE OF QUÉBEC):—An Act respecting L'—. Bill No. 143.

V

VERDUN:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill No. 131.

W

WATERCOURSES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 15.

CONCORDANCE TABLE

CHAPTER — BILL

CHAP.	BILL	CHAP.	BILL	CHAP.	BILL	CHAP.	BILL
1	11	31	20	61	51	91	132
2	23	32	34	62	5	92	134
3	25	33	85	63	63	93	127
4	30	34	18	64	46	94	130
5	75	35	31	65	39	95	140
6	22	36	12	66	86	96	129
7	87	37	82	67	77	97	139
8	95	38	201	68	2	98	131
9	61	39	40	69	53	99	149
10	62	40	93	70	7	100	153
11	36	41	71	71	56	101	128
12	84	42	41	72	3	102	123
13	42	43	90	73	26	103	135
14	21	44	9	74	44	104	110
15	59	45	37	75	79	105	138
16	64	46	91	76	80	106	146
17	67	47	33	77	28	107	109
18	68	48	94	78	47	108	113
19	70	49	1	79	97	109	148
20	69	50	76	80	92	110	102
21	72	51	96	81	38	111	137
22	73	52	32	82	111	112	156
23	74	53	19	83	66	113	104
24	15	54	10	84	200	114	124
25	17	55	35	85	54	115	141
26	14	56	48	86	150	116	43
27	55	57	4	87	143		
28	27	58	29	88	98		
29	57	59	78	89	122		
30	13	60	45	90	6		

BILL — CHAPTER

BILL	CHAP.	BILL	CHAP.	BILL	CHAP.	BILL	CHAP.
1	49	34	32	70	19	113	108
2	68	35	55	71	41	122	89
3	72	36	11	72	21	123	102
4	57	37	45	73	22	124	114
5	62	38	81	74	23	127	93
6	90	39	65	75	5	128	101
7	70	40	39	76	50	129	96
9	44	41	42	77	67	130	94
10	54	42	13	78	59	131	98
11	1	43	116	79	75	132	91
12	36	44	74	80	76	143	92
13	30	45	60	82	37	135	103
14	26	46	64	84	12	137	111
15	24	47	78	85	33	138	105
17	25	48	56	86	66	139	97
18	34	51	61	87	7	140	95
19	53	53	69	90	43	141	115
20	31	54	85	91	46	143	87
21	14	55	27	92	80	146	106
22	6	56	71	93	40	148	109
23	2	57	29	94	48	149	99
25	3	59	15	95	8	150	86
26	73	61	9	96	51	153	100
27	28	62	10	97	79	156	112
28	77	63	63	98	88	200	84
29	58	64	16	102	110	201	38
30	4	66	83	104	113		
31	35	67	17	109	107		
32	52	68	18	110	104		
33	47	69	20	111	82		